Recueil des actes administratifs

n° 516

Tome 2/4

REUNION DE 2019
Commission permanente du 8 juillet 2019

COMMISSION PERMANENTE DU 8 juillet 2019

SOMMAIRE

Tome 1/4

Mission I – Pour un aménagement équilibré, garant de la cohésion, de la performance et de la solidarité territoriale

19_0101_05	Contractualiser avec les territoires autour d'enjeux partagés	7
19_0102_06	Observer, anticiper et accompagner les mutations territoriales	315
19_0103_04	Soutenir l'aménagement et le développement des usages numériques	317

Mission II – Pour une économie dynamique au service de filières fortes et créatrice d'un emploi durable

19_0201_05	Stimuler l'innovation et développer l'économie de la connaissance	410
19_0202_05	Accompagner la structuration des secteurs clés de l'économie bretonne	416
19_0203_05 et 06	Favoriser la création, le développement et la transmission d'entreprises	419
19_0204_05	Accompagner le développement des emplois durables et de qualité par la compétitivité des entreprises	432

Tome 2/4

19_0205_05	Développer l'économie sociale et solidaire, l'innovation sociale et l'égalité	484
19_0206_05	Soutenir les acteurs de la structuration de l'économie bretonne et des filières stratégiques	491
19_0207_05	Améliorer la performance des exploitations agricoles et des filières de production alimentaire	548
19_0208_05	Développer le secteur des pêches maritimes et de l'aquaculture, contribuer au développement maritime	555
19_0209_13	Développer le système portuaire – Tous ports	566
19_0209_PDPB_04	Développer le système portuaire – Port de Brest	596

Mission III – Pour une formation permettant à chacun de construire son propre parcours vers la compétence et l'emploi

19_DELS_02 et 03	Conventions d'accueil des élèves dans les internats bretons	599

19_0301_05 Assurer la qualité de la relation emploi formation par la connaissance, la concertation et l'orientation 610

19_0302_05 Favoriser les initiatives des jeunes en formation, leur mobilité et les projets éducatifs des lycées 623

19_0303 Offrir un cadre bâti favorisant l'épanouissement de tous les acteurs des lycées

19_0303_ET_05 Etudes 688

19_0303_FCT_05 Fonctionnement 707

19_0303_INV_05 Investissement 709

19_0303_PATR_04 Patrimoine 716

19_0303_TRX_05 Travaux 728

19_0304_05 Participer aux investissements immobiliers dans les établissements privés 769

19_0306_05 Améliorer les équipements dans les lycées publics 772

19_0307_05 Participer à l'amélioration des équipements pédagogiques dans les établissements privés 789

19_0308_04 Développer le numérique éducatif 792

19_0309_05 Assurer le fonctionnement des lycées publics 796

19_0310_04 Participer au fonctionnement des établissements privés 821

19_0311_05 Renforcer la recherche et l'enseignement supérieur 834

19_0312_05 Adapter l'offre et la qualité de formation aux attentes des jeunes et aux besoins des entreprises 854

19_0314_04 Assurer les formations sanitaires et sociales 952

19_0315_05 Faciliter les projets individuels de formation et de qualification 954

Tome 3/4

19_0316_06 Proposer une offre de formation qualifiante et adaptée aux dynamiques économiques et territoriales 956

19_0317_04 Améliorer les conditions de vie des stagiaires de la formation professionnelle pour un emploi durable 1019

19_0318_06 Développer les langues de Bretagne 1025

Mission IV – Pour une Bretagne de toutes les mobilités

19_0401_07 Développer les modes de transports collectifs régionaux et favoriser la mobilité durable 1036

Tome 4/4

19_0402_06 et 07 Moderniser les réseaux ferroviaires et routiers structurants 1387

Mission V – Pour une région engagée dans la transition écologique

19_0501_04 Promouvoir une gestion intégrée de la ressource en eau 1505

19_0502_05 Préserver et valoriser la biodiversité et les paysages 1586

19_0503_05 Développer une politique énergétique volontariste et une approche circulaire de l'usage des ressources 1605

Mission VI – Pour le rayonnement de la Bretagne et la vitalité culturelle bretonne

19_0601_05 Soutenir le spectacle vivant, les arts plastiques et la diversité des pratiques culturelles 1610

19_0602_05 Soutenir les industries de la création et le développement de la vie littéraire et cinématographique 1762

19_0603_05 Développer le sport en région 1810

19_0604 Révéler et valoriser le patrimoine

19_0604_05 *Rapport général* 1822

19_0604_D2_03 *Inventaire* 1827

19_0605_05 Faire de la Bretagne une destination touristique d'exception 1829

19_0606_04 Valoriser et moderniser les voies navigables bretonnes 1838

19_0607_05 Développer les actions européennes et internationales 1843

19_0608_04 Renforcer l'information aux citoyens et promouvoir l'image et la notoriété de la Bretagne 1845

Fonds de gestion des crédits européens

19_1130_05 Programme FEAMP 2014-2020 1850

Autres dépenses

19_9000_07 et 08 Patrimoine et logistique 1859

19_9003_05 Fonds d'Intervention Régional 1920

19_9012_05, 06, 07 et 08 Rémunération des personnels et indemnités des membres des assemblées 1927

19_9020_02 Ressources et expertises 1932

19_9023_03 Mouvements financiers divers 1934

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0205_05-DE

REGION BRETAGNE

19_0205_05

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL

8 juillet 2019

DELIBERATION

Programme 0205 - Développer l'économie sociale et solidaire, l'innovation sociale et l'égalité

La Commission permanente du Conseil régional, convoquée par son Président le 28 juin 2019, s'est réunie le lundi 8 juillet 2019 sous la présidence de celui-ci, au siège de la Région Bretagne à Rennes ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment sa quatrième partie, relative à la Région ;

Vu la délibération n° 17_DAJCP_SA_06 du Conseil régional en date du 22 juin 2017 approuvant les délégations accordées à la Commission permanente ;

Vu l'ensemble des décisions budgétaires de l'exercice en cours ;

Vu l'ensemble des délibérations précisant les modalités d'intervention des dispositifs actuels de la Région ;

Au vu du rapport présenté par Monsieur le Président du Conseil régional ;

Et après avoir délibéré ;

DECIDE

Le groupe Rassemblement National vote contre les subventions à la Ligue de l'Enseignement de Bretagne, à la Ligue Française de défense des droits de l'Homme, à Pulsart, à La Cimade (opérations n° 17002215, 19003908, 19004406, 19003778).

Le groupe Rassemblement National s'abstient sur les subventions versées dans le cadre de l'appel à projets « formation des bénévoles associatifs » au secours catholique et au planning familial (opérations n° 19003945 et n°19004597).

En section d'investissement :

- **d'AFFECTER** sur le montant d'autorisation d'engagement disponible, un crédit de **50 000 €** pour le financement de l'opération figurant en annexe ;

- **d'ATTRIBUER** l'avance remboursable au bénéficiaires désigné dans les tableaux annexés et **d'AUTORISER** le Président à signer les actes juridiques nécessaires au versement de cette aide ;

En section de fonctionnement :

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0205_05-DE

- **d'AFFECTER** sur le montant d'autorisation d'engagement disponible, un crédit de **379 775 €** pour le financement des opérations figurant en annexe ;

- **d'ATTRIBUER** les aides aux bénéficiaires désignés dans les tableaux annexés et **d'AUTORISER** le Président à signer les actes juridiques nécessaires au versement de ces aides.

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0205_05-DE

Délibération du Conseil régional de Bretagne
Commission permanente du 08 juillet 2019
Opération(s) nouvelle(s)
Programme : P.0205 - Développer l'économie sociale et solidaire, l'innovation sociale et l'égalité
Chapitre : 909

Nom du bénéficiaire	Opération	Objet	Type	Montant Proposé (en Euros)
DIVERS BENEFICIAIRES 35000 RENNES	19004139	Soutien au démarrage des projets d'innovation sociale - avance remboursable	Avance remboursable	50 000,00

Total : 50 000,00

Nombre d'opérations : 1

* Prise en compte des dépenses antérieures à la décision

Délibération n° : 19_0205_05

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0205_05-DE

Délibération du Conseil régional de Bretagne
Commission permanente du 08 juillet 2019
Opération(s) nouvelle(s)
Programme : P.0205 - Développer l'économie sociale et solidaire, l'innovation sociale et l'égalité
Chapitre : 939

Nom du bénéficiaire	Opération	Objet	Type	Montant Proposé (en Euros)
OPTIM-ISM 56100 LORIENT	19004377	Soutien au projet d'aménagement de la ferme de Saint Urchaut	Subvention forfaitaire	20 000,00
SECOURS CATHOLIQUE 22 22000 SAINT-BRIEUC	19003945	AAP Formation des bénévoles 2019	Subvention forfaitaire	18 400,00
SEMA'FOR 29200 BREST	19004600	AAP Formation des bénévoles 2019	Subvention forfaitaire	11 500,00
FEDERATION DES CENTRES SOCIAUX DE BRETAGNE 35200 RENNES	19003609	AAP Formation des bénévoles 2019	Subvention forfaitaire	11 220,00
ESPACE ASSOCIATIF 29000 QUIMPER	19004592	AAP Formation des bénévoles 2019	Subvention forfaitaire	10 400,00
MAISON DE LA CONSOMMATION ET DE L ENVIRONNEMENT 35000 RENNES	19003923	AAP formation des bénévoles 2019	Subvention forfaitaire	9 660,00
CEMEA 29000 QUIMPER	19003730	AAP Formation des bénévoles 2019	Subvention forfaitaire	7 820,00
FRANCAS BRETAGNE 35201 RENNES	19003959	AAP Formation des bénévoles 2019	Subvention forfaitaire	7 360,00
MOUVEMENT FINISTERIEN POUR PLANNING FAMILIAL 29200 BREST	19004597	AAP Formation des bénévoles 2019	Subvention forfaitaire	6 280,00
RESAM 29600 MORLAIX	19004599	AAP Formation des bénévoles 2019	Subvention forfaitaire	5 980,00
LES PETITS DEBROUILLARDS GRAND OUEST 35200 RENNES	19003903	AAP Formation des bénévoles 2019	Subvention forfaitaire	5 520,00
MFPF 35 35000 RENNES	19004614	AAP Formation des bénévoles 2019	Subvention forfaitaire	4 990,00
LA CIMADE 35000 RENNES	19003778	AAP Formation des bénévoles 2019	Subvention forfaitaire	4 830,00
ASSOCIATION BUG 35000 RENNES	19004604	AAP Formation des bénévoles 2019	Subvention forfaitaire	4 710,00
AL'TERRE BREIZH 29000 QUIMPER	19004586	AAP Formation des bénévoles 2019	Subvention forfaitaire	4 410,00
UNION REG ACCUEILS VILLE FRANCAISES BRET 56000 VANNES	19002469	AAP Formation des bénévoles 2019	Subvention forfaitaire	4 140,00
CENTRE D ETUDE ET D ACTION SOCIALE DU MORBIHAN CEAS 56 56000 VANNES	19003732	AAP Formation des bénévoles 2019	Subvention forfaitaire	4 080,00
CPIE FORET DE BROCELIANDE 56430 CONCORET	19004622	AAP Formation des bénévoles 2019	Subvention forfaitaire	4 050,00
CADES COORD ACTEURS ESS 35600 REDON	19004606	AAP Formation des bénévoles 2019	Subvention forfaitaire	3 820,00
ATD QUART MONDE 35000 RENNES	19003666	AAP Formation des bénévoles 2019	Subvention forfaitaire	3 680,00

* Prise en compte des dépenses antérieures à la décision

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0205_05-DE

Nom du bénéficiaire	Opération	Objet	Type	
ECLAIREUSES ECLAIREURS DE FRANCE DELEGATION BRETAGNE 29200 BREST	19004636	AAP Formation des bénévoles 2019	Subvention forfa	
KEUR ESKEMM 35000 RENNES	19003982	AAP formation des bénévoles 2019	Subvention forfaitaire	3 680,00
VERT LE JARDIN 29200 BREST	19003980	AAP formation des bénévoles 2019	Subvention forfaitaire	3 680,00
ASSOCIATION DES CIGALES DE BRETAGNE 35000 RENNES	19002884	AAP Formation des bénévoles 2019	Subvention forfaitaire	3 450,00
ASSOCIATION DES PARALYSES DE FRANCE APF 35700 RENNES	19003601	AAP Formation des bénévoles 2019	Subvention forfaitaire	3 220,00
CROIX ROUGE FRANCAISE DELEGATION REGIONALE BRETAGNE 35000 RENNES	19003748	AAP Formation des bénévoles 2019	Subvention forfaitaire	3 130,00
FEDERATION DEPARTEMENTALE FAMILLES RURALES DES COTES D ARMOR 22000 SAINT-BRIEUC	19004633	AAP Formation des bénévoles 2019	Subvention forfaitaire	3 060,00
LA BALADE DES LIVRES 35000 RENNES	19004624	AAP Formation des bénévoles 2019	Subvention forfaitaire	2 800,00
AROEVEN BRETAGNE 35000 RENNES	19003926	AAP formation des bénévoles 2019	Subvention forfaitaire	2 760,00
ACCUEIL PAYSAN 35 35577 CESSON-SEVIGNE	19004605	AAP Formation des bénévoles 2019	Subvention forfaitaire	2 600,00
ADEC COMITE DEPARTEMENTAL D ILLE ET VILAINE 35000 RENNES	19004607	AAP Formation des bénévoles 2019	Subvention forfaitaire	2 520,00
SOLIDARITE PAYSANS DE BRETAGNE 35000 RENNES	19002847	AAP Formation des bénévoles 2019	Subvention forfaitaire	2 500,00
ALCOOL ASSISTANCE CROIX D REG OUEST 44000 NANTES	19002885	AAP Formation des bénévoles 2019	Subvention forfaitaire	2 300,00
ASSOCIATION GENEPI 75013 PARIS	19003899	AAP Formation des bénévoles 2019	Subvention forfaitaire	2 300,00
FAMILLES RURALES FED REG 22000 SAINT-BRIEUC	19003881	AAP Formation des bénévoles 2019	Subvention forfaitaire	2 300,00
LE BISTROT LAB' 35134 COESMES	19004608	AAP Formation des bénévoles 2019	Subvention forfaitaire	2 300,00
LIGUE FRCAISE DEFENSE DROITS DE L'HOMME 29000 QUIMPER	19003908	AAP Formation des bénévoles 2019	Subvention forfaitaire	2 300,00
COMITE ALEXIS DANAN DE BRETAGNE POUR LA PROTECTION DE L'ENFANCE 35000 RENNES	19002880	AAP Formation des bénévoles 2019	Subvention forfaitaire	2 240,00
ASS ENJEUX D ENFANTS GRAND OUEST 35005 RENNES	19003756	AAP Formation des bénévoles 2019	Subvention forfaitaire	1 930,00
COORDINATION DES RADIOS LOCALES ET ASSOCIATIVES DE BRETAGNE 56460 SERENT	19002362	AAP Formation des bénévoles 2019	Subvention forfaitaire	1 840,00
ECOSOLIDAIRES 35300 FOUGERES	19004620	AAP Formation des bénévoles 2019	Subvention forfaitaire	1 400,00
ASSOCIATION CONCORDIA 75017 PARIS	19003726	AAP Formation des bénévoles 2019	Subvention forfaitaire	1 380,00
COMPAGNONS BATISSEURS ASSOCIATION REGION BRETAGNE 35000 RENNES	19003737	AAP Formation des bénévoles 2019	Subvention forfaitaire	1 380,00

* Prise en compte des dépenses antérieures à la décision

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0205_05-DE

Nom du bénéficiaire	Opération	Objet	Type	
FEDERATION DES JEUNES CHAMBRES ECONOMIQUES DE BRETAGNE 29000 QUIMPER	19004625	AAP formation des bénévoles 2019	Subvention forfa	
GENERATIONS MOUVEMENT LES AINES RURAUX UNION REGIONALE DE 22192 PLERIN	19003979	AAP Formation des bénévoles 2019	Subvention forfaitaire	1 380,00
WAKANGA 35750 IFFENDIC	19003981	AAP Formation des bénévoles 2019	Subvention forfaitaire	1 380,00
COHERENCE ASSOCIATION 56100 LORIENT	19003664	AAP Formation des bénévoles 2019	Subvention forfaitaire	1 020,00
LE COLLECTIF FEDDS BRETAGNE 35000 RENNES	19002416	AAP Formation des bénévoles 2019	Subvention forfaitaire	920,00
FUR HA FOLL 22710 PENVENAN	19004584	AAP Formation des bénévoles 2019	Subvention forfaitaire	690,00
VACANCES ET FAMILLE BRETAGNE 22000 ST BRIEUC	19002883	AAP Formation des bénévoles 2019	Subvention forfaitaire	560,00
EQUALIANSE 56400 AURAY	19004561	AAP Formation des bénévoles 2019	Subvention forfaitaire	460,00
UBAPAR 29610 PLOUIGNEAU	19003956	AAP formation des bénévoles 2019	Subvention forfaitaire	460,00
PULSART 44200 NANTES	19004406	Mise en place de l'action "Apprentissage, Egalité, c'est pas sorcier"	Subvention forfaitaire	8 000,00
MOUVEMENT DU NID 56100 LORIENT	19004410	Formation "travail social et prostitution"	Subvention forfaitaire	4 000,00
ASTROPOLIS ORGANISATION 29200 BREST	19004415	Améliorer l'accueil des festivalières à la 25e édition du festival Astropolis	Subvention forfaitaire	1 200,00

Total : 233 050,00

Nombre d'opérations : 55

* Prise en compte des dépenses antérieures à la décision

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0205_05-DE

Délibération du Conseil régional de Bretagne
Commission permanente du 08 juillet 2019
Complément(s) d'affectation
Programme : P.0205 - Développer l'économie sociale et solidaire, l'innovation sociale et l'égalité
Chapitre : 939

Nom du bénéficiaire	Opération	Objet	Type	Vote précédent			Montant proposé (en euros)	Total (en euros)
				N° délib	Date de CP	Montant affecté (en euros)		
LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT DE BRETAGNE 35000 Rennes	17002215	Soutien au fonctionnement 2017-2019	Subvention forfaitaire	18_0205_04	04/06/18	225 225,00	109 725,00	334 950,00
POESIE ET PAS DE COTE EDITIONS ISABELLE SAUVAGE 29410 PLOUNEOUR-MENEZ	17005920	Aide à la création d'un emploi associatif d'intérêt régional d'Employé d'édition et médiation culturelle	Subvention forfaitaire	18_0205_03	23/04/18	15 000,00	14 000,00	29 000,00
UBAPAR 29610 PLOUIGNEAU	18002204	Aide à la création d'un emploi associatif d'intérêt régional	Subvention forfaitaire	18_0205_05	09/07/18	15 000,00	14 000,00	29 000,00
BRETAGNE MUSEES 29000 QUIMPER	17002366	Aide à la création d'un emploi associatif d'intérêt régional de chargée de mission	Subvention forfaitaire	18_0205_05	09/07/18	29 000,00	9 000,00	38 000,00

Total 146 725,00

Nombre d'opérations : 4

* Prise en compte des dépenses antérieures à la décision

Délibération n° : 19_0205_05

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0206_05-DE

REGION BRETAGNE

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL

8 juillet 2019

DELIBERATION

PROGRAMME 206 - SOUTENIR LES ACTEURS DE LA STRUCTURATION DE L'ECONOMIE BRETONNE ET DES FILIERES STRATEGIQUES

La Commission permanente du Conseil régional, convoquée par son Président le 28 juin 2019, s'est réunie le lundi 8 juillet 2019 sous la présidence de celui-ci, à Saint-Brieuc.

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment sa quatrième partie, relative à la Région ;

Vu le régime cadre exempté de notification n° SA.40391 relatif aux aides à la recherche, au développement et à l'innovation (RDI) pour la période 2014-2020 ;

Vu le régime cadre exempté de notification n° SA.40453 relatif aux aides en faveur des PME pour la période 2014-2020 ;

Vu le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 pris en application de l'article 10 de la loi 2000-321 du 12 avril 2000 relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;

Vu le règlement (UE) N°1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'UE aux aides *de minimis ;*

Vu le règlement général d'exemption par catégorie (UE) n°651/2014 de la commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité ;

Vu le règlement budgétaire et financier adopté par le Conseil régional ;

Vu l'ensemble des délibérations approuvant les conventions types et les avenants types ;

Vu l'ensemble des décisions budgétaires ;

Vu la délibération n°17_DAJCP_SA_06 du Conseil régional en date du 22 juin 2017 approuvant les délégations accordées à la Commission permanente ;

Vu l'ensemble des délibérations précisant les modalités d'intervention des dispositifs actuels de la Région ;

Au vu du rapport présenté par M. le Président du Conseil régional ;
Et après avoir délibéré ;

DECIDE

I. OPERATIONS NOUVELLES

En section de fonctionnement :

Il vous est proposé, conformément à l'article L.1511-2 du Code général des collectivités territoriales, **d'APPROUVER** :

Les avenants aux conventions de partenariat sur les politiques économiques établies entre la Région Bretagne et les intercommunalités citées ci-dessous, qui doivent permettre d'encadrer leurs dispositifs d'aides directes aux entreprises :

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0206_05-DE

- Lorient agglomération – Annexe 1
- Arc Sud Bretagne – Annexe 2
- Fougères agglomération – Annexe 3
- Guingamp Paimpol agglomération – Annexe 4
- Communauté de communes Pays de Landivisiau – Annexe 5

- d'AUTORISER le Président du Conseil Régional à signer ces avenants.

II. SUIVI DES AIDES ACCORDEES

En section de fonctionnement :

- d'ANNULER l'aide octroyée à l'entreprise suivante :

Bénéficiaire	Objet/Montant	Date de la décision	Montant à annuler	Motif
CRMAB à BRUZ (35) Dossier 18007573	Plan d'actions pour un artisanat dynamique ouvert à l'international 2019	08/02/2019	8 125, 00€	Le Bénéficiaire n'est pas en mesure d'honorer les termes de la subvention votée du fait de l'indisponibilité de long terme de la personne en charge de mener cette action

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0206_05-DE

AVENANT N°1 A LA CONVENTION DE PARTENARIAT RELATIVE AUX POLITIQUES DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ENTRE LA REGION BRETAGNE ET LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DE ARC SUD BRETAGNE

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU la délibération n°17_DAJCP_SA_06 du Conseil régional de Bretagne en date du 22 juin 2017 fixant les délégations à la Commission permanente ;

VU la convention de partenariat entre la Région Bretagne et la Communauté de Communes de Arc Sud Bretagne relative aux politiques de développement économiques signée le 20 octobre 2017 ;

VU la délibération n°79-2017 du conseil communautaire de Arc Sud Bretagne en date du 4 juillet 2017, approuvant les termes de la convention de partenariat relative aux politiques de développement économique ;

VU la délibération n°17_0206_06 de la Commission permanente du Conseil régional de Bretagne en date du 25 septembre 2017 approuvant les termes de la convention de partenariat relative aux politiques de développement économique ;

VU la délibération n° XX du conseil communautaire de Arc Sud Bretagne en date du 2 juillet 2019, approuvant la mise en place d'un dispositif de soutien au démarrage de l'activité agricole sur le territoire et autorisant le Président à signer le présent avenant n°1 à la convention de partenariat relative aux politiques de développement économique ;

VU la délibération n°XX de la Commission permanente du Conseil régional de Bretagne en date du 8 juillet 2019 approuvant le présent avenant n°1 à la convention de partenariat relative aux politiques de développement économique, et autorisant le Président du Conseil Régional à le signer ;

ENTRE :

La Région Bretagne,
283, avenue du Général Patton
CS 21101
35711 RENNES CEDEX 7

Représentée par Monsieur Loïg CHESNAIS-GIRARD, agissant en sa qualité de Président du Conseil régional de Bretagne

Ci-après dénommée « La Région »
d'une part,

ET :

Arc Sud Bretagne
Communauté de Communes, Etablissement Public de Coopération Intercommunale,
Allée Raymond Le Duigou,
Représentée par Monsieur Bruno LE BORGNE, agissant en sa qualité de Président de la Communauté de Communes ARC SUD BRETAGNE
Ci-après dénommé « l'EPCI »
D'autre part,

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0206_05-DE

Prenant acte que :

Promulguées respectivement en 2014 et 2015, les lois MAPTAM et NOTRe, dites lois de réformes territoriales, redéfinissent la répartition des compétences entre collectivités territoriales, notamment dans le domaine du développement économique.

Ces lois :

- posent le principe d'une compétence exclusive des régions sur les aides aux entreprises et sur la définition des orientations en matière de développement économique sur son territoire ;
- posent le principe d'une compétence exclusive des EPCI sur l'immobilier d'entreprise ;
- confirment la place spécifique de l'échelon métropolitain ;
- prévoient la possibilité de procéder par convention à des délégations de compétences ou des autorisations d'intervention hors de son champ exclusif de compétences ;
- confirment la place du SRDEII (Schéma Régional de Développement Économique d'Innovation et d'Internationalisation) qui voit affirmé son caractère "prescriptif", au-delà du régime des aides.

Par ailleurs, la suppression de la clause générale de compétence pour les départements et la montée en puissance de l'échelon intercommunal a conduit, sur le terrain, à de profondes évolutions de l'action publique en matière de développement économique.

Le Conseil régional a ainsi décidé de confirmer les orientations de sa stratégie de développement économique dite Glaz économie, votée en décembre 2013 et de structurer un partenariat économique via convention avec chacune des intercommunalités bretonnes, durant l'année 2017.

Les conventions sont des contrats cadres, qui fixent des objectifs et des règles, qui confirment des principes de l'action publique qui sera déployée sur le territoire, mais elles n'induisent pas la validation ou le financement de projets. Elles ne comportent pas d'enveloppes financières associées.

Le contrat permet de développer un dialogue territorial entre Région et EPCI, pour assurer un réel croisement stratégique au plan territorial entre Glaz économie et stratégies locales, pour s'assurer de la bonne appropriation par le local des enjeux régionaux de développement économique et garantir la prise en compte par l'échelon régional des réalités et priorités locales. La convention emporte donc un principe de différenciation, devant permettre de mieux répondre aux besoins spécifiques des territoires, dans un souci d'équité.

Le principe de la contractualisation et de la différenciation des réponses apportées n'induit pas la dislocation des principes généraux de la politique économique régionale qui demeure globale, cohérente et universelle dans son application aux acteurs, aux entreprises et aux territoires, sauf exception expressément formulée.

La convention a pour objet :

- d'harmoniser les politiques de la Région et de l'EPCI dans le domaine du développement économique, dans l'intérêt des deux parties, en conformité avec leurs priorités communes et en compatibilité avec les orientations de la Stratégie Régionale de Développement Économique, d'Innovation et d'Internationalisation pour la Bretagne (article 2 – volet stratégique) ;
- de s'accorder sur les dispositifs d'aides aux entreprises à déployer sur le territoire et d'autoriser les EPCI à intervenir (article 3 – volet dispositifs d'accompagnement des entreprises) ;
- d'organiser la mise en place d'un service public de l'accompagnement des entreprises SPAE sur le territoire communautaire (article 4 – volet organisationnel).

La convention de partenariat entre la Région Bretagne et Arc Sud Bretagne a été signée le 20 octobre 2017.

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0206_05-DE

Arc Sud Bretagne souhaitant mettre en place un nouveau dispositif d'aide directe portant sur le soutien au démarrage des exploitants agricoles dont l'activité contribue à la production alimentaire localement, le présent avenant n°1 vise à apporter les modifications requises à la convention de partenariat.

En conséquence il a été convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 : Modification de l'article 3.3 « modalités d'intervention de l'EPCI en matière d'aides directes aux entreprises »

Il a été décidé de créer sur volonté de l'intercommunalité, un dispositif d'aide à destination des agriculteurs. Dispositif propre à l'intercommunalité et demandant autorisation et encadrement de la Région.

En conséquence, les dispositions de l'article 3.3 de la convention de partenariat sont remplacées par les dispositions et le tableau suivant :

« *Arc Sud Bretagne crée un dispositif de soutien au démarrage des exploitants agricoles dont l'activité contribue à la production alimentaire localement, à compter de la date de signature du présent avenant. Le dispositif est décrit dans le tableau ci-dessous et dans la fiche figurant en annexe n°1 au présent avenant.*

Dispositif	**Cibles**	**Nature et montant**	**Commentaires** ***(abondement à un dispositif régional, dispositif propre, cas particuliers…)***
Aide au démarrage des exploitants agricoles	Agriculteurs ayant son siège d'exploitation sur le territoire de Arc Sud Bretagne, réalisant une première installation en agriculture, éligible à la DJA pour les moins de 40 ans, ou à l'aide SIA de la Région pour les plus de 4à ans et concourant à la production alimentaire	Aide forfaitaire de 2500 €	Délibération du 2 juillet 2019 Subvention accordée par Arc Sud Bretagne De Minimis agricole

ARTICLE 2 : Modification de l'annexe n°3

La fiche descriptive du dispositif d'aide figurant en annexe au présent avenant constitue l'annexe n°5 de la convention de partenariat modifiée.

ARTICLE 3 : autres dispositions

Le reste de la convention demeure inchangé.

ARTICLE 4 : entrée en vigueur

Le présent avenant n°1 entre en vigueur à compter de sa signature et prend fin à la même date que la convention de partenariat qu'il modifie.

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0206_05-DE

Fait à RENNES en deux exemplaires originaux.
Le
(à préciser par la Région)

Le Président de Arc Sud Bretagne

Bruno LE BORGNE

Le Président du Conseil régional de Bretagne

Loïg CHESNAIS-GIRARD

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0206_05-DE

AIDE AGRICOLE 2019

OBJECTIFS

=> Accompagner l'agriculture sur le territoire communautaire

=> Soutenir plus particulièrement le démarrage des exploitants agricoles dont l'activité contribue à la production alimentaire localement

BENEFICIAIRES

=> Tout nouvel exploitant agricole remplissant les conditions suivantes :

1. Réaliser une première installation en agriculture (ne sont pas éligibles les changements de statuts et les transferts entre époux),

2. Etre exploitant à titre principal selon les statuts MSA,

3. Avoir son siège d'exploitation sur l'une des 12 communes membres : Ambon, Arzal, Billiers, Damgan, La Roche-Bernard, Le Guerno, Marzan, Muzillac, Nivillac, Noyal-Muzillac, Péaule et Saint-Dolay.

4. Posséder une activité principale participant à la production alimentaire, en tant que fournisseur ou producteur. Toute autre production est exclue du dispositif.

5. Etre éligible à la DJA pour les moins de 40 ans et à l'aide SIA de la Région pour les plus de 40 ans.

6. Avoir réalisé un parcours à l'installation (3P) et présenter une étude prévisionnelle d'installation réalisée par un organisme compétent en la matière (Chambre d'Agriculture ou centre de comptabilité). (ce principe est contenu dans le point précédent mais c'est bien de l'afficher)

7. S'engager pendant 5 ans minimum à rester chef d'exploitation et tenir une comptabilité de gestion.

8. Signer un document attestant du montant d'aide perçu au titre de la règle des minimis s'appliquant aux entreprises agricoles percevant des aides publiques (plafond d'aides, hors Europe, ne pouvant pas dépasser 20 000 €sur 3 ans).

CALCUL DE LA SUBVENTION

=>Forfaitairement : 2 500 € par bénéficiaire

=>L'attribution d'aide n'est pas automatique et s'effectue dans la limite des crédits inscrits au budget de la Communauté de Communes.

=> Dans le cas où le bénéficiaire cesse son activité sur le territoire communautaire dans les cinq années

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0206_05-DE

suivants l'obtention de l'aide, il devra la rembourser au prorata des année

MODALITES DE MISE EN OEUVRE DU DISPOSITIF

=> Etape 1 : La Chambre d'agriculture du Morbihan s'engage, après le vote du programme, à :

- Effectuer auprès de la MSA une requête destinée à obtenir la liste des exploitants immatriculés au cours de l'année N-1,
- Effectuer en interne les vérifications concernant le public éligible,
- Transmettre en vue de validation à ARC SUD BRETAGNE ladite liste pour examen,

=>Etape 2 : après validation, la Chambre d'agriculture du Morbihan se charge de contacter les exploitants éligibles pour leur présenter le dispositif.

=>Etape 3 : la liste définitive des exploitants bénéficiaires (avec attestation de la Chambre d'agriculture du Morbihan pour chacun d'eux de la réalisation du parcours à l'installation, l'étude prévisionnelle d'installation, document minimis) sera transmise à ARC SUD BRETAGNE.

=>Etape 4 : après validation définitive de la liste de bénéficiaires, la Chambre d'agriculture du Morbihan adressera à ARC SUD BRETAGNE une facture d'un montant égal au nombre de bénéficiaires multiplié par 2500 €. Les bénéficiaires recevront le reversement de la subvention par virement par la Chambre Régionale d'Agriculture dans les 15 jours qui suivent la réception du paiement de la part d'ARC SUD BRETAGNE.

L'aide sera versée dans la limite des crédits budgétaires inscrits pour le programme au budget de l'année voté.

FRAIS DE GESTION

En contrepartie de la mission relative à l'aide agricole, la Chambre d'Agriculture du Morbihan percevra une rémunération égale à 2 % du montant total de l'aide annuelle accordée aux exploitants.

REGIME D'ADOSSEMENT DE LA SUBVENTION ACCORDEE

=>Règlement (UE) n°1408/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides *de minimis* dans le secteur de l'agriculture, modifié par le règlement (UE) n°2019/316 de la commission du 21 février 2019.

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0206_05-DE

DELIBERATION N°XX-2019 – DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE – DISPOSITIF DE SOUTIEN AU DEMARRAGE DE L'ACTIVITE AGRICOLE

M. Michel CRIAUD, Vice-président en charge du développement économique, expose le projet du dispositif de soutien au démarrage de l'activité agricole sur le territoire. A cet effet, il informe le Conseil Communautaire que le secteur agricole représente 13,5 % du nombre d'établissements (source VIPE Eco 2013) d'Arc Sud Bretagne quand le secteur du bâtiment pèse 12.4%, celui de l'industrie, 7.1% et celui du commerce et d'hôtellerie restauration compte 20.3%. Ce dernier a profité depuis 2014 d'un soutien marqué avec des aides directes au travers des dispositifs d'aides Vitaminez Votre activité. Le secteur de l'industrie et du bâtiment bénéficient quant à eux d'une aide indirecte avec une offre foncière diversifiée sur les parcs d'activités du territoire. C'est pourquoi, M. Michel CRIAUD propose que le secteur agricole soit lui aussi soutenu par la Collectivité. La commission développement économique en date du 24 avril 2019 a proposé une aide directe ayant pour vocation de soutenir le démarrage des activités agricoles. En partenariat avec la Chambre d'Agriculture du Morbihan et le Conseil Régional, il est proposé une aide forfaitaire de 2 500 € pour toute personne ayant créé son propre emploi au travers de l'installation agricole (quelle que soit sa forme) et concourir à la production alimentaire (voir annexe 1). Elle devra présenter aussi avoir suivi le parcours de professionnalisation personnalisé, présenter une étude financière qui démontre la pérennité de l'activité et être éligible à la DJA ou à l'aide SIA de la Région pour les plus de 40 ans. M. Michel CRIAUD rappelle que l'enveloppe allouée pour ce programme est de 20 000 € pour 2019.

Dans le cadre du SRDEII, signé avec le Conseil Régional le 20 Octobre 2017, il convient de solliciter l'accord du Conseil Régional pour dispenser ce programme sous cette forme. Il est à rappeler que cette aide s'inscrit dans le régime des minimis.

Pour cela le Vice-président suggère de solliciter la Chambre d'Agriculture du Morbihan pour déployer ce dispositif. La rémunération de cette prestation est de 2 % du montant total versé aux bénéficiaires.

Au vu des éléments exposés ci-dessus, le Conseil Communautaire est amené à délibérer pour :

- APPROUVER le dispositif de soutien au démarrage de l'installation agricole,
- APPROUVER la fiche technique du dispositif,
- AUTORISER le Président à signer avenant à la convention de partenariat relative aux politiques de développement économique entre Arc Sud Bretagne et le Conseil Régional de Bretagne.
- AUTORISER Le Président à signer la convention avec la Chambre d'Agriculture du Morbihan et tous autres documents et autorisations nécessaires au déploiement de ce dispositif.

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0206_05-DE

AVENANT N°1 A LA CONVENTION DE PARTENARIAT RELATIVE AUX POLITIQUES DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ENTRE LA REGION BRETAGNE ET LORIENT AGGLOMERATION

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU la délibération n°17_DAJCP_SA_06 du Conseil régional en date du 22 juin 2017 fixant les délégations à la Commission permanente ;

VU la convention de partenariat entre la Région Bretagne et Lorient Agglomération relative aux politiques de développement économiques signée le 7 novembre 2017 ;

VU la délibération n°17_0206_07 de la Commission permanente du Conseil régional Bretagne en date du 30 octobre 2017 approuvant les termes de la convention de partenariat relative aux politiques de développement économique ;

VU la délibération du conseil communautaire de Lorient Agglomération en date du 17 octobre 2017, approuvant les termes de la convention de partenariat relative aux politiques de développement économique ;

VU la délibération n°DEL_2019_0035 du conseil communautaire de Lorient Agglomération en date du 5 février 2019, approuvant la mise en place d'un dispositif d'aide à la certification biologique et d'un dispositif d'aide à la réalisation de chemins, passerelles et aide aux échanges parcellaires sur le territoire ;

VU la délibération n°XX du conseil communautaire de Lorient Agglomération en date du 25 juin 2019, approuvant le présent avenant n°1 et autorisant notamment le Président à signer,

VU la délibération n°XX de la Commission permanente du Conseil régional en date du 8 juillet 2019 approuvant le présent avenant n°1 à la convention de partenariat relative aux politiques de développement économique, et autorisant le Président du Conseil régional à le signer ;

ENTRE :

La Région Bretagne,
283, avenue du Général Patton
CS 21101
35711 RENNES CEDEX 7

Représentée par Monsieur Loïg CHESNAIS-GIRARD, agissant en sa qualité de Président du Conseil régional de Bretagne

Ci-après dénommée « La Région »
d'une part,

ET :

Lorient Agglomération
CS 20001
56314 LORIENT CEDEX
Représenté par Monsieur Norbert METAIRIE, agissant en sa qualité de Président de Lorient Agglomération
Ci-après dénommé « l'EPCI »
D'autre part,

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0206_05-DE

Prenant acte que :

Promulguées respectivement en 2014 et 2015, les lois MAPTAM et NOTRe, dites lois de réformes territoriales, redéfinissent la répartition des compétences entre collectivités territoriales, notamment dans le domaine du développement économique.

Ces lois :

- posent le principe d'une compétence exclusive des régions sur les aides aux entreprises et sur la définition des orientations en matière de développement économique sur son territoire ;
- posent le principe d'une compétence exclusive des EPCI sur l'immobilier d'entreprise ;
- confirment la place spécifique de l'échelon métropolitain ;
- prévoient la possibilité de procéder par convention à des délégations de compétences ou des autorisations d'intervention hors de son champ exclusif de compétences ;
- confirment la place du SRDEII (Schéma Régional de Développement Économique d'Innovation et d'Internationalisation) qui voit affirmé son caractère "prescriptif", au-delà du régime des aides.

Par ailleurs, la suppression de la clause générale de compétence pour les départements et la montée en puissance de l'échelon intercommunal a conduit, sur le terrain, à de profondes évolutions de l'action publique en matière de développement économique.

Le Conseil régional a ainsi décidé de confirmer les orientations de sa stratégie de développement économique dite Glaz économie, votée en décembre 2013 et de structurer un partenariat économique via convention avec chacune des intercommunalités bretonnes, durant l'année 2017.

Les conventions sont des contrats cadres, qui fixent des objectifs et des règles, qui confirment des principes de l'action publique qui sera déployée sur le territoire, mais elles n'induisent pas la validation ou le financement de projets. Elles ne comportent pas d'enveloppes financières associées.

Le contrat permet de développer un dialogue territorial entre Région et EPCI, pour assurer un réel croisement stratégique au plan territorial entre Glaz économie et stratégies locales, pour s'assurer de la bonne appropriation par le local des enjeux régionaux de développement économique et garantir la prise en compte par l'échelon régional des réalités et priorités locales. La convention emporte donc un principe de différenciation, devant permettre de mieux répondre aux besoins spécifiques des territoires, dans un souci d'équité.

Le principe de la contractualisation et de la différenciation des réponses apportées n'induit pas la dislocation des principes généraux de la politique économique régionale qui demeure globale, cohérente et universelle dans son application aux acteurs, aux entreprises et aux territoires, sauf exception expressément formulée.

La convention a pour objet :

- d'harmoniser les politiques de la Région et de l'EPCI dans le domaine du développement économique, dans l'intérêt des deux parties, en conformité avec leurs priorités communes et en compatibilité avec les orientations de la Stratégie Régionale de Développement Économique, d'Innovation et d'Internationalisation pour la Bretagne (article 2 – volet stratégique) ;
- de s'accorder sur les dispositifs d'aides aux entreprises à déployer sur le territoire et d'autoriser les EPCI à intervenir (article 3 – volet dispositifs d'accompagnement des entreprises) ;
- d'organiser la mise en place d'un service public de l'accompagnement des entreprises SPAE sur le territoire communautaire (article 4 – volet organisationnel).

La convention de partenariat entre la Région Bretagne et Lorient Agglomération a été signée le 7 novembre 2017.

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0206_05-DE

Lorient Agglomération souhaitant mettre en place deux nouveaux dispositifs d'aide directe à destination des agriculteurs sur son territoire portant d'une part sur l'aide à la certification biologique et d'autre part, sur la réalisation de chemins, passerelles et aide aux échanges parcellaires sur le territoire, le présent avenant n°1 vise à apporter les modifications requises à la convention de partenariat.

En conséquence il a été convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 : Modification de l'article 3.3 « modalités d'intervention de l'EPCI en matière d'aides directes aux entreprises »

Il a été décidé de créer sur volonté de l'intercommunalité, deux dispositifs d'aide à destination des agriculteurs. Dispositif propre à l'intercommunalité et demandant autorisation et encadrement de la Région.

En conséquence, les dispositions et le tableau de l'article 3.3 de la convention de partenariat sont complétés par les dispositions et le tableau suivant :

« *Lorient Agglomération crée deux dispositifs d'aide aux agriculteurs, à compter de la date de signature du présent avenant. Les dispositifs sont décrits dans le tableau ci-dessous et dans la fiche figurant en annexe n°1 au présent avenant.*

Dispositif	**Cibles**	**Nature et montant**	**Commentaires** ***(abondement à un dispositif régional, dispositif propre, cas particuliers…)***
Aide à la certification en agriculture biologique	Agriculteurs ayant son siège d'exploitation sur le territoire du SAGE Scorff ou sur Lorient Agglomération	Aide couvrant le coût de la certification pendant les trois premières années de l'installation ou de la conversion	Délibération du 5 février 2019 Subventions accordées par Lorient Agglomération au titre de la Charte de l'Agriculture et de l'Alimentation et dans la cadre du contrat territorial Scorff 2018-2022
Aide à la réalisation de chemins, passerelles et aides aux échanges parcellaires	Agriculteurs ayant son siège d'exploitation sur le territoire du SAGE Scorff ou sur Lorient Agglomération	Aide de 60% du montant HT de la réalisation d'un chemin ou d'une passerelle, plafonnée à 4 000 € Aide correspondant à la prise en charge de 80% des frais de notaire et de géomètre relatifs relatifs à l'échange parcellaire	Délibération du 5 février 2019 Subventions accordées par Lorient Agglomération au titre de la Charte de l'Agriculture et de l'Alimentation et dans la cadre du contrat territorial Scorff 2018-2022

ARTICLE 2 : Modification de l'annexe n°3

Les fiches descriptives des dispositifs d'aide figurant en annexe au présent avenant complètent l'annexe n°3 de la convention de partenariat modifiée.

ARTICLE 3 : autres dispositions

Le reste de la convention demeure inchangé.

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0206_05-DE

ARTICLE 4 : entrée en vigueur

Le présent avenant n°1 entre en vigueur à compter de sa signature et prend fin à la même date que la convention de partenariat qu'il modifie.

Fait à RENNES en deux exemplaires originaux.
Le
(à préciser par la Région)

Le Président de Lorient Agglomération — Le Président du Conseil régional de Bretagne

Norbert METAIRIE — Loïg CHESNAIS-GIRARD

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0206_05-DE

Aide à la conversion BIO :

Objectifs :

Favoriser le développement de l'agriculture biologique, n'utilisant donc pas de produits chimiques néfastes pour la qualité de l'eau, en soutenant financièrement le coût de la certification sur le temps de la conversion. Cette période représente en effet un coût pour l'exploitant(e) alors qu'il ne peut recueillir pleinement le bénéfice de la certification Bio.

Bénéficiaires et conditions d'éligibilité :

- localisation du projet sur le territoire du SAGE Scorff ou sur celui de Lorient agglomération
- installation ou conversion à l'agriculture biologique depuis moins de 3 ans avant la demande
- fourniture chaque année des factures acquittées de certification
- attestation de respect du plafond de 15 000€ d'aides publiques reçues sur la base du règlement de minimis et sur trois exercices fiscaux.

Nature des dépenses éligibles :

- le coût annuel de la certification Bio au maximum durant 3 années jusqu'à obtention du label

Calcul de la subvention :

- 100% du coût de la certification,

Modalités de mise en œuvre :

- envoi d'un courrier de demande de financement permettant d'attester du démarrage de l'éligibilité des dépenses
- envoi d'un dossier complet avec les justificatifs et attestations
- versement annuel sur factures acquittées après notification

Régime d'aide : règlement de minimis agricole

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0206_05-DE

Aide à la réalisation de chemins, de passerelles et aide aux échanges parcellaires

Objectifs :

Développement des prairies par la création de chemins et passerelles ou échanges de parcelles facilitant le maintien et le développement du pâturage ; ces prairies étant favorables à la qualité de l'eau (moins d'intrants que les autres cultures), à la biodiversité et au stockage du carbone.

Bénéficiaires et conditions d'éligibilité :

- localisation du projet sur le territoire du SAGE Scorff ou sur celui de Lorient agglomération
- réalisation au préalable d'un diagnostic individuel d'organisation du parcellaire dans le cadre du volet agricole des contrats territoriaux de bassin versant du Scorff et du Blavet
- fourniture des factures acquittées auprès
    - du notaire et du géomètre relatives à l'échange parcellaire
    - des prestataires ayant réalisé les travaux
- maintien durable en herbe des parcelles échangée ou rendues accessibles
- attestation de respect du plafond de 15 000€ d'aides publiques reçues sur la base du règlement de minimis et sur trois exercices fiscaux.

Nature des dépenses éligibles :

- échanges parcellaires : frais de notaire et de géomètre
- chemins et passerelles : montant HT de la réalisation de la passerelle ou du chemin, plafonné à 4 000€.

Calcul de la subvention :

- échanges parcellaires : 80% des frais
- chemins et passerelles : 60% du montant HT

Modalités de mise en œuvre :

- envoi d'un courrier de demande de financement permettant d'attester du démarrage de l'éligibilité des dépenses
- envoi d'un dossier complet avec les justificatifs et attestations
- versement après notification sur factures acquittées

Régime d'aide : règlement de minimis agricole

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0206_05-DE

LORIENT AGGLOMÉRATION

EXTRAIT DU REGISTRE

DES DELIBERATIONS

DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Objet de la délibération

GEMAPI - CONTRAT TERRITORIAL DE BASSIN SCORFF ET BLAVET - AIDES DIRECTES AGRICOLES

N° DEL-2019-0035

Séance Publique du 5 février 2019

Suite à la convocation du 29 janvier 2019, la séance est ouverte à 17h00 à Maison de l'Agglomération - Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Norbert Métairie, Président de Lorient Agglomération.

Etaient présents :

Norbert Métairie, Thérèse Thiéry, André Hartereau, Nathalie Le Magueresse, Olivier Le Lamer, Jean-Michel Bonhomme, Marie Christine Détraz, Dominique Yvon, Tristan Douard, Armelle Nicolas, Roger Thomazo, Dominique Le Vouedec, Serge Gagneux, Jean-Paul Aucher, Myrianne Coché, Daniel Martin, Gisèle Guilbart, Pascal Le Doussal, Gérard Falquerho, Pascale Le Oué, Alain Nicolazo, Michel Dagorne, Jean-Louis Le Masle, Jean-Marc Leauté, Morgane Hémon, Joël Izar, François Le Louer, Marie-Christine Baro, Karine Rigole, Yann Syz, Nadyne Duriez, Maria Colas, Delphine Alexandre, Loïc Tonnerre, Isabelle Le Riblair, Dominique Quintin, Gwenn Le Nay, Marc Boutruche, Marc Cozilis, Joël Daniel, Noëlle Piriou, Frédéric Toussaint, Jean-Yves Carrio

Absents excusés ayant donné pouvoir :

Patricia Kerjouan donne pouvoir à François Le Louer, Françoise Ballester donne pouvoir à Joël Daniel, Robert Henault donne pouvoir à Olivier Le Lamer, Marie-Françoise Cerez donne pouvoir à André Hartereau, Caroline Balssa donne pouvoir à Frédéric Toussaint, Serge Gerbaud donne pouvoir à Delphine Alexandre, Alain L'Hénoret donne pouvoir à Myrianne Coché, Pascal Flégeau donne pouvoir à Jean-Michel Bonhomme, Emmanuelle Williamson donne pouvoir à Nadyne Duriez, Laurent Tonnerre donne pouvoir à Marie-Christine Baro, Jean-Paul Solaro donne pouvoir à Karine Rigole, Gaël Le Saout donne pouvoir à Nathalie Le Magueresse, Fabrice Loher donne pouvoir à Maria Colas, Jean Le Bot donne pouvoir à Alain Nicolazo, Ronan Loas donne pouvoir à Joël Izar, Daniel Le Lorrec donne pouvoir à Marie Christine Détraz, Céline Olivier donne pouvoir à Marc Boutruche

Absents excusés :

Olivier Le Maur, Victor Tonnerre, Brigitte Melin, Agathe Le Gallic, Téaki Dupont, Pierrik Névannen

Myrianne Coché et Marc Boutruche sont désignés secrétaires de séance.

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0206_05-DE

Pôle Aménagement Environnement et Transports / DEDD

GEMAPI - CONTRAT TERRITORIAL DE BASSIN SCORFF ET BLAVET - AIDES DIRECTES AGRICOLES

Le Conseil communautaire a, par délibération du 26 juin 2018, approuvé :

- le Contrat Territorial du Scorff 2018-2022 ;
- ainsi que la convention de partenariat conclue avec Roi Morvan Communauté, Quimperlé Communauté et la Communauté de Communes du Kreizh Breizh.

Lorient Agglomération est ainsi le chef de file sur l'ensemble des actions menées sur le bassin versant.

Le contrat territorial du Scorff comporte 5 axes prévoyant un ensemble d'actions de prévention des pollutions diffuses et de gestion des milieux aquatiques en lien transversal avec les problématiques d'urbanisme, d'agriculture, de tourisme, d'eau et d'assainissement.

C'est dans le cadre de l'axe 2 relatif aux actions agricoles qu'il est proposé au Conseil communautaire de définir un régime d'aide à destination des agriculteurs :

Cet axe regroupe les actions de sensibilisation des agriculteurs, sous la forme collective ou individuelle. L'objectif étant de les accompagner dans leurs changements de pratiques afin de réduire les pollutions diffuses d'origine agricole. Les thématiques abordées varient selon les problématiques territoriales : nitrate, phosphore, pesticides, bactériologie. L'agriculture économe en intrants et ses pratiques seront également encouragées. Dans ce cadre, certaines actions seront notamment réalisées en lien avec la Charte de l'Agriculture et de l'alimentation et le Plan Climat.
2 types d'aides sont proposés :

1. Aide à la certification en agriculture biologique pendant les trois premières années suivant leur installation ou leur conversion

2. Aide à la réalisation de chemins, de passerelles et aide aux échanges parcellaires.

Ces actions permettront aussi de répondre aux objectifs de la Charte de l'Agriculture et de l'Alimentation du Pays de Lorient.

1. AIDE A LA CERTIFICATION EN AGRICULTURE BIOLOGIQUE PENDANT LES TROIS PREMIERES ANNEES SUIVANT LEUR INSTALLATION OU LEUR CONVERSION

    a. Contexte

L'agriculture biologique n'utilisant pas de produits chimiques de synthèse est favorable à la qualité de l'eau.

L'aide à la certification suivant l'installation ou la conversion en agriculture biologique, fait partie des actions identifiées par le Contrat Territorial du Scorff 2018-2022 et destinées à favoriser le développement de l'agriculture biologique ainsi que la diffusion de ses techniques. En effet, cet accompagnement financier participera à l'implantation durable de ces exploitations sur le territoire.

Pour obtenir la certification en agriculture biologique, les produits commercialisés doivent être contrôlés conformément aux règlements officiels de l'agriculture biologique, par un organisme de contrôle agréé par les pouvoirs publics. Ce contrôle, financé par l'agriculteur, doit être réalisé chaque année. Le montant de la certification varie selon la taille de l'exploitation et la nature des activités, de 400 € à 1 000 €.

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0206_05-DE

b. Aide à la certification en agriculture biologique

Conformément aux dispositions du Contrat Territorial du Scorff, il est proposé d'attribuer une aide aux agriculteurs, destinée à couvrir le coût de la certification, pendant les trois premières années qui suivent l'installation ou la conversion et d'élargir cette aide à l'ensemble du territoire de Lorient Agglomération.

Les critères d'éligibilité sont les suivants :

- Avoir son siège d'exploitation sur le territoire du SAGE Scorff ou sur celui de Lorient Agglomération,
- Etre installé ou converti à l'agriculture biologique depuis moins de 3 ans avant la demande,
- Fournir chaque année la facture acquittée de l'organisme de contrôle,
- Attester le fait de ne pas atteindre le plafond des aides publiques (règle des minimis) de 15 000 euros sur 3 ans.

Cette aide sera cumulable avec l'aide à l'installation de 2 000 € décidée par délibération du Conseil communautaire en date du 17 octobre 2017.

Cette aide pourrait concerner annuellement une trentaine d'exploitations, soit une enveloppe dédiée au budget 2019 de 17 500 €.

En 2019, le nombre de projets accompagnés sera fonction de cette enveloppe plafond annuelle.
Il est proposé au Conseil communautaire de confier au Bureau le soin d'attribuer les aides aux agriculteurs sur la base des critères ci-dessus définis.

2. AIDE A LA REALISATION DE CHEMINS, DE PASSERELLES ET AIDE AUX ECHANGES PARCELLAIRES

Ces aides ont pour objectif le développement des prairies sur le territoire, favorable à la qualité de l'eau, car si elles sont bien gérées, elles reçoivent moins d'intrants (engrais et pesticides) que les autres cultures fourragères. A noter qu'elles jouent également un rôle important pour le climat (stockage du carbone) et pour la biodiversité.

En cas de non consommation de l'enveloppe dédiée à ces aides, elles pourraient être attribuées aux aides à la certification en agriculture biologique si nécessaire.

a. Contexte

Les aides directes à la création de chemins, passerelles et échanges parcellaires font partie des nombreuses actions destinées à favoriser le développement des surfaces en herbe dans le Contrat Territorial du Scorff 2018-2022.

Le développement des surfaces en herbe est souvent lié aux possibilités de pâturage, dont les principaux freins sont :

- Le morcellement du parcellaire agricole induisant l'éloignement des parcelles agricoles du siège d'exploitation,
- L'absence de chemins d'accès à certaines parcelles pour les animaux,
- La présence de cours d'eau à l'intérieur du parcellaire rendant inaccessibles les parcelles situées sur l'autre rive.

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0206_05-DE

b. Aide aux échanges parcellaires

Conformément aux dispositions du Contrat Territorial du Scorff, il est proposé d'attribuer une aide aux agriculteurs correspondant à la prise en charge de 80 % des frais de notaire et de géomètre relatifs à l'échange et d'élargir cette aide à l'ensemble du Territoire de Lorient Agglomération.
Les critères d'éligibilité sont les suivants :

- Localisation du projet sur le territoire du SAGE Scorff ou sur celui de Lorient Agglomération,
- Réaliser au préalable un diagnostic individuel d'organisation du parcellaire dans le cadre du volet agricole de la GEMAPI,
- Fournir les factures acquittées auprès du notaire et du géomètre relatives à l'échange parcellaire,
- S'engager à maintenir durablement en herbe les parcelles échangées., Attester le fait de ne pas atteindre le plafond des aides publiques (règle des minimis) de 15 000 euros sur 3 ans.

L'enveloppe dédiée au budget 2019 pour ces aides est de 4 000 €.

Le nombre de projets accompagnés sera fonction de cette enveloppe plafond annuelle.

Il est proposé au Conseil communautaire de confier au Bureau le soin d'attribuer les aides aux agriculteurs sur la base des critères ci-dessus définis.

c. L'aide à la réalisation de chemins et de passerelles

Conformément aux dispositions du Contrat Territorial du Scorff, il est proposé d'attribuer une aide aux agriculteurs de 60 % du montant HT de la réalisation d'un chemin ou d'une passerelle (plafonnée à 4 000 €), et d'élargir cette aide à l'ensemble du territoire de Lorient Agglomération.

Les critères d'éligibilité sont les suivants :

- Localisation du projet sur le territoire du SAGE Scorff ou sur Lorient Agglomération,
- Réaliser au préalable un diagnostic individuel d'organisation du parcellaire dans le cadre du volet agricole de la GEMAPI,
- Fournir les factures acquittées auprès des prestataires ayant réalisé les travaux (y compris adduction d'eau pour l'abreuvement),
- S'engager à maintenir durablement en herbe les parcelles rendues accessibles,
- Attester le fait de ne pas atteindre le plafond des aides publiques (règle des minimis) de 15 000 euros sur 3 ans.

L'enveloppe dédiée au budget 2019 pour ces aides est de 13 500 €.

Le nombre de projets accompagnés sera fonction de cette enveloppe plafond annuelle.

Il est proposé au Conseil communautaire de confier au Bureau le soin d'attribuer les aides aux agriculteurs sur la base des critères ci-dessus définis.

LE CONSEIL, après en avoir délibéré,

Vu la réglementation relative aux aides de minimis, règlement UE n° 1408/2013,
Vu la délibération du Conseil communautaire en date du 26 juin 2018 relative à l'approbation du Contrat territorial Scorff 2018-2022 et de la convention de partenariat avec Roi Morvan Communauté, Quimperlé Communauté et la Communauté de Communes du Kreizh Breizh,
Vu l'avis du Bureau,
Vu l'avis de la Commission de la préservation et de la gestion durable des ressources,

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0206_05-DE

Article 1 : **APPROUVE** les modalités d'attribution d'aides directes aux agriculteurs, dans le cadre de la GEMAPI telles que définies ci-dessus.

Article 2 : **DELEGUE** au Bureau communautaire le soin d'attribuer les aides dont le régime est défini ci-dessus.

Article 3 : **MANDATE** M. le Président ou son représentant pour prendre toutes les mesures nécessaires à la bonne exécution de la présente délibération.

Délibération adoptée à l'unanimité.

Le registre dûment signé
Pour extrait certifié conforme
Le Président,

Norbert METAIRIE

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0206_05-DE

Par délibérations en dates des 26 juin 2018 et 5 février 2019, le Conseil communautaire a approuvé le Contrat territorial du Scorff 2018-2022 puis l'octroi de deux types d'aides directes aux exploitations agricoles dans le cadre du contrat territorial de bassin Scorff et Blavet : aides à la certification en agriculture biologique d'une part et à la réalisation de chemins, de passerelles et aux échanges parcellaires, d'autre part.

S'agissant d'aides directes à des entreprises, les lois n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles dite loi MAPTAM et n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République dite loi NOTRe ont redéfini la répartition des compétences en matière d'aides économiques.

La Région est ainsi responsable, sur son territoire, de la définition des orientations en matière de développement économique, au travers du « schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation » (SRDEII). En qualité de chef de file, elle organise les modalités de l'action commune des collectivités territoriales et de leurs établissements publics pour l'exercice des compétences relatives au développement économique, au soutien de l'innovation, à l'internationalisation des entreprises et au soutien à l'enseignement supérieur et à la recherche.

Aussi, chaque EPCI doit contractualiser avec la Région pour la mise en œuvre d'aides aux entreprises. Le Conseil communautaire a approuvé par délibération en date du 17 octobre 2017 une convention de partenariat avec la Région relative aux politiques de développement économique, autorisant notamment le dispositif d'aides à l'installation des agriculteurs.

Il est donc proposé d'actualiser, par voie d'avenant, ce conventionnement avec la Région pour y faire figurer les deux nouveaux dispositifs d'aides communautaires :

- à la certification en agriculture biologique ;
- à la réalisation de chemins, de passerelles et aux échanges parcellaires.

LE CONSEIL, après en avoir délibéré,

Vu le traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne ;
Vu la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM) ;
Vu la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) ;
Vu le code général des collectivités territoriales (CGCT) et en particulier ses articles L.1511-1 et suivants ainsi que les articles L. 1611-7 – I et L.4251-18 ;
Vu la délibération n°13_DGS_03 du Conseil régional de Bretagne en date du 13 décembre 2013 approuvant le schéma régional de développement économique d'innovation et d'internationalisation (SRDEII) ;
Vu la délibération N°17_DGS_01 du Conseil régional de Bretagne en date du 11 février 2017 approuvant la nouvelle organisation de l'action publique en matière de développement économique et les compléments au schéma régional de développement économique d'innovation et d'internationalisation (SRDEII) ;
Vu la délibération du Conseil communautaire en date du 17 octobre 2017 relative à l'approbation de la convention de partenariat avec la Région Bretagne ;
Vu la délibération du Conseil communautaire en date du 5 février 2019 relative au contrat territorial de bassin Scorff et Blavet - aides directes agricoles ;
Vu le projet d'avenant n°1 à la convention de partenariat relative aux politiques de développement économique entre la Région Bretagne et Lorient Agglomération ;
Vu l'avis du Bureau ;
Vu l'avis de la Commission du développement et de l'attractivité du territoire

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0206_05-DE

Article 1 : APPROUVE les termes de l'avenant n°1 à la convention de partenariat relative aux politiques de développement économique avec la Région Bretagne.

Article 2 : MANDATE Monsieur Le Président ou son représentant pour prendre toutes les mesures nécessaires à la bonne exécution de la présente délibération et notamment pour signer ledit avenant n°1.

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0206_05-DE

AVENANT N°2 A LA CONVENTION DE PARTENARIAT RELATIVE AUX POLITIQUES DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ENTRE LA REGION BRETAGNE ET FOUGERES AGGLOMERATION

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU la délibération n°17_DAJCP_SA_06 du Conseil régional en date du 22 juin 2017 fixant les délégations à la Commission permanente ;

Vu la délibération n°2017_118 du conseil communautaire de Fougères Agglomération en date du 12 juin 2017 approuvant les termes de la convention de partenariat relative aux politiques de développement économique et autorisant le Président de Fougères agglomération à la signer ;

Vu la délibération n°17_0206_05 de la commission permanente du Conseil régional en date du 10 juillet 2017 approuvant les termes de la convention de partenariat relative aux politiques de développement économique et autorisant le Président du Conseil régional de Bretagne à la signer ;

VU la délibération n°2019.060 du conseil communautaire de Fougères Agglomération en date du 20 mai 2019, approuvant la mise en place d'un dispositif d'aide à l'installation de bornes électriques ;

VU la délibération n°19_0206_05 de la Commission permanente du Conseil régional en date du 8 juillet 2019 approuvant le présent avenant n°2 à la convention de partenariat relative aux politiques de développement économique, et autorisant le Président du Conseil régional à le signer ;

ENTRE :

La Région Bretagne,
283, avenue du Général Patton
CS 21101
35711 RENNES CEDEX 7

Représentée par Monsieur Loïg CHESNAIS-GIRARD, agissant en sa qualité de Président du Conseil régional de Bretagne

Ci-après dénommée « La Région »
d'une part,

ET :

Fougères Agglomération
1 rue Louis Lumière ZA de l'Aumaillerie 35133 LA SELLE EN LUITRE,

Représenté par Monsieur Bernard MARBOEUF, agissant en sa qualité de Président

Ci-après dénommé « l'EPCI »
D'autre part,

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0206_05-DE

Prenant acte que :

Promulguées respectivement en 2014 et 2015, les lois MAPTAM et NOTRe, dites lois de réformes territoriales, redéfinissent la répartition des compétences entre collectivités territoriales, notamment dans le domaine du développement économique.

Ces lois :

- posent le principe d'une compétence exclusive des régions sur les aides aux entreprises et sur la définition des orientations en matière de développement économique sur son territoire ;
- posent le principe d'une compétence exclusive des EPCI sur l'immobilier d'entreprise ;
- confirment la place spécifique de l'échelon métropolitain ;
- prévoient la possibilité de procéder par convention à des délégations de compétences ou des autorisations d'intervention hors de son champ exclusif de compétences ;
- confirment la place du SRDEII (Schéma Régional de Développement Économique d'Innovation et d'Internationalisation) qui voit affirmé son caractère "prescriptif", au-delà du régime des aides.

Par ailleurs, la suppression de la clause générale de compétence pour les départements et la montée en puissance de l'échelon intercommunal a conduit, sur le terrain, à de profondes évolutions de l'action publique en matière de développement économique.

Le Conseil régional a ainsi décidé de confirmer les orientations de sa stratégie de développement économique dite Glaz économie, votée en décembre 2013 et de structurer un partenariat économique via convention avec chacune des intercommunalités bretonnes, durant l'année 2017.

Les conventions sont des contrats cadres, qui fixent des objectifs et des règles, qui confirment des principes de l'action publique qui sera déployée sur le territoire, mais elles n'induisent pas la validation ou le financement de projets. Elles ne comportent pas d'enveloppes financières associées.

Le contrat permet de développer un dialogue territorial entre Région et EPCI, pour assurer un réel croisement stratégique au plan territorial entre Glaz économie et stratégies locales, pour s'assurer de la bonne appropriation par le local des enjeux régionaux de développement économique et garantir la prise en compte par l'échelon régional des réalités et priorités locales. La convention emporte donc un principe de différenciation, devant permettre de mieux répondre aux besoins spécifiques des territoires, dans un souci d'équité.

Le principe de la contractualisation et de la différenciation des réponses apportées n'induit pas la dislocation des principes généraux de la politique économique régionale qui demeure globale, cohérente et universelle dans son application aux acteurs, aux entreprises et aux territoires, sauf exception expressément formulée.

La convention a pour objet :

- d'harmoniser les politiques de la Région et de l'EPCI dans le domaine du développement économique, dans l'intérêt des deux parties, en conformité avec leurs priorités communes et en compatibilité avec les orientations de la Stratégie Régionale de Développement Économique, d'Innovation et d'Internationalisation pour la Bretagne (article 2 – volet stratégique) ;
- de s'accorder sur les dispositifs d'aides aux entreprises à déployer sur le territoire et d'autoriser les EPCI à intervenir (article 3 – volet dispositifs d'accompagnement des entreprises) ;
- d'organiser la mise en place d'un service public de l'accompagnement des entreprises SPAE sur le territoire communautaire (article 4 – volet organisationnel).

La convention de partenariat entre la Région Bretagne et Fougères agglomération a été signée le 12 juillet 2017.

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0206_05-DE

Fougères agglomération souhaitant mettre en place un nouveau dispositif d'aide aux bornes électriques sur son territoire, le présent avenant n°2 vise à apporter les modifications requises à la convention de partenariat.

En conséquence il a été convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 : Modification de l'article 3.3 « modalités d'intervention de l'EPCI en matière d'aides directes aux entreprises »

Il a été décidé de créer sur volonté de l'intercommunalité, le dispositif d'aide à destination des agriculteurs. Dispositif propre à l'intercommunalité et demandant autorisation et encadrement de la Région.

En conséquence, le paragraphe suivant de la sous partie « dispositifs communautaires d'aides aux entreprises » de l'article 3.3 de la convention de partenariat :

« Modalités d'intervention de l'EPCI en matière d'aides directes aux entreprises » est remplacé par les dispositions et le tableau suivant :

« *Fougères agglomération crée son dispositif* Aide à l'installation de bornes électriques*, à compter de la date de signature du présent avenant. Le dispositif est décrit dans le tableau ci-dessous et dans la fiche figurant en annexe n°8 au présent avenant.*

Dispositif	Cibles	Nature et montant	Commentaires
Afin de favoriser la transition énergétique des entreprises en les aidant à financer des bornes pour leur parc de voitures électriques.	Entreprises situées sur le territoire de Fougères Agglomération. Tous secteurs d'activités. Entreprise ayant fait l'objet de l'obtention de prime dans le cadre du programme de certificat d'économie d'énergie ADVENIR ou tout autre aide. Entreprises exclues : les entreprises faisant l'objet d'une procédure judiciaire collective ou les demandes visant à maintenir une activité courante ou non viable.	L'aide accordée est plafonnée : - à 50 % du montant du projet, déduction faite des aides reçues par l'entreprise (notamment dans le cadre des certificats d'économie d'énergie) - à 500 € par borne électrique - à 2 000 € par entreprise	Dispositif propre (Annexe 8: Aide à l'installation des bornes électrique)

ARTICLE 2 : Création de l'annexe n°8

La fiche descriptive du dispositif Aide à l'installation de bornes électriques de Fougères agglomération figurant en annexe au présent avenant devient l'annexe n°8 de la convention de partenariat modifiée.

ARTICLE 3 : Autres dispositions

Le reste de la convention demeure inchangé.

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0206_05-DE

ARTICLE 4 : entrée en vigueur

Le présent avenant n°2 entre en vigueur à compter de sa signature et prend fin à la même date que la convention de partenariat qu'il modifie.

Fait à RENNES en deux exemplaires originaux.
Le
(à préciser par la Région)

Le Président de Fougères Agglomération

Bernard MARBOEUF

Le Président du Conseil régional de Bretagne

Loïg CHESNAIS-GIRARD

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0206_05-DE

FOUGÈRES AGGLOMÉRATION

DISPOSITIF D'AIDE AU DEPLOIEMENT DES BORNES ELECTRIQUES

Entreprises visées

Considérant les compétences suivantes assurées par Fougères Agglomération :
- *la politique d'environnement et notamment le PCAET en cours de définition*
- *la politique de mobilité, notamment en direction des entreprises*
- *la politique de développement économique et les aides aux entreprises*

L'objectif de ce dispositif est de soutenir les entreprises au bénéfice des salariés et de la mobilité dans la transition énergétique.

Nature et montant de l'aide :

L'aide accordée est plafonnée :
- à 50 % du montant du projet, déduction faite des aides reçues par l'entreprise (notamment dans le cadre des certificats d'économie d'énergie)
- à 500 € par borne électrique
- à 2 000 € par entreprise

Conditions d'éligibilité

- Localisation : Entreprises situées sur le territoire de Fougères Agglomération
- Tous secteurs d'activités
- Entreprises exclues : entreprises en difficultés, faisant l'objet d'une procédure judiciaire collective ou les demandes visant à maintenir une activité courante ou non viable.
- Entreprise ayant fait l'objet de l'obtention de prime dans le cadre du programme de certificat d'économie d'énergie ADVENIR ou tout autre aide
  Programme national http://advenir.mobi/ : Sous condition de plafond, la prime ADVENIR vient couvrir les coûts de fourniture et d'installation de points de recharge à hauteur de 40% pour les entreprises et les personnes publiques et 50% pour le résidentiel collectif.

Modalités de versement

Versement de 100 % de l'aide sur présentation des justificatifs de réalisation de l'opération.
Chaque entreprise dispose de 6 mois à compter de la notification de la décision d'aide pour réaliser l'investissement.

Instruction des dossiers

L'aide doit expressément être demandée par l'entreprise avec un dossier de demande de subvention complet.
Fougères Agglomération accusera alors réception du dossier complet.
Le dossier sera ensuite examiné par la commission Attractivité Economique et Emploi.
Après avis favorable de la commission, la proposition de financement sera validée et votée en Conseil Communautaire. Cette décision sera notifiée à l'entreprise.
Une convention sera enfin établie entre Fougères Agglomération et l'entreprise bénéficiaire, afin de définir les modalités de versement et les engagements de chacune des parties.

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0206_05-DE

Critères	Montant d'aide
Projet de déploiement de bornes électriques ayant fait d'objet d'obtention d'une prime dans le cadre du programme de certificat d'économie d'énergie ADVENIR	500 € par bornes L'aide sera plafonnée de sorte que l'entreprise conserve 50 % de reste à charge (programme advenir inclus). L'aide est plafonnée à 2 000 €, soit 4 bornes

Dossier de demande d'aide :

- Un courrier de demande d'aide
- Le type d'offre labellisée par le programme ADVENIR correspondant au projet d'installation
- Une description de l'installation : lieu d'installation, parking public ou privé…
- Le programme indicatif d'investissement de véhicules électriques ou hybrides
- Le devis ou le projet de contrat de location sur 36 mois
- La proposition de prime ADVENIR signée par l'entreprise

Pour le versement :

- La facture ou le contrat de location établi sur la base du devis et faisant apparaître clairement la réduction,
- L'attestation sur l'honneur de fin de travaux signée par le bénéficiaire,
- Une photo après travaux (une photo antérieure aux travaux serait un plus) de l'installation du point de recharge,
- Un RIB
- Un document attestant de la qualification de l'installateur.

Régime d'adossement de la subvention accordée :

Règlement (UE) n°1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides *de minimis.*

Contact :

FOUGERES AGGLOMERATION
Service Développement Economique ou Service mobilités
02.99.98.50.34 1, rue Louis Lumière PA de l'Aumaillerie 35133 LA SELLE EN LUITRE

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0206_05-DE
ID : 035-200072452-20190520-CC_2019060-DE

FOUGÈRES AGGLOMÉRATION

Parc d'activités de l'Aumaillerie
1 rue Louis Lumière
35133 La Selle - en - Luitré

Délibération n°2019.060

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE FOUGÈRES AGGLOMERATION

Séance du lundi 20 mai 2019 à 20 h

Le Conseil de Fougères Agglomération s'est réuni le **Lundi Vingt Mai Deux Mil Dix-Neuf** à vingt heures au siège de la Communauté d'Agglomération – Parc de l'Aumaillerie –1 rue Louis Lumière - à LA SELLE EN LUITRE, sous la présidence de M. Bernard MARBOEUF, Président.

Étaient présents : Bernard MARBOEUF – *Président*

Patrick MANCEAU – Pierre PRODHOMME – Michel BALLUAIS – Louis FEUVRIER – Jean-Louis LAGREE – Jean-Pierre OGER – Jean-Claude RAULT – Jean-Pierre HARDY – Bernard DELAUNAY – Marie-Claire BOUCHER – *Vice-présidents délégués*

Éric BESSON – Joseph BOIVENT – Serge BOUDET – Rolland COQUET – Noël DEMAZEL – Alain FORET – Christian GALLE – Jean-François GARNIER – Pierre GAUTIER – Évelyne GAUTIER-LE-BAIL – Yves GÉRARD – Louis-Gérard GUÉRIN – Christophe HARDY – Maurice JANVIER – Isabelle LEE – Joël MAUPILLE – Cécile PARLOT – Louis PAUTREL – Monique POMMEREUL – Marie PROTHIAU – Patricia RAULT – Daniel TANCEREL – Delphine VIEUXBLED – *Conseillers*

Isabelle BIARD donne pouvoir à Rolland COQUET
Alice LEBRET donne pouvoir à Jean-Claude RAULT
Marie-Laure NOËL donne pouvoir à Isabelle LEE
François VEZIE donne pouvoir à Jean-Pierre OGER

Nombre de Conseillers Communautaires :	
En exercice :	55
Présents :	41
Pouvoirs :	4
Votants :	45

Date de la convocation : 14 mai 2019

Date d'Affichage : 24 mai 2019

Vote :	
Pour :	45
Contre :	0
Abstention :	0

Daniel BALLUAIS est représenté par sa suppléante Colette JUGUER
Roger BUFFET est représenté par son suppléant Stéphane CHARBONNEL
Laurence CHEREL est représentée par son suppléant Gilbert BOUFFORT
Jean-Pierre DESHAYES est représenté par son suppléant Jean-Paul PERRIER
Jules MASSON est représenté par son suppléant Gilbert LEONARD
André PHILIPOT est représenté par sa suppléante Colette PENDRIGH
Thérèse TYLEK est représentée par son suppléant Olivier POSTE

Étaient excusés :

Roland BOUVET – Jean-Claude BRARD – Maria CARRE – Joseph ERARD – Patricia FERLAUX – Laurent LEGENDRE – Jacky LEMOIGNE – Gilles PENNELLE – Pierre THOMAS – Bernard TUROCHE

Secrétaire de séance :

Delphine VIEUXBLED est désignée secrétaire de séance

Objet de la délibération :

2019.060 - Attractivité économique - Aide à l'installation de bornes électriques

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0206_05-DE
ID : 035-200072452-20190520-CC_2019060-DE

2019.060 - ATTRACTIVITE ECONOMIQUE - AIDE A L'INSTALLATION DE BORNES ELECTRIQUES

Au mois de novembre 2018 la société VALOREX informe l'Agglomération de son projet d'installation de bornes de chargement de batteries électriques afin de mettre à disposition des salariés des véhicules de service 100 % électriques et de permettre le rechargement des véhicules personnels. Ce projet est intégré au plan de Responsabilité Sociale de l'entreprise.

L'entreprise sollicite une aide financière considérant l'augmentation de la taxe transport et la politique de mobilité de l'Agglomération.

Les modalités d'un accompagnement ont été examinées, prenant en compte les mobilisations possibles de l'entreprise, de l'Agglomération, d'autres financeurs.

Un dispositif national est mobilisable dans ce cadre : le programme ADVENIR

Objectif : participation au déploiement des bornes électriques en complément des initiatives publiques grâce à un financement via les CEE (certificats d'économie d'énergie).

Les entreprises peuvent bénéficier d'une prime pour leur propre flotte et/ou leur personnel.

Montant de prime : Taux d'aide de 40 % selon critères (public, privé, pilotage énergétique) plafonné à 1860 € HT / borne.

Données financières de l'entreprise

Valorex a transmis les éléments de son dossier d'installation pour 4 bornes.
- Coût total d'installation des bornes de 16 852,72 €
- Subvention ADVENIR de 5 393,60 €
- Soit un solde de dépense de 11 459,12 €

Proposition de participation

Partant de ces données, il est proposé les modalités suivantes :
- Un accompagnement plafonné à 50 % du montant du projet moins le CEE
- Un montant plafonné à 500 € par borne

Simulation pour la Société Valorex

Aide de 500 € par borne plafonnée à 50 % du montant du projet moins les CEE	Montant d'installation par borne	Montant du projet	Montant prime Advenir	Simulation d'aide de FA (500 €/ borne)	Reste à Charge sur le projet	% de reste à Charge
Montant des devis	4 213,00 €	16 852,00 €	5 393,60 €	2 000,00 €	9 458,40 €	56%

Mise en place d'un dispositif d'aide généralisé

Considérant :
- le modèle d'aide élaboré pour répondre à la demande de l'entreprise Valorex
- les enjeux rassemblant trois dimensions des politiques de l'Agglomération :

la politique d'environnement et notamment le PCAET en cours de définition
la politique de mobilité, notamment en direction des entreprises
la politique de développement économique et les aides aux entreprises

Il est proposé la mise en place d'un nouveau dispositif d'accompagnement qui s'appliquerait à l'ensemble des entreprises du territoire.

Une période expérimentale d'une année permettra d'évaluer son efficacité.

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0206_05-DE
Affiché le 24/05/2019
ID : 035-200072452-20190520-CC_2019060-DE

Fougères Agglomération **2019.060**

Montant de l'aide

L'aide serait plafonnée pour chaque entreprise :

- à 50 % du montant du projet, déduction faite des aides reçues par l'entreprise
- à 500 € par borne (ou 750 € si accès public)
- à 2 000 € (soit 4 bornes privées) ou 3000 € (soit 4 bornes accessibles au public)

Conditions d'éligibilité

- L'entreprise doit bénéficier de l'obtention d'une aide labellisée (prime ADVENIR et/ou tout autre aide)
- Tous secteurs d'activités
- Informations détaillées de l'installation et du programme d'investissement de véhicules électriques ou hybrides (devis ou le projet de contrat de location sur 36 mois)

Vu l'article l'article L1511-2 du Code Général des Collectivités Territoriales qui mentionne que le conseil régional est seul compétent pour définir les régimes d'aides et pour décider de l'octroi des aides aux entreprises dans la région ;

Vu l'avis favorable de la commission « Attractivité Economique et Emploi » du 8 avril 2019 pour une période expérimentale de mise en œuvre du dispositif ;

Vu l'avis du Bureau du 6 mai 2019 ;

Entendu le présent exposé,

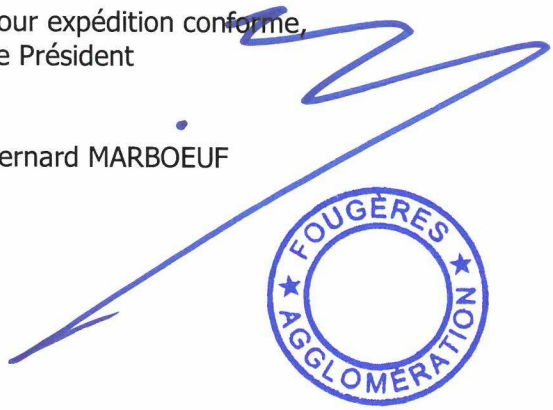
Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire DÉCIDE, à l'unanimité :

- **D'APPROUVER, à titre d'expérimentation, la mise en place d'un dispositif d'aide à l'installation de bornes électriques selon les modalités présentées,**
- **D'APPROUVER la sollicitation du Conseil Régional de Bretagne pour un avenant à la convention de Partenariat 2017-2021 relative aux politiques de développement économique ;**
- **D'approuver le versement d'une subvention à la société Valorex d'un montant de 2 000 €, conformément aux critères du nouveau dispositif.**

Fait et délibéré en séance le 20/05/2019

Pour expédition conforme,
Le Président

Bernard MARBOEUF



Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0206_05-DE

AVENANT N°1 A LA CONVENTION DE PARTENARIAT RELATIVE AUX POLITIQUES DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ENTRE LA REGION BRETAGNE ET GUINGAMP PAIMPOL AGGLOMERATION

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU la délibération n°16_DAJCP_SA_03 du Conseil régional en date du 8 janvier 2016 fixant les délégations à la Commission permanente ;

VU la délibération DEL2017_11_09 du conseil communautaire de Guingamp Paimpol Agglomération en date du 14 novembre 2017 approuvant les termes de la convention de partenariat relative aux politiques de développement économique entre le Conseil régional de Bretagne et Guingamp Paimpol Agglomération;

VU la délibération n°17_0206_08 de la Commission permanente du Conseil régional de Bretagne en date du 4 décembre 2017 approuvant la convention de partenariat relative aux politiques de développement économique entre le Conseil régional de Bretagne et Guingamp Paimpol Agglomération;

VU la délibération DEL2017 _05_19_C du conseil communautaire de Guingamp Paimpol Agglomération en date du 30 mai 2017, approuvant la mise en œuvre d'un dispositif d'aide au développement touristique ;

VU la délibération D20190413 du conseil communautaire de Guingamp Paimpol Agglomération en date du 2 avril 2019, modifiant le dispositif d'aide au développement touristique et autorisant le Président à signer tout document afférent à ce dispositif ;

VU la délibération D20190513 du conseil communautaire de Guingamp Paimpol Agglomération en date du 21 mai 2019, approuvant le dispositif d'aide aux projets structurants ou innovants de l'Economie Sociale et Solidaire et autorisant le Président à signer tout document afférent à ce dispositif ;

VU la délibération n°19_0206_05 de la Commission permanente du Conseil régional de Bretagne en date du 8 juillet 2019 approuvant le présent avenant n°1 à la convention de partenariat relative aux politiques de développement économique **entre le Conseil régional de Bretagne et Guingamp Paimpol Agglomération**, et autorisant le Président du Conseil régional à le signer ;

ENTRE :

La Région Bretagne,
283, avenue du Général Patton
CS 21101
35711 RENNES CEDEX 7

Représentée par Monsieur Loïg CHESNAIS-GIRARD, agissant en sa qualité de Président du Conseil régional de Bretagne

Ci-après dénommée « La Région »
d'une part,

ET :

Guingamp Paimpol Agglomération
Etablissement Public de Coopération Intercommunale
11, rue de la Trinité
22200 GUINGAMP,

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0206_05-DE

Représenté par Monsieur Vincent LE MEAUX, agissant en sa qualité de Président
Ci-après dénommé « l'EPCI »
D'autre part,

Prenant acte que :

Promulguées respectivement en 2014 et 2015, les lois MAPTAM et NOTRe, dites lois de réformes territoriales, redéfinissent la répartition des compétences entre collectivités territoriales, notamment dans le domaine du développement économique.

Ces lois :

- posent le principe d'une compétence exclusive des régions sur les aides aux entreprises et sur la définition des orientations en matière de développement économique sur son territoire ;
- posent le principe d'une compétence exclusive des EPCI sur l'immobilier d'entreprise ;
- confirment la place spécifique de l'échelon métropolitain ;
- prévoient la possibilité de procéder par convention à des délégations de compétences ou des autorisations d'intervention hors de son champ exclusif de compétences ;
- confirment la place du SRDEII (Schéma Régional de Développement Économique d'Innovation et d'Internationalisation) qui voit affirmé son caractère "prescriptif", au-delà du régime des aides.

Par ailleurs, la suppression de la clause générale de compétence pour les départements et la montée en puissance de l'échelon intercommunal a conduit, sur le terrain, à de profondes évolutions de l'action publique en matière de développement économique.

Le Conseil régional a ainsi décidé de confirmer les orientations de sa stratégie de développement économique dite Glaz économie, votée en décembre 2013 et de structurer un partenariat économique via convention avec chacune des intercommunalités bretonnes, durant l'année 2017.

Les conventions sont des contrats cadres, qui fixent des objectifs et des règles, qui confirment des principes de l'action publique qui sera déployée sur le territoire, mais elles n'induisent pas la validation ou le financement de projets. Elles ne comportent pas d'enveloppes financières associées.

Le contrat permet de développer un dialogue territorial entre Région et EPCI, pour assurer un réel croisement stratégique au plan territorial entre Glaz économie et stratégies locales, pour s'assurer de la bonne appropriation par le local des enjeux régionaux de développement économique et garantir la prise en compte par l'échelon régional des réalités et priorités locales. La convention emporte donc un principe de différenciation, devant permettre de mieux répondre aux besoins spécifiques des territoires, dans un souci d'équité.

Le principe de la contractualisation et de la différenciation des réponses apportées n'induit pas la dislocation des principes généraux de la politique économique régionale qui demeure globale, cohérente et universelle dans son application aux acteurs, aux entreprises et aux territoires, sauf exception expressément formulée.

La convention a pour objet :

- d'harmoniser les politiques de la Région et de l'EPCI dans le domaine du développement économique, dans l'intérêt des deux parties, en conformité avec leurs priorités communes et en compatibilité avec les orientations de la Stratégie Régionale de Développement Économique, d'Innovation et d'Internationalisation pour la Bretagne (article 2 – volet stratégique) ;
- de s'accorder sur les dispositifs d'aides aux entreprises à déployer sur le territoire et d'autoriser les EPCI à intervenir (article 3 – volet dispositifs d'accompagnement des entreprises) ;

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0206_05-DE

- d'organiser la mise en place d'un service public de l'accompagnement des entreprises ESS sur le territoire communautaire (article 4 – volet organisationnel).

La convention de partenariat entre la Région Bretagne et Guingamp Paimpol Agglomération a été signée le 22 décembre 2017.

Guingamp Paimpol Agglomération souhaitant apporter des modifications à leur dispositif d'aide au développement touristique et mettre en place un nouveau dispositif d'aide aux projets structurants ou innovants de l'Economie Sociale et Solidaire, le présent avenant n° 1 vise à apporter les modifications requises à la convention de partenariat.

En conséquence il a été convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 : Modification de l'article 3.3 « modalités d'intervention de l'EPCI en matière d'aides directes aux entreprises »

Il a été décidé d'apporter sur volonté de l'intercommunalité, des modifications au dispositif d'aide au développement touristique et de créer le dispositif d'aide aux projets structurants ou innovants de l'Economie Sociale et Solidaire, dispositifs leur étant propre et demandant autorisation et encadrement de la Région.

En conséquence, le paragraphe suivant de la sous partie « dispositifs communautaires d'aides aux entreprises » de l'article 3.3 de la convention de partenariat : « Modalités d'intervention de l'EPCI en matière d'aides directes aux entreprises » est remplacé par les dispositions et le tableau suivant :

Guingamp Paimpol Agglomération modifie, à compter de la date de signature du présent avenant, le dispositif d'aide au développement touristique décrit dans le tableau ci-dessous et dans la fiche figurant en annexe n°4 quater au présent avenant.

Guingamp Paimpol Agglomération crée un dispositif d'aide aux projets structurants ou innovants de l'Economie Sociale et Solidaire*, à compter de la date de signature du présent avenant. Le dispositif est décrit dans le tableau ci-dessous et dans la fiche figurant en annexe n°6 au présent avenant.*

Dispositif	**Cibles**	**Nature et montant**	**Commentaires** ***(abondement à un dispositif régional, dispositif propre, cas particuliers…)***
Aide à l'installation en agriculture	Nouveaux exploitants en agriculture, conchyliculture, aquaculture ou algoculture	Subvention forfaitaire de 2 500 €	Dispositif propre **Annexe 4** **Annexe 4bis et ter**
Aide au développement touristique	Création, modernisation de meublés touristiques, de gîtes de groupe, chambres d'hôtes, campings à la ferme, équipements et sites d'intérêt touristique et/ou culturel et patrimonial	Subvention de 20 à 30% de l'investissement, plafonnée entre 2 400 € et 20 000 €	Dispositif propre **Annexe 4 et Annexe 4 Quater** Les modifications apportées, en date de la délibération du 2 avril 2019, portent sur une augmentation du plafond des dépenses pour les équipements et sites d'intérêt touristique et/ou culturel et patrimonial (100 000 euros au lieu des 50 000 euros initiaux soit une subvention maximale de 20 000 euros au lieu de 10 000 euros) et la nature des dépenses éligibles (intégration des dépenses liées à des investissements matériels)

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0206_05-DE

Aide au développement touristique	Grands projets touristiques structurants, création et modernisation de gîtes de groupe	Subvention de 20% de l'investissement, plafonnée à 100 000 €	Dispositif propre **Annexe 4** **Annexe 4 Quater** Les modifications apportées, en date de la délibération du 2 avril 2019, portent sur la nature des dépenses éligibles : intégration des dépenses liées à des investissements matériels
Aide aux projets structurants ou innovants de l'Economie Sociale et Solidaire	Les entreprises de l'ESS (Loi du 31/07/2014) existantes ou en création	En création, subvention de 80% du coût total du projet ou de l'étude de faisabilité, plafonnée à 5000 € en développement, subvention de 50% du coût total du projet, plafonnée à 5000 €	Dispositif propre **Annexe 6**

ARTICLE 2 : Annulation et remplacement de l'annexe 4 QUATER et création de l'annexe 6

La délibération, en date du 2 avril 2019, modifiant le dispositif d'aide au développement touristique et la fiche descriptive à ce dispositif figurant en annexe au présent avenant, annule et remplace respectivement la délibération en date du 30 mai 2017, approuvant la mise en œuvre d'un dispositif d'aide au développement touristique et la fiche descriptive présente dans l'annexe n°4 quater de la convention de partenariat.

La fiche descriptive du dispositif d'aide aux projets structurants ou innovants de l'Economie Sociale et Solidaire de Guingamp Paimpol Agglomération, figurant en annexe au présent avenant, devient l'annexe n°6 de la convention de partenariat modifiée.

ARTICLE 3 : Autres dispositions

Le reste de la convention demeure inchangé.

ARTICLE 4 : Entrée en vigueur

Le présent avenant entre en vigueur à compter de sa signature et prend fin à la même date que la convention de partenariat qu'il modifie.

Fait à RENNES en deux exemplaires originaux.
Le
(à préciser par la Région)

Le Président de Guingamp Paimpol Agglomération

Vincent LE MEAUX

Le Président du Conseil régional de Bretagne

Loïg CHESNAIS-GIRARD

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0206_05-DE

Guingamp Paimpol AGGLOMÉRATION

Département des Côtes d'Armor
GUINGAMP-PAIMPOL AGGLOMERATION

DELIBERATION
SEANCE DU 02 AVRIL 2019

L'an deux mille dix neuf, le mardi 02 avril, le Conseil de Guingamp-Paimpol Agglomération dûment convoqué, s'est assemblé à l'espace économique du stade du Roudourou à Guingamp sous la présidence de M. Vincent LE MEAUX.

Etaient présents les conseillers suivants :
ALLAIN Catherine - AMELINE DE CADEVILLE Ghislaine - BEGUIN Jean Claude - BERNARD Cinderella - BERNARD Joseph – LE CABEC Gérard - BOUILLOT Lise - BREZELLEC Danielle - BURLOT Gilbert - CADORET Guy - CHARLES Olivier - CLEC'H Vincent - COAIL Christian - COËDIC Jean - CONNAN Josette - COULAU Philippe - DAGORN Aimé - DANNIC Jean Yves - de CHAISEMARTIN Jean Yves - DELTHEIL Anne - DOYEN Virginie - GAUTIER Guy - GIUNTINI Jean Pierre - GODFROY Brigitte - GOUAULT Jacky - GUILLOU Claudine - GUILLOU Rémy - HERVE Gérard - JOBIC Cyril - KERHERVE Guy - LACHATER Yves - LE BARS Yannick - LE BIANIC Yvon - LE COTTON Anne - LE GALL Hervé - LE GALL Annie - LE GAOUYAT Samuel - LE GOFF Jean Paul - LE GOFF Philippe - LE GOFF Yannick - LE HOUEROU Annie - LE LOUET Jean Paul - LE MASSON Monique - LE MEAUX Vincent – LE MEUR Daniel - LE MOIGNE Jean Paul - LE MOIGNE Yvon - LE SAULNIER Brigitte - LE VAILLANT Gilbert -LEYOUR Pascal - LOZAC'H Claude - LUTTON Emmanuel - PARISCOAT Dominique - POUPON Françoise - PRIGENT Marie Yannick - PRIGENT Christian ROBERT Didier - ROLLAND Paul - SALLIOU Pierre - SALOMON Claude - SCOLAN Marie Thérèse - SIMON Yvon - VINCENT Patrick - VITEL Jean Claude - Evelyne ZIEGLER.

Conseillers communautaires - pouvoirs

Marie Jo COCGUEN	pouvoir à Pierre SALLIOU
Dominique CŒUR	pouvoir à Danielle BREZELLEC
Aimé DAGORN	pouvoir à Philippe LE GOFF (à partir du point 30)
Dominique ERAUSO	pouvoir à Brigitte LE SAULNIER
Christian HAMON	pouvoir à Catherine ALLAIN
Bernard HAMON	pouvoir à Rémy GUILLOU (jusqu'au point 29)
Anne Marie PASQUIET	pouvoir à Patrick VINCENT

Conseillers communautaires absents :
Guy CONNAN - Isabelle CORRE - Yannick DOLO – Yannick ECHEVEST - Pierre Marie GAREL - Guilda GUILLAUMIN Yannick KERLOGOT - Yannick LARVOR - Jacques LE CREFF – Gilbert LE GALL - Jean Pierre LE NORMAND - Jacques MANGOLD - Jean Paul PRIGENT - Michel RAOULT - Sébastien TONDEREAU.

Virginie DOYEN arrivée 18h30 - Annie LE HOUEROU arrivée 19h00
Rémy GUILLOU départ 20h00

Conseillers communautaires absents représentés par leur suppléant
Yannick BOUGET – Jean François GUILLOU – Yvette LE BARS – Hervé RANNOU

Nombre de conseillers en exercice	**86 Titulaires – 44 suppléants**
Présents	**71 jusqu'à 18h30 *(rapport 2019-04-03)***
	72 jusqu'à 19h30 *(rapport 2019-04-17*)
	73 jusqu'à 20h00 (rapport2019-04-30)
	Puis 71
Procurations	**5**

Date d'envoi des convocations : mercredi 27 mars 2019.

Didier ROBERT a été désigné secrétaire de séance.

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0206_05-DE

D20190413

Objet - Dispositif d'aides au développement touristique : ajustements

Par délibération en date du 30 mai 2017 le Conseil a approuvé la création d'un dispositif d'aides en faveur des acteurs privés du tourisme de Guingamp-Paimpol Agglomération. Ce dispositif est mentionné dans la Convention de partenariat 2017-2021 entre le Conseil Régional de Bretagne et Guingamp-Paimpol Agglomération portant sur les politiques de développement économique (cf. annexe 4 quater).

A l'instar du dispositif Pass Commerce Artisanat, une fiche spécifique au dispositif d'aides au développement touristique a été établie ; elle intègre les dispositions initiales et les modifications intervenues par la suite. Cette dernière est annexée au présent projet de délibération.

En effet, le bilan 2018 du dispositif révèle que certaines dispositions en vigueur ne permettent pas d'aider de nouveaux porteurs de projet alors même qu'ils ont un impact avéré sur le développement touristique du territoire ; c'est pourquoi il s'avère nécessaire de procéder à quelques modifications dont les principales sont :

- Augmentation du plafond des dépenses pour les équipements et sites d'intérêt touristique et/ou culturel et patrimonial (100 000 euros au lieu des 50 000 euros initiaux soit une subvention maximale de 20 000 euros au lieu de 10 000 euros),
- Conditions de recevabilité : inscription des projets dans les stratégies territoriales en particulier les stratégies intégrées des destinations touristiques,
- Nature des dépenses éligibles : intégration des dépenses liées à des investissements matériels,
- Création meublés et chambres chez l'habitant : critère de la densité de l'offre et du principe de l'absence de concurrence pour l'éligibilité d'un projet de meublé et abandon du principe de la densité de l'offre pour les chambres au profit uniquement du principe de l'absence de concurrence.

Lecture entendue et après avoir délibéré, à l'unanimité,
Le Conseil communautaire, par 72 voix pour,

- **approuve la fiche du dispositif d'aides au développement touristique,**
- **autorise le président à signer avec la Région tout avenant à la Convention de Partenariat 2017-2021 qui serait nécessaire pour appliquer le dispositif.**

Fait et délibéré, les jours, mois et ans susdits
Pour copie conforme,

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0206_05-DE

Guingamp Paimpol AGGLOMÉRATION

Département des Côtes d'Armor
GUINGAMP-PAIMPOL AGGLOMERATION

DELIBERATION
SEANCE DU 21 MAI 2019

L'an deux mille dix neuf, le mardi 21 mai, le Conseil de Guingamp-Paimpol Agglomération dûment convoqué, s'est assemblé à la salle multifonctions, rue de Kéravel à Grâces sous la présidence de M. Vincent LE MEAUX.

Etaient présents les conseillers suivants :
AMELINE DE CADEVILLE Ghislaine - BEGUIN Jean Claude - BERNARD Joseph - BOUGET Yannick - BOUILLOT Lise - BREZELLEC Danielle - CADORET Guy - CLEC'H Vincent - COAIL Christian – COANTIEC Jacques - COËDIC Jean - CONNAN Josette - CONNAN Guy - CORRE Isabelle - COULAU Philippe - DAGORN Aimé - DANNIC Jean Yves - de CHAISEMARTIN Jean Yves - DELTHEIL Anne - DOLO Yannick - DOYEN Virginie - GAUTIER Guy - GIUNTINI Jean Pierre - GODFROY Brigitte - GOUAULT Jacky - GUILLAUMIN Guilda - GUILLOU Claudine - HAMON Bernard - HERVE Gérard - JOBIC Cyril - KERHERVE Guy - LACHATER Yves - LE BARS Yvette - LE BARS Yannick - LE BIANIC Yvon - LE COTTON Anne - LE CREFF Jacques - LE GALL Hervé - LE GALL Annie - LE GAOUYAT Samuel - LE GOFF Philippe - LE GOFF Yannick - LE HOUEROU Annie - LE LOUET Jean Paul - LE MASSON Monique - LE MEAUX Vincent – LE MEUR Daniel - LE MOIGNE Yvon - LE SAULNIER Brigitte - LE VAILLANT Gilbert - LE NORMAND Jean Pierre - LOZAC'H Claude - LUTTON Emmanuel - PARISCOAT Dominique - PASQUIET Anne Marie - PATIN Henri PRIGENT Marie Yannick - PRIGENT Christian - RANNOU Hervé - ROBERT Didier - ROLLAND Paul - SALLIOU Pierre - SALOMON Claude - SCOLAN Marie Thérèse - SIMON Yvon - VINCENT Patrick - VITEL Jean Claude.

Conseillers communautaires - pouvoirs

Catherine ALLAIN	pouvoir à Jean Yves de CHAISEMARTIN
Cinderella BERNARD	pouvoir à Jean COËDIC
Gilbert BURLOT	pouvoir à Vincent LE MEAUX
Marie Jo COCGUEN	pouvoir à Pierre SALLIOU
Yannick ECHEVEST	pouvoir à Guilda GUILLAUMIN
Dominique ERAUSO	pouvoir à Jacky GOUAULT
Rémy GUILLOU	pouvoir à Bernard HAMON (jusqu'au rapport 2019-05-19)
Christian HAMON	pouvoir à Brigitte LE SAULNIER
Jean Paul LE MOIGNE	pouvoir à Claudine GUILLOU
Evelyne ZIEGLER	pouvoir à Philippe LE GOFF

Conseillers communautaires absents :
Dominique CŒUR - Yannick KERLOGOT - Yannick LARVOR - Gilbert LE GALL - Jacques MANGOLD - Françoise POUPON - Jean Paul PRIGENT - Michel RAOULT - Sébastien TONDEREAU.
Virginie DOYEN arrivée 18h45 - Annie LE HOUEROU arrivée 19h10
Bernard HAMON départ 19h45

Conseillers communautaires absents représentés par leur suppléant
Pierre Marie GAREL - Jean François GUILLOU - Pascal LEYOUR

Nombre de conseillers en exercice	**86 Titulaires – 44 suppléants**
Présents	**65 à l'appel** **66 à partir de 18h45 (rapport 2019-05-06)** **67 à partir de 19h10 (rapport 2019-05-10)** **66 à partir de 19h45 (rapport 2019-05-21)**
Procurations	**10 procurations jusqu'au rapport 2019-05-19** **9 procurations à partir du rapport 2019-05-21**

Date d'envoi des convocations : mercredi 15 mai 2019.
Jean Yves de CHAISEMARTIN a été désigné secrétaire de séance.

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0206_05-DE

D20190513

Objet - Création d'un dispositif d'aide aux projets structurants ou innovants de l'Economie Sociale et Solidaire

L'Economie Sociale et Solidaire (ESS) est un mode d'entreprendre qui concerne toutes les filières et qui vient en complémentarité de l'économie dite « conventionnelle ». C'est un secteur en pleine croissance : + 5 % d'emplois entre 2010 et 2017. C'est une économie ancrée sur le territoire qui crée des emplois locaux (elle y représente 16 % des emplois) et qui repose sur une croissance durable.

Le 30 mai 2017 le conseil d'agglomération décidait la création d'un dispositif temporaire d'aides économiques en matière d'aides à l'immobilier d'entreprises, en faveur du commerce et de l'artisanat (en s'appuyant sur le dispositif régional « pass commerce et artisanat »), en faveur du développement touristique et enfin pour l'aide à l'installation en agriculture. Le 3 avril 2018 a été institué un dispositif d'aide dédié à la transformation des produits de la pêche et de l'aquaculture.

Ces dispositifs ont été mis en place rapidement après la création de l'agglomération afin de répondre aux besoins des porteurs de projet.
Ces aides constituent une des premières applications concrètes du schéma de développement de l'agglomération définitivement adopté lors du conseil du 14 novembre 2017.

Pour mémoire, en ce qui concerne l'ESS, celui-ci retenait les orientations suivantes :

- S'inscrire dans la stratégie régionale de développement économique en soutenant notamment parmi les 7 domaines d'innovation stratégiques, les innovations sociales et citoyennes pour une société ouverte et créative (pôle ESS).
- Soutenir le développement économique endogène notamment en reconnaissant/soutenant la contribution essentielle des acteurs de l'ESS à l'équilibre économique et social des espaces les plus ruraux.

Depuis, le projet de territoire a également affirmé que l'économie sociale et solidaire est un levier du développement socio-économique de l'agglomération et qu'il s'agit d'encourager les dynamiques associatives.

Il ressort de ces axes stratégiques la nécessité d'un dispositif propre au soutien des projets innovants ou structurants dans le domaine de l'Economie Sociale et Solidaire.

Aussi est-il proposé, conformément aux orientations du schéma de développement de l'agglomération et en cohérence avec le Schéma Régional de Développement Economique, d'Internationalisation et d'Innovation (SRDEII) de créer une aide venant compléter les dispositifs créés en 2017 et 2018.

Le dispositif dont la fiche descriptive est jointe en annexe aurait les objectifs suivants :

- Faciliter le développement de projets répondant à des besoins du territoire et favoriser l'innovation sociale et/ou la création d'emplois locaux et pérennes dans des entreprises de l'Economie Sociale et Solidaire.
- Affirmer l'ancrage local des projets et créer ainsi un effet de levier financier et déclencher des financements privés ou publics complémentaires (Ex. dispositif régional de soutien au démarrage des projets d'innovation sociale prenant la forme d'une avance remboursable).

Le dispositif s'adresserait tout particulièrement aux entreprises en création et aux entreprises s'engageant dans une phase de diversification créatrice d'activités d'innovation sociale.

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0206_05-DE

Lecture entendue et après avoir délibéré, à l'unanimité,
Le Conseil communautaire, par 77 voix pour

- **approuve le principe de mise en place d'un dispositif d'aide aux projets structurants ou innovants de l'Economie Sociale et Solidaire,**
- **approuve les critères d'éligibilité et les modalités d'attribution présentés,**
- **autorise le Président à signer avec la Région tout avenant à la Convention de Partenariat relative aux politiques de développement économique 2017-2021 qui serait nécessaire pour appliquer le dispositif,**
- **donne délégation au Président pour l'attribution des aides dans la limite des crédits inscrits chaque année au budget,**
- **autorise le Président ou son représentant à entreprendre toute démarche relative à la mise en œuvre de cette décision.**

Fait et délibéré, les jours, mois et ans susdits
Pour copie conforme,

Annexe :

- Dispositif d'aides aux projets structurants ou innovants de l'Economie Sociale et Solidaire

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0206_05-DE

Dispositif en faveur des entreprises de l'Economie Sociale et Solidaire de Guingamp-Paimpol Agglomération

Dispositif d'aides aux projets structurants ou innovants de l'Economie Sociale et Solidaire

Objectifs

=> Faciliter le développement de projets répondant à des besoins du territoire et favoriser l'innovation sociale et/ou la création d'emplois locaux et pérennes dans des entreprises de l'Economie Sociale et Solidaire.

=> Affirmer l'ancrage local des projets et créer ainsi un effet de levier financier et déclencher des financements privés ou publics complémentaires

Bénéficiaires

Sont prioritaires, les entreprises de l'économie sociale et solidaire (tel que défini dans la Loi n° 2014 856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire) :
- existantes ou en création, sur le territoire de Guingamp-Paimpol Agglomération,
- dont l'action concourt au dynamisme de la vie locale,
- contribuant à l'intérêt général : la lutte contre les inégalités sociales, les inégalités femmes/hommes, la fracture numérique, le lien social, la mixité sociale ou intergénérationnelle, le développement durable du territoire.

Les autres types de structures porteuses de projets d'innovation sociale répondant à des besoins du territoire sont aussi éligibles en considérant que les marqueurs des projets d'innovation sociale sont les suivants : une utilité sociétale, un modèle économique viable, une appropriation collective de la valeur, une contribution collaborative des parties prenantes à l'élaboration du projet dont le cas échéant les usagers, un lien au territoire.

Conditions de recevabilité

=> Nature des projets éligibles :

Sont éligibles les projets de création et de développement d'activités présentant un caractère novateur, apportant une réponse à des besoins non ou peu couverts sur le territoire ou générant de la valeur économique et des créations d'emplois.

=> Nature des dépenses éligibles :

Tout type de dépenses liées à la création ou au développement des activités d'innovation sociales à savoir :
- les investissements immatériels (études, prestations, formation liée à l'achat de matériels ou de logiciels, droits d'auteurs, achat d'images) ;
- les coûts salariaux chargés calculés sur deux années consécutives ;
- les investissements en matériel d'une valeur unitaire supérieure à 300 € HT, y compris les matériels d'occasion pour autant qu'ils soient aux normes requises et garantis pour 6 mois au moins, et les logiciels ;
- les petits travaux d'aménagement de locaux ;
- le besoin de trésorerie qui en découle.

La liste des investissements retenus dans l'assiette résulte d'une analyse au cas par cas au regard du programme présenté afin de déterminer, notamment pour les investissements immatériels, leur lien direct avec le projet.

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0206_05-DE

Montant et intensité de l'aide

=> Pour un projet de création : subvention plafonnée à **5 000 € et 80% du coût total de l'étude de faisabilité ou du projet**.

=> Pour une structure en développement : subvention plafonnée à **5 000 € et 50% du coût global du projet**.

Pour une structure associative, les coûts internes et externes au projet sont pris en compte (dans les autres cas, seuls les coûts externes au projet sont pris en compte).

Modalités de mise en œuvre du dispositif

L'attribution de l'aide n'est pas automatique et résulte d'un examen de l'intérêt, de sa viabilité et de son utilité sociale pour le territoire.

L'ADESS Ouest Côtes d'Armor sera chargée d'émettre un avis sur le projet afin de s'assurer notamment :

- du caractère structurant et/ou innovant du projet,
- de la complémentarité de l'aide avec d'autres dispositifs de soutien ou de l'effet levier de l'aide de l'Agglomération sur d'autres dispositifs relevant notamment de l'ESS,
- de la gestion partagée de l'entreprise (dispositifs participatifs, caractère collectif de la prise de décision).

L'entreprise ne devra pas avoir engagé de dépense avant de déposer un dossier de demande d'aide. Dans le cas d'un lancement de programme urgent, une **lettre d'intention** peut être adressée à l'Agglomération.

Régime d'adossement de la subvention accordée

=> La subvention est allouée sur la base du règlement (UE) N°1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis.

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0206_05-DE

Guingamp Paimpol AGGLOMÉRATION

Dispositif en faveur des acteurs privés du tourisme de Guingamp-Paimpol Agglomération

Dispositif d'aides au développement touristique

Objet

Le territoire de Guingamp-Paimpol Agglomération se caractérise par une activité touristique importante pouvant engendrer des retombées financières non négligeables estimées à **65 000 000 € de dépenses touristiques annuelles**. **202 établissements d'activités caractéristiques du tourisme** emploient **678 salariés privés** sur le territoire de l'Agglomération qui représentent **12 % des entreprises** du territoire pour **5 % des emplois salariés privés**.
Ces données conduisent naturellement l'Agglomération à considérer **le tourisme comme un levier évident de développement économique**. Guingamp-Paimpol Agglomération entend donc soutenir de manière volontariste les initiatives visant à développer le secteur par le biais d'un **dispositif spécifique au développement touristique**, pour :

1) les hébergements touristiques,
2) les équipements et sites d'intérêt touristique et/ou culturel et patrimonial,
3) les grands projets touristiques structurants.

Objectifs

=> Augmenter la capacité d'accueil touristique et diversifier l'offre d'hébergements sur le territoire,
=> Améliorer et diversifier les services aux touristes,
=> Contribuer à qualifier l'offre,
=> Valoriser les patrimoines de la Communauté d'Agglomération,
=> Générer de nouvelles retombées économiques,
=> Développer des investissements garantissant un développement durable et répondant aux nouvelles exigences des touristes.

Bénéficiaires

=> Toute personne physique ou morale ainsi que les associations,
=> Les SCI dont au moins 50% du capital est détenu par l'entrepreneur individuel ou la société d'exploitation ou les associés de cette même société,
=> Nature des projets pouvant bénéficier de l'accompagnement de Guingamp-Paimpol Agglomération : les **meublés touristiques**, les **chambres chez l'habitant**, les **gîtes de groupe**, les **campings à la ferme**, les **équipements et sites d'intérêt touristique et/ou culturel et patrimonial** et les **grands projets touristiques structurants**,
=> Les franchises sont exclues du dispositif.

Nature de l'aide

L'aide revêt la forme d'une subvention. Les subventions sont octroyées dans la limite de l'enveloppe financière annuelle inscrite au budget général de Guingamp-Paimpol Agglomération.

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0206_05-DE

Conditions de recevabilité

=> Création, modernisation ou extension d'une activité,
=> L'activité ne doit pas induire de distorsion de concurrence avec une activité existante sur la commune (ou sur les centralités les plus proches du projet) en tenant compte de la zone de chalandise et de la filière visées (fournir une étude de marché en cas de création d'activité ou sur demande de l'EPCI ou un avis motivé et confidentiel d'une chambre consulaire ou d'un autre partenaire de l'accompagnement de projets),
=> Le projet doit répondre aux critères d'éligibilité tourisme définis par l'Agglomération,
=> Le projet doit s'inscrire dans les stratégies touristiques territoriales (schémas local, départemental et régional, stratégies intégrées des Destinations touristiques Kalon Breizh et Baie de Saint-Brieuc Paimpol-Les Caps),
=> Le projet doit s'inscrire dans une démarche qualité et/ou de progrès,
=> Le diagnostic hygiène n'est obligatoire que lorsque les travaux touchent directement les cuisines ou l'atelier de transformation. Dans les autres cas, seule une attestation de l'exploitant est exigée.

=> Critères d'éligibilité généraux

=> Maintien de l'activité pendant 5 ans,
=> Adhésion ANCV,
=> Partenariat Office de Tourisme,
=> Utilisation et promotion des produits locaux (si proposition d'une prestation de restauration).

=> Critères d'éligibilité spécifiques

Pour les meublés touristiques : création et modernisation
=> Déclaration de l'activité en Mairie,
=> Ouverture 6 mois/an,
=> Obtention du classement,
=> Création :
- densité de l'offre : éligibilité des projets au sein des communes offrant 5 unités au maximum *(seuil calculé à partir de la base de données de la taxe de séjour – cette base de données sera actualisée chaque début d'année),*
- absence de concurrence (l'activité ne doit pas concurrencer une offre similaire et proche existante – cf. conditions de recevabilité ci-dessus)**.**

Pour les chambres chez l'habitant* : création et modernisation
=> Déclaration de l'activité en Mairie,
=> Respect de l'offre réglementaire maximale de 5 chambres,
=> Accueil à la nuitée en haute saison (du 1er juillet au 31 août),
=> Obtention d'un label,
=> Ouverture d'avril à septembre au minimum,
=> Eligibilité au cas par cas pour une création (l'activité ne doit pas concurrencer une offre à la nuitée existante – cf. conditions de recevabilité ci-dessus).

**La prestation table d'hôte est bonifiée (cf. tableau des aides) à partir du moment où elle respecte les critères généraux liés à la restauration cités ci-dessus.*

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0206_05-DE

Pour les gîtes de groupes : création et modernisation
=> Déclaration de l'activité en Mairie,
=> Situation géographique : dans un rayon de 2 kms maximum d'un itinéraire pédestre sélectionné par l'agglomération pour son caractère stratégique et dans un rayon de 5 kms maximum d'un itinéraire vélo et/ou VTT retenu dans les mêmes conditions,
=> Obtention d'un label et/ou référencement spécifique à l'accueil randonnée : « Rando Accueil », « Accueil Vélo», « Etape Rando Bretagne »…,
=> Pas de concurrence avec un autre gîte de groupe dans une logique d'itinérance,
=> Accueil à la nuitée en haute saison (du 1er juillet au 31 août).

Pour les campings à la ferme* : création et modernisation
=> Déclaration de l'activité en Mairie (terrain déclaré : si capacité inférieure à 6 emplacements ou 20 campeurs),
=> Obtention d'un classement pour un terrain aménagé (si capacité supérieure à 6 emplacements ou 20 campeurs),
=> obtention d'un label : « Bienvenue à la ferme », « Accueil paysan »…,
=> Organisation de visites de la ferme,
=> Vente de produits de la ferme.

**Seuls les exploitants agricoles à titre individuel ou en société (GAEC, EARL…) affiliés à la MSA peuvent prétendre à cette aide.*

Pour les équipements et sites d'intérêt touristique et/ou culturel et patrimonial : création et modernisation
=> Impact avéré sur l'activité économique et sur le développement de la fréquentation touristique (à justifier par une étude de marché et/ou avis circonstancié de la CCI, Côtes d'Armor Destination…),
=> Plus particulièrement, pour les équipements et sites d'intérêt culturel et patrimonial :
- Participation au rayonnement culturel du territoire : la structure doit disposer d'un programme culturel,
- Articulation harmonieuse entre le contenu patrimonial et culturel et l'activité touristique,
- Mise en valeur du patrimoine.

Pour les grands projets touristiques structurants* : création et modernisation
=> Impact avéré sur l'image et le rayonnement du territoire,
=> Impact avéré sur l'activité économique et sur le développement de la fréquentation touristique (à justifier par une étude de marché et/ou avis circonstancié de la CCI, Côtes d'Armor Destination…),
=> Pas ou peu d'équivalent sur le territoire,
=> Création de deux emplois temps plein en CDI dans les trois premières années,
=> Montant d'investissement minimum de 500 000 €.

**Cumul des critères : le grand projet touristique structurant devra également respecter les critères d'éligibilité en fonction de sa nature.*
(par exemple, un équipement touristique structurant devra à la fois répondre aux critères définis pour les équipements et sites d'intérêt touristique et/ou culturel et patrimonial et aux critères des grands projets structurants pour pouvoir prétendre à cette aide).

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0206_05-DE

=> Nature des dépenses éligibles

=> les travaux de construction de bâtiments,
=> les travaux de gros-œuvre (maçonnerie, menuiserie, toiture…),
=> les investissements matériels essentiels à l'activité,
=> les investissements matériels liées à l'accueil handicap (sous réserve de l'obtention de la marque « Tourisme & Handicap »),
=> la réfection d'installations électriques,
=> l'installation de sanitaires,
=> l'installation de systèmes de chauffage, de climatisation,
=> les revêtements de sols et muraux,
=> les honoraires d'architectes ou de paysagistes,
=> les études et diagnostics qui visent à l'obtention de la marque « Tourisme & Handicap »,
=> les travaux paysagers et d'aménagement des abords lorsqu'ils sont intégrés à un projet global (local à vélo par exemple…),
=> toutes dépenses relatives à l'accueil des camping-cars pour les campings à la ferme (ex. aménagement d'une aire de services, etc...).

=> Dépenses non éligibles

=> les dépenses liées à l'aménagement intérieur : mobilier, électroménager, vaisselle, literie, éléments de décoration…,
=> les acquisitions foncières,
=> la réalisation et l'entretien de cour, voirie, parking,
=> le simple renouvellement d'équipements obsolètes ou amortis.

Dans le cadre de travaux réalisés par le maître d'ouvrage (autoconstruction), les dépenses de matériaux ne sont prises en compte que dans la mesure où au moins l'équivalent des dépenses concerne des travaux effectués par un professionnel.

Lors d'une reprise de fonds de commerce, la partie matérielle du fonds de commerce repris est éligible sans question de garantie. Les éléments corporels visés devront être décrits et estimés dans l'acte de cession du fonds. Les dépenses ne sont toutefois pas éligibles si elles ont déjà donné lieu à une aide antérieure.

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0206_05-DE

Calcul des subventions

Types de projet	Montants dépenses éligibles	Taux	Subvention maximale	Commentaires
Meublés touristiques	Plafond dépense : 10 000€ Plancher dépense : 1 000€	30 %	3 000€	*Financement de 2 meublés maximum par propriétaire*
Chambres chez l'habitant	Plafond dépense : 10 000€ Plancher dépense : 1 000€	30 %	3 000€	*Bonification de 1 500€ pour les projets qui intègrent la table d'hôte*
Gîtes de groupe	Plafond dépense : 100 000€ Plancher dépense : 5 000€	20 %	20 000€	
Campings à la ferme	Plafond dépense : 15 000€ Plancher dépense : -	30 %	4 500€	*Projets de création*
Campings à la ferme (2)	Plafond dépense : 8 000€ Plancher dépense : -	30 %	2 400€	*Projets de modernisation*
Equipements et sites d'intérêt touristique et/ou culturel et patrimonial	Plafond dépense : 100 000€ Plancher dépense : 10 000€	20 %	20 000€	
Grands projets touristiques structurants	Plafond dépense : 500 000€ Plancher dépense : 500 000€	20 %	100 000€	

Modalités de mise en œuvre du dispositif

=> Toute demande d'aide fera l'objet de l'envoi d'une **lettre d'intention** à l'attention de Monsieur le Président de Guingamp-Paimpol Agglomération. Elle fera l'objet d'un accusé de réception.

La date de réception de la lettre d'intention vaut date d'autorisation de démarrage de travaux et porte éligibilité des dépenses engagées au titre du projet à partir de cette date (sauf cas particulier) mais ne préjuge pas d'un soutien financier.

Pour être prises en compte, les lettres d'intention, assimilables à des demandes préalables de subvention doivent être suivies d'un dossier de demande dans un délai de trois mois maximum.

=> Cette lettre, doit être accompagnée ou suivie du dossier complet constitué d'un formulaire à remplir *(justifiant notamment d'une situation financière saine et du respect des obligations légales, sociales et fiscales)* et de pièces annexes.

=> Le projet sera instruit dans la limite des crédits annuels inscrits au budget de Guingamp-Paimpol Agglomération pour le dispositif en faveur du développement touristique.

=> Un délai de 2 ans devra exister entre deux demandes de subvention, et une nouvelle demande d'aide ne pourra être effectuée que si le dossier précédent est clôturé.

=> La durée d'exécution du programme est limitée à 2 ans.

=> Les décisions relatives au projet n'ayant pas connu un commencement d'exécution dans les 12 mois suivant la décision d'octroi de la subvention seront à nouveau étudiées pour proposition de prorogation, modification ou annulation.

=> Les bénéficiaires de l'aide devront faire valoir la participation de l'agglomération dans l'ensemble des actions de communication relatif au projet accompagné et s'engagent à répondre favorablement aux sollicitations de l'agglomération concernant des évènementiels visant à promouvoir l'action de l'EPCI en matière d'aide au développement touristique.

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0206_05-DE

Modalités de versement de la subvention

=> Les subventions du dispositif d'aide touristique seront payées de façon individualisée, sur présentation des justificatifs des dépenses réalisées (copies des factures acquittées) qui devront être conformes à l'assiette des dépenses figurant dans le dossier de demande de subvention,

=> Le mandatement sera effectué par Guingamp-Paimpol Agglomération lorsque l'ensemble des pièces nécessaires au versement de la subvention sera transmis aux services instructeurs : la liste des pièces figurera dans la décision d'octroi de la subvention (factures certifiées acquittées par un tiers, attestations…),

=> La subvention ne pourra être versée qu'après la réalisation du projet. Elle fera l'objet d'un versement unique. *Néanmoins, l'aide pourra exceptionnellement être versée en deux fois.*

=> En cas de réalisation partielle de l'investissement, la subvention sera versée au prorata de la dépense réalisée (le plancher de dépenses devant être respecté). Si le montant final dépasse l'investissement retenu, la subvention sera plafonnée au montant initial attribué.

=> Le non-respect des délais de réalisation du programme soutenu, du montant prévisionnel ou de l'activité sur le territoire de GP3A, donnera lieu à demande de remboursement partiel ou total auprès de l'organisme bénéficiaire de la subvention.

Régime d'adossement de la subvention accordée

=> Cadre général :

Règlement (UE) n°1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne aux aides de minimis.

=> Equipements et sites d'intérêt culturel et patrimonial :

Dans certains cas, régime d'aide exempté, n°SA.42681 ; relatif aux aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine pour la période 2014-2020, adopté sur la base du règlement général d'exemption pour catégorie n°651/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014.

Cumul des aides publiques

La somme des aides publiques accordées sur la même assiette d'investissements subventionnables ne pourra pas dépasser 50 % (Etat et Collectivités territoriales). Le cumul des aides sera étudié au cas par cas en fonction des dispositifs en vigueur.

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0206_05-DE

AVENANT N°1 A LA CONVENTION DE PARTENARIAT RELATIVE AUX POLITIQUES DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ENTRE LA REGION BRETAGNE ET LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE LANDIVISIAU

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU la délibération n°17_DAJCP_SA_06 du Conseil régional en date du 22 juin 2017 fixant les délégations à la Commission permanente ;

VU la délibération n°17_0206_05 de la commission permanente du Conseil régional de Bretagne en date du 10 juillet 2017 approuvant la convention de partenariat relative aux politiques de développement économique entre le Conseil régional Bretagne et la Communauté de communes du Pays de Landivisiau ;

VU la délibération n°126_05 du conseil communautaire de la Communauté de communes du Pays de Landivisiau en date du 3 juillet 2017 approuvant les termes de la présente convention ainsi que de la présente charte et autorisant le représentant de l'EPCI à la signer ;

VU la délibération n° 2019-03-019 du conseil communautaire en date du 1er avril 2019 approuvant la revalorisation de l'aide Jeunes Agriculteurs à hauteur de 3 000€ ;

VU la délibération n° 2019-05-21 du conseil communautaire en date du 21 mai 2019 approuvant la modification de la destination de l'aide aux jeunes agriculteurs, à savoir l'instauration d'une aide au fonctionnement en lieu et place d'une aide à l'investissement et l'ensemble des dispositions présentées ci-dessous ; autorisant le Président ou son représentant à signer l'avenant à la convention partenariat signée avec la Région Bretagne dans le cadre des politiques de développement économique 2017/2021 ;

VU la délibération n°XXXX de la Commission permanente du Conseil régional en date du 08 juillet 2019 approuvant le présent avenant n°1 à la convention de partenariat relative aux politiques de développement économique, et autorisant le Président du Conseil régional à le signer ;

ENTRE :

La Région Bretagne,
283, avenue du Général Patton
CS 21101
35711 RENNES CEDEX 7

Représentée par Monsieur Loïg CHESNAIS-GIRARD, agissant en sa qualité de Président du Conseil régional de Bretagne

Ci-après dénommée « La Région »
D'une part,

ET :

La Communauté de Communes du Pays de Landivisiau
Etablissement Public de Coopération Intercommunale
Zone de Kerven
BP 30122 29401
LANDIVISIAU CEDEX

Représenté par Monsieur Albert MOYSAN, agissant en sa qualité de Président

Ci-après dénommé « l'EPCI »
D'autre part,

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0206_05-DE

Prenant acte que :

Promulguées respectivement en 2014 et 2015, les lois MAPTAM et NOTRe, dites lois de réformes territoriales, redéfinissent la répartition des compétences entre collectivités territoriales, notamment dans le domaine du développement économique.

Ces lois :

- posent le principe d'une compétence exclusive des régions sur les aides aux entreprises et sur la définition des orientations en matière de développement économique sur son territoire ;
- posent le principe d'une compétence exclusive des EPCI sur l'immobilier d'entreprise ;
- confirment la place spécifique de l'échelon métropolitain ;
- prévoient la possibilité de procéder par convention à des délégations de compétences ou des autorisations d'intervention hors de son champ exclusif de compétences ;
- confirment la place du SRDEII (Schéma Régional de Développement Économique d'Innovation et d'Internationalisation) qui voit affirmé son caractère "prescriptif", au-delà du régime des aides.

Par ailleurs, la suppression de la clause générale de compétence pour les départements et la montée en puissance de l'échelon intercommunal a conduit, sur le terrain, à de profondes évolutions de l'action publique en matière de développement économique.

Le Conseil régional a ainsi décidé de confirmer les orientations de sa stratégie de développement économique dite Glaz économie, votée en décembre 2013 et de structurer un partenariat économique via convention avec chacune des intercommunalités bretonnes, durant l'année 2017.

Les conventions sont des contrats cadres, qui fixent des objectifs et des règles, qui confirment des principes de l'action publique qui sera déployée sur le territoire, mais elles n'induisent pas la validation ou le financement de projets. Elles ne comportent pas d'enveloppes financières associées.

Le contrat permet de développer un dialogue territorial entre Région et EPCI, pour assurer un réel croisement stratégique au plan territorial entre Glaz économie et stratégies locales, pour s'assurer de la bonne appropriation par le local des enjeux régionaux de développement économique et garantir la prise en compte par l'échelon régional des réalités et priorités locales. La convention emporte donc un principe de différenciation, devant permettre de mieux répondre aux besoins spécifiques des territoires, dans un souci d'équité.

Le principe de la contractualisation et de la différenciation des réponses apportées n'induit pas la dislocation des principes généraux de la politique économique régionale qui demeure globale, cohérente et universelle dans son application aux acteurs, aux entreprises et aux territoires, sauf exception expressément formulée.

La convention a pour objet :

- d'harmoniser les politiques de la Région et de l'EPCI dans le domaine du développement économique, dans l'intérêt des deux parties, en conformité avec leurs priorités communes et en compatibilité avec les orientations de la Stratégie Régionale de Développement Économique, d'Innovation et d'Internationalisation pour la Bretagne (article 2 – volet stratégique) ;
- de s'accorder sur les dispositifs d'aides aux entreprises à déployer sur le territoire et d'autoriser les EPCI à intervenir (article 3 – volet dispositifs d'accompagnement des entreprises) ;
- d'organiser la mise en place d'un service public de l'accompagnement des entreprises SPAE sur le territoire communautaire (article 4 – volet organisationnel).

La convention de partenariat entre la Région Bretagne et la Communauté de communes du Pays de Landivisiau a été signée le 30 août 2017.

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0206_05-DE

La Communauté de communes du Pays de Landivisiau souhaitant réévaluer son dispositif d'aide aux jeunes à destination des jeunes agriculteurs sur son territoire, le présent avenant n°1 vise à apporter les modifications requises à la convention de partenariat.

En conséquence il a été convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 : Modification de l'article 3.3 « modalités d'intervention de l'EPCI en matière d'aides directes aux entreprises »

Il a été décidé de modifier sur volonté de l'intercommunalité, le dispositif d'aide à destination des jeunes agriculteurs. Dispositif propre à l'intercommunalité et demandant autorisation et encadrement de la Région.

En conséquence, le paragraphe suivant de la sous-partie « dispositifs communautaires d'aides aux entreprises » de l'article 3.3 de la convention de partenariat :

« Modalités d'intervention de l'EPCI en matière d'aides directes aux entreprises »

est remplacé par les dispositions et le tableau suivant :

« La Communauté de communes du Pays de Landivisiau modifie son dispositif d'aide aux jeunes agriculteurs, à compter de la date de signature du présent avenant. Le dispositif est décrit dans le tableau ci-dessous et dans la fiche figurant en annexe n°1 au présent avenant.

Dispositif	Cibles	Nature et montant	Commentaires
Aide à l'installation des jeunes agriculteurs	• Jeunes agriculteurs ayant bénéficié de la Dotation Jeunes Agriculteurs et installés • Jeunes agriculteurs n'ayant pas bénéficié de la Dotation Jeunes Agriculteurs, mais ayant suivi le parcours à l'installation	• Montant de l'aide : 3 000 euros par agriculteur • Aide au fonctionnement • Délai maximum : 5 ans après l'installation	Dispositif propre (**Annexes 4 et 5 : délibération de l'aide aux jeunes agriculteurs et fiche dispositif**)

ARTICLE 2 : Modification des annexes n°4 et 5

La délibération portant sur le dispositif communautaire d'aides aux jeunes agriculteurs de la Communauté de communes du Pays de Landivisiau figurant en annexe au présent avenant devient l'annexe n°4 de la convention de partenariat modifiée.
La fiche descriptive du dispositif d'aide aux jeunes agriculteurs de la Communauté de communes du Pays de Landivisiau figurant en annexe au présent avenant devient l'annexe n°5 de la convention de partenariat modifiée.

ARTICLE 3 : autres dispositions

Le reste de la convention demeure inchangé.

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0206_05-DE

ARTICLE 4 : entrée en vigueur

Le présent avenant n°1 entre en vigueur à compter de sa signature et prend fin à la même date que la convention de partenariat qu'il modifie.

Fait à RENNES en deux exemplaires originaux.
Le DATE
(à préciser par la Région)

Le Président de la Communauté de communes du Pays de Landivisiau	Le Président du Conseil régional de Bretagne
Albert MOYSAN	Loïg CHESNAIS-GIRARD

PROJET

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0206_05-DE

Note sur l'aide à l'installation des jeunes agriculteurs

1er Dispositif (parcours DJA)

Date	Le dispositif est en vigueur depuis le 1er janvier 2002 (délibération 34-11 du 24 avril 2002) Revalorisation de l'aide en 2019 et modification de la nature de l'aide en aide au fonctionnement (délibération 2019-03-019 du 23 mars 2019 et délibération 2019-05-033 du 21 mai 2019)
Bénéficiaires	Jeunes agriculteurs installés sur le territoire bénéficiant de la Dotation Jeunes Agriculteurs
Nature de l'aide	Aide au fonctionnement
Montant	3.000€
Procédure	L'aide se met automatiquement en place dès lors que le dossier est agréé en CDOA, via une information de la Chambre d'Agriculture.
Dossier	Les éléments constitutifs du dossier de demande d'aide : ▪ Formulaire-type de demande d'aide ▪ Attestation MSA précisant la qualité d'agriculteur et la date d'affiliation ▪ Formulaire-type des aides perçues au titre du "de minimis" durant les trois derniers exercices fiscaux, ci-joint, renseignée et signée, ▪ Copie du certificat de conformité de l'installation délivré par la Préfecture ▪ RIB (compte personnel)

2ème Dispositif (hors DJA)

Date	Délibération 99-11 du 27 février 2013 Revalorisation de l'aide en 2019 et modification de la nature de l'aide en aide au fonctionnement (délibération 2019-03-019 du 26 mars 2019 et délibération 2019-05-033 du 21 mai 2019)
Bénéficiaires	Elargissement du champ des bénéficiaires en intégrant les jeunes agriculteurs n'ayant pas bénéficié de la Dotation Jeunes Agriculteurs mais ayant suivi le parcours à l'installation
Nature de l'aide	Aide au fonctionnement
montant	3.000€
Procédure	Dossiers élaborés avec l'appui de la Chambre d'Agriculture Examen au cas par cas Octroi de l'aide sur décision du conseil, après avis du bureau et de la commission agricole
Dossier	Les éléments constitutifs du dossier de demande d'aide : ▪ Formulaire-type de demande d'aide ▪ Attestation MSA précisant la qualité d'agriculteur et la date d'affiliation ▪ Formulaire-type des aides perçues au titre du "de minimis" durant les trois derniers exercices fiscaux, ci-joint, renseignée et signée, ▪ 3P (Plan de Professionnalisation personnalisé) validé ou attestation de réalisation ▪ Etude prévisionnelle ▪ RIB (compte personnel)

CCPL - Service Développement Economique – Mai 2019

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0206_05-DE

REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT DU FINISTERE

COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE LANDIVISIAU

Communauté de Communes Pays de Landivisiau

séance du 21 mai 2019

Délibération n°2019-05-033

Date de convocation : 15 mai 2019

Conseillers en exercice : 47	Présents : 40	Votants : 45

Aide à l'installation des jeunes agriculteurs – Modification de la destination de l'aide

L'an deux mil dix-neuf, le 21 du mois de mai à 18 heures, le conseil communautaire, régulièrement convoqué, s'est réuni à la salle de la Tannerie à Lampaul-Guimiliau, sous la présidence de M. MOYSAN Albert.

Etaient présents	M. BRETON Jean-Pierre, M. JEZEQUEL Jean, M. LE NAN Jean-Paul, M. MEUDEC Jacques, M. LE NAOUR Michel, M. MERCIER Raymond, Mme LE GOFF Noëlle, M. STEPHAN Jean-Noël, M. HERAUD Philippe, M. ESTRABAUD Francis, M. LE LEZ Yvon, M. MORRY Yvan, Mme MINGAM Marie-France, Mme LE BORGNE Simone, Mme HAREL Chantal, M. CAROFF Léon, M. LE ROUX Laurent, M. KERBRAT Jean-François, M. FAGOT Louis, M. PALUT François, Mme PICHON Marie-Christine, Mme PORTAILLER Christine, Mme CLAISSE Laurence, Mme HENAFF Marie-Claire, M. BILLON Henri, M. LE ROUX Didier, M. KERRIEN Jean-René, M. SALIOU Louis, M. PUCHOIS Jean-Marc, M. POT Dominique, Mme POULIQUEN Marie-France, Mme KOULAL Maryvonne, M. LAURENT Paul, M. MOAL Pierre-Yves, M. HERRY Pascal, Mme POULIQUEN Valérie, M. PINVIDIC Yann, M. PERVES Daniel, Mme ABAZIOU Nadine.
Avaient donné procuration	Mme CRENN Nicole à M. BRETON Jean-Pierre Mme PHILIPPE Danielle à Mme HENAFF Marie-Claire Mme CORNILLY Marie-Christine à M. MERCIER Raymond Mme BEGOC Pascale à M. KERRIEN Jean-René Mme LAIZET Corinne à M. MEUDEC Jacques
Absente excusée	Mme PLUCHON Viviane
Absent	M. MICHEL Bernard

Secrétaire de séance : M. CAROFF Léon

Participait aussi à cette séance, M. FLOCH Erwan, directeur général des services.

Le quorum étant atteint, l'Assemblée peut délibérer valablement.

Par délibérations du 18 novembre 2004 et du 27 février 2013, le conseil communautaire a adopté un dispositif de soutien financier à l'installation des jeunes agriculteurs.

Pour rappel, l'intervention de la CCPL s'opérait sur les bases suivantes :

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0206_05-DE

- Public concerné : jeunes agriculteurs ayant bénéficié de la Dotation Jeunes Agriculteurs et installés
- Montant de l'aide : 2 000 euros par agriculteur
- Equipements concernés : équipements concernés par les mesures d'investissement économique, de diversification d'activité et d'investissement pour la protection de l'environnement
- Délai maximum : 5 ans après l'installation

Cette aide concernait également les jeunes agriculteurs n'ayant pas suivi le parcours Jeunes Agriculteurs et ce, après avis de la commission économie/agriculture.

En 2017, la loi portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (loi NOTRe) a transféré aux Régions la compétence développement économique et notamment l'exclusivité des aides aux entreprises. Une convention de partenariat a été signée à cet effet le 30 août 2017. L'article 3 de cette convention de partenariat, mise en place dans le cadre des politiques de développement économique 2017/2021, concerne les dispositifs d'accompagnement des entreprises et précise les modalités d'intervention de la CCPL en matière d'aides directes aux entreprises. Le Conseil Régional autorise la CCPL à développer et mettre en œuvre un ou des dispositifs d'aides aux entreprises, sans qu'il soit adossé à un dispositif régional. Seuls les dispositifs mentionnés dans la convention de partenariat peuvent permettre une intervention de la CCPL. L'aide Jeunes Agriculteurs y est intégrée à hauteur de 2 000 €. En cas de modification, les dispositifs concernés doivent faire l'objet d'un avenant.

Par délibération du 26 mars 2019, le conseil communautaire a adopté la revalorisation de cette aide inchangée depuis l'instauration du dispositif.

Il a été décidé de porter cette aide à 3 000 euros s'opérant selon les modalités suivantes :

- Public concerné : jeunes agriculteurs ayant bénéficié de la Dotation Jeunes Agriculteurs et installés
- Montant de l'aide : 3 000 euros par agriculteur
- Equipements concernés : équipements concernés par les mesures d'investissement économique, de diversification d'activité et d'investissement pour la protection de l'environnement
- Délai maximum : 5 ans après l'installation

Cette aide concerne également les jeunes agriculteurs n'ayant pas suivi le parcours Jeunes Agriculteurs et ce, après avis de la Commission communautaire compétente.

Depuis 2004 et à la demande de l'Etat, cette aide d'un montant de 3 000 euros constitue une aide à l'investissement. Les Régions étant aujourd'hui autorité de gestion pour les fonds européens et non plus l'Etat, la réglementation a évolué en la matière. Cette aide doit dorénavant procéder d'une aide au fonctionnement, donc assise sur la trésorerie de démarrage, afin de ne pas pénaliser le bénéfice d'autres aides adossées à de l'investissement pour les jeunes agriculteurs.

En conséquence, il est proposé de modifier le type d'aide attribuée s'opérant selon les modalités suivantes :

- Public concerné : jeunes agriculteurs ayant bénéficié de la Dotation Jeunes Agriculteurs et installés
- Montant de l'aide : 3 000 euros par agriculteur
- Type d'aide : aide au fonctionnement
- Délai maximum : 5 ans après l'installation

Cette aide concerne également les jeunes agriculteurs n'ayant pas suivi le parcours Jeunes Agriculteurs et ce, après avis de la Commission communautaire compétente.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0206_05-DE

Vu la délibération du conseil communautaire n° 47-06 en date du 18 novembre 2004 adoptant le dispositif d'aide à l'installation des jeunes agriculteurs ;
Vu la délibération du conseil communautaire n° 99-11 en date du 27 février 2013 proposant d'élargir les bénéficiaires du dispositif en intégrant les jeunes agriculteurs n'ayant pas suivi le parcours DJA ;
Vu la délibération du conseil communautaire n° 126-05 en date du 4 juillet 2017 approuvant les termes de la convention de partenariat signée avec la Région Bretagne dans le cadre des politiques de développement économique 2017/2021 ;
Vu la commission Economie/Agriculture saisie le 30 janvier 2019 ;
Vu le bureau communautaire saisi le 14 mai 2019 ;
Vu la commission permanente saisie le 14 mai 2019 ;
Vu la délibération du conseil communautaire n° 2019-03-019 en date du 1er avril 2019 approuvant la revalorisation de l'aide Jeunes Agriculteurs à hauteur de 3.000 euros ;

Après avoir entendu son rapporteur, M. François Palut, Vice-président ;

Le conseil communautaire, ayant délibéré à l'unanimité :

- **Approuve la modification de la destination de l'aide aux jeunes agriculteurs, à savoir l'instauration d'une aide au fonctionnement en lieu et place d'une aide à l'investissement et l'ensemble des dispositions présentées ci-dessus.**

- **Autorise le Président ou son représentant à signer l'avenant à la convention de partenariat signée avec la Région Bretagne dans le cadre des politiques de développement économique 2017/2021.**

Pour extrait conforme au registre des délibérations,
le 23 mai 2019.

Le Président,
Albert MOYSAN.

Communauté de Communes ★ Pays de Landivisiau ★

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0206_05-DE

Délibération du Conseil régional de Bretagne
Commission permanente du 08 juillet 2019
Diminution(s) ou annulation(s) - Subvention plafonnée
Programme : P.0206 - Soutenir les acteurs de la structuration de l'économie bretonne et des filières stratégiques
Chapitre : 939

Nom du bénéficiaire	Opération	Objet	Vote précédent			Nouvelle dépense subvention-nable	Nouveau taux	Montant proposé (en euros)	Montant Total (en euros)
			N° délib	Date de CP	Montant affecté (en euros)				
CHAMBRE REGIONALE DES METIERS ET DE L ARTISANAT DE BRETAGNE 35170 BRUZ	18007573	Plan d'actions pour un artisanat dynamique ouvert à l'international 2019	19_0206_01	08/02/19	8 125,00	32 500,00	25,00	- 8 125,00	0,00

Total -8 125,00

Nombre d'opérations : 1

* Prise en compte des dépenses antérieures à la décision

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0207_05-DE

REGION BRETAGNE

19_207_05

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL

8 juillet 2019

DELIBERATION

Programme 0207 – Améliorer la performance des exploitations agricoles et des filières de production alimentaire

La Commission permanente du Conseil régional, convoquée par son Président le 28 juin 2019, s'est réunie le lundi 8 juillet 2019 sous la présidence de celui-ci, au siège de la Région Bretagne à Rennes.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment sa quatrième partie, relative à la Région ;

Vu la délibération n° 17_DAJCP_SA_06 du Conseil régional en date du 22 juin 2017 approuvant les délégations accordées à la Commission permanente ;

Vu l'ensemble des décisions budgétaires de l'exercice en cours ;

Vu l'ensemble des délibérations précisant les modalités d'intervention des dispositifs actuels de la Région ;

Au vu du rapport présenté par Monsieur le Président du Conseil régional ;

Et après avoir délibéré ;

DECIDE

En section d'investissement :

- **d'AFFECTER** sur le montant d'autorisation d'engagement disponible, un crédit de 789 715,60 euros pour le financement des opérations figurant en annexe ;

- **d'ATTRIBUER** les aides aux bénéficiaires désignés dans les tableaux annexés et **d'AUTORISER** le Président à signer les actes juridiques nécessaires au versement de ces aides ;

En section de fonctionnement :

- **d'AFFECTER** sur le montant d'autorisation d'engagement disponible, un crédit de 778 402,48 euros pour le financement des opérations figurant en annexe ;

- **d'ATTRIBUER** les aides aux bénéficiaires désignés dans les tableaux annexés et **d'AUTORISER** le Président à signer les actes juridiques nécessaires au versement de ces aides ;

- **de PROROGER** l'opération figurant en annexe.

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0207_05-DE

Délibération du Conseil régional de Bretagne
Commission permanente du 08 juillet 2019
Opération(s) nouvelle(s) - Subvention plafonnée
Programme : P.0207 - Améliorer la performance des exploitations agricoles et des filières de production alimentaire
Chapitre : 939

Nom du bénéficiaire	Opération	Objet	Dépense subventionnable (en Euros)	Taux	Montant Proposé (en Euros)
GIE ELEVAGES DE BRETAGNE 35042 RENNES	19004218	Soutien au programme d'animation pour l'amélioration des batiments d'élevage destinés aux herbivores (Prise en compte de l'opération à compter du 1er janvier 2019)	85 200,00	40,00	34 080,00
SOCIETE OUEST FRANCE 35051 RENNES	19004195	Soutien à OUEST-FRANCE - Assises de l'agriculture et de l'alimentation 2019 (Prise en compte de l'opération à compter du 01/09/2018)	141 700,00	28,22	40 000,00
FRSEA BRETAGNE 35042 RENNES	19004165	Soutien au fonctionnement au titre de l'année 2019 (Prise en compte de l'opération à compter du 1er janvier 2019)	626 501,00	4,68	29 306,39
GIE SPACE 35042 RENNES	19004423	Soutien à la promotion internatinale du Salon de la Production Agricole Carrefour Européen (Prise en compte de l'opération à compter du 01/09/2018)	235 000,00	10,00	23 500,00
COHERENCE ASSOCIATION 56100 LORIENT	19003384	Soutien au programme d'actions agricoles au titre de l'exercice 2019 : Agriculture durable en Bretagne et Production porcine en Bretagne (Prise en compte de l'opération à compter du 1er janvier 2019)	54 723,50	34,00	18 605,99
TER-QUALITECHS 35740 PACE	19004348	Soutien à la réalisation des Pass'Bio (Prise en compte de l'opération à compter du 1er avril 2019)	1 350,00	80,00	1 080,00
GIE ELEVAGES DE BRETAGNE 35042 RENNES	19004613	Soutien au programme 2019 d'assistance technique pour la filière apicole bretonne (Prise en compte de l'opération à compter du 1er janvier 2019)	99 000,00	49,49	49 000,00
DINAN AGGLOMERATION 22100 DINAN	19004227	Soutien au programme d'animation du Pôle Fruitier de Bretagne (Prise en compte de l'opération à compter du 01/01/2019)	58 000,00	40,00	23 200,00
GIE ELEVAGES DE BRETAGNE 35042 RENNES	19004329	Soutien au programme régional de promotion et de valorisation des races locales bretonnes (Prise en compte de l'opération à compter du 01/01/2019)	157 200,00	50,89	80 000,00
ASSOCIATION NATIONALE DU CHEVAL DE TRAIT BRETON 29400 LANDIVISIAU	19004219	Soutien à l'animation du programme de la filière cheval breton (Prise en compte de l'opération à compter du 1er janvier 2019)	184 350,00	33,00	60 835,50
AL'TERRE BREIZH 29000 QUIMPER	19004346	Soutien au projet de cheval territorial porté par l'association Al Terre Breizh (Prise en compte de l'opération à compter du 25 mars 2019)	28 084,00	40,00	11 233,60
FEDER BRET D ELEVEURS ET UTILISATEURS DE PONEYS 56700 HENNEBONT	19004220	Soutien à l'animation d'un programme de valorisation des poneys (Prise en compte de l'opération à compter du 1er janvier 2019)	11 640,00	40,00	4 656,00
CHAMBRE REGIONALE D AGRICULTURE DE BRETAGNE 35042 RENNES	19004371	Soutien au programme d'animation sur l'énergie et les gaz à effet de serre en agriculture 2019 (Prise en compte de l'opération à compter du 1er janvier 2019)	207 025,00	20,00	41 405,00
ASSOCIATION FRANCAISE ARBRES CHAMPETRES ET AGROFORESTERIES 75011 PARIS	19002412	Soutien pour le lancement du Label "bois bocager géré durablement" - Année 2019 (Prise en compte de l'opération à compter du 1er juin 2019)	120 000,00	25,00	30 000,00
FR CIVAM 35577 CESSON-SEVIGNE	19004367	Soutien au programme sur l'énergie et les gaz à effet de serre en agriculture (Prise en compte de l'opération à compter du 1er janvier 2019)	100 000,00	30,00	30 000,00

* Prise en compte des dépenses antérieures à la décision

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0207_05-DE

Délibération du Conseil régional de Bretagne
Commission permanente du 08 juillet 2019
Opération(s) nouvelle(s)
Programme : P.0207 - Améliorer la performance des exploitations agricoles et des filières de production alimentaire
Chapitre : 939

Nom du bénéficiaire	Opération	Objet	Type	Montant Proposé (en Euros)
SHR LOUDEAC SOCIETE HIPPIQUE RURALE DE LOUDEAC 22600 LOUDEAC	19004187	Soutien au fonctionnement au titre de l'année 2019 (Prise en compte de l'opération à compter du 1er janvier 2019)	Subvention forfaitaire	1 500,00
ASP AGENCE DE SERVICES ET DE PAIEMENT 87000 LIMOGES	19004294	Participation au programme régional Breizh Bocage : volet stratégie territoriale en faveur du bocage et animation au titre de l'année 2019 (Prise en compte de l'opération à compter du 1er janvier 2019)	Subvention forfaitaire	300 000,00

Total : 301 500,00

Nombre d'opérations : 2

* Prise en compte des dépenses antérieures à la décision

Délibération n° : 19_0207_05

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0207_05-DE

Délibération du Conseil régional de Bretagne
Commission permanente du 08 juillet 2019
Opération(s) nouvelle(s) - Subvention plafonnée
Programme : P.0207 - Améliorer la performance des exploitations agricoles et des filières de production alimentaire
Chapitre : 909

Nom du bénéficiaire	Opération	Objet	Dépense subventionnable (en Euros)	Taux	Montant Proposé (en Euros)
GAEC GS BIO 29250 SIBIRIL	19004427	Soutien à l'installation en agriculture SIA+40 ans (prise en compte de l'opération à compter du 1/01/2019)	30 000,00	20,00	6 000,00
NAHUET FABRICE 29470 PLOUGASTEL DAOULAS	19004370	Soutien à l'installation en Agriculture plus de 40 ans (SIA) (Prise en compte de l'opération à compter du 1er septembre 2018)	30 000,00	20,00	6 000,00
EARL DU MOULIN 56360 SAUZON	19004392	Soutien à l'achat d'une herse étrille (Prise en compte de l'opération à compter du 28 septembre 2018)	5 230,00	45,00	2 353,00
GAEC DE KERVEL 29460 HANVEC	19003781	Soutien aux investissements dans la transformation et/ou la vente directe de produits agricoles à la ferme. Filière : Bovins lait - AB-JA (Prise en compte de l'opération à compter du 01 avril 2019)	85 714,29	35,00	30 000,00
GAEC DE LA CROIX DE PIERRE 35120 EPINIAC	19003547	Soutien aux investissements dans la transformation et/ou la vente directe de produits agricoles à la ferme. Filière : Céréales - AB (Prise en compte de l'opération à compter du 16 avril 2019)	85 714,29	35,00	30 000,00
KERSAUDY 29640 SCRIGNAC	19003545	Soutien aux investissements dans la transformation et/ou la vente directe de produits agricoles à la ferme. Filière : Ovins lait - AB-JA (Prise en compte de l'opération à compter du 18 avril 2019)	84 142,81	35,00	29 449,98
L. G. L. 56650 INZINZAC LOCHRIST	19003546	Soutien aux investissements dans la transformation et/ou la vente directe de produits agricoles à la ferme. Filière : Arboriculture - AB (Prise en compte de l'opération à compter du 24 avril 2019)	54 823,31	35,00	19 188,16
L. D. F. 22800 COHINIAC	19004094	Soutien à la reconstitution du potentiel de production du cheptel apicole breton par autorenouvellement et par achat d'essaims (Prise en compte de l'opération à compter du 1er janvier 2019)	11 350,00	80,00	9 080,00
L. G. T. 56160 PLOERDUT	19003713	Soutien à la reconstitution du potentiel de production du cheptel apicole breton par achat d'essaims (Prise en compte de l'opération à compter du 1er janvier 2019)	10 300,00	80,00	8 240,00
C. J. 22110 MELLIONNEC	19003920	Soutien à la reconstitution du potentiel de production du cheptel apicole breton par autorenouvellement et par achat d'essaims (Prise en compte de l'opération à compter du 1er janvier 2018)	11 000,00	49,09	5 400,00
GAEC LES ABEILLES DE ST ALLOUE 56160 LIGNOL	19003898	Soutien à la reconstitution du potentiel de production du cheptel apicole breton par achat d'essaims (Prise en compte de l'opération à compter du 1er janvier 2019)	6 050,00	80,00	4 840,00
E. J. C. Y. 35320 SAULNIERES	19004086	Soutien à la reconstitution du potentiel de production du cheptel apicole breton par achat d'essaims (Prise en compte de l'opération à compter du 1er janvier 2018)	6 300,00	50,00	3 150,00
C. T. 22150 PLOEUC L HERMITAGE	19004109	Soutien à la reconstitution du potentiel de production du cheptel apicole breton par autorenouvellement (Prise en compte de l'opération à compter du 1er janvier 2018)	1 900,00	60,00	1 140,00
L. G. Q. 56360 BANGOR	19003716	Soutien à la reconstitution du potentiel de production du cheptel apicole breton par autorenouvellement (Prise en compte de l'opération à compter du 1er janvier 2019)	750,00	60,00	450,00
COMMUNE DE QUESTEMBERT 56231 QUESTEMBERT	19004344	Soutien au projet de cheval territorial de la commune de QUESTEMBERT (Prise en compte de l'opération à compter du 25/03/2019)	16 000,00	40,00	6 400,00

* Prise en compte des dépenses antérieures à la décision

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0207_05-DE

Nom du bénéficiaire	Opération	Objet	Dépense subventionnable (en Euros)		
CC COUESNON MARCHES DE BRETAGNE 35460 MAEN ROCH	19004314	Soutien aux investissements bocagers sur le territoire du Couesnon Marches de Bretagne (Prise en compte de l'opération à compter du 1er janvier 2015)	107 255,58		
EARL DE KEROPARTZ 29450 TREHOU	19004131	Soutien aux investissements de création d'une unité de microméthanisation agricole (Prise en compte de l'opération à compter du 2 avril 2019)	148 500,00	40,00	59 400,00
GAEC BESCOND 29830 PLOUDALMEZEAU	19004137	Soutien aux investissements de création d'une unité de microméthanisation agricole (Prise en compte de l'opération à compter du 2 avril 2019)	77 050,00	40,00	30 820,00
L. T. J. 22640 LA MALHOURE	19004141	Soutien aux investissements de création d'une unité de microméthanisation agricole (Prise en compte de l'opération à compter du 2 avril 2019)	55 000,00	40,00	22 000,00

Total : 359 715,60

Nombre d'opérations : 19

* Prise en compte des dépenses antérieures à la décision

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0207_05-DE

Délibération du Conseil régional de Bretagne
Commission permanente du 08 juillet 2019
Opération(s) nouvelle(s)
Programme : P.0207 - Améliorer la performance des exploitations agricoles et des filières de production alimentaire
Chapitre : 909

Nom du bénéficiaire	Opération	Objet	Type	Montant Proposé (en Euros)
ASP AGENCE DE SERVICES ET DE PAIEMENT 87000 LIMOGES	19004299	Participation au programme régional Breizh Bocage : volet création, restauration et entretien de linéaires bocagers au titre de l'année 2019 (Prise en compte de l'opération à compter du 1er janvier 2019)	Subvention forfaitaire	430 000,00

Total : 430 000,00

Nombre d'opérations : 1

* Prise en compte des dépenses antérieures à la décision

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0207_05-DE

Bénéficiaire	Dossier	Objet	Date de décision N° délibération	Date engagement	Borne de caducité prévue	Montant affecté (en euros)	Montant mandaté	Prorogation accordée Borne
CRODIP 35042 RENNES CEDEX	16005948	Soutien à la coordination régionale de techniciens spécialisés dans la réalisation de diagnostics d'exploitation multi-polluants	10 juillet 2017 17_0207_05	12/07/2017	31/12/2019	22 200,00 €	11 100,00 €	31/12/2020

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0208_05-DE

REGION BRETAGNE

19_0208_05

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL

8 juillet 2019

DELIBERATION

Programme 0208 – Développer le secteur des pêches maritimes et de l'aquaculture, contribuer au développement maritime

La Commission permanente du Conseil régional, convoquée par son Président le 28 juin 2019, s'est réunie le lundi 8 juillet 2019 sous la présidence de celui-ci, à Rennes.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment sa quatrième partie, relative à la Région ;

Vu la délibération n°17_DAJCP_SA_06 du Conseil régional en date du 22 juin 2017 approuvant les délégations accordées à la Commission permanente ;

Vu l'ensemble des décisions budgétaires de l'exercice en cours ;

Vu l'ensemble des délibérations précisant les modalités d'intervention des dispositifs actuels de la Région ;

Au vu du rapport présenté par Monsieur le Président du Conseil régional ;

Et après avoir délibéré ;

DECIDE

En section de fonctionnement :

- D'AFFECTER sur le montant d'autorisation d'engagement disponible, un crédit de 121 776,84 € pour le financement des opérations figurant en annexe ;

- D'ATTRIBUER les aides aux bénéficiaires désignés dans les tableaux annexés et d'AUTORISER le Président à signer les actes juridiques nécessaires au versement de ces aides ;

- D'ARRÊTER la liste des opérations désignées dans le tableau annexé, au titre de la mesure 62 1 b « Mise en œuvre des stratégies DLAL » pour un montant de 158 868,33 euros ;

- DE RENDRE COMPTE des dossiers réalisés dans le cadre du partenariat entre la région Bretagne et la SAFER, conformément au descriptif figurant dans le rapport.

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0208_05-DE

En section d'investissement :

- D'ARRÊTER la liste des opérations désignées dans le tableau annexé, au titre de la mesure 3100 « Aide à la création d'entreprise pour les jeunes pêcheurs » pour un montant de 4 062,50 euros ;

- D'ARRÊTER la liste des opérations désignées dans le tableau annexé, au titre de la mesure 3200 « Santé et sécurité » pour un montant de 1 925,00 euros ;

- D'ARRÊTER la liste des opérations désignées dans le tableau annexé, au titre de la mesure 4111 « Efficacité énergétique des navires de pêche et atténuation du changement climatique (investissements à bord motorisation) » pour un montant de 13 991,70 euros ;

- D'ARRÊTER la liste des opérations désignées dans le tableau annexé, au titre de la mesure 4811 (OT3) « Investissements productifs en aquaculture », pour un montant de 51 838,21 euros ;

- D'ARRÊTER la liste des opérations désignées dans le tableau annexé, au titre de la mesure 51.1.b / c / d (5100) « Augmentation du potentiel des sites aquacoles / installation et infrastructures & actions pour éviter les dommages & détection des maladies et mortalités » pour un montant de 23 486,72 euros ;

- D'ARRÊTER la liste des opérations désignées dans le tableau annexé, au titre de la meure 6900 « Transformation des produits de la pêche et de l'aquaculture » conformément au tableau annexé pour un montant de 54 164,02 euros.

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0208_05-DE

Délibération du Conseil régional de Bretagne
Commission permanente du 08 juillet 2019
Opération(s) nouvelle(s) - Subvention plafonnée
Programme : P.0208 - Développer le secteur des pêches maritimes et de l'aquaculture, contribuer au développement maritime
Chapitre : 939

Nom du bénéficiaire	Opération	Objet	Dépense subventionnable (en Euros)	Taux	Montant Proposé (en Euros)
MUSEUM NATIONAL D HISTOIRE NAT STATION DE BIOLOGIE MARINE 29182 CONCARNEAU	19003935	Financement du REseau de surveillance des biocénoses BENThiques côtières- REBENT- Année 2019	56 887,68	50,00	28 443,84

Total : 28 443,84

Nombre d'opérations : 1

* Prise en compte des dépenses antérieures à la décision

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0208_05-DE

Délibération du Conseil régional de Bretagne
Commission permanente du 08 juillet 2019
Opération(s) nouvelle(s)
Programme : P.0208 - Développer le secteur des pêches maritimes et de l'aquaculture, contribuer au développement maritime
Chapitre : 939

Nom du bénéficiaire	Opération	Objet	Type	Montant Proposé (en Euros)
CONSEIL CONSULTATIF REGIONAL DES EAUX OCCIDENTALES SUD 56100 LORIENT	19004328	Soutien aux actions du CC Sud (Prise en compte des dépenses éligibles à compter du 01/04/2019)	Subvention forfaitaire	23 333,00
DIVERS BENEFICIAIRES 35000 RENNES	19004548	SALON ITECHMER 2019 : Prestations de Promotion	Achat / Prestation	70 000,00

Total : 93 333,00

Nombre d'opérations : 2

* Prise en compte des dépenses antérieures à la décision

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0208_05-DE

Cofinancement régional à la Mesure — **3100 - Aide à la création d'entreprise pour les jeunes pêcheurs**

Bénéficiaire et projet					Plan de financement				
Référence dossier	Raison sociale / Nom	CP	Commune	Libellé du projet	Côut total du projet	Total de l'aide publique	FEAMP	Région	Région (en % du coût total éligible - parfois plafonné)
293663	LE DOUAREC Julien	29730	LE GUILVINEC	Acquisition du navire de pêche d'occasion "DIWAR DIZH" immatriculé 898463	130 000,00 €	32 500,00 €	24 375,00 €	4 062,50 €	3,1%
					130 000,00 €	**32 500,00 €**	**24 375,00 €**	**4 062,50 €**	

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0208_05-DE

Cofinancement régional à la Mesure — 3200 - Santé et sécurité

Bénéficiaire et projet					Plan de financement				
Référence dossier	Raison sociale / Nom	CP	Commune	Libellé du projet	Côut total du projet	Total de l'aide publique	FEAMP	Région	Région (en % du coût total éligible - parfois plafonné)
271063	TRIVIDIC Frédéric	29770	AUDIERNE	Installation de bouchains et création d'un gaillard permettant d'améliorer la sécurité et les conditions de travail à bord du navire SAINT VINOC immatriculé 584960	19 250,00 €	15 400,00 €	11 550,00 €	1 925,00 €	10,0%
					19 250,00 €	**15 400,00 €**	**11 550,00 €**	**1 925,00 €**	

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0208_05-DE

Cofinancement régional à la Mesure — **4111 - Efficacité énergétique et atténuation du changement climatique (investissements à bord motorisation)**

Bénéficiaire et projet					Plan de financement				
Référence dossier	Raison sociale / Nom	CP	Commune	Libellé du projet	Côut total du projet	Total de l'aide publique	FEAMP	Région	Région (en % du coût total éligible - parfois plafonné)
273989	SARL BUHEZ AR VRO	29730	LE GUILVINEC	Changement de l'ensemble du système propulsif du navire de pêche "BUHEZ AR VRO" immatriculé 720317	97 188,00 €	29 156,40 €	14 578,20 €	7 289,10 €	7,5%
321/2016	SARL ARMEMENT L'ECUME	22000	SAINT-BRIEUC	Changement du système propulsif du navire L'ECUME I immatriculé SB 845952	89 368,00 €	26 810,40 €	13 405,20 €	6 702,60 €	7,5%
					186 556,00 €	**55 966,80 €**	**27 983,40 €**	**13 991,70 €**	

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0208_05-DE

Cofinancement régional à la Mesure — 48 (4811) - Investissements productifs en aquaculture (OT3)

Bénéficiaire et projet					Plan de financement				
Référence dossier	Raison sociale / Nom	CP	Commune	Libellé du projet	Côut total du projet	Total de l'aide publique	FEAMP	Région	Région (en % du coût total éligible - parfois plafonné)
229249	LECARDONNEL Aurélien	35260	CANCALE	Acquisition d'un bâtiment professionnel avec matériel d'occasion	21 111,11 €	10 555,52 €	7 916,64 €	1 583,33 €	7,5%
263393	SASU LES TRUITES DU SCORFF	56240	INGUINIEL	Investissements suite à une reprise de pisciculture : matériels de production et d'entretien du site	65 527,17 €	32 763,52 €	24 572,64 €	4 914,53 €	7,5%
272811	EARL LES MERVEILLES DU CAP	22240	PLÉVENON	Acquisition d'un chaland amphibie pour la récolte de moules de bouchots	386 831,00 €	193 415,48 €	145 061,61 €	29 012,32 €	7,5%
268603	CORLOUER Gérald	22620	PLOUBAZLANEC	Acquisition d'équipements ostréicoles : calibreuse, avale-tubes et chaland motorisé	86 800,18 €	43 400,04 €	32 550,03 €	6 510,01 €	7,5%
276039	BOSSUET Benoît	22740	LEZARDRIEUX	Investissements dans des équipements ostréicoles pour la création de l'entreprise	36 917,00 €	15 483,48 €	11 612,61 €	2 322,52 €	6,3%
285/2015	EARL DE L'ARGUENON	22380	NOTRE DAME DU GUIDO	Acquisition d'une ligne de tri, lavage et conditionnement des coquillages	99 940,00 €	49 970,00 €	37 477,50 €	7 495,50 €	7,5%
					697 126,46 €	**345 588,04 €**	**259 191,03 €**	**51 838,21 €**	

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0208_05-DE

Cofinancement régional à la Mesure

51.1.b / c / d (5100) - Augmentation du potentiel des sites aquacoles / installation et infrastructures & actions pour éviter les dommages & détection des maladies et mortalités

Bénéficiaire et projet					Plan de financement				
Référence dossier	Raison sociale / Nom	CP	Commune	Libellé du projet	Côut total du projet	Total de l'aide publique	FEAMP	Région	Région (en % du coût total éligible - parfois plafonné)
273269	COMMUNE DE PAIMPOL	22500	PAIMPOL	Création d'infrastructures pour l'exercice des activités ostréicoles sur le port de Paimpol	195 722,70 €	156 578,12 €	117 433,59 €	23 486,72 €	12,0%
					195 722,70 €	**156 578,12 €**	**117 433,59 €**	**23 486,72 €**	

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0208_05-DE

Cofinancement régional à la Mesure 62 1b - Mise en œuvre des stratégies DLAL

Bénéficiaire et projet					Plan de financement				
Référence dossier (Osiris)	Raison sociale / Nom	CP	Commune	Libellé du projet	Côut total du projet (en €)	Total de l'aide publique (en €)	FEAMP (en €)	Région (en €)	Région (en % du coût total éligible - parfois plafonné)
PFEA621219CR0530005	Association CAP AVENIR	22190	Plérin	Animer une démarche GPECT dans le secteur Pêche et Cultures Marines et Promotion des métiers	288 280,76	230 624,60	115 312,30	61 432,30	21,31%
PFEA621219CR0530006	Technopole Brest-Iroise	29800	Landerneau	Soutien au développpement local de la filière algues par la mise en place d'une animation dédiée	256 605,93	205 284,74	102 642,37	75 642,37	36,85%
PFEA621219CR0530008	Le Panier Iodé	22400	Planguenoual	Diversification des activités mytilioles	54 484,15	43 587,32	21 793,66	21 793,66	50,00%
					599 370,84	479 496,66	239 748,33	158 868,33	

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0208_05-DE

Cofinancement régional à la Mesure — **6900 - Transformation des produits de la pêche et de l'aquaculture**

Bénéficiaire et projet					Plan de financement				
Référence dossier	Raison sociale / Nom	CP	Commune	Libellé du projet	Côut total du projet	Total de l'aide publique	FEAMP	Région	Région (en % du coût total éligible - parfois plafonné)
290262	SAS MAKFROID	29100	DOUARNENEZ	Installation d'équipements de refroidissement et de congélation de poissons à Douarnenez	961 687,10 €	433 312,16 €	324 984,12 €	54 164,02 €	5,6%
					961 687,10 €	**433 312,16 €**	**324 984,12 €**	**54 164,02 €**	

REGION BRETAGNE

19_0209_13B

REÇU LE
25 JUIL. 2019
PREFECTURE
D'ILLE-ET-VILAINE

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL

8 juillet 2019

DELIBERATION

Programme 0209 - Développer le système portuaire

La Commission permanente du Conseil régional, convoquée par son Président le 28 juin 2019, s'est réunie le lundi 8 juillet 2019 sous la présidence de celui-ci, au siège de la Région Bretagne à Rennes.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment sa quatrième partie, relative à la Région ;

Vu la délibération n° 17_DAJCP_SA_06 du Conseil régional en date du 22 juin 2017 approuvant les délégations accordées à la Commission permanente ;

Vu l'ensemble des décisions budgétaires de l'exercice en cours ;

Vu l'ensemble des délibérations précisant les modalités d'intervention des dispositifs actuels de la Région ;

Au vu du rapport présenté par Monsieur le Président du Conseil régional ;

Et après avoir délibéré ;

DECIDE

Le groupe Rassemblement s'abstient sur les deux projets d'études à Saint Malo - Terminal ferry du Naye (opérations n°190004350 et 19004359)

- d'APPROUVER l'application à compter du 1er janvier 2019 de redevances domaniales pour les ports de Saint-Malo et Cancale, consistant en une prise d'eau (0,004 € HT/ m3), en une mise à disposition d'atelier (14,50 € HT /m²) et en une implantation de distributeur de billets (forfait de 500 € HT /an);

- d'APPROUVER les termes de l'avenant 2 à la convention constitutive de groupement de commandes du PGOD de Lorient entre la Région Bretagne, Lorient Agglomération, de la Compagnie des Ports du Morbihan et Naval Group, avenant joint en annexe, et d'AUTORISER le Président à le signer ;

- d'AUTORISER le Président du Conseil régional à signer l'acte permettant l'octroi d'une autorisation d'occupation temporaire du domaine public portuaire de droit réel sur le port de Lorient au profit de la SAS FROID GUYADER pour une durée de 15 ans. L'AOT a pour objet la rénovation d'un bâtiment situé rue Jean-Pierre Calloch , tel que présenté sur le plan annexé. Le montant de la redevance annuelle applicable est de 2 353.26€ HT pour 2019 (546 m² X 4.31€ HT/m²/an en application des tarifs en vigueur au 1er janvier 2019 pour le port de pêche de Lorient). Le montant de la redevance annuelle applicable sera ensuite calculé conformément aux tarifs publics adoptés annuellement, après avis favorable du Conseil portuaire ;

- d'APPROUVER les termes de la convention à intervenir entre la Région Bretagne et le Conseil Départemental du Morbihan concernant le Plan départemental des itinéraires de promenade et de randonnée, convention jointe en annexe, et d'AUTORISER le Président à la signer ;

- d'EMETTRE un avis favorable sur les limites administratives du port de Le Conquet, telles que présentées en annexe et AUTORISE Monsieur le Président du Conseil régional, ou son représentant par délégation, à signer l'ensemble des actes de transfert en pleine propriété, sous la forme d'acte en la forme administrative ou d'acte authentique, concernant le port du Conquet ;

- d'APPROUVER les plan de gestion des déchets d'exploitation des navires et des résidus de cargaison des ports de Molène et Ouessant, et d'AUTORISER le Président à signer les actes correspondants ;

- d'AFFECTER sur le montant d'autorisation d'engagement disponible, un crédit de 204 455 € pour le financement des opérations figurant en annexe ;

- de DESAFFECTER, sur le montant d'autorisation d'engagement disponible, un crédit de 34 360 € pour le financement des opérations figurant en annexe ;

- d'AFFECTER sur le montant d'autorisation de programme disponible, un crédit 9 720 350 € pour le financement des opérations figurant en annexe ;

- d'ATTRIBUER les aides aux bénéficiaires désignés dans les tableaux annexés et d'AUTORISER le Président à signer les actes juridiques nécessaires au versement de ces aides.

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0209_19-DE

Délibération du Conseil régional de Bretagne
Commission permanente du 08 juillet 2019
Opération(s) nouvelle(s)
Programme : P.0209_1 - Développer le système portuaire
Chapitre : 938

Nom du bénéficiaire	Opération	Objet	Type	Montant Proposé (en Euros)
SYNDICAT MIXTE DU GRAND LEGUE 22000 SAINT-BRIEUC	19004345	SMGL - Contribution réparation navale 2019	Subvention globale	102 260,00
SYNDICAT MIXTE DU GRAND LEGUE 22000 SAINT-BRIEUC	19004343	SMGL - Contribution fonctionnement 2019	Subvention globale	50 400,00
SM PORT DE LORIENT KEROMAN 56100 LORIENT	19004339	SMLK - Contribution fonctionnement 2019	Subvention globale	36 795,00
DIVERS BENEFICIAIRES 35000 RENNES	19004353	Saint-Malo - Terminal ferry du Naye - Communication	Achat / Prestation	15 000,00

Total : 204 455,00

Nombre d'opérations : 4

Délibération n° : 19_0209_13

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0209_19-DE

Délibération du Conseil régional de Bretagne
Commission permanente du 08 juillet 2019
Diminution(s) ou annulation(s)
Programme : P.0209_1 - Développer le système portuaire
Chapitre : 938

Nom du bénéficiaire	Opération	Objet	Type	Vote précédent			Montant proposé (en euros)	Montant Total (en euros)
				N° délib	Date de CP	Montant affecté (en euros)		
DIVERS BENEFICIAIRES 35000 RENNES	19002823	TP-Ports 29- Frais de transfert de propriété de parcelles	Achat / Prestation	19_0209_04	06/05/19	32 000,00	- 32 000,00	0,00
DIVERS BENEFICIAIRES 35000 RENNES	19000549	TP-Maintenance et hébergement du logiciel GECOPE	Achat / Prestation	19_0209_01	08/02/19	20 000,00	- 2 360,00	17 640,00

Total -34 360,00

Nombre d'opérations : 2

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0209_19-DE

Délibération du Conseil régional de Bretagne
Commission permanente du 08 juillet 2019
Opération(s) nouvelle(s)
Programme : P.0209_1 - Développer le système portuaire
Chapitre : 908

Nom du bénéficiaire	Opération	Objet	Type	Montant Proposé (en Euros)
VERS BENEFICIAIRES)00 RENNES	19004378	Tous ports - Sinistres et travaux à caractère d'urgence	Achat / Prestation	65 000,00
VERS BENEFICIAIRES)00 RENNES	19004373	Lorient - PGOD - Travaux de dragage	Achat / Prestation	2 400 000,00
VERS BENEFICIAIRES)00 RENNES	19004567	Ports 56 - Travaux sur les quais en maçonnerie - Campagne 2019	Achat / Prestation	220 000,00
DIVERS BENEFICIAIRES 35000 RENNES	19004361	Saint-Malo - Ecluse du Naye - Mur de garde	Achat / Prestation	16 000,00
DIVERS BENEFICIAIRES 35000 RENNES	19004364	Ports du Finistère - Ingénierie - Etudes générales	Achat / Prestation	160 000,00
DIVERS BENEFICIAIRES 35000 RENNES	19004368	Ports 22 et 35 - Ingénierie - Etudes générales	Achat / Prestation	321 000,00
DIVERS BENEFICIAIRES 35000 RENNES	19004350	Terminal ferry du Naye - Mission OPC	Achat / Prestation	400 000,00
DIVERS BENEFICIAIRES 35000 RENNES	19004359	Saint-Malo - Terminal ferry du Naye - Etude qualité de l'air	Achat / Prestation	50 000,00
DIVERS BENEFICIAIRES 35000 RENNES	19004374	Vannes - Dragages d'entretien	Achat / Prestation	2 400 000,00
SYNDICAT MIXTE DU GRAND LEGUE 22000 SAINT-BRIEUC	19004341	SMGL - Contribution investissement 2019	Subvention globale	87 850,00
SM PORT DE LORIENT KEROMAN 56100 LORIENT	19004336	SMLK - Contribution investissement 2019	Subvention globale	2 243 000,00
DIVERS BENEFICIAIRES 35000 RENNES	19004376	Lorient - Travaux d'extension aire de réparation navale	Achat / Prestation	600 000,00

Total : 8 962 850,00

Nombre d'opérations : 12

Délibération n° : 19_0209_13

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0209_19-DE

Délibération du Conseil régional de Bretagne
Commission permanente du 08 juillet 2019
Complément(s) d'affectation
Programme : P.0209_1 - Développer le système portuaire
Chapitre : 908

m du bénéficiaire	Opération	Objet	Type	Vote précédent			Montant proposé (en euros)	Total (en euros)
				N° délib	Date de CP	Montant affecté (en euros)		
ERS NEFICIAIRES 00 RENNES	19001870	Ports 35 et 22 - Travaux sur les quais en maçonnerie - Campagne 2019	Achat / Prestation	19_0209_03	25/03/19	260 000,00	300 000,00	560 000,00
ERS BENEFICIAIRES 35000 RENNES	17002635	Tous ports - Fourniture et réalisation d'une protection anti-corrosion des ouvrages portuaires en structures métalliques	Achat / Prestation	19_0209_03	25/03/19	1 850 000,00	7 500,00	1 857 500,00
DIVERS BENEFICIAIRES 35000 RENNES	13009628	Port de Saint-Malo - Aménagement du Terminal ferry du Naye - Etudes préalables	Achat / Prestation	18_0209_10	24/09/18	1 172 698,40	450 000,00	1 622 698,40

Total 757 500,00

Nombre d'opérations : 3

Délibération n° : 19_0209_13

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0209_19-DE

Parapher Compagnie des ports du Morbihan | Parapher Naval Group | Parapher Lorient Agglomération | Parapher Région Bretagne

AVENANT N°2 A LA CONVENTION CONSTITUTIVE DE GROUPEMENT DE COMMANDES

(en application de l'article 28 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics)

PLAN DE GESTION OPERATIONNEL DES DRAGAGES (PGOD) DE LA RADE DE LORIENT

DUO CONVENTION N° 35_654

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0209_19-DE

ENTRE :

La **Région Bretagne**, représentée par Monsieur Loïg CHESNAIS-GIRARD, Président dûment habilité à signer la présente convention par délibération de la commission permanente du Conseil régional du 02/07/2015, ci-après désigné « Région Bretagne » ;

Lorient Agglomération, établissement public de coopération intercommunale (EPCI) représentée par Monsieur Norbert METAIRIE, Président dûment habilité à signer la présente convention par délibération du Bureau en date du 19/06/2015, ci-après désigné « Lorient Agglomération » ;

NAVAL-GROUP (ex DCNS), société anonyme au capital 563.000.000 €, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 441.133.808, dont le siège social est situé sis « 40-42 rue du Docteur Finlay – 75015 PARIS », et représentée par Laurent MOSER en sa qualité de directeur du site de Lorient ;

La **Compagnie des Ports du Morbihan**, société anonyme au capital 3.020.061 €, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Vannes sous le numéro 317.823.409, dont le siège social est situé sis « Rue Saint-Tropez - Hôtel du Département - 56000 VANNES », et représentée par la personne de Monsieur François GOULARD en sa qualité de Président Directeur Général ;

La Région Bretagne, Lorient Agglomération, Naval Group (ex-DCNS) et la Compagnie des Ports du Morbihan sont ci-après appelés les « partenaires » ou les « parties » ou les « maîtres d'ouvrage » ;

Il a été négocié et convenu ce qui suit :

PREAMBULE :

Des dragages d'entretien et d'aménagements sont régulièrement effectués par les différents maîtres d'ouvrages. Ces interventions sont récurrentes dans la rade de Lorient. Compte tenu de la qualité inégale des sédiments, elles nécessitent par ailleurs la mise en place de plusieurs filières de gestion.

En cohérence avec la Charte de dragage des ports bretons, le Schéma de référence des dragages du Morbihan, le SDAGE (Schéma directeur d'aménagement et de gestion de l'eau) et le SAGE (schéma d'aménagement et de gestion), les principaux maîtres d'ouvrages de la rade de Lorient s'associent pour mettre en place un Plan de gestion opérationnel des dragages (PGOD). Ils répondent ainsi à une injonction de l'Etat et à un besoin avéré.

Ce plan de gestion, fondé sur une autorisation décennale, permettra à chaque maître d'ouvrage de planifier les opérations de dragages d'entretien.

1 OBJET DE L'AVENANT

Le présent avenant :

- modifie la convention en substituant la dénomination Naval Group à DCNS, suite au changement de nom de la société ;
- Conformément aux articles 7 et 11 de la convention quadripartite du 30 juillet 2015 relative au plan de gestion opérationnel des dragages de la rade de Lorient, le présent avenant se substitue désormais à l'article 7 de ladite convention et de l'avenant n°1 en date du 19/07/2017:

Article 7 :

Le marché public conclu par Lorient Agglomération avec le prestataire SETEC IN VIVO est conclu à un prix forfaitaire dont le montant final s'élève à : 80 280 €HT (96 336 €TTC).

Les membres du groupement de commandes ont convenu d'une répartition de financement en se basant sur la mise à jour d'études réalisées par certains maîtres d'ouvrages et sur le nombre de sites portuaires gérés par chaque maître d'ouvrage.

Membres du groupement	Répartition du financement	Montant effectif de la participation
Compagnie des Ports du Morbihan	20 %	16 056, 00 € HT
Naval Group	10 %	8 028,00 € HT
Lorient Agglomération	54 %	43 351,20 € HT
Région Bretagne	16 %	12 844,80 € HT
TOTAL	100 %	80 280,00 € HT

Lorient Agglomération s'engage à assurer le préfinancement des études. A l'issue de chaque phase d'étude, Lorient Agglomération procédera à l'établissement du décompte des dépenses réalisées et adressera une demande de remboursement à chacun des partenaires, au prorata de leur participation respective telle que convenue.

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0209_19-DE

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0209_19-DE

Paraphe Région Bretagne | Paraphe Lorient Agglomération | Paraphe Naval Group | Paraphe Compagnie des ports du Morbihan

La mission de Lorient Agglomération en qualité de coordonnateur ne donne pas lieu à rémunération.

Fait à LORIENT, le 19 FEV. 2019

En quatre exemplaires originaux, dont un remis à chacun des partenaires.

Pour la Région Bretagne,
Le Président
Loïg CHESNAIS-GIRARD

Pour Lorient Agglomération
Le Président
Norbert METAIRIE

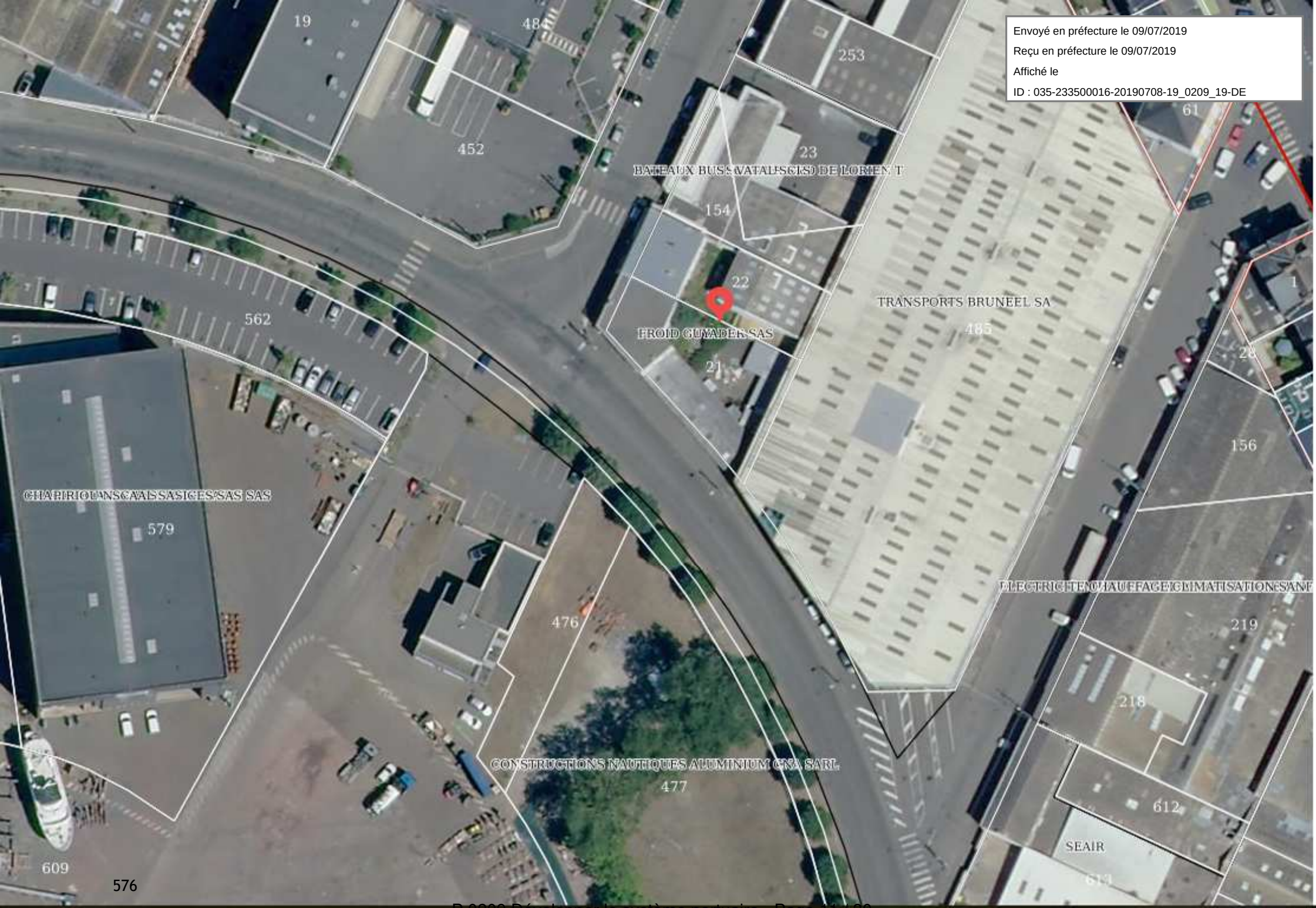
Pour Naval Group
~~La Directrice des achats~~
~~Claire LABBE~~

NAVAL GROUP
Philippe LE MENEZ
Responsable Achats
Site de Lorient
Avenue de Choiseul - CS 80001
56311 LORIENT CEDEX

Pour la Compagnie des ports du Morbihan
Le Président Directeur Général
François GOULARD

COMPAGNIE DES PORTS DU MORBIHAN
18 rue Alain GERBAULT
CS 62221 - 56006 VANNES CEDEX
Tél. : 02 97 42 63 44 Fax : 02 97 47 09 47
RCS VANNES B 317 823 409

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0209_19-DE



P.0209 Développer le système portuaire - Page 12 / 30

Morbihan

DIRECTION GÉNÉRALE
DES INFRASTRUCTURES
ET DE L'AMÉNAGEMENT

DIRECTION DE L'EAU
ET DE L'AMÉNAGEMENT DE L'ESPACE

Service des espaces naturels sensibles

PLAN DÉPARTEMENTAL DES ITINÉRAIRES DE PROMENADE ET DE RANDONNÉE

CONVENTION DE PASSAGE TRIPARTITE

Itinéraires d'intérêt départemental (GR®/GRP®, EquiBreizh, autres)

ENTRE LES PARTIES DESIGNEES CI-APRES ET SOUSSIGNEES

D'UNE PART,

NOM : PRÉNOM :

demeurant à :
propriétaire d'une (des) parcelle (s) située(s) sur la commune de
cadastrée(s) sous le(s) numéro(s) :
et ci-après dénommé « *parcours* »,

Ci-après dénommé « ***le propriétaire*** »,

ET D'AUTRE PART,

Le département du Morbihan, dont le siège social est situé à l'hôtel du département, 2 rue Saint-Tropez - BP 400 – 56009 Vannes, représenté par Monsieur le Président, dûment habilité à l'effet des présentes par délibération de la Commission Permanente en date du 19 octobre 2007,

Ci-après dénommé « ***le département*** »,

ET

La commune de représentée par Monsieur le Maire, agissant es-qualités, spécialement habilité à l'effet des présentes en vertu d'une délibération du Conseil Municipal.

Ci-après dénommée « ***la commune*** »,

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0209_19-DE

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0209_19-DE

PREAMBULE

Conformément aux dispositions de l'article L.361-1 du Code de l'Environnement, le département a compétence pour établir un plan départemental des itinéraires de promenade et de randonnée (PDIPR).

Dans ce cadre, le département a décidé d'établir un itinéraire de promenade et de randonnée dont une portion empruntе le territoire, et traverse notamment la propriété, respectivement de la commune et du propriétaire précités.

Ainsi, suivant la possibilité offerte par l'article L.361-1 du code de l'environnement, le département a choisi de passer une convention avec le propriétaire, l'intercommunalité et la commune afin de finaliser l'inscription dudit parcours au plan départemental des itinéraires de promenade et de randonnée.

CECI EXPOSE, IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 – Objet de la convention

La présente convention a pour objet de préciser les conditions dans lesquelles le propriétaire autorise, dans le cadre d'un itinéraire départemental de promenade et de randonnée, le passage de toutes personnes pratiquant une activité de promenade ou de randonnée non motorisée sur le parcours tel que figurant au plan joint en annexe, ainsi que les droits et obligations en résultant pour le département et la commune.

La présente autorisation est consentie à l'usage exclusif d'itinéraires de promenade et de randonnée non motorisés dans le cadre du plan départemental afférent. Toutefois, il est entendu que l'accès des chemins est interdit à tous véhicules à moteur autres que ceux du propriétaire et de ses ayants droit, des entrepreneurs travaillant pour son compte, ceux des personnes en charge de la prévention de lutte contre l'incendie et ceux travaillant à l'entretien et à la surveillance de ce parcours.

L'accord spécial pour l'organisation d'une manifestation de groupe sportive ou récréative aura ses propres règles de responsabilités, d'assurance et de financement qui seront définies dans une autre convention.

ARTICLE 2 – Engagements du propriétaire

Dans les conditions requises par le département et la commune, notamment telles que édictées à l'article 3 ci-dessous, le propriétaire s'engage à laisser le libre accès et la libre circulation aux :

- Personnes chargées de l'entretien et aux véhicules d'entretien de ce parcours
- Promeneurs et randonneurs : ☐ Piétons
  ☐ Cavaliers
  ☐ Vététistes

Le propriétaire autorise le passage des randonneurs : ☐ Toute l'année
☐ Du ..... au .....

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0209_19-DE

Pour sécuriser le parcours, conserver son état naturel et respecter l'environnement, le département propose au propriétaire et à la commune un programme de travaux qui se doit d'être consensuel. Après accords des parties, le propriétaire autorise donc l'aménagement du parcours pour son ouverture au public dans le cadre du PDIPR. Les « aménagements » peuvent recouvrir toute ou partie des opérations suivantes :

- Aménagement de l'assise du parcours ;
- Système de contrôles d'accès (barrières, chicanes, potelets, etc.) ;
- Pose d'une clôture de délimitation du parcours ;
- Réalisation de petits ouvrages pour sécuriser et/ou faciliter la continuité du parcours (passerelles, marches, escaliers, cailleboitis, etc.) ;
- Elagage et débroussaillage du parcours ;
- Balisage et fléchage du parcours.

Le propriétaire s'engage à ne rien faire qui puisse nuire aux aménagements mis en place pour permettre l'exercice du droit de passage.

Il informera le département et la commune de tous problèmes qu'il pourrait rencontrer dans la gestion de sa propriété et qui seraient dus à l'utilisation publique du parcours en question.

Le propriétaire conserve la possibilité d'utiliser le parcours pour les besoins de son activité dans le respect de l'usage public du parcours.

Dans le cas ou la/les propriété(s) feraient l'objet d'un bail (de location, de chasse, etc.), le propriétaire s'engage à informer les personnes concernées (particulier, agriculteur, association de chasse, etc.) du passage d'un (ou plusieurs) itinéraire(s) de randonnée.

Au cas où une modification de l'itinéraire s'imposerait, le propriétaire s'engage à prévenir suffisamment à l'avance la commune ou le département afin de trouver, d'un commun accord, un itinéraire de substitution.

Le propriétaire consent à ce que le parcours mis à disposition figure sur des panneaux de signalétique et supports de promotion (topoguide, site Internet, etc.) réalisés par le département ou la commune, ainsi que par tout autre organisme ayant vocation à promouvoir les formes de randonnées non motorisées.

ARTICLE 3 – Engagements du département et de la commune

Le département réalisera à ses frais et risques tous les aménagements nécessaires au libre accès des promeneurs et randonneurs. La commune assurera l'entretien et le nettoyage du parcours, ainsi que la maintenance des équipements dans le respect des biens du propriétaire et de son droit de propriété.

Selon les articles L.2213-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales, le maire exerce le pouvoir de police municipale sur les espaces terrestres situés sur sa commune. Dans ce cadre, il a notamment en charge le soin de veiller à la sûreté et la sécurité des usagers, à la gestion de la fréquentation et d'obvier ou de remédier aux événements fâcheux qui pourraient occasionnées la divagation d'animaux malfaisants ou féroces.

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0209_19-DE

Le département et la commune s'engagent à prescrire sur les panneaux de signalétique et supports de promotion (topoguide, site Internet, etc.) la plus grande correction et le respect des principes et règles d'usage. C'est ainsi que les promeneurs devront impérativement :

- Respecter les types de promenade et de randonnée et la période de pratique consentie par le propriétaire (article 2) et autorisée dans le cadre du P.D.I.P.R. (article 1)
- Emprunter l'assise du chemin aménagé et ne pas s'écarter du chemin balisé
- Ne pas y camper
- Ne laisser aucun détritus
- Ne pas y faire du feu
- Ne pas ramasser de bois, ne cueillir aucune plante (champignons, potager, etc.)
- Respecter les éventuelles activités d'exploitation forestière et agricole
- Refermer les barrières
- Ne pas laisser divaguer leurs animaux, ni effrayer ceux du propriétaire ou du locataire

ARTICLE 4 - Responsabilités

Les usagers devront adapter leur comportement à la nature et à la configuration des lieux. Ils devront supporter la responsabilité et les éventuels frais résultant des dommages consécutifs à l'inadaptation de leur attitude au terrain et aux spécificités rencontrées.

Pour sa part, le département demeure seul responsable et garantit le propriétaire contre tout recours exercé à son encontre à l'occasion des dommages dont pourraient être victimes les personnes ou les biens du fait du mauvais entretien ou fonctionnement du chemin mis à disposition.

ARTICLE 5 – Caractère de l'autorisation

Le propriétaire consent expressément à ne réclamer aucune indemnité ou avantage financier quelconque, ni en contrepartie de l'autorisation présentement consentie, ni en contrepartie des aménagements réalisés par le département et la commune dans ce cadre, y compris à l'expiration des effets de la présente convention.

Parallèlement, le département et la commune s'engagent à ne réclamer au propriétaire aucune indemnité pour les travaux d'aménagement, de maintenance et de nettoyage du parcours et de ses abords immédiats.

Cette autorisation n'est représentative d'aucun droit réel, principal ou accessoire ni même de servitude à l'égard des autres parties ou des tiers. Toutefois, en cas d'aliénation, le propriétaire s'oblige à proposer à l'acquéreur la nécessité de respecter la présente convention jusqu'à son expiration. Il informe le département et/ou la commune de ce changement de propriété.

ARTICLE 6 – Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une durée de 3 ans et sera renouvelée par tacite reconduction par période de 1 an.

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0209_19-DE

Au terme de la présente convention et quelles qu'en soient les raisons, le département rendra les biens au propriétaire dans l'état où ils se trouvent et sans qu'aucune des parties n'ait à supporter de charge et/ou le versement d'indemnité pour quelque cause que ce soit.

ARTICLE 7 – Résiliation de la convention

La présente convention pourra être résiliée à l'initiative de l'une des parties en cas de non respect par l'une d'entre elles de l'une quelconque de ses obligations telles que décrites ci-dessus, et ce après mise en demeure de se conformer à ses engagements dans le délai d'un mois et restée sans effet.

Elle pourra également être résiliée par l'un quelconque des signataires à la date anniversaire, moyennant un préavis de 3 mois.

Elle sera résiliée de plein droit à sa date anniversaire en cas de vente du terrain et immédiatement en cas de décès du propriétaire.

ARTICLE 8 – Date d'effet de la convention

La présente convention prend effet à la date de sa signature par les trois parties.

Un exemplaire de la convention sera remis à chaque signataire.

LU ET APPROUVÉ
A , le
Le Propriétaire,

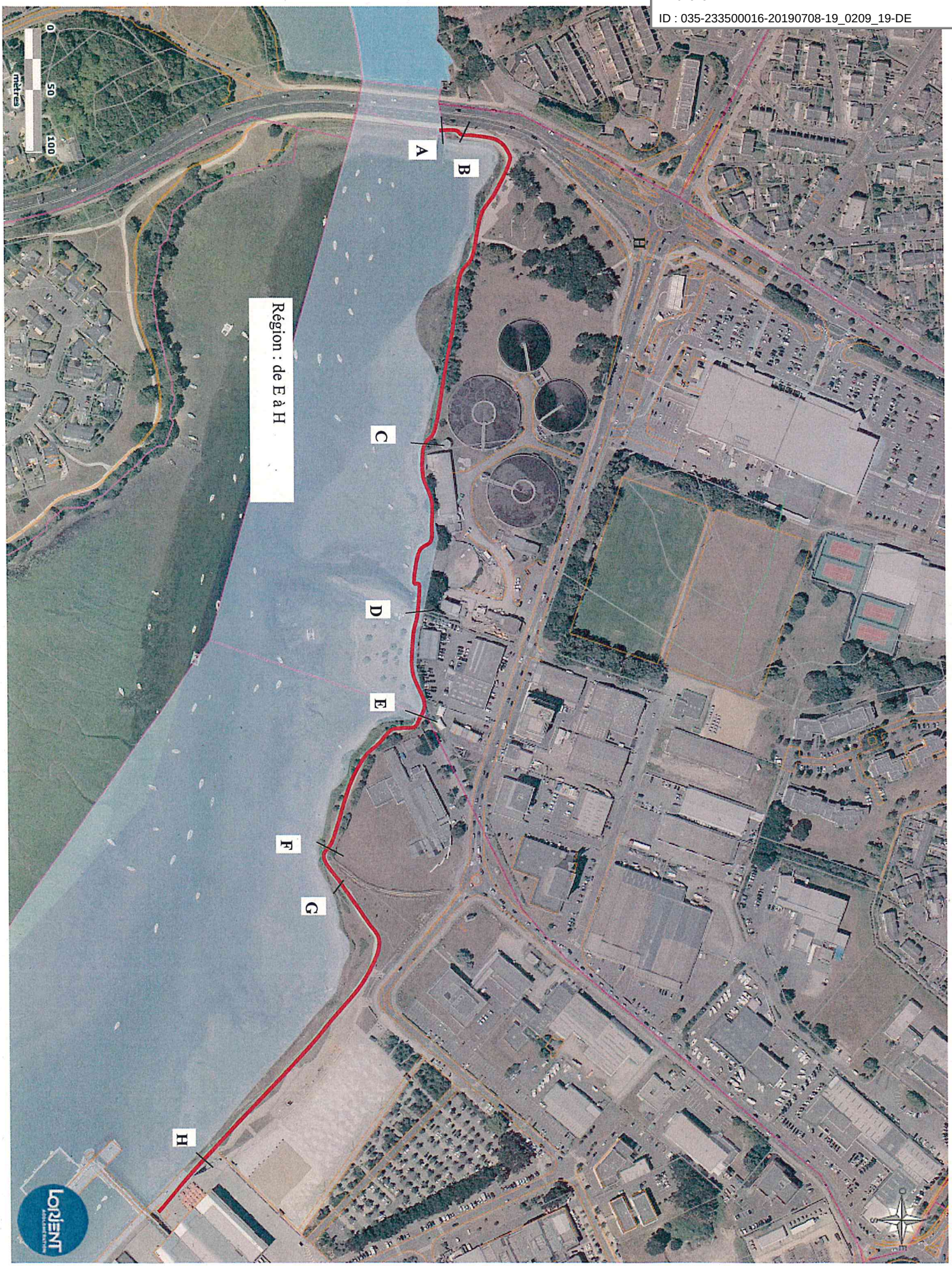
LU ET APPROUVÉ
A , le
Le Maire,

LU ET APPROUVÉ
A VANNES, le

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL
Pour le président du conseil départemental
et par délégation
Le directeur général des infrastructures
et de l'aménagement

Patrick BOURRU

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0209_19-DE



582

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0209_19-DE

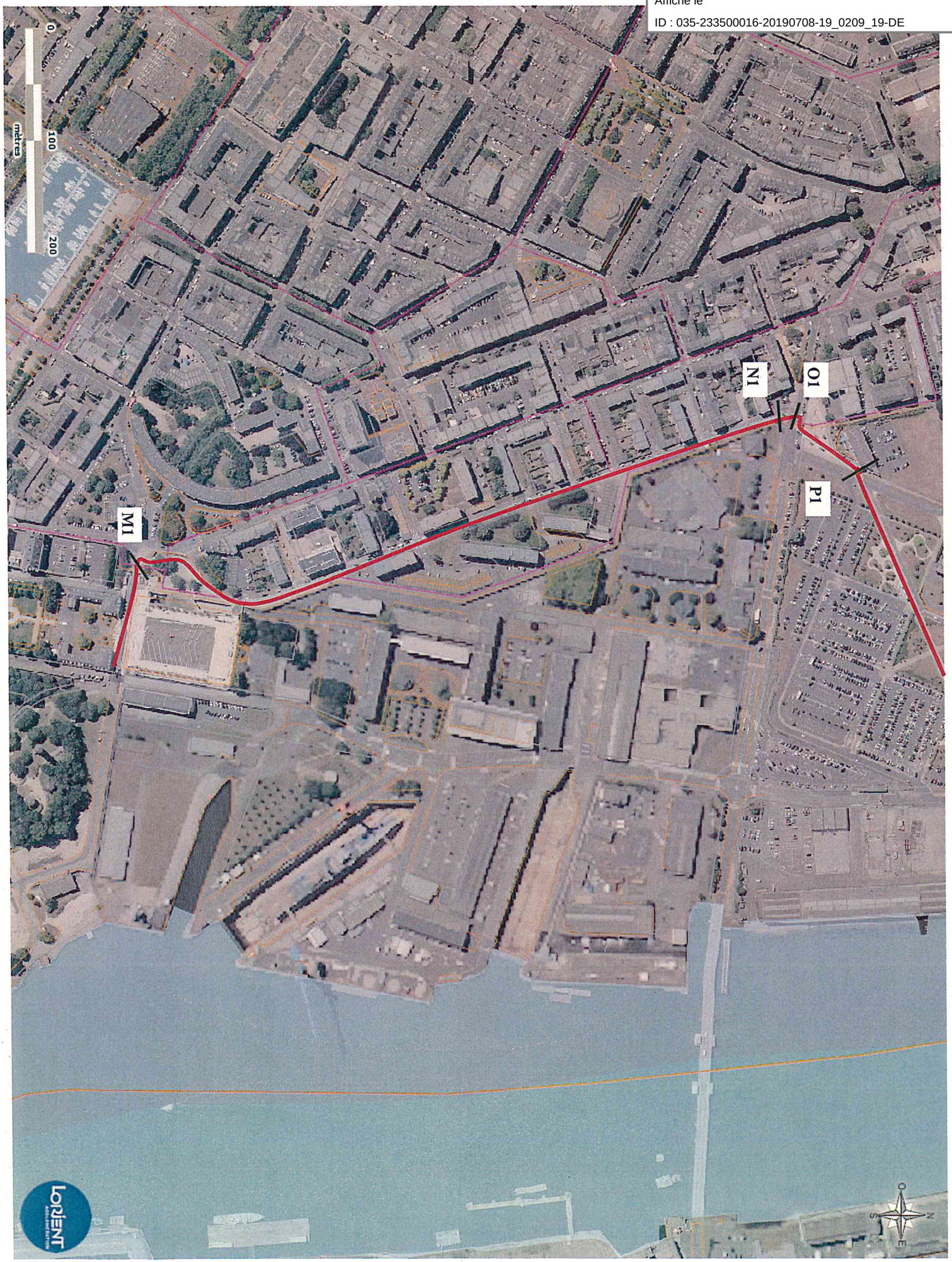
Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0209_19-DE

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0209_19-DE

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0209_19-DE

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0209_19-DE

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0209_19-DE



588

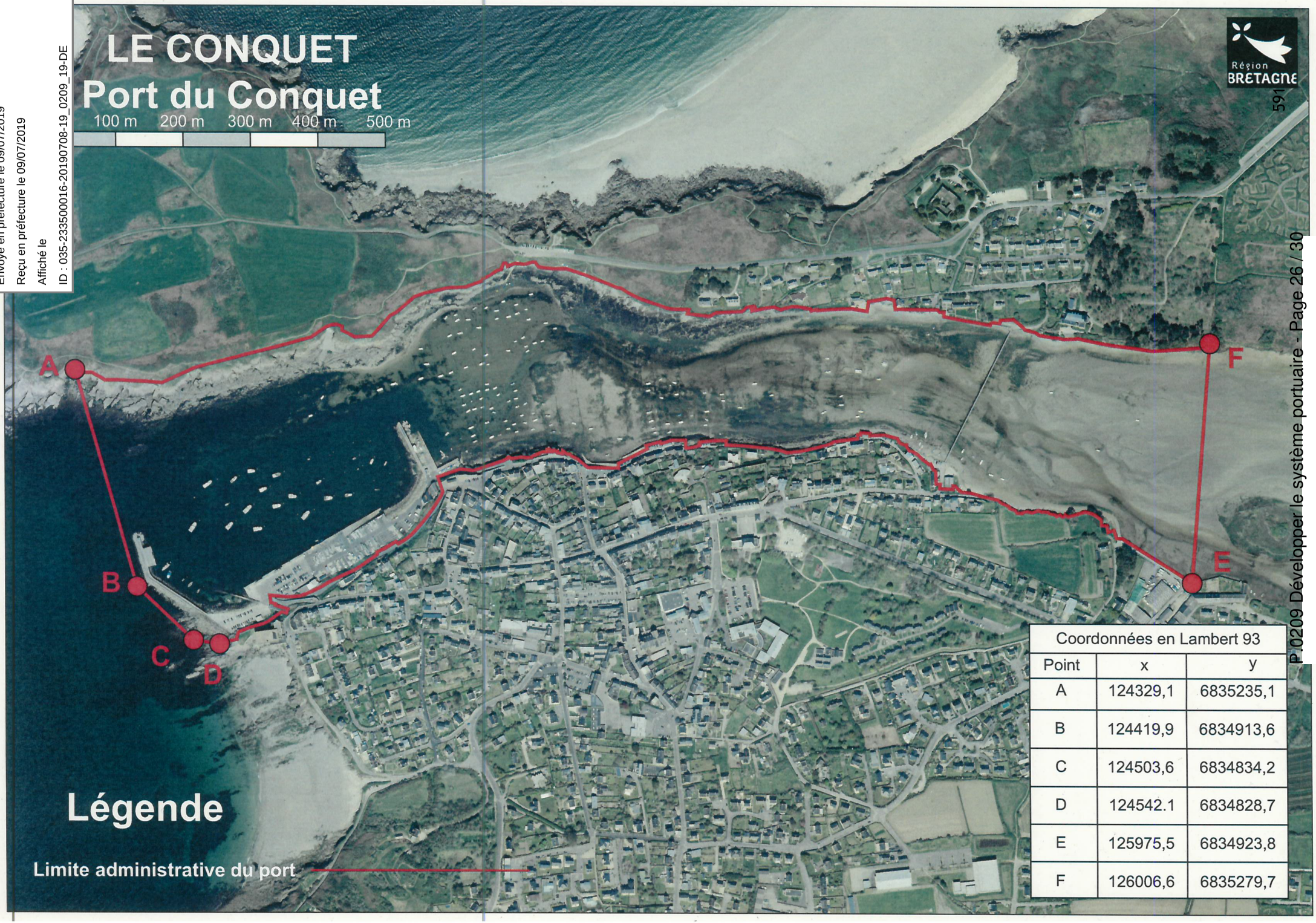
Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0209_19-DE

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0209_19-DE

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0209_19-DE

LE CONQUET
Port du Conquet

100 m 200 m 300 m 400 m 500 m



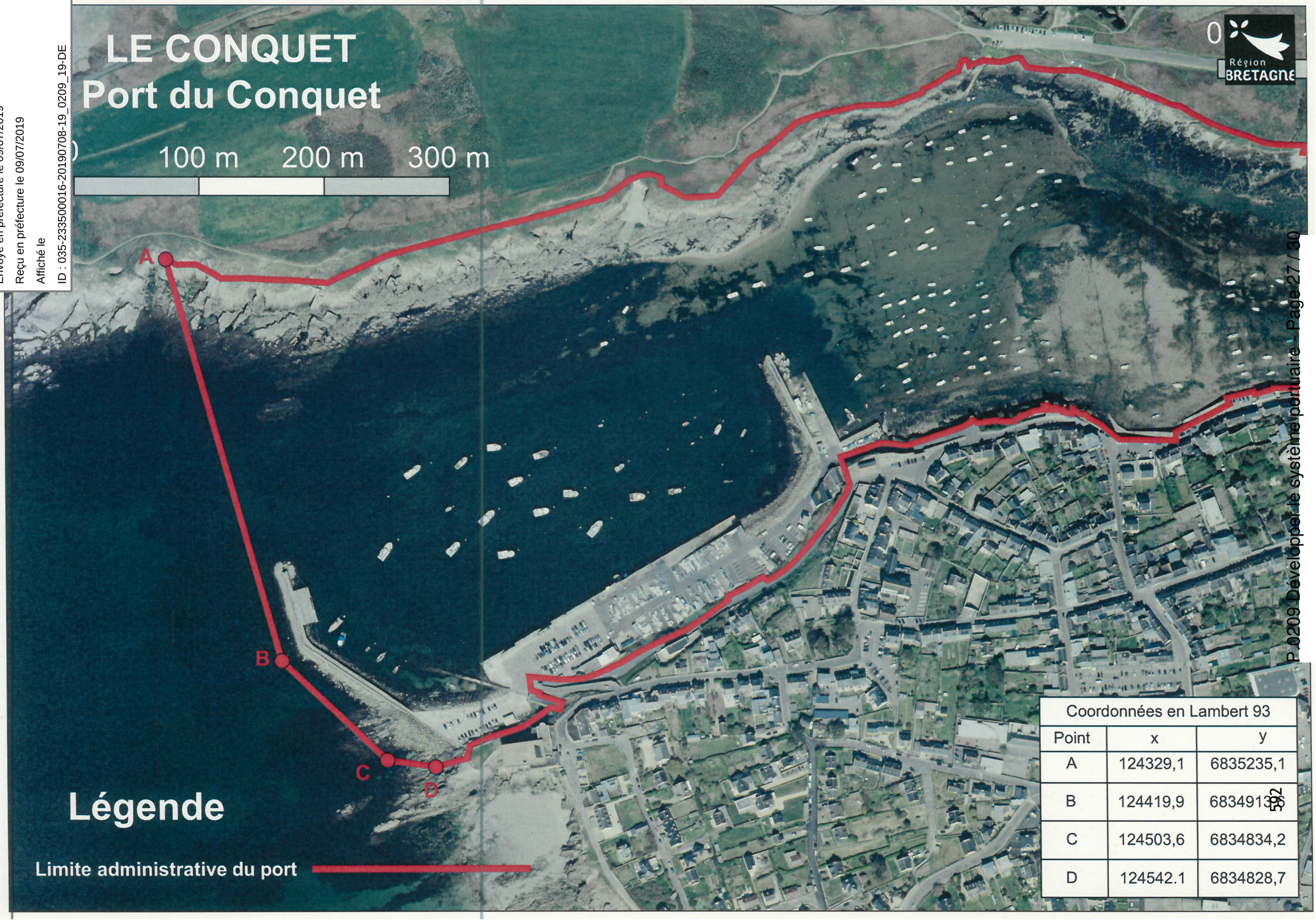
Légende

Limite administrative du port

Coordonnées en Lambert 93		
Point	x	y
A	124329,1	6835235,1
B	124419,9	6834913,6
C	124503,6	6834834,2
D	124542.1	6834828,7
E	125975,5	6834923,8
F	126006,6	6835279,7

P.0209 Développer le système portuaire - Page 26 / 30

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0209_19-DE



Coordonnées en Lambert 93		
Point	x	y
A	124329,1	6835235,1
B	124419,9	6834913,6
C	124503,6	6834834,2
D	124542.1	6834828,7

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0209_19-DE

LE CONQUET
Port du Conquet

0 100 m 200 m 300 m

Région BRETAGNE

593

F

E

Coordonnées en Lambert 93		
Point	x	y
E	125975,5	6834923,8
F	126006,6	6835279,7

Légende

Limite administrative du port

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0209_19-DE

REGION BRETAGNE
283 avenue du Général Patton
CS 21101
35 711 RENNES CEDEX 7

N°19_0209_13

LE PRESIDENT DU CONSEIL REGIONAL DE BRETAGNE

Vu la Directive européenne n°2000/59/CE du 27 novembre 2000 relative aux installations de réception portuaires pour les déchets d'exploitation des navires et les résidus de cargaison ;

Vu la Loi 2001-43 du 16 janvier 2001 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine des transports ;

Vu l'article R5317-7 du Code des Transports portant sur le rôle de l'Autorité Portuaire dans la mise en place du plan de gestion des déchets ;

Vu les décrets n°2003-920 du 22/09/2003, n°2005-255 du 14 mars 2005 et n°2009-876 du 17 juillet 2009 relatifs à la police des ports maritimes ;

Vu les arrêtés du 5 juillet et 21 juillet 2004 relatifs aux plans de réception et de traitement des déchets d'exploitation et des résidus de cargaison dans les ports maritimes ;

Vu la convention de transfert du port l'île de Molène applicable à compter du 1er janvier 2017 en application de l'article 22 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, en date du 15 décembre 2016 ;

Vu l'avis favorable du conseil portuaire de l'île de Molène en date du 18 mars 2019 ;

Vu la délibération de la commission permanente du Conseil Régional de Bretagne n°19_0209_13,

ARRETE

Article 1 : Le plan de réception et de traitement des déchets d'exploitation et des résidus de cargaison du port de l'île de Molène, joint en annexe du présent arrêté, entre en vigueur pour une durée de 3 ans à compter de la signature du présent arrêté.

Article 2 : Le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la Région.

Fait à Rennes, le

Le Président du Conseil Régional de Bretagne,

Loïg CHESNAIS-GIRARD

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0209_19-DE

REGION BRETAGNE
283 avenue du Général Patton
CS 21101
35 711 RENNES CEDEX 7

N°19_0209_13

LE PRESIDENT DU CONSEIL REGIONAL DE BRETAGNE

Vu la Directive européenne n°2000/59/CE du 27 novembre 2000 relative aux installations de réception portuaires pour les déchets d'exploitation des navires et les résidus de cargaison ;

Vu la Loi 2001-43 du 16 janvier 2001 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine des transports ;

Vu l'article R5317-7 du Code des Transports portant sur le rôle de l'Autorité Portuaire dans la mise en place du plan de gestion des déchets ;

Vu les décrets n°2003-920 du 22/09/2003, n°2005-255 du 14 mars 2005 et n°2009-876 du 17 juillet 2009 relatifs à la police des ports maritimes ;

Vu les arrêtés du 5 juillet et 21 juillet 2004 relatifs aux plans de réception et de traitement des déchets d'exploitation et des résidus de cargaison dans les ports maritimes ;

Vu la convention de transfert du port du Stiff à Ouessant applicable à compter du 1er janvier 2017 en application de l'article 22 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, en date du 15 décembre 2016 ;

Vu l'avis favorable du conseil portuaire du port du Stiff à Ouessant en date du 18 avril 2019 ;

Vu la délibération de la commission permanente du Conseil Régional de Bretagne n°19_0209_13,

ARRETE

Article 1 : Le plan de réception et de traitement des déchets d'exploitation et des résidus de cargaison du port du Stiff à Ouessant, joint en annexe du présent arrêté, entre en vigueur pour une durée de 3 ans à compter de la signature du présent arrêté.

Article 2 : Le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la Région.

Fait à Rennes, le

Le Président du Conseil Régional de Bretagne,

Loïg CHESNAIS-GIRARD

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0209_PDPB_04-DE

REGION BRETAGNE

19_0209_PDPB_04

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL

8 juillet 2019

DELIBERATION

Programme 0209 – Développer le système portuaire

La Commission permanente du Conseil régional, convoquée par son Président le 28 juin 2019, s'est réunie le 8 juillet 2019 sous la présidence de celui-ci, au siège de la Région Bretagne à Rennes.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment sa quatrième partie, relative à la Région ;

Vu la délibération modifiée n° 17_ DAJCP_SA_06 du Conseil régional en date du 22 juin 2017 approuvant les délégations accordées à la Commission permanente ;

Vu l'ensemble des décisions budgétaires de l'exercice en cours ;

Vu l'ensemble des délibérations précisant les modalités d'intervention des dispositifs actuels de la Région ;

Au vu du rapport présenté par Monsieur le Président du Conseil régional ;

Et après avoir délibéré ;

DECIDE

- ***En section d'investissement :***

- **D'AFFECTER,** sur le montant D'AUTORISATION de programme disponible, un crédit de 3 300 000 € pour le financement des opérations dont le détail figure en annexe.

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0209_PDPB_04-DE

Délibération du Conseil régional de Bretagne
Commission permanente du 08 juillet 2019
Complément(s) d'affectation
Programme : P.0209_3 - Développer le système portuaire
Chapitre : 908

Nom du bénéficiaire	Opération	Objet	Type	Vote précédent			Montant proposé (en euros)	Total (en euros)
				N° délib	Date de CP	Montant affecté (en euros)		
DIVERS BENEFICIAIRES 35000 RENNES	16002141	PDPB - Phase 1 - Dragages	Achat / Prestation	19_0209_PDPB_02	25/03/19	30 730 000,00	3 000 000,00	33 730 000,00
DIVERS BENEFICIAIRES 35000 RENNES	16002143	PDPB - Phase 1 - Digue d'enclôture et poldérisation	Achat / Prestation	19_0209_PDPB_03	03/06/19	50 000 000,00	400 000,00	50 400 000,00
DIVERS BENEFICIAIRES 35000 RENNES	18005752	PDPB - Phase 2 - Quai EMR - Poste à quai n° 2 et plateforme n° 2	Achat / Prestation	19_0209_PDPB_02	25/03/19	5 428 500,00	300 000,00	5 728 500,00
DIVERS BENEFICIAIRES 35000 RENNES	10003994	Projet de développement du port de Brest - Etudes opérationnelles	Achat / Prestation	17_0209_12	30/10/17	4 305 699,25	160 000,00	4 465 699,25

Total 3 860 000,00

Nombre d'opérations : 4

* Prise en compte des dépenses antérieures à la décision

Mission III – Pour une formation permettant à chacun de construire son propre parcours vers la compétence et l'emploi

19_DELS_02 et 03	Conventions d'accueil des élèves dans les internats bretons	599
19_0301_05	Assurer la qualité de la relation emploi formation par la connaissance, la concertation et l'orientation	610
19_0302_05	Assurer la qualité de la relation emploi formation par la connaissance, la concertation et l'orientation	623
19_0303	Offrir un cadre bâti favorisant l'épanouissement de tous les acteurs des lycées	
19_0303_ET_05	*Etudes*	*688*
19_0303_FCT_05	*Fonctionnement*	*707*
19_0303_INV_05	*Investissement*	*709*
19_0303_PATR_04	*Patrimoine*	*716*
19_0303_TRX_05	*Travaux*	*728*
19_0304_05	Participer aux investissements immobiliers dans les établissements privés	769
19_0306_05	Améliorer les équipements dans les lycées publics	772
19_0307_05	Participer à l'amélioration des équipements pédagogiques dans les établissements privés	789
19_0308_04	Développer le numérique éducatif	792
19_0309_05	Assurer le fonctionnement des lycées publics	796
19_0310_04	Participer au fonctionnement des établissements privés	821
19_0311_05	Renforcer la recherche et l'enseignement supérieur	834
19_0312_05	Adapter l'offre et la qualité de formation aux attentes des jeunes et aux besoins des entreprises	854
19_0314_04	Assurer les formations sanitaires et sociales	952
19_0315_05	Faciliter les projets individuels de formation et de qualification	954
19_0316_06	Proposer une offre de formation qualifiante et adaptée aux dynamiques économiques et territoriales	956
19_0317_04	Améliorer les conditions de vie des stagiaires de la formation professionnelle pour un emploi durable	1019
19_0318_06	Développer les langues de Bretagne	1025

*Pas de rapport 313 à cette Commission Permanente

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_DELS_02B-DE

REGION BRETAGNE

19_DELS_02

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL RÉGIONAL

08 juillet 2019

DÉLIBÉRATION

Mission III – Pour une formation permettant à chacun de construire son propre parcours vers la compétence et l'emploi

La Commission permanente du Conseil régional, convoquée par son Président le 28 juin 2019, s'est réunie le lundi 08 juillet sous la Présidence de celui-ci, au siège de la Région Bretagne à Rennes.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment sa quatrième partie, relative à la Région ;
Vu le Code de l'Education ;
Vu la délibération n°17_DAJCP_SA_06 du Conseil régional en date du 22 juin 2017 approuvant les délégations accordées à la Commission permanente ;
Au vu du rapport présenté par Monsieur le Président du Conseil régional ;
Et après avoir délibéré ;

DECIDE

- **d'APPROUVER** les termes de la convention-cadre d'accueil des élèves internes dans les lycées et EREA publics bretons ;

- **d'AUTORISER** le Président du Conseil régional à la signer.

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_DELS_02B-DE

CONVENTION-CADRE D'ACCUEIL DES ELEVES INTERNES

DANS LES LYCEES ET EREA PUBLICS BRETONS

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment son article L 4231-4 ;

Vu le Code de l'éducation, notamment ses articles L211-1, L 214-5, L214-6 et R421-2 à R421-13 ;

Vu le Code du sport, notamment ses articles L 100-1 et L 100-2 ;

Vu la délibération n° 16_0603_01 de la Commission permanente du Conseil régional en date du 4 avril 2016 approuvant les termes de la convention cadre concernant l'accueil des sportifs de haut niveau dans les lycées en Bretagne ;

Vu la délibération n° 19_DELS_02 de la Commission permanente du Conseil régional en date du 8 juillet 2019, approuvant les termes de la présente convention et autorisant le Président à la signer ;

Entre :

- L'Académie de Rennes,
  représentée par le Recteur de la Région académique Bretagne, Recteur d'académie de Rennes,
- La DRAAF,
  représentée par le Directeur régional de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt de Bretagne,
- La DIRM-NAMO,
  Représentée par le Directeur interrégional de la mer Nord Atlantique-Manche Ouest

  d'une part

  Et

- La Région Bretagne
  représentée par le Président du Conseil régional de Bretagne,

  d'autre part

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_DELS_02B-DE

PREAMBULE

La demande des familles à bénéficier, pour leurs enfants, des services d'hébergement dans les EPLE s'accroît depuis quelques années au niveau national. La Région et les Autorités académiques constatent également ce phénomène en Bretagne.

Ainsi, les chefs d'établissement sont parfois amenés à limiter le nombre des élèves admis à l'internat en fonction des capacités d'accueil des internats existants.

Il convient donc que la Région et les Autorités académiques s'accordent sur des principes d'admission à l'internat pour l'ensemble des lycéens de la Région Bretagne, qui permettront de répondre de façon homogène aux besoins des familles.

La Région et les Autorités académiques prennent en compte, dans leurs réflexions, les orientations nationales en matière d'hébergement. En effet, l'internat constitue un moyen de sécuriser les parcours de formation des élèves et ainsi de favoriser leur réussite scolaire. Il est aussi un espace de socialisation veillant au bien-être des internes et à l'apprentissage des règles de vie collective pour les élèves. Puissant vecteur de mixité sociale, il contribue à réduire les inégalités sociales et territoriales telles que le stipule la loi n° 2013-595 du 8 juillet 2013 d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République.

Dans le cas du lycée, la scolarisation en internat relève souvent d'une contrainte : le lycée, la filière ou la spécialité décidée par l'orientation scolaire n'est pas disponible à proximité du domicile de l'élève. L'éloignement géographique peut être renforcé par l'absence ou la faible présence de transport collectif.

Le contexte réglementaire a précisé les compétences des collectivités en matière d'hébergement. L'article 82 de la loi n°2004-809 du 13 août 2004 confie à la collectivité de rattachement dans les établissements dont elle a la charge, l'accueil, la restauration, l'hébergement ainsi que l'entretien général et technique à l'exception des missions d'encadrement et de surveillance. Parmi ces missions, la restauration et l'hébergement des élèves communément appelés dans les EPLE « service annexe d'hébergement » constituent un service public local administratif facultatif dont la gestion est assurée, conformément à la loi, par la Région pour ce qui concerne les lycées.

Ce service public étant facultatif, il n'existe aucune obligation pour la collectivité territoriale de rattachement de créer ce service ou de le maintenir. Cependant, une fois créé, l'usager a un droit d'accès à ce service. Il dispose donc d'un droit de recours devant la juridiction administrative contre la décision administrative lui refusant l'accès au service ainsi que d'un recours en indemnisation.

La Région associe le chef d'établissement à la mise en place du service. Il est chargé, avec l'assistance des services de gestion et d'administration, de mettre en œuvre les objectifs fixés par la collectivité régionale et d'assurer la gestion du service annexe d'hébergement conformément aux modalités définies par la collectivité.

Il est convenu ce qui suit :

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_DELS_02B-DE

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les principes d'admission des élèves bretons aux services d'hébergement existants dans les lycées publics de Bretagne. Elle définit également les conditions d'accueil des jeunes apprentis dans les internats des lycées publics.

Elle a aussi pour objet de définir les conditions dans lesquelles les locaux d'hébergement peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements afin de permettre l'accueil d'élèves qui ne pourraient pas bénéficier d'une place d'hébergement dans leur lycée d'inscription en l'absence de places disponibles ou faute d'internat.

Il est précisé que la responsabilité finale de l'admission des élèves dans l'internat d'un lycée revient au chef d'établissement responsable de l'internat situé dans l'enceinte de l'établissement qu'il dirige, sous l'autorité de son administration de rattachement.

ARTICLE 2 - CRITERES D 'ADMISSION DES ELEVES DANS LES INTERNATS BRETONS

La candidature d'un élève repose sur une demande motivée effectuée par la famille de l'élève. Cette demande doit être renouvelée chaque année et devra en particulier mettre en avant les éléments suivants :

- l'éloignement du domicile : temps de transport supérieur à 45 minutes en transport en commun
- la motivation de l'élève et de la famille

L'éloignement du domicile constituera le premier critère d'admission et jouera par ordre de priorité :

1) pour les élèves intégrant des classes ou sections particulières (annexe 1) ; dans cette catégorie figurent les sportifs de haut niveau,

2) pour les élèves intégrant une formation sur la base d'un vœu correspondant à une orientation choisie, sous réserve que cette formation ne soit pas également dispensée à proximité du domicile de l'élève,

3) pour les élèves qui relèvent d'un projet éducatif (situation sociale et familiale particulière...),

Pour les autres élèves, dès lors que pourra être justifié un trajet domicile – lycée supérieur à 45 mn (les informations recueillies sur les sites http://mobibreizh.bzh/ et https://www.breizhgo.bzh/transports-scolaires faisant foi).

D'une façon générale, sont privilégiés les élèves les plus jeunes et les élèves boursiers. Les élèves de pré-bac sont prioritaires par rapport aux élèves de post-bac.

Pour les élèves de CPGE (post-bac), il est tenu compte des contraintes spécifiques à ces formations, la priorité devant être donnée aux élèves boursiers.

ARTICLE 3 - CRITERES D 'ADMISSION DES APPRENTIS DANS LES INTERNATS BRETONS

L'accueil des apprentis inscrits dans un EPLE pourra être organisé suivant les critères définis ci-dessus pour les élèves, lorsque toutes les demandes d'hébergement des élèves auront été satisfaites.

ARTICLE 4 - MODALITES D'ORGANISATION DES MUTUALISATIONS D'INTERNATS A L'INITIATIVE DES ETABLISSEMENTS

Afin d'accueillir le maximum d'élèves répondant aux critères d'admission et d'optimiser l'occupation des places d'internat, des mutualisations peuvent être mises en place, dès lors que le contexte local le nécessite et le permet.

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_DELS_02B-DE

Afin d'éviter une dispersion des élèves d'un même établissement dans plusieurs internats d'une ville ou d'une agglomération, il est convenu, dans la mesure du possible, que les élèves inscrits dans un lycée ne seront pas hébergés dans plus de deux établissements différents.

Les conventions d'hébergement signées entre le lycée d'inscription et le ou les lycées d'accueil rappellent les principes suivants :

- les règles des lycées d'accueil[1] s'appliquent aux élèves hébergés ;

- le lycée d'inscription assure le contrôle d'assiduité et le communique au lycée d'accueil ;

- pour les lycées relevant de l'Education nationale, les moyens de surveillance sont attribués par l'Autorité académique au lycée d'accueil ;

- pour les lycées relevant de la DRAAF et de la DIRM, les moyens de surveillance apportés par le lycée d'inscription au lycée d'accueil y sont précisés ;

- s'agissant d'un service public facultatif, la Région ne prend pas en charge les frais de transport des élèves pour rejoindre leur internat en début ou fin de semaine ou dans la semaine entre les lycées.

La responsabilité des élèves durant les trajets entre les lycées est régie par le règlement intérieur de chaque établissement d'inscription, en conformité avec les dispositions de la circulaire n°96-248 du 25 octobre 1996 relative à la surveillance des élèves dans le second degré, modifiée par la circulaire n° 2004-054 du 3 mars 2004.

Chaque lycée d'inscription organise l'emploi du temps de ses élèves hébergés sur un autre site en fonction des contraintes de ces hébergements hors enceinte.

ARTICLE 5 – MODALITES D'ORGANISATION DES MUTUALISATIONS D'INTERNATS A L'INITIATIVE DE LA REGION ET DES AUTORITES ACADEMIQUES

Lorsqu'une mutualisation est décidée conjointement entre la Région, les Autorités académiques et plusieurs établissements, l'attribution des places d'internat est effectuée selon la procédure suivante :

5.1 Répartition des places

Après concertation avec les établissements, un courrier du Président du Conseil régional est adressé à chacun des chefs d'établissements concernés, avec copie à l'Autorité académique concernée, indiquant pour chaque lycée :

- le nombre de places d'hébergement affectées aux élèves inscrits dans l'établissement,

- le nombre de places d'hébergement affectées à des élèves inscrits dans le ou les autre(s) lycée(s) du groupe de lycées dont relève l'établissement.

5.2 Demandes d'inscription

Chaque année, les lycées transmettent fin juin – début juillet, au plus tard, aux autorités académiques et à la Région, le tableau de synthèse prévisionnel des demandes d'inscription à l'internat dans leurs établissements en distinguant filles/garçons.

Après la rentrée, et fin octobre au plus tard, ils transmettent le tableau détaillé des élèves effectivement inscrits à l'internat. Ce tableau mentionne :

[1] Il faut entendre par lycée d'accueil, le lycée d'hébergement de l'élève.

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_DELS_02B-DE

1- L'ensemble des élèves, filles ou garçons, admis à l'internat, en distinguant les élèves pré-bac des élèves post-bac.

2- La commune de domicile ou des domiciles des parents et le temps de transport scolaire estimé entre la résidence familiale et le lycée (les informations recueillies sur les sites http://mobibreizh.bzh/ et https://www.breizhgo.bzh/transports-scolaires faisant foi).

3- Les formations particulières suivies par ces élèves, le cas échéant (cf. annexe 1).

4- L'établissement dans lequel l'élève est hébergé, s'il est différent du lycée d'inscription.

5.3 Réunion annuelle d'ajustement

Si nécessaire, une réunion annuelle peut être organisée au début du mois de juillet par la Région, en association avec les autorités académiques, afin de procéder à l'ajustement de la répartition des places d'internat, au vu notamment des demandes prévisionnelles d'inscription communiquées par les établissements.

5.4 Attribution des places

Les places d'internat sont ensuite attribuées aux élèves par le chef d'établissement sous l'autorité de son administration de rattachement, selon les critères définis à l'article 2.
Des ajustements à la marge, à la répartition des places telle que ci-dessus définie par la Région peuvent être réalisés en concertation et en accord avec la Région.

ARTICLE 6 - RESPECT DU REGLEMENT INTERIEUR

Les élèves internes sont soumis au règlement intérieur de leur établissement d'inscription et au règlement intérieur de l'internat de leur lycée d'accueil. Ces élèves sont sous la responsabilité du proviseur responsable du site et de ses délégataires.

S'ils doivent faire l'objet d'une procédure disciplinaire, celle-ci relève du lycée d'inscription. Elle pourra être engagée par le chef d'établissement du lycée d'inscription après enquête et échanges préalables avec le chef d'établissement du lycée d'accueil.

ARTICLE 7 - DUREE ET RECONDUCTION DE LA CONVENTION

La présente convention-cadre est passée pour une durée de 3 années scolaires. Elle prend effet à la date de la signature et est reconduite par tacite reconduction.
Elle peut être dénoncée par l'une des parties 3 mois avant la fin de l'année scolaire précédente.

ARTICLE 8 - MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification des termes de la convention devra faire l'objet d'un avenant signé entre les différentes parties, conclu dans les mêmes formes et conditions que la présente convention.

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_DELS_02B-DE

ARTICLE 9 - REGLEMENT DES LITIGES

En cas de litige pour l'application de la présente convention, un règlement amiable prévaudra préalablement à tout recours contentieux.

En cas d'échec, le litige relèvera de la compétence exclusive du Tribunal administratif de Rennes.

Fait à	le	Le Recteur de la Région académique Bretagne, Recteur d'académie de Rennes, ou son représentant,	
Fait à	le	Le Directeur régional de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt de Bretagne, ou son représentant,	
Fait à	le	Le Directeur Interrégional de la mer Nord Atlantique-Manche Ouest, ou son représentant,	
Fait à	le	Le Président du Conseil régional de Bretagne, ou son représentant,	

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_DELS_02B-DE

ANNEXE 1

CLASSES OU SECTIONS PARTICULIERES

► ABIBAC (section binationale Français/Allemand),

► BACHIBAC (section binationale Français/Espagnol),

► OIB (Option Internationale du Baccalauréat)

► Les formations professionnelles et les enseignements généraux ou technologiques à recrutement départemental ou académique.

SPORTIFS DE HAUT NIVEAU (SHN)

Sont considérés comme des sportifs de haut niveau les élèves :

- inscrits sur la liste des sportifs de haut niveau (stricto sensus) du Ministère des Sports de l'année en cours qui comprend 4 catégories : Relève, Senior, Elite, Reconversion ;
- inscrits sur la liste des sportifs des collectifs nationaux ;
- inscrits sur la liste « Espoirs » ;
- inscrits dans les Pôles France, Pôles France Relève et les Pôles Espoirs des Fédérations sportives nationales, même s'ils ne sont pas inscrits sur les listes ministérielles ;
- inscrits dans les structures d'entraînement agréées par le Ministère des Sports (Centre de Formation des Clubs Professionnels - CFCP) ou labellisées par la DRJSCS Bretagne (Centre Labellisé d'Entraînement - CLE) ou par le Conseil régional de Bretagne (Centre d'Entraînement et de Formation des Clubs Phares – CEFCP), même s'ils ne sont pas inscrits sur les listes ministérielles.

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_DELS_03B-DE

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL RÉGIONAL

08 juillet 2019

DÉLIBÉRATION

Mission III – Pour une formation permettant à chacun de construire son propre parcours vers la compétence et l'emploi

La Commission permanente du Conseil régional, convoquée par son Président le 28 juin 2019, s'est réunie le lundi 08 juillet sous la Présidence de celui-ci, au siège de la Région Bretagne à Rennes.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment sa quatrième partie, relative à la Région ;
Vu le Code de l'Education ;
Vu la délibération n°17_DAJCP_SA_06 du Conseil régional en date du 22 juin 2017 approuvant les délégations accordées à la Commission permanente ;
Au vu du rapport présenté par Monsieur le Président du Conseil régional ;
Et après avoir délibéré ;

DECIDE

- **d'APPROUVER** les termes de la convention d'hébergement des élèves sportifs de haut niveau du collège des Chalais situé au n° 25 - avenue du Canada - Rennes, à l'EREA Magda Hollander-Lafon situé au n° 26 avenue du Canada - Rennes.

- **d'AUTORISER** le Président du Conseil régional à la signer.

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_DELS_03B-DE

CONVENTION D'HEBERGEMENT

Entre :
l'EREA MAGDA HOLLANDER-LAFON représenté par son directeur, Monsieur GENDRE, dûment habilité à signer la présente par délibération du Conseil d'administration du …
et
le collège LES CHALAIS représenté par son principal, Madame TARROUX, dûment habilité à signer la présente par délibération du Conseil d'administration du …

Vu le Code de l'Education,
Vu l'instruction codificatrice M9-6,
Vu la délibération de la commission permanente du conseil régional en date du 8 juillet 2019,

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 – Objet de la convention
L'EREA Magda Hollander-Lafon de Rennes assurera, à partir de la rentrée scolaire 2019-2020, l'accueil en internat et une partie restauration d'élèves reconnus sportifs de haut niveau, inscrits au collège Les Chalais.
La prestation comprend l'hébergement pour la nuit en internat du lundi au vendredi de 19h00 à 08h00, le petit-déjeuner, le dîner et le repas du mercredi midi (« Annexe à la convention cadre concernant l'accueil des sportifs de haut niveau au sein de l'établissement : collège Les Chalais » art 7). Le nombre d'élèves sportifs de haut niveau concerné est fixé à 6 garçons et 6 filles maximum. Ce chiffre sera actualisé, si besoin et si possible, en début d'année scolaire par voie d'avenant à la présente convention.
La liste des élèves concerné(e)s ainsi que toutes les informations utiles est transmise en début d'année scolaire.

Article 2 – Durée de la convention
La présente convention prend effet à compter du 1er septembre 2019 pour une durée de 3 ans. Elle sera renouvelée par avenant. Elle peut être dénoncée par une des parties trois mois avant la fin de l'année scolaire précédente.

Article 3 – Dispositions financières
L'EREA de Rennes établira, chaque trimestre, une facture d'hébergement sur la base de ses propres tarifs de frais scolaires.
La facture comportera les pourcentages affectés à chaque service rendu, soit :

- 10 % du montant des frais scolaires pour la nuit,
- 10 % pour le petit déjeuner,
- 40 % pour le repas du soir,
- 100 % pour une journée complète

Une information sera donnée par l'EREA en début d'année civile au plus tard sur les nouveaux tarifs applicables.
Des remises d'ordre seront accordées aux élèves en application du règlement du service de restauration et d'hébergement du collège Les Chalais à Rennes.
Un tableau récapitulatif sera transmis à l'EREA de Rennes à la fin de chaque trimestre.

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_DELS_03B-DE

Article 4 – Responsabilités

Les élèves, inscrits au collège Les Chalais, seront durant leur présence à l'EREA de Rennes placés sous l'autorité et la responsabilité du directeur de l'EREA et, à ce titre, devront se conformer aux dispositions du règlement intérieur de l'EREA et au règlement intérieur de l'internat. Un exemplaire du règlement intérieur sera remis à chaque élève en début d'année scolaire.

Les Conseillers Principaux d'Éducation des deux établissements se mettront en contact afin de régler les éventuels problèmes d'application.

Le matin, les déplacements des élèves entre l'internat de l'EREA Magda Hollander-Lafon et le collège Les Chalais sont placés sous la responsabilité du collège les Chalais.

Article 5 – Discipline

Le directeur de l'EREA peut interdire l'accès à ses locaux et notamment à l'internat à toute personne pour des raisons de sécurité.

Le directeur de l'EREA informe immédiatement le chef d'établissement du collège Les Chalais en cas de violation du règlement intérieur. Le pouvoir disciplinaire relève du chef d'établissement où est inscrit l'élève.

Article 6 – Modifications

Toute modification de la présente convention fera l'objet d'un avenant signé par chacune des parties.

Article 7 - Résiliation

La présente convention pourra être résiliée de plein droit par l'une des parties en cas d'inexécution par l'autre d'une ou plusieurs des obligations contenues dans ses diverses clauses. Cette résiliation sera formalisée par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception exposant les motifs de la plainte et deviendra effective deux mois après l'envoi de ce recommandé, à moins que dans ce délai, la partie défaillante n'ait satisfait à ses obligations ou n'ait apporté la preuve d'un empêchement consécutif à un cas de force majeure.

Article 8 - Litiges

En cas de difficulté sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de résoudre leur différend à l'amiable. En cas de désaccord persistant, le tribunal administratif de Rennes sera compétent.

Fait à RENNES, le

Pour le collège LES CHALAIS, La principale,	Pour l'EREA de Rennes, Le directeur
Nicole TARROUX	**Christian GENDRE**

Pour le Conseil régional de Bretagne	Pour la direction académique des services de l'Education nationale d'Ille-et-Vilaine	Pour la direction régionale de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion sociale
Loïg CHESNAIS-GIRARD	**Christian WILHELM**	**Yannick BARILLET**

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0301_05-DE

REGION BRETAGNE

19_0301_05

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL

8 juillet 2019

DELIBERATION

Programme 0301 - Assurer la qualité de la relation emploi formation par la connaissance, la concertation et l'orientation

La Commission permanente du Conseil régional, convoquée par son Président le 28 juin 2019, s'est réunie le lundi 8 juillet 2019 sous la présidence de celui-ci, au siège de la Région Bretagne à Rennes.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment sa quatrième partie, relative à la Région ;

Vu la délibération n° 17_DAJCP_SA_06 du Conseil régional en date du 22 juin 2017 approuvant les délégations accordées à la Commission permanente ;

Vu l'ensemble des décisions budgétaires de l'exercice en cours ;

Vu l'ensemble des délibérations précisant les modalités d'intervention des dispositifs actuels de la Région ;

Au vu du rapport présenté par Monsieur le Président du Conseil régional ;

Et après avoir délibéré ;

DECIDE

En section de fonctionnement :

- **d'AFFECTER** sur le montant d'autorisation d'engagement disponible, un crédit de 374 000 € pour le financement des opérations figurant en annexe ;

- **d'ATTRIBUER** les aides aux bénéficiaires désignés dans les tableaux annexés et **d'AUTORISER** le Président à signer les actes juridiques nécessaires au versement de ces aides ;

- **d'APPROUVER** les termes du modèle type de contrat d'objectifs Emploi-Compétence-Formation-Orientation, joint à la présente délibération, et **d'AUTORISER** le Président à signer ses déclinaisons sectorielles à venir.

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0301_05-DE

Délibération du Conseil régional de Bretagne
Commission permanente du 08 juillet 2019
Opération(s) nouvelle(s)
Programme : P.0301 - Assurer la qualité de la relation emploi formation par la connaissance,la concertation et l'orient
Chapitre : 931

Nom du bénéficiaire	Opération	Objet	Type	Montant Proposé (en Euros)
FONGECIF BRETAGNE 35044 RENNES CEDEX	19004356	Appui au fonctionnement de la plateforme régionale téléphonique (année 2019)	Subvention globale	100 000,00
ASSOCIATION REGIONALE DES MISSIONS LOCALES 35043 RENNES CEDEX	19004352	Aide au projet de fonctionnement de l'association régionale des missions locales de Bretagne (année 2019)	Subvention globale	84 000,00
RESEAU DES STRUCTURES DE PROXIMITE EMPLOI-FORMATION BRETONNES 35550 PIPRIAC	19004349	Aide au projet de fonctionnement du réseau SPEF (Structures de proximité emploi formation) (année 2019)	Subvention globale	50 000,00
CHEOPS BRETAGNE 35067 RENNES CEDEX	19004268	Aide au projet de fonctionnement de Cheops Bretagne (année 2019)	Subvention globale	30 000,00
FORUM DES SAVOIRS CITE DES METIERS DES COTES D ARMOR 22440 PLOUFRAGAN	19003224	Aide au projet de fonctionnement de la Cité des métiers (année 2019)	Subvention globale	90 000,00
BREST METROPOLE 29222 BREST	19004355	Aide au projet de fonctionnement de l'espace Orientation métiers des Capucins (année 2019)	Subvention globale	20 000,00

Total : 374 000,00

Nombre d'opérations : 6

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0301_05-DE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PRÉFET DE LA RÉGION BRETAGNE

académie Rennes
RÉGION ACADÉMIQUE BRETAGNE

Région BRETAGNE

LE CONTRAT D'OBJECTIFS « ..... »

EMPLOI-COMPETENCE-FORMATION-ORIENTATION

Logos des signataires

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0301_05-DE

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code de l'Education, notamment ses articles D214-5 à D214-8 ;

Vu le Code du travail, notamment la partie VI,

Vu la loi n° 87-572 du 23 juillet 1987 relative à l'apprentissage, créant les contrats d'objectifs et l'accord national interprofessionnel du 3 juillet 1991 dans ses articles 10.1 et 10.5 définissant le rôle des branches professionnelles,

Vu la loi n° 92-675 du 17 juillet 1992 portant diverses dispositions relatives à l'apprentissage, à la formation professionnelle et modifiant le code du travail,

Vu la loi quinquennale n°93-1313 du 20 décembre 1993 relative au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle (Article 52),

Vu la loi n° 2009 – 1437 du 24 novembre 2009 relative à l'orientation et à la formation professionnelle tout au long de la vie,

Vu la loi n° 2011 – 893 du 28 juillet 2011 pour le développement de l'alternance et la sécurisation des parcours professionnels

Vu la loi n° 2014 – 288 du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale,

Vu la loi n° 2018 - 771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel,

Vu le Contrat de Plan État-Région 2015/2020 de la région Bretagne,

Vu le Schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation adopté en assemblée plénière du Conseil régional les 12 et 13 décembre 2013,

Vu le Contrat de Plan Régional de Développement des Formations et de l'Orientation Professionnelles, adopté les 22 et 23 juin 2017 par le Conseil régional de Bretagne et signé par l'ensemble des signataires le 10 juillet 2017,

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0301_05-DE

ENTRE

L'Etat, représenté par le Préfet de la région Bretagne, ...

L'Académie de Rennes, représentée par le Recteur de la région académique Bretagne, ...

Et/ou

La ..., représenté par le Directeur de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de Bretagne

Et/ou

La DIRM-NAMO, représenté par le Directeur interrégional de la mer Nord Atlantique-Manche Ouest

ET

Le Conseil régional de Bretagne, représenté par son Président, ...

ET

Les représentants paritaires de la branche

IL A ETE CONVENU LES DISPOSITIONS SUIVANTES :

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0301_05-DE

PREAMBULE

L'orientation stratégique II du CPRDFOP positionne les compétences humaines comme moteur de l'économie bretonne. Cette volonté se traduit par une nécessaire structuration des démarches de concertation avec les acteurs économiques et plus particulièrement les branches professionnelles.

Le contrat d'objectifs est un outil de pilotage stratégique, dans un esprit de co-engagements quadripartites, sur les questions d'emploi-compétence-formation-orientation, au service des enjeux de développement économique du secteur du……, au bénéfice des entreprises, des personnes et des territoires.

Au travers d'une contractualisation renouvelée, la volonté conjointe de l'Etat (DIRECCTE et Rectorat) et de la Région est de concourir à l'identification des enjeux en matière d'emplois et de compétences des différents secteurs économiques afin d'y apporter, de manière coordonnée, des réponses adaptées.

Déclinaison opérationnelle du CPRDFOP, le contrat d'objectifs vise à répondre à plusieurs défis :

- Anticiper les besoins en compétences et préparer aux métiers de demain.
- Accompagner la nécessaire montée en compétences des actifs, dans un contexte d'accélération des mutations technologiques et organisationnelles.
- Anticiper et accompagner les évolutions engendrées par les transitions énergétiques, environnementales et numériques sur les métiers et les besoins en compétences.
- Favoriser une meilleure appréhension de la réalité des métiers et de leurs conditions d'exercice, participant, plus globalement, aux processus d'orientation et d'évolution professionnelle.

ARTICLE 1 – OBJET DU CONTRAT

Les signataires reconnaissent le lien étroit entre développement des compétences et développement économique. Ils inscrivent leurs actions en référence aux orientations des politiques publiques et de la branche professionnelle définies dans :

- Le contrat de plan Etat-Région Bretagne 2015-2020 ;
- La stratégie régionale de développement économique, d'innovation et d'internationalisation (SRDEII) 2014-2020 ;
- Le contrat de plan régional pour le développement des formations et de l'orientation professionnelles (CPRDFOP) 2017-2022 ;
- Le contrat d'action publique pour la Bretagne ;
- La démarche « Breizh COP, un monde à vivre », projet pour la Bretagne à horizon 2040 ;
- La stratégie de la branche professionnelle.

Trois principes guident ce contrat d'objectifs de nouvelle génération :

- Un cadre contractuel quadripartite, s'appuyant sur la Commission paritaire régionale Emploi-Formation Professionnelle …….. (CPREFP ….) ;
- Une meilleure articulation avec les enjeux de développement économique, le contrat d'objectifs « …… » ayant vocation à être un outil de pilotage stratégique sur les questions de compétences au service des enjeux de développement économique de la branche ;

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0301_05-DE

- Un décloisonnement des approches permettant de « faire système », favorisant la mise en œuvre de réponses globales, s’appuyant sur différents leviers d’action (information sur les métiers, l’organisation de la réponse « formation », l’accompagnement « RH » des entreprises…).

Le contrat d’objectifs se décline à travers quatre axes :

- La production d’un diagnostic emploi-compétences partagé, élargi et dynamique.
- La définition d’orientations pour une offre de formation adaptée et complémentaire.
- L’amélioration de la connaissance du secteur et de ses métiers auprès de tous les publics.
- L’accompagnement des entreprises en matière de gestion prévisionnelle des emplois et des compétences.

Les transitions numérique et environnementale constituent des axes transversaux des travaux à conduire dans le cadre du présent contrat.

ARTICLE 2 – CHAMP D’INTERVENTION DU CONTRAT D’OBJECTIFS

L’action du contrat d’objectifs s’exerce à l’échelle du territoire régional. Elle s’articule avec les travaux nationaux produits notamment par l’OPCO et tient compte des initiatives sectorielles développées au niveau territorial.

Le champ couvert est celui du « ….. » , correspondant aux activités suivantes :

			Code NAF

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0301_05-DE

ARTICLE 3 – LE SECTEUR DU « ..... » EN BRETAGNE – diagnostic et enjeux

A rédiger pour chaque contrat

Appui sur les données de l'observatoire régional emploi-formation (s'il existe)

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0301_05-DE

ARTICLE 4 – LES OBJECTIFS OPERATIONNELS PARTAGES

A partir des quatre axes stratégiques définis à l'article 1 du présent contrat, les partenaires se fixent les objectifs suivants :

- **La production d'un diagnostic emploi-compétences élargi, partagé et dynamique**

La définition et le partage des enjeux emplois-compétences doivent reposer sur la production d'un diagnostic structuré et dynamique. Dans un contexte où les exigences d'anticipation des besoins en emplois et en compétences n'ont jamais été aussi fortes, le contrat d'objectifs constitue un espace de structuration d'une démarche d'observation emplois-métiers-compétences réactive et prospective. Dans ce cadre, les signataires du contrat d'objectifs conviennent :

- De développer des outils de connaissance des besoins à court terme, au travers, en particulier, d'une meilleure appréhension du marché du travail ;
- De conforter une analyse prospective des emplois et des compétences permettant d'anticiper l'évolution des métiers ;
- De conforter l'entrée « compétences » dans les démarches d'observation en s'appuyant, notamment, sur les réflexions déjà engagées ;
- D'inscrire ces travaux d'observation dans un continuum économie-emplois-métiers-compétences, permettant de mieux appréhender à la fois les cycles conjoncturels d'activité ainsi que les tendances structurelles impactant les modes de production et les organisations.

Les éléments de connaissance produits dans ce cadre constituent le fondement du contrat d'objectifs : ils alimentent la concertation, permettent le partage des enjeux et éclairent la définition des actions à conduire par les acteurs institutionnels et les partenaires professionnels.

+ ajouts éléments propres au secteur

De même, la loi du 5 septembre 2018 renforçant le rôle des OPCO en termes d'observation prospective, l'apport des travaux nationaux sera pris en compte dans le présent contrat.

- **La définition d'orientations pour une offre de formation adaptée et complémentaire**

La réponse aux besoins en emplois et en compétences de la branche implique une mobilisation coordonnée des différentes voies et dispositifs de formation.

Les signataires s'accordent sur le fait que le présent contrat s'inscrit dans une logique de formation tout au long de la vie, de la formation initiale (scolaire et apprentissage) à la formation continue des actifs.

Le contrat d'objectif constitue un espace d'animation et de coordination, à l'échelon régional, de la mise en œuvre des politiques de formation et d'accompagnement vers l'emploi, concourant à une meilleure complémentarité entre les différentes voies et dispositifs. Il constitue, à ce titre, le cadre de co-construction du document d'orientations des formations professionnelles, qui intègrera le futur schéma prévisionnel de l'alternance introduit par la loi du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel.

Si CMQ en lien avec le secteur visé

Son action s'inscrit en complémentarité notamment avec les travaux conduits dans le cadre du Campus des Métiers et des Qualifications « .... » : le CMQ s'appuiera sur l'analyse des besoins en emplois et en compétences conduite dans le cadre du contrat d'objectifs et constituera un

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0301_05-DE

espace d'expérimentation et de co-construction de parcours innovants, mobilisables en réponse aux enjeux identifiés dans le cadre du contrat d'objectifs.

Au regard d'un contexte d'accélération des mutations et de transformation des métiers, le contrat d'objectif s'attachera, pour la formation continue, à la construction de parcours qualifiants renouvelés dans leur contenu, au travers du renforcement d'approches modulaires ou en favorisant des démarches d'acquisition de compétences intégrant des temps de mise en activité en entreprise. En réponse aux problématiques de recrutement dans le ...., il s'agira notamment de travailler en direction des publics éloignés de l'emploi, en lien avec le Pacte régional d'investissement dans les compétences.

La concertation organisée dans le cadre du contrat d'objectifs permettra de cibler des métiers connaissant de profondes évolutions induisant un risque d'obsolescence des compétences ou pour lesquels les référentiels de certification, désormais renouvelés tous les 5 ans, apparaissent en décalage avec les compétences attendues.

+ mentions des priorités propres à chaque secteur

- **L'amélioration de la connaissance du secteur et de ses métiers auprès de tous les publics**

Les partenaires s'engagent à conduire une démarche en faveur d'une meilleure connaissance du secteur ... et de ses métiers auprès de tous les publics. Elle s'inscrit dans le cadre des dispositions introduites par la loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel et s'articule autour de deux aspects :

- La production d'informations en lien avec les réalités socio-économiques régionales en termes d'emploi et de potentiel d'insertion, participant à la construction des parcours pour tous les publics. Ces informations participeront à alimenter l'outil Cléor et la future plateforme digitale d'information et d'appui à l'orientation ;

- La construction de ressources diversifiées et adaptées aux attentes des usagers, via différents registres d'action relevant à la fois de l'information et de la mise en situation, s'appuyant sur la puissance des outils numériques sans négliger la dimension « relationnelle » à construire entre les publics et le monde de l'entreprise.

Dans ce cadre, il s'agira de promouvoir les initiatives portées au niveau régional par la branche professionnelle, en favorisant une vision consolidée, ainsi que de proposer des actions nouvelles en lien avec les attentes et usages des publics.

Cette découverte des métiers doit notamment pouvoir se concrétiser dans l'organisation des Olympiades des métiers, qui constitue un temps fort offrant une visibilité d'excellence des métiers et des parcours de formation. Les signataires renouvellent ainsi leur attachement à l'organisation des Olympiades des métiers en Bretagne, comme outil majeur de l'information sur les métiers. A ce titre ils partagent la nécessité de s'y investir et s'engagent à mettre en œuvre l'ensemble des moyens mobilisables, au regard de leurs compétences respectives, pour assurer l'organisation de la manifestation.

Conformément à la loi, ces actions intègreront les enjeux de la mixité des métiers et de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes. De même, des articulations seront recherchées avec les dispositifs encourageant le développement de l'esprit d'entreprise et d'entreprenariat chez les jeunes.

Le présent contrat a vocation à structurer l'action régionale dans ce domaine, en lien étroit avec la Région et l'autorité académique ou les autorités académiques pour le public scolaire.

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0301_05-DE

- **L'accompagnement des entreprises en matière de gestion prévisionnelle des emplois et des compétences**

Dans un contexte d'accélération des mutations, les entreprises sont confrontées à la nécessité de s'adapter et d'évoluer en repensant leur positionnement, leur organisation du travail, leurs processus de recrutement, d'intégration et de fidélisation …

C'est pourquoi, au-delà de la seule réponse « formation », les partenaires souhaitent que le contrat d'objectifs puisse impulser des actions relevant de la Gestion Prévisionnelle des Emplois et des Compétences (GPEC) porteuses d'une réflexion globale sur la gestion des ressources humaines et permettant d'anticiper et d'adapter les emplois et les compétences au sein de l'entreprise. Cet axe sera travaillé en lien étroit avec l'OPCO qui a pour mission d'accompagner les entreprises dans l'analyse de leurs besoins, en particulier en matière de GPEC.

De même, seront abordées les thématiques telles que l'accompagnement RH, le recrutement de nouveaux publics et le tutorat.

+ mentions des priorités propres à chaque secteur

- **Les transitions numérique, énergétique, environnementale comme axes de travail transversaux**

En déclinaison du CPRDFOP, le contrat d'objectifs intègre comme objectif transversal la transition numérique, à travers notamment :

- l'accompagnement du secteur dans la transition numérique ;
- l'évolution des métiers et des compétences.
- le numérique comme vecteur d'innovation pédagogique.

Le présent contrat sera également le lieu d'expression des engagements spécifiques de la branche professionnelle **« …… »** sur les objectifs de la Breizh COP.

ARTICLE 5 – LES MOYENS

Chaque partenaire mobilise les moyens et les dispositifs relevant de sa compétence, dans une logique d'articulation et de complémentarité dans la mise en œuvre opérationnelle des actions. En tant que de besoin, des conventions financières spécifiques pourront être conclues, au regard des leviers et compétences de chacun.

ARTICLE 6 – LE PILOTAGE DU CONTRAT

Le comité d'orientation est l'instance politique de concertation et de coordination.

Il est constitué d'élu.e.s du Conseil régional, de représentant.e.s de l'Etat (Préfet de Région, Recteur) et de représentants paritaires de la branche (élu.e.s représentant.e.s la Commission paritaire régionale emploi-formation BTP).

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0301_05-DE

Il se réunit au moins une fois par an. Il procède au bilan de l'année écoulée et réoriente éventuellement la mise en œuvre du contrat.

A ce titre, il est plus particulièrement chargé :

- de définir les grandes orientations sur la base des éléments de diagnostic ;
- de valider annuellement les axes de travail à mettre en œuvre ;
- d'organiser le suivi et l'évaluation de la mise en œuvre du contrat.

Une instance technique de déclinaison opérationnelle du contrat d'objectifs.

Elle est animée conjointement par les services de l'Etat et la Région. Elle associe des technicien.ne.s des branches professionnelles et de leur observatoire ainsi que des acteurs de la formation et de l'emploi (Pôle emploi, AGEFIPH, ARACT, GREF Bretagne…). Au regard des nouvelles compétences telles que définies par la loi (observation, développement des compétences au sein des TPE/PME, apprentissage…), l'OPCO constitue un partenaire pivot dans la mise en œuvre des quatre axes du contrat.

En fonction des spécificités du secteur, d'autres partenaires pourront également être associés.

Cette instance propose les actions prioritaires à mener annuellement dans le cadre du contrat d'objectifs et est garante de leur mise en œuvre. Son fonctionnement se veut simple et souple, en privilégiant la mise en place de groupes de travail thématiques, dans une logique « projet ».

ARTICLE 7 – LE SUIVI DU CONTRAT

Chaque année, les travaux menés dans le cadre du contrat d'objectifs feront l'objet d'un bilan au regard d'indicateurs de suivi quantitatifs et qualitatifs définis par l'ensemble des signataires.

A la fin du contrat, un bilan global sera produit.

Chaque année, un point d'étape sera présenté devant la Commission paritaire régionale emploi-formation « …. » - à adapter à chaque secteur.

La démarche de contractualisation s'inscrivant dans le cadre du CPRDFOP, des points seront également présentés devant les instances du CREFOP, chargées du suivi et de l'évaluation du CPRDFOP.

ARTICLE 8 – UNE ANIMATION INTER-BRANCHES

Afin de favoriser les partages d'expériences et la capitalisation des bonnes pratiques, une animation inter-branches sera organisée en fonction des thématiques travaillées.

Ainsi, une réflexion commune est d'ores et déjà engagée sur les questions d'observation emploi-compétences, dans la perspective de construire collectivement une démarche d'observation réactive et prospective. Dans ce cadre, une réflexion particulière sera conduite sur la question des compétences, l'enjeu étant de favoriser les passerelles entre métiers (cf article 4).

Les partenaires du présent contrat s'engagent à participer aux travaux communs inter-branches, animés par l'Etat et la Région.

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0301_05-DE

ARTICLE 9 – DUREE ET VALIDITE DU CONTRAT

Le présent contrat prend effet à compter de sa date de signature, et ce jusqu'au 31/12/2022, soit au terme du Contrat de plan régional de développement des formations et de l'orientation professionnelles (2017-2022).

ARTICLE 10 – MODIFICATION DU CONTRAT

Toute modification des termes du présent contrat doit faire l'objet d'un avenant écrit entre les parties signataires conclu dans les mêmes conditions que le présent contrat.

ARTICLE 11 –RESILIATION DU CONTRAT

En cas de non-respect de ses obligations contractuelles par l'une des parties, chaque partie se préserve le droit, après mise en demeure écrite restée sans effet pendant une durée de trente jours, de résilier le présent contrat.

ARTICLE 12 – LITIGES

10.1 - En cas de litige relatif à l'interprétation ou à l'exécution du présent contrat, les parties s'efforceront de rechercher un accord amiable.

10.2 – En cas de désaccord persistant, le litige sera porté à l'appréciation du Tribunal administratif de Rennes.

ARTICLE 13 – EXÉCUTION DU CONTRAT

Le Préfet de la région Bretagne, Le Recteur de la région académique Bretagne, le Président du Conseil régional de Bretagne, les autres signataires (à détailler), sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent contrat.

Fait en .. exemplaires

A ...., le ....

LES SIGNATAIRES

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0302_05-DE

REGION BRETAGNE

19_0302_05

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL

Réunion du 8 juillet 2019

DELIBERATION

Programme 0302 : Favoriser les initiatives des jeunes en formation, leur mobilité et les projets éducatifs des lycées

La Commission permanente du Conseil régional, convoquée par son Président le 28 juin, s'est réunie le lundi 8 juillet 2019 sous la présidence de celui-ci, au siège de la Région Bretagne à Rennes.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment sa quatrième partie, relative à la Région ;
Vu la délibération n°17_DAJCP_SA_06 du Conseil régional en date du 22 juin 2017 approuvant les délégations accordées à la Commission permanente ;
Vu l'ensemble des décisions budgétaires de l'exercice en cours ;
Vu l'ensemble des délibérations précisant les modalités d'intervention des dispositifs actuels de la Région ;

Au vu du rapport présenté par Monsieur le Président du Conseil régional ;

Et après avoir délibéré ;

DECIDE

Le groupe Rassemblement National vote contre la subvention au CRIJ (opération n°19004269) et contre l'opération lycées en festival (opération n°19003938).

- **En section d'investissement :**

- **d'AFFECTER** sur le montant d'autorisation d'engagement disponible, un crédit de 290,20 € pour le financement de l'opération figurant en annexe.

- **En section de fonctionnement :**

- **d'AFFECTER** sur le montant d'autorisation d'engagement disponible, un crédit de 873 500 € pour le financement des opérations figurant en annexe,

- **d'APPROUVER** les modifications apportées aux règlements d'intervention des dispositifs « Jeunes à l'international », « Aide régionale à la mobilité collective à l'international » et « Aide régionale à la recherche de partenariats internationaux », conformément à la réforme de l'apprentissage (loi du 5 septembre 2018) et selon les termes suivants :

  « Compte-tenu de la réforme de l'apprentissage dite « pour la liberté de choisir son avenir professionnel » du 5 septembre 2018, stipulant l'arrêt de la compétence régionale en matière d'apprentissage, la Région Bretagne ne financera plus les mobilités internationales des apprentis à compter du 1er janvier 2020. Dans le cas de mobilités débutant en 2019 et se terminant en 2020, seuls les jours de mobilités effectués sur l'année 2019 seront pris en charge ».

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0302_05-DE

- **d'APPROUVER** les modifications apportées aux règlements d'inter[illegible] régionale à l'accueil de jeunes volontaires européens et internationaux dans les établissements de formation bretons » et Erasmus + « Bretagne – Mobilité et OUverture Vers l'Europe » - B-MOUVE,

- **d'APPROUVER** les termes des différentes conventions et **d'AUTORISER** le Président à les signer.

- **de PRENDRE ACTE** de l'attribution de l'aide au premier équipement des lycéens pour un montant total de 371 650 euros pour l'année 2018/2019

- **et de DONNER ACTE** au Président du Conseil régional du bilan, pour l'année 2018/2019, de l'attribution des aides individuelles au premier équipement professionnel

- **de PROCEDER** à l'annulation de reliquat d'opération pour 1 dossier d'accompagnement à la mobilité des apprentis figurant dans le tableau annexé.

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0302_05-DE

Délibération du Conseil régional de Bretagne
Commission permanente du 08 juillet 2019
Opération(s) nouvelle(s)
Programme : P.0302 - Favoriser les initiatives des jeunes en formation, leur mobilité et les projets éducatifs des lycées
Chapitre : 902

Nom du bénéficiaire	Opération	Objet	Type	Montant Proposé (en Euros)
LYCEE HENRI AVRIL 22402 LAMBALLE	19004310	Investissements liés à la labellisation Qualycée	Subvention forfaitaire	290,20

Total : 290,20

Nombre d'opérations : 1

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0302_05-DE

Délibération du Conseil régional de Bretagne
Commission permanente du 08 juillet 2019
Opération(s) nouvelle(s)
Programme : P.0302 - Favoriser les initiatives des jeunes en formation, leur mobilité et les projets éducatifs des lycées
Chapitre : 931

Nom du bénéficiaire	Opération	Objet	Type	Montant Proposé (en Euros)
ASPECT BRETAGNE 35706 RENNES	19004105	Mobilité des Apprentis en CAP Fleuriste en Belgique et aux Pays-Bas (12 jeunes + 2 accompagnateurs x 240 € / dépenses prises en compte à partir du 24/06/2019)	Subvention forfaitaire	3 360,00
ASKORIA 35000 RENNES	19004103	Mobilité des Étudiants Assistants de service social au Portugal (5 jeunes sans accompagnateur x 200 € / dépenses prises en compte à partir du 13/06/2019)	Subvention forfaitaire	1 000,00
CENTRE INFORMATION JEUNESSE BRETAGNE 35000 RENNES	19004269	Convention CRIJ année 2019	Subvention forfaitaire	225 000,00

Total : 229 360,00

Nombre d'opérations : 3

* Prise en compte des dépenses antérieures à la décision

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0302_05-DE

Délibération du Conseil régional de Bretagne
Commission permanente du 08 juillet 2019
Diminution(s) ou annulation(s)
Programme : P.0302 - Favoriser les initiatives des jeunes en formation, leur mobilité et les projets éducatifs des lycées
Chapitre : 931

Nom du bénéficiaire	Opération	Objet	Type	Vote précédent			Montant proposé (en euros)	Montant Total (en euros)
				N° délib	Date de CP	Montant affecté (en euros)		
LES COMPAGNONS DU DEVOIR 75180 PARIS	18006022	Mobilité des Apprentis en CAP Couvreur en Allemagne (13 jeunes + 1 accompagnateur x 400 € / dépenses prises en compte à partir du 20/10/2018)	Subvention forfaitaire	18_0302_07	29/10/18	5 600,00	- 800,00	4 800,00

Total -800,00

Nombre d'opérations : 1

* Prise en compte des dépenses antérieures à la décision

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0302_05-DE

Délibération du Conseil régional de Bretagne
Commission permanente du 08 juillet 2019
Opération(s) nouvelle(s)
Programme : P.0302 - Favoriser les initiatives des jeunes en formation, leur mobilité et les projets éducatifs des lycées
Chapitre : 932

Nom du bénéficiaire	Opération	Objet	Type	Montant Proposé (en Euros)
ASSOCIATION BRUIT DE LIRE 35000 RENNES	19003940	Association Bruit de Lire - Goncourt des lycéens 2019 - accompagnement de l'action régionale "critique littéraire" 2019	Subvention forfaitaire	17 500,00
DIVERS BENEFICIAIRES 35000 RENNES	19003949	Organisation de tables-rondes départementales dans le cadre du concours de critique littéraire 2019 - animation et interventions	Achat / Prestation	7 000,00
DIVERS BENEFICIAIRES 35000 RENNES	19003947	Organisation des tables-rondes départementales dans le cadre du concours de critique littéraire 2019 - transport et restauration des lycéens	Subvention forfaitaire	5 500,00
DIVERS BENEFICIAIRES 35000 RENNES	19003953	Concours de critique littéraire 2019 - actions de communication	Achat / Prestation	1 800,00
LYCEE POLYVALENT DE BROCELIANDE 56380 GUER	19004581	Goncourt des lycées 2019 - achat de séries de livres	Subvention forfaitaire	1 620,00
LYCEE TECHNOLOGIQUE JEAN CHAPTAL 29000 QUIMPER	19004472	Goncourt des lycées 2019 - achat de séries de livres	Subvention forfaitaire	1 620,00
DIVERS BENEFICIAIRES 35000 RENNES	19003955	Concours de critique littéraire 2019 - acquisition d'ouvrages	Achat / Prestation	1 500,00
DIVERS BENEFICIAIRES 35000 RENNES	19003938	Lycéens en Festival 2019-2020 - transport et hébergement	Subvention forfaitaire	4 500,00
ELECTRONI(K) 35136 SAINT-JACQUES-DE-LA-LANDE	19003946	Lycéens en Festival 2019-2020	Subvention forfaitaire	4 200,00
BREST AIM 29210 BREST	19003943	Lycéens en festival 2019-2020	Subvention forfaitaire	3 500,00
DIVERS BENEFICIAIRES 35000 RENNES	19004381	Accompagnement des lycées dans la mise en oeuvre de la démarche Qualycée 2018-2022 - année 2	Achat / Prestation	90 000,00
DIVERS BENEFICIAIRES 35000 RENNES	19004424	Réalisation d'un support de communication vidéo Qualycée	Achat / Prestation	5 400,00

Total : 144 140,00

Nombre d'opérations : 12

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0302_05-DE

Délibération du Conseil régional de Bretagne
Commission permanente du 08 juillet 2019
Complément(s) d'affectation
Programme : P.0302 - Favoriser les initiatives des jeunes en formation, leur mobilité et les projets éducatifs des lycées
Chapitre : 932

Nom du bénéficiaire	Opération	Objet	Type	Vote précédent			Montant proposé (en euros)	Total (en euros)
				N° délib	Date de CP	Montant affecté (en euros)		
DIVERS BENEFICIAIRES 35000 RENNES	19000558	Dispositifs régionaux d'aide à la mobilité individuelle "Jeunes à l'international" et "B'MOUVE" au titre de l'année 2019.	Aide individuelle	19_0302_02	25/03/19	1 100 000,00	500 000,00	1 600 000,00

Total 500 000,00

Nombre d'opérations : 1

Délibération n° : 19_0302_05

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0302_05-DE

Direction de l'éducation, des langues de Bretagne et du sport
Service des projets éducatifs, citoyens et de la mobilité des jeunes

CONVENTION ENTRE LA REGION BRETAGNE
ET LE LYCEE ……
Pour l'accompagnement de l'action régionale « Lycéens en festival 2019 »

Vu le Code général des collectivités territoriales ;
Vu le règlement financier adopté par le Conseil régional ;
Vu la délibération de la Commission permanente du Conseil régional du 4 avril 2016 approuvant les conventions types ;
Vu la délibération n° 19_0302_05 de la Commission permanente du Conseil régional en date du 8 juillet 2019 présentant les modalités partenariales entre la Région et le lycée ……. pour l'opération : «Lycéens en festival 2019 » et autorisant le Président du Conseil régional à signer la présente convention ;

ENTRE :
La Région Bretagne,
Représentée par le Président du Conseil régional,
Ci-après dénommée « la Région »,
D'une part,

ET

LE LYCEE,

Représenté par ……. agissant en sa qualité de Chef d'Etablissement,
Ci-après dénommé « le bénéficiaire »,
D'autre part,

Il a été convenu les dispositions suivantes :

Préambule

Dans la continuité de la proposition de la Région à 4 lycées bretons de découvrir 2 festivals se déroulant sur le territoire, dans des champs artistiques différents, via la participation à des temps forts (en partenariat avec la scène culturelle du Quartz à Brest et l'association Ay Roop à Rennes en 2018-2019), un 2ème parcours festivalier sera proposé à une classe de chacun de ces 4 établissements sur un autre champ artistique pour 2019-2020 avec l'Association Electroni[k] sur le département 35 et avec le festival No Border pour celui du 29.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de préciser les conditions et modalités selon lesquelles chaque partie s'engage dans ce parcours découverte.

ARTICLE 2 : PRISES EN CHARGE FINANCIERE DES PARTENAIRES

La Région prendra en charge (en plus de la subvention accordée à la structure culturelle partenaire) :

- Les frais de transport occasionnés dans le cadre de ce parcours vers la structure culturelle, à hauteur des 2/3, suite à l'envoi par l'établissement scolaire des copies de factures transport certifiées acquittées.
- L'hébergement et le petit déjeuner en auberge de jeunesse un soir du festival.

Resteront à la charge de l'établissement :

- Les frais de transport à hauteur du tiers,
- La restauration lors des sorties organisées dans le cadre du parcours.

La structure culturelle, en lien avec la subvention régionale accordée, gérera l'organisation logistique des temps de rencontres, de répétitions, de spectacles, des ateliers de pratique et assurera le lien avec les artistes.

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0302_05-DE

ARTICLE 3 : DUREE DE LA CONVENTION

La convention prend effet à compter de la dernière date de signature, pour une durée de 12 mois.

ARTICLE 4 : ENGAGEMENT DU BENEFICIAIRE

Le bénéficiaire s'engage à ce que la classe retenue participe aux différents temps forts organisés dans le cadre de Lycéens en festival et joints en annexe, à savoir :

Avant le festival :	Rencontre avec un médiateur pour la présentation du festival et des codes liés aux arts vivants proposés
	Assistance, dans la mesure du possible, à une répétition de création
Pendant le festival :	Spectacle pour tous les élèves, assistance à des performances
Après le festival :	Un atelier de pratique artistique dans le lycée en concertation avec celle-ci.

ARTICLE 5 : COMMUNICATION

5.1- Le bénéficiaire s'engage à mentionner le soutien financier de la Région, notamment en faisant figurer le logo de la Région (téléchargeable sur le site Internet du Conseil régional : bretagne.bzh) sur ses documents et publications officiels de communication relatifs à l'action subventionnée.

5.2- Il s'engage également à faire mention du soutien de la Région dans ses rapports avec les médias.

ARTICLE 6 : MODALITES DE VERSEMENT

6.1- La subvention est versée au bénéficiaire par la Région comme suit :

La subvention est versée sur présentation des factures transport certifiées acquittées par l'établissement établies à l'occasion des différents déplacements sur site.

6.2- Le paiement dû par la Région sera effectué sur le compte bancaire suivant du bénéficiaire :

Compte n° .....

ARTICLE 7 : IMPUTATION BUDGETAIRE

La subvention accordée au bénéficiaire sera imputée au budget de la Région, au chapitre 932, programme N° 0302.

ARTICLE 8 : MODALITES DE CONTROLE DE L'UTILISATION DE LA SUBVENTION

8.1- La Région peut procéder à tout contrôle qu'elle juge utile, directement ou par des personnes ou organismes dûment mandatés par elle, pour s'assurer du respect de ses engagements par le bénéficiaire.

8.2- La Région se réserve le droit d'exercer un contrôle sur pièces et sur place, qui consiste en un examen des comptes et de la gestion du bénéficiaire. Ce dernier s'engage ainsi à donner au personnel de la Région, ainsi qu'aux personnes mandatées par elles, un droit d'accès approprié aux sites, locaux ou siège de l'organisme.

ARTICLE 9 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification des termes de la présente convention, y compris de ses annexes, doit faire l'objet d'un avenant écrit entre les parties, conclu dans les mêmes formes et conditions que la présente convention.

ARTICLE 10 : DENONCIATION ET RESILIATION DE LA CONVENTION

10.1- Le bénéficiaire peut renoncer à tout moment à l'exécution de la présente convention, par lettre recommandée avec accusé de réception adressée à la Région. Dans ce cas, la résiliation de la convention prend effet à l'expiration d'un délai de 30 jours à compter de la réception de la lettre. La Région se réserve alors le droit de demander le remboursement partiel ou total de la subvention.

10.2- En cas de non-respect de ses obligations contractuelles par le bénéficiaire, la Région se réserve le droit de résilier la présente convention. La résiliation prendra effet à l'expiration d'un délai de 30 jours suivant la réception par le bénéficiaire d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure restée sans effet. La Région pourra alors exiger le remboursement partiel ou total de la subvention.

10.3- La Région peut de même mettre fin à la convention, sans préavis, dès lors que le bénéficiaire a fait des déclarations fausses ou incomplètes pour obtenir la subvention prévue dans la convention. Ce dernier sera alors tenu de rembourser la totalité de la subvention.

10.4- En cas de résiliation ou de dénonciation de la convention, la Région se réserve le droit de demander, sous forme de titre exécutoire, le remboursement total ou partiel des sommes versées.

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0302_05-DE

ARTICLE 11 : LITIGES

11.1- En cas de litige relatif à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de rechercher un accord amiable.

11.2- En cas de désaccord persistant, le litige sera porté à l'appréciation du Tribunal administratif de Rennes.

ARTICLE 12: EXECUTION DE LA CONVENTION

Le Président du Conseil régional, le Payeur Régional de Bretagne et le Bénéficiaire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente convention.

Fait en deux exemplaires originaux

POUR LE BENEFICIAIRE,	POUR LA REGION
A , le	A Rennes, le
Le Chef d'établissement Lycée,	Pour le Président du Conseil régional et par délégation,

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0302_05-DE

REGLEMENT D'INTERVENTION

ERASMUS+ B'MOUVE

BRETAGNE – MOBILITE OUVERTURE VERS L'EUROPE

Dans le cadre du Programme Erasmus+ 2014-2020

POUR LES PROJETS D'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR (KA 103)
ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE (KA102)

Pour des stages professionnels et des séjours d'études et de formation en Europe d'élèves, d'étudiants et de personnels des formations sanitaires et sociales

(Version actualisée en Commission Permanente du Conseil régional du 8 juillet 2019)

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0302_05-DE

SOMMAIRE

B'MOUVE-Erasmus+

1. Critères d'attribution p3

   a. Etablissements éligibles P3
   b. Publics éligibles P3
   c. Mobilités éligibles P3
   d. Dossiers non recevables pour une bourse B'Mouve P5

2. Modalités d'attribution p5

   a. Composition du dossier p5
   b. Dépôt de la demande p6
   c. Calcul de la bourse B'Mouve p7
   d. Versement de la bourse B'Mouve p8

ANNEXES p9

- **Annexe 1.** Liste des établissements bretons de formation sanitaire ou sociale, porteurs de projets « B'Mouve - ERASMUS+ » p9

- **Annexe 2.** Groupe de pays du programme ERASMUS+ – A titre indicatif sur les projets ERAMUS+ 2018-2020 p9

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0302_05-DE

Le programme Erasmus+, mis en œuvre pour la période 2014-2020, a [illegible] Régions de porter des projets de mobilité groupés (consortium). La Région [illegible] afin de développer la mobilité européenne des **élèves**, **étudiants et personnels des formations sanitaires et sociales bretonnes** (niveaux V à I).

Le projet B-MOUVE - Bretagne-Mobilité OUverture Vers l'Europe - a été déposé auprès de l'Agence nationale Erasmus+ pour la première fois en 2015 pour les publics de l'enseignement supérieur et en 2016 pour les publics de la formation professionnelle.

1. Critères d'attribution

a. Établissements éligibles

Les établissements éligibles à la bourse B'Mouve sont les établissements bretons qui dispensent des formations sanitaires ou sociales, partenaires du dispositif B'Mouve (cf. annexe°1). Les associations Jeunes à Travers le Monde et Gwennili sont intégrées au projet B'Mouve-Formation Professionnelle.

Dans le cadre du programme ERASMUS+, la Région Bretagne prévoit de déposer chaque année deux projets B'MOUVE, l'un au titre de la Formation Professionnelle pour les formations de niveau V et IV, l'autre au titre de l'Enseignement Supérieur pour les formations de niveau III à I.

Les partenaires du projet de l'Enseignement Supérieur doivent être titulaires de la charte ERASMUS+ (ECHE), prérequis nécessaire pour participer au programme ERAMUS+ et par conséquent au projet B'Mouve.

b. Publics éligibles

L'ensemble des établissements bretons de formation sanitaires et/ou sociales peut intégrer le consortium B'Mouve. Au 8 juillet 2019, Sont éligibles à la bourse B'Mouve, les apprenants et personnels des partenaires du projet (cf. annexe°1), notamment :

- Les élèves (apprenants et apprentis) en formation initiale de niveaux V ou IV,
- Les stagiaires de la formation professionnelle, titulaires d'un diplôme de moins d'un an, obtenu dans l'un de ces établissements,
- Les étudiants inscrits en formation initiale de niveau III à I,
- Les enseignants et personnels administratifs rattachés à l'un de ces établissements,
- Les professionnels européens invités pour une mobilité dans un des établissements bretons membres du consortium pour une mission d'enseignement. Il doit s'agir de professionnels issus d'entreprises, du secteur public ou d'organisations de la société civile d'autres pays du programme Erasmus+ (N.B. : les personnels issus d'établissements de formation ne sont pas éligibles),
- Le personnel de la formation professionnelle, accompagnant des participants ayant des besoins spécifiques ou des apprenants mineurs.

c. Mobilités éligibles

Les mobilités éligibles à la bourse B'Mouve dépendent du type d'activité, de sa durée et de sa destination, comme précisé ci-après :

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0302_05-DE

- Nature de la mobilité :

  - **Stage de la formation professionnelle** (formations de niveau V et IV), dans une entreprise ou autre lieu de travail à l'étranger. Le stage doit se dérouler dans un seul et même organisme et faire l'objet d'un contrat de mobilité (ou autrement nommé « kit mobilité ») entre la Région, l'établissement de formation, l'organisme d'accueil et le stagiaire. Son contenu doit être en lien avec la formation suivie.
  - **Stage de l'enseignement supérieur** (formations de niveau III à I) : le stage doit être effectué sur un lieu de travail à l'étranger pendant des études de cycle court ou de premier, deuxième ou troisième cycle. Celui-ci doit se dérouler dans un seul et même organisme et faire l'objet d'un contrat de mobilité (ou autrement nommé « kit mobilité ») entre la Région, l'établissement de formation, l'organisme d'accueil et le stagiaire. Son contenu doit être en lien avec la formation suivie.
  - **Séjour d'études en enseignement supérieur** : il doit faire partie du programme d'études que doit suivre l'étudiant pour obtenir un diplôme de cycle court, de 1er cycle (Bachelor ou équivalent), de 2ème cycle (master ou équivalent) ou de 3ème cycle. Les étudiants doivent être inscrits au moins en deuxième année de leurs études d'enseignement supérieur. L'établissement d'accueil doit être charté ERASMUS+.
  - **Stage post-formation** (formations de niveau V à I). Il doit se dérouler dans une entreprise ou autre lieu de travail à l'étranger, dans l'année qui suit l'obtention du diplôme. Ils doivent être co-organisés entre l'établissement de formation professionnelle d'origine et l'une des associations partenaires du projet B'Mouve : Jeunes à Travers le Monde ou Gwennili.
  - **Période d'enseignement** : elle permet au personnel formateur (ou au professionnel en mobilité entrante) de donner des cours dans un établissement d'enseignement partenaire à l'étranger (en possession d'une charte Erasmus+ pour l'enseignement supérieur). Au minimum 8h d'enseignement doivent être dispensées.
  - **Période de formation** : son objectif est de soutenir le développement professionnel du personnel enseignant et non enseignant sous forme d'événements de formation à l'étranger (à l'exception des conférences) et de périodes d'observation en situation de travail/formations, soit dans un établissement d'enseignement supérieur partenaire, soit dans une autre organisation pertinente à l'étranger.
  - **Mobilité combiné** : un séjour peut associer une période d'enseignement (4h minimum) et une période de formation.
  - **Accompagnement des apprenants de la formation professionnelle** : les personnels accompagnants encadrent la mobilité des apprenants sur place. Il ne s'agit pas de visites préparatoires ou de recherches de partenariat mais bien d'un accompagnement adapté aux besoins des apprenants.

- Durée de la mobilité :

  - **Stage de la formation professionnelle** (formations de niveau V et IV) : de 2 semaines minimum (10 jours ouvrables) à 12 mois consécutifs (hors durée du voyage),
  - **Stage de l'enseignement supérieur** (formations de niveau III à I) : 2 mois minimum consécutifs,
  - **Séjour d'études en enseignement supérieur** : 3 mois minimum consécutifs,
  - **Stage post-formation** : de 3 mois à 6 mois consécutifs.
  - **Période d'enseignement, de formation ou mobilité combinée :** entre 2 jours à 2 mois (hors jours de voyage),
  - Les **accompagnants** partent pendant le séjour des apprenants accompagnés mais ne sont pas tenus de rester toute la durée de leur mobilité. Une même personne peut effectuer plusieurs mobilités d'accompagnant sur plusieurs périodes.

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0302_05-DE

Les dates portées sur le kit mobilité font foi et doivent correspondre str
présence au sein de l'organisme d'accueil. Celles-ci ne doivent pas comptabiliser les jours de voyage.

- Destinations éligibles : les 28 pays membres[1] de l'Union Européenne ainsi que la Norvège, la Macédoine, la Turquie, l'Islande, le Liechtenstein, la Serbie.

d. Dossiers non-recevables pour une bourse B'Mouve

Les situations suivantes rendent le dossier inéligible :
- dossier incomplet transmis à la Région,
- dossier non déposé sur le portail extranet dédié au dépôt de demande de bourses,
- dossier arrivé à la Région hors délais (après le début de la mobilité du candidat).

2. Modalités d'attribution

a. Composition du dossier

Le candidat doit constituer un dossier en déposant les pièces indiquées ci-après, sur l'Extranet de la Région Bretagne, à savoir :

- Pour les apprenants de l'enseignement supérieur (étudiants) et de la formation professionnelle (élèves) :
  - *Contrat de mobilité (ou kit mobilité) et annexes* dûment remplis et signés par l'établissement de formation, l'organisme d'accueil et le candidat ;
  - *Certificat de scolarité* de l'année académique en cours ou contrat d'apprentissage ;
  - Copie de la *carte européenne d'assurance maladie* couvrant la période de mobilité ;
  - *Attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle et attestation de prise en charge du risque accident du travail – Maladie professionnelle de la CPAM ;*
  - *Attestation d'assurance responsabilité civile étendue à l'étranger* (précisant les conditions de rapatriement) ;
  - *Relevé d'Identité bancaire ou postal français,* au nom du candidat ou de son représentant légal s'il est mineur accompagné de *l'attestation de versement sur le compte d'un tiers, le cas échéant* ;
  - *Carte d'invalidité*, si le candidat est en situation de handicap. Il s'agit de la carte délivrée par la Maison Départementale des Personnes Handicapées (MDPH) ;
  - *Autre pièce spécifique à l'établissement*, si demandée par l'établissement ou Pôle Emploi (par ex : lettre de motivation, présentation du pays et du lieu de stage, Autorisation d'inscription en stage de formation, etc.) ;
  - Pour les étudiants de l'enseignement supérieur (uniquement) : *Notification d'une bourse sur critères sociaux de la Région*, si le candidat est boursier[2].

[1] Sous réserve des accords relatifs entre le Royaume-Uni et l'Union Européenne dans le cadre du Brexit.
[2] Le candidat devra remettre la notification de bourse de l'année académique en cours ou la notification de l'année précédente s'il n'est pas encore en possession de l'attestation de l'année en cours.

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0302_05-DE

- Pour les personnels et professionnels :
    - *Contrat de mobilité (ou kit mobilité) et annexes* dûment remplis et signés par l'établissement de formation, l'organisme d'accueil et le candidat ;
    - *Preuve du lien de rattachement à l'établissement d'envoi* (attestation d'employeur, contrat de travail, etc.)
    - *Formulaire CERFA 11559*03 ou questionnaire pour le maintien au régime français de sécurité sociale d'un travailleur salarié détaché hors du territoire français,* pour un personnel breton ;
    - *Carte européenne d'assurance maladie*, pour un professionnel étranger ;
    - *Relevé d'identité bancaire ou postal français, au nom du candidat ou de son établissement employeur breton*, dans ce second cas : une *attestation de versement sur le compte d'un tiers* sera également à joindre ;
    - *Carte d'invalidité*, si le candidat est en situation de handicap. Il s'agit de la carte délivrée par la Maison Départementale des Personnes Handicapées (MDPH).

- Pour les accompagnants :
    - *Ordre de mission de l'établissement d'envoi*
    - *Preuve du lien de rattachement à l'établissement d'envoi* (attestation d'employeur, contrat de travail, etc.) si l'ordre de mission n'en fait pas état.

b. Dépôt de la demande

La demande de bourse est à déposer exclusivement en ligne via le portail Jeunesse de la Région Bretagne dédié aux aides individuelles sur le site : https://extranets.region-bretagne.fr/Portail-Aides/[3]. Les documents originaux (contrat financier, attestation d'exécution…) doivent être conservés par l'établissement de formation.

Les dépôts de demandes peuvent se faire en continu tout au long de l'année mais doivent impérativement parvenir à la Région avant le début du stage. Le candidat doit donc déposer sa demande et la transmettre à l'établissement de formation dans un délai suffisant pour lui permettre de l'adresser aux services de la Région avant son départ, en prenant en compte notamment les périodes de congés scolaires.

c. Calcul de la bourse

La bourse octroyée aux élèves dépend de la destination, de la nature de la mobilité et de la durée passée à l'étranger, conformément aux barèmes définis par la Commission Européenne selon les critères d'attributions annexés aux conventions financières établies entre l'Agence Nationale ERASMUS+ et la Région Bretagne.

[3] Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique. Elles sont destinées aux services de la Région Bretagne chargés de l'instruction du dossier. Conformément à la loi informatique et liberté du 6 janvier 1978, vous pouvez exercer votre droit d'accès et de rectification des informations qui vous concernent en écrivant à Région Bretagne 283, avenue du Général Patton CS 21101 35711 Rennes Cedex 7.

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0302_05-DE

Le montant de la bourse est calculé comme suit :

- **Frais de voyage** : fonction de l'annualité du projet ERASMUS+. Les frais de voyage s'appliquent à toutes les mobilités à l'exception de celles des étudiants de l'enseignement supérieur.

Tarifs correspondants aux projets 2018-2020.

Trajet « Aller » (en km à vol d'oiseau[4])	Entre 10 et 99	Entre 100 et 499	Entre 500 et 1 999	Entre 2 000 et 2 999	Entre 3 000 et 3 999	Entre 4 000 et 7 999	De 8 000 et plus
Montant (en € par participant)	20	180	275	360	530	820	1 500

- **Frais de séjour/Soutien individuel** : pour les élèves, personnels, professionnels et accompagnants, un montant initial est déterminé pour les 14 premiers jours, puis un autre montant à partir du 15ème jour.

  Pour les étudiants de l'enseignement supérieur, le calcul est basé sur un montant mensuel auquel s'ajoutent 150 € par mois dans le cas d'une mobilité de stage.

  Ces frais de séjour ou soutien individuel s'appliquent en fonction de la destination ou barème du « Groupe Pays » établi par la Commission européenne. Les groupes de pays sont précisés à l'annexe 2.

Cette bourse sera majorée par la Région Bretagne, de la façon suivante :

- 150 € par mois pour les **étudiants boursiers** sur critères sociaux (5 €/ jour),
- 150 € par mois pour les candidats en situation de **handicap** (5 €/ jour) sur justification (attestation de la MDPH).

- **Soutien linguistique** : uniquement pour les mobilités apprenantes de la formation professionnelle, de 19 jours (hors jours de voyage) à 12 mois, si la langue n'est pas proposée par le service en ligne central (OLS – Online Linguistic Support). Son montant est de 150 € par participant.

[4] Se référer au calculateur de distance http://ec.europa.eu/programmes/erasmus-plus/tools/distance_fr.htm

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0302_05-DE

d. Versement de la bourse

La bourse B'Mouve sera versée directement par la Région Bretagne sur le compte bancaire du candidat (ou de son représentant légal), en une seule fois. Elle ne sera définitivement acquise qu'après la transmission par le bénéficiaire, sur l'Extranet de la Région Bretagne, de *l'attestation de présence* et de *l'Europass mobilité* et sur Mobility Tool, du *rapport du participant*, des *états de frais* pour les accompagnants, dans le mois suivant le retour.

Sur demande du candidat « personnel » et sur production d'une attestation de versement sur le compte d'un tiers, elle peut être versée sur le compte de l'établissement employeur breton, membre du consortium B'Mouve.

Dans le cas d'un professionnel étranger, la bourse sera versée par mandatement individuel sur le compte bancaire du candidat à la mobilité, après communication des informations bancaires complètes (RIB/IBAN/BIC/SWIFT, etc.) selon le modèle fourni par la Région Bretagne. Le mandat étranger peut, à titre exceptionnel, être versé auprès de l'organisme d'envoi étranger ou de l'organisme d'accueil breton (membre du consortium) si une attestation de versement sur le compte d'un tiers en langue française est fournie. Dans ce dernier cas, le versement de la bourse sera intégré à un mandat collectif.

Aucune majoration du montant de la bourse ne sera attribuée après son versement, ni en cas de durée supérieure à celle initialement prévue selon le contrat de mobilité, ni en cas de saisie erronée du candidat, validée par l'établissement (durée saisie plus courte que la durée réelle, situation « boursier » non cochée, statut erroné, etc.).

La Région se réserve le droit de solliciter le reversement de cette bourse, partiellement ou en totalité, en cas de non réalisation de la mobilité ou d'une durée inférieure à celle initialement prévue, ou en cas de non production des documents attendus dans le mois suivant le retour de mobilité.

Lien utiles pour le programme Erasmus+
Erasmus + Education Formation : http://www.erasmusplus.fr/
Penelope + : http://www.erasmusplus.fr/penelope/index.php/
OLS Plateforme linguistique : http://erasmusplusols.eu/fr/
Calculateur de distance : https://ec.europa.eu/programmes/erasmus-plus/resources/distance-calculator_fr

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0302_05-DE

Annexe n°1 : Liste, à titre indicatif, des établissements bretons sociale, partenaires du projet « B'Mouve - ERASMUS+ »

Établissements de formation	Membre du consortium Enseignement Supérieur	Membre du groupement Formation Professionnelle
Formations sanitaires		
CENTRE SAINT MICHEL MALESTROIT		oui
CHU de BREST	oui	oui
IRFSS CROIX ROUGE BREST / RENNES	oui	oui
IFPS de VANNES	oui	oui
IFPEK de RENNES	oui	
CH de SAINT-BRIEUC	oui	oui
IFPS de QUIMPER	oui	oui
CH de FOUGERES	oui	oui
IFAS de PONT L'ABBE		oui
IFAS de REDON		oui
IFPS de PONTIVY	oui	oui
IFAS de GUINGAMP		oui
IFAS de PAIMPOL		oui
IFAS de TREGUIER		oui
CH de SAINT MALO	oui	
CHU de RENNES (perspectives 2020)	oui	
LYCEE MARIE LE FRANC LORIENT		oui
LYCEE KER ANNA KERVIGNAC		oui
LYCEE SAINT ELISABETH DOUARNENEZ		oui
LYCEE JEANNE D'ARC RENNES		oui
Formations sociales		
ASKORIA	oui	oui
ITES Brest	oui	oui
Associations reconnues organismes de formation		
JEUNES A TRAVERS LE MONDE		oui
GWENNILI		oui

Annexe n° 2 : Groupe de pays du programme ERASMUS+ – A titre indicatif sur les projets ERAMUS+ 2018-2020

Groupe 1 Pays membres du programme où le coût de la vie est plus élevé	Danemark, Finlande, Irlande, Islande, Luxembourg, Liechtenstein, Norvège, Royaume-Uni, Suède
Groupe 2 Pays membres du programme où le coût de la vie est moyen	Allemagne, Autriche, Belgique, Chypre, Espagne, France, Grèce, Italie, Malte, Pays-Bas, Portugal
Groupe 3 Pays membres du programme où le coût de la vie est plus faible	Ancienne République yougoslave de Macédoine, Bulgarie, Croatie, Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Pologne, République Tchèque, Roumanie, Slovaquie, Slovénie, Turquie

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0302_05-DE

CONVENTION 2019 DE PARTENARIAT ET DE FINANCEMENT

ENTRE LA REGION ET LE CRIJ BRETAGNE

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.1611-4 et L.4221-1 et suivants,

VU la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et notamment son article 10,

VU le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris en application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques,

VU la délibération n°17_DAJCP_SA_06 du Conseil régional en date du 22 juin 2017 approuvant les délégations accordées à la Commission permanente ;

VU l'ensemble des décisions budgétaires de l'exercice en cours ;

VU la délibération de la Commission permanente du Conseil régional du 8 juillet 2019 approuvant la présente convention et autorisant le Président à la signer,

ENTRE

La Région Bretagne,

Représentée par Monsieur Loïg CHESNAIS GIRARD, en sa qualité de Président du Conseil régional,

Ci-après dénommée « la Région »,

D'une part,

ET

Le Centre Régional Information Jeunesse de Bretagne, Association, dont le siège social est situé 8, rue du 7ème régiment d'artillerie à Rennes,

Représenté par son Président, Fabien LE GUERNEVE,

Ci-après dénommé « le CRIJ»,

D'autre part,

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0302_05-DE

PREAMBULE

La Région Bretagne a fait de l'information des jeunes une de ses priorités.

Si l'information des jeunes est un outil essentiel dans la construction des parcours et dans la prise d'autonomie, son accès peut également être source d'inégalités et peut renforcer des situations fragiles et précaires. L'information des jeunes doit donc être en capacité de donner à chaque jeune quelle que soit sa formation, quelle que soit son origine sociale ou géographique les clefs lui permettant le recours à ses droits et ainsi faciliter son insertion professionnelle et sociale.

Dispenser une information complète, objective et fiable constitue une des premières conditions garantissant aux jeunes l'accès à leurs droits.

Dans cette perspective, et dans le cadre de la loi du 27 janvier 2017 relative à l'Égalité et à la Citoyenneté qui confie à la Région la coordination des structures d'Information Jeunesse labellisées par l'État, la Région Bretagne entend apporter son soutien au Centre Régional Information Jeunesse de Bretagne en tant que centre ressources du réseau régional Information Jeunesse.

Constitué d'un Centre Régional Information jeunesse, d'une association départementale dans les Côtes d'Armor, de 4 Bureaux Information Jeunesse et de 61 Points Information Jeunesse, ce réseau a pour objectif d'informer les jeunes sur l'ensemble des domaines qui les concernent : formation, emploi, santé, mobilité internationale, logement...

L'action du réseau Information Jeunesse est encadrée par une charte européenne de l'information jeunesse et par une labellisation de l'État.

Le partenariat entre la Région Bretagne et le CRIJ se déploie sur les axes suivants pour l'année 2019 :

- La coordination régionale du réseau information jeunesse,
- La promotion de la mobilité internationale, de l'engagement et de la citoyenneté des jeunes,
- La participation au déploiement du Service Public Régional de l'Orientation et de l'Evolution Professionnelle,
- L'accès aux droits des jeunes pour une meilleure qualité de vie et notamment l'information relative au logement,
- La contribution du réseau Information Jeunesse au dialogue structuré à l'échelle régionale sur les politiques de jeunesse.

Article 1 – Objet de la convention

La présente convention a pour objet de préciser les conditions et modalités selon lesquelles la Région apporte son soutien au bénéficiaire en raison de l'intérêt régional que revêtent les objectifs et activités statutaires de ce dernier et son activité en termes d'information jeunesse.

Conformément aux enjeux communs, la Région apporte son soutien au CRIJ pour la mise en œuvre d'un programme d'actions permettant de répondre aux 5 objectifs suivants.

1 – La coordination régionale du réseau information jeunesse

Dans ses missions, le CRIJ assure la coordination et l'animation des Points Information Jeunesse et des Bureaux Information Jeunesse en :

- proposant un accueil de qualité, complémentaire à celui proposé par les autres structures du réseau information jeunesse et en phase avec les modes de vie des jeunes et leurs évolutions,
- élaborant, en complémentarité à la documentation nationale et en concertation avec le réseau régional, des supports d'information (guides, fiches pratiques, ...) et en assurant leur diffusion dans le réseau,
- impulsant, accompagnant et coordonnant l'animation et la formation des acteurs de l'information jeunesse au niveau régional.

L'actualisation régulière d'un état des lieux du réseau information jeunesse et des modalités de fonctionnement des différentes structures concernées constituera une base pour identifier les territoires sur lesquels la présence du réseau

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0302_05-DE

Information Jeunesse mériterait d'être renforcée (au regard également de
l'implantation ou non de structures d'accueil de jeunes autres que celles du réseau

Dans le contexte de la refonte du label Information Jeunesse par l'Etat en 2017
citoyenneté, l'émergence des projets de création de Structures Information Jeunesse fera l'objet d'une concertation entre l'État, la Région et le CRIJ, en tenant compte des nouveaux critères d'obtention du label. Ce développement s'opérera au regard des « zones blanches en matière d'accès à l'information des jeunes » et des réalités territoriales en matière de politiques jeunesse.

Le CRIJ en lien avec l'État et la Région s'assurera de faciliter la transition de Point Information Jeunesse ou Bureau Information Jeunesse à Structure Information Jeunesse tenant compte des nouveaux critères du label. Les objectifs du nouveau label sont :

- De passer de critères quantitatifs centrés sur les structures à des critères qualitatifs centrés sur les usagers,
- De rendre la labellisation attractive pour les collectivités, en raison des garanties qu'elle procure et d'un ancrage territorial de l'Information Jeunesse dans les stratégies de territoires, notamment le SPROEP,
- D'accompagner la transition numérique des structures Information Jeunesse,
- De développer la participation des jeunes à la construction des politiques publiques qui les concernent.

2 – La promotion de la mobilité internationale contribuant à l'engagement et à la citoyenneté des jeunes

L'Information Jeunesse est un outil contribuant à la construction de la citoyenneté en accompagnant les jeunes dans leur accès à l'autonomie et à leur engagement. Une attention sera ainsi portée aux actions initiant à la citoyenneté européenne et à la mobilité internationale.

Dans ce cadre, le CRIJ participera au réseau des développeurs et développeuses de la mobilité de l'Agence Erasmus+ Éducation-Formation, au réseau des développeurs Erasmus+ Jeunesse en cours de mise en œuvre sur le territoire breton et au Comité Régional de la Mobilité co-piloté par l'État et la Région.

En tant que partenaire de l'État et de la Région pour la mise en œuvre de la stratégie régionale de mobilité européenne et internationale, le CRIJ pilotera le chantier stratégique « Lisibilité de l'information sur la mobilité internationale en Bretagne ». Pour ce faire, il mettra en œuvre les actions suivantes au cours de l'année 2019 :

- L'animation du site « En route pour le monde » (animation du site à destination des jeunes, alimentation de l'espace pro, création et animation d'un comité éditorial, réalisation d'une newsletter mensuelle).
- La mise en place d'un réseau de structures de primo-information (organisation d'une journée régionale dédié aux professionnels).
- La poursuite des réflexions autours d'un réseau de jeunes ambassadeurs de la mobilité européenne et internationale.

Ces actions ont été définies et seront suivies en liens étroits avec les services de l'État et de la Région, dans le cadre du plan d'actions 2017-2020 du Comité Régional de la Mobilité.

3 – Le développement de l'information et la participation au déploiement du Service Public Régional de l'Orientation et de l'évolution professionnelle, pour une meilleure insertion professionnelle

La formation et l'emploi constituent les principaux domaines de recherche d'information par les jeunes. Dans cette perspective, le CRIJ entend poursuivre sa participation à la mise en œuvre du Service public régional de l'orientation et de l'évolution professionnelle et inscrire son réseau dans cette démarche.

Le CRIJ, en tant que membre du Service Public Régional de l'Orientation et de l'évolution professionnelle, participe aux travaux conduits dans le cadre des instances régionales chargées de sa gouvernance et de son pilotage. A ce titre, le CRIJ :

- mobilisera son réseau Information Jeunesse pour délivrer un service d'accueil personnalisé et individualisé dans le respect du cahier des charges en vigueur,
- continuera à contribuer au projet de plateforme digitale et collaborative ainsi qu'à sa bonne articulation avec les autres outils numériques développés en matière d'information jeunesse,
- mobilisera le réseau information jeunesse dans l'organisation d'espaces physiques d'information sur les métiers, l'emploi et les formations (salons, forums, tiers-lieux…).

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0302_05-DE

Plus spécifiquement, le CRIJ forme son réseau à l'appropriation d'une démarch
parcours. Il favorise ainsi la capacité des professionnels à identifier la globalité
parcours. Ainsi le réseau IJ est un acteur efficace pour mettre en place la continu
le cas échéant, vers d'autres structures du SPRO.

Le CRIJ a un rôle de repérage des structures en capacité de remplir cette mission. Il s'engage à accompagner ces dernières pour qu'elles puissent délivrer un service de qualité, conformément aux critères du cahier des charges régional. Il mobilise les professionnel.le.s en favorisant notamment leur participation aux rencontres organisées par la Région et relaie auprès des structures du réseau l'information produite au niveau régional dans le cadre des instances de gouvernance, de pilotage ou de travail. A ce titre, le CRIJ participe aux réflexions et aux actions du comité de professionnalisation.

Une démarche qualité est engagée afin d'évaluer l'accueil des publics dans les structures Information Jeunesse : les résultats de l'outil d'évaluation de l'engagement qualité, spécifiquement expérimenté en 2017 et 2018 dans le cadre de l'API, seront partagés. Cette action permettra de nourrir la réflexion des orientations stratégiques du réseau IJ, notamment dans l'accueil des publics.

4 – L'accès des jeunes à l'information pour une meilleure qualité de vie

Dans le cadre de ses missions, le CRIJ assure l'information des jeunes sur les questions relatives au logement avec d'une part l'actualisation et l'animation d'un site internet consacré à ce sujet diffusant des informations sur les aides financières publiques, les offres de logement, les adresses utiles et des conseils pratiques et, d'autre part, le renforcement du partenariat avec l'URHAJ.

Le CRIJ répertoriera les différents lieux d'accès à l'information que proposent les structures IJ hors de leurs lieux d'accueil « formalisés » : établissements scolaires, espaces jeunes, plages, forums, tiers lieux…,

5- La contribution du réseau Information Jeunesse au dialogue structuré engagé pour l'élaboration d'un plan de mobilisation pour les jeunesses de Bretagne

Le CRIJ participera, en tant que tête de réseau régionale, aux réflexions engagées dans le cadre du dialogue structuré lancé conjointement par l'Etat et la Région en application de la loi Égalité Citoyenneté. Cette participation portera notamment sur les :

- L'observation des stratégies d'observation des jeunes :

  Depuis 2008, le CRIJ réalise une enquête sur les stratégies d'information des jeunes. S'appuyant sur le réseau des Points Information Jeunesse et des Bureaux Information Jeunesse, ce travail d'observation des modes de vie des jeunes et de leurs besoins permettra ainsi d'engager une réflexion sur les questions d'adaptation des outils et des pratiques professionnels aux évolutions des modes de vie des jeunes et de leurs attentes.

  L'élaboration de l'enquête et de la méthodologie a reposé sur un groupe de travail associant les partenaires financeurs. La phase d'enquête a été finalisée en juin 2018 et a fait l'objet d'une analyse partagée et d'échanges entre expert.e.s scientifiques, professionnel.le.s, élu.e.s et jeunes.

  Les résultats de cette analyse seront diffusés sur l'ensemble de la région en 2019. Ils viendront compléter l'état des lieux réalisés dans le cadre du dialogue structuré et seront partagés dans le cadre des réflexions menées, à ce titre, pour une observation sur la durée de la situation des jeunesses de Bretagne ;

- La journée « En Bretagne, on bouge pour et avec les jeunes » ;
- L'organisation, sur chaque département, de temps (séminaire des élu.e.s, « Quinzaine de l'IJ »…) favorisant les échanges entre élu.e.s, professionnel.le.s et les jeunes sur leurs expériences en matière de politiques jeunesse. Le CRIJ s'organise avec les professionnel.le.s du réseau IJ pour partager avec les élu.e.s des collectivités leur expertise sur la question de l'information des jeunes. Un document de capitalisation de ces échanges sera réalisé.

Article 2 – Montant de la participation financière de la Région

Au vu du budget prévisionnel 2019, joint en annexe de la présente convention et des comptes présentés par le bénéficiaire, la Région s'engage à lui verser une subvention globale de fonctionnement d'un montant de 225 000 euros pour l'année 2019.

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0302_05-DE

Article 3 – Date d'effet et durée de la convention

La convention prend effet à compter de sa signature par l'ensemble des parties, son échéance est fixée au 31 décembre 2021.

Article 4 - Délai de validité de la subvention

La subvention sera annulée, totalement ou partiellement, dans un délai de 24 mois à compter de la signature de la convention par les deux parties si le bénéficiaire n'a pas justifié de la réalisation du programme d'actions financé.

Article 5 – Conditions d'utilisation de la subvention

5.1 - Le bénéficiaire s'engage à utiliser la subvention pour la seule réalisation de ses objectifs et activités statutaires, tels qu'ils sont présentés en annexe 1 de la présente convention.

5.2 - Il s'engage à ne pas employer tout ou partie de la subvention reçue de la Région au profit d'un autre organisme privé, association, société ou œuvre.

5.3 - Il accepte que la subvention ne puisse en aucun cas donner lieu à profit.

5.4 - Il s'engage en vertu de l'article L. 1611-4 du CGCT, à fournir à la Région, une copie certifiée de ses budgets et de ses comptes de l'exercice écoulé, ainsi que tous documents faisant connaître les résultats de son activité.

5.5 - Il est seul responsable à l'égard des tiers, y compris pour les dommages de toute nature qui seraient causés à ceux-ci lors de l'exécution de ses activités.

Article 6 – Communication

6.1 - Le bénéficiaire s'engage à mentionner le soutien financier de la Région, notamment en faisant figurer le logo de la Région sur ses documents de communication réalisés postérieurement à l'attribution de la subvention.

6.2 - Il s'engage également à faire mention du soutien de la Région dans ses rapports avec les médias.

Article 7 – Modalités de versement

7.1- La subvention est versée au bénéficiaire par la Région comme suit :

- Une avance de 75 % du montant mentionné à l'article 2, dès la signature de la présente convention.
- Le solde de 25% à la remise d'une copie certifiée du compte annuel de l'exercice écoulé, d'un bilan d'activité détaillé de l'association identifiant les axes de travail inscrits dans la présente convention et à la tenue d'un entretien annuel de bilan de mise en œuvre de la présente convention.

7.2- Le paiement dû par la Région sera effectué sur le compte bancaire suivant du bénéficiaire :

- Numéro de compte : <15589>
- Nom et adresse de la banque : <35121>
- Nom du titulaire du compte : <00351534544>

Article 8 – Imputation budgétaire

La subvention accordée au bénéficiaire sera imputée au budget de la Région, au chapitre 931, **programme n°302**, opération n° 19004269.

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0302_05-DE

Article 9 – Modalités de contrôle de l'utilisation de la subvention

9.1 - La Région peut procéder à tout contrôle qu'elle juge utile, directement ou
dûment mandatés par elle, pour s'assurer du respect de ses engagements par le b

9.2 - La Région se réserve le droit d'exercer un contrôle sur pièces et sur place, qui consiste en un examen des comptes et de la gestion du bénéficiaire. Ce dernier s'engage ainsi à donner au personnel de la Région, ainsi qu'aux personnes mandatées par elles, un droit d'accès approprié aux sites, locaux ou siège de l'organisme.

9.3 - Il s'engage à informer la Région des modifications intervenues dans ses statuts.

Article 10 – Suivi de la convention

La Région est membre du comité des financeurs, inscrit dans les statuts du CRIJ et qui a pour objectif de formaliser un dialogue de gestion entre l'association et ses partenaires financiers. Dans ce cadre, la Région pourra s'assurer de la mise en œuvre des objectifs de la convention et de la solidité financière de l'association. Des réflexions seront engagées pour un suivi analytique des objectifs inscrits dans la convention au regard de la mise en œuvre de la comptabilité analytique.

Par ailleurs, la Région organisera avec le CRIJ au moins une rencontre annuelle qui auront pour objet l'échange sur les perspectives de travail communes et sur l'adéquation entre les priorités régionales et les actions du CRIJ.

Article 11 – Modification de la convention

Toute modification des termes de la présente convention, y compris de ses annexes, doit faire l'objet d'un avenant écrit entre les parties, conclu dans les mêmes formes et conditions que la présente convention.

Article 12 – Dénonciation et résiliation de la convention

12.1 - Le bénéficiaire peut renoncer à tout moment à l'exécution de la présente convention, par lettre recommandée avec accusé de réception adressée à la Région. Dans ce cas, la résiliation de la convention prend effet à l'expiration d'un délai de 30 jours à compter de la réception de la lettre. La Région se réserve alors le droit de demander le remboursement partiel ou total de la subvention.

12.2 - En cas de non-respect de ses obligations contractuelles par le bénéficiaire, la Région se réserve le droit de résilier la présente convention. La résiliation prendra effet à l'expiration d'un délai de 30 jours suivant la réception par le bénéficiaire d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure restée sans effet. La Région pourra alors exiger le remboursement partiel ou total de la subvention.

12.3 - La Région peut de même mettre fin à la convention, sans préavis, dès lors que le bénéficiaire a fait des déclarations fausses ou incomplètes pour obtenir la subvention prévue dans la convention. Ce dernier sera alors tenu de rembourser la totalité de la subvention.

Article 13 – Modalités de remboursement de la subvention

En cas de résiliation ou de dénonciation de la convention, la Région se réserve le droit de demander, sous forme de titre exécutoire, le remboursement total ou partiel des sommes versées.

Article 14 – Litiges

14.1- En cas de litige relatif à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de rechercher un accord amiable.

14.2- En cas de désaccord persistant, le litige sera porté à l'appréciation du Tribunal administratif de Rennes.

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0302_05-DE

Article 15 – Exécution de la convention

Le Président du Conseil régional, le Payeur régional de Bretagne et le Bénéficiaire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente convention.

Fait à , le .../.../...

En deux exemplaires

POUR LE BENEFICIAIRE,

POUR LA REGION,

Le Président du Conseil régional,

Loïg CHESNAIS-GIRARD

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0302_05-DE

ANNEXE

CRIJ Bretagne
BUDGET PREVISIONNEL 2019 GLOBAL

N° Compte	SECTIONS	TOTAL
COMPTES DE CHARGES		
60	**ACHATS**	**66 850 €**
	Fournitures consommables	12 350 €
	Prestations de services / Editions	42 000 €
	Fournitures d'entretien et de petit équipement	3 000 €
	Fournitures de bureau	3 000 €
	Photocopies	4 000 €
	Fournitures animations	2 500 €
61	**SERVICES EXTERIEURS**	**80 352 €**
	Locaux / location de salles de réunion	30 000 €
	Location matériel	18 000 €
	Entretien des locaux	7 900 €
	Entretien et réparation matériel	18 852 €
	Assurances	3 800 €
	Documentation	1 800 €
62	**AUTRES SERVICES EXTERIEURS**	**120 350 €**
	Prestations diverses : honoraires etc.	49 000 €
	Hébergement	5 450 €
	Restauration	5 700 €
	Transports	6 000 €
	Sites Internet	37 000 €
	Affranchissements	6 000 €
	Téléphone	10 900 €
	Services bancaires et assimilés	300 €
63	**IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS**	**- 10 500 €**
	Taxe sur salaires	- 20 500 €
	Formation professionnelle continue	10 000 €
64	**CHARGES DE PERSONNEL**	**462 748 €**
	Salaires et appointements	272 462 €
	Cotisations patronales	181 536 €
	Autres charges de personnel	8 750 €
65	**AUTRES CHARGES GESTION**	**400 €**
	Droits d'auteur et de reproduction	- €
	Cotisations (liées à la vie statutaire)	400 €
	Autres droits et valeurs similaires	- €
67	**CHARGES EXCEPTIONNELLES**	**16 500 €**
68	**DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS PROVISIONS ET ENGAGEMENTS**	**24 000 €**
TOTAL DES CHARGES		**760 700 €**

N° Compte	SECTIONS	TOTAL
COMPTES DE PRODUITS		
70	**PRODUITS FINIS**	
	Vente de produits finis	**44 000 €**
	Prestations de service	**12 000 €**
	Vente de marchandises	**2 000 €**
74	**SUBVENTIONS D'EXPLOITATION**	**661 200 €**
	Min. Education Nationale	**- €**
	Direction régionale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale Bretagne	**220 000 €**
	Direction régionale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale Bretagne - Mobilité internationale	**5 000 €**
	Ministère de la Transition énergétique - DDTM 29	**2 500 €**
	Commissariat Général à l'égalité des territoires	**- €**
	Conseil régional	**220 000 €**
	Conseil régional - Projet spécifique	**5 000 €**
	Conseil départemental - Côtes d'Armor	**- €**
	Conseil départemental - Finistère	**42 000 €**
	Conseil départemental - Finistère - Projet spécifique	**27 000 €**
	Conseil départemental - Ille-et-Vilaine	**40 000 €**
	Conseil départemental - Ille-et-Vilaine - Projets	**10 000 €**
	Conseil départemental - Morbihan	**40 000 €**
	Fonds privés	
	Fédération bretonne des CAF	**45 000 €**
	CAF 29	**4 700 €**
75	**AUTRES PRODUITS**	**- €**
	Cotisations	**- €**
	Frais d'inscription	**- €**
76	**PRODUITS FINANCIERS**	**500 €**
78	**REPRISES SUR AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS**	**39 000 €**
	Fonds dédiés	**32 000 €**
	Reprise départ Malika	7 000 €
79	**TRANSFERT DE CHARGES**	**2 000 €**
	Transfert de charges d'exploitation	2 000 €
TOTAL DES PRODUITS		**760 700 €**
SOLDE DE GESTION		**- €**

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0302_05-DE

Propositions de formalisation des axes de travail de l'année 2019

dans le cadre de la convention CRIJ/Conseil régional 2018-2020

Introduction

Dans le prolongement de la scission de l'Association, un travail de modification des statuts et de refonte du Projet associatif est entamé début 2019.
Une démarche d'appropriation des axes de préconisations partagés Région-Etat constitue le point de départ pour l'élaboration de ce nouveau projet.
Sans préjuger de ce qui sera défini en terme d'actions concrètes, des directions claires émergent dès à présent, elles sont résumées ci-dessous et pourront servir de socle à la définition des orientations 2019, dans le cadre de la convention qui nous lie jusqu'en 2020.

1. Animation des territoires et expertise IJ

1.1. Rappel des missions conservées.

*Le CRIJ Bretagne (CRIJB) assure la **coordination et l'animation** d'une soixantaine de Points ou Bureaux Information Jeunesse en :*

- ***1.1.1.*** *Elaborant, en complémentarité à la documentation nationale et en concertation avec le réseau régional, des supports d'information (guides, fiches pratiques, ...) ;*
- ***1.1.2.*** *Assurant leur diffusion dans le réseau ;*
- ***1.1.3.*** *Apportant un appui technique aux structures labellisées Information Jeunesse ;*
- ***1.1.4.*** *Animant des espaces d'échanges et d'Information entre acteurs du réseau Information Jeunesse,*
- ***1.1.5.*** *Participant à la professionnalisation du réseau par la mise en oeuvre notamment de formations.*

*Le CRIJB assure la production **d'un état des lieux** du réseau Information Jeunesse qui constitue une base pour identifier les territoires sur lesquels la présence du réseau Information Jeunesse mériterait d'être renforcée au regard des données démographiques et de l'implantation ou non de structures d'accueil de jeunes, autres que celles du réseau Information jeunesse.*

1.2. Orientations pour 2019

- Finaliser une convention de subdélégation avec l'ADIJ afin de clarifier les domaines d'intervention ;
- Associer le réseau à une refonte totale du mode de publication de l'expertise IJ ;
- Simplifier et mettre en cohérence les contributions financières des membres du réseau ;
- Organiser une Rencontre Régionale des professionnels Information Jeunesse dans les Côtes d'Armor ;

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0302_05-DE

- Organiser des rencontres départementales d'élus avant l'été ;
- Mettre en réflexion un argumentaire politique et produire des éléments de langage pour valoriser l'IJ, dans un contexte préélectoral ;
- Créer une veille professionnelle d'information pour les élus et pour les professionnels;
- Poursuivre l'accompagnement des structures vers le nouveau label IJ :
    - Dans le 22 : encore 11 structures sur 15
    - 29 : 10 sur 13
    - 35 : 11 sur 17
    - 56 : 15 sur 16
- Mise en place d'une étude sur "Les enjeux de l'accès à l'information dans les politiques territoriales de jeunesse", observation, modélisation des expériences de changement d'échelle des territoires d'intervention de l'IJ et des politiques de Jeunesse. En lien avec les travaux initiés par la Région, et suivant une initiative de la DDCS 35 ;
- Accompagnement des SIJ vers la transition numérique des pratiques professionnelles et de la prise en compte des enjeux de l'inclusion numérique de leur public.

2. Promotion de la mobilité internationale comme contribution à l'engagement et à la citoyenneté des jeunes

2.1 Rappel des missions conservées

Le CRIJB participe au réseau des développeurs de la mobilité de l'Agence Erasmus+ Education- Formation et au Comité Régional de la Mobilité co-pilotés par l'État et la Région. En tant que partenaire de l'État et de la Région pour la mise en œuvre de la stratégie régionale de mobilité européenne et internationale, le CRIJB pilote le chantier stratégique "Lisibilité de l'information sur la mobilité internationale en Bretagne".

Pour ce faire, il met en œuvre les actions suivantes :

- *l'animation du site « En route pour le monde » (animation du site à destination des jeunes, alimentation de l'espace pro, création et animation d'un comité éditorial) ;*
- *la réalisation d'une newsletter mensuelle à destinations des professionnels ;*
- *la mise en place et l'animation d'un réseau de structures de primo-information (la réalisation d'une cartographie des structures de primo--information, organisation d'une journée régionale dédiée aux professionnels).*

Ces actions ont été définies et seront suivies en liens étroits avec les services de l'État et de la Région, dans le cadre du plan d'action 2017-2020 du Comité Régional de la Mobilité.

2.2 Orientations pour 2019

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0302_05-DE

- Animer et mettre à jour le site “En Route Pour Le Monde-Jeunes” : info actualités des acteurs de la mobilité. Intégration de flux d’actualités des autres acteurs de la mobilité;
- Suite à la consultation du réseau IJ, renforcer la formation des professionnels sur la mobilité ;
- Sensibilisation des jeunes aux enjeux des élections européennes ;
- Nouveau site, recherche de convergence avec d’autres sites d’informations sur la mobilité.

Actions dans le cadre du COREMOB :

- Pilotage de l’écriture d’une charte pour les structures de primo-information pour formaliser les engagements réciproques (démarche qualité) ;
- Animer et mettre à jour le site ERPLM-pro : info actualités des acteurs de la mobilité. Intégration de flux d’actualités des autres acteurs de la mobilité ;
- Mettre en place un répertoire des “jeunes ambassadeurs” de la mobilité pour enrichir les manifestations par des témoignages “pairs à pairs”; à l’étude : Formation de ces “Jeunes ambassadeurs” à l’animation événementielle, selon possibilité de financement. Accompagner et développer la diffusion de la newsletter (Obj: 10 % d’augmentation sur les abonnements) ;
- Mise à jour de la cartographie des structures de primo information, et cartographie des témoignages.

3. Le développement de l'information et la participation au déploiement du Service Public Régional de l’Orientation et de l'Evolution Professionnelle pour une meilleure insertion professionnelle

3.1 Rappel des missions conservées

La formation et l'emploi constituent les principaux domaines de recherche d'information par les jeunes. Après une année difficile (absence longue durée de la personne référente du CRIJB), le CRIJB entend poursuivre sa participation à la mise en œuvre du Service public Régional de l'Orientation et de l'Evolution Professionnelle et inscrire son réseau dans cette démarche.

Le CRIJB, en tant que membre du Service Public Régional de l'Orientation et de l'Evolution Professionnelle, participe aux travaux conduits dans le cadre des instances régionales chargées de sa gouvernance et de son pilotage. A ce titre, il est attendu que le CRIJB puisse mobiliser et former son réseau Information Jeunesse pour délivrer un service d'Accueil Personnalisé et Individualisé dans le respect du cahier des charges en vigueur.
Le CRIJB a un rôle de repérage des structures en capacité de remplir cette mission. Il s'engage à accompagner ces dernières pour qu'elles puissent délivrer un service de qualité, conformément aux critères du cahier des charges régional. Il mobilise les professionnels en favorisant notamment leur participation aux rencontres organisées par la Région et relaie auprès des structures du réseau l'information produite au niveau régional dans le cadre des instances de gouvernance, de pilotage ou de travail.

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0302_05-DE

Cet axe de travail relatif à l'Accueil Personnalisé et Individualisé fait l'objet d'une convention d'application spécifique entre la Région et le CRIJB au titre de la politique de formation et du Service Public Régional d'Orientation et d'Evolution Professionnelle précisant ainsi les modalités de partenariat.

3.2 Orientations 2019

- Mise en oeuvre de l'outil de mesure de la satisfaction des usagers, dans le cadre de l'API, à mettre en cohérence avec les exigences du nouveau Label IJ de l'Etat concernant la démarche qualité (mise en oeuvre de façon unifiée sur l'ensemble du territoire national.) ;
- Poursuite de la participation du réseau Information Jeunesse au dialogue structuré avec les élus. Depuis 2008, le CRIJB réalise une enquête sur les stratégies d'information des jeunes. S'appuyant sur le réseau des Points Information Jeunesse et des Bureaux Information Jeunesse, ce travail d'observation des modes de vie des jeunes et de leurs besoins a été mis à jour en 2018, il permet ainsi d'engager une réflexion sur les questions d'adaptation des outils et des pratiques professionnels aux évolutions des modes de vie des jeunes et de leurs attentes. L'élaboration de l'enquête et de la méthodologie a reposé sur un groupe de travail associant les partenaires financeurs.

La passation de l'enquête sera finalisée en juin 2019 et fera l'objet d'une analyse partagée et d'échanges entre experts scientifiques, professionnels, élus et jeunes.
Les résultats de cette analyse seront diffusés sur l'ensemble de la région dès la fin de l'année 2019 et contribueront ainsi au dialogue structuré.

De plus, le CRIJB va mettre en oeuvre une solution numérique complètement repensée dans une logique de web-services, d'un accueil en ligne jusqu'à 21h en semaine, d'une valorisation des initiatives sur les territoires, de complémentarité et de valorisation des ressources existantes.

Étapes	Démarche pour la refondation du projet associatif
1 janvier	Scission effective et déménagement du CRIJB. Préconisations communes de la Région et de l'Etat.
2 février	Reprises des préconisations par les professionnels du CRIJB.
3 mars	Premiers axes de travails présentés lors de la Conférence des financeurs.

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0302_05-DE

4 avril	Consultation des professionnels des 4 réseaux IJ Voir infographie Prezi en ligne: https://urlz.fr/9ual
5 mai	Adoption des nouveaux statuts, constitution d'un nouveau CA et d'un groupe de travail.
6 juin	Finalisation du projet associatif et des axes de travail pour 2019.

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0302_05-DE

Participation à l'achat du premier équipement professionnel des lycéens

Rendu-compte 2019

Lors de cette commission permanente, il vous est rendu compte de l'attribution de l'aide au premier équipement des lycéens, conformément au règlement budgétaire et financier adopté lors de la session des 15 et 16 décembre 2011.

Année scolaire 2018-2019

Les montants attribués entre le 1er juillet 2018 et le 30 juin 2019 concernent **3 329** lycéens pour un montant de **371 650** euros.

Les deux tableaux suivants détaillent les aides accordées par sexe et barème.

Bénéficiaires par sexe :

Sexe	Nombre de bénéficiaires	Montant attribué
Féminin	771	92 450 €
Masculin	2 558	279 200 €
Total	**3 329**	**371 650 €**

76,8 % des aides concernent des garçons, ce qui correspond à la répartition des élèves par sexe dans les filières professionnelles.

Bénéficiaires en fonction des barèmes :

SECTEUR	Barème	Nombre de bénéficiaires	Montant attribué
Autres secteurs (liste limitative des formations éligibles)	60 €	518	31 080 €
Agriculture, Mécanique, Electricité, Electrotechnique, Graphisme, Maritime, Métaux, Carrosserie, Serrurerie	100 €	1 912	191 200 €
Métiers de l'alimentaire, Bâtiment, Optique, Travaux publics, Métiers de la Sécurité, Plasturgie	150 €	409	61 350 €
Métiers de l'hôtellerie restauration, Bois	180 €	489	88 020 €
Coiffure et esthétique, Horlogerie	300 €	0	0 €
	Total	**3 329**	**371 650 €**

51,4 % du budget concerne les secteurs rattachés au barème de 100 € et 23,7 % sont rattachés au barème de 180 €.

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0302_05-DE

Bénéficiaires en fonction des réseaux et des secteurs :

Réseau	Secteur	Nombre de bénéficiaires	Montant attribué	Nombre établissements
Agricole	Privé sous contrat	510	50 760 €	11
Agricole	Public	29	2 900 €	1
Education nationale	Privé sous contrat	1 371	160 570 €	17
Education nationale	Public	1 122	127 720 €	18
FRMFR	Privé sous contrat	192	19 200 €	5
Maritime	Public	105	10 500 €	2
Total		**3 329**	**371 650 €**	**54**

Complément d'information

Il est précisé que depuis la rentrée scolaire 2016, les lycées ont la possibilité de conventionner avec la Région Bretagne (dispositif « pass ressources pédagogiques ») afin de devenir propriétaire des équipements, les mettre à disposition des lycéens et transférer la propriété au terme du cursus scolaire. La subvention régionale est calculée en fonction de l'effectif concerné et des forfaits applicables pour l'aide directe versée aux jeunes.
Ainsi, afin de disposer de l'effort global réalisé par la collectivité régionale sur ce sujet, il est nécessaire de disposer du volet « premier équipement professionnel » du pass ressources pédagogiques mobilisé par les lycées bretons :

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0302_05-DE

Bénéficiaires en fonction des réseaux et des secteurs (dispositif « p pédagogiques ») :

Réseau	Secteur	Nombre de bénéficiaires	Montant attribué
Agricole	Privé sous contrat	144	14 400 €
Agricole	Public	382	34 586 €
Education nationale	Privé sous contrat	701	107 443 €
Education nationale	Public	3 573	438 309 €
FRMFR	Privé sous contrat	303	30 298 €
Maritime	Public	111	10 376 €
Total		**5 214**	**635 412 €**

Soit, grâce à ces deux dispositifs régionaux, un total de **8 543** lycéens professionnels bénéficiaires pour des aides régionales de **1 M€.**

Je vous serais obligé de bien vouloir donner acte de l'attribution des aides.

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0302_05-DE

L'AIDE REGIONALE A L'ACCUEIL DE JEUNES VOLONTAIRES EUROPENS ET INTERNATIONAUX DANS LES ETABLISSEMENTS DE FORMATION BRETONS

(SOUS STATUT « SERVICE VOLONTAIRE EUROPEEN », « CORPS EUROPEEN DE SOLIDARITE » OU « SERVICE CIVIQUE »)

REGLEMENT D'INTERVENTION

Dans le cadre de sa Charte d'engagement pour les jeunes, adoptée en 2011 et actualisée en 2013, la Région Bretagne a affiché sa volonté d'encourager les projets favorisant l'ouverture internationale et la citoyenneté européenne des jeunes.

Partant du constat que la mobilité entrante des jeunes volontaires européens et internationaux est, à ce jour, peu développée en Bretagne, la Région souhaite soutenir et augmenter les offres d'accueil dans les établissements de formation bretons. Pour ce faire, elle propose de conforter les accueils de jeunes étrangers mis en œuvre dans le cadre du Service Volontaire Européen et du Service Civique, en soutenant les organisations bretonnes qui contribuent au développement de l'offre d'accueil.

Ce dispositif doit permettre, d'une part, de soutenir les établissements de formation dans leur dynamique d'ouverture au monde et, d'autre part, d'encourager l'engagement des jeunes en faisant connaître les dispositifs qui offrent de vivre une activité de volontariat en France, en Europe ou dans le monde. Ces accueils contribueront en effet à développer les offres d'envoi pour les jeunes bretons, très demandeurs de ces engagements volontaires à l'international.

Une première année d'expérimentation, en 2015/2016, a permis de confirmer l'intérêt des établissements de formation pour ces formes d'accueil et d'identifier des démarches partenariales remarquables entres établissements de formation et structures de coordination de l'accueil ou d'intermédiation. Ces dernières jouent un rôle essentiel de facilitateur administratif et financier mais aussi d'accompagnement pédagogique des jeunes volontaires.

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0302_05-DE

I. L'AIDE A L'ACCUEIL DE JEUNES VOLONTAIRES EUROPEENS ET INTERNATIONAUX

1. CRITERES D'ATTRIBUTION

L'aide régionale vise à **soutenir les organisations bretonnes qui contribuent au développement de l'offre d'accueil** de jeunes volontaires européens et internationaux dans les établissements de formation bretons. L'accueil de ces jeunes doit s'adosser sur un dispositif d'engagement volontaire des jeunes, au service de l'intérêt général. Il peut s'agir du **Service Volontaire Européen» , du « « Corps Européen de Solidarité** ou du **Service Civique** (ou des dispositifs équivalents créés dans les pays d'envoi : service civil italien, volontariat franco-allemande de l'Office Franco-allemande de la jeunesse…).

Le Service Volontaire Européen (SVE) est un dispositif qui offre l'opportunité aux jeunes de vivre une expérience de mobilité et d'engagement dans un autre pays. Il est ouvert aux jeunes de 17 à 30 ans pour des projets de deux à douze mois. Aucun niveau de langue, de diplôme ou de formation n'est requis pour y participer. La subvention de l'Union européenne est versée directement à la structure qui coordonne le projet. Elle doit aider à couvrir les frais de transport, d'hébergement, de nourriture et d'activités du projet SVE. Les jeunes volontaires reçoivent de l'argent de poche et leur protection sociale est assurée. Ils bénéficient également de formations et d'un soutien linguistique en ligne et d'un tutorat tout au long de leur projet SVE.

Le Service Civique est un dispositif visant à développer l'engagement volontaire au service de l'intérêt général. Il est ouvert aux jeunes de 16 à 25 ans, sans condition de diplôme. Le Service Civique, indemnisé 573 euros net par mois, peut être effectué auprès d'associations, de collectivités territoriales (mairies, départements ou régions) ou d'établissements publics (musées, collèges, lycées…), sur une période de 6 à 12 mois en France ou à l'étranger, pour une mission d'au moins 24h par semaine.

Les bénéficiaires de cette aide régionale peuvent donc être :

- en priorité, les **structures de coordination de l'accueil** (dans le cas de SVE) ou **d'intermédiation** (dans le cas du service civique) ;

- dans certains cas particuliers, **les structures d'accueil** (cf les établissements de formation éligibles ci-dessous). L'aide pourra être versée directement aux structures d'accueil si celui-ci est organisé sans l'appui d'une structure de coordination ou d'intermédiation, si la situation territoriale le justifie ou si un accord spécifique avec la structure de coordination ou d'intermédiation le justifie.

Pour que le projet soit éligible, le jeune volontaire doit effectuer sa mission dans un établissement de formation breton : Il peut s'agir de **lycées** (publics ou privés, y compris les Maisons Familiales Rurales), de **centres de formation d'apprentis** (CFA) ou d'**établissements de formations sanitaires ou sociales.**

Les structures de coordination de l'accueil ou d'intermédiation doivent avoir leur siège social en Bretagne (cf liste non exhaustive en annexe 1).

Quelques éléments fondamentaux permettant l'éligibilité à l'aide régionale :

- La nécessité de préciser que les jeunes étrangers ne jouent pas un rôle d'assistants de langue : il s'agit de missions définies en lien naturellement étroit avec la direction de l'établissement de formation concernant l'animation de la vie lycéenne, l'animation culturelle, les projets interculturels…. La majorité du temps ne doit pas être dédiée à l'accompagnement du professeur de langues.

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0302_05-DE

- L'engagement de recrutement de futurs volontaires en fonction de leur motivation et non d'abord de leur capacité à parler anglais ou français.

- Le souhait de désigner un tuteur d'activité et un tuteur de vie pour le jeune : cela doit permettre une meilleure intégration de celui-ci dans son établissement, dans son territoire…

- La nécessité d'intégrer le jeune sur son territoire et non stricto sensu au sein de son établissement : pour se faire, il est utile de prendre attache avec des structures associatives locales.

- L'accompagnement des jeunes étrangers dans un projet collectif à dimension interculturelle.

- Le contact nécessaire en amont avec les institutions (Région Bretagne et Etat/DRJS et Rectorat) et les structures de coordination des projets européens en cours « SVE stratégique » et « B.E.S.T. » (BIJ de Lorient, de Brest, Gwennili à Quimper, la Mapar à Redon, JTM à Rennes, la Ligue de l'Enseignement 22 et la FDMJC 22) afin d'éviter une concurrence et de conforter une cohérence territoriale et de qualité.

L'instruction des dossiers se fera dans le cadre de l'enveloppe financière annuelle votée lors du budget régional.

2. MODALITES D'ATTRIBUTION

a. Composition du dossier

Les éléments suivants doivent constituer le dossier de demande d'aide :

Pour toutes les structures candidates :

- Dossier de candidature complété ;
- Relevé d'Identité Bancaire de la structure bénéficiaire de l'aide régionale ;
- tout autre document que la Région pourrait demander afin de vérifier la conformité des informations renseignées.

Pour les accueils de jeunes en SVE ou en « Corps Européen de Solidarité » :

- Copie de l'accréditation à l'accueil et à la coordination,
- Copie de la convention financière signée avec l'Agence Erasmus+,
- Copie du Contrat d'activité (ou Volontary agreement).

Pour les accueils de jeunes en Service Civique :

- Copie de l'agrément « service civique »,
- Copie de la convention existante entre l'organisme français et l'organisme d'envoi à l'étranger.
- Le cas échéant, copie de la convention tripartite entre le volontaire, la structure agréée qui met à disposition le volontaire, et l'organisme d'accueil.

b. Dépôt de la demande

Les dossiers de demande d'aide doivent parvenir à la Région **au plus tard dans les deux mois suivant le début de l'accueil du jeune volontaire.**

Ils doivent être adressés à Monsieur le Président du Conseil Régional de Bretagne, à l'adresse suivante :

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0302_05-DE

Conseil régional de Bretagne
SPRED – Service des projets éducatifs, citoyens et de la mobilité des jeunes
283, avenue du Général Patton - CS 21101
35711 Rennes cedex

c. Montant de la subvention

Le montant attribué s'élèvera à **100 € /mois pour l'accueil d'un jeune volontaire, dans la limite de 10 mois.**

Cas pour les mois incomplets : de 0 à 15 jours : 50 €

de 15 à 30 jours : 100 €

d. Versement de la subvention

Suite à l'instruction par les services, les dossiers sont examinés par la Commission Permanente des élus de la Région. Le calendrier des Commissions Permanentes pour l'année en cours est disponible auprès du Conseil régional de Bretagne.

Les subventions votées par la Commission Permanente font l'objet d'un arrêté. Elles sont versées en deux fois :

- une avance de 80% suite au vote,
- le solde à réception du bilan.

Le bilan des actions réalisées doit obligatoirement être envoyé dans **les deux mois** qui suivent la fin de l'accueil du jeune volontaire. Il comprend les parties 4 et 5 du dossier de candidature, soit l'attestation de présence et le budget réalisé de l'accueil.

L'instruction du bilan déclenche le versement du solde de la subvention. Si les éléments de bilan ne parviennent pas à la Région dans les délais impartis, l'intégralité de la subvention pourra être annulée.

Par ailleurs, la subvention pourra faire l'objet d'un reversement total à la Région si l'accueil n'a pas été réalisé, ou d'un reversement partiel à la Région si l'accueil a été plus court que prévu. La subvention sera alors recalculée au prorata de la durée réelle de l'accueil.

De même, dans l'hypothèse où le budget réalisé serait inférieur au budget prévisionnel, le montant de la subvention sera recalculé au prorata du budget réalisé et la Région émettra un titre de recette pour le reversement du trop perçu de subvention.

En aucun cas la subvention ne pourra être revue à la hausse.

e. Contrôle de l'utilisation de la subvention régionale

La Région peut procéder à tout contrôle qu'elle juge utile, directement ou par des personnes ou organismes dûment mandatés par elle, pour s'assurer du respect des conditions et modalités du présent règlement par le bénéficiaire.

La Région se réserve le droit d'exercer un contrôle sur pièces et sur place, qui consiste en un examen de l'ensemble des pièces justificatives, des recettes et dépenses relatives à l'accueil financé dans le cadre de la présente convention.

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0302_05-DE

Annexe 1 – Liste non exhaustive des structures d'intermédiation ou de coordination de l'accueil

- La Fédération Départementale des Maisons des Jeunes et de la Culture des Côtes d'Armor
- La Ligue de l'enseignement des Côtes d'Armor
- le Bureau Information Jeunesse de Brest
- l'association « Gwennili »
- l'association « Jeunes à Travers le Monde »
- la Maison d'Accueil du Pays de Redon (MAPAR)
- le Bureau Information Jeunesse de Lorient
- la Fédération Départementale 35 des Maisons Familiales Rurales
- ...

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0302_05-DE

CONVENTION DE SUBVENTION 201 MULTI-BENEFICIAIRES

pour un projet de mobilité de l'enseignement et de la formation professionnels au titre du programme ERASMUS+

2019-1-FR01-KA102-061528

La présente convention est établie entre :

D'une part,

Agence Erasmus+ France / Education Formation

Groupement d'intérêt public créé le 23/08/2000

9 rue des gamins - CS 71965 - 33088 Bordeaux Cedex

L'agence nationale, ci-après dénommée « l'agence nationale », représentée pour les besoins de la signature de la présente convention par **Madame Laure Coudret-Laut, directrice** et agissant par délégation de la Commission européenne, ci-après dénommée « la Commission ».

Et d'autre part, le « coordinateur »,

REGION BRETAGNE

Numéro d'enregistrement officiel : 233500016

283 AV GAL GEORGES PATTON CS 21101 35711 RENNES CEDEX 7 CEDEX 7

Code PIC : 952793365

ci-après dénommé « le coordinateur », représenté pour les besoins de la signature de cette convention par **Jean-Daniel HECKMANN, Directeur Général des Services par intérim**.

et les autres bénéficiaires mentionnés dans l'annexe **II**, collectivement dénommés « les bénéficiaires», et dûment représentés pour la signature de la convention par le coordinateur en vertu des mandats inclus dans l'annexe V ; chacun d'eux étant individuellement identifié comme un « bénéficiaire » aux fins de la présente convention lorsqu'une disposition s'applique sans distinction au coordinateur ou à un autre bénéficiaire,

ont convenu

Des conditions particulières (ci-après dénommées « les Conditions particulières ») et des annexes suivantes :

Annexe I	Les conditions générales
Annexe II	Description du projet - Budget prévisionnel - Liste des bénéficiaires
Annexe III	Règles financières et contractuelles
Annexe IV	Taux applicables
Annexe V	Procurations données au coordinateur par les autres bénéficiaires
Annexe VI	Modèles de conventions à utiliser entre bénéficiaires et participants

faisant partie intégrante de cette convention, ci-après dénommée « la convention ».

Les dispositions des Conditions particulières prévalent sur celles énoncées dans ses annexes.

Les dispositions de l'annexe **I**, les Conditions générales, telles que publiées à cette adresse : https://www.erasmusplus.fr/docs/2019/documentation/fiche_contrat/conditions-generales-2019-multi-beneficiaire-en.pdf prévalent sur les autres annexes.

Les dispositions de l'Annexe **III** prévalent sur celles des autres annexes, à l'exception de l'annexe **I**.

Dans l'annexe **II**, la partie budget prévisionnel prévaut sur la partie description du projet.

Cadre réservé à l'agence nationale

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0302_05-DE

Date de vérification :	Visa :

(1) Règlement (UE) N° 1288/2013 du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2013 établissant "Erasmus+", le programme de l'Union pour l'éducation, la formation, la jeunesse et le sport, et abrogeant les Décisions N° 1719/2006/EC, N° 1720/2006/EC et N° 1298/2008/EC.

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0302_05-DE

CONDITIONS PARTICULIERES

ARTICLE I.1 – OBJET DE LA CONVENTION

I.1.1 L'agence nationale décide d'accorder une subvention selon les dispositions énoncées dans les Conditions particulières, les Conditions générales et les autres annexes de la convention pour le projet intitulé *Bretagne - Mobilité OUverture Vers l'Europe pour la Formation Professionnelle-4* au titre du programme Erasmus+, Action clé 1 : Mobilité des individus à des fins d'éducation et de formation, comme décrit à l'Annexe II.

I.1.2 Par la signature de la convention, les bénéficiaires acceptent la subvention et s'engagent à mettre en œuvre le projet, sous leur propre responsabilité.

ARTICLE I.2 – ENTREE EN VIGUEUR DE LA CONVENTION ET DUREE

I.2.1 La convention entre en vigueur à la date de signature par la dernière des parties de la convention.

I.2.2 Le projet dure 24 mois et se déroule du 01/06/2019 au 31/05/2021, dates incluses.

ARTICLE I.3 – MONTANT MAXIMUM ET FORME DE LA SUBVENTION

I.3.1 La subvention maximale accordée est de 219 802,00€

I.3.2 La subvention prend la forme de contributions unitaires et d'un remboursement des coûts éligibles réellement encourus conformément aux dispositions suivantes :

a) D'un remboursement des coûts éligibles de l'action qui sont :

i) Effectivement exposés (frais réels),
ii) Déclarés sur la base de coûts unitaires,
iii) Déclarés sur la base de montants forfaitaires : non applicable,
iv) Déclarés sur la base de taux forfaitaires : non applicable,
v) Déclarés sur la base de la comptabilité analytique du partenaire : non applicable ;

b) D'une contribution unitaire : non applicable ;

c) D'une contribution forfaitaire : non applicable ;

d) D'une contribution à taux forfaitaire : non applicable ;

e) D'un financement non lié aux coûts : non applicable.

I.3.3 Transferts budgétaires autorisés sans avenants

Le bénéficiaire est autorisé à transférer des fonds entre les différentes catégories budgétaires, entraînant une modification du budget prévisionnel et des activités connexes décrites à l'annexe II, sans demander un avenant à la convention au sens de l'article II.13, pour autant que:

- le projet soit mis en œuvre conformément à la candidature approuvée et aux objectifs généraux décrits à l'annexe II
- et que les règles spécifiques suivantes soient respectées:

(a) Les fonds alloués au soutien organisationnel ne peuvent être augmentés.

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0302_05-DE

(b) Un maximum de 20 % du total des fonds alloués initialement aux activités ErasmusPro (soutien organisationnel, voyage et soutien individuel, dont les fonds alloués aux visites de planification préalables) peut être transféré à d'autres types d'activités.

(c) Les fonds alloués initialement aux visites de planification préalables ErasmusPro (voyage et soutien individuel) peuvent être augmentés jusqu'à un maximum de 20 %.

(d) Les fonds alloués initialement à la mobilité du personnel (voyage et soutien individuel) peuvent être augmentés jusqu'à un maximum de 20 %.

(e) Les fonds alloués au soutien des besoins spécifiques et aux coûts exceptionnels en vue d'aider les apprenants ayant moins d'opportunités ne peuvent être transférés à d'autres catégories budgétaires.

ARTICLE I.4 – RAPPORTS ET MODALITES DE PAIEMENT

Les dispositions suivantes relatives aux rapports et au paiement sont applicables :

I.4.1 Paiements

L'agence nationale doit effectuer les paiements suivants au coordinateur :

- Un premier préfinancement ;
- Un ou des préfinancement(s) supplémentaire(s) sur la base de la demande spécifiée à l'article I.4.3 ;
- Un versement de solde, sur la base de la demande de paiement du solde spécifiée à l'article I.4.4.

I.4.2 Versement du préfinancement

Le préfinancement est destiné à fournir un fonds de trésorerie au coordinateur.
Le préfinancement reste la propriété de l'agence nationale jusqu'au versement du solde.
L'agence nationale doit payer au coordinateur dans les 30 jours calendaires suivant l'entrée en vigueur de la convention un préfinancement de 175 841,60€ correspondant à 80 % du montant maximum de subvention spécifié à l'article I.3.1.

I.4.3 Rapport intermédiaire

Rapport intermédiaire : sans objet.

I.4.4 Rapport final et demande de paiement du solde

Dans les 30 jours calendaires suivant la date de fin du projet tel que spécifié à l'article I.2.2, le coordinateur doit compléter un rapport final sur la mise en œuvre du projet et, si applicable, charger l'ensemble des résultats du projet sur la plateforme des résultats de projets Erasmus+ conformément à l'article I.9.2. Ce rapport doit contenir les informations nécessaires pour justifier de la contribution demandée sur la base de contributions unitaires lorsque la subvention prend la forme d'un remboursement de contributions unitaires, ou sur la base d'un remboursement de coûts éligibles effectivement encourus conformément aux dispositions de l'Annexe III.

Le rapport final tient lieu de demande de versement du solde de la subvention par le coordinateur.

Le coordinateur doit certifier que les informations contenues dans la demande de paiement du solde sont exhaustives, fiables et réelles. Il doit certifier également que les coûts encourus peuvent être considérés comme éligibles conformément à la convention et que la demande de paiement est étayée par des pièces justificatives adéquates susceptibles de faire l'objet d'un contrôle ou d'un audit comme décrit à l'article II.27.

I.4.5 Paiement du solde

Agence Erasmus+ France / Education Formation
9 rue des gamins - CS 71965
33088 Bordeaux Cedex

Le paiement du solde est destiné à rembourser ou à couvrir le reste des coûts éligibles encourus par les bénéficiaires pour la mise en œuvre du projet.

L'agence nationale détermine le montant dû au titre du solde en déduisant le montant total des paiements déjà versés du montant total de la subvention conformément aux dispositions de l'article II.25.

Si le montant total des précédents paiements est supérieur au montant final de la subvention déterminé conformément aux dispositions de l'article II.25, l'opération prendra la forme d'une décision de recouvrement selon les modalités prévues à l'article II.26.

Si le montant total des précédents paiements est inférieur au montant final de la subvention déterminé conformément aux dispositions de l'article II.25, l'agence nationale doit payer le solde dans un délai de 60 jours calendaires après la réception des documents mentionnés dans l'article I.4.4, sauf si les articles II.24.1 ou II.24.2 s'appliquent.

Le paiement est conditionné par l'approbation de la demande de paiement du solde et des documents justificatifs qui l'accompagnent. Leur approbation n'emporte reconnaissance ni de la régularité, ni du caractère authentique, complet et correct des déclarations et informations contenues.

Le montant à payer peut toutefois être compensé, sans le consentement du coordinateur, contre tout autre montant dû par le coordinateur à l'agence nationale, jusqu'à la contribution maximale indiquée pour ce coordinateur, dans le budget prévisionnel à l'annexe II.

I.4.6 Notification des montants dus

L'agence nationale doit envoyer une notification formelle au coordinateur :
(a) l'informant de la somme due, et
(b) lui précisant si la notification concerne un préfinancement ou le paiement du solde.

Pour le paiement du solde, l'agence nationale doit également spécifier le montant final de la subvention déterminé conformément à l'article II.25.

I.4.7 Paiements de l'agence nationale au coordinateur

L'agence nationale doit effectuer les paiements au coordinateur.
Les paiements effectués au coordinateur déchargent l'agence nationale de ses obligations de paiements.

I.4.8 Paiements du coordinateur aux autres bénéficiaires

Le coordinateur doit effectuer tous les paiements aux autres bénéficiaires par des virements bancaires et conserver les preuves des montants transférés à chacun des bénéficiaires susceptibles de faire l'objet d'un contrôle ou d'un audit comme décrit à l'article II.27.

I.4.9 Langue dans laquelle sont établies les demandes de paiement et les rapports

Le coordinateur soumet les demandes de paiement et les rapports en français.

I.4.10 Conversion des frais encourus dans une autre devise que l'euro

Les demandes de paiement doivent être libellées en euros.

Toute conversion en euros de coûts exposés dans d'autres monnaies doit être effectuée par les bénéficiaires au taux de change journalier fixé par la Commission et publié sur son site internet applicable le jour où la convention a été signée par la dernière des deux parties.

http://ec.europa.eu/budget/graphs/inforeuro.html

I.4.11 Devise des paiements

Tous les paiements de l'agence nationale sont effectués en euro.

I.4.12 Date des paiements

Les paiements réalisés par l'agence nationale sont considérés comme étant effectués à la date où ils sont débités du compte de l'agence, sauf spécifications contraires de la législation nationale.

I.4.13 Frais bancaires / coûts des transferts

Les frais occasionnés par les transferts sont pris en charge de la manière suivante :
(a) Les frais de transfert facturés par la banque de l'agence nationale sont à la charge de l'agence nationale
(b) Les frais de transfert facturés par la banque du coordinateur sont à sa charge.
(c) Tous les coûts liés aux transferts répétés générés par l'une des parties sont à la charge de la partie à l'origine de la répétition des transferts.

I.4.14 Intérêts de retard

Si l'agence nationale n'effectue pas les paiements dans les délais prévus, les bénéficiaires ont droit à des intérêts de retard. Les intérêts exigibles sont déterminés en fonction des dispositions de la législation nationale en vigueur pour la convention ou des règles de l'agence nationale. En l'absence de telles dispositions, le taux des intérêts de retard est celui appliqué par la Banque centrale européenne pour ses principales opérations de refinancements en euros (« taux de référence »), plus trois points et demi. Le taux de référence doit être le taux applicable au premier jour du mois au cours duquel le délai de paiement expire, comme publié dans la série C du *Journal officiel de l'Union européenne.*

La suspension par l'agence nationale du délai de paiement selon l'article II.24.2 ou du paiement selon l'article II.24.1 peut ne pas être considérée comme un retard de paiement.

Les intérêts de retard doivent couvrir la période comprise entre le jour suivant l'échéance du paiement et la date à laquelle le paiement effectif est réalisé comme établi dans l'article I.4.12. L'agence nationale ne compte pas d'intérêt de retard dans le calcul du montant final de la subvention au sens de l'article II.25.

A titre exceptionnel, lorsque les intérêts calculés sont inférieurs ou égaux à 200 euros, ils ne sont versés au bénéficiaire que sur demande soumise dans les deux mois suivants la réception du paiement de retard.

ARTICLE I.5 – COMPTE BANCAIRE POUR LES PAIEMENTS

Tous les paiements sont effectués par l'agence nationale, en euro, sur le compte bancaire du coordinateur dont les données sont renseignées ci-dessous :

Nom de la banque	
Domiciliation	
Dénomination exacte du titulaire du compte	
Numéro de compte complet (y compris les codes banque)	
Code IBAN	

ARTICLE I.6 – RESPONSABLE DES DONNÉES ET MODALITÉS DE COMMUNICATION ENTRE LES PARTIES

I.6.1 Responsable du traitement des données

Aux fins de l'article II.7, le responsable du traitement des données est le suivant :
Chef de l'unité B.4, Direction B – Jeunesse, Éducation et Erasmus+
Direction générale de l'éducation, de la jeunesse, du sport et de la culture
Commission européenne, B-1049 Bruxelles Belgique

La localisation des données à caractère personnel traitées, en dehors de l'Union Européenne et de l'Espace Economique Européen, par les bénéficiaires et l'accès à ces données sont conformes aux dispositions du règlement (UE) 2018/1725.

I.6.2 Modalités de communication avec l'agence nationale

Toute communication destinée à l'agence nationale concernant le retour de la convention de subvention, des avenants à la convention de subvention, des rapports intermédiaires et finaux ainsi que les éventuelles pièces à contrôler (sous réserve de la mise en place d'une procédure entièrement dématérialisée par la Commission européenne pour la soumission et la transmission des rapports. Le cas échéant, la procédure à suivre sera précisée dans l'espace organisme du coordinateur), et les documents à destination de l'agence comptable est envoyée à l'adresse suivante :

Agence Erasmus+ France / Education Formation
9 rue des gamins - CS 71965 - 33088 Bordeaux Cedex

Toute autre communication destinée à l'agence nationale concernant les termes de la présente convention de subvention doit être soumise via l'espace organisme Pénélope+ https://www.erasmusplus.fr/penelope/login.php. Dans ce cas, le second alinéa de l'article II.3.1 et le second alinéa de l'article II.3.2 ne sont pas applicables.

I.6.3 Modalités de communication à destination des bénéficiaires

Toute communication faite par l'agence nationale à l'intention des bénéficiaires concernant le retour de la convention de subvention, des avenants à la convention de subvention, les décisions financières, les décisions suite à l'introduction d'un recours, et les documents émis par l'agence comptable est envoyée à l'adresse suivante

Jean-Daniel HECKMANN, Directeur Général des Services par intérim
REGION BRETAGNE
283 AV GAL GEORGES PATTON CS 21101
35711 RENNES CEDEX 7 CEDEX 7

direction.generale@bretagne.bzh

Toute autre communication faite par l'agence nationale à l'intention des bénéficiaires concernant les termes de la présente convention de subvention doit être soumise via l'espace organisme Pénélope+ https://www.erasmusplus.fr/penelope/login.php. Dans ce cas, le second alinéa de l'article II.3.1 et le second alinéa de l'article II.3.2 ne sont pas applicables.

ARTICLE I.7 – PROTECTION ET SÉCURITÉ DES PARTICIPANTS

Les bénéficiaires doivent mettre en place des procédures et dispositions appropriées pour assurer la sécurité et la protection des participants à leur projet.

Les bénéficiaires doivent vérifier qu'une couverture d'assurance est prévue pour les participants impliqués dans les activités de mobilité à l'étranger.

ARTICLE I.8 – DISPOSITIONS SUPPLÉMENTAIRES RELATIVES À L'UTILISATION DES RÉSULTATS (Y COMPRIS LES DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE ET INDUSTRIELLE)

Outre les dispositions de l'article II.9.3, si les bénéficiaires produisent des matériels pédagogiques dans le cadre du projet, ils doivent les rendre disponibles sur internet gratuitement et dans le cadre de licences ouvertes.

Une licence ouverte est un moyen par lequel le propriétaire d'une œuvre donne à d'autres, parties l'autorisation d'utiliser la ressource. Une licence est associée à chaque ressource ; il existe différents types de licences ouvertes, selon la portée des autorisations octroyées ou des limitations imposées, et le bénéficiaire est libre de choisir celle qu'il souhaite appliquer à son œuvre. Une licence ouverte doit être associée à chaque ressource produite. Une licence ouverte ne constitue pas un transfert de droits d'auteur ou de droits de propriété intellectuelle (DPI).

ARTICLE I.9 – UTILISATION DES OUTILS INFORMATIQUES

I.9.1 Mobility Tool+

Le coordinateur est tenu d'utiliser Mobility Tool+ pour enregistrer toutes les informations en rapport avec les activités entreprises dans le cadre du projet, y compris les activités non financées par la subvention européenne sur la période totale de mobilité, et de remplir et soumettre le rapport intermédiaire (si disponible sur Mobility Tool + et dans les cas spécifiés à l'article I.4.3) et le rapport final.

Le coordinateur doit renseigner dans Mobility Tool+, la date de début et de fin, le lieu de départ et le lieu d'arrivée de chaque mobilité réalisée au cours du projet.

Au moins une fois par mois pendant la durée du projet, les bénéficiaires doivent renseigner et mettre à jour toute nouvelle information concernant les participants et les activités de mobilité.

I.9.2 Plateforme des résultats de projets Erasmus+

Le coordinateur peut utiliser la plateforme de diffusion du programme Erasmus+ (http://ec.europa.eu/programmes/erasmus-plus/projects/) pour diffuser et valoriser les résultats du projet, conformément aux instructions fournies sur la plateforme.

ARTICLE I.10 – DISPOSITIONS SUPPLÉMENTAIRES RELATIVES À LA SOUS-TRAITANCE

Par voie de dérogation, les dispositions énoncées aux points (c) et (d) de l'article II.11.1 ne sont pas applicables.

ARTICLE I.11 – DISPOSITIONS PARTICULIÈRES SUR LA RESPONSABILITÉ FINANCIÈRE EN MATIERE DE RECOUVREMENT

La responsabilité financière de chaque bénéficiaire autre que le coordinateur est limitée au montant reçu par le bénéficiaire concerné.

ARTICLE I.12 – DISPOSITIONS SUPPLEMENTAIRES SUR LA VISIBILITE DU FINANCEMENT EUROPEEN

Sans préjudice de l'article II.8, les bénéficiaires doivent mentionner que le projet est soutenu financièrement par le programme Erasmus+ dans toutes les communications et matériels de promotion, y compris sur des sites web et des réseaux sociaux. Les guides pour les bénéficiaires et autres parties sont disponibles à cette adresse :

https://eacea.ec.europa.eu/a-propos-de-l-eacea/identite-visuelle_fr

ARTICLE I.13 – SOUTIEN AUX PARTICIPANTS

Lorsque la mise en œuvre du projet requiert d'apporter un soutien aux participants, les bénéficiaires doivent apporter ce soutien conformément aux conditions définies aux annexes II et VI (si applicable pour cette dernière), incluant au minimum :

(a) le montant maximal du soutien financier, qui n'excède pas 60 000€ pour chaque participant ;

(b) les critères de détermination du montant exact du soutien ;

(c) les activités pour lesquelles le participant est susceptible de bénéficier d'un soutien, sur la base d'une liste établie ;

(d) la définition des personnes ou catégories de personnes pouvant bénéficier d'un soutien ;

(e) les critères d'octroi du soutien.

Conformément aux documents fournis à l'Annexe VI, si applicable, les bénéficiaires doivent :

- Soit transférer l'intégralité du soutien financier relatif aux catégories budgétaires frais de voyage, soutien individuel, soutien linguistique, vers les participants aux activités de mobilités en appliquant les contributions unitaires spécifiés à l'Annexe IV;
- Soit prendre en charge directement les frais de voyages, soutien individuel et/ou soutien linguistique, pour le compte des participants aux activités de mobilités. Dans ce cas, les bénéficiaires s'assurent que le soutien dispensé pour le voyage, le soutien individuel et le soutien linguistique répond aux normes de qualité et de sécurité nécessaires.

Les bénéficiaires peuvent combiner les deux options énoncées dans le paragraphe précédent pour autant qu'ils garantissent un traitement juste et équitable à tous les participants. Dans ce cas, les conditions respectives de chaque option sont appliquées aux catégories budgétaires concernées, le cas échéant.

ARTICLE I.14 – DISPOSITIONS SUPPLÉMENTAIRES RELATIVES AU SUIVI ET À L'ÉVALUATION

L'agence nationale effectue un suivi pour s'assurer que la mise en œuvre de la charte de la mobilité pour l'enseignement et la formation professionnels est correcte.

Si le suivi révèle des faiblesses, le bénéficiaire concerné doit établir et mettre en œuvre un plan d'action dans un délai fixé par l'agence nationale. En l'absence de mesures correctives appropriées prises par le bénéficiaire en temps voulu, l'agence nationale peut retirer l'accréditation conformément aux dispositions prévues de l'appel à proposition pour laquelle la charte a été accordée.

ARTICLE I.15 – CONSENTEMENT DES PARENTS/DU TUTEUR

Les bénéficiaires doivent obtenir le consentement préalable des parents/ tuteurs des élèves mineurs pour leur participation à une activité de mobilité.

ARTICLE I.16 – SOUTIEN LINGUISTIQUE EN LIGNE (OLS)

Applicable uniquement dans le cas des mobilités pour lesquelles la langue cible est l'allemand, l'anglais, le bulgare, le croate, le danois, l'espagnol, l'estonien, le finnois, le français, le grec, le hongrois, l'italien, le letton, le lituanien, le néerlandais, le polonais, le portugais, le roumain, le slovaque, le slovène, le suédois, le tchèque (ou toute autre langue disponible ultérieurement sur OLS).

Les licences pour l'évaluation en ligne sont attribuées à l'ensemble des apprenants participant à une mobilité d'une durée d'au moins 19 jours pour laquelle l'une des langues ci-dessus constitue la langue cible (à l'exception des locuteurs natifs).

Ils se soumettront à une évaluation linguistique en ligne avant et à la fin de la période de mobilité, cette évaluation étant une composante obligatoire de leur mobilité.

45 licences OLS pour l'évaluation en ligne sont attribuées au projet.

Aucune licence OLS pour des cours de langue en ligne n'a été attribuée au projet.

Les bénéficiaires utiliseront les licences octroyées conformément aux dispositions énoncées à l'Annexe III.

Toute demande pour un ajustement du nombre de licences OLS pour l'évaluation en ligne ou du nombre de licences OLS pour des cours de langue doit être envoyée à l'agence nationale par le coordinateur. La validation de la demande par l'agence nationale ne nécessite pas d'avenant à la présente convention de subvention au sens de l'article II.13.

Dans le cadre de l'initiative OLS pour les réfugiés, le coordinateur peur se porter volontaire pour obtenir des licences OLS et les allouer à des réfugiés. L'agence nationale notifie au coordinateur le nombre de licences accordées à cet effet. Le coordinateur doit rendre compte de l'utilisation des licences accordées dans le rapport final, conformément aux dispositions de l'article I.4.4.

ARTICLE I.17 – DISPOSITIONS NON APPLICABLES DES CONDITIONS GENERALES

1. Aux fins de la présente convention de subvention, dans l'annexe I « les conditions générales », le terme « Commission » doit être lu comme « agence nationale », le terme « action » doit être lu comme « projet », et le terme « coût unitaire » doit être lu comme « contribution unitaire », sauf dispositions contraires.

Aux fins de cette convention de subvention dans l'annexe I « les conditions générales », la notion « d'état financier » doit être lue comme « partie budgétaire du rapport », sauf dispositions contraires.

Dans les articles II.4.1, II.7.1, II.8.2, II.27.1, II.27.3, dans le premier paragraphe de l'article II.27.4, dans le premier paragraphe de l'article II.27.8 et dans l'article II.27.9 la référence à la « Commission » doit être lue comme une référence à « l'agence nationale et la Commission ».

Dans l'article II.12 le terme « soutien financier » doit être lu comme « soutien » et le terme « tiers » doit être lu comme « participants ».

2. Aux fins de la présente convention, les clauses suivantes de l'annexe I « les conditions générales » ne sont pas applicables : article II.2.2 (b) (ii), article II.12.2, article II.18.3, article II.19.2, article II.19.3, article II.20.3, article II.21, article II.27.7.

Aux fins de la présente convention, les termes « entités affiliées », « paiement intermédiaire », « forfait », « taux fixe » ne s'appliquent pas quand ils sont mentionnés dans les conditions générales.

3. L'article II.7.1 doit être lu comme suit :

« **II.7.1 Traitement des données à caractère personnel par l'agence nationale et par la Commission**

Toutes les données à caractère personnel mentionnées dans la convention sont traitées par l'agence nationale conformément aux dispositions énoncées dans la législation nationale.

Toutes les données à caractère personnel figurant dans le contrat contenues dans les bases de données informatiques mises à disposition par la Commission européenne sont traitées par l'agence conformément au règlement européen N°45/2001et le règlement (EU) 2018/1725.
Règlement (UE) 2018/1725 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2018 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel par les institutions, organes et organismes de l'Union et à la libre circulation de ces données, et abrogeant le règlement (CE) n°45/2001 et la décision n°1247/2002/CE.

Ces données ne doivent être traitées par le responsable du traitement des données désigné à l'article I.6.1 qu'aux fins de la mise en œuvre, de la gestion et du suivi de la convention, ou pour protéger les intérêts financiers de l'UE, y compris les contrôles, les audits et les enquêtes conformément à l'article II.27.

Les bénéficiaires disposent du droit d'accéder à leurs propres données à caractère personnel, de les rectifier, ou de les effacer et du droit de limiter le traitement de ces données ou, le cas échéant, de s'y opposer ou du droit à la portabilité des données conformément au règlement (UE) 2018/1725. Pour ce faire, le bénéficiaire s'adresse au responsable du traitement des données, désigné à l'article I.6.

Les bénéficiaires ont le droit de saisir à tout moment le Contrôleur européen de la protection des données. »

4. Dans l'article II.9.3, le titre et le point (a) du premier paragraphe doivent être lus comme suit :

« **II.9.3 Droits d'utilisation des résultats et des droits préexistants par l'agence nationale et l'Union**

Les bénéficiaires octroient à l'agence nationale et à l'Union le droit d'utiliser les résultats du projet aux fins suivantes :

(a) Exploitation à des fins internes et notamment, divulgation auprès des personnes travaillant pour l'AN et d'autres institutions, agences et organes de l'Union, ainsi qu'aux institutions des États membres, et copie et reproduction, en tout ou en partie, et en un nombre illimité d'exemplaires. »

Pour le reste de cet article, les références à « l'Union » doivent être lues comme des références à « l'agence nationale et /ou l'Union ».

5. Le second paragraphe de l'article II.10.1 doit être lu comme suit :
Les bénéficiaires doivent s'assurer que l'agence nationale, la Commission, la Cour européenne des comptes et l'Office européen de lutte antifraude (OLAF) peuvent exercer leurs droits mentionnés à l'article II.27 auprès des contractants du bénéficiaire. »

6. Un nouveau point (l) est ajouté à l'article II.17.3.1 :
(l) si une plainte de la part de tous les autres bénéficiaires est enregistrée à l'encontre du coordinateur au motif que celui-ci ne met pas en œuvre le projet ainsi qu'il est prévu à l'annexe II ou ne remplit pas une autre obligation substantielle qui lui incombe conformément aux dispositions de la convention.

7. L'article II.18 doit être lu comme suit :
« **II.18.1** La convention de subvention est régie par le droit français

II.18.2 Le tribunal compétent déterminé conformément à la législation nationale applicable sera seul compétent pour connaître des litiges entre l'agence nationale et tout bénéficiaire concernant l'interprétation, l'application ou la validité de cette convention, si ce litige ne peut pas être réglé à l'amiable.

Une action peut être intentée contre un acte de l'agence nationale, dans un délai de 60 jours après la date de l'établissement de cet acte, devant le tribunal administratif de Bordeaux (9 rue Tastet – BP 947 – 33063 Bordeaux Cedex). »

8. L'article II.19.1 doit être lu comme suit :
« Les conditions d'éligibilité des coûts sont définies dans la section I.1 et II.1 de l'annexe III. »

9. L'article II.20.1 doit être lu comme suit :
« Les conditions pour déclarer les coûts et les contributions sont définies dans la section I.2 et II.2 de l'annexe III. »

10. L'article II.20.2 doit être lu comme suit :
« Les conditions pour les registres et autres documents justifiant les déclarations de coûts et de contributions sont définis dans l'article I.2 et II.2 de l'annexe III. »

11. Le premier paragraphe de l'article II.22 doit être lu comme suit :
« Les bénéficiaires sont autorisés à modifier le budget prévisionnel décrit à l'annexe II par des transferts entre les différentes catégories budgétaires, à condition que le projet soit mis en œuvre ainsi qu'il est décrit à l'annexe II. Ces modifications ne nécessitent pas d'avenant à la convention conformément aux dispositions de l'article II.13, si les conditions mentionnées à l'article I.3.3 sont réunies. »

12. L'article II.23 (b) doit être lu comme suit :
(b) « ne soumet toujours pas la demande en question dans les 30 jours calendaires suivant le rappel formel envoyé par l'agence nationale. »

13. Le premier paragraphe de l'article II.24.1.3 doit être lu comme suit :
« Pendant la période de suspension des paiements le coordinateur n'est pas en droit de soumettre de demande de paiements et autres documents mentionnés dans les articles I.4.3 et I.4.4. »

14. L'article II.25.1 point (b) doit être lu comme suit :
« **II.25.1 Etape 1 – Application du taux de remboursement aux coûts éligibles et ajout des contributions unitaires**
Cette étape s'applique comme suit :
(b) Si, comme précisé à l'article I.3.2 (a) (ii) à (v), la subvention prend la forme d'un remboursement des coûts unitaires, des coûts forfaitaires ou des coûts à taux forfaitaires éligibles, le taux de remboursement indiqué à cet article s'applique aux coûts éligibles approuvé par l'agence nationale pour les catégories de coûts, les bénéficiaires concernés et les entités affiliées correspondants.
Si l'article I.3.2 fournit une combinaison des différents types de subvention, les montants obtenus doivent être additionnés. »

15. Le second paragraphe de l'article II.25.4 doit être lu comme suit :
« Le montant de la réduction sera calculé proportionnellement au degré d'exécution du projet ou en fonction de la gravité du manquement, tel que spécifié dans la section IV de l'annexe III ».

16. Le troisième paragraphe de l'article II.26.3 doit être lu comme suit :
« Si le remboursement n'est pas reçu à la date spécifiée dans la décision de recouvrement, l'agence nationale peut recouvrer le montant dû :

(a) Par une compensation, sans l'accord préalable du bénéficiaire, sur tout montant dû par l'agence nationale au bénéficiaire (« compensation ») ;
Dans certaines circonstances exceptionnelles, afin de protéger les intérêts financiers de l'Union, l'agence nationale peut procéder à la compensation avant l'échéance.
Un recours peut être formé contre cette compensation auprès des instances compétentes conformément à l'article II.18.2 ;

(b) En actionnant la garantie financière lorsque celle-ci a été prévue et conformément à l'article I.4.2 ;

(c) En engageant la responsabilité conjointe et solidaire des bénéficiaires à concurrence de la contribution maximale de l'Union européenne indiquée, pour chaque bénéficiaire, dans le budget prévisionnel (annexe II telle que modifiée en dernier lieu) ;

(d) En engageant une procédure judiciaire conformément aux dispositions de l'article II.18.2.ou dans les conditions particulières »

17. Le troisième paragraphe de l'article II.27.2 doit être lu comme suit :
« Les périodes définies aux premier et deuxième alinéas peuvent être plus longues si la législation nationale en vigueur l'exige, ou en cas d'audits, d'appels, de contentieux, ou de recours en cours concernant la subvention, y compris dans les cas référencés à l'article II.27.7. Dans de tels cas, les bénéficiaires doivent conserver les documents jusqu'à la clôture de ces audits, appels, contentieux et recours. »

18. L'article II.27.3 doit être lu comme suit :
« Lorsqu'un contrôle ou un audit est initié avant le paiement du solde, le coordinateur doit fournir toute information, y compris au format électronique, demandée par l'agence nationale ou par la Commission européenne, ou par toute organisme mandaté par l'agence nationale. Le cas échéant, l'agence nationale ou la Commission européenne peut demander que ces informations soient fournies directement par le bénéficiaire.

Lorsque le contrôle ou l'audit est initié après le versement du solde, les informations mentionnées à l'alinéa précédent doivent être fournies par le bénéficiaire concerné.

Si le bénéficiaire concerné ne remplit pas les obligations des deux premiers alinéas, l'agence nationale peut considérer :

(a) comme inéligible tout frais insuffisamment justifié par les informations fournies par le bénéficiaire ;
(b) comme non due toute contribution unitaire insuffisamment justifiée par les informations fournies par le bénéficiaire. »

SIGNATURES

Pour le coordinateur Jean-Daniel HECKMANN Directeur Général des Services par intérim	Pour l'agence nationale Laure Coudret-Laut Directrice
Fait à ...., le	Fait à Bordeaux, le ....

CONVENTION DE SUBVENTION 2019 MULTI-BENEFICIAIRES

pour un projet de mobilité de l'enseignement supérieur au titre du programme ERASMUS+ (1)

2019-1-FR01-KA103-060926

La présente convention est établie entre :

D'une part,

Agence Erasmus+ France / Education Formation

Groupement d'intérêt public créé le 23/08/2000

Numéro d'enregistrement officiel : 187 512 512

9 rue des gamins - CS 71965 - 33088 Bordeaux Cedex

L'agence nationale, ci-après dénommée « l'agence nationale », représentée pour les besoins de la signature de la présente convention par **Madame Laure Coudret-Laut, directrice** et agissant par délégation de la Commission européenne, ci-après dénommée « la Commission ».

Et d'autre part, le « coordinateur »,

REGION BRETAGNE

Numéro d'enregistrement officiel : 233500016

283 AV GAL GEORGES PATTON CS 21101 35711 RENNES CEDEX 7 CEDEX 7

Code PIC : 952793365

Numéro d'accréditation de consortium de mobilité : 2018-1-FR01-KA108-046345

ci-après dénommé « le coordinateur », représenté pour les besoins de la signature de cette convention par **Jean-Daniel HECKMANN, Directeur Général Des Services**.

et les autres bénéficiaires mentionnés dans l'annexe II, collectivement dénommés « les bénéficiaires», et dûment représentés pour la signature de la convention par le coordinateur en vertu des mandats inclus dans l'annexe V ; chacun d'eux étant individuellement identifié comme un « bénéficiaire » aux fins de la présente convention lorsqu'une disposition s'applique sans distinction au coordinateur ou à un autre bénéficiaire,

ont convenu

Des conditions particulières (ci-après dénommées « les Conditions particulières ») et des annexes suivantes :

Annexe I	Les conditions générales
Annexe II	Description du projet et de l'accréditation accordée pour un consortium de mobilité de l'enseignement supérieur – Budget prévisionnel – Liste des bénéficiaires
Annexe III	Règles financières et contractuelles
Annexe IV	Taux applicables
Annexe V	Procurations données au coordinateur par les autres bénéficiaires
Annexe VI	Modèles de convention entre bénéficiaires et participants

faisant partie intégrante de cette convention, ci-après dénommée « la convention ».

Les dispositions des Conditions particulières prévalent sur celles énoncées dans ses annexes.

Les dispositions de l'annexe I, les Conditions générales, telles que publiées à cette adresse : https://www.erasmusplus.fr/docs/2019/documentation/fiche_contrat/conditions-generales-2019-multi-beneficiaire-en.pdf prévalent sur les autres annexes.

Les dispositions de l'Annexe III prévalent sur celles des autres annexes, à l'exception de l'annexe I.

Dans l'annexe II, la partie budget prévisionnel prévaut sur la partie description du projet.

(1) Règlement (UE) N° 1288/2013 du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2013 établissant "Erasmus+", le programme de l'Union pour l'éducation, la formation, la jeunesse et le sport, et abrogeant les Décisions N° 1719/2006/EC, N° 1720/2006/EC et N° 1298/2008/EC.

Cadre réservé à l'agence nationale	
Date de vérification :	Visa :

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0302_05-DE

CONDITIONS PARTICULIERES

ARTICLE I.1 – OBJET DE LA CONVENTION

I.1.1 L'agence nationale décide d'accorder une subvention selon les dispositions énoncées dans les Conditions particulières, les Conditions générales et les autres annexes de la convention pour le projet 2019-1-FR01-KA103-060926, Action clé 1 mobilité de l'enseignement supérieur, comme décrit à l'Annexe II.

I.1.2 Par la signature de la convention, les bénéficiaires acceptent la subvention et s'engagent à mettre en œuvre le projet, sous leur propre responsabilité.

I.1.3 Les établissements d'enseignement supérieur bénéficiaires s'engagent à respecter les termes de la Charte Erasmus pour l'enseignement supérieur et de l'accréditation nationale de consortium de mobilité.

ARTICLE I.2 – ENTREE EN VIGUEUR DE LA CONVENTION ET DUREE

I.2.1 La convention entre en vigueur à la date de signature par la dernière des parties de la convention.

I.2.2 Le projet dure 24 mois et se déroule du 01/06/2019 au 31/05/2021, dates incluses.

ARTICLE I.3 – MONTANT MAXIMUM ET FORME DE LA SUBVENTION

I.3.1 La subvention maximale accordée est de 108 407,00€

I.3.2 La subvention prend la forme de contributions unitaires et d'un remboursement des coûts éligibles réellement encourus conformément aux dispositions suivantes :

a) D'un remboursement des coûts éligibles de l'action qui sont :

i) Effectivement exposés (frais réels),
ii) Déclarés sur la base de coûts unitaires,
iii) Déclarés sur la base de montants forfaitaires : non applicable,
iv) Déclarés sur la base de taux forfaitaires : non applicable,
v) Déclarés sur la base de la comptabilité analytique du partenaire : non applicable ;

b) D'une contribution unitaire : non applicable ;

c) D'une contribution forfaitaire : non applicable ;

d) D'une contribution à taux forfaitaire : non applicable ;

e) D'un financement non lié aux coûts : non applicable.

I.3.3 Transferts budgétaires autorisés sans avenants

Le bénéficiaire est autorisé à transférer des fonds entre les différentes catégories budgétaires, entraînant une modification du budget prévisionnel et des activités connexes décrites à l'annexe II, sans demander un avenant à la convention au sens de l'article II.13, pour autant que et que les règles spécifiques suivantes soient respectées:

(a) les bénéficiaires sont autorisés à transférer jusqu'à 100 % des fonds prévus pour le soutien organisationnel à toute autre catégorie budgétaire;

(b) les bénéficiaires sont autorisés à transférer jusqu'à 100 % des fonds prévus entre toutes les catégories budgétaires de la mobilité des étudiants;

(c) les bénéficiaires sont autorisés à transférer jusqu'à 100 % des fonds prévus entre toutes les catégories budgétaires de la mobilité du personnel;

(d) les bénéficiaires sont autorisés à transférer jusqu'à 100 % des fonds prévus à partir de toutes les catégories budgétaires de la mobilité du personnel vers toutes les catégorie budgétaires de la mobilité des étudiants;

ARTICLE I.4 – RAPPORTS ET MODALITES DE PAIEMENT

Les dispositions suivantes relatives aux rapports et au paiement sont applicables :

I.4.1 Paiements

L'agence nationale doit effectuer les paiements suivants au coordinateur :

- Un premier préfinancement ;
- Un ou des préfinancement(s) supplémentaire(s) sur la base de la demande spécifiée à l'article I.4.3 ;
- Un versement de solde, sur la base de la demande de paiement du solde spécifiée à l'article I.4.4.

I.4.2 Versement du préfinancement

Le préfinancement est destiné à fournir un fonds de trésorerie au coordinateur.
Le préfinancement reste la propriété de l'agence nationale jusqu'au versement du solde.
L'agence nationale doit payer au coordinateur dans les 30 jours calendaires suivant l'entrée en vigueur de la convention un préfinancement de 86 725,60€ correspondant à 80 % du montant maximum de subvention spécifié à l'article I.3.1.

I.4.3 Rapport intermédiaire

D'ici le 14 février 2020, le coordinateur établit un rapport intermédiaire sur la mise en œuvre du projet portant sur la période de mise en œuvre allant du début du projet tel que spécifié à l'article I.2.2 jusqu'au 31/05/2021.

Lorsque le rapport intermédiaire montre que les bénéficiaires ne seront pas en mesure d'utiliser le montant maximal de la subvention tel que spécifié à l'article I.3.1 durant la période contractuelle définie à l'article I.2.2, l'agence nationale émet un avenant réduisant le montant maximal de la subvention en conséquence et, dans le cas où le montant maximal de la subvention réduit est inférieur au montant du préfinancement versé au coordinateur jusqu'à cette date, l'agence nationale recouvre l'excédent de préfinancement auprès du coordinateur conformément aux dispositions de l'article II.26.

I.4.4 Rapport final et demande de paiement du solde

Dans les 30 jours calendaires suivant la date de fin du projet tel que spécifié à l'article I.2.2, le coordinateur doit compléter un rapport final sur la mise en œuvre du projet. Ce rapport doit contenir les informations nécessaires pour justifier de la contribution demandée sur la base de contributions unitaires lorsque la subvention prend la forme d'un remboursement de contributions unitaires, ou sur la base d'un remboursement de coûts éligibles effectivement encourus conformément aux dispositions de l'Annexe III.

Le rapport final tient lieu de demande de versement du solde de la subvention par le coordinateur.

Le coordinateur doit certifier que les informations contenues dans la demande de paiement du solde sont exhaustives, fiables et réelles. Il certifie également que les coûts encourus peuvent être considérés comme éligibles conformément à la convention et que la demande de paiement est étayée par des pièces justificatives adéquates susceptibles de faire l'objet d'un contrôle ou d'un audit comme décrit à l'article II.27.

I.4.5 Paiement du solde

Le paiement du solde est destiné à rembourser ou à couvrir le reste des coûts éligibles encourus par les bénéficiaires pour la mise en œuvre du projet.

L'agence nationale détermine le montant dû au titre du solde en déduisant le montant total des paiements déjà versés du montant total de la subvention conformément aux dispositions de l'article II.25.

Si le montant total des précédents paiements est supérieur au montant final de la subvention déterminé conformément aux dispositions de l'article II.25, l'opération prendra la forme d'une décision de recouvrement selon les modalités prévues à l'article II.26.

Si le montant total des précédents paiements est inférieur au montant final de la subvention déterminé conformément aux dispositions de l'article II.25, l'agence nationale doit payer le solde dans un délai de 60 jours calendaires après la réception des documents mentionnés dans l'article I.4.4, sauf si les articles II.24.1 ou II.24.2 s'appliquent.

Le paiement est conditionné par l'approbation de la demande de paiement du solde et des documents justificatifs qui l'accompagnent. Leur approbation n'emporte reconnaissance ni de la régularité, ni du caractère authentique, complet et correct des déclarations et informations contenues.

Le montant à payer peut toutefois être compensé, sans le consentement du coordinateur, contre tout autre montant dû par le coordinateur à l'agence nationale, jusqu'à la contribution maximale indiquée pour le coordinateur, dans le budget prévisionnel à l'annexe II.

I.4.6 Notification des montants dus

L'agence nationale doit envoyer une notification formelle au coordinateur :
(a) l'informant de la somme due, et
(b) lui précisant si la notification concerne un préfinancement ou le paiement du solde.

Pour le paiement du solde, l'agence nationale doit également spécifier le montant final de la subvention déterminé conformément à l'article II.25.

I.4.7 Paiements de l'agence nationale au coordinateur

L'agence nationale doit effectuer les paiements au coordinateur.
Les paiements effectués au coordinateur déchargent l'agence nationale de ses obligations de paiements.

I.4.8 Paiements du coordinateur aux autres bénéficiaires

Le coordinateur doit effectuer tous les paiements aux autres bénéficiaires par des virements bancaires et conserver les preuves des montants transférés à chacun des bénéficiaires susceptibles de faire l'objet d'un contrôle ou d'un audit comme décrit à l'article II.27.

I.4.9 Langue dans laquelle sont établies les demandes de paiement et les rapports

Le coordinateur soumet les demandes de paiement et les rapports en français.

I.4.10 Conversion des frais encourus dans une autre devise que l'euro

Les demandes de paiement doivent être libellées en euros.

Toute conversion en euros de coûts exposés dans d'autres monnaies doit être effectuée par les bénéficiaires au taux de change journalier fixé par la Commission et publié sur son site internet applicable le jour où la convention a été signée par la dernière des deux parties.

http://ec.europa.eu/budget/graphs/inforeuro.html

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0302_05-DE

I.4.11 Devise des paiements

Tous les paiements de l'agence nationale sont effectués en euro.

I.4.12 Date des paiements

Les paiements réalisés par l'agence nationale sont considérés comme étant effectués à la date où ils sont débités du compte de l'agence, sauf spécifications contraires de la législation nationale.

I.4.13 Frais bancaires / coûts des transferts

Les frais occasionnés par les transferts sont pris en charge de la manière suivante :
(a) Les frais de transfert facturés par la banque de l'agence nationale sont à la charge de l'agence nationale
(b) Les frais de transfert facturés par la banque du coordinateur sont à sa charge.
(c) Tous les coûts liés aux transferts répétés générés par l'une des parties sont à la charge de la partie à l'origine de la répétition des transferts.

I.4.14 Intérêts de retard

Si l'agence nationale n'effectue pas les paiements dans les délais prévus, les bénéficiaires ont droit à des intérêts de retard. Les intérêts exigibles sont déterminés en fonction des dispositions de la législation nationale en vigueur pour la convention ou des règles de l'agence nationale. En l'absence de telles dispositions, le taux des intérêts de retard est celui appliqué par la Banque centrale européenne pour ses principales opérations de refinancements en euros (« taux de référence »), plus trois points et demi. Le taux de référence doit être le taux applicable au premier jour du mois au cours duquel le délai de paiement expire, comme publié dans la série C du *Journal officiel de l'Union européenne.*

La suspension par l'agence nationale du délai de paiement selon l'article II.24.2 ou du paiement selon l'article II.24.1 peut ne pas être considérée comme un retard de paiement.

Les intérêts de retard doivent couvrir la période comprise entre le jour suivant l'échéance du paiement et la date à laquelle le paiement effectif est réalisé comme établi dans l'article I.4.12. L'agence nationale ne compte pas d'intérêt de retard dans le calcul du montant final de la subvention au sens de l'article II.25.

A titre exceptionnel, lorsque les intérêts calculés sont inférieurs ou égaux à 200 euros, ils ne sont versés au bénéficiaire que sur demande soumise dans les deux mois suivants la réception du paiement de retard.

ARTICLE I.5 – COMPTE BANCAIRE POUR LES PAIEMENTS

Tous les paiements sont effectués par l'agence nationale, en euro, sur le compte bancaire du coordinateur dont les données sont renseignées ci-dessous :

Nom de la banque	
Domiciliation	
Dénomination exacte du titulaire du compte	
Numéro de compte complet (y compris les codes banque)	
Code IBAN	

ARTICLE I.6 – RESPONSABLE DES DONNÉES ET MODALITÉS DE COMMUNICATION ENTRE LES PARTIES

I.6.1 Responsable du traitement des données

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0302_05-DE

Aux fins de l'article II.7, le responsable du traitement des données est le suivant :
Chef de l'unité B.4, Direction B – Jeunesse, Éducation et Erasmus+
Direction générale de l'éducation, de la jeunesse, du sport et de la culture
Commission européenne, B-1049 Bruxelles Belgique

La localisation des données à caractère personnel traitées, en dehors de l'Union Européenne et de l'Espace Economique Européen, par les bénéficiaires et l'accès à ces données sont conformes aux dispositions du règlement (UE) 2018/1725.

I.6.2 Modalités de communication avec l'agence nationale

Toute communication destinée à l'agence nationale concernant le retour de la convention de subvention, des avenants à la convention de subvention, des rapports intermédiaires et finaux ainsi que les éventuelles pièces à contrôler (sous réserve de la mise en place d'une procédure entièrement dématérialisée par la Commission européenne pour la soumission et la transmission des rapports. Le cas échéant, la procédure à suivre sera précisée dans l'espace organisme du coordinateur), et les documents à destination de l'agence comptable est envoyée à l'adresse suivante :

Agence Erasmus+ France / Education Formation
9 rue des gamins - CS 71965 - 33088 Bordeaux Cedex

Toute autre communication destinée à l'agence nationale concernant les termes de la présente convention de subvention doit être soumise via l'espace organisme Pénélope+ https://www.erasmusplus.fr/penelope/login.php. Dans ce cas, le second alinéa de l'article II.3.1 et le second alinéa de l'article II.3.2 ne sont pas applicables.

I.6.3 Modalités de communication à destination des bénéficiaires

Toute communication faite par l'agence nationale à l'intention des bénéficiaires concernant le retour de la convention de subvention, des avenants à la convention de subvention, les décisions financières, les décisions suite à l'introduction d'un recours, et les documents émis par l'agence comptable est envoyée à l'adresse suivante :

Jean-Daniel HECKMANN, Directeur général des services
REGION BRETAGNE
283 AV GAL GEORGES PATTON CS 21101
35711 RENNES CEDEX 7 CEDEX 7

direction.generale@bretagne.bzh

Toute autre communication faite par l'agence nationale à l'intention des bénéficiaires concernant les termes de la présente convention de subvention doit être soumise via l'espace organisme Pénélope+ https://www.erasmusplus.fr/penelope/login.php. Dans ce cas, le second alinéa de l'article II.3.1 et le second alinéa de l'article II.3.2 ne sont pas applicables.

ARTICLE I.7 – PROTECTION ET SÉCURITÉ DES PARTICIPANTS

Les bénéficiaires doivent mettre en place des procédures et dispositions appropriées pour assurer la sécurité et la protection des participants à leur projet.

Les bénéficiaires doivent vérifier qu'une couverture d'assurance est prévue pour les participants impliqués dans les activités de mobilité à l'étranger.

ARTICLE I.8 – DISPOSITIONS SUPPLÉMENTAIRES RELATIVES À L'UTILISATION DES RÉSULTATS (Y COMPRIS LES DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE ET INDUSTRIELLE)

Outre les dispositions de l'article II.9.3, si les bénéficiaires produisent des matériels pédagogiques dans le cadre du projet, ils doivent les rendre disponibles sur internet gratuitement et dans le cadre de licences ouvertes.

Une licence ouverte est un moyen par lequel le propriétaire d'une œuvre donne à d'autres, parties l'autorisation d'utiliser la ressource. Une licence est associée à chaque ressource ; il existe différents types de licences ouvertes, selon la portée des autorisations octroyées ou des limitations imposées, et le bénéficiaire est libre de choisir celle qu'il souhaite appliquer à son œuvre. Une licence ouverte doit être associée à chaque ressource produite. Une licence ouverte ne constitue pas un transfert de droits d'auteur ou de droits de propriété intellectuelle (DPI).

ARTICLE I.9 – UTILISATION DES OUTILS INFORMATIQUES

I.9.1 Mobility Tool+

Le coordinateur est tenu d'utiliser Mobility Tool+ pour enregistrer toutes les informations en rapport avec les activités entreprises dans le cadre du projet, y compris les activités non financées par la subvention européenne sur la période totale de mobilité, et de remplir et soumettre le rapport intermédiaire (si disponible sur Mobility Tool + et dans les cas spécifiés à l'article I.4.3) et le rapport final.

Le coordinateur doit renseigner dans Mobility Tool+, la date de début et de fin, le lieu de départ et le lieu d'arrivée de chaque mobilité réalisée au cours du projet.

Au moins une fois par mois pendant la durée du projet, les bénéficiaires doivent renseigner et mettre à jour toute nouvelle information concernant les participants et les activités de mobilité.

I.9.2 Plateforme des résultats de projets Erasmus+

Le coordinateur peut utiliser la plateforme des résultats du programme Erasmus+ (http://ec.europa.eu/programmes/erasmus-plus/projects/) pour diffuser et valoriser les résultats du projet, conformément aux instructions fournies sur la plateforme.

ARTICLE I.10 – DISPOSITIONS SUPPLÉMENTAIRES RELATIVES À LA SOUS-TRAITANCE

Par voie de dérogation, les dispositions énoncées aux points (c) et (d) de l'article II.11.1 ne sont pas applicables.

ARTICLE I.11 – DISPOSITIONS PARTICULIÈRES SUR LA RESPONSABILITÉ FINANCIÈRE EN MATIERE DE RECOUVREMENT

La responsabilité financière de chaque bénéficiaire autre que le coordinateur est limitée au montant reçu par le bénéficiaire concerné.

ARTICLE I.12 – DISPOSITIONS SUPPLEMENTAIRES SUR LA VISIBILITE DU FINANCEMENT EUROPEEN

Sans préjudice de l'article II.8, les bénéficiaires doivent mentionner que le projet est soutenu financièrement par le programme Erasmus+ dans toutes les communications et matériels de promotion, y compris sur des sites web et des réseaux sociaux. Les guides pour les bénéficiaires et autres parties sont disponibles à cette adresse :

https://eacea.ec.europa.eu/a-propos-de-l-eacea/identite-visuelle_fr

ARTICLE I.13 – SOUTIEN AUX PARTICIPANTS

Lorsque la mise en œuvre du projet requiert d'apporter un soutien aux participants, les bénéficiaires doivent apporter ce soutien conformément aux conditions définies aux annexes II et VI (si applicable pour cette dernière), incluant au minimum :

(a) le montant maximal du soutien financier, qui n'excède pas 60 000€ pour chaque participant ;

(b) les critères de détermination du montant exact du soutien ;

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0302_05-DE

(c) les activités pour lesquelles le participant est susceptible de bénéficier d'un soutien, sur la base d'une liste établie ;

(d) la définition des personnes ou catégories de personnes pouvant bénéficier d'un soutien ;

(e) les critères d'octroi du soutien.

Conformément aux documents fournis à l'Annexe VI, le cas échéant, les bénéficiaires doivent :

- Soit transférer l'intégralité du soutien financier relatif aux catégories budgétaires frais de voyage, soutien individuel vers les participants aux activités de mobilités transnationales en appliquant les contributions unitaires spécifiées à l'Annexe IV;
- Soit prendre en charge directement les frais de voyages, le soutien individuel pour le compte des participants aux activités de mobilités. Dans ce cas, les bénéficiaires s'assurent que le soutien dispensé pour le voyage et le soutien individuel répond aux normes de qualité et de sécurité nécessaires. Cette option est autorisée uniquement pour les activités de mobilité du personnel ainsi que pour les activités de mobilité des étudiants issus de pays ou régions ultrapériphériques participant au programme ou de pays et territoires d'outre-mer (PTOM).

Les bénéficiaires peuvent combiner les deux options énoncées dans le paragraphe précédent pour autant qu'ils garantissent un traitement juste et équitable à tous les participants. Dans ce cas, les conditions respectives de chacune des options sont appliquées aux catégories budgétaires concernées.

ARTICLE I.14 – DISPOSITIONS SUPPLÉMENTAIRES RELATIVES AU SUIVI ET À L'ÉVALUATION

L'agence nationale et la Commission effectuent un suivi pour s'assurer que la mise en œuvre de la charte Erasmus pour l'enseignement supérieur et/ou de l'accréditation de consortium par les bénéficiaires est correcte.

Si le suivi révèle des faiblesses, le bénéficiaire concerné doit établir et mettre en œuvre un plan d'action dans un délai fixé par l'agence nationale ou la Commission. En l'absence de mesures correctives appropriées prises par le bénéficiaire concerné en temps voulu, l'agence nationale peut retirer l'accréditation de consortium ou recommander à la Commission de suspendre ou retirer la charte Erasmus pour l'enseignement supérieur conformément aux dispositions prévues dans la charte Erasmus pour l'enseignement supérieur.

ARTICLE I.15 – SOUTIEN LINGUISTIQUE EN LIGNE (OLS) POUR LA MOBILITE DES ETUDIANTS

Applicable uniquement dans le cas des mobilités pour lesquelles la langue cible est l'allemand, l'anglais, le bulgare, le croate, le danois, l'espagnol, l'estonien, le finnois, le français, le grec, le hongrois, l'italien, le letton, le lituanien, le néerlandais, le polonais, le portugais, le roumain, le slovaque, le slovène, le suédois, le tchèque (ou toute autre langue disponible ultérieurement sur OLS).

Les licences pour l'évaluation linguistique incluses dans OLS sont attribuées à l'ensemble des étudiants participant à une mobilité entre pays du programme – y compris les étudiants non – allocataires - pour laquelle l'une des langues ci-dessus constitue la langue cible (à l'exception des locuteurs natifs).

Ils se soumettront à une évaluation linguistique en ligne avant et à la fin de la période de mobilité, cette évaluation étant une composante obligatoire de leur mobilité. La finalisation de l'évaluation linguistique en ligne est un prérequis avant le départ en mobilité, excepté dans des cas dûment justifiés.

62 licences OLS pour l'évaluation linguistique sont attribuées au projet.

62 licences OLS pour des cours de langue en ligne sont attribuées au projet.

Les bénéficiaires devront utiliser les licences octroyées conformément aux dispositions énoncées à l'Annexe III.

Toute demande pour un ajustement du nombre de licences OLS pour l'évaluation linguistique ou du nombre de licences OLS pour des cours de langue en ligne doit être envoyée à l'agence nationale. La validation de la demande par l'agence nationale ne nécessite pas d'avenant à la présente convention de subvention au sens de l'article II.13.

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0302_05-DE

Dans le cadre de l'initiative OLS pour les réfugiés, le bénéficiaire peut se porter volontaire pour obtenir des licences OLS et les allouer à des réfugiés. L'agence nationale notifie au bénéficiaire le nombre de licences accordées à cet effet. Le bénéficiaire doit rendre compte de l'utilisation des licences accordées dans le rapport final, conformément aux dispositions de l'article I.4.4.

ARTICLE I.16 – DISPOSITIONS NON APPLICABLES DES CONDITIONS GENERALES

1. Aux fins de la présente convention de subvention et dans l'annexe I« les conditions générales », le terme « Commission » doit être lu comme « agence nationale », le terme « action » doit être lu comme « projet », et le terme « coût unitaire » doit être lu comme « contribution unitaire », sauf dispositions contraires.

Aux fins de cette convention de subvention et dans l'annexe I « les conditions générales », la notion « d'état financier » doit être lu comme « partie budgétaire du rapport », sauf dispositions contraires.

Dans les articles II.4.1, II.7.1, II.8.2, II.27.1, II.27.3, dans le premier paragraphe de l'article II.27.4, dans le premier paragraphe de l'article II.27.8 et dans l'article II.27.9 la référence à la « Commission » doit être lue comme une référence à « l'agence nationale et la Commission ».

Dans l'article II.12 le terme « soutien financier » doit être lu comme « soutien » et le terme « tiers » doit être lu comme « participants ».

2. Aux fins de la présente convention, les clauses suivantes de l'annexe I « les conditions générales » ne sont pas applicables : article II.2.2 (b) (ii), article II.12.2, article II.18.3, article II.19.2, article II.19.3, article II.20.3, article II.21, article II.27.7.

Aux fins de la présente convention, les termes « entités affiliées », « paiement intermédiaire », « forfait », « taux fixe » ne s'appliquent pas quand ils sont mentionnés dans les conditions générales.

3. L'article II.7.1 doit être lu comme suit :
« **II.7.1 Traitement des données à caractère personnel par l'agence nationale et par la Commission**
Toutes les données à caractère personnel mentionnées dans la convention doivent être traitées par l'agence nationale conformément aux dispositions énoncées dans la législation nationale.

Toutes les données à caractère personnel figurant dans le contrat contenues dans les outils informatiques mis à disposition par la Commission européenne sont traitées par l'agence conformément au règlement européen N °45/2001 et le règlement (EU) 2018/1725.
Règlement (UE) 2018/1725 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2018 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel par les institutions, organes et organismes de l'Union et à la libre circulation de ces données, et abrogeant le règlement (CE) n°45/2001 et la décision n°1247/2002/CE.

Ces données ne doivent être traitées par le responsable du traitement des données désigné à l'article I.6.1 qu'aux fins de la mise en œuvre, de la gestion et du suivi de la convention, ou pour protéger les intérêts financiers de l'UE, y compris les contrôles, les audits et les enquêtes conformément à l'article II.27.

Les bénéficiaires disposent du droit d'accéder à leurs propres données à caractère personnel, de les rectifier, ou de les effacer et du droit de limiter le traitement de ces données ou, le cas échéant, de s'y opposer ou du droit à la portabilité des données conformément au règlement (UE) 2018/1725. Pour ce faire, le bénéficiaire s'adresse au responsable du traitement des données, désigné à l'article I.6.

Les bénéficiaires ont le droit de saisir à tout moment le Contrôleur européen de la protection des données. »

4. Dans l'article II.9.3, le titre et le point (a) du premier paragraphe doivent être lus comme suit :
« **II.9.3 Droits d'utilisation des résultats et des droits préexistants par l'agence nationale et l'Union**
Les bénéficiaires octroient à l'agence nationale et à l'Union le droit d'utiliser les résultats du projet aux fins suivantes :

(a) Exploitation à des fins internes et notamment, divulgation auprès des personnes travaillant pour l'agence nationale et d'autres institutions, agences et organes de l'Union, ainsi qu'aux institutions des États membres, et copie et reproduction, en tout ou en partie, et en un nombre illimité d'exemplaires. »

Pour le reste de cet article, les références à « l'Union » doivent être lues comme des références à « l'agence nationale et /ou l'Union ».

5. Le second paragraphe de l'article **II**.10.1 doit être lu comme suit :
Les bénéficiaires doivent s'assurer que l'agence nationale, la Commission, la Cour européenne des comptes et l'Office européen de lutte antifraude (OLAF) peuvent exercer leurs droits mentionnés à l'article **II**.27 également auprès des contractants du bénéficiaire. »

6. Un nouveau point (l) est ajouté à l'article **II**.17.3.1 :

(l) si une plainte de la part de tous les autres bénéficiaires est enregistrée à l'encontre du coordinateur au motif que celui-ci ne met pas en œuvre le projet ainsi qu'il est prévu à l'annexe **II** ou ne remplit pas une autre obligation substantielle qui lui incombe conformément aux dispositions de la convention.

7. L'article **II**.18 doit être lu comme suit :
« **II.18.1** La convention de subvention est régie par le droit français

II.18.2 Le tribunal compétent déterminé conformément à la législation nationale applicable sera seul compétent pour connaître des litiges entre l'agence nationale et tout bénéficiaire concernant l'interprétation, l'application ou la validité de cette convention, si ce litige ne peut pas être réglé à l'amiable.

Une action peut être intentée contre un acte de l'agence nationale, dans un délai de 60 jours après la date de l'établissement de cet acte, devant le tribunal administratif de Bordeaux (9 rue Tastet – BP 947 – 33063 Bordeaux Cedex). »

8. L'article **II**.19.1 doit être lu comme suit :
« Les conditions d'éligibilité des coûts sont définies dans la section **I**.1 et **II**.1 de l'annexe **III**. »

9. L'article **II**.20.1 doit être lu comme suit :
« Les conditions pour déclarer les coûts et les contributions sont définies dans la section **I**.2 et **II**.2 de l'annexe **III**. »

10. L'article **II**.20.2 doit être lu comme suit :
« Les conditions pour les registres et autres documents justifiant les déclarations de coûts et de contributions sont définis dans l'article **I**.2 et **II**.2 de l'annexe **III**. »

11. Le premier paragraphe de l'article **II**.22 doit être lu comme suit :
« Les bénéficiaires sont autorisés à modifier le budget prévisionnel décrit à l'annexe **II** par des transferts entre les différentes catégories budgétaires, à condition que le projet soit mis en œuvre comme décrit à l'annexe **II**. Ces modifications ne nécessitent pas d'avenant à la convention conformément aux dispositions de l'article **II**.13, si les conditions mentionnées à l'article **I**.3.3 sont réunies. »

12. L'article **II**.23 (b) doit être lu comme suit :

(b) « ne soumet toujours pas la demande en question dans les 30 jours calendaires suivant le rappel formel envoyé par l'agence nationale. »

13. Le premier paragraphe de l'article **II**.24.1.3 doit être lu comme suit :
« Pendant la période de suspension des paiements le coordinateur n'est pas en droit de soumettre de demande de paiements et autres documents mentionnés dans les articles **I**.4.3 et **I**.4.4. »

14. L'article **II**.25.1, point b) doit être lu comme suit :
« **II.25.1 Etape 1 – Application du taux de remboursement aux coûts éligibles et ajout des contributions unitaires**
Cette étape s'applique comme suit :

(b) Si, comme précisé à l'article **I**.3.2 (a) ii) à v), la subvention prend la forme d'un remboursement des coûts unitaires, des coûts forfaitaires ou des coûts à taux forfaitaires éligibles, le taux de remboursement indiqué à cet article s'applique aux coûts éligibles approuvé par l'agence nationale pour les catégories de coûts, les bénéficiaires concernés et les entités affiliées correspondants.

Si l'article **I**.3.2 fournit une combinaison des différents types de subvention, les montants obtenus doivent être additionnés. »

15. Le second paragraphe de l'article **II**.25.4 doit être lu comme suit :
« Le montant de la réduction sera calculé proportionnellement au degré d'exécution du projet ou en fonction de la gravité du manquement, tel que spécifié dans la section IV de l'annexe **III** ».

16. Le troisième paragraphe de l'article II.26.3 doit être lu comme suit :
« Si le remboursement n'est pas reçu à la date spécifiée dans la décision de recouvrement, l'agence nationale peut recouvrer le montant dû :

(a) Par une compensation, sans l'accord préalable du bénéficiaire, sur tout montant dû par l'agence nationale au bénéficiaire (« compensation ») ;

Dans certaines circonstances exceptionnelles, afin de protéger les intérêts financiers de l'Union, l'agence nationale peut procéder à la compensation avant l'échéance.

Un recours peut être formé contre cette compensation auprès des instances compétentes conformément à l'article II.18.2 ;

(b) En actionnant la garantie financière lorsque celle-ci a été prévue et conformément à l'article I.4.2 ;
(c) En engageant la responsabilité conjointe et solidaire des bénéficiaires à concurrence de la contribution maximale de l'Union européenne indiquée, pour chaque bénéficiaire, dans le budget prévisionnel (annexe II telle que modifiée en dernier lieu)
(d) En engageant une procédure judiciaire conformément aux dispositions de l'article II.18.2. ou dans les conditions particulières »

17. Le troisième paragraphe de l'article II.27.2 doit être lu comme suit :
« Les périodes définies aux premier et deuxième alinéas sont plus longues si la législation nationale en vigueur l'exige, ou en cas d'audits, d'appels, de contentieux, ou de recours en cours concernant la subvention, y compris dans les cas référencés à l'article II.27.2. Dans de tels cas, les bénéficiaires doivent conserver les documents jusqu'à la clôture de ces audits, appels, contentieux et recours. »

18. L'article II.27.3 doit être lu comme suit :
« Lorsqu'un contrôle ou un audit est initié avant le paiement du solde, le coordinateur doit fournir toute information, y compris au format électronique, demandée par l'agence nationale ou par la Commission européenne, ou par toute organisme mandaté par l'agence nationale. Le cas échéant, l'agence nationale ou la Commission européenne peut demander que ces informations soient fournies directement par le bénéficiaire.

Lorsque le contrôle ou l'audit est initié après le versement du solde, les informations mentionnées à l'alinéa précédent doivent être fournies par le bénéficiaire concerné.

Si le bénéficiaire concerné ne remplit pas les obligations des deux premiers alinéas, l'agence nationale peut considérer :

(a) comme inéligible tout frais insuffisamment justifié par les informations fournies par le bénéficiaire ;
(b) comme non due toute contribution unitaire insuffisamment justifiée par les informations fournies par le bénéficiaire. »

SIGNATURES

Pour le coordinateur	Pour l'agence nationale
Jean-Daniel HECKMANN	**Laure Coudret-Laut**
Directeur général des services	**Directrice**
Fait à ...., le	Fait à Bordeaux, le ....

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0303_05-DE

REGION BRETAGNE

19_0303_ET_05

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL

8 juillet 2019

DELIBERATION

Programme 0303 – Offrir un cadre bâti favorisant l'épanouissement de tous les acteurs des lycées

La Commission permanente du Conseil régional, convoquée par son Président le 28 juin 2019, s'est réunie le lundi 8 juillet 2019 sous la présidence de celui-ci, au siège de la Région Bretagne à Rennes.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment sa quatrième partie, relative à la Région ;

Vu la délibération n° 17_DAJCP_SA_06 du Conseil régional en date du 22 juin 2017 approuvant les délégations accordées à la Commission permanente ;

Vu l'ensemble des décisions budgétaires de l'exercice en cours ;

Vu l'ensemble des délibérations précisant les modalités d'intervention des dispositifs actuels de la Région ;

Au vu du rapport présenté par Monsieur le Président du Conseil régional ;

Et après avoir délibéré ;

DECIDE

En section d'investissement :

- d'AFFECTER sur le montant d'autorisation de programme disponible, un crédit de 4 904 000 € pour le financement des opérations (14) figurant en annexe ;

- de PROCEDER au complément d'affectation de l'opération figurant en annexe pour un montant de 733 000 € ;

- de VALIDER les éléments nouveaux essentiels du programme et la nouvelle estimation financière de l'opération OP187MYI (PR18GGKU) portant sur la restructuration partielle du service de restauration et la réfection et sécurisation de la toiture du lycée Jean Moulin à ST BRIEUC (1,5 M°€ TTC) ;

- de VALIDER les éléments essentiels du programme, l'estimation financière de l'opération OP19XAHE (PR15B4Z9) portant sur l'espace scientifique et espace ASSP : restructuration des bâtiments A et B au lycée de l'Elorn à LANDERNEAU (7,8 M°€ TTC), ainsi que le type de consultation de maîtrise d'œuvre (concours sur Esquisse + - 3 équipes admises à concourir – montant des primes : 30 000 € HT), d'AUTORISER le mandataire Président du Conseil Régional à lancer la consultation de maîtrise d'œuvre et d'AUTORISER le Président du Conseil Régional à engager les diverses formalités réglementaires (autorisation de travaux, permis de construire et/ou démolir) ;

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0303_05-DE

- de VALIDER les éléments essentiels du programme, l'estimation financière de l'opération OP19LC25 (PR194RG0) portant sur la réfection des toitures du gymnase et de l'administration au lycée Laënnec à PONT L'ABBE (900K€ TTC), ainsi que le type de consultation de maîtrise d'œuvre (procédure adaptée), d'AUTORISER le mandataire à lancer la consultation de maîtrise d'œuvre et d'AUTORISER le Président du Conseil Régional à engager les diverses formalités réglementaires (autorisation de travaux, permis de construire et/ou démolir) ;

- de VALIDER les éléments essentiels du programme, l'estimation financière de l'opération OP19KD0H (PR19WAK7) portant sur la sécurisation du site du lycée Laënnec à PONT L'ABBE (80K€ TTC), ainsi que le type de consultation de maîtrise d'œuvre (procédure adaptée), d'AUTORISER le Président du Conseil Régional à lancer la consultation de maîtrise d'œuvre et à engager les diverses formalités réglementaires (autorisation de travaux, permis de construire et/ou démolir) ;

- de VALIDER les éléments essentiels du programme, l'estimation financière de l'opération OP19NK9E (PR19HV70) portant sur l'implantation de la filière pressing et création espace agents à l'EREA de RENNES (500K€ TTC), ainsi que le type de consultation de maîtrise d'œuvre (procédure adaptée), d'AUTORISER le mandataire à lancer la consultation de maîtrise d'œuvre et d'AUTORISER le Président du Conseil Régional à engager les diverses formalités réglementaires (autorisation de travaux, permis de construire et/ou démolir) ;

- de VALIDER les éléments essentiels du programme, l'estimation financière de l'opération OP19BYVJ (PR1923Q9) portant sur l'aménagement d'un local pour stocker les véhicules roulants des équipes espaces verts au lycée Bréquigny à RENNES (80K€ TTC), ainsi que le type de consultation de maîtrise d'œuvre (procédure adaptée), d'AUTORISER le Président du Conseil Régional à lancer la consultation de maîtrise d'œuvre et à engager les diverses formalités réglementaires (autorisation de travaux, permis de construire et/ou démolir) ;

- de VALIDER les éléments essentiels du programme, l'estimation financière de l'opération OP191R4K (PR19Y3MG) portant sur la sécurisation du site du lycée Jacques Cartier à ST MALO (182K€ TTC), ainsi que le type de consultation de maîtrise d'œuvre (procédure adaptée), d'AUTORISER le Président du Conseil Régional à lancer la consultation de maîtrise d'œuvre et à engager les diverses formalités réglementaires (autorisation de travaux, permis de construire et/ou démolir) ;

- de VALIDER les éléments essentiels du programme, l'estimation financière de l'opération OP19UABG (PR196D91) portant sur le remplacement du transformateur du lycée Louis Armand à LOCMINE (100K€ TTC), ainsi que le type de consultation de maîtrise d'œuvre (procédure adaptée), d'AUTORISER le Président du Conseil Régional à lancer la consultation de maîtrise d'œuvre et à engager les diverses formalités réglementaires (autorisation de travaux, permis de construire et/ou démolir) ;

- de VALIDER les éléments essentiels du programme, l'estimation financière de l'opération OP19V1OX (PR19W7LJ) portant sur la mise en place d'un escalier complémentaire au lycée Colbert à LORIENT (300K€ TTC), ainsi que le type de consultation de maîtrise d'œuvre (procédure adaptée), d'AUTORISER le Président du Conseil Régional à lancer la consultation de maîtrise d'œuvre et à engager les diverses formalités réglementaires (autorisation de travaux, permis de construire et/ou démolir) ;

- de VALIDER les éléments essentiels du programme, l'estimation financière de l'opération OP191WK8 (PR19LLSY) portant sur la réfection des chaufferies du lycée Julien Crozet à PORT-LOUIS (500K€ TTC), ainsi que le type de consultation de maîtrise d'œuvre (procédure adaptée), d'AUTORISER le Président du Conseil Régional à lancer la consultation de maîtrise d'œuvre et à engager les diverses formalités réglementaires (autorisation de travaux, permis de construire et/ou démolir) ;

- de VALIDER les éléments essentiels du programme, l'estimation financière de l'opération OP19RBP2 (PR19404I) portant sur la réfection de logements de fonction au lycée M. Berthelot à QUESTEMBERT (80K€ TTC), ainsi que le type de consultation de maîtrise d'œuvre (procédure adaptée), d'AUTORISER le Président du Conseil Régional à lancer la consultation de maîtrise d'œuvre et à

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0303_05-DE

engager les diverses formalités réglementaires (autorisation de travaux, permis de construire et/ou démolir) ;

- de VALIDER les éléments essentiels du programme, l'estimation financière de l'opération OP199GCX (PR19PFV7) portant sur la réfection des chaufferies des serres du site de Talhouët du LPA de ST JEAN BREVELAY (100K€ TTC), ainsi que le type de consultation de maîtrise d'œuvre (procédure adaptée), d'AUTORISER le Président du Conseil Régional à lancer la consultation de maîtrise d'œuvre et à engager les diverses formalités réglementaires (autorisation de travaux, permis de construire et/ou démolir) ;

- de VALIDER les éléments essentiels du programme, l'estimation financière de l'opération OP19T61P (PR197K8S) portant sur la réfection de la chaufferie de l'internat filles du lycée Jean Guéhenno à VANNES (150K€ TTC), ainsi que le type de consultation de maîtrise d'œuvre (procédure adaptée), d'AUTORISER le Président du Conseil Régional à lancer la consultation de maîtrise d'œuvre et à engager les diverses formalités réglementaires (autorisation de travaux, permis de construire et/ou démolir) ;

- de VALIDER les éléments essentiels du programme, l'estimation financière de l'opération OP19R2TL (PR1927LI) portant sur la reconstruction de l'internat garçons du lycée Jean Guéhenno à VANNES (7,9 M°€ TTC), ainsi que le type de consultation de maîtrise d'œuvre (concours sur Esquisse - 3 équipes admises à concourir – montant des primes : 30 000 € HT), d'AUTORISER le mandataire Président du Conseil Régional à lancer la consultation de maîtrise d'œuvre et d'AUTORISER le Président du Conseil Régional à engager les diverses formalités réglementaires (autorisation de travaux, permis de construire et/ou démolir).

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0303_05-DE

FICHE PROJET n°PR19H3D1

Lycée Dupuy de Lôme - BREST
Restructuration internat, infirmerie et vestiaires agents, formation ASSP et rénovation thermique du bâtiment C

Décisions proposées à la présente Commission Permanente :

Affectation des crédits portant sur l'opération "étude pré-opérationnelle" (162 000 €)

Historique du projet

Opération globale

Date de CP | Décisions | **Opération OP19HT48**

08/07/2019 ⇒

L'opération prévoit la restructuration de l'internat et intègre également celle des locaux de la formation ASSP, des locaux agents et de l'infirmerie.
Les objectifs sont :

* Améliorer les conditions d'hébergement et d'enseignement de la formation ASSP,
* Terminer les travaux de restructuration du RDC du Bâtiment B et ainsi parfaire les locaux de vie et de travail des agents du service général et de maintenance,
* Améliorer les performances énergétiques et rendre accessible les bâtiments (B et C) restructurés.

Le calendrier prévisionnel du projet est le suivant :

Etudes pré-opérationnelles :	Juillet 2019 -> décembre 2019
Etudes :	Décembre 2019 -> avril 2021
Travaux :	Avril 2021 -> Mars 2024

Plan de financement : fonds propres de la Région et/ou emprunt

Budget prévisionnel du projet :

	Montant TTC
Etudes diverses	36 000
Indemnité de concours	144 000
Maîtrise d'œuvre	1 308 000
OPC/CT/SPS/AMO	345 312
Aléas, révisions et divers	117 688
Sous-total "Etudes"	***1 951 000***
Restructuration/réhabilitation	9 000 000
Communication niveau B	72 000
Démolitions	300 000
VRD et aménagements paysagers	552 000
Aménagements ext spécifiques	540 000
1 % artistique	90 720
Assurance dommage ouvrage	156 960
Aléas et révisions	688 320
Sous-total "Travaux"	***11 400 000***
Etudes pré-opérationnelles	***162 000***
Total	***13 513 000*** ***valeur fin de chantier (Mars 2024)***

Maîtrise d'œuvre : consultation dans le cadre d'une procédure adaptée

Maîtrise d'ouvrage : déléguée à SEMBREIZH

08/07/2019 | INI ⇒ Montant affecté 162 000 €

Montant total affecté :	162 000 €

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0303_05-DE

FICHE PROJET n°PR15B4Z9

Lycée de l'Elorn - LANDERNEAU
Restructuration Phase 1 – Salles balanalisées et locaux ASSP

Décisions proposées à la présente Commission Permanente :

Affectation des crédits portant sur l'opération "études" (1 220 000 €)
Validation du programme de l'opération
Autorisation de lancer la consultation de maîtrise d'œuvre
Engagement des diverses formalités réglementaires

Historique du projet

Etude

Date de CP | Décisions | **Opération OP15LIE1**

08/07/2019 ⇒

Le programme de l'opération prévoit :
* l'amélioration des conditions d'enseignement par la construction d'un bâtiment d'enseignement général et professionnel accueillant les locaux de la formation ASSP, 10 salles banalisées et une salle multiactivités, pour une surface total d'environ 1700 m²
* la déconstruction de la salle d'activité D et des bâtiments modulaires P1 et P2.
* le réaménagement de la salle des enseignants et la mise en accessibilité du bâtiment C/C', pour permettre ainsi l'accessibilité PMR complète de ce bâtiment

Le calendrier prévisionnel du projet est le suivant :
Recrutement MOE (concours) : Mai 2020
Etudes : Novembre 2020 -> Juin 2021
Travaux : Juin 2021 -> Décembre 2023

Plan de financement : fonds propres de la Région et/ou emprunt

Budget prévisionnel du projet :

	Montant TTC
Etudes diverses	48 000
Indemnité concours	72 000
Maîtrise d'œuvre	795 000
OPC/CT/SPS/AMO	224 000
Aléas et révisions	81 000
Sous-total "Etudes"	***1 220 000***
Construction	4 758 960
Restructuration/Réhabilitation	420 000
Equipements particuliers	240 000
Démolitions	171 600
VRD et Aménagements paysagers	300 000
1 % artistique	54 189
Assurance dommage ouvrage	88 358
Aléas travaux – actualisations	472 330
Régularisation TVA	5 562
Sous-total "Travaux"	***6 511 000***
Dépenses directes Maîtrise d'ouvrage	***42 000***
Total	***7 773 000***

valeur fin de chantier (Dec 2023)

Maîtrise d'ouvrage : déléguée à SEMBREIZH

Maîtrise d'œuvre : concours sur Esquisse +
Nb d'équipes admises à concourir : 3
Montant des primes : 30 000 € HT

08/07/2019 | INI ⇒ Montant affecté 1 220 000 €

Montant total affecté :	1 220 000 €
Montant total affecté du projet :	**1 220 000 €**

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0303_05-DE

FICHE PROJET n°PR15B4Z9

Lycée de l'Elorn - LANDERNEAU
Restructuration Phase 1 – Salles balanalisées et locaux ASSP

Les marchés

Rendu-compte des marchés et avenants (RCDP)

Prestations intellectuels / Fournitures courantes et services

Titulaire	Ville	Lot	Durée en mois	Date de notif			
DEKRA	BREST	CT	-	18/05/2015	Montant initial	8 790,00 €	Session mars 2016
					avenant	0,00 €	
					total	**8 790,00 €**	

Titulaire	Ville	Lot	Durée en mois	Date de notif			
DEKRA	BREST	SPS	-	18/05/2015	Montant initial	6 862,00 €	Session mars 2016
					avenant	0,00 €	
					total	**6 862,00 €**	

Montant total des marchés :	15 652,00 €

Maîtrise d'œuvre

Titulaire	Ville	Date de notif			
IPH	CESSON SEVIGNE	16/01/2015	Montant initial	80 000,00 €	Session mars 2016
			avenant	19 880,00 €	
			total	**99 880,00 €**	

Montant total du marché :	99 880,00 €

Travaux

Titulaire	Ville	Lot	Durée en mois	Date de notif			
LARVOR	BREST	Gros œuvre	11	06/07/2015	Montant initial	158 588,09 €	Session mars 2016
					avenant	3 855,00 €	
					total	**162 443,09 €**	

Titulaire	Ville	Lot	Durée en mois	Date de notif			
SALAUN	GUIPAVAS	Revêtement de sol	11	06/07/2015	Montant initial	99 494,71 €	Session mars 2016
					avenant	2 588,01 €	
					total	**102 082,72 €**	

Titulaire	Ville	Lot	Durée en mois	Date de notif			
LALOUER BOUCHER	GOUESNOU	Menuiserie	11	06/07/2015	Montant initial	117 404,42 €	Session mars 2016
					avenant	2 529,27 €	
					total	**119 933,69 €**	

Titulaire	Ville	Lot	Durée en mois	Date de notif			
LARVOR	BREST	Peinture	11	31/08/2015	Montant initial	43 169,10 €	Session mars 2016
					avenant	0,00 €	
					total	**43 169,10 €**	

Titulaire	Ville	Lot	Durée en mois	Date de notif			
LAUTEC	GUIPAVAS	Electricité	11	06/07/2015	Montant initial	99 500,87 €	Session mars 2016
					avenant	8 898,49 €	
					total	**108 399,36 €**	

Titulaire	Ville	Lot	Durée en mois	Date de notif			
C.S.O.	PLABENNEC	Plomberie	11	06/07/2015	Montant initial	90 500,00 €	Session mars 2016
					avenant	28 931,36 €	
					total	**119 431,36 €**	

Titulaire	Ville	Lot	Durée en mois	Date de notif			
JARDINS SERVICES	PLABENNEC	VRD	2	22/06/2016	Montant initial	40 038,30 €	Session octobre 2016
					avenant	850,00 €	
					total	**40 888,30 €**	

Titulaire	Ville	Lot	Durée en mois	Date de notif			
SNEF	BREST	Electricité	2	22/06/2016	Montant initial	15 507,34 €	Session octobre 2016
					avenant	1 647,99 €	
					total	**17 155,33 €**	

Titulaire	Ville	Lot	Durée en mois	Date de notif		
NOVELLO		Façades	11	09/06/2017	Montant initial	6 220,20 €
					avenant	0,00 €
					total	**6 220,20 €**

Titulaire	Ville	Lot	Durée en mois	Date de notif		
HETET CONSTRUCTION		Second œuvre	11	12/07/2017	Montant initial	11 628,89 €
					avenant	0,00 €
					total	**11 628,89 €**

Titulaire	Ville	Lot	Durée en mois	Date de notif		
HETET CONSTRUCTION		Menuiseries extérieures	11	12/07/2017	Montant initial	21 429,00 €
					avenant	1 858,00 €
					total	**21 429,00 €**

Titulaire	Ville	Lot	Durée en mois	Date de notif		
FIEL		Peinture	2	12/07/2017	Montant initial	8 088,60 €
					avenant	0,00 €
					total	**8 088,60 €**

Titulaire	Ville	Lot	Durée en mois	Date de notif		
SNEF	BREST	Electricité	2	12/07/2017	Montant initial	13 728,10 €
					avenant	0,00 €
					total	**13 728,10 €**

Montant total des marchés :	774 597,74 €

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0303_05-DE

FICHE PROJET n°PR196D91

Lycée Louis Armand - LOCMINE
Mise en place d'un tarif "jaune" et supression du transformateur

Décisions proposées à la présente Commission Permanente :

Affectation des crédits portant sur l'opération "globale" (100 000 €)
Validation du programme de l'opération
Autorisation de lancer la consultation de maîtrise d'œuvre
Engagement des diverses formalités réglementaires

Historique du projet

Date de CP | Décisions | **Opération Etudes**

Opération 19UABG

08/07/2019 ⇒ L'établissement est actuellement alimenté par une installation électrique haute tension située sur le site et raccordée au réseau public. Cette configuration rend difficile les opérations de maintenance.
Aussi, ce projet prévoit de supprimer cet équipement haute tension sur le site et de procéder à une installation dite « tarif jaune » afin que le lycée soit alimenté par un transformateur public géré par la société ENEDIS.

Le calendrier prévisionnel du projet est le suivant :

Programme :	mai-19
Etudes :	octobre 2019 -> juillet 2020
Travaux :	juillet 2020 -> septembre 2020

Plan de financement : fonds propres de la Région

Budget prévisionnel du projet :

	Budget initial
Etudes	15 000
Travaux	85 000
Total	***100 000***

Valeur fin de chantier : septembre 2020

Maîtrise d'œuvre : Procédure adaptée
Maîtrise d'ouvrage directe

08/07/2019 | INI ⇒ Montant affecté 100 000,00 €

Montant total affecté :	100 000 €

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0303_05-DE

FICHE PROJET n°PR19W7LJ

Lycée Colbert - LORIENT
Sécurité incendie - Mise en place d'un escalier complémentaire

Décisions proposées à la présente Commission Permanente :

Affectation de l'opération globale, soit 300 000 € TTC
Validation du programme de l'opération
Autorisation de lancer la consultation de maîtrise d'œuvre
Engagement des diverses formalités réglementaires

Historique du projet

Date de CP | Décisions | **Opération globale**

Opération 19V1OX

08/07/2019 →

La commission de sécurité a émis en 2017 un avis défavorable à la poursuite de l'exploitation du bâtiment E. En effet, au regard de l'évolution des effectifs, le nombre d'issues de secours est aujourd'hui insuffisant.
Ce projet porte sur la construction d'un escalier complémentaire en façade du bâtiment E qui permettra de lever cet avis défavorable.

Le calendrier prévisionnel du projet est le suivant :

Programme :	mai-19
Etudes :	septembre 2019 -> juin 2020
Travaux :	juin 2020 -> octobre 2020

Plan de financement : fonds propres de la Région

Budget prévisionnel du projet :

	Budget initial
Maîtrise d'œuvre	21 600
CT/SPS/AMO QE	16 800
Aléas, révisions et divers	21 600
Sous-total "Etudes"	***60 000***
Construction	204 000
Aléas et révisions	36 000
Sous-total "Travaux"	***240 000***
Total	***300 000***

Valeur fin de chantier : octobre 2020

08/07/2019 → Maîtrise d'œuvre : Procédure adaptée

Maîtrise d'ouvrage directe

08/07/2019 | INI → Montant affecté 300 000,00 €

Montant total affecté :	300 000 €

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0303_05-DE

FICHE PROJET n°PR194RG0

Lycée Laënnec - PONT L'ABBE
Réfection des toitures du gymnase et de l'administration

Décisions proposées à la présente Commission Permanente :

Affectation de l'opération globale, soit 900 000 € TTC
Approbation du programme de l'opération
Autorisation de lancer la consultation de maîtrise d'œuvre
Autorisation d'engager les formalités réglementaires

Historique du projet

Opération globale

Date de CP | Décisions

Opération OP19LC25

08/07/2019 ⇒ Le programme de l'opération a pour objet :
- la réfection de l'étanchéité de la toiture
- l'isolation éligibles au CEE, de ravalement et de voierie
- la réfection et d'isolation de terrasse pour une aile de l'administration

Il est également prévu de :
- procéder à un audit des toitures du bâtiment B « administration Gresta CDI » et des logements de fonction « bâtiment L1 »
- étudier la mise en place d'accès et de garde-corps sur les terrasses de « l'externat ».

Planning prévisionnel du projet :
Etudes : De Septembre 2019 à Eté 2020
Travaux : Eté 2020

Plan de financement : fonds propres de la Région et/ou emprunt

Budget prévisionnel du projet :

	Budget initial
Etudes et divers	12 000
Maîtrise d'œuvre	74 400
OPC, SPS et CT	26 784
Aléas études	3395,52
Sous-total "Etudes"	***116 580***
Ravalement	96 000
Clos / Couvert	564 000
Equipement particulier	12 000
VRD et aménagements paysagers	72 000
Aléas et révisions	38 688
Régularisation	732
Sous-total "Travaux"	***783 420***
Total	***900 000***

valeur fin de chantier : Eté 2020

Maîtrise d'ouvrage déléguée à SEMBREIZH

Maîtrise d'œuvre : marché en procédure adaptée

08/07/2019 | INI ⇒ Montant affecté 900 000 €

Montant total affecté :	900 000 €

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0303_05-DE

FICHE PROJET n°PR19WAK7

Lycée Laënnec - PONT L'ABBE
Sécurisation des accès

Décisions proposées à la présente Commission Permanente :

Affectation de l'opération globale, soit 80 000 € TTC
Approbation du programme de l'opération
Autorisation de lancer la consultation de maîtrise d'œuvre
Autorisation d'engager les formalités réglementaires

Historique du projet

Opération globale

Date de CP | Décisions

Opération OP19KD0H

08/07/2019 ⇨ Le programme de l'opération prévoit d'améliorer la sécurité des usagers du lycée.
Les objectifs recherchés sont :
- d'assurer la sécurité du cheminement et de la traversée des piétons,
- de distinguer les flux piétons / voitures
- d'inciter au ralentissement des automobilistes et deremédier aux stationnements anarchiques dans la rue du lycée

Planning prévisionnel du projet :
Etudes : Mai - Juin 2019
Travaux : Été 2019 à Printemps 2020

Plan de financement : fonds propres de la Région et/ou emprunt

Budget prévisionnel du projet :

	Budget initial
Maîtrise d'œuvre	768
SPS et CT	2 227
Sous-total "Etudes"	***2 995***
Aménagement ext. Spécifiques	76 800
Arrondi	205
Sous-total "Travaux"	***77 005***
Total	***80 000***

valeur fin de chantier (Printemps 2020)

Maîtrise d'ouvrage directe

Maîtrise d'œuvre : marché en procédure adaptée

08/07/2019 | INI ⇨ Montant affecté 80 000 €

Montant total affecté :	80 000 €

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0303_05-DE

FICHE PROJET n°PR19LLSY

Lycée Crozet - PORT-LOUIS
Réfection des chaufferies (bâtiment C et G)

Décisions proposées à la présente Commission Permanente :

Affectation des crédits portant sur l'opération "études" (100 000 €)
Validation du programme de l'opération
Autorisation de lancer la consultation de maîtrise d'œuvre
Engagement des diverses formalités réglementaires

Historique du projet

Date de CP | Décisions | **Opération Etudes**

Opération 191WK8

Cette opération porte sur la réfection des deux chaufferies indépendantes situées dans les bâtiments Externat (C) et Restauration (G).

08/07/2019 ⇨ Les travaux envisagés sont :
- Réfection des 2 chaufferies
- Supression de le la mini chaufferie et raccordement sur la chaufferie principale
- Mise en oeuvre de régulations de chauffage performantes et d'un supervision pour faciliter l'exploitation des équipements

Le calendrier prévisionnel du projet est le suivant :

Programme :	mai-19
Etudes :	septembre 2019 -> mai 2020
Travaux :	mai 2020 -> décembre 2020

Plan de financement : fonds propres de la Région

Budget prévisionnel du projet :

	Budget initial
Etudes	100 000
Travaux	400 000
Total	***500 000***

Valeur fin de chantier : décembre 2020

Maîtrise d'œuvre : Procédure adaptée
Maîtrise d'ouvrage directe

08/07/2019 | INI ⇨ Montant affecté 100 000,00 €

Montant total affecté :	100 000 €

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0303_05-DE

FICHE PROJET n°PR19404I

Lycée Berthelot - QUESTEMBERT
Logements de fonction

Décisions proposées à la présente Commission Permanente :

Affectation des crédits portant sur l'opération globale (80 000 €)
Validation du programme de l'opération
Autorisation de lancer la consultation de maîtrise d'œuvre
Engagement des diverses formalités réglementaires

Historique du projet

Date de CP | Décisions | **Opération globale**

Opération 19RBP2

Cette opération porte sur :
- le remplacement du système actuel de production d'eau chaude sanitaire des trois logements de fonction du

08/07/2019 ⇨ bâtiment Internat.
- l'installation de gaz vieillissante sera remplacée par la mise en œuvre de ballons électriques autonomes.
- la réfection des salles de bains

Le calendrier prévisionnel du projet est le suivant :

Programme :	mai 2019
Etudes :	juillet 2019 -> novembre 2020
Travaux :	novembre 2020 -> février 2021

Plan de financement : fonds propres de la Région

Budget prévisionnel du projet :

	Budget initial
Etudes	12 000
CT/SPS/AMO QE	68 000
Total	***80 000***

Valeur fin de chantier : Février 2021

Maîtrise d'œuvre : Procédure adaptée
Maîtrise d'ouvrage directe

08/07/2019 | INI ⇨ Montant affecté 80 000,00 €

Montant total affecté :	80 000 €

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0303_05-DE

FICHE PROJET n° PR1923Q9

Lycée BREQUIGNY - RENNES (35)
Aménagement d'un local de stokage des véhicules roulants espaces verts

Décisions proposées à la présente Commission Permanente :

Affectation des crédits portant sur les travaux (80 000 €)
Validation du programme technique et du coût de l'opération
Engagement des diverses formalités réglementaires

Historique du projet

Date de CP | Décisions | **Opération globale (Etudes et Travaux)**

Opération OP19BYVJ

08/07/2019 INI ⇒ Dans le cadre de la restructuration du lycée, le bâtiment accueillant actuellement les équipements roulants sera affecté à d'autres activités. Aussi, il convient de recréer un nouveau local en réhabilitant le local lingerie actuel pour entreposer les matériels roulants d'entretien des espaces verts.

Le calendrier prévisionnel du projet est le suivant :

Etudes	Septembre 2019
Travaux :	Début 2020

Plan de financement : fonds propres de la Région et/ou emprunt

Budget prévisionnel du projet :

	Budget initial
Maîtrise d'œuvre	6 600
Divers arrondi	800
Sous-total Etudes	***7 400***
Construction	66 000
Aléas travaux	6 600
Sous-total Travaux	***72 600***
Total	***80 000***

Valeur fin de chantier : Juin 2020

Maîtrise d'ouvrage : Directe
Maître d'œuvre : Procédure adaptée

08/07/2019 INI ⇒ Montant affecté 80 000,00 €

Montant total affecté :	80 000 €

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0303_05-DE

FICHE PROJET PR19HV70

EREA Magda Hollander-Lafon - RENNES
Projet d'implantation de la filière pressing et création d'un espace agents

Décisions proposées à la présente Commission Permanente :

Affectation des crédits portant sur l'opération Etudes (70 000 €)
Validation du programme et du coût de l'opération
Engagement des diverses formalités réglementaires

Historique du projet

Date de CP | Décisions | **Opération Etudes**

OP19NK9E

08/07/2019

A la rentrée 2020 une nouvelle section CAP Pressing sera créée, nécessitant des locaux de formation dédiés. Ces locaux peuvent être aménagés dans la lingerie actuelle, qui sera transférée en novembre 2019 au lycée de Bréquigny.
Parallèlement, l'aménagement d'un nouvel espace agents (salle de repos, vestiaires et sanitaires) est nécessaire.

Le calendrier prévisionnel du projet est le suivant :

Programme :	mai 2019
Etudes	septembre 2019
Travaux :	Début 2020 - Rentrée 2020

Plan de financement : fonds propres de la Région et/ou emprunt

Budget prévisionnel du projet :

	Budget initial
Etudes	70 000
Travaux	430 000
Total	***500 000***

Valeur fin de chantier : Septembre 2020

Marchés de travaux: marchés en procédure adaptée

Maîtrise d'ouvrage : Déléguée SEMBREIZH

08/07/2019 | INI | Montant affecté | 70 000,00 €

Montant total affecté :	70 000 €

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0303_05-DE

FICHE PROJET n°PR18GGKU

Lycée Jean Moulin - SAINT-BRIEUC
Restauration - restructuration laverie - réfection de la toiture

Décision proposée à la présente Commission Permanente :

Affectation complémentaire de crédit portant sur l'opération globale : 733 333 €
Approbation des éléments complémentaire du programme

Historique du projet

Globale (études + travaux)

Date de CP | Décisions | **Opération OP187MYI**

03/12/2018 ⇒ Le programme porte sur :
- la restructuration partielle du service de restauration/laverie

08/07/2019 ⇒ Le bâtiment, objet de cette opération, présente des complexes d'étanchéités existants dégradés nécessitant une réfection et une mise en sécurité de la toiture. Il est proposé d'inclure cette réfection de toiture à l'opération de restructuration du service de restauration.

Le calendrier prévisionnel du projet est le suivant :

Programme :	
Etudes :	nov-19
Travaux :	nov-20

Plan de financement : fonds propres de la Région et/ou emprunt

Budget prévisionnel du projet :

	Montant TTC
Etudes et divers honoraires	48 000
Maîtrise d'œuvre	157 950
OPC/CT/SPS	38 025
Aléas, révisions et divers	9 025
Sous-total "Etudes"	***253 000***
Restructuration/réhabilitation	600 000
Clos/couvert	540 000
VRD	30 000
Aléas, révisions et divers	120 000
Sous-total "Travaux"	***1 290 000***
Total	***1 543 000***

Valeur fin de chantier Novembre 2020

03/12/2018 ⇒ Maîtrise d'œuvre : procédure adaptée
Maîtrise d'ouvrage : déléguée à SEMBREIZH
Engagement des formalités réglementaires

03/12/2018 | INI ⇒ Montant affecté 810 000,00 €

08/07/2019 | INI2 ⇒ Montant affecté 733 000,00 €

Montant total affecté :	1 543 000,00 €

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0303_05-DE

FICHE PROJET n°PR19Y3MG

Lycée Jacques Cartier - SAINT-MALO (35)
Sécurisation du site

Décisions proposées à la présente Commission Permanente :

Affectation des crédits portant sur l'opération globale (182 000 €)
Validation du programme et du coût de l'opération
Engagement des diverses formalités réglementaires

Historique du projet

Date de CP | Décisions | **Opération globale**

Opération OP191R4K

La présente opération concerne le traitement technique de sécurisation de 4 accès piétons et véhicules de l'établissement par la réalisation des travaux portant sur :

08/07/2019 INI

- le portail et la voirie d'accès principal du lycée
- le portail d'entrée des personnels par lequel accède une vingtaine de véhicules légers.
- le portail d'entrée par lequel accèdent de 60 à 70 % des élèves
- le portail « accès pompier ».

Le calendrier prévisionnel du projet est le suivant :

Programme : 2nd semestre 2019
Travaux : 2nd trimestre 2020

Plan de financement : fonds propres de la Région et/ou emprunt

Budget prévisionnel du projet :

	Budget initial
Etudes et honoraires divers	3 600
Maîtrise d'œuvre	12 096
Contrçole technique + SPS	7 560
Aléas Etudes +arrondi TVA	1 463
Sous-total *Etudes*	***24 719***
Construction	151 200
Aléas travaux et divers	6 081
Sous-total "Travaux"	***157 281***
Total	***182 000***

Valeur fin de chantier : juin 2020

Maîtrise d'ouvrage : Directe
Maître d'œuvre : Procédure adaptée

08/07/2019 INI Montant affecté 182 000,00 €

Montant total affecté :	182 000 €

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0303_05-DE

FICHE PROJET n°PR19PFV7

Lycée Le Sullio - SAINT JEAN BREVELAY (Site du Talhouët - HENNEBONT)
Chaufferie des serres

Décisions proposées à la présente Commission Permanente :

Affectation des crédits portant sur l'opération globale (100 000 €)
Validation des éléments essentiels du programme
Autorisation de lancer la consultation de maîtrise d'œuvre
Engagement des diverses formalités réglementaires

Historique du projet

Date de CP | Décisions | **Opération globale**

Opération 199GCX

08/07/2019 ⇒ Ce projet porte sur le remplacement du système de chauffage des serres du CFA du Talhouët, site rattaché au Lycée Professionnel Agricole Le Sullio de Saint Jean de Brévelay.
Les serres sont actuellement chauffées par une chaudière de 1992.
Cette opération a pour objectif d'optimiser la production de chaleur, la distribution des zones ainsi que le pilotage économe des installations.

Le calendrier prévisionnel du projet est le suivant :

Programme :	mai-19
Etudes :	septembre 2019 -> juin 2020
Travaux :	juin 2020 -> octobre 2020

Plan de financement : fonds propres de la Région

Budget prévisionnel du projet :

	Budget initial
Etudes	15 000
Travaux	85 000
Total	***100 000***

Valeur fin de chantier : Octobre 2020

08/07/2019 ⇒ Maîtrise d'œuvre : Procédure adaptée

Maîtrise d'ouvrage directe

08/07/2019 | INI ⇒ Montant affecté 100 000,00 €

Montant total affecté :	100 000 €

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0303_05-DE

FICHE PROJET n°PR197K8S

Lycée Jean Guéhenno - VANNES
Réfection de la chaufferie de l'internat fille

Décisions proposées à la présente Commission Permanente :

Affectation des crédits portant sur l'opération "études" (30 000 €)
Validation du programme de l'opération
Autorisation de lancer la consultation de maîtrise d'œuvre
Engagement des diverses formalités réglementaires

Historique du projet

Date de CP | Décisions | **Opération Etudes**

Opération 19T61P

08/07/2019 ⇒

L'internat filles du lycée jean Guéhenno a fait l'objet d'une rénovation en 2013.
L'objectif principal de cette opération est de procéder à la réfection de la chaufferie qui n'avait pas été modifiée lors de cette rénovation.
Il est proposé de remplacer cette dernière par deux chaudières à condensation et d'agrandir le local chaufferie ce qui permettra d'optimiser la production et d'eau chaude sanitaire et la régulation du chauffage.

Le calendrier prévisionnel du projet est le suivant :

Programme :	mai 2019
Etudes :	octobre 2019 -> juillet 2020
Travaux :	juillet 2020 -> février 2021

Plan de financement : fonds propres de la Région

Budget prévisionnel du projet :

	Budget initial
Etudes	30 000
Travaux	120 000
Total	***150 000***

Valeur fin de chantier : février 2021

08/07/2019 ⇒ Maîtrise d'œuvre : Procédure adaptée

Maîtrise d'ouvrage directe

08/07/2019 | INI ⇒ Montant affecté 30 000,00 €

Montant total affecté :	30 000 €

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0303_05-DE

FICHE PROJET n°PR1927LI

Lycée Jean Guéhenno - VANNES
Reconstruction d'un internat garçons (bâtiment H)

Décisions proposées à la présente Commission Permanente :

Affectation des crédits portant sur l'opération "études" (1 500 000 €)
Validation du programme de l'opération
Autorisation de lancer la consultation de maîtrise d'œuvre
Engagement des diverses formalités réglementaires

Historique du projet

Date de CP | Décisions | **Opération études**

Opération 19R2TL

08/07/2019

Cette opération porte sur la reconstruction de l'internat aujourd'hui occupés par les garçons (bâtiment H), construit en 1951, vétuste, ne proposant plus de conditions d'accueil et de confort optimales pour les internes et ne répond plus aux exigences de sécurité et d'accessibilité.
Le projet permettra d'améliorer les conditions d'hébergement et de vie lycéenne ainsi qu'une grande adaptabilité et modularité des locaux afin de répondre à l'évolution des effectifs et il comprend :
• la construction de 1643 m² de surface utile répartie entre les locaux internat (1113m²), locaux communs (215m²), locaux sportifs (265m²) et locaux techniques (50m²) ;
• la déconstruction du bâtiment de l'ancien internat ;
• l'installation d'une chaufferie mixte bois granulés/gaz et de panneaux photovoltaïques.

Le calendrier prévisionnel du projet est le suivant :

Programme :	mai-19
Etudes :	avril 2020 -> juillet 2021
Travaux :	juillet 2021 -> juillet 2023

Plan de financement : fonds propres de la Région

Budget prévisionnel du projet :

	Budget initial
Maîtrise d'œuvre	855 600
CT/SPS/AMO QE	138 000
Aléas, révisions et divers	506 400
Sous-total "Etudes"	***1 500 000***
Construction neuve	4 752 000
Déconstruction/désamiantage	564 000
Aménagements extérieurs	204 000
Aléas et révisions	880 000
Sous-total "Travaux"	***6 400 000***
Total	***7 900 000***

Valeur fin de chantier : Juillet 2023

08/07/2019 — Maîtrise d'œuvre : concours sur esquisse
Nb d'équipes admises à concourir : 3
Montant des primes : 30 000 € HT

Maîtrise d'ouvrage : déléguée à la SemBreizh

08/07/2019 | INI — Montant affecté : 1 500 000,00 €

Montant total affecté :	1 500 000 €

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0303_05-DE

REGION BRETAGNE

19_0303_FCT_05

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL

8 juillet 2019

DELIBERATION

Programme 0303 – Offrir un cadre bâti favorisant l'épanouissement de tous les acteurs des lycées

La Commission permanente du Conseil régional, convoquée par son Président le 28 juin 2019, s'est réunie le lundi 8 juillet 2019 sous la présidence de celui-ci, au siège de la Région Bretagne à Rennes.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment sa quatrième partie, relative à la Région ;

Vu la délibération n° 17_DAJCP_SA_06 du Conseil régional en date du 22 juin 2017 approuvant les délégations accordées à la Commission permanente ;

Vu l'ensemble des décisions budgétaires de l'exercice en cours ;

Vu l'ensemble des délibérations précisant les modalités d'intervention des dispositifs actuels de la Région ;

Au vu du rapport présenté par Monsieur le Président du Conseil régional ;

Et après avoir délibéré ;

DECIDE

En section de fonctionnement :

– de PROCEDER au complément d'affectation de l'opération figurant en annexe pour un montant de 50 000 €.

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0303_05-DE

Dossier n°PR19TGBN

Divers bénéficiaires
Frais de déménagement et relocalisation pendant les travaux

Décision proposée à la présente Commission Permanente :
Affectation des crédits (50 000 €)

Historique du projet

Opération OP19UGJK

Pour assurer la continuité du fonctionnement des établissements pendant les travaux, le recours aux déménagements de mobiliers et d'équipements pédagogiques ou à la location de locaux est parfois nécessaires. Le coût de ces prestations est prise en charge sous forme de subvention de fonctionnement, l'établissement faisant l'avance des frais.

Date de CP	Décisions		
09/02/2019	INI	Montant affecté	100 000 €
08/07/2019	CPL	Montant affecté	50 000 €
		Montant total affecté :	150 000 €

Modalités d'intervention

09/02/2019	CONV	Le Président du Conseil Régional est autorisé à signer les arrêtés de subvention de fonctionnement pour les bénéficiaires de ce dossier et dans la limite des crédits affectés.

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0303_05-DE

REGION BRETAGNE

19_0303_INV_05

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL

8 juillet 2019

DELIBERATION

Programme 0303 – Offrir un cadre bâti favorisant l'épanouissement de tous les acteurs des lycées

La Commission permanente du Conseil régional, convoquée par son Président le 28 juin 2019, s'est réunie le lundi 8 juillet 2019 sous la présidence de celui-ci, au siège de la Région Bretagne à Rennes.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment sa quatrième partie, relative à la Région ;

Vu la délibération n° 17_DAJCP_SA_06 du Conseil régional en date du 22 juin 2017 approuvant les délégations accordées à la Commission permanente ;

Vu l'ensemble des décisions budgétaires de l'exercice en cours ;

Vu l'ensemble des délibérations précisant les modalités d'intervention des dispositifs actuels de la Région ;

Au vu du rapport présenté par Monsieur le Président du Conseil régional ;

Et après avoir délibéré ;

DECIDE

En section d'investissement :

- d'AFFECTER sur le montant d'autorisation de programme disponible, un crédit de 520 000 € pour le financement des opérations (2) figurant en annexe ;

- de PROCEDER au complément d'affectation des opérations figurant en annexe (3) pour un montant de 1 000 000 € ;

- de MODIFIER le montant de la convention annuelle 2019 de DMO pour les EPLE suivants :
  - Le lycée Kerraoul à PAIMPOL dans la limite de 80 000 € TTC ;
  - Le lycée Descartes à RENNES dans la limite de 80 000 € TTC ;
  - Le lycée Jean Moulin à CHATEAULIN dans la limite de 250 000 € TTC.

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0303_05-DE

FICHE PROJET n°PR18M7QN

Divers bénéficiaires
Diagnostics préalables

Présentation générale

Date de CP | Décisions

Opération OP18IS34

Cette opération permet la réalisation d'études, de diagnostics préalables et de relevés de plans.
Les études préalables ont pour objet, avant de lancer une opération, d'explorer tous les scénarios et de proposer la meilleure solution pour y répondre. Elles peuvent porter sur le choix du terrain, la géotechnie, la faisabilité (temporelle, technique, architecturale, environnementale…).
Elles sont menées selon une approche pluridisciplinaire intégrant :
- l'expression fonctionnelle des besoins
- les exigences techniques du maître d'ouvrage
- une analyse sur le contexte physique (périmètre, contraintes majeurs notamment géotechniques et d'environnement.

Cette opération permet également de recourir à des prestataires pour la rédaction de programme de travaux.

09/02/2019	INI	Montant affecté	400 000 €
08/07/2019	CPL	Montant affecté	400 000 €

Montant total affecté :	800 000 €

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0303_05-DE

FICHE PROJET n°PR15DT9M

Divers bénéficiaires
Interventions sur le patrimoine EPLE - 2019

Décision proposée à la présente Commission Permanente :

Dérogation au montant de la convention pour les lycées suivants : Kerraoul à Paimpol, Jean Moulin à Chateaulin et Descartes à Rennes

Historique du projet

Présentation générale

Opération OP180LYQ

Il est proposé d'affecter 2 millions d'euro aux délégations de maîtrise d'ouvrage qui peuvent être confiées aux établissements selon des modalités identiques à celles de 2017 à savoir :

La Commission Permanente autorise la signature d'une convention de financement à hauteur **maximum** de 50 000 € TTC par établissement pour une durée de 48 mois. Ce mode opératoire permet à l'établissement d'engager des travaux, sous réserve de l'accord de la collectivité sans être contraint par le calendrier des Conseils d'Administration. Chaque demande, après instruction, fait l'objet d'une fiche "opération" comportant les spécificités techniques et les prescriptions de la Région "propriétaire". **L'établissement ne peut engager des crédits qu'à hauteur du montant notifé dans les fiches "opérations".**

L'avis de la Commission Permanente est à nouveau sollicité pour augmenter, pour un établissement donné, soit le montant, soit la durée de la convention annuelle.

La convention annuelle sera achevée quand les travaux de la dernière DMO seront terminés, chaque DMO ayant son propre délai.

Date de CP	Décisions		
09/02/2019	INI	Montant affecté	2 000 000 €

Montant total affecté :	2 000 000 €

Convention

Date de CP	Décisions	
09/02/2019	CONV	Les termes de la convention annuelle type et de l'avenant type sont soumis à l'approbation de la Commission Permanente ainsi que l'autorisation, au Président du Conseil Régional, de prendre toutes décisions concernant la réalisation et l'exécution de la convention annuelle dans la limite des montants indiqués dans le tableau ci-dessus.

Détails par établissement

Date de CP		Etablissement		Montant maximum de la convention annuelle	Montant des DMO notifiées	Reliquat
		CAULNES	L Pro Agricole	50 000	11 500	38 500
		DINAN	L et LP "La Fontaine d. E."	50 000	0	50 000
		GUINGAMP	L "Auguste Pavie"	50 000	17 000	33 000
		GUINGAMP	LP "Jules Verne"	50 000	36 200	13 800
		LAMBALLE	L "Henri Avril"	50 000	0	50 000
		LANNION	L et LP "Félix le Dantec"	50 000	0	50 000
		LOUDEAC	L et LP Fulgence Bienvenue	50 000	2 200	47 800
		MERDRIGNAC	L Agricole	50 000	0	50 000
08/07/2019	⇨	PAIMPOL	L et LP "Keraoul"	80 000	32 900	47 100
		PAIMPOL	L Pro Marit. Pierre Loti	50 000	0	50 000
		PLOUISY	L Agricole de Kernilien	50 000	0	50 000
		QUINTIN	L Prof. "Jean Monnet"	50 000	0	50 000
		ROSTRENEN	L Pro	50 000	3 200	46 800
		ST BRIEUC	LP "Jean Moulin"	200 000	0	200 000
		ST BRIEUC	L "Rabelais"	100 000	0	100 000
		ST BRIEUC	L P "Chaptal"	50 000	0	50 000
		ST BRIEUC	L "Ernest Renan"	50 000	0	50 000
03/06/2019	⇨	ST BRIEUC	L et LP "Eugène Freyssinet"	80 000	40 700	39 300
		ST QUAY	LP "La Closerie"	50 000	0	50 000
		TADEN	EREA	50 000	0	50 000
		TREGUIER	L "Joseph Savina"	50 000	0	50 000
		BREST	L "Amiral Ronarc'h"	50 000	0	50 000
		BREST	LP "Dupuy de Lôme"	50 000	0	50 000
		BREST	LCM "Harteloire"	50 000	0	50 000
		BREST	LCM "Iroise"	50 000	0	50 000
		BREST	L P "Jules Lesven"	50 000	0	50 000
		BREST	Lycée La Pérouse	50 000	14 000	36 000
		BREST	L et LP "Vauban"	50 000	0	50 000
		CARHAIX	L et LP "Paul Sérusier"	50 000	0	50 000
08/07/2019	⇨	CHATEAULIN	L Jean Moulin	250 000	75 300	174 700
		CHATEAULIN	EPLEFPA	50 000	31 500	18 500
		CONCARNEAU	L et LP "Pierre Guéguin"	50 000	0	50 000
		DOUARNENEZ	L "Jean-Marie Le Bris"	50 000	0	50 000
29/03/2019	⇨	FOUESNANT	L Agricole de Bréhoulou	200 000	0	200 000
		LANDERNEAU	L de l'Elorn	50 000	0	50 000
		LANDIVISIAU	L du Léon	50 000	5 500	44 500
		MORLAIX	L et LP"Tristan Corbière"	50 000	38 700	11 300
		PLEYBEN	LP des Métiers du Bâtiment	50 000	850	49 150
			Sous-total		***309 550***	

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0303_05-DE

FICHE PROJET n°PR15DT9M

Divers bénéficiaires
Interventions sur le patrimoine EPLE - 2019

Détails par établissement (suite)

Date de CP	Décisions	Etablissement		Montant maximum de la convention annuelle	Montant des DMO notifiées	Reliquat
		PONT DE BUIS	L Pro	50 000	0	50 000
		PONT L'ABBE	L et LP "Laënnec"	50 000	0	50 000
		QUIMPER	EREA Louise Michel	50 000	0	50 000
		QUIMPER	LCM "Brizeux"	50 000	0	50 000
		QUIMPER	L et LP "Chaptal"	50 000	0	50 000
		QUIMPER	L de Cornouaille	50 000	0	50 000
		QUIMPER	L "Yves Thépot"	50 000	15 000	35 000
		QUIMPERLE	L "Kerneuzec"	50 000	0	50 000
		QUIMPERLE	LP "Roz Glas"	50 000	900	49 100
		TREFFIAGAT	L Pro Marit. Guilvinec	50 000	0	50 000
		BAIN DE BRET.	L Jean Brito	50 000	0	50 000
		BRUZ	Lycée Anita Conti	50 000	8 500	41 500
		CESSON SEVIGNE	L Sévigné	50 000	0	50 000
		COMBOURG	L Chateaubriand	50 000	0	50 000
		DINARD	L hôtelier	50 000	5 200	44 800
		DOL DE BRET.	L Prof. A. Pelle	50 000	13 500	36 500
		FOUGERES	L J. Guéhenno	50 000	8 000	42 000
		FOUGERES	LP J. Guéhenno	50 000	0	50 000
		LE RHEU	L Agricole	150 000	54 000	96 000
		MONTFORT	L René Cassin	50 000	5 300	44 700
		REDON	E.R.E.A.	50 000	0	50 000
		REDON	L et LP Beaumont	50 000	0	50 000
08/07/2019	⇨	RENNES	L René Descartes	80 000	5 000	75 000
		RENNES	L Prof. L. Guilloux	50 000	0	50 000
		RENNES	L E. Zola	50 000	19 000	31 000
		RENNES	Let LP J. Curie	50 000	36 800	13 200
		RENNES	L Prof. Coëtlogon	150 000	13 800	136 200
		RENNES	L J. Macé	50 000	6 100	43 900
		RENNES	L Prof. J. Jaurès	50 000	0	50 000
		RENNES	L et L P. Mendès-France	50 000	0	50 000
		RENNES	L Prof. Charles Tillon	50 000	1 800	48 200
		RENNES	E.R.E.A.	50 000	6 500	43 500
		RENNES	L et LP Bréquigny	50 000	0	50 000
		RENNES	L Chateaubriand	50 000	21 200	28 800
		RENNES	L Victor et Hélène Basch	50 000	3 500	46 500
		ST AUBIN DU CORMIE	L Agricole	50 000	0	50 000
		SAINT MALO	L et LP Maupertuis	50 000	20 300	29 700
		SAINT MALO	L J. Cartier	50 000	0	50 000
		SAINT MALO	L Pro Marit.	50 000	0	50 000
		TINTENIAC	LP Bel Air	50 000	0	50 000
		VITRE	L B. d'Argentré	50 000	0	50 000
		VITRE	LP La Champagne	50 000	0	50 000
		AURAY	L B. Franklin	50 000	0	50 000
		AURAY	L P B. Duguesclin	50 000	5 200	44 800
		ETEL	L P Emile James	50 000	0	50 000
		ETEL	L P Marit.	50 000	23 500	26 500
		GUER	L Brocéliande	50 000	0	50 000
		HENNEBONT	L V. Hugo	50 000	9 200	40 800
		HENNEBONT	L Prof. E. Zola	50 000	0	50 000
		JOSSELIN	L P "Ampère"	50 000	11 000	39 000
		LANESTER	L Polyvalent "Jean Macé"	50 000	0	50 000
		LOCMINE	L Prof. "L. Armand"	50 000	13 200	36 800
		LORIENT	L Colbert	50 000	0	50 000
		LORIENT	L Dupuy de Lôme	50 000	0	50 000
		LORIENT	L P M. Le Franc	50 000	22 600	27 400
		PLOEMEUR	E.R.E.A.	50 000	9 900	40 100
		PONTIVY	L P du Blavet	50 000	6 200	43 800
		PONTIVY	LEGTA Le Gros Chêne	50 000	0	50 000
		PONTIVY	L J. Loth	50 000	0	50 000
		PORT LOUIS	L P "Julien Crozet"	50 000	0	50 000
		QUESTEMBERT	L Marcelin Berthelot	100 000	35 900	64 100
		SAINT JEAN BREV.	L P Agricole	50 000	31 450	18 550
29/03/2019	⇨	VANNES	L A. R. Lesage	100 000	34 700	65 300
03/06/2019	⇨	VANNES	L "Charles de Gaulle"	100 000	48 600	51 400
29/03/2019	⇨	VANNES	L P J. Guéhenno	150 000	73 100	76 900
			TOTAL		***826 300***	

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0303_05-DE

Dossier n°PR15VWDH

Divers bénéficiaires
Etudes de la consommation électrique des bâtiments

Décision proposée à la présente Commission Permanente :

Affectation des crédits 2019 (20 000 €)

Historique du projet

Date de CP	Décisions	Opération OP19MBPA		
		Dans le cadre de l'étude menée sur la consommation électrique de l'ensemble du parc immobilier des lycées publics bretons, il est proposé d'affecter 20 000 € pour permettre l'intégration des données de consommation dans le logiciel de la Région.		
08/07/2019	INI	Montant affecté	20 000 €	
			Montant total affecté :	20 000 €

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0303_05-DE

FICHE PROJET n°PR18OEWJ

Divers bénéficiaires
Investissements divers - subdvisions

Décision proposée à la présente Commission Permanente :

Complément d'affectation des crédits poour les subdivisions 22 et 56 (600 000 €)

Historique du projet

Présentation générale

Ces opérations sont destinées aux travaux réalisés par les subdivisions immobilières réparties sur le territoire breton et non répertoriés dans le plan d'actions 2019-2020 voté en Session de décembre 2018.

Date de CP	Décisions			
09/02/2018	INI	Montant affecté	500 000 €	OP185KTT : subdivision immobilière du département 22
08/07/2019	CPL	Montant affecté	300 000 €	OP185KTT : subdivision immobilière du département 22
09/02/2018	INI	Montant affecté	500 000 €	OP18RAZH : subdivision immobilière du département 29
06/05/2019	CPL	Montant affecté	500 000 €	OP18RAZH : subdivision immobilière du département 29
09/02/2018	INI	Montant affecté	500 000 €	OP18XZR5 : subdivision immobilière du département 35
06/05/2019	CPL	Montant affecté	500 000 €	OP18XZR5 : subdivision immobilière du département 35
09/02/2018	INI	Montant affecté	500 000 €	OP18QILL : subdivision immobilière du département 56
08/07/2019	CPL	Montant affecté	300 000 €	OP18QILL : subdivision immobilière du département 56

Montant total affecté :	3 600 000 €

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0303_05-DE

Dossier n°PR1987LQ

Divers bénéficiaires
Audits énergétiques

Décision proposée à la présente Commission Permanente :

Affectation de crédit sur l'opération globale (500 000 €)

Historique du projet

Date de CP	Décisions	Opération OP19ONJE		
		La réalisation d'audits énergétiques de sites complets est une des actions prévue dans le Plan Energie voté à la Session de juin. Cette opération permet de réaliser les audits énergétiques de 10 sites d'ici fin 2019 en privilégiant ceux relevant de l'Axe 1. A compter de 2020, il est envisagé la réalisation de 15 sites minimum par an.		
08/07/2019	INI ⇒	Montant affecté	500 000 €	
			Montant total affecté :	500 000 €

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0303_05-DE

REGION BRETAGNE

19_0303_PATR_04

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL

8 juillet 2019

DELIBERATION

Programme 0303 – Offrir un cadre bâti favorisant l'épanouissement de tous les acteurs des lycées

La Commission permanente du Conseil régional, convoquée par son Président le 28 juin 2019, s'est réunie le lundi 8 juillet 2019 sous la présidence de celui-ci, au siège de la Région Bretagne à Rennes.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment sa quatrième partie, relative à la Région ;

Vu la délibération n° 17_DAJCP_SA_06 du Conseil régional en date du 22 juin 2017 approuvant les délégations accordées à la Commission permanente ;

Vu l'ensemble des décisions budgétaires de l'exercice en cours ;

Vu l'ensemble des délibérations précisant les modalités d'intervention des dispositifs actuels de la Région ;

Au vu du rapport présenté par Monsieur le Président du Conseil régional ;

Et après avoir délibéré ;

DECIDE

En section d'investissement,

- d'APPROUVER les termes de la convention de gestion d'un espace vert (haie) au lycée Descartes à Rennes intervenant avec la Ville de Rennes et d'AUTORISER le Président à la signer ;

- d'APPROUVER l'établissement d'une servitude pour le passage de lignes souterraines HTA dans le périmètre du lycée Chaptal à ST BRIEUC, allée Chaptal, sur la parcelle cadastrée BY 208 et d'AUTORISER le Président ou son représentant à signer la convention avec ENEDIS ou son concessionnaire.

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0303_05-DE

CONVENTION D'ENTRETIEN D'UNE HAIE DE CARPINUS BÉTULUS RUE ÉMILE LITTRE, AUX ABORDS DU LYCEE DESCARTES A RENNES

Entre :

La **Ville de Rennes**, représentée par Madame Nathalie APPÉRÉ, Maire, agissant en cette qualité en vertu de la délibération n° 2014-0158 du 17 avril 2014,

Désignée ci-après "la Ville",

D'une part,

Et

Le **Conseil Régional de Bretagne** - 283 Avenue Général Patton à Rennes, représenté par……. …… 35000 RENNES agissant en cette qualité en vertu de sa désignation en date du……..,

Désigné ci-après le "Conseil Régional de Bretagne",

D'autre part,

Préambule :

La Ville entretient une haie de charmes située rue Émile Littré. Cette dernière, d'une largeur d'environ 0,90 m, et d'une longueur de 120 ml est implantée sur une propriété de la Ville en limite de la clôture d'enceinte du lycée René Descartes adressé au 14, chemin de Ronde à Rennes.

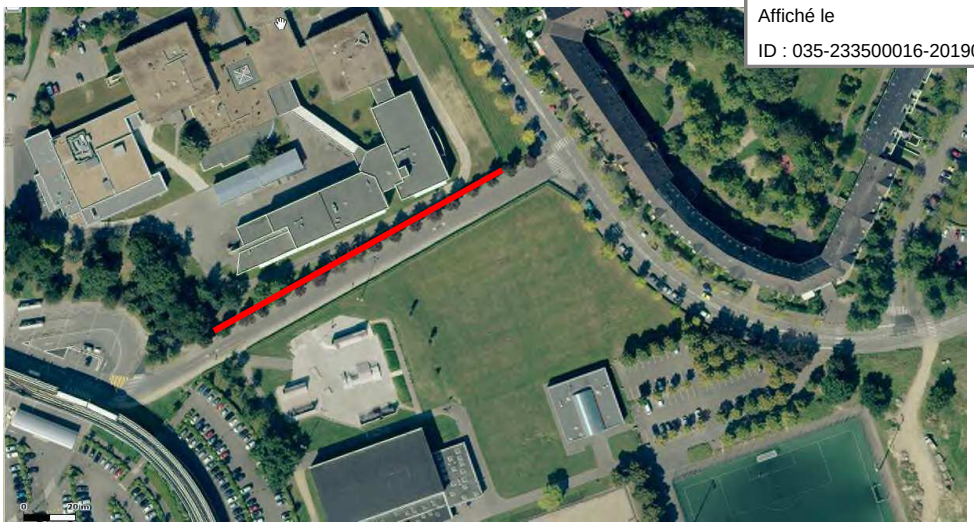
La Ville a souhaité supprimer la haie qu'elle entretient en totalité depuis son implantation. Cependant, le Conseil Régional de Bretagne, gestionnaire du lycée, souhaite maintenir cette haie afin de conserver un écran végétal au regard des classes adjacentes. Ainsi, le Conseil Régional de Bretagne a proposé de prendre en charge la maintenance de cette haie dans sa globalité.

Dans ce cadre, entre les parties il est convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet et nature de la convention

La présente convention établit les conditions et les modalités par lesquelles le Conseil Régional de Bretagne prend en charge l'entretien de la haie désignée à l'article 2 de la présente convention dont la Ville de Rennes est propriétaire. La présente autorisation est accordée à titre précaire et révocable.

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0303_05-DE



Article 2 : Désignation du site:

La haie entretenue par le Conseil Régional de Bretagne est une haie de charmes située sur une parcelle dont la désignation est définie selon le plan ci-dessus :

Section KX, sous le numéro 0074, pour environ 120 m².

Article 3 : Prise d'effet, durée et reconduction de la convention

Sous réserve des clauses de résiliation énoncées à l'article 8, la présente convention est conclue pour une période initiale de 2 ans. Elle prendra effet à compter de sa notification au cocontractant. La convention pourra être reconduite tacitement par période successive de 2 ans pour une durée maximale de reconduction de 8 ans.

Le Conseil Régional de Bretagne devra adresser à la Ville, 6 mois avant la fin de la durée maximale de la présente convention (10 ans) et par Lettre Recommandée avec Accusé de Réception, une demande de renouvellement en précisant la durée.

Article 4 : Conditions de gestion

Le Conseil Régional de Bretagne prendra la haie dans son état au jour de la notification de la convention sans recours contre la Ville pour quelque cause que ce soit et notamment pour mauvais état, vices apparents ou cachés, erreur, dans la désignation sus-indiquée :

Le Conseil Régional :

- veillera à la garde de cette haie ;

- veillera à entretenir la haie dans les règles de l'art (nettoyage, désherbage, griffage) sans utilisation de produits phytosanitaires ni engrais chimique. 1 à 2 interventions de taille par an seront réalisées afin de maintenir la haie dans un gabarit global de 0,90 m en largeur et 2 m en hauteur ;

- ne sera pas rémunéré pour cet entretien,

-prendra à ses frais toute intervention indispensable que requière l'état de la haie en ayant averti la Ville au préalable. Ainsi, les végétaux dépérissants seront remplacés par le Conseil Régional de Bretagne.

- sera tenu responsable en cas de dépérissement ou mort de végétaux du fait de sa négligence ou d'un mauvais entretien ;

- ne pourra exiger de la Ville le remboursement des dépenses qu'il aura engagées.

Article 6: Résiliation

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0303_05-DE

6.1 : À l'initiative de la Ville

La Ville peut en cours d'exécution, sous réserve d'un préavis de 6 mois, mettre un terme à tout moment à la convention pour des motifs liés à l'intérêt du domaine, à l'intérêt général ou pour des motifs tirés du non-respect par l'occupant de ses obligations conventionnelles.

En dehors de ces motifs, la Ville a également la possibilité de résilier la convention 6 mois avant l'échéance du terme. Cette résiliation devra être faite par Lettre Recommandée avec Accusé de Réception adressée au Conseil Régional de Bretagne.

La résiliation sera prononcée par la Maire de la Ville, dûment habilitée par le Conseil Municipal.

En cas de faute du Conseil Régional de Bretagne, la décision de résiliation doit être précédée d'une lettre de mise en demeure donnant un délai raisonnable au Conseil Régional de Bretagne pour s'expliquer sur les griefs qui lui sont faits. Est considérée comme faute le non-respect des modalités fixées à cette présente convention.

Après une mise en demeure restée sans suite dans un délai de 2 mois suivant la notification de la décision de résiliation ou la date du terme normal de la convention, la Ville se réserve le droit de se substituer unilatéralement au Conseil régional de Bretagne. Cette opération est à la charge de cette dernière.

6.2 : À l'initiative du Conseil régional de Bretagne

Avant le terme de la présente convention, le Conseil régional de Bretagne a la possibilité de résilier celle-ci moyennant un préavis de 6 mois. Cette demande devra être faite par Lettre Recommandée avec Accusé de Réception adressée à la Ville. Dans ce cas, la Ville ne sera tenue à aucune indemnité.

Article 7 : Modifications

7.1 : Modifications mineures

S'agissant de simples précisions ou d'ajustements mineurs, l'accord des parties fera l'objet d'un échange de courriers signés des 2 parties.

7.2 Modifications substantielles

Les modifications qui viendraient changer des dispositions importantes de la convention initiale ne pourront intervenir qu'avec l'adoption formelle d'un avenant.

Dans l'hypothèse où ces modifications seraient susceptibles de porter atteinte à l'économie générale de la convention, une nouvelle convention sera nécessaire.

Article 8 : Litiges

En cas de difficultés d'interprétation ou d'exécution de la convention, les parties conviendront de se rapprocher afin de parvenir à un accord.

Si aucun accord n'est trouvé, le contentieux de la convention sera porté devant le juge administratif de Rennes.

Fait à Rennes le …… en 2 exemplaires originaux identiques de contenu et de forme

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0303_05-DE

Pour la Ville de Rennes,
Pour La Maire

Pour le Conseil Régional de Bretagne,

……
……..

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0303_05-DE

...orisant l'épanouissement de tous les acteurs des lycées - Page 34 / 81

CONVENTION DE SERVITUDES CS06

Commune de : Saint-Brieuc

Département : COTES D ARMOR

Une ligne électrique souterraine : 20 000 Volts

N° d'affaire Enedis : DB27/055844 22 HTA Saint Brieuc Lycee Chaptal

Entre les soussignés :

Enedis, SA à directoire et à conseil de surveillance au capital de 270 037 000 € euros, dont le siège social est Tour Enedis 34 place des Corolles, 92079 PARIS LA DEFENSE Cedex, immatriculée au RCS de Nanterre sous le numéro 444 608 442- TVA intracommunautaire FR 66444608442, représentée par Le Directeur Régional Bretagne- 64 boulevard Voltaire à Rennes, dûment habilité à cet effet,

désignée ci-après par " Enedis "

d'une part,

Et

Nom *: **REGION DE BRETAGNE** représenté par..... par décision du .....
Demeurant :**CS 21101 0283 AV GAL GEORGE S PATTON, 35700 RENNES**
Téléphone : **02.99.27.10.10**
Agissant en qualité **Propriétaire** des bâtiments et terrains ci- après indiqués

(*) Si le propriétaire est une société, une association, un GFA, indiquer la société, l'association, représentée par M ou Mme suivi de l 'adresse de la société ou association.
(*) Si le propriétaire est une commune ou un département ,indiquer « représenté(e) par son Maire ou son président ayant reçu tous pouvoirs à l'effet des présentes par décision du Conseil Municipal ou du Conseil Général en date du....

désigné ci-après par « le propriétaire »

d'autre part,

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0303_05-DE

Il a été exposé ce qui suit :

Le propriétaire déclare que la parcelle ci-après lui appartient :

Commune	Prefixe	Section	Numéro de parcelle	Lieux-dits	Nature éventuelle des sols et cultures (Cultures légumières, prairies, pacage, bois, forêt ...)
Saint-Brieuc		BY	0208	0006 ALL CHAPTAL,	

Le propriétaire déclare en outre, conformément au décret n° 70-492 du 11 juin 1970, que la parcelle, ci-dessus désignée est actuellement (*) :

- ■ non exploitée(s)
- ☐ exploitée(s) par-lui même .
- ☐ exploitée(s) par .

qui sera indemnisé directement par Enedis en vertu dudit décret s'il l'exploite lors de la construction de la(les) lignes électrique(s) souterraine(s). Si à cette date ce dernier a abandonné l'exploitation, l'indemnité sera payée à son successeur.

(* ne concerne que les parcelles boisées ou forestières et les terrains agricoles)

Les parties, vu les droits conférés aux concessionnaires des ouvrages de distribution d'électricité tant par les articles L.323-4 à L.323-9 du Code de l'Energie que par le décret n° 70-492 du 11 juin 1970, vu le décret n° 67-886 du 6 octobre 1967, vu les protocoles d'accord conclus entre la profession agricole et Enedis et à titre de reconnaissance de ces droits, sont convenues de ce qui suit :

ARTICLE 1 - Droits de servitudes consentis à Enedis

Après avoir pris connaissance du tracé des ouvrages, mentionnés ci-dessous, sur la parcelle, ci-dessus désignée, le propriétaire reconnaît à Enedis, que cette propriété soit close ou non, bâtie ou non, les droits suivants :

1.1/ Etablir à demeure dans une bande de 3 mètre(s) de large, 2 canalisation(s) souterraine(s) sur une longueur totale d'environ 18 mètres ainsi que ses accessoires.

1.2/ Etablir si besoin des bornes de repérage.

1.3/ Sans coffret

1.4/ Effectuer l'élagage, l'enlèvement, l'abattage ou le dessouchage de toutes plantations, branches ou arbres, qui se trouvant à proximité de l'emplacement des ouvrages, gênent leur pose ou pourraient par leur mouvement, chute ou croissance occasionner des dommages aux ouvrages, étant précisé que Enedis pourra confier ces travaux au propriétaire, si ce dernier le demande et s'engage à respecter la réglementation en vigueur.

1.5/ Utiliser les ouvrages désignés ci-dessus et réaliser toutes les opérations nécessaires pour les besoins du service public de la distribution d'électricité (renforcement, raccordement, etc).

Par voie de conséquence, Enedis pourra faire pénétrer sur la propriété ses agents ou ceux des entrepreneurs dûment accrédités par lui en vue de la construction, la surveillance, l'entretien, la réparation, le remplacement et la rénovation des ouvrages ainsi établis.

Enedis veille à laisser la/les parcelle(s) concernée(s) dans un état similaire à celui qui existait avant son/intervention(s).

Le propriétaire sera préalablement averti des interventions, sauf en cas d'urgence.

ARTICLE 2 - Droits et obligations du propriétaire

Le propriétaire conserve la propriété et la jouissance des parcelles mais renonce à demander pour quelque motif que ce soit l'enlèvement ou la modification des ouvrages désignés à l'article 1er.

Le propriétaire s'interdit toutefois, dans l'emprise des ouvrages définis à l'article 1er, de faire aucune modification du profil des terrains, aucune plantation d'arbres ou d'arbustes, aucune culture et plus généralement aucun travail ou construction qui soit préjudiciable à l'établissement, l'entretien, l'exploitation et la solidité des ouvrages.
Le propriétaire s'interdit également de porter atteinte à la sécurité desdits ouvrages.

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0303_05-DE

Il pourra toutefois :

- élever des constructions et/ou effectuer des plantations à proximité des ouvrages électriques à condition de respecter entre lesdites constructions et/ou plantations et l'ouvrage(les ouvrages) visé(s) à l'article 1er, les distances de protection prescrites par la réglementation en vigueur
- planter des arbres de part et d'autre des lignes électriques souterraines à condition que la base du fût soit à une distance supérieure à deux mètres des ouvrages.

ARTICLE 3 - Indemnités

3.1/ A titre de compensation forfaitaire et définitive des préjudices spéciaux de toute nature résultant de l'exercice des droits reconnus à l'article 1er, Enedis s'engage à verser lors de l'établissement de l'acte notarié prévu à l'article 7 ci-après :

- ☐ au propriétaire qui accepte, une indemnité unique et forfaitaire de zéro euro (€).
- ☐ Le cas échéant, à l'exploitant qui accepte, une indemnité unique et forfaitaire de zéro euro (€).

Dans le cas des terrains agricoles, cette indemnité sera évaluée sur la base des protocoles agricoles[1] conclus entre la profession agricole et Enedis, en vigueur à la date de signature de la présente convention.

3.2/ Par ailleurs, les dégâts qui pourraient être causés aux cultures, bois, forêts et aux biens à l'occasion de la construction, la surveillance, l'entretien, la réparation, le remplacement et la rénovation des ouvrages (à l'exception des abattages et élagages d'arbres indemnisés au titre du paragraphe 3.1) feront l'objet d'une indemnité versée suivant la nature du dommage, soit au propriétaire soit à l'exploitant, fixée à l'amiable, ou à défaut d'accord par le tribunal compétent.

[1] *Protocoles "dommages permanents" et "dommages instantanés" relatifs à l'implantation et aux travaux des lignes électriques aériennes et souterraines situées en terrains agricoles*

ARTICLE 4 - Responsabilité

Enedis prendra à sa charge tous les dommages accidentels directs et indirects qui résulteraient de son occupation et/ou de ses interventions, causés par son fait ou par ses installations.

Les dégâts seront évalués à l'amiable. Au cas où les parties ne s'entendraient pas sur le quantum de l'indemnité, celle-ci sera fixée par le tribunal compétent du lieu de situation de l'immeuble.

ARTICLE 5- Litiges

Dans le cas de litiges survenant entre les parties pour l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties conviennent de rechercher un règlement amiable. A défaut d'accord, les litiges seront soumis au tribunal compétent du lieu de situation des parcelles.

ARTICLE 6 - Entrée en vigueur

La présente convention prend effet à compter de la date de signature par les parties. Elle est conclue pour la durée des ouvrages dont il est question à l'article 1er ou de tous autres ouvrages qui pourraient leur être substitués sur l'emprise des ouvrages existants ou le cas échéant, avec une emprise moindre.

En égard aux impératifs de la distribution publique, le propriétaire autorise Enedis à commencer les travaux dès sa signature si nécessaire.

ARTICLE 7 - Formalités

La présente convention ayant pour objet de conférer à Enedis des droits plus étendus que ceux prévus par l'article L323-4 du Code de l'Energie, pourra être authentifiée, en vue de sa publication au service de la Publicité Foncière, par acte notarié, les frais dudit acte restant à la charge d'Enedis.

Elle vaut, dès sa signature par le propriétaire, autorisation d'implanter l'ouvrage décrit à l'article 1er.

Nonobstant ce qui précède, le propriétaire s'engage, dès maintenant, à porter la présente convention à la connaissance des personnes, qui ont ou qui acquièrent des droits sur la parcelle traversée par les ouvrages, notamment en cas de transfert de propriété ou de changement de locataire.

Il s'engage, en outre, à faire reporter dans tout acte relatif à la parcelle concernée, par les ouvrages électriques définis à l'article 1er, les termes de la présente convention.

Fait en TROIS ORIGINAUX et passé à.....

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0303_05-DE

Le.....

Nom Prénom	Signature
REGION DE BRETAGNE représenté(e) par son (sa) ....., ayant reçu tous pouvoirs à l'effet des présentes par décision du Conseil ..... en date du	

(1) Faire précéder la signature de la mention manuscrite "LU et APPROUVE"
(2) Parapher les pages de la convention et signer les plans

Pour Enedis

A....., le .....

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0303_05-DE

N° d'affaire Enedis : DB27/055844 22 HTA Saint Brieuc Lycee Chaptal

LE(S) SOUSSIGNE(S) :

REGION DE BRETAGNE représenté par..... par décision du .....
Demeurant à:**CS 21101 0283 AV GAL GEORGE S PATTON, 35700 RENNES**
Téléphone : **02.99.27.10.10**
Profession :.....
Né(e) le : à

☐ **Célibataire**

☐ **Marié(e)**
Epoux(se) de Monsieur/Madame (nom et prénoms) : .....
Marié(e) le ..... à .....
Sous le régime de : .....
(si il y a un contrat de mariage, indiquer le notaire rédacteur et la date du contrat)
Notaire rédacteur : ..... Date .....

☐ **Divorcé(e) de Monsieur/Madame (nom et prénoms) : .....**

☐ **Pacsé(e) de Monsieur/Madame (nom et prénoms) : .....**
Tribunal d'enregistrement ou notaire rédacteur : ..... Date .....

☐ **Veuf(ve) de Monsieur/Madame (nom et prénoms) : .....**

De nationalité française.
Ayant la qualité de « Résident » au sens de la réglementation fiscale.

Ci-après dénommé(e) « LE COMPARANT »,

CONSTITUE par ces présentes pour son mandataire spécial aux effets ci-après, tout collaborateur de l'office notarial « Loïc PERRAUT et Jean-Charles PIRIOUX », Notaires Associés à RENNES (Ille et Vilaine), 7, rue de la Visitation.

A L'EFFET DE :

- CONCLURE avec La Société dénommée Enedis société anonyme à conseil de surveillance et directoire au capital de 270.037.000 euros, ayant son siège social Tour Enedis, 34 place des Corolles à PARIS La Défense Cedex (92085), immatriculée au RCS DE NANTERRE sous le n° 444 608 442, ou toute personne qui lui serait substituée par l'autorité concédante aux termes d'un acte à recevoir par la Société Civile Professionnelle «Loïc PERRAUT et Jean-Charles PIRIOUX » titulaire d'un Office Notarial à RENNES, 7, rue de la Visitation.

UNE CONVENTION destinée à permettre l'installation des ouvrages électriques : 20 000 Volts sur une ou des parcelle(s) située(s) commune de Saint-Brieuc.

Commune	Prefixe	Section	Numéro de parcelle	Lieux-dits	Nature éventuelle des sols et cultures (Cultures légumières, prairies, pacage, bois, forêt ...)
Saint-Brieuc		BY	0208	0006 ALL CHAPTAL,	

Ci-après désigné « LE FONDS SERVANT »

Selon les charges et conditions que le mandataire jugera convenables, et notamment sous les conditions suivantes:

- jouissance à compter de l'acte

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0303_05-DE

...orisant l'épanouissement de tous les acteurs des lycées - Page 39 / 81

- indemnité forfaitaire de zéro euro (€). (ou : sans indemnité)
- DONNER QUITTANCE de l'indemnité susvisée si indemnité.
- ETABLIR la désignation complète et l'origine de propriété de l'immeuble grevé.
- FAIRE toutes déclarations d'état civil et autres.

Aux effets ci-dessus passer et signer tous actes et pièces, substituer, élire domicile, et généralement faire le nécessaire.

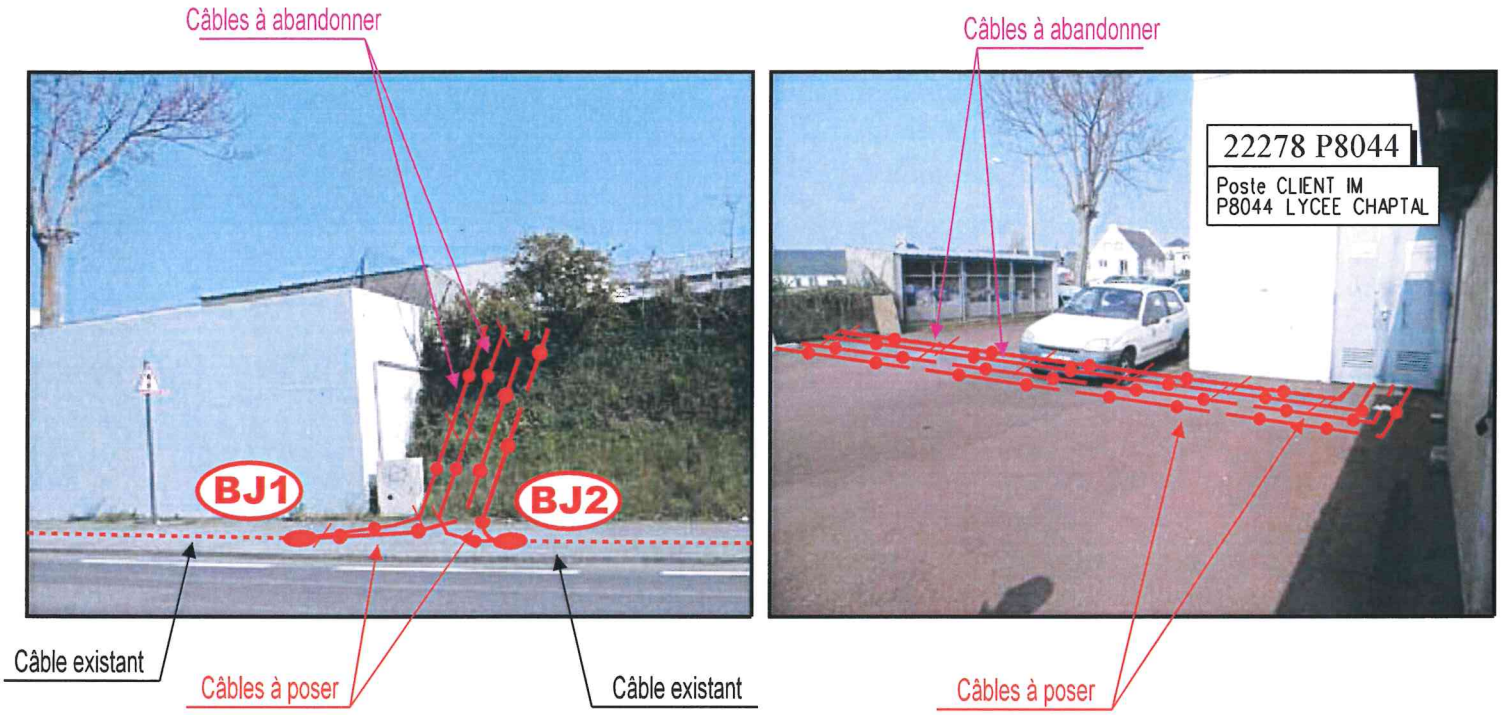
FAIT à

LE

Signature précédée de la mention :
"LU et APPROUVE, BON POUR POUVOIR"

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0303_05-DE

PLAN CONVENTION SO



Détails des travaux

Passage de 2 câbles
1 Tranchée à réaliser sur une longueur de 18m

Prévoir :
Réfection après travaux en enrobé noir

Nom du proprietaire : (ou son réprésentant)

Fait à : Le :

Propriétaire (s) :

Signature (s)

Région Bretagne
283 Avenue du Général Georges Patton
CS 21101
35700 RENNES
Tél : 02.99.27.10.10

Faire précéder la signature par la mention "Projet validé"

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0303_05-DE

REGION BRETAGNE

19_0303_TRX_05

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL

8 juillet 2019

DELIBERATION

Programme 0303 – Offrir un cadre bâti favorisant l'épanouissement de tous les acteurs des lycées

La Commission permanente du Conseil régional, convoquée par son Président le 28 juin 2019, s'est réunie le lundi 8 juillet 2019 sous la présidence de celui-ci, au siège de la Région Bretagne à Rennes.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment sa quatrième partie, relative à la Région ;

Vu la délibération n° 17_DAJCP_SA_06 du Conseil régional en date du 22 juin 2017 approuvant les délégations accordées à la Commission permanente ;

Vu l'ensemble des décisions budgétaires de l'exercice en cours ;

Vu l'ensemble des délibérations précisant les modalités d'intervention des dispositifs actuels de la Région ;

Au vu du rapport présenté par Monsieur le Président du Conseil régional ;

Et après avoir délibéré ;

DECIDE

En section d'investissement :

- d'AFFECTER sur le montant d'autorisation de programme disponible, un crédit de 1 833 169 € pour le financement des opérations (4) figurant en annexe ;

- de PROCEDER au complément d'affectation des opérations figurant en annexe (6) pour un montant de 678 000 € ;

- d'APPROUVER les termes de la convention intervenant avec la Ville de Dinard concernant les travaux d'aménagements des extérieurs du lycée Yvon Bourges à Dinard et d'AUTORISER le Président du Conseil régional à la signer.

- d'APPROUVER les termes de la convention intervenant avec la Ville de Rennes et Rennes Métropole concernant les travaux d'accompagnement de la station de métro Joliot Curie-Chateaubriand et la réalisation de la liaison Varende-Mirabeau et d'AUTORISER le Président du Conseil régional à la signer ;

- d'APPROUVER les termes de l'avenant à la convention intervenant avec le lycée agricole de PLOUISY concernant la subvention d'investissement portant sur la déconstruction et le désamiantage de bâtiment dans le cadre du CAP et d'AUTORISER le Président du Conseil régional à le signer ;

- d'APPROUVER les termes de l'avenant intervenant avec la Ville de Rennes dans le cadre d'une subvention d'investissement liée à la construction du complexe sportif au sein de la Cité Internationale de Rennes d'AUTORISER le Président du Conseil régional à le signer.

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0303_05-DE

FICHE PROJET n°PR15VN31

Lycée Dupuy de Lôme - BREST
Espaces agents (restructuration de la lingerie mutualisée) et espaces de vie des élèves

Décisions proposées à la présente Commission Permanente :

Affectation complémentaire de l'opération "études" (18 000€)

Historique du projet

Etudes (ET)

Date de CP Décisions

Opération OP15EZDV

Les surfaces de l'ancien service de restauration sont suffisantes pour développer et restructurer les locaux de 3 fonctions, à savoir :
- les espaces agents pour les rendre conformes au référentiel de la Région (bâtiment B) ;
- le projet de lingerie mutualisant le traitement du linge sur cinq sites ;
- l'actuel foyer des élèves situé dans des locaux vétustes au sous-sols de l'internat (bâtiment D).

Pour ce qui concerne la lingerie mutualisé, elle est dimensionnée pour traiter les 110kg de linge quotidien provenant des sites brestois suivants :
- Lycée Dupuy de Lôme
- Antenne portuaire
- EMAT (située dans l'enceinte du lycée Dupuy de Lôme)
- Cité scolaire Harteloire
- Lycée Amiral Ronarc'h

Le calendrier prévisionnel du projet est le suivant :

Programme :	avril 2015
Etudes :	mars 2016 -> novembre 2017
Travaux :	novembre 2017 -> juin 2018

Plan de financement : fonds propres de la Région et/ou emprunt

Budget prévisionnel du projet :

	Montant TTC	Montant ajusté
Etudes préalables	12 000	12 000
Maîtrise d'œuvre	112 000	112 200
OPC/CT/SPS	33 000	33 660
Aléas, révisions et divers	9 000	25 533
Sous-total "Etudes"	***166 000***	***183 393***
Restructuration	1 020 000	1 020 000
Clos / couvert	24 000	24 000
Equipements particuliers	12 000	12 000
Démolitions	48 000	48 000
VRD	18 000	18 000
Aléas et révisions	90 000	90 607
Sous-total "Travaux"	***1 212 000***	***1 212 607***
Total	***1 378 000***	***1 396 000***

valeur fin de chantier (juin 2018)

Maîtrise d'œuvre : - consultation dans le cadre d'une procédure adaptée

Maîtrise d'ouvrage : déléguée à la SEMAEB

19/11/2015	INI	Montant affecté	166 000 €
08/07/2019	INI2	Montant affecté	18 000 €

Montant total affecté : 184 000 €

Travaux

Opération OP17KS82

Travaux :
Dévolution des marchés : marchés passés dans le cadre d'une procédure adaptée
Nombre de lot : 14
Montant prévisionnel HT des travaux (stade APD) : 935 000 €
Durée des travaux : 11 mois (hors période de préparation)
Date de réception prévisionnelle : juin 2018

30/10/2017	INI	Montant affecté	1 212 000 €

Montant total affecté : 1 212 000 €

Montant total affecté du projet : 1 396 000 €

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0303_05-DE

FICHE PROJET n°PR15VN31

Lycée Dupuy de Lôme - BREST
Espaces agents (restructuration de la lingerie mutualisée) et espaces de vie des él

Les marchés

Rendu-compte des marchés et avenants (RCDP)

Prestations intellectuels / Fournitures courantes et services

Titulaire	Ville	Lot	Durée en mois	Date de notif		
DEKRA	GOUESNOU	SPS	s.o.	12/01/2017	Montant initial	2 345,00 €
					avenant	0,00 €
					total	**2 345,00 €**

Titulaire	Ville	Lot	Durée en mois	Date de notif		
DEKRA	GOUESNOU	CT	s.o.		Montant initial	7 345,00 €
					avenant	0,00 €
					total	**7 345,00 €**

Montant total des marchés : 9 690,00 €

Maîtrise d'œuvre

Titulaire	Ville	Date de notif			
Gpt ENO	BREST	03/06/2016	Montant initial	115 060,00 €	Session octobre 2016
			avenant	3 200,00 €	
			total	**118 260,00 €**	

Montant total du marché : 118 260,00 €

Travaux

Titulaire	Ville	Lot	Durée en moi	Date de notif		
LARVOR	BREST	Démolition	12	16/07/2018	Montant initial	32 500,00 €
					avenant	0,00 €
					total	**32 500,00 €**

Titulaire	Ville	Lot	Durée en moi	Date de notif		
LARVOR	BREST	Gros œuvre	12	16/07/2018	Montant initial	167 500,00 €
					avenant	0,00 €
					total	**167 500,00 €**

Titulaire	Ville	Lot	Durée en moi	Date de notif		
LE MESTRE	KERNILIS	Etanchéité	12	31/10/2018	Montant initial	92 202,88 €
					avenant	0,00 €
					total	**92 202,88 €**

Titulaire	Ville	Lot	Durée en moi	Date de notif		
BRETAGNE METALLERIE	PLABENNEC	Charpente Menuiserie ext.	12		Montant initial	69 792,33 €
					avenant	0,00 €
					total	**69 792,33 €**

Titulaire	Ville	Lot	Durée en moi	Date de notif		
HETET	PONT DE BU	Menuiseries	12	16/07/2018	Montant initial	90 496,05 €
					avenant	0,00 €
					total	**90 496,05 €**

Titulaire	Ville	Lot	Durée en moi	Date de notif		
LAPOURS		Cloisons/Plafonds	12	16/07/2018	Montant initial	75 999,47 €
					avenant	0,00 €
					total	**75 999,47 €**

Titulaire	Ville	Lot	Durée en moi	Date de notif		
LE GALL	PLOUDIRY	Planfonds suspendus	12	16/07/2018	Montant initial	19 610,25 €
					avenant	0,00 €
					total	**19 610,25 €**

Titulaire	Ville	Lot	Durée en moi	Date de notif		
SATRAS	ERGUE GAB	Résine de sols	12	07/11/2018	Montant initial	30 520,70 €
					avenant	0,00 €
					total	**30 520,70 €**

Titulaire	Ville	Lot	Durée en moi	Date de notif		
SALAUN	GUIPAVAS	Revêtement de sols	12	07/11/2018	Montant initial	42 614,94 €
					avenant	0,00 €
					total	**42 614,94 €**

Titulaire	Ville	Lot	Durée en moi	Date de notif		
FIEL	PLOUGUIN	Peinture	12	07/11/2018	Montant initial	27 902,60 €
					avenant	0,00 €
					total	**27 902,60 €**

Titulaire	Ville	Lot	Durée en moi	Date de notif		
OTIS	PLOMELIN	Ascenseur	12	07/11/2018	Montant initial	21 500,00 €
					avenant	0,00 €
					total	**21 500,00 €**

Titulaire	Ville	Lot	Durée en moi	Date de notif		
TECHNICHAUFFAGE	GUIPAVAS	Chauffage	12	07/11/2018	Montant initial	109 942,29 €
					avenant	0,00 €
					total	**109 942,29 €**

Titulaire	Ville	Lot	Durée en moi	Date de notif		
GERVAIS		Electricité	12	07/11/2018	Montant initial	76 533,30 €
					avenant	0,00 €
					total	**76 533,30 €**

Titulaire	Ville	Lot	Durée en moi	Date de notif		
PICHON	PLOUHINEC	Equipements de lingerie	12	07/11/2018	Montant initial	24 336,90 €
					avenant	0,00 €
					total	**24 336,90 €**

Montant total des marchés : 881 451,71 €

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0303_05-DE

FICHE PROJET n°PR15EJ8E

Lycée Dupuy de Lôme - BREST
Transfert du laboratoire des matériaux

Décisions proposées à la présente Commission Permanente :

Affectation des crédits portant sur l'opération "travaux" (869 000 €)

Historique du projet

Opération étude

Date de CP | Décisions | **Opération OP18FRXR**

23/04/2018 ⇨

Le programme de travaux prévoit la création dans le bâtiment H :
- d'un laboratoire ;
- d'une salle de lancement ;
- d'une salle informatique.

Le calendrier prévisionnel du projet est le suivant :

Programme :	Février 2018
Etudes :	Mai 2018 -> Août 2019
Travaux :	Août 2019 -> Novembre 2019

Plan de financement : fonds propres de la Région et/ou emprunt

Budget prévisionnel du projet :

	Montant TTC
Maîtrise d'œuvre	80 400
OPC, CT, SPS	36 200
Aléas, révisions et divers	15 400
Sous-total "Etudes"	***132 000***
Restructuration	768 000
Clos / couvert	12 000
VRD et aménagements	24 000
Aléas et révisions	65 000
Sous-total "Travaux"	***869 000***
Total	***1 001 000***

valeur fin de chantier (novembre 2019)

Maîtrise d'œuvre : consultation dans le cadre d'un Marché passé en Procédure Adaptée

Maîtrise d'ouvrage : déléguée à SEMBREIZH

Autorisation d'engager les diverses formalités réglementaires

23/04/2018 | INI ⇨ Montant affecté : 132 000 €

Montant total affecté : 132 000 €

Opération travaux

OP19135O

Dévolution des marchés : marchés passés dans le cadre d'une procédure adaptée
Montant prévisionnel HT des travaux : 670 000 €
Date prévisionnelle de réception : Novembre 2019

08/07/2019 | INI2 ⇨ Montant affecté : 869 000 €

Montant total affecté : 869 000 €

Montant total affecté du projet : 1 001 000 €

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0303_05-DE

FICHE PROJET n°PR15EJ8E

Lycée Dupuy de Lôme - BREST
Transfert du laboratoire des matériaux

Les marchés

Rendu-compte des marchés et avenants (RCDP)

Prestations intellectuels / Fournitures courantes et services

Titulaire	Ville	Lot	Durée en mois	Date de notif		
					Montant initial	1 738,32
ELIBAT	VANNES	DAAT			avenant	0
					total	**1 738,32**

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0303_05-DE

FICHE PROJET n°PR183NI4

Lycée Jules Lesven - BREST
Espace professeurs (rénovation des salles professeurs)

Décisions proposées à la présente Commission Permanente :

Affectation complémentaire de 15 000 € TTC

Historique du projet

Opération globale

Date de CP | Décisions

Opération OP18H5SP

La salle des professeurs actuelle se compose de 3 espaces séparés pour un total d'environ 120m². L'aménagement actuel est très défraichi et n'offre pas d'espaces et d'aménagements adaptés au travail des professeurs. Le sol carrelé se décolle par endroit et a fait l'objet de remarques du CHS d'établissement.
Le projet consiste à rénover entièrement les revêtements des sols, murs et plafonds des salles actuelles, décloisonner et équiper les nouveaux espaces ainsi réalisés. Le projet comporte donc la réalisation d'espaces de convivialité, de travail collectif et individuels équipés de postes informatiques.

Les travaux seront réalisés pendant l'été 2019.

Plan de financement : fonds propres de la Région et/ou emprunt

Budget prévisionnel du projet :

	Budget initial	Budget réajusté
Maîtrise d'œuvre, CT	3 564	3 564
Sous-total "Etudes"	***3 564***	***3 564***
Réhabilitation	82 320	97 320
Aléas et révisions	4 116	4 116
Sous-total "Travaux"	***86 436***	***101 436***
Total	***90 000***	***105 000***

valeur fin de chantier (Septembre 2019)

Maîtrise d'ouvrage : Directe

03/12/2018	INI	⇒	Montant affecté	90 000 €
08/07/2019	INI2	⇒	Montant affecté	15 000 €

Montant total affecté :	105 000 €

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0303_05-DE

FICHE PROJET n°PR183NI4

Lycée Jules Lesven - BREST
Espace professeurs (rénovation des salles professeurs)

Les marchés

Rendu-compte des marchés et avenants (RCDP)

Travaux

Titulaire	Ville	Lot	Durée en mois	Date de notif		
GRANIT BRETON					Montant initial	61 734,00
					avenant	0
					total	**61 734,00**

Titulaire	Ville	Lot	Durée en mois	Date de notif		
ARMOR PEINTURE					Montant initial	13 166,00
					avenant	0
					total	**13 166,00**

Montant total des marchés :	74 900,00

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0303_05-DE

FICHE PROJET n°PR15MSHI

EPLEFPA - CHATEAULIN MORLAIX KERLIVER
Remplacement d'un hangar agricole

Décision proposée à la présente Commission Permanente :

Affectation d'un complément de crédit sur la 2ème opération "travaux" (30 000 €)

Historique du projet

Etudes

Date de CP | Décisions

Opération OP15V08O

Ce projet a pour objectif de :
- déconstruire un hangar vétuste et amianté
- le remplacer par 3 bâtiments (locaux pédagogiques, hangar de stockage et légumerie)
- aménager les espaces extérieurs

Travaux complémentaires proposés lors de la CP du 23/04/2018 :
- intégration de la filière agro-équipement dans le hangar neuf
- remplacement du clos-couvert du hangar vétuste.

Travaux complémentaires proposés lors de la CP du 03/12/2018 :
- création d'une aire de lavage et de compostage

Le calendrier prévisionnel du projet est le suivant :
Programme : décembre 2014
Etudes : juillet 2015 -> avril 2016
Travaux : septembre 2016 -> août 2018

Plan de financement : fonds propres de la Région et/ou emprunt

Budget prévisionnel du projet :

	Budget 05/2016	Budget 04/2018	Budget 12/2018	Budget 05/2019
Maîtrise d'œuvre	125 700	135 000	135 000	141 962
OPC/CT/SPS/AMO	33 600	34 000	34 000	42 157
Divers	12 000	12 000	12 000	10 409
Aléas et révisions	10 200	19 000	19 000	5 472
Sous-total "Etudes"	*181 500*	*200 000*	*200 000*	*200 000*
Construction	1 128 000	1 128 000	1 128 000	1 428 000
Clos couvert	0	380 000	380 000	80 000
Démolition	159 600	159 600	159 600	159 600
Aménagements extérieurs	109 200	109 200	343 200	373 200
Aléas et révisions	112 200	112 200	112 200	112 200
Sous-total "Travaux"	***1 509 000***	***1 889 000***	***2 123 000***	***2 153 000***
Total	*1 690 500*	*2 089 000*	*2 323 000*	*2 353 000*

Maîtrise d'œuvre : consultation dans le cadre d'un Marché en Procédure Adaptée

Maîtrise d'ouvrage : déléguée à la SEMAEB

02/07/2015	INI	Montant affecté	300 000 €
09/05/2016	CPL	Montant affecté	-100 000 €

Montant total affecté : 200 000 €

Travaux

Opération OP16N8QE

Dévolution des marchés : consultation dans le cadre de Marchés en Procédure Adaptée
Montant estimé des marchés : 1 260 000 € HT (valeur "septembre 2015")
Nombre de lot estimatif : 12
Durée prévisionnelle des travaux : 20 mois
Date de réception prévisionnelle : août 2018

09/05/2016	INI	Montant affecté	1 509 000 €
23/04/2018	INI2	Montant affecté	380 000 €

Montant total affecté : 1 889 000 €

Travaux

Opération OP183OUX - création d'une aire de lavage et de compostage

Dévolution des marchés : consultation dans le cadre de Marchés en Procédure Adaptée
Montant estimé des marchés : 195 000 € HT (valeur "septembre 2015")
Nombre de lot estimatif : 1

03/12/2018	INI	Montant affecté	234 000 €
08/07/2019	INI2	Montant affecté	30 000 €

Montant total affecté : 264 000 €

Montant total affecté du projet : 2 353 000 €

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0303_05-DE

FICHE PROJET n°PR15MSHI

EPLEFPA - CHATEAULIN MORLAIX KERLIVER
Remplacement d'un hangar agricole

Les marchés

Récapitulatif des rendus-comptes au titre des marchés et avenants

Prestations intellectuels / Fournitures courantes et services

Titulaire	Ville	Lot	Durée en mois	Date de notif			
CEQ-OUEST	PLUNERET	Diagnostics	8	06/05/2015	Montant initial	12 600,00 €	CP du 18 juin 2015
					avenant	2 700,00 €	
					total	**15 300,00 €**	

Titulaire	Ville	Lot	Durée en mois	Date de notif			
QUALICONSULT	PARIS	CT	36	14/10/2015	Montant initial	7 960,00 €	Rendu-compte à la Session de mars 2016
					avenant	0,00 €	
					total	**7 960,00 €**	

Titulaire	Ville	Lot	Durée en mois	Date de notif			
GEOTEC	ST ETIENNE DE MONTLUC	Ingénierie géotechnique	2	03/12/2015	Montant initial	4 170,00 €	Rendu-compte à la Session de mars 2016
					avenant	125,00 €	
					total	**4 295,00 €**	

Titulaire	Ville	Lot	Durée en mois	Date de notif			
TPF INGERNIERIE	MARSEILLE	SPS	36	12/10/2015	Montant initial	10 880,00 €	Rendu-compte à la Session de mars 2016
					avenant	0,00 €	
					total	**10 880,00 €**	

Titulaire	Ville	Lot	Durée en mois	Date de notif			
INOVADIA	QUIMPER	Etude de pollution	6	21/12/2015	Montant initial	10 530,00 €	Rendu-compte à la Session de mars 2016
					avenant	0,00 €	
					total	**10 530,00 €**	

Montant total des marchés :	48 965,00 €

Maîtrise d'œuvre

Titulaire	Ville	Date de notif			
ATELIER TROIS ARCHITECTE	CARHAIX	29/07/2015	Montant initial	105 630,72 €	Rendu-compte à la Session de mars 2016
			avenant	0,00 €	
			total	**105 630,72**	

Montant total du marché :	105 630,72

Travaux

Titulaire	Ville	Lot	Durée en mois	Date de notif			
CRENN TP	MORLAIX	VRD / Espaces verts	13	26/01/2017	Montant initial	135 517,50 €	Session juin 2017
					avenant	20 602,50 €	
					total	**156 120,00 €**	

Titulaire	Ville	Lot	Durée en mois	Date de notif			
LIZIARD	PLOUEDEN	Désamiantage	13	26/01/2017	Montant initial	56 945,00 €	Session juin 2017
					avenant	2 984,00 €	
					total	**59 929,00 €**	

Titulaire	Ville	Lot	Durée en mois	Date de notif			
NOBA (ex COSTA)	PLERIN	Gros œuvre	13	26/01/2017	Montant initial	228 621,59 €	Session juin 2017
					avenant	5 175,96 €	
					total	**233 797,55 €**	

Titulaire	Ville	Lot	Durée en mois	Date de notif			
DILASSER	PLOUIGNEAU	Charpente	13	26/01/2017	Montant initial	286 835,47 €	Session juin 2017
					avenant	0,00 €	
					total	**286 835,47 €**	

Titulaire	Ville	Lot	Durée en mois	Date de notif			
SARL L'HOSTIS	GOUESNOU	Couverture	13	26/01/2017	Montant initial	55 876,38 €	Session juin 2017
					avenant	0,00 €	
					total	**55 876,38 €**	

Titulaire	Ville	Lot	Durée en mois	Date de notif			
UNION DES OUVRIERS COUVREURS	MORLAIX	Couverture zinc	13	26/01/2017	Montant initial	30 988,85 €	Session juin 2017
					avenant	875,28 €	
					total	**31 864,13 €**	

Titulaire	Ville	Lot	Durée en mois	Date de notif			
TECHNIQUES ET BOIS	GUICLAN	Menuiseries mixte / serrurerie	13	26/01/2017	Montant initial	98 556,24 €	Session juin 2017
					avenant	0,00 €	
					total	**98 556,24 €**	

Titulaire	Ville	Lot	Durée en mois	Date de notif			
SARL LAURENT CHAPALAIN	Lampaul-Guimiliau	Menuiseries intérieures	13	26/01/2017	Montant initial	24 613,00 €	Session juin 2017
					avenant	0,00 €	
					total	**24 613,00 €**	

Titulaire	Ville	Lot	Durée en mois	Date de notif			
SARL CHARLES LAPOUS	PLOUIGNEAU	Cloisons sèches / isolation	13	26/01/2017	Montant initial	18 579,87 €	Session juin 2017
					avenant	1 281,24 €	
					total	**19 861,11 €**	

Titulaire	Ville	Lot	Durée en mois	Date de notif			
AXIMA REFRIGERATION	LANDIVISIAU	Cloisons isothermes	13	26/01/2017	Montant initial	14 267,00 €	Session juin 2017
					avenant	0,00 €	
					total	**14 267,00 €**	

Titulaire	Ville	Lot	Durée en mois	Date de notif			
IROISE PLAFONDS	BREST	Plafonds suspendus	13	26/01/2017	Montant initial	15 913,00 €	Session juin 2017
					avenant	0,00 €	
					total	**15 913,00 €**	

Titulaire	Ville	Lot	Durée en mois	Date de notif			
LE TEUFF	E CLOITRE PLEYBE	Revêtements sols	13	26/01/2017	Montant initial	32 742,15 €	Session juin 2017
					avenant	0,00 €	
					total	**32 742,15 €**	

Titulaire	Ville	Lot	Durée en mois	Date de notif			
LE COZ	MORLAIX	Peinture	13	26/01/2017	Montant initial	9 669,50 €	Session juin 2017
					avenant	0,00 €	
					total	**9 669,50 €**	

Titulaire	Ville	Lot	Durée en mois	Date de notif			
SAS LE BOHEC	PLOUVORN	Chauffage	13	26/01/2017	Montant initial	82 162,68 €	Session juin 2017
					avenant	11 478,66 €	
					total	**93 641,34 €**	

Titulaire	Ville	Lot	Durée en mois	Date de notif			
SAS LE BOHEC BENOIT	LANDIVISIAU	Electricité CFO / CFA	13	26/01/2017	Montant initial	68 587,91 €	Session juin 2017
					avenant	3 400,78 €	
					total	**71 988,69 €**	

Titulaire	Ville	Lot	Durée en mois	Date de notif			
AXIMA REFRIGERATION	LANDIVISIAU	Equipements froids	13	26/01/2017	Montant initial	9 486,38 €	Session juin 2017
					avenant	0,00 €	
					total	**9 486,38 €**	

Montant total des marchés :	1 215 160,94 €

Montant total des marchés :	**1 369 756,66 €**

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0303_05-DE

FICHE PROJET n°PR19E1OD

Lycée Yvon Bourges - DINARD
Travaux d'aménagement extérieurs

Décisions proposées à la présente Commission Permanente :

Affectation des crédits portant sur l'opération (224169 €)
Approbation des termes de la convention et autorisation de signature

Historique du projet

Date de CP | Décisions | **Opération globale**

Opération OP19P64J

La villa Surville est la dernière villa existante sur les trois initialement situées sur le parc du lycée Yvon Bourges à Dinard. Depuis de nombreuses années, cette villa n'est plus utilisée par le lycée et la ville de Dinard souhaiterait la réhabiliter pour la transformer en résidence destinée à des étudiants.
Ce projet de réhabilitation a un impact sur le fonctionnement du lycée car la villa jouxte l'entrée des clients du restaurant pédagogique et celle du personnel du lycée. Il s'agit donc de réaménager les espaces de voirie et de parking.
Le parc du lycée est situé dans une zone boisée classée. Il est donc soumis au contrôle de l'architecte des bâtiments de France.
La ville souhaite aussi récupérer une partie du parc aux abords du boulevard Féart.
Est également prévu un aménagement permettant de faciliter l'accès à la brasserie et de dédier des places de stationnement à la livraison de marchandises.
Il est proposé d'approuver les termes d'une convention portant sur :
- le périmètre des emprises objet d'une future cession à la Ville de Dinard ;
- les missions confiées à la Ville dans le cadre d'une maîtrise d'ouvrage unique portée par la Ville ;
- les engagements réciproques de chacune des parties en ce qui concerne les modalités de financement et d'exécution des travaux.

Le calendrier prévisionnel du projet est le suivant :
Travaux : Eté 2019

Plan de financement :

Propriétaire à terme des emprises	Travaux réalisés par la Ville de Dinard	Dépenses en € HT	TVA	Dépenses en € TTC
Région Bretagne	Voie d'accès commune*	38 600	7 720	46 320
Région Bretagne	Parking restaurant d'application	52 239	10 448	62 687
Région Bretagne	Parking client brasserie	95 968	19 194	115 162
Ville de Dinard	Aménagement Villa Surville	13 672	2 734	16 406
Ville de Dinard	Aménagement de la voie verte	63 995	12 799	76 794
	TOTAL	264 474	52 895	317 369

	Financement en € TTC
Région Bretagne *	46 320
dont subvention de la Ville de Dinard (50 % du HT)	*19 300*
Région Bretagne	62 687
Région Bretagne	115 162
Participation Région	**224 169**
Ville de Dinard	16 406
Ville de Dinard	76 794
Participation Ville	**93 200**
TOTAL	317 369

* S'agissant de l'aménagement de la voie commune, la Région s'acquittera de la totalité de la dépense en TTC, soit 46 320 € et sollicitera une subvention auprès de la Ville à hauteur de 50% du montant HT, soit 19 300 €.

08/07/2019 | INI ⇒ Montant affecté | 224 169,00 €

08/07/2019 ⇒ Approbation des termes de la convention et autorisation au Président de la signer

Montant total affecté :	224 169 €

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0303_05-DE

FICHE PROJET n°PR115076

Lycée Jean Guéhenno - FOUGERES
Travaux de sécurité divers (remplacement système de sécurité et complément sécurité)

Décisions proposées à la présente Commission Permanente :

Affectation de complément de crédits (160 000 €)

Historique du projet

Etudes (ET)

Date de CP | Décisions

Opération OP115076

Cette opération a pour objectifs essentiels de :
- remplacer le système de sécurité et d'alarme dans le bâtiment F ;
- mettre en conformité l'éclairage de sécurité du bâtiment F.

08/07/2019 ⇒ L'affectation complémentaire résulte d'une consultation d'entreprises peu favorable et de l'évolution du périmètre de l'opération pour prendre en compte notamment la création de chambres pour apprentis et stagiaires.

Le calendrier prévisionnel du projet est le suivant :

Programme :	juin 2011
Etudes :	mars 2014 -> juillet 2019
Travaux :	mai 2019 -> novembre 2020

Plan de financement : fonds propres de la Région et/ou emprunt

Budget prévisionnel du projet :

	Budget initial	Budget 05/2019
Etudes préalables	9 600	3 600
Maîtrise d'œuvre	33 000	40 160
OPC/CT/SPS	7 800	10 040
Aléas, révisions et divers	4 000	3 242
Sous-total "Etudes"	***54 400***	***57 042***
Restructuration	330 000	502 000
Aléas et révisions et arrondi TVA	46 200	48 046
Sous-total "Travaux"	***376 200***	***550 045***
Rémunération mandataire	19 400	2 913
Total	***450 000***	***610 000***

valeur fin de chantier (Novembre 2020)

Maîtrise d'œuvre : consultation dans le cadre d'un marché en procédure adaptée

Maîtrise d'ouvrage : Déléguée à SEMBREIZH

22/09/2011	INI	⇒ Montant affecté	350 000 €
25/09/2017	INI2	⇒ Montant affecté	100 000 €
08/07/2019	INI2	⇒ Montant affecté	160 000 €

Montant total affecté : 610 000 €

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0303_05-DE

FICHE PROJET n°PR115076

Lycée Jean Guéhenno - FOUGERES
Travaux de sécurité divers (remplacement système de sécurité et co

Les marchés

Rendu-compte des marchés et avenants (RCDP)

Prestations intellectuels / Fournitures courantes et services

Titulaire	Ville	Lot	Durée en mois	Date de notif
COBATI		SPS	11 mois	11/04/2014

Montant initial	1 998,00 €	Session octobre 2016
total	**1 998,00 €**	

Titulaire	Ville	Lot	Durée en mois	Date de notif
DEKRA	Vern-sur-Seiche (35)	Contrôle technique	-	09/04/2014
				06/03/2019

Montant initial	2 880,00 €	Session octobre 2016
avenant	3 300,00 €	
total	**6 180,00 €**	

Montant total des marchés :	5 298,00 €

Maîtrise d'œuvre

Titulaire	Ville	Durée en mois	Date de notif
AFTI	Rennes (35)	27 mois	05/02/2014
			11/04/2019

Montant initial	16 000,00 €	Session juin 2016
avenant	15 800,00 €	
total	**31 800,00 €**	

Montant total du marché :	31 800,00 €

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0303_05-DE

FICHE PROJET n°PR189KRJ

Lycée des Métiers du Bâtiment - PLEYBEN
Atelier (réfection du chauffage et de l'éclairage)

Décisions proposées à la présente Commission Permanente :

Affectation complémentaire de 100 000 € TTC

Historique du projet

Opération globale

OP185Z54

L'objectif principal de cette opération consiste à fiabiliser les installations de la chaufferie et d'optimiser ses consommations d'énergie par l'installation d'une chaudière à granulés. Parallèlement, des luminaires des ateliers (aujourd'hui en tube fluo traditionnel) seront remplacés par des luminaires à basse consommation.

Le calendrier prévisionnel du projet est le suivant :

Remplacement des luminaires	déc-18
Réfection de la chaufferie	Eté 2019

Plan de financement : fonds propres de la Région et/ou emprunt

Budget prévisionnel du projet :

	Budget initial	Budget 05/2019
Maîtrise d'œuvre	1 404	2 304
Aléas, révisions et divers	1 176	1 168
Sous-total "Etudes"	***2 580***	***3 472***
Réhabilitation	140 400	140 400
Equipement particulier	0	90 000
Aléas et révisions	7 020	16 128
Sous-total "Travaux"	***147 420***	***246 528***
Total	***150 000***	***250 000***

valeur fin de chantier (août 2019)

Maîtrise d'ouvrage : directe

Date de CP	Décisions			
03/12/2018	INI	⇒	Montant affecté	150 000 €
08/07/2019	INI2	⇒	Montant affecté	100 000 €

Montant total affecté :	250 000 €

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0303_05-DE

FICHE PROJET n°PR19SSWS

Lycée Brizeux - QUIMPER
Travaux de remédiation "radons"

Décisions proposées à la présente Commission Permanente :

Affectation d'un crédits complémentaires sur l'opération globale (350 000 €)

Historique du projet

Date de CP | Décisions | **Opération globale (études + travaux) – OP19DY36**

06/05/2019 ⇒ Suite aux différents dépistages radon réalisés par la Région Bretagne au sein du lycée Brizeux de Quimper, des travaux de remédiation doivent être réalisés avant Juin 2021. Il est proposé de faire réaliser ces travaux dès l'été 2019 afin de planifier un contrôle de l'efficacité au cours de l'hiver 2019-2020. L'enveloppe financière permet de couvrir les études et les travaux de cette opération.

08/07/2019 ⇒ Une première enveloppe de 200 000 € TTC a été présentée à la Commission permanente de mai 2019 afin de lancer les études et les premiers travaux de cette opération. Les contraintes liées au bâti existant sont importantes. Ces complexités ont généré un résultat d'appel d'offres supérieur aux estimations. Aussi, un complément de crédits d'un montant de 355 000 € est demandé portant le montant total du projet à 555 000 €.

Calendrier prévisionnel du projet :

Programme :	mars 2019
Etudes :	mai 2019 - juillet 2019
Travaux :	juillet 2019 - août 2019

Plan de financement : fonds propres de la Région et/ou emprunt

Budget prévisionnel du projet :

	Budget initial	Budget CP 07/19
Etudes	20 000	57 000
Travaux	180 000	498 000
Total	***200 000***	***555 000***

Valeur fin de chantier : Août 2019

Maîtrise d'œuvre : consultation en procédure adaptée

Maîtrise d'ouvrage directe

06/05/2019	INI ⇒	Montant affecté	200 000 €
08/07/2019	CPL ⇒	Montant affecté	355 000 €

Montant total affecté des études + travaux :	555 000 €

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0303_05-DE

FICHE PROJET n° PR18CPJB

Lycée du Mené - MERDRIGNAC
Création de vestiaires et salles de lancement TP

Décisions proposées à la présente Commission Permanente :

Affectation de l'opération VRD soit 240 000 € TTC

Historique du projet

Opération globale

Opération OP182L7A

09/02/2019 ⇒ Pour faire face aux désordres structurels du bâtiment d'exploitation agricole actuels et au manque de place dans les bâtiments existants, une étude de programmation a été engagée pour apporter une réponse de court terme à l'ensemble des problématiques posées y compris en terme de santé et de sécurité des usagers. Aussi, la présente opération prévoit la réalisation de 3 bâtiments industrialisés :

- o un bâtiment destiné aux locaux pédagogiques, chauffés, regroupant des vestiaires, sanitaires, salle de cours, bureaux ;
- o un bâtiment de type hangar regroupant les fonctions de stockage, lavage, calibrage, conditionnement et vente de fleurs issues de l'exploitation agricole ;
- o un bâtiment de type hangar permettant le stockage du matériel agricole (machines-outils, véhicules, engrais, petit matériel, …).

Calendrier prévisionnel :

Etudes	2019 - 2020
Travaux	2020 - 2021

Budget prévisionnel du projet :

	Budget initial	Budget Juillet 2019
Etudes et divers	0	
Maîtrise d'œuvre	57 000	56 640
OPC, SPS et CT	22 500	22 656
Aléas, révisions et divers	5 500	5 551
Sous-total "Etudes"	***85 000***	***84 847***
Construction	735 000	708 000
Travaux préparatoire et mise aux normes	0	240 000
Aléas et révisions	80 000	32 153
Sous-total "Travaux"	***815 000***	***980 153***
Total	***900 000***	***1 065 000***

valeur fin de chantier (décembre 2021)

Maîtrise d'œuvre : consultation dans le cadre d'un Marché passé en Procédure Adaptée

Maîtrise d'ouvrage : SEMBREIZH
L'opération de VRD sera menée en maîtrise d'ouvrage directe

09/02/2019 INI ⇒ Montant affecté 900 000 €

Montant total affecté :	900 000 €

Travaux (TRX)

Opération OP16WN8I (travaux)

Pour permettre la mise en œuvre de ces locaux et répondre aux attentes du Plan Local d'Urbanisme (PLU), il convient de :

- réaliser au préalable les plateformes
- mettre aux normes les réseaux
- mettre en œuvre les ouvrage de rétention pour la récupération des eaux pluviales.

Les travaux de VRD seront réalisés hors présence des élèves durant l'été 2019.

08/07/2019 INI ⇒ Montant affecté 240 000 €

Montant total affecté :	240 000 €

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0303_05-DE

FICHE PROJET n°PR19XMB9

Divers bénéficiaires (lycées Joliot Curie et Chateaubriand à Rennes)
Travaux d'accompagnement de la station de métro et réalisation de la liaison piétonne Varende-Mirabeau

Décisions proposées à la présente Commission Permanente :

Affectation des crédits portant sur l'opération (500 000 €)
Approbation des termes de la convention et autorisation de signature

Historique du projet

Date de CP Décisions

Opération globale

Opération OP19D6NX

Plusieurs aménagements sont proposés afin de répondre aux enjeux liés à l'évolution urbaine du secteur des lycées Joliot Curie et Chateaubriand et à l'arrivée du métro. Ces travaux, menés sous maîtrise d'ouvrage de Rennes Métropole portent sur :
- l'aménagement des abords de la station de métro Joliot-Curie/Chateaubriand côté boulevard de Vitré
- l'aménagement de la liaison Varende-Mirabeau.

L'ensemble de ces travaux est estimé à 2 272 000 € (dont 186 000 € ont déjà fait l'objet d'une opération menée par la Région : démolition et reconstruction des garages du lycée Joliot Curie).
Une convention de maîtrise d'ouvrage et de financement intervenant entre la Ville de Rennes, Rennes Métropole et la Région est donc soumise à la présente Commission Permanente.
Cette convention porte également sur les dispositions foncières permettant l'extension du domaine public de la Ville de Rennes sur les terrains des lycées.

Le calendrier prévisionnel du projet est le suivant :
Travaux : 2019-2020

Plan de financement :

		Dépenses en € HT	Dépenses en € TTC
Maîtrise d'ouvrage Rennes Métropole	Parvis du métro	916 667	1 100 000
	Espaces intérieurs du lycée	250 000	300 000
	Entrée principale (yc équipements de sécurité)	*150 000*	*180 000*
	Stationnement le long du terrain de sport	*100 000*	*120 000*
	Grille artistique du lycée *	166 667	200 000
	Liaison Varende-Mirabeau	405 000	486 000
	Création de la liaison piétonne	*405 000*	*486 000*
Maîtrise d'ouvrage Région	Terrassements	30 000	36 000
	Déconstruction et reconstruction des garages	125 000	150 000
	TOTAL	1 893 333	2 272 000

Financeurs et propriétaires à terme	Financement en € TTC	%
Rennes Métropole	1 100 000	100%
Région Bretagne	300 000	100%
Région Bretagne *	200 000	100%
dont subvention de Rennes Métropole (50 % du HT)	*83 333*	
Rennes Métropole	486 000	100%
Région Bretagne	36 000	100%
Région Bretagne	150 000	100%
TOTAL	2 272 000	

08/07/2019 INI ⇒ Montant affecté **500 000,00 €**

08/07/2019 ⇒ Approbation des termes de la convention et autorisation au Président de la signer

Montant total affecté :	500 000 €

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0303_05-DE

Convention de maîtrise d'ouvrage unique, de financement et dispositions foncières

Aménagement :
des parkings « restauration d'application » et « brasserie »,
de la Villa Surville et de sa voie d'accès
et de la voie verte

Lycée Yvon Bourges
à DINARD

Juin 2019

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0303_05-DE

Entre les soussignés

LA REGION BRETAGNE, dont le siège se situe avenue du Général Patton, CS 21101 35711 Rennes Cedex, représentée par Monsieur Loïg CHESNAIS-GIRARD, Président du Conseil régional de Bretagne, dûment habilité à signer les présentes en vertu de la délibération de la commission permanente du Conseil régional n° en date du ci-après désignée « La Région » ;

et

LA VILLE DE DINARD, dont le siège est situé 47, boulevard Féart, BP 90136, 35801 Dinard Cédex, représentée par son Maire, Monsieur Jean-Claude MAHE, dûment habilité à signer les présentes en vertu de la délibération du Conseil Municipal en date du 20 mai 2019, ci-après désigné « Ville » ou « Maître d'Ouvrage »

IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT :

PREAMBULE

La villa Surville est la dernière villa existante sur les 3 qui occupaient le parc sur lequel a été construit le lycée.
Cette bâtisse est dans un état de dégradation important à l'intérieur. Elle n'est, à ce jour, plus alimentée en électricité et en eau ; et sert principalement d'abri pour les engins utilisés pour l'entretien du parc ainsi que quelques éléments de mobiliers.
Depuis de nombreuses années, cette villa n'est plus utilisée à des fins pédagogiques et a contrario, la ville de Dinard souhaiterait la réhabiliter afin de la transformer en résidence destinée à des étudiants.
Ce projet de réhabilitation a un impact sur le fonctionnement du lycée car la villa jouxte l'entrée des clients du restaurant pédagogique mais également l'entrée du personnel du lycée et consiste donc à réaménager les espaces de voirie et de parking afin que la Villa et le Restaurant pédagogique disposent de leurs propres stationnements.

Le lycée comprend un parc important dans une zone boisée classée. Il se situe dans un périmètre soumis au contrôle de l'architecte des bâtiments de France.

Une part substantielle du parc, le long du boulevard Féart, n'est pas entretenue et est interdite d'accès aux élèves.

La ville souhaite récupérer une partie le long du boulevard Féart depuis le portail jusqu'à la rue des anciens combattants. Cet espace serait rendu public.

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0303_05-DE

Enfin, l'accès à la brasserie est à ce jour mal identifié pour les clients. Le parking véhicules coïncide avec le stationnement de véhicules techniques mais également des véhicules de livraison.

La création de la voie verte a une incidence sur l'accès à la brasserie pédagogique.

L'ensemble des propositions d'aménagement fait l'objet d'un plan annexé à la présente convention.

Les études correspondantes ayant été réalisées, il convient désormais de préciser la maîtrise d'ouvrage permettant la réalisation de ce projet et la répartition financière de chacun des partenaires.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention concerne, d'une part, les aménagements de la voie d'accès des parkings « restauration d'application » et de la Villa Surville, l'accès et les parkings de la «brasserie » du lycée, et d'autre part, les aménagements de la voie verte.

La présente convention vise à définir :

- le périmètre des emprises objet d'une future cession à la Ville de Dinard ;
- les missions confiées à la Ville dans le cadre de la délégation de maîtrise d'ouvrage de la Région ;
- les engagements réciproques de chacune des parties en ce qui concerne les modalités de financement et d'exécution des travaux prévus.

ARTICLE 2 : MAÎTRISE D'OUVRAGE

Les projets d'aménagement cité à l'article 1 de la présente convention sont réalisés sous maîtrise d'ouvrage unique de la Ville.

Définition de l'opération *(plan en annexe)*

Concernant l'aménagement du parking du restaurant d'application, les travaux consistent en :

- Création de places de parking dédiées à la Villa Surville ;
- Création de places de parking dédiées aux clients du restaurant pédagogique.

Concernant l'aménagement du parking de la brasserie, les travaux consistent en :

- Création d'une voie d'accès à la brasserie, en enrobé. Parcelle Région Bretagne avec servitude Ville de Dinard.
- Création de places de parking dédiées aux clients de la brasserie, en période scolaire et dédiées au public, en période de vacances scolaires ;

Concernant l'aménagement de la voie d'accès à la Villa Surville, les travaux consistent en :

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0303_05-DE

- Création d'une voie commune entre la villa Surville et l'accès au restaurant pédagogique. Parcelles Région Bretagne avec servitude Ville de Dinard.

Concernant l'aménagement de la Villa Surville, les travaux consistent en :

- Réhabilitation complète de la bâtisse « Villa Surville ». Travaux portés par la Ville de Dinard.

Concernant l'aménagement de la voie verte, les travaux consistent en :

- Création d'une voie verte, dans l'espace boisé classé, le long du boulevard Féart ;

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FONCIERES

Les emprises et bâtiments du lycée appartient à la Ville et, en vertu d'un procès-verbal du 16 juillet 1985 complété par délibération communale du 16 décembre 1988, ont été mis à disposition de la Région qui assure les droits et obligations du propriétaire.

Les parcelles cadastrées L 58, 60, 620, 637, 638, 660, 661, 662, 663, 666, 667, 690 et 691 constituent ainsi l'assiette du lycée.
La majeure partie de ce site sera transférée à la Région en application de la loi du 13 août 2004.
Un découpage parcellaire sera établi au préalable, afin de permettre la réalisation des aménagements envisagés par les deux collectivités.

Ces aménagements concernent la Villa Surville, la voie d'accès nord et le stationnement, l'espace boisé situé à proximité, la voie verte longeant le boulevard des Maréchaux, ainsi qu'une zone destinée au stationnement à l'est du restaurant d'application. Ils sont identifiés au plan joint.
Certains de ces aménagements ont vocation à rester dans le patrimoine communal. Il s'agit de l'espace boisé (zone 1 sur le plan), de la Villa Surville et de deux places de stationnement (zone 2) et de la promenade située le long du boulevard des Maréchaux (zone 5).

La Ville de DINARD et la Région Bretagne conviennent en conséquence d'acter par la présente convention du transfert du site à l'exception des zones 1, 2 et 5 reportées sur le plan mentionné.

Deux servitudes d'accès seront consenties par la région au profit de la commune :
- une servitude de passage véhicules/cycles piétons sur la voie d'accès nord (zone 3) ;
- une servitude de passage véhicules/cycles piétons hors temps scolaire sur la zone de stationnement située entre le restaurant d'application et la promenade des maréchaux.

Un découpage parcellaire régularisera les opérations foncières.
Après réalisation des travaux, désaffectation et vais des services fiscaux, les opérations de transfert seront soumises à l'approbation des assemblées délibérantes respectives.

L'ensemble des frais liés au transfert sera pris en charge par la Région.

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0303_05-DE

La Région autorise la Ville, par la présente convention, à réaliser les travaux sur les emprises précitées en sa qualité de maître d'ouvrage des opérations lui incombant. Des autorisations d'occupation temporaires seront délivrées par la Région jusqu'à la régularisation foncière.

ARTICLE 4 : ORGANISATION DU CHANTIER

Les principes d'organisation du chantier (emprises nécessaires à la réalisation des ouvrages, phasage des travaux, durée prévisionnelle d'occupation du site par phase, modalités de restitution en phase travaux des principales fonctionnalités du site, …) ont été élaborés par le maître d'œuvre pour l'ensemble des travaux.

Pendant les travaux, des espaces complémentaires, situés sur les terrains occupés par le lycée, seront nécessaires notamment à titre d'accès, éventuellement de stockage.
Ces emprises de chantier, situées sur le domaine de la Région, dont la Ville serait l'utilisatrice, donneront lieu à un accord spécifique de la Région et de la direction du lycée au cas par cas.

De même, l'accès au site pour la Ville ou ses entreprises, est également autorisé pour la réalisation de mesures diverses nécessaires aux études à la préparation des travaux (sondages, relevés, bornage provisoire…) préalablement à la prise de possession effective du terrain. Les modalités d'intervention feront l'objet d'un accord spécifique de la Région et de la direction du lycée, au cas par cas.

Ces autorisations d'occupations temporaires seront accordées à titre gratuit.

État des lieux

Pendant la réalisation des travaux, la Ville s'engage à maintenir l'accès au lycée et sa sécurisation.

Récolement

Une fois les travaux réalisés, un plan de récolement et, le cas échéant, un document de synthèse des résultats des contrôles ou analyses réalisés seront fournis à la Région par le maître d'ouvrage.

ARTICLE 5 : DISPOSITIONS FINANCIERES

5.1 Estimation prévisionnelle du coût de l'opération

Sur la base de l'estimation réalisée par la maîtrise d'œuvre de la Ville dans le cadre des études de conception, le montant prévisionnel de l'ensemble des travaux cités à l'article 1 se décompose comme suit :

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0303_05-DE

Travaux à réaliser	Montant en € HT	TVA	Montant en € TTC
Parking restaurant d'application	52 239	10 448	62 687
Parking client brasserie	95 968	19 194	115 162
Voie d'accès à la Villa Surville	38 600	7 720	46 320
Aménagement Villa Surville	13 672	2 734	16 406
Aménagement de la voie verte	63 995	12 799	76 794
TOTAL	**264 474**	**52 895**	**317 369**

En cas d'écart par rapport aux estimations retenues dans la présente convention, il sera fait application de l'article 6.2 ci-après.

5.2 Synthèse des participations et montant prévisionnel de la participation

La prise en charge de la Région s'applique :

- À l'aménagement de la voie d'accès commune (Villa Surville) à hauteur de 100 % du montant des dépenses TTC, soit 46 320 €, la Ville subventionnant à 50% du montant HT, soit 19 300 € ;
- À l'aménagement du parking du restauration d'application du lycée Yvon Bourges à hauteur de 100 % du montant des dépenses TTC, soit 62 687 €;
- À l'aménagement du parking de la brasserie du lycée Yvon Bourges à hauteur de 100 % du montant des dépenses TTC, soit 115 162 €.

À l'achèvement des travaux, le montant réel des dépenses sera actualisé et communiqué à la Région afin d'adapter le niveau des participations financières attendues. La répartition des financements indiqués dans le tableau, ci-dessous, sera appliquée au montant réel des dépenses. Ces montants seront justifiés sur présentation d'un état récapitulatif des dépenses.

Tableau récapitulatif financier

Propriétaire à terme des emprises	Travaux réalisés par la Ville de Dinard	Dépenses en € HT	TVA	Dépenses en € TTC
Région Bretagne	Voie d'accès commune*	38 600	7 720	46 320
Région Bretagne	Parking restaurant d'application	52 239	10 448	62 687
Région Bretagne	Parking client brasserie	95 968	19 194	115 162
Ville de Dinard	Aménagement Villa Surville	13 672	2 734	16 406
Ville de Dinard	Aménagement de la voie verte	63 995	12 799	76 794
TOTAL		264 474	52 895	317 369

	Financement en € TTC
Région Bretagne *	46 320
dont subvention de la Ville de Dinard (50 % du HT)	*19 300*
Région Bretagne	62 687
Région Bretagne	115 162
Participation Région	**224 169**
Ville de Dinard	16 406
Ville de Dinard	76 794
Participation Ville	**93 200**
TOTAL	**317 369**

* S'agissant de l'aménagement de la voie commune, la Région s'acquittera de la totalité de la dépense en TTC, soit 46 320 € et sollicitera une subvention auprès de la Ville à hauteur de 50% du montant HT, soit 19 300 €.

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0303_05-DE

La Ville sollicitera le bénéfice du FCTVA sur les travaux suivants :

- Aménagement de la Villa Surville
- Aménagement de la voie verte

La Région Bretagne sollicitera le bénéfice du FCTVA sur les travaux suivants :

- Aménagement de la voie d'accès commune
- Aménagement des parkings du restauration d'application et de la brasserie

5.3 Modalités de versement des participations

5.3.1 Conditions de versement des avances

La Ville procédera aux appels de fonds, en euros, pour l'ensemble des travaux selon les modalités suivantes :

- 50% en 2019 à l'engagement de la réalisation sur présentation d'un document attestant du démarrage de l'opération (ex : OS) ;
- Le solde, sur présentation par la Ville d'un état récapitulatif final des dépenses acquittées dûment visé par le comptable public de la Ville.

La Ville ne percevra aucune rémunération pour l'exercice de la maitrise d'ouvrage pour le compte de la Région.

5.3.2 Conditions de versement de la subvention

La Région sollicitera la Ville pour le versement de la subvention portant sur l'aménagement de la voie commune, soit 50% du montant HT indiqué à l'article 5.2 au moment du solde des appels de fonds par la Région (c.f. : article 5.3.1)

5.3.3 Paiement du solde

À l'achèvement de l'ensemble des travaux, la Ville présentera un état récapitulatif des dépenses réalisées, dûment signé et certifié exact par le comptable public de la Ville, déduction faite des précédents versements.
Les paiements interviendront dans un délai de 30 jours à compter de la réception du titre de recettes.

5.4 Facturation et recouvrement

Les domiciliations des parties pour la gestion des flux financiers sont :

Région Bretagne	283, avenue du Général Patton – CS 21101 35711 RENNES Cedex 7
Ville de Dinard	Ville de Dinard – 47, boulevard Féart – BP 90136 – 35081 DINARD Cedex

Le paiement est effectué par virement bancaire au bénéficiaire concerné :

Bénéficiaire	Etablissement Agence	Code Établissement	Code Guichet	N° Compte	Clé RIB
Paierie Régionale	Banque de France	30001	00682	0000S050060	90
Trésorerie de Dinard Municipale	A compléter				

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0303_05-DE

ARTICLE 6 : SUIVI ET GESTION DU PROGRAMME

6.1. Comité de suivi technique

Les signataires de la présente convention ou leurs représentants constituent le comité de suivi technique de cette opération.

Ce comité assure le suivi de l'exécution et la coordination des opérations sous forme de rencontres annuelles ou à fréquences plus importantes en cas de difficultés rencontrées lors de l'exécution des travaux.

6.2. Suivi de l'exécution du programme

Le maître d'ouvrage informe les partenaires du déroulement de l'opération et des modifications du calendrier prévisionnel.

En cas de risque de dépassement de l'estimation financière, le maître d'ouvrage alerte la Région pour concertation sur les suites à donner.

En cas de décalage dans la réalisation des travaux, la présente convention pourra être prorogée, par voie d'avenant, pour respecter le cadre des engagements initiaux des parties.

ARTICLE 7 : DELAIS PREVISIONNELS

La date d'achèvement prévisionnelle des travaux est fixée à fin 2019.

ARTICLE 8 : MODIFICATION ET RESILIATION DE LA CONVENTION

Toute modification substantielle du programme et de la présente convention donne lieu à l'établissement d'un avenant.
La convention peut être résiliée de plein droit par toute partie, notamment en cas de non-respect par l'une des parties des engagements pris au titre de la convention, à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée sans réponse. La Région s'engage à rembourser au maître d'ouvrage, sur la base d'un relevé de dépenses final, les dépenses engagées jusqu'à la date de résiliation ainsi que les dépenses d'études et de travaux nécessaires à l'établissement d'une situation à caractère définitif. Sur cette base, le maître d'ouvrage procède à la présentation d'une facture pour règlement du solde ou au reversement du trop-perçu auprès du co-financeur au prorata de sa participation.

ARTICLE 9 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de sa notification et s'achèvera à la réception des travaux et à la régularisation des comptes en dépenses et en recettes. Les engagements entre cocontractants sont donc maintenus pendant la période de contrôle et de fin,

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0303_05-DE

notamment comptable, de l'opération (versement du solde, annulation totale ou partielle de l'opération, émission du titre de recette).

ARTICLE 10 : MESURES DE PUBLICITÉ ET DE COMMUNICATION

Les opérations réalisées dans le cadre de la présente convention feront l'objet de mesures de publicité à la charge des partenaires concernés.
Adaptées selon le type d'opération, elles comprendront sur le site un affichage mentionnant la procédure contractuelle dans laquelle elles s'inscrivent, les logotypes des différents partenaires financeurs de chaque opération, de dimension égale à ceux des maîtres d'ouvrage, avec la mention « travaux financés par … ».

ARTICLE 11 : LITIGES

Tout litige relatif à l'application de cette convention sera porté devant le Tribunal Administratif de Rennes. Cette saisine ne pourra, cependant, valablement intervenir que si les parties ont préalablement tenté entre elles une conciliation.

ARTICLE 12 : ANNEXES

- plan d'aménagement des espaces.

ARTICLE 13 : NOMBRE D'EXEMPLAIRES

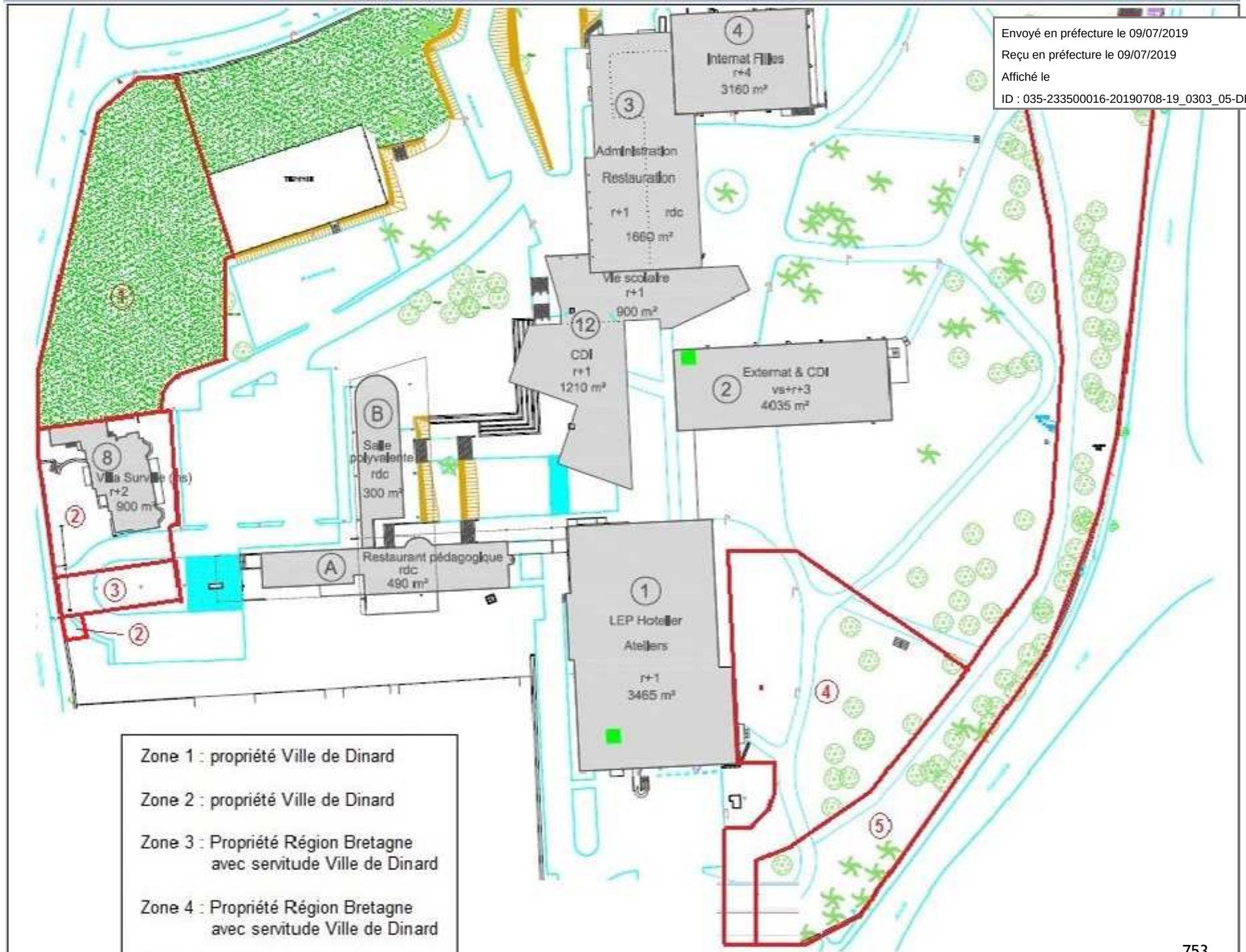
Fait en 2 exemplaires originaux.

Un exemplaire original de la convention sera ensuite notifié par la Ville à chacun des cosignataires. La notification consiste en l'envoi d'un exemplaire original par courrier recommandé avec accusé de réception.

À Rennes, le

Pour la Ville	**Pour la Région Bretagne**
Le Maire	Le Président du Conseil Régional
Jean-Claude MAHE	**Loïg CHESNAIS-GIRARD**

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0303_05-DE



Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0303_05-DE

Convention de maîtrise d'ouvrage, de financement et dispositions foncières

Travaux d'accompagnement de la station de métro Joliot-Curie/Chateaubriand, boulevard de Vitré à Rennes

Et

Réalisation de la liaison piétonne Varende-Mirabeau à Rennes

Avril 2019

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0303_05-DE

Entre les soussignés

LA REGION BRETAGNE, dont le siège se situe avenue du Général Patton, CS 21101 35711 Rennes Cedex, représentée par Monsieur Loïg CHESNAIS-GIRARD, Président du Conseil régional de Bretagne, dûment habilité à signer les présentes en vertu de la délibération de la commission permanente du Conseil régional n° en date du ci-après désignée « La Région » ;

RENNES METROPOLE, Établissement Public de Coopération Intercommunale dont le siège est situé 4, avenue Henri Fréville, CS 93111 35031 Rennes Cedex, représentée par son Président, Monsieur Emmanuel COUET, dûment habilité à signer les présentes en vertu de la délibération du Conseil de Rennes Métropole n° C18.035 en date du 25 janvier 2018, ci-après désigné « Rennes Métropole » ou « Maître d'Ouvrage »

et

LA VILLE DE RENNES représentée par Madame Nathalie APPERE Maire, dûment habilitée à signer les présentes en vertu de la délibération du Conseil municipal n°2014.0158 en date du 17 avril 2014 ci-après désignée par les termes « la Ville de Rennes ».

IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT :

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0303_05-DE

PREAMBULE

Courant 2016, plusieurs rencontres avec la Région et les établissements scolaires ont permis de mettre en évidence les besoins en réaménagement pour répondre aux enjeux liés à l'évolution urbaine du secteur et à l'arrivée du métro. Ces projets vont en effet créer une profonde mutation du comportement des usagers du secteur, notamment des piétons.

L'aménagement d'une place, au droit du métro, amène à revoir le positionnement de l'entrée du lycée et sa perception depuis l'espace public. Un élargissement de cette placette, côté lycée Châteaubriand, permettrait en effet de créer un parvis entre la station de métro et le lycée Châteaubriand, plus en rapport avec la densité des flux piétons attendus sur ce secteur. Une modification des emprises foncières est proposée pour optimiser la place publique et le positionnement de l'équipement scolaire.
Il est également proposé que la mise en valeur de la place et l'identification de l'entrée du Lycée Châteaubriand passent notamment par l'intégration d'une œuvre d'art sur cette place, qui prendrait forme par la réalisation d'une grille artistique.

Par ailleurs, des adaptations des continuités piétonnes s'avèrent nécessaires pour résorber les dysfonctionnements actuellement constatés (transit important par les équipements scolaires). Une liaison piétonne, entre la rue Varende et la rue Mirabeau, est ainsi proposée dans le cadre du projet ainsi que la sécurisation de la rue de professeur Pierre Poumier, située entre deux équipements scolaires (Collège des Gayeulles et Lycée Châteaubriand). Ce cheminement répondra aux critères d'accessibilité aux Personnes à Mobilité Réduite (PMR) et consistera à prolonger la chaussée et les trottoirs de l'allée de la Varende et à construire une allée mixte piétons-cycles située le long du réservoir d'eau potable "Les Galets", à l'arrière des terrains de sports des lycées.

Les études correspondantes ayant été réalisées, il convient désormais de préciser la répartition de la maitrise d'ouvrage et la répartition financière de chacun des partenaires.

Par ailleurs, des dispositions foncières sont à prendre pour régulariser les recalages d'emprises (abords du lycée Chateaubriand et liaison Varende-Mirabeau).

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention concerne, d'une part, les aménagements des abords de la station de métro Joliot-Curie/Chateaubriand et d'autre part, les aménagements de la liaison piétonne Varende-Mirabeau.

La présente convention vise à définir :

- les missions confiées à Rennes Métropole dans le cadre de la délégation de maîtrise d'ouvrage de la Région ;
- les engagements réciproques de chacune des parties en ce qui concerne les modalités de financement et d'exécution des travaux prévus.

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0303_05-DE

ARTICLE 2 : MAÎTRISE D'OUVRAGE

Le projet de liaison piétonne Varende-Mirabeau est réalisé sous maitrise d'ouvrage de Rennes Métropole.
Le projet aux abords de la station de métro est réalisé sous maîtrise d'ouvrage unique de Rennes Métropole, par délégation de la Ville de Rennes pour ce qui concerne les espaces verts et par délégation de la Région sur les espaces à usages privatifs des lycées, sur des terrains appartenant à la Ville de Rennes.

Définition de l'opération *(plans en annexe)*

Concernant l'aménagement des abords de la station de métro Joliot-Curie/Chateaubriand côté boulevard de Vitré, celui-ci consiste en :

- le réaménagement, dans l'enceinte du lycée Chateaubriand, d'un espace d'agrément à usages des lycéens et composé d'espaces verts et d'un éclairage adapté ;
- le déplacement d'une partie du parking situé devant le lycée le long du terrain de sport avec la réalisation de 20 places de stationnement. La relocalisation du parking entrainera le déplacement du portail d'accès situé sur le boulevard de Vitré ;
- le déplacement de la clôture du lycée en retrait par rapport à la situation existante. Cette clôture s'inscrit dans une démarche artistique ;
- côté espace public, l'élargissement du parvis au droit des accès de la station permettra de développer des espaces de convivialité composés, entre autres, d'espaces verts, de mobilier d'assise et d'un éclairage public spécifique.

Concernant l'aménagement de la liaison Varende-Mirabeau, celui-ci consiste en :

- l'aménagement d'un chemin piéton éclairé et végétalisé ;
- le déplacement du portail côté allée de la Varende et de la clôture le long du cheminement.

Afin de permettre ces travaux, la Région a pris en charge et réalisé, par anticipation sous sa maitrise d'ouvrage, les prestations suivantes :

- le terrassement des modelés de terrains au droit des terrains de sport ;
- la démolition et reconstruction des garages situés dans l'emprise de la future liaison piétonne.

Dispositions complémentaires : clôture et portail artistiques

Dans le cadre de ces projets d'aménagement des espaces publics, Rennes Métropole et la Région ont convenu de faire une exception urbaine et architecturale sur le site. Les clôtures et portails sont habituellement fournis et posés par la Région. Dans le cas présent, afin de permettre l'intégration d'une œuvre d'art dans l'aménagement des abords de la station de métro Joliot-Curie/Chateaubriand, la clôture et le portail en limite du domaine public au droit du lycée Chateaubriand seront conçus, fabriqués et posés par un artiste. Ces équipements seront ensuite transférés en propriété et pris en gestion par la Région.

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0303_05-DE

ARTICLE 3 : SUIVI ET GESTION DU PROGRAMME

3.1. Comité de suivi technique

Les signataires de la présente convention ou leurs représentants constituent le comité de suivi technique de cette opération.

Ce comité assure le suivi de l'exécution et la coordination des opérations sous forme de rencontres annuelles ou à fréquences plus importantes en cas de difficultés rencontrées lors de l'exécution des travaux.

3.2. Suivi de l'exécution du programme

Le maître d'ouvrage informe les partenaires du déroulement de l'opération et des modifications du calendrier prévisionnel.

En cas de risque de dépassement de l'estimation financière, le maître d'ouvrage alerte la Région pour concertation sur les suites à donner et en informe la Ville de Rennes.

En cas de décalage dans la réalisation des travaux, la présente convention pourra être prorogée, par voie d'avenant, pour respecter le cadre des engagements initiaux des parties.

ARTICLE 4 : DISPOSITIONS FINANCIERES

4.1 Estimation prévisionnelle du coût de l'opération

Sur la base de l'estimation réalisée par la maîtrise d'œuvre de Rennes Métropole dans le cadre des études de conception, le montant prévisionnel des abords du parvis du lycée Chateaubriand et de la liaison piétonne Varende-Mirabeau est de 2 272 000 € TTC, décomposé comme suit :

- 1 100 000 € TTC pour l'aménagement du parvis de la station de métro Joliot-Curie/Chateaubriand (espaces de convivialité composés de mobilier d'assise, d'espaces verts et mobiliers divers (appuis-vélos, éclairage, etc.)) ;
- 300 000 € TTC pour l'aménagement des espaces intérieurs du lycée Chateaubriand incluant :
    - L'aménagement de l'entrée principale estimé à 180 000 € TTC dont un dispositif de manœuvre et de sécurité, visiophonie et commande électrique sur portillon, pour un montant estimé à 50 000 € TTC ;
    - La restitution d'un espace de stationnement le long des terrains de sports estimé à 120 000 € TTC ;
- 200 000 € TTC pour la grille artistique située au droit de l'entrée principal du lycée Chateaubriand ;
- 672 000 € TTC pour l'aménagement de la liaison Varende-Mirabeau, dont :
    - 486 000 € TTC pour la création de la liaison ;
    - 150 000 € TTC pour les garages ;
    - 36 000 € TTC pour les mouvements de terre.

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0303_05-DE

En cas d'écart par rapport aux estimations retenues dans la présente convention, il sera fait application de l'article 4.2 ci-après.

4.2 Synthèse du financement du projet

La prise en charge de la Région s'applique aux parties du projet dont elle sera propriétaire, àa terme, soit :

- À l'aménagement des espaces intérieurs du lycée Chateaubriand à hauteur de 100 % du montant des dépenses TTC, soit 300 000 €;
- À la grille artistique à hauteur de 100 % du montant des dépenses TTC, soit 200 000 € ; Rennes Métropole subventionnant à 50% du montant HT, soit 83 333 € .

La participation financière globale attendue pour la Région est estimée à 500 000 € TTC pour les travaux réalisés par Rennes Métropole et 186 000 € TTC au titre de travaux directement pris en charge par la Région (36 000 € pour les terrassements et 150 000 € au titre de la démolition des garages).
La Région se chargeant de réaliser les terrassements et la déconstruction-reconstruction des garages, l'ensemble des autres prestations sera réalisé sous maîtrise d'ouvrage unique de Rennes Métropole, par délégation de maîtrise d'ouvrage, objet de la présente convention.

À l'achèvement des travaux, le montant réel des dépenses sera actualisé et communiqué à la Région afin d'adapter le niveau des participations financières attendues. Les pourcentages indiqués dans le tableau, ci-dessous, seront appliqués au montant réel des dépenses. Ces montants seront justifiés sur présentation d'un état récapitulatif des dépenses.

Tableau récapitulatif financier

		Dépenses en € HT	Dépenses en € TTC	Financeurs et propriétaires à terme	Financement en € TTC	%
Maîtrise d'ouvrage Rennes Métropôle	**Parvis du métro**	**916 667**	**1 100 000**	Rennes Métropole	1 100 000	100%
	Espaces intérieurs du lycée	**250 000**	**300 000**	Région Bretagne	300 000	100%
	Entrée principale (yc équipements de sécurité)	*150 000*	*180 000*			
	Stationnement le long du terrain de sport	*100 000*	*120 000*			
	Grille artistique du lycée *	**166 667**	**200 000**	Région Bretagne *	200 000	100%
				dont subvention de Rennes Métropole (50 % du HT)	*83 333*	
	Liaison Varende-Mirabeau	**405 000**	**486 000**	Rennes Métropole	486 000	100%
	Création de la liaison piétonne	*405 000*	*486 000*			
Maîtrise d'ouvrage Région	**Terrassements**	**30 000**	**36 000**	Région Bretagne	36 000	100%
	Déconstruction et reconstruction des garages	**125 000**	**150 000**	Région Bretagne	150 000	100%
	TOTAL	**1 893 333**	**2 272 000**	**TOTAL**	**2 272 000**	

* S'agissant de la grille artistique du lycée, la Région s'acquittera de la totalité de la dépense en TTC, soit 200 000 € et sollicitera une subvention auprès de Rennes Métropole à hauteur de 50% du montant HT, soit 83 333 €.

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0303_05-DE

Rennes Métropole sollicitera le bénéfice du FCTVA sur les travaux suivants :

- Parvis du métro
- Liaison Varende Mirabeau

La Région Bretagne sollicitera le bénéfice du FCTVA sur les travaux suivants :

- Espaces intérieurs du lycée
- Grille artistique

4.3 Modalités de versement des engagements financiers

4.3.1 Conditions de versement des avances

Rennes Métropole procédera aux appels de fonds, en euros, en distinguant, d'une part, les espaces intérieurs du lycée et d'autre part, la grille artistique, selon les modalités suivantes :

- 50% en 2019 à l'engagement de la réalisation sur présentation d'un document attestant du démarrage de l'opération (ex : OS) ;
- 30% à l'avancement des travaux (en 2020), sur présentation par Rennes Métropole d'un état récapitulatif des dépenses acquittées dûment visé par le comptable public de rennes Métropole attestant de la consommation de 80% du 1er acompte ;
- Le solde, sur présentation par Rennes Métropole d'un état récapitulatif final des dépenses acquittées dûment visé par le comptable public de Rennes Métropole.

Le montant du solde pour chacun des travaux sera calculé conformément aux dispositions de l'article 4.2.

Rennes Métropole ne percevra aucune rémunération pour l'exercice de la maitrise d'ouvrage pour le compte de la Région.

4.3.2 Conditions de versement de la subvention de Rennes Métropole

La Région sollicitera Rennes Métropole pour le versement de la subvention portant sur la grille artistique, soit 50% du montant HT indiqué à l'article 4.2 au moment du solde des appels de fonds par la Région (c.f. : article 4.3.1)

4.3.3 Paiement du solde

À l'achèvement de l'ensemble des travaux, Rennes Métropole présentera un état récapitulatif des dépenses réalisées, dûment signé et certifié exact par le comptable public de Rennes Métropole, déduction faite des précédents versements.
Les paiements interviendront dans un délai de 30 jours à compter de la réception du titre de recettes.

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0303_05-DE

4.4 Facturation et recouvrement

Les domiciliations des parties pour la gestion des flux financiers sont :

Région Bretagne	283, avenue du Général Patton – CS 21101 35711 RENNES Cedex 7
Rennes Métropole	Hôtel de Rennes Métropole – 4, avenue Henri Fréville – CS 93111 – 350031 RENNES Cedex

Le paiement est effectué par virement bancaire au maître d'ouvrage concerné :

Bénéficiaire	Etablissement Agence	Code Établissement	Code Guichet	N° Compte	Clé RIB
Paierie Régionale	Banque de France	30001	00682	0000S050060	90
Trésorerie de Rennes Municipale	Banque de France	30001	00682	C3510000000	26

ARTICLE 5 : DELAIS PREVISIONNELS

La durée prévisionnelle de l'opération est estimée à 23 mois, à compter de la signature de la convention et se décompose comme suit :

- Démarrage des travaux : janvier 2019
- Achèvement des travaux : novembre 2020

ARTICLE 6 : DISPOSITIONS FONCIERES

La réalisation des travaux aux abords de la station Joliot-Curie/Chateaubriand située boulevard de Vitré, devant l'entrée du lycée Chateaubriand, nécessite l'extension du domaine public de la Ville de Rennes sur le terrain du lycée sur une surface de 397 m².

De même la réalisation de la liaison piétonne à l'arrière du lycée Joliot-Curie, située en prolongement de l'allée de la Varende, nécessite l'extension du domaine public de la Ville de Rennes sur le terrain du lycée sur une surface de 3 457 m².

Les terrains actuels sont propriétés de la Ville de Rennes et mis à disposition de la Région par procès-verbal. Les parcelles concernées sont cadastrées : IW123 (parvis lycée Chateaubriand) et IW138 (terrain lycée Joliot-Curie).

Ces espaces nécessiteront un reclassement dans le domaine public après désaffectation par la Région du service public de l'enseignement.
La régularisation foncière sera effectuée à l'issue des travaux, sur la base de relevés de récolement et d'un bornage contradictoire. Un bornage provisoire devra cependant être réalisé préalablement afin d'implanter les nouvelles limites.

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0303_05-DE

La Région autorise donc Rennes Métropole, par la présente convention, à réaliser les travaux sur les emprises précitées en sa qualité de maître d'ouvrage des opérations lui incombant. Des autorisations d'occupation temporaires seront délivrées par la Région jusqu'à la régularisation foncière.

ARTICLE 7 : ORGANISATION DU CHANTIER

Les principes d'organisation du chantier (emprises nécessaires à la réalisation des ouvrages, phasage des travaux, durée prévisionnelle d'occupation du site par phase, modalités de restitution en phase travaux des principales fonctionnalités du site, …) ont été élaborés par le maître d'œuvre pour les travaux aux abords de la station de métro Joliot-Curie/Chateaubriand. Ceux qui concernent la liaison Varende-Mirabeau sont en cours d'élaboration. Ces documents seront transmis à la Région en amont du démarrage des travaux.

Pendant les travaux, des espaces complémentaires, situés sur les terrains occupés par le lycée, seront nécessaires notamment à titre d'accès, éventuellement de stockage ainsi que pour réaliser l'aire de stationnement du lycée à l'angle de la Rue Mirabeau.
Ces emprises de chantier, situées sur le domaine de la Région, dont Rennes Métropole serait l'utilisatrice, donneront lieu à un accord spécifique de la Région et de la direction du lycée au cas par cas.

De même, l'accès au site pour Rennes Métropole ou ses entreprises, est également autorisé pour la réalisation de mesures diverses nécessaires aux études à la préparation des travaux (sondages, relevés, bornage provisoire…) préalablement à la prise de possession effective du terrain. Les modalités d'intervention feront l'objet d'un accord spécifique de la Région et de la direction du lycée, au cas par cas.

Ces autorisations d'occupations temporaires seront accordées à titre gratuit.

État des lieux

Un état des lieux contradictoire sera effectué pour les emprises impactées par les travaux en présence de Rennes Métropole, de la Région et du lycée concerné.

Rennes Métropole procèdera, après l'achèvement des travaux, à la remise en état et à la restitution des usages pour les parties utilisées pendant les travaux ne faisant pas partie de l'opération travaux proprement dite et qui ne seront pas intégrées au domaine public ultérieur.

Pendant la réalisation des travaux, Rennes Métropole s'engage à maintenir l'accès au lycée et sa sécurisation.

Récolement

Une fois les travaux réalisés, un plan de récolement et, le cas échéant, un document de synthèse des résultats des contrôles ou analyses réalisés seront fournis à la Région par le maître d'ouvrage.

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0303_05-DE

ARTICLE 8 : MODIFICATION ET RESILIATION DE LA CONVENTION

Toute modification substantielle du programme et de la présente convention donne lieu à l'établissement d'un avenant.
La convention peut être résiliée de plein droit par toute partie, notamment en cas de non-respect par l'une des parties des engagements pris au titre de la convention, à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée sans réponse. La Région s'engage à rembourser au maître d'ouvrage, sur la base d'un relevé de dépenses final, les dépenses engagées jusqu'à la date de résiliation ainsi que les dépenses d'études et de travaux nécessaires à l'établissement d'une situation à caractère définitif. Sur cette base, le maître d'ouvrage procède à la présentation d'une facture pour règlement du solde ou au reversement du trop-perçu auprès du co-financeur au prorata de sa participation.

ARTICLE 9 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de sa notification et s'achèvera à la réception des travaux et à la régularisation des comptes en dépenses et en recettes. Les engagements entre cocontractants sont donc maintenus pendant la période de contrôle et de fin, notamment comptable, de l'opération (versement du solde, annulation totale ou partielle de l'opération, émission du titre de recette).

ARTICLE 10 : MESURES DE PUBLICITÉ ET DE COMMUNICATION

Les opérations réalisées dans le cadre de la présente convention feront l'objet de mesures de publicité à la charge des partenaires concernés.
Adaptées selon le type d'opération, elles comprendront sur le site un affichage mentionnant la procédure contractuelle : « Réalisation des abords du Métro » dans laquelle elles s'inscrivent, les logotypes des différents partenaires financeurs de chaque opération, de dimension égale à ceux des maîtres d'ouvrage, avec la mention « travaux financés par … ».

ARTICLE 11 : LITIGES

Tout litige relatif à l'application de cette convention sera porté devant le Tribunal Administratif de Rennes. Cette saisine ne pourra, cependant, valablement intervenir que si les parties ont préalablement tenté entre elles une conciliation.

ARTICLE 12 : ANNEXES

- plan d'aménagement des espaces publics aux abords du Lycée Chateaubriand (EXE) ;
- plan d'aménagement des espaces publics du cheminement piéton Varende-Mirabeau (PRO).

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0303_05-DE

ARTICLE 13 : NOMBRE D'EXEMPLAIRES

Fait en 3 exemplaires originaux.

Un exemplaire original de la convention sera ensuite notifié par Rennes Métropole à chacun des cosignataires. La notification consiste en l'envoi d'un exemplaire original par courrier recommandé avec accusé de réception.

À Rennes, le

Pour Rennes Métropole
Le Président

Emmanuel COUET

Pour la Région Bretagne
Le Président du Conseil Régional

Loïg CHESNAIS-GIRARD

Pour la Ville de Rennes
La Maire

Nathalie APPERE

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0303_05-DE

AVENANT N°4 A LA CONVENTION DE SUBVENTION D'INVESTISSEMENT

pour le désamiantage et la démolition de bâtiments
au lycée agricole Kernilien à PLOUISY

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.1611-4 et L.4221-1 et suivants ;
VU le code de la construction et de l'habitation et notamment ses articles L.111-7, L.111-7-1 à 3 ;
VU la délibération n°14_BUDG_01 du Conseil régional des 6, 7 et 8 février 2014 portant adoption du budget ;
VU la délibération n°14_DAJECI_SA_01 du Conseil régional des 6, 7 et 8 février 2014 fixant les délégations du Conseil régional à sa Commission permanente ;
VU la délibération de la Commission permanente du Conseil régional du 5 juin 2014 créant engageant l'opération 14003893 ;
VU la délibération de la Commission permanente du Conseil régional du 25 septembre 2014 approuvant les termes de la convention et autorisant le Président du Conseil Régional à la signer ;
VU la délibération de la Commission permanente du Conseil régional du 19 novembre 2015 approuvant les termes de l'avenant n°1 et autorisant le Président du Conseil Régional à le signer ;
VU la délibération de la Commission permanente du Conseil régional du 19 février 2018 approuvant les termes de l'avenant n°2 et autorisant le Président du Conseil Régional à le signer ;
VU la délibération de la Commission permanente du Conseil régional du 4 juin 2018 approuvant les termes de l'avenant n°3 et autorisant le Président du Conseil Régional à le signer ;
VU la délibération de la Commission permanente du Conseil régional du 8 juillet 2019 approuvant les termes du présent avenant et autorisant le Président du Conseil Régional à le signer ;

ENTRE

La Région Bretagne,
Représentée par Monsieur Loïg CHESNAIS-GIRARD, en sa qualité de Président du Conseil régional,
Ci-après dénommée « La Région »,
D'une part,

ET

Le lycée Agricole de Kernilien,
Siège : Allée de Kernilien, 22200 PLOUISY,
Ci-après dénommé « le bénéficiaire »,
D'autre part,

Les articles suivants sont modifiés :

Article 4 – Délai de validité et annulation de la subvention

Si le bénéficiaire n'a pas fourni toutes les pièces justificatives de la subvention dans un délai de **72 mois**, à compter de la notification de la subvention, le solde de la subvention sera annulé et la part de l'avance non justifiée éventuellement versée par la Région devra lui être restituée.

Article 8 – Modalités de versement

8.1- La subvention est versée au bénéficiaire par la Région comme suit :

- Une avance de 30% du montant mentionné à l'article 2 sur production d'une demande de paiement établie par le bénéficiaire accompagnée d'un document attestant du démarrage de l'opération certifié par la personne responsable. Cette avance peut être demandée à compter de la notification de la présente convention.
- Un acompte ou plusieurs acomptes jusqu'à 95% du montant de la subvention sur présentation par le bénéficiaire des justificatifs de paiements attestant de la réalisation de 20 % des dépenses prévisionnelles,

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0303_05-DE

- Le solde, au prorata des dépenses réelles justifiées, dans la limite du m
  présentation par le bénéficiaire des derniers justificatifs de paiements
  l'opération visé par le commissaire aux comptes s'il en dispose ou le représentant légal de l'organisme.

8.2- Les paiements dus par la Région sont effectués sur le compte bancaire suivant du bénéficiaire n°00000161 :
- Numéro de compte : 10071 22000 00001006868 28
- Nom et adresse de la banque : TPST BRIEUC

Les autres articles demeurent inchangés

Fait à , le ...../...../.....
En 2 exemplaires

POUR LE BENEFICIAIRE, **POUR LA REGION,**

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0303_05-DE

AVENANT n°2 A LA CONVENTION DE SUBV D'INVESTISSEMENT pour la création et la modernisation des équipements sportifs mis à disposition des lycéens

Ville de Rennes
Construction du nouveau complexe sportif au sein de la future Cité Internationale

VU le code de l'éducation et notamment son article L.214-4 ;

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L1111-10, L.1311-15, L.1611-8 et L.4221-1 et suivants,

VU le code de la construction et de l'habitation et notamment ses articles L.111-7, L.111-7-1 à 3,

VU la loi n°2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées et notamment son article 41,

VU la délibération n°14_BUDG_01 du Conseil régional des 6, 7 et 8 février 2014 portant adoption du budget,

VU la délibération n°14_DAJECI_SA_01 du Conseil régional des 6, 7 et 8 février 2014 fixant les délégations du Conseil régional à sa Commission permanente,

VU la délibération de la Commission permanente du Conseil régional du 26 avril 2014 approuvant les termes de la convention ;

VU la délibération n°14_0421_03 de la Commission permanente du Conseil régional du 26 avril 2014 attribuant une subvention de 56 250 € HT à la Ville de Rennes ;

VU la délibération de la Commission permanente du Conseil régional du 9 juillet 2018 approuvant les termes de l'avenant n°1 ;

VU la délibération de la Commission permanente du Conseil régional du 8 juillet 2019 approuvant les termes du présent avenant ;

ENTRE

La Région Bretagne,
Représentée par Monsieur Loïg CHESNAIS-GIRARD, en sa qualité de Président du Conseil régional,
Ci-après dénommée « La Région »,
D'une part,

ET

La Ville de Rennes,
Sis à l'Hôtel de Ville – CS 63126 – 35031 RENNES Cédex,
Représenté par Madame Nathalie APPERE, en sa qualité de Maire de la Ville,
Ci-après dénommé « le bénéficiaire »,
D'autre part,

IL A ETE CONVENU LES DISPOSITIONS SUIVANTES :

PREAMBULE

La durée initiale de la convention était de 60 mois. Ce délai n'est pas suffisant pour permettre la production des éléments concourant au solde de cet acte, aussi est-il proposé de prolonger la durée de la convention de 12 mois.

Article 1 – L'article 5 de la convention est modifié comme suit :

Article 5 – Durée de la convention

Concernant le versement de la subvention, la convention prend effet à compter de sa date de notification au bénéficiaire pour une durée de 72 mois.

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0303_05-DE

Concernant l'engagement du bénéficiaire de mettre à disposition des lycées pub
l'objet, la convention prend effet à compter de sa date de notification et est con
mentionné, sauf indication contraire mentionnée dans la convention de mise à disposition citée à l'article 4.1.

Article 2 – Les autres articles demeurent inchangés

Fait à , le .../.../...
En 2 exemplaires

POUR LE BENEFICIAIRE, **POUR LA REGION,**

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0304_05-DE

REGION BRETAGNE

19_0304_05

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL RÉGIONAL

8 juillet 2019

DÉLIBÉRATION

Programme 0304 – Participer aux investissements immobiliers dans les établissements privés

La Commission permanente du Conseil régional, convoquée par son Président le 28 juin 2019, s'est réunie le lundi 8 juillet 2019 sous la Présidence de celui-ci, au siège de la Région Bretagne à Rennes.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment sa quatrième partie, relative à la Région ;

Vu la délibération n°17_DAJCP_SA_06 du Conseil régional en date du 22 juin 2017 approuvant les délégations accordées à la Commission permanente ;

Vu l'ensemble des décisions budgétaires de l'exercice en cours ;

Vu l'ensemble des délibérations précisant les modalités d'intervention des dispositifs actuels de la Région ;

Vu l'ensemble des délibérations approuvant les conventions types et les avenants types ;

Au vu du rapport présenté par Monsieur le Président du Conseil régional ;

Et après avoir délibéré ;

DECIDE

En section d'investissement :

- **d'AFFECTER** sur le montant d'autorisation de programme disponible, un crédit de 608 390.30 euros pour le financement des 13 opérations figurant en annexe ;

- **de PROGOGER et d'AUTORISER** le Président à signer l'avenant correspondant à l'opération figurant ci-dessous :

Bénéficiaire	Motif de la modification	Date de CP initiale	Décision initiale	Décision modifiée
Modification de délai de validité				
Lycée La Touche de Ploërmel	« *Fonction vie dans l'établissement – internat (81-2) : construction d'un internat de 80 places – phase 3/3* » Le lycée d'enseignement agricole privé La Touche de Ploërmel sollicite un délai de 6 mois supplémentaires pour réaliser les travaux de construction de l'internat de 80 places. La subvention attribuée en 2015 arrive à échéance en août 2019.	*Convention initiale 02/07/2015*	*Délai de validité : 48 mois*	*Délai de validité : 54 mois*

- **d'AUTORISER** le Président du Conseil régional à signer les conventions et l'avenant T1900111 avec les bénéficiaires désignés dans les tableaux annexés.

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0304_05-DE

Délibération du Conseil régional de Bretagne
Commission permanente du 08 juillet 2019
Opération(s) nouvelle(s) - Subvention plafonnée
Programme : P.0304 - Participer aux investissements immobiliers dans les établissements privés
Chapitre : 902

Nom du bénéficiaire	Opération	Objet	Dépense subventionnable (en Euros)	Taux	Montant Proposé (en Euros)
MAISON FAMILIALE RURALE EDUCAT ORIENTA 56490 GUILLIERS	T1900137	FONCTION VIE DANS L'ETABLISSEMENT : INTERNAT - CONSTRUCTION : Travaux de construction de la 2ème aile de l'internat et d'une salle de visioconférence (T81-2.16)	700 000,00	50,00	350 000,00
LP PRIVE ST ELISABETH ST BLAISE 29171 DOUARNENEZ	T1900128	TOUTES FONCTIONS - CLOS COUVERT : Travaux de réfection de l'étanchéité de la toiture terrasse (T125-16.16)	138 805,00	70,00	97 163,50
LYCEE PROFESSIONNEL ABBE PIERRE 35190 TINTENIAC	T1900138	FONCTION ENSEIGNEMENT : ENSEIGNEMENT TECHNOLOGIQUE ET PROFESSIONNEL - CONSTRUCTION : Travaux d'extension du pôle professionnel soins et CDI (T31-2.16)	140 629,00	50,00	70 314,50
LYCEE PRIVE DIWAN 29270 CARHAIX	T1900133	TOUTES FONCTIONS - AMENAGEMENTS EXTERIEURS : Travaux de terrassements, de voirie, d'eaux pluviales et de mobiliers urbains (T126-18.16) dépenses prises en compte à compter du 01/06/2019	50 800,00	70,00	35 560,00
LYCEE PROF PRIVE HOTELIER STE THERESE 35130 LA GUERCHE-DE-BRETAGNE	T1900135	TOUTES FONCTIONS - AMENAGEMENTS EXTERIEURS : Travaux d'accès et de clôture : modification du portail, sécurisation des portes et contrôle d'accès (T126-19.16)	35 233,00	70,00	24 663,10
LP PRIVE SAINT ESPRIT 29403 LANDIVISIAU	T1900129	TOUTES FONCTIONS - CLOS COUVERT : Travaux de réfection de la couverture (T125-16.16)	10 799,00	70,00	7 559,30
LYCEE PRIVE ST JOSEPH 22404 LAMBALLE CEDEX	T1900127	FONCTION ENSEIGNEMENT : ENSEIGNEMENT GENERAL - SECURITE ET MISE EN CONFORMITE : Travaux de conformité électrique : courants faibles, câblage informatique (T23-8.16)	8 394,00	70,00	5 875,80
LP PRIVE NOTRE DAME DE LA PAIX 56275 PLOEMEUR CEDEX	T1900136	TOUTES FONCTIONS - SECURITE ET MISE EN CONFORMITE : Travaux de sécurité incendie : changement du système de sécurité du bâtiment et de l'administration (T123-11.16)	6 577,00	70,00	4 603,90
MAISON FAMILIALE RURALE HORTICOLE DE PLABENNEC 29860 PLABENNEC	T1900132	TOUTES FONCTIONS - SECURITE ET MISE EN CONFORMITE : Travaux de sécurité incendie : remplacement de la porte issue de secours du bâtiment hébergement et d'une salle de classe (T123-11.16)	9 016,00	50,00	4 508,00
LP PRIVE SAINT ESPRIT 29403 LANDIVISIAU	T1900131	FONCTION VIE DANS L'ETABLISSEMENT : AUTRES ESPACES - SECURITE ET MISE EN CONFORMITE : Travaux de conformité électrique : courants forts (T93-7.16)	4 143,00	70,00	2 900,10
LYCEE PRIVE FREDERIC OZANAM 35512 CESSON SEVIGNE CEDEX	T1900134	TOUTES FONCTIONS - AMENAGEMENTS EXTERIEURS : Travaux d'accès et de clôture : automatisation du verrouillage des portes (T126-19.16)	4 012,00	70,00	2 808,40
LP PRIVE SAINT ESPRIT 29403 LANDIVISIAU	T1900130	FONCTION VIE DANS L'ETABLISSEMENT : RESTAURATION - RENOVATION INTERIEURE : Travaux de revêtements, finitions et d'aménagement intérieur : pose d'une cloison dans la cuisine (T72-4.16)	1 275,00	70,00	892,50

Total : 606 849,10

Nombre d'opérations : 12

Délibération n° : 19_0304_05

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0304_05-DE

Délibération du Conseil régional de Bretagne
Commission permanente du 08 juillet 2019
Complément(s) d'affectation - Subvention plafonnée
Programme : P.0304 - Participer aux investissements immobiliers dans les établissements privés
Chapitre : 902

Nom du bénéficiaire	Opération	Objet	Vote précédent			Nouvelle dépense subvention-nable	Nouveau taux	Montant proposé (en euros)	Total (en euros)
			N° délib	Date de CP	Montant affecté (en euros)				
LP PRIVE LE LIKES 29000 QUIMPER	T1900111	FONCTION ENSEIGNEMENT : INSTALLATIONS SPORTIVES - RENOVATION INTERIEURE : Travaux d'installation des buts de handball et des poteaux de volley (T62-6.16)	19_0304_04	03/06/19	4 908,00	16 123,00	40,00	1 541,20	6 449,20

Total : 1 541,20

Nombre d'opérations : 1

Délibération n° : 19_0304_05
771

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0306_05-DE

REGION BRETAGNE

19_0306_05

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL

08 juillet 2019

DELIBERATION

Programme 0306 – Améliorer les équipements dans les lycées publics

La Commission permanente du Conseil régional, convoquée par son Président le 28 juin 2019, s'est réunie le lundi 08 juillet 2019 sous la présidence de celui-ci, au siège de la Région Bretagne à Rennes.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment sa quatrième partie, relative à la Région ;

Vu la délibération n° 17_DAJCP_SA_06 du Conseil régional en date du 22 juin 2017 approuvant les délégations accordées à la Commission permanente ;

Vu l'ensemble des décisions budgétaires de l'exercice en cours ;

Vu l'ensemble des délibérations précisant les modalités d'intervention des dispositifs actuels de la Région ;

Au vu du rapport présenté par Monsieur le Président du Conseil régional ;

Et après avoir délibéré ;

DECIDE

En section d'investissement :

- **d'AFFECTER** sur le montant d'autorisation de programme disponible un crédit de 3 948 620,10 € pour le financement des 325 opérations figurant en annexe ;

- **d'ATTRIBUER** les aides aux bénéficiaires désignés dans les tableaux annexés et d'**AUTORISER** le Président à signer les actes juridiques nécessaires au versement de ces aides.

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0306_05-DE

Délibération du Conseil régional de Bretagne
Commission permanente du 08 juillet 2019
Opération(s) nouvelle(s) - Subvention plafonnée
Programme : P.0306 - Améliorer les équipements dans les lycées publics
Chapitre : 902

Nom du bénéficiaire	Opération	Objet	Dépense subventionnable (en Euros)	Taux	Montant Proposé (en Euros)
LYCEE POLYVALENT DE BROCELIANDE 56380 GUER	P1900402	Equipements pédagogiques : transport, manutention, magasinage	169 836,00	100,00	169 836,00
LP JEAN JAURES 35205 RENNES	E1900409	Accompagnement de construction nouvelle : acquisition d'établis d'horloger pour le DMA horlogerie	98 955,00	100,00	98 955,00
LYCEE TRISTAN CORBIERE 29600 MORLAIX	P1900268	Equipements pédagogiques : mécanique, aéronautique et spatiale	77 232,00	80,00	61 785,60
LP JEAN MONNET 22800 QUINTIN	P1900216	Equipements pédagogiques : bâtiment : construction et couverture	77 188,00	80,00	61 750,40
LYCEE BREQUIGNY 35205 RENNES	P1900327	Equipements pédagogiques : sciences de l'ingénieur	68 104,00	80,00	54 483,20
LP LOUIS ARMAND 56500 LOCMINE	P1900436	Equipements pédagogiques : moteurs et mécanique auto	65 000,00	80,00	52 000,00
LYCEE YVES THEPOT 29107 QUIMPER	P1900274	Equipements pédagogiques : technologies industrielles fondamentales	62 053,00	80,00	49 642,40
LYCEE MARCELLIN BERTHELOT 56230 QUESTEMBERT	P1900443	Equipements pédagogiques : plasturgie, matériaux composites	60 240,00	80,00	48 192,00
EPLEA LA LANDE DE RENCONTRE 35140 SAINT-AUBIN-DU-CORMIER	EQ190027	Carte des formations : acquisition d'équipements pédagogiques pour le BAC PRO aménagements paysagers	36 408,00	100,00	36 408,00
LYCEE CHATEAUBRIAND 35073 RENNES CEDEX 7	P1900357	Equipements pédagogiques : physique	44 373,00	80,00	35 498,40
LP ALPHONSE PELLE 35120 DOL-DE-BRETAGNE	P1900311	Equipements pédagogiques : travail du bois et de l'ameublement	34 140,00	100,00	34 140,00
LYCEE POLYVALENT VAUBAN 29801 BREST	P1900252	Equipements pédagogiques : structures métalliques	40 992,00	80,00	32 793,60
LP LOUIS GUILLOUX 35703 RENNES	P1900338	Equipements pédagogiques : agro-alimentaire, alimentation, cuisine	38 704,00	80,00	30 963,20
LYCEE AGRICOLE DE KERNILIEN 22200 PLOUISY	EQ190026	Carte des formations : acquisition d'équipements pédagogiques pour le BTS analyse, conduite et stratégie de l'entreprise agricole option équin	27 600,00	100,00	27 600,00
LP TRISTAN CORBIERE 29600 MORLAIX	P1900284	Equipements pédagogiques : mécanique, aéronautique et spatiale	32 718,00	80,00	26 174,40
LP ROSA PARKS 22110 ROSTRENEN	E1900370	Equipements d'exploitation : mobilier et équipements de l'internat et du restaurant	25 012,00	100,00	25 012,00
LYCEE HOTELIER 35803 DINARD	P1900310	Equipements pédagogiques : accueil, hôtellerie, tourisme	29 932,00	80,00	23 945,60
LYCEE POLYVALENT DUPUY DE LOME 29287 BREST CEDEX	P1900291	Equipements pédagogiques : électricité, électronique	29 869,00	80,00	23 895,20
LYCEE POLYVALENT VAUBAN 29801 BREST	EQ190024	Equipements pédagogiques DN MADE : combiné plieuse rouleuse cisaille, matériels pour le travail des métaux, poste de soudure, mobiliers professionnels (établis, chaises, rangement et stockage)	28 552,00	80,00	22 841,60
LYCEE JEAN MACE LANESTER 56601 LANESTER	P1900445	Equipements pédagogiques : plasturgie, matériaux composites	26 024,00	80,00	20 819,20
LYCEE TRISTAN CORBIERE 29600 MORLAIX	E1900375	Equipements d'exploitation : matériel d'entretien des espaces verts	20 654,00	100,00	20 654,00

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0306_05-DE

Nom du bénéficiaire	Opération	Objet	Dépense subventionnable (en Euros)		
LYCEE JOLIOT CURIE 35703 RENNES	P1900332	Equipements pédagogiques : électricité, électronique	25 048,00		
LP LA FONTAINE DES EAUX 22100 DINAN	P1900236	Equipements pédagogiques : spécialités pluri technologiques mécanique électricité	24 960,00	80,00	19 968,00
LP FELIX LE DANTEC 22300 LANNION	P1900217	Equipements pédagogiques : électricité, électronique	24 855,00	80,00	19 884,00
LYCEE FELIX LE DANTEC 22303 LANNION	P1900181	Equipements pédagogiques : électricité, électronique	24 630,00	80,00	19 704,00
LP JEAN JAURES 35205 RENNES	P1900337	Equipements pédagogiques : électricité, électronique	24 249,00	80,00	19 399,20
LP JEAN GUEHENNO 56000 VANNES	P1900425	Equipements pédagogiques : moteurs et mécanique auto	19 390,00	100,00	19 390,00
LYCEE GENERAL TECHNOLOGIQUE JEAN MOULIN 29150 CHATEAULIN	E1900373	Equipements d'exploitation : mobilier et équipements de l'internat et du restaurant	19 117,00	100,00	19 117,00
LYCEE BREQUIGNY 35205 RENNES	P1900328	Equipements pédagogiques : disciplines artistiques	23 780,00	80,00	19 024,00
LYCEE CHARLES DE GAULLE 56017 VANNES CEDEX	P1900442	Equipements pédagogiques : sciences de la vie et de la terre	23 472,00	80,00	18 777,60
LYCEE PROFESSIONNEL MARITIME FLORENCE ARTHAUD 35400 SAINT-MALO	P1900376	Equipements pédagogiques : spécialités pluri technologiques mécanique électricité	22 930,00	80,00	18 344,00
EPLEFPA CHATEAULIN MORLAIX KERLIVER 29150 CHATEAULIN	E1900383	Equipements d'exploitation : véhicules - site de suscinio	18 226,00	100,00	18 226,00
LP LA CHAMPAGNE 35506 VITRE	E1900390	Equipements d'exploitation : véhicules	18 226,00	100,00	18 226,00
LYCEE DES METIERS EMILE JAMES 56410 ETEL	E1900395	Equipements d'exploitation : véhicules	18 226,00	100,00	18 226,00
LYCEE POLYVALENT PIERRE GUEGUIN 29182 CONCARNEAU	E1900374	Equipements d'exploitation : véhicules	18 226,00	100,00	18 226,00
LYCEE PROFESSIONNEL BERTRAND DUGUESCLIN 56400 AURAY	E1900394	Equipements d'exploitation : véhicules	18 226,00	100,00	18 226,00
LYCEE JEAN BRITO 35470 BAIN-DE-BRETAGNE	P1900386	Equipements pédagogiques : sciences de la vie et de la terre	22 703,00	80,00	18 162,40
LYCEE SEVIGNE 35510 CESSON-SEVIGNE	E1900392	Equipements d'exploitation : matériel du service de restauration	36 036,00	50,00	18 018,00
LYCEE JOSEPH LOTH 56306 PONTIVY	P1900417	Equipements pédagogiques : sciences de la vie et de la terre	22 488,00	80,00	17 990,40
LYCEE HENRI AVRIL 22402 LAMBALLE	P1900221	Equipements pédagogiques : moteurs et mécanique auto	21 947,00	80,00	17 557,60
LP AMPÈRE 56120 JOSSELIN	P1900403	Equipements pédagogiques : électricité, électronique	21 896,00	80,00	17 516,80
LYCEE AR LESAGE 56017 VANNES	P1900423	Equipements pédagogiques : sciences de l'ingénieur	21 587,00	80,00	17 269,60
LYCEE COLBERT 56321 LORIENT CEDEX	P1900411	Equipements pédagogiques : moteurs et mécanique auto	21 451,00	80,00	17 160,80
LP MARITIME GUILVINEC 29730 TREFFIAGAT	P1900304	Equipements pédagogiques : spécialités pluri technologiques mécanique électricité	21 342,00	80,00	17 073,60
LYCEE GENERAL ET TECHNOLOGIQUE DUPUY DE LOME 56321 LORIENT	P1900406	Equipements pédagogiques : physique	21 205,00	80,00	16 964,00

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0306_05-DE

Nom du bénéficiaire	Opération	Objet	Dépense subventionnable (en Euros)		
LYCEE RABELAIS 22022 SAINT-BRIEUC	P1900188	Equipements pédagogiques : physique	21 117,00		
LYCEE HENRI AVRIL 22402 LAMBALLE	P1900220	Equipements pédagogiques : moteurs et mécanique auto	21 000,00	80,00	16 800,00
EPLEA LA LANDE DE RENCONTRE 35140 SAINT-AUBIN-DU-CORMIER	EQ190029	Accompagnement de construction nouvelle : acquisition de mobiliers pour le CDI	16 715,00	100,00	16 715,00
LYCEE HOTELIER 35803 DINARD	E1900386	Equipements d'exploitation : équipements pour améliorer la sécurité des biens	16 680,00	100,00	16 680,00
LYCEE AMIRAL RONARC H 29276 BREST	P1900244	Equipements pédagogiques : physique	20 616,00	80,00	16 492,80
LYCEE POLYVALENT P MENDES FRANCE 35000 RENNES	P1900334	Equipements pédagogiques : structures métalliques	15 945,00	100,00	15 945,00
LYCEE THEODORE MONOD 35651 LE RHEU CEDEX	EQ190028	Accompagnement de construction nouvelle : acquisition d'équipements pour le service de restauration	15 320,00	100,00	15 320,00
LYCEE MAUPERTUIS 35407 SAINT-MALO	E1900389	Equipements d'exploitation : véhicules	15 297,00	100,00	15 297,00
LYCEE JEAN GUEHENNO 35305 FOUGERES	P1900313	Equipements pédagogiques : sciences de la vie et de la terre	18 677,00	80,00	14 941,60
LP CHAPTAL 29191 QUIMPER	P1900275	Equipements pédagogiques : accueil, hôtellerie, tourisme	18 331,00	80,00	14 664,80
LYCEE JOLIOT CURIE 35703 RENNES	P1900331	Equipements pédagogiques : sciences de l'ingénieur	18 145,00	80,00	14 516,00
LYCEE GENERAL ET TECHNOLOGIQUE DUPUY DE LOME 56321 LORIENT	P1900407	Equipements pédagogiques : physique	18 000,00	80,00	14 400,00
EPLEA DE ST JEAN BREVELAY 56660 SAINT-JEAN-BREVELAY	P1900431	Equipements pédagogiques : aménagement paysager	17 700,00	80,00	14 160,00
LYCEE POLYVALENT FULGENCE BIENVENUE 22606 LOUDEAC	E1900371	Equipements d'exploitation : véhicules	14 050,00	100,00	14 050,00
LP DE PONT DE BUIS 29590 PONT-DE-BUIS-LES-QUIMERCH	P1900281	Equipements pédagogiques : moteurs et mécanique auto	17 549,00	80,00	14 039,20
LYCEE VICTOR HUGO 56700 HENNEBONT	P1900438	Equipements pédagogiques : sciences de la vie et de la terre	17 258,00	80,00	13 806,40
EPLEA DE ST JEAN BREVELAY 56660 SAINT-JEAN-BREVELAY	E1900402	Equipements d'exploitation : véhicules	12 783,00	100,00	12 783,00
LYCEE POLYVALENT CHAPTAL 22015 SAINT-BRIEUC	P1900195	Equipements pédagogiques : moteurs et mécanique auto	15 750,00	80,00	12 600,00
LYCEE POLYVALENT FONTAINE EAUX 22102 DINAN	P1900171	Equipements pédagogiques : sciences de la vie et de la terre	15 692,00	80,00	12 553,60
EPLEA LA LANDE DE RENCONTRE 35140 SAINT-AUBIN-DU-CORMIER	E1900405	Equipements d'exploitation : matériel pour le service de lingerie	12 518,00	100,00	12 518,00
LYCEE DES METIERS EMILE JAMES 56410 ETEL	P1900398	Equipements pédagogiques : moteurs et mécanique auto	15 599,00	80,00	12 479,20
LP JOSEPH SAVINA 22220 TREGUIER	P1900215	Equipements pédagogiques : habillement (y compris mode et couture)	15 480,00	80,00	12 384,00
LYCEE POLYVALENT DUPUY DE LOME 29287 BREST CEDEX	E1900382	Equipements d'exploitation : véhicules	12 384,00	100,00	12 384,00
LYCEE TECHNOLOGIQUE JEAN CHAPTAL 29000 QUIMPER	E1900378	Equipements d'exploitation : véhicules	12 384,00	100,00	12 384,00
LP CHARLES TILLON 35009 RENNES	P1900368	Equipements pédagogiques : sciences	15 296,00	80,00	12 236,80

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0306_05-DE

Nom du bénéficiaire	Opération	Objet	Dépense subventionnable (en Euros)		
LYCEE POLYVALENT CHAPTAL 22015 SAINT-BRIEUC	P1900196	Equipements pédagogiques : moteurs et mécanique auto	15 091,00		
LYCEE GENERAL DE L'IROISE 29223 BREST	P1900247	Equipements pédagogiques : sciences de la vie et de la terre	14 976,00	80,00	11 980,80
LYCEE MAUPERTUIS 35407 SAINT-MALO	P1900339	Equipements pédagogiques : sciences de la vie et de la terre	14 916,00	80,00	11 932,80
LYCEE COLBERT 56321 LORIENT CEDEX	P1900410	Equipements pédagogiques : technologies de commande des transformations industrielles	14 376,00	80,00	11 500,80
LYCEE RENE DESCARTES 35204 RENNES	P1900374	Equipements pédagogiques : sciences de la vie et de la terre	14 330,00	80,00	11 464,00
LYCEE AR LESAGE 56017 VANNES	P1900420	Equipements pédagogiques : enseignement d'exploration	14 138,00	80,00	11 310,40
LYCEE POLYVALENT VAUBAN 29801 BREST	P1900251	Equipements pédagogiques : moteurs et mécanique auto	11 300,00	100,00	11 300,00
LYCEE LAENNEC 29120 PONT-L'ABBE	P1900270	Equipements pédagogiques : physique	13 344,00	80,00	10 675,20
LP MARIE LE FRANC 56321 LORIENT	P1900415	Equipements pédagogiques : équipements pour les sections d'enseignement adapté (SEGPA, ULIS)	13 176,00	80,00	10 540,80
LYCEE TECHNOLOGIQUE JEAN CHAPTAL 29000 QUIMPER	P1900273	Equipements pédagogiques : physique	13 161,00	80,00	10 528,80
LYCEE MAUPERTUIS 35407 SAINT-MALO	P1900340	Equipements pédagogiques : équipements pour la section STL Biotechnologies	13 115,00	80,00	10 492,00
LEGTA PONTIVY 56308 PONTIVY	P1900400	Equipements pédagogiques : agro-alimentaire, alimentation, cuisine	13 066,00	80,00	10 452,80
LYCEE POLYVALENT P MENDES FRANCE 35000 RENNES	P1900333	Equipements pédagogiques : énergie, génie climatique	12 892,00	80,00	10 313,60
LYCEE LAENNEC 29120 PONT-L'ABBE	E1900376	Equipements d'exploitation : véhicules	10 024,00	100,00	10 024,00
LP JEAN MOULIN 22000 SAINT-BRIEUC	P1900199	Equipements pédagogiques : habillement (y compris mode et couture)	12 384,00	80,00	9 907,20
LYCEE GENERAL LA PEROUSE-KERICHEN 29225 BREST CEDEX 2	P1900240	Equipements pédagogiques : chimie	12 366,00	80,00	9 892,80
EREA RENNES 35009 RENNES	P1900362	Equipements pédagogiques : bâtiment : finitions	12 038,00	80,00	9 630,40
LYCEE F RENE DE CHATEAUBRIAND 35270 COMBOURG	P1900391	Equipements pédagogiques : sciences de la vie et de la terre	11 984,00	80,00	9 587,20
LYCEE COLBERT 56321 LORIENT CEDEX	P1900413	Equipements pédagogiques : électricité, électronique	11 792,00	80,00	9 433,60
LYCEE GENERAL HARTELOIRE 29213 BREST CEDEX 1	P1900250	Equipements pédagogiques : physique	11 669,00	80,00	9 335,20
LYCEE POLYVALENT FULGENCE BIENVENUE 22606 LOUDEAC	P1900185	Equipements pédagogiques : moteurs et mécanique auto	11 611,00	80,00	9 288,80
LYCEE BERTRAND D ARGENTRE 35506 VITRE	P1900344	Equipements pédagogiques : sciences de la vie et de la terre	11 610,00	80,00	9 288,00
LYCEE GENERAL TECHNOLOGIQUE JEAN MOULIN 29150 CHATEAULIN	P1900258	Equipements pédagogiques : éducation physique et sportive	11 484,00	80,00	9 187,20
LYCEE TECHNOLOGIQUE JEAN CHAPTAL 29000 QUIMPER	P1900272	Equipements pédagogiques : sciences de la vie et de la terre	11 394,00	80,00	9 115,20

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0306_05-DE

Nom du bénéficiaire	Opération	Objet	Dépense subventionnable (en Euros)		
LYCEE MAUPERTUIS 35407 SAINT-MALO	EQ190030	Accompagnement de construction nouvelle : acquisition de mobiliers de rangement pour les laboratoires de la section STL Biotechnologies	9 108,00		
LYCEE AUGUSTE PAVIE 22205 GUINGAMP	P1900176	Equipements pédagogiques : sciences de la vie et de la terre	11 360,00	80,00	9 088,00
LYCEE SEVIGNE 35510 CESSON-SEVIGNE	P1900385	Equipements pédagogiques : physique	11 084,00	80,00	8 867,20
LYCEE JEAN GUEHENNO 35305 FOUGERES	P1900314	Equipements pédagogiques : physique	10 928,00	80,00	8 742,40
EPLEA DE CAULNES 22350 CAULNES	P1900232	Equipements pédagogiques : productions animales, élevage	10 900,00	80,00	8 720,00
ETABLISSEMENT REGIONAL D ENSEIGNEMENT ADAPTE JEAN BART 35603 REDON	P1900361	Equipements pédagogiques : éducation physique et sportive	10 574,00	80,00	8 459,20
LP MARITIME AQUACOLE 56410 ETEL	P1900434	Equipements pédagogiques : spécialités pluri technologiques mécanique électricité	10 439,00	80,00	8 351,20
LYCEE AGRICOLE DE BREHOULOU 29170 FOUESNANT	P1900254	Equipements pédagogiques : spécialités plurivalentes de l'agronomie et agriculture	10 361,00	80,00	8 288,80
LYCEE GENERAL ET TECHNOLOGIQUE DUPUY DE LOME 56321 LORIENT	P1900408	Equipements pédagogiques : chimie	10 348,00	80,00	8 278,40
LYCEE POLYVALENT DUPUY DE LOME 29287 BREST CEDEX	P1900285	Equipements pédagogiques : enseignement d'exploration	10 280,00	80,00	8 224,00
LP JEAN GUEHENNO 56000 VANNES	P1900426	Equipements pédagogiques : électricité, électronique	10 214,00	80,00	8 171,20
LYCEE AMIRAL RONARC H 29276 BREST	EQ190031	Accompagnement de construction nouvelle : acquisition de mobiliers pour le CDI et l'infirmerie	8 107,00	100,00	8 107,00
LYCEE RABELAIS 22022 SAINT-BRIEUC	P1900186	Equipements pédagogiques : matériel audiovisuel	10 126,00	80,00	8 100,80
LYCEE JOLIOT CURIE 35703 RENNES	P1900329	Equipements pédagogiques : physique	10 065,00	80,00	8 052,00
LP LA CHAMPAGNE 35506 VITRE	P1900355	Equipements pédagogiques : électricité, électronique	10 047,00	80,00	8 037,60
LYCEE DE L ELORN 29207 LANDERNEAU	P1900266	Equipements pédagogiques : sciences de la vie et de la terre	9 969,00	80,00	7 975,20
LYCEE ERNEST RENAN 22021 SAINT-BRIEUC	P1900191	Equipements pédagogiques : physique	9 941,00	80,00	7 952,80
LP BEAUMONT 35605 REDON	P1900349	Equipements pédagogiques : spécialités plurivalentes sanitaires et sociales (compris travail social)	9 858,00	80,00	7 886,40
LP DES METIERS DU BATIMENT 29190 PLEYBEN	E1900385	Equipements d'exploitation : mobilier et équipements de l'internat et du restaurant	7 842,00	100,00	7 842,00
LP COETLOGON 35083 RENNES	P1900370	Equipements pédagogiques : techniques d'imprimerie et d'édition	9 745,00	80,00	7 796,00
LYCEE JEAN BRITO 35470 BAIN-DE-BRETAGNE	P1900389	Equipements pédagogiques : sciences de l'ingénieur	9 726,00	80,00	7 780,80
LYCEE AR LESAGE 56017 VANNES	P1900424	Equipements pédagogiques : électricité, électronique	9 669,00	80,00	7 735,20
LYCEE AUGUSTE PAVIE 22205 GUINGAMP	P1900175	Equipements pédagogiques : éducation physique et sportive	9 616,00	80,00	7 692,80
LYCEE AMIRAL RONARC H 29276 BREST	P1900243	Equipements pédagogiques : sciences de la vie et de la terre	9 594,00	80,00	7 675,20
LYCEE THEODORE MONOD 35651 LE RHEU CEDEX	P1900351	Equipements pédagogiques : sciences de la vie et de la terre	9 569,00	80,00	7 655,20

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0306_05-DE

Nom du bénéficiaire	Opération	Objet	Dépense subventionnable (en Euros)		
ETABLISSEMENT REGIONAL D ENSEIGNEMENT ADAPTE 22100 DINAN	P1900233	Equipements pédagogiques : bâtiment : finitions	9 410,00		
LEGTA PONTIVY 56308 PONTIVY	E1900396	Equipements d'exploitation : matériel d'entretien des espaces verts	7 520,00	100,00	7 520,00
LP EMILE ZOLA 56704 HENNEBONT	P1900428	Equipements pédagogiques : sciences	9 164,00	80,00	7 331,20
LYCEE RABELAIS 22022 SAINT-BRIEUC	P1900189	Equipements pédagogiques : chimie	9 142,00	80,00	7 313,60
LYCEE ANITA CONTI 35174 BRUZ	P1900395	Equipements pédagogiques : sciences de la vie et de la terre	9 125,00	80,00	7 300,00
LYCEE FREYSSINET 22023 SAINT-BRIEUC	P1900206	Equipements pédagogiques : chimie	9 119,00	80,00	7 295,20
LYCEE ERNEST RENAN 22021 SAINT-BRIEUC	P1900190	Equipements pédagogiques : sciences de la vie et de la terre	9 020,00	80,00	7 216,00
LYCEE POLYVALENT FONTAINE EAUX 22102 DINAN	P1900172	Equipements pédagogiques : physique	8 969,00	80,00	7 175,20
LYCEE AGRICOLE DE BREHOULOU 29170 FOUESNANT	P1900253	Equipements pédagogiques : physique	8 748,00	80,00	6 998,40
LYCEE PAUL SERUSIER 29270 CARHAIX-PLOUGUER	P1900257	Equipements pédagogiques : moteurs et mécanique auto	8 687,00	80,00	6 949,60
LP BREQUIGNY 35205 RENNES	P1900345	Equipements pédagogiques : spécialités plurivalentes sanitaires et sociales (compris travail social)	8 679,00	80,00	6 943,20
LYCEE FREYSSINET 22023 SAINT-BRIEUC	P1900204	Equipements pédagogiques : enseignement d'exploration	8 508,00	80,00	6 806,40
LYCEE PROFESSIONNEL JULIEN CROZET 56290 PORT-LOUIS	P1900419	Equipements pédagogiques : électricité, électronique	8 440,00	80,00	6 752,00
LYCEE AR LESAGE 56017 VANNES	P1900421	Equipements pédagogiques : sciences de la vie et de la terre	8 430,00	80,00	6 744,00
EPLEA LA LANDE DE RENCONTRE 35140 SAINT-AUBIN-DU-CORMIER	P1900365	Equipements pédagogiques : aménagement paysager	8 358,00	80,00	6 686,40
LYCEE COLBERT 56321 LORIENT CEDEX	P1900409	Equipements pédagogiques : sciences de l'ingénieur	8 227,00	80,00	6 581,60
LYCEE VICTOR HUGO 56700 HENNEBONT	P1900439	Equipements pédagogiques : physique	8 198,00	80,00	6 558,40
LYCEE JOSEPH SAVINA 22220 TREGUIER	P1900212	Equipements pédagogiques : techniques de l'image son et spectacle	8 144,00	80,00	6 515,20
LP BEAUMONT 35605 REDON	P1900348	Equipements pédagogiques : spécialités pluri technologiques mécanique électricité	8 101,00	80,00	6 480,80
LYCEE JEAN MACE LANESTER 56601 LANESTER	P1900444	Equipements pédagogiques : transformations chimiques et apparentées	8 080,00	80,00	6 464,00
LYCEE GENERAL LA PEROUSE-KERICHEN 29225 BREST CEDEX 2	P1900239	Equipements pédagogiques : physique	7 880,00	80,00	6 304,00
LYCEE POLYVALENT PIERRE GUEGUIN 29182 CONCARNEAU	P1900262	Equipements pédagogiques : moteurs et mécanique auto	7 832,00	80,00	6 265,60
LYCEE ANITA CONTI 35174 BRUZ	P1900396	Equipements pédagogiques : chimie	7 664,00	80,00	6 131,20
LYCEE BREQUIGNY 35205 RENNES	P1900326	Equipements pédagogiques : sciences de la vie et de la terre	7 625,00	80,00	6 100,00
EPLEFPA CHATEAULIN MORLAIX KERLIVER 29150 CHATEAULIN	P1900297	Equipements pédagogiques : productions végétales, cultures spécialisées	7 507,00	80,00	6 005,60

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0306_05-DE

Nom du bénéficiaire	Opération	Objet	Dépense subventionnable (en Euros)		
LYCEE THEODORE MONOD 35651 LE RHEU CEDEX	P1900350	Equipements pédagogiques : éducation physique et sportive	7 490,00		
LYCEE BENJAMIN FRANKLIN 56406 AURAY	P1900437	Equipements pédagogiques : sciences de la vie et de la terre	7 455,00	80,00	5 964,00
LP MAUPERTUIS 35407 SAINT-MALO	P1900347	Equipements pédagogiques : sciences	7 369,00	80,00	5 895,20
LYCEE COLBERT 56321 LORIENT CEDEX	P1900414	Equipements pédagogiques : sciences	7 348,00	80,00	5 878,40
EPLEFPA CHATEAULIN MORLAIX KERLIVER 29150 CHATEAULIN	P1900294	Equipements pédagogiques : forêts, espaces naturels, faune, pêche - site de suscinio	7 204,00	80,00	5 763,20
LYCEE JOLIOT CURIE 35703 RENNES	P1900330	Equipements pédagogiques : chimie	7 116,00	80,00	5 692,80
LP MARITIME GUILVINEC 29730 TREFFIAGAT	P1900305	Equipements pédagogiques : sciences	7 062,00	80,00	5 649,60
LP JEAN MOULIN 22000 SAINT-BRIEUC	P1900203	Equipements pédagogiques : éducation physique et sportive	7 027,00	80,00	5 621,60
LP EMILE ZOLA 56704 HENNEBONT	P1900427	Equipements pédagogiques : spécialités pluri technologiques mécanique électricité	7 000,00	80,00	5 600,00
LYCEE BEAUMONT 35600 REDON	P1900317	Equipements pédagogiques : physique	6 996,00	80,00	5 596,80
LP MARITIME AQUACOLE 56410 ETEL	P1900435	Equipements pédagogiques : éducation physique et sportive	6 789,00	80,00	5 431,20
LYCEE POLYVALENT DUPUY DE LOME 29287 BREST CEDEX	P1900288	Equipements pédagogiques : bâtiment : construction et couverture	6 766,00	80,00	5 412,80
LP ROZ GLAS 29391 QUIMPERLE	P1900279	Equipements pédagogiques : sciences	6 755,00	80,00	5 404,00
LYCEE YVES THEPOT 29107 QUIMPER	E1900381	Equipements d'exploitation : mobilier des salles de classe, des ateliers et du CDI	5 348,00	100,00	5 348,00
LYCEE FELIX LE DANTEC 22303 LANNION	P1900179	Equipements pédagogiques : physique	6 602,00	80,00	5 281,60
LYCEE EMILE ZOLA 35006 RENNES	P1900321	Equipements pédagogiques : sciences de la vie et de la terre	6 516,00	80,00	5 212,80
LYCEE POLYVALENT CHAPTAL 22015 SAINT-BRIEUC	P1900194	Equipements pédagogiques : mécanique générale et de précision, usinage	6 492,00	80,00	5 193,60
LYCEE POLYVALENT PIERRE GUEGUIN 29182 CONCARNEAU	P1900259	Equipements pédagogiques : sciences de la vie et de la terre	6 477,00	80,00	5 181,60
LYCEE GENERAL TECHNOLOGIQUE JEAN MACE 35704 RENNES	P1900323	Equipements pédagogiques : sciences de la vie et de la terre	6 471,00	80,00	5 176,80
LYCEE RABELAIS 22022 SAINT-BRIEUC	P1900187	Equipements pédagogiques : sciences de la vie et de la terre	6 428,00	80,00	5 142,40
LYCEE JEAN MACE LANESTER 56601 LANESTER	E1900404	Equipements d'exploitation : mobilier pour l'accueil et l'administration	5 110,00	100,00	5 110,00
LP LAENNEC 29120 PONT-L'ABBE	P1900306	Equipements pédagogiques : électricité, électronique	6 357,00	80,00	5 085,60
LYCEE BEAUMONT 35600 REDON	P1900319	Equipements pédagogiques : sciences de l'ingénieur	6 330,00	80,00	5 064,00
LYCEE THEODORE MONOD 35651 LE RHEU CEDEX	P1900353	Equipements pédagogiques : spécialités plurivalentes de l'agronomie et agriculture	6 322,00	80,00	5 057,60
LYCEE JOSEPH SAVINA 22220 TREGUIER	EQ190023	Accompagnement de construction nouvelle : acquisition d'équipements pour les ateliers STAFF, menuiserie et tapisserie	4 985,00	100,00	4 985,00
LP CHARLES TILLON 35009 RENNES	P1900367	Equipements pédagogiques : électricité, électronique	6 191,00	80,00	4 952,80

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0306_05-DE

Nom du bénéficiaire	Opération	Objet	Dépense subventionnable (en Euros)		
ETABLISSEMENT REGIONAL D ENSEIGNEMENT ADAPTE JEAN BART 35603 REDON	P1900358	Equipements pédagogiques : agro-alimentaire, alimentation, cuisine	6 182,00		
LYCEE YVES THEPOT 29107 QUIMPER	E1900380	Equipements d'exploitation : matériel du service de restauration	9 825,00	50,00	4 912,50
LYCEE GENERAL ET TECHNOLOGIQUE DUPUY DE LOME 56321 LORIENT	P1900405	Equipements pédagogiques : sciences de la vie et de la terre	6 092,00	80,00	4 873,60
LYCEE JEAN GUEHENNO 35305 FOUGERES	E1900388	Equipements d'exploitation : mobilier des salles de classe, des ateliers et du CDI	4 864,00	100,00	4 864,00
LP COETLOGON 35083 RENNES	P1900369	Equipements pédagogiques : électricité, électronique	6 072,00	80,00	4 857,60
LYCEE GENERAL TECHNOLOGIQUE RENE CASSIN 35160 MONTFORT	P1900379	Equipements pédagogiques : sciences de la vie et de la terre	6 054,00	80,00	4 843,20
LYCEE SEVIGNE 35510 CESSON-SEVIGNE	P1900384	Equipements pédagogiques : sciences de la vie et de la terre	6 038,00	80,00	4 830,40
LP COETLOGON 35083 RENNES	P1900372	Equipements pédagogiques : matériel audiovisuel	5 956,00	80,00	4 764,80
LYCEE FELIX LE DANTEC 22303 LANNION	P1900178	Equipements pédagogiques : sciences de la vie et de la terre	5 907,00	80,00	4 725,60
LYCEE AR LESAGE 56017 VANNES	E1900399	Equipements d'exploitation : matériel pour le service de lingerie	4 670,00	100,00	4 670,00
LP DES METIERS DU BATIMENT 29190 PLEYBEN	E1900384	Equipements d'exploitation : matériel d'entretien des espaces verts	4 603,00	100,00	4 603,00
LYCEE DU MENE ET CFA 22230 MERDRIGNAC	P1900229	Equipements pédagogiques : éducation physique et sportive	5 662,00	80,00	4 529,60
ETABLISSEMENT REGIONAL D ENSEIGNEMENT ADAPTE JEAN BART 35603 REDON	P1900359	Equipements pédagogiques : structures métalliques	5 655,00	80,00	4 524,00
LYCEE DES METIERS EUGENE FREYSSINET 22023 SAINT-BRIEUC	P1900213	Equipements pédagogiques : spécialités pluri technologiques, génie civil, construction	5 525,00	80,00	4 420,00
LYCEE GENERAL HARTELOIRE 29213 BREST CEDEX 1	P1900249	Equipements pédagogiques : sciences de la vie et de la terre	5 491,00	80,00	4 392,80
LP JEAN GUEHENNO 56000 VANNES	E1900401	Equipements d'exploitation : matériel du service de restauration	8 600,00	50,00	4 300,00
LYCEE CHATEAUBRIAND 35073 RENNES CEDEX 7	E1900406	Equipements d'exploitation : équipements pour améliorer la sécurité des personnes	4 289,00	100,00	4 289,00
LYCEE FREYSSINET 22023 SAINT-BRIEUC	P1900205	Equipements pédagogiques : physique	5 331,00	80,00	4 264,80
LYCEE THEODORE MONOD 35651 LE RHEU CEDEX	P1900352	Equipements pédagogiques : physique	5 277,00	80,00	4 221,60
LP JULES VERNE 22205 GUINGAMP	E1900369	Equipements d'exploitation : équipements pour améliorer la sécurité des personnes	4 200,00	100,00	4 200,00
LP ALPHONSE PELLE 35120 DOL-DE-BRETAGNE	E1900387	Equipements d'exploitation : équipements pour améliorer la sécurité des personnes	4 188,00	100,00	4 188,00
LYCEE POLYVALENT FULGENCE BIENVENUE 22606 LOUDEAC	P1900184	Equipements pédagogiques : technologies industrielles fondamentales	5 128,00	80,00	4 102,40
LYCEE ANITA CONTI 35174 BRUZ	P1900394	Equipements pédagogiques : éducation physique et sportive	5 119,00	80,00	4 095,20
LYCEE POLYVALENT PIERRE GUEGUIN 29182 CONCARNEAU	P1900263	Equipements pédagogiques : moteurs et mécanique auto	5 089,00	80,00	4 071,20

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0306_05-DE

Nom du bénéficiaire	Opération	Objet	Dépense subventionnable (en Euros)		
LYCEE POLYVALENT FONTAINE EAUX 22102 DINAN	P1900170	Equipements pédagogiques : éducation physique et sportive	5 018,00		
LYCEE GENERAL LA PEROUSE-KERICHEN 29225 BREST CEDEX 2	P1900238	Equipements pédagogiques : sciences de la vie et de la terre	5 009,00	80,00	4 007,20
LYCEE DES METIERS EMILE JAMES 56410 ETEL	P1900397	Equipements pédagogiques : moteurs et mécanique auto	4 968,00	80,00	3 974,40
LYCEE AGRICOLE DE KERNILIEN 22200 PLOUISY	P1900224	Equipements pédagogiques : productions animales, élevage	4 940,00	80,00	3 952,00
LYCEE PAUL SERUSIER 29270 CARHAIX-PLOUGUER	P1900256	Equipements pédagogiques : physique	4 918,00	80,00	3 934,40
LYCEE ERNEST RENAN 22021 SAINT-BRIEUC	P1900192	Equipements pédagogiques : chimie	4 769,00	80,00	3 815,20
LYCEE POLYVALENT FULGENCE BIENVENUE 22606 LOUDEAC	P1900183	Equipements pédagogiques : physique	4 764,00	80,00	3 811,20
LYCEE POLYVALENT FULGENCE BIENVENUE 22606 LOUDEAC	P1900182	Equipements pédagogiques : sciences de la vie et de la terre	4 692,00	80,00	3 753,60
LYCEE POLYVALENT CHAPTAL 22015 SAINT-BRIEUC	P1900193	Equipements pédagogiques : physique	4 666,00	80,00	3 732,80
LYCEE SEVIGNE 35510 CESSON-SEVIGNE	P1900383	Equipements pédagogiques : éducation physique et sportive	4 524,00	80,00	3 619,20
ETS REG ENSEIGNEM ADAPTE LOUISE MICHEL 29107 QUIMPER	P1900302	Equipements pédagogiques : agro-alimentaire, alimentation, cuisine	4 441,00	80,00	3 552,80
LP ROZ GLAS 29391 QUIMPERLE	P1900277	Equipements pédagogiques : habillement (y compris mode et couture)	4 433,00	80,00	3 546,40
LP JEAN MOULIN 22000 SAINT-BRIEUC	P1900198	Equipements pédagogiques : habillement (y compris mode et couture)	4 432,00	80,00	3 545,60
LYCEE JOSEPH LOTH 56306 PONTIVY	P1900418	Equipements pédagogiques : physique	4 320,00	80,00	3 456,00
LP JEAN JAURES 35205 RENNES	P1900335	Equipements pédagogiques : moteurs et mécanique auto	4 302,00	80,00	3 441,60
LP DES METIERS DU BATIMENT 29190 PLEYBEN	P1900295	Equipements pédagogiques : bâtiment : finitions	4 292,00	80,00	3 433,60
LYCEE DU LEON 29406 LANDIVISIAU	P1900308	Equipements pédagogiques : sciences de la vie et de la terre	4 204,00	80,00	3 363,20
LYCEE DU MENE ET CFA 22230 MERDRIGNAC	P1900226	Equipements pédagogiques : spécialités plurivalentes de l'agronomie et agriculture	4 157,00	80,00	3 325,60
LYCEE BERTRAND D ARGENTRE 35506 VITRE	P1900343	Equipements pédagogiques : éducation physique et sportive	4 147,00	80,00	3 317,60
LYCEE JOSEPH SAVINA 22220 TREGUIER	EQ190025	Equipements pédagogiques pour le DN MADE : acquisition d'un équipement de reliure	4 070,00	80,00	3 256,00
LP MARITIME AQUACOLE 56410 ETEL	P1900432	Equipements pédagogiques : productions animales, élevage	4 017,00	80,00	3 213,60
LYCEE JEAN GUEHENNO 35305 FOUGERES	P1900312	Equipements pédagogiques : enseignement d'exploration	3 995,00	80,00	3 196,00
LYCEE BEAUMONT 35600 REDON	P1900316	Equipements pédagogiques : sciences de la vie et de la terre	3 884,00	80,00	3 107,20
LYCEE AGRICOLE DE KERNILIEN 22200 PLOUISY	P1900225	Equipements pédagogiques : sciences	3 787,00	80,00	3 029,60
LYCEE JOSEPH LOTH 56306 PONTIVY	P1900416	Equipements pédagogiques : enseignement d'exploration	3 762,00	80,00	3 009,60

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0306_05-DE

Nom du bénéficiaire	Opération	Objet	Dépense subventionnable (en Euros)		
EPLEFPA CHATEAULIN MORLAIX KERLIVER 29150 CHATEAULIN	P1900299	Equipements pédagogiques : spécialités plurivalentes sanitaires et sociales (compris travail social)	3 722,00		
LYCEE DES METIERS EUGENE FREYSSINET 22023 SAINT-BRIEUC	P1900214	Equipements pédagogiques : bâtiment : finitions	3 705,00	80,00	2 964,00
LYCEE AUGUSTE PAVIE 22205 GUINGAMP	P1900177	Equipements pédagogiques : physique	3 657,00	80,00	2 925,60
LYCEE DU MENE ET CFA 22230 MERDRIGNAC	P1900227	Equipements pédagogiques : productions animales, élevage	3 615,00	80,00	2 892,00
EPLEA DE CAULNES 22350 CAULNES	P1900231	Equipements pédagogiques : chimie	3 530,00	80,00	2 824,00
LP MARITIME AQUACOLE 56410 ETEL	P1900433	Equipements pédagogiques : forêts, espaces naturels, faune, pêche	3 516,00	80,00	2 812,80
LYCEE JEAN BRITO 35470 BAIN-DE-BRETAGNE	P1900387	Equipements pédagogiques : physique	3 502,00	80,00	2 801,60
LYCEE SEVIGNE 35510 CESSON-SEVIGNE	E1900393	Equipements d'exploitation : équipements pour améliorer la sécurité des personnes	2 718,00	100,00	2 718,00
LP LA CLOSERIE 22410 SAINT-QUAY-PORTRIEUX	P1900207	Equipements pédagogiques : agro-alimentaire, alimentation, cuisine	3 358,00	80,00	2 686,40
LYCEE RENE DESCARTES 35204 RENNES	P1900373	Equipements pédagogiques : éducation physique et sportive	3 349,00	80,00	2 679,20
LP JEAN MOULIN 22000 SAINT-BRIEUC	P1900200	Equipements pédagogiques : habillement (y compris mode et couture)	3 280,00	80,00	2 624,00
LP LA CLOSERIE 22410 SAINT-QUAY-PORTRIEUX	P1900209	Equipements pédagogiques : éducation physique et sportive	3 252,00	80,00	2 601,60
LYCEE DE L ELORN 29207 LANDERNEAU	P1900265	Equipements pédagogiques : éducation physique et sportive	3 249,00	80,00	2 599,20
LYCEE GENERAL ET TECHNOLOGIQUE DUPUY DE LOME 56321 LORIENT	E1900398	Equipements d'exploitation : équipements pour améliorer la sécurité des personnes	2 588,00	100,00	2 588,00
LYCEE TECHNOLOGIQUE JEAN CHAPTAL 29000 QUIMPER	E1900377	Equipements d'exploitation : équipements pour améliorer la sécurité des personnes	2 587,00	100,00	2 587,00
LP ROZ GLAS 29391 QUIMPERLE	P1900278	Equipements pédagogiques : moteurs et mécanique auto	3 200,00	80,00	2 560,00
EPLEFPA CHATEAULIN MORLAIX KERLIVER 29150 CHATEAULIN	P1900298	Equipements pédagogiques : aménagement paysager	3 181,00	80,00	2 544,80
LYCEE F RENE DE CHATEAUBRIAND 35270 COMBOURG	P1900392	Equipements pédagogiques : physique	3 177,00	80,00	2 541,60
LEGTA PONTIVY 56308 PONTIVY	P1900401	Equipements pédagogiques : éducation physique et sportive	3 156,00	80,00	2 524,80
LP JEAN JAURES 35205 RENNES	P1900336	Equipements pédagogiques : moteurs et mécanique auto	3 135,00	80,00	2 508,00
LYCEE CORNOUAILLE 29191 QUIMPER	P1900283	Equipements pédagogiques : sciences de la vie et de la terre	3 132,00	80,00	2 505,60
LYCEE DU MENE ET CFA 22230 MERDRIGNAC	P1900228	Equipements pédagogiques : aménagement paysager	3 132,00	80,00	2 505,60
LYCEE AR LESAGE 56017 VANNES	P1900422	Equipements pédagogiques : physique	3 127,00	80,00	2 501,60
LYCEE POLYVALENT PIERRE GUEGUIN 29182 CONCARNEAU	P1900260	Equipements pédagogiques : physique	3 126,00	80,00	2 500,80

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0306_05-DE

Nom du bénéficiaire	Opération	Objet	Dépense subventionnable (en Euros)		
LYCEE RENE DESCARTES 35204 RENNES	P1900375	Equipements pédagogiques : physique	3 125,00		
LYCEE GENERAL TECHNOLOGIQUE RENE CASSIN 35160 MONTFORT	P1900382	Equipements pédagogiques : spécialités plurivalentes des échanges et gestion	3 112,00	80,00	2 489,60
LYCEE GENERAL TECHNOLOGIQUE RENE CASSIN 35160 MONTFORT	P1900380	Equipements pédagogiques : physique	3 096,00	80,00	2 476,80
LYCEE JACQUES CARTIER 35403 SAINT MALO	P1900341	Equipements pédagogiques : sciences de la vie et de la terre	3 091,00	80,00	2 472,80
EPLEFPA CHATEAULIN MORLAIX KERLIVER 29150 CHATEAULIN	P1900293	Equipements pédagogiques : éducation physique et sportive - site de suscinio	3 090,00	80,00	2 472,00
LYCEE POLYVALENT DUPUY DE LOME 29287 BREST CEDEX	P1900287	Equipements pédagogiques : énergie, génie climatique	3 008,00	80,00	2 406,40
LYCEE LAENNEC 29120 PONT-L'ABBE	P1900269	Equipements pédagogiques : sciences de la vie et de la terre	3 001,00	80,00	2 400,80
LYCEE FELIX LE DANTEC 22303 LANNION	P1900180	Equipements pédagogiques : chimie	2 956,00	80,00	2 364,80
LYCEE POLYVALENT FONTAINE EAUX 22102 DINAN	P1900173	Equipements pédagogiques : sciences de l'ingénieur	2 880,00	80,00	2 304,00
LP ROSA PARKS 22110 ROSTRENEN	P1900218	Equipements pédagogiques : spécialités plurivalentes sanitaires et sociales (compris travail social)	2 878,00	80,00	2 302,40
LYCEE COLBERT 56321 LORIENT CEDEX	P1900412	Equipements pédagogiques : structures métalliques	2 826,00	80,00	2 260,80
EPLEA DE CAULNES 22350 CAULNES	P1900230	Equipements pédagogiques : sciences de la vie et de la terre	2 786,00	80,00	2 228,80
LYCEE BREQUIGNY 35205 RENNES	P1900325	Equipements pédagogiques : éducation physique et sportive	2 699,00	80,00	2 159,20
EPLEA LA LANDE DE RENCONTRE 35140 SAINT-AUBIN-DU-CORMIER	P1900366	Equipements pédagogiques : éducation physique et sportive	2 685,00	80,00	2 148,00
EPLEFPA CHATEAULIN MORLAIX KERLIVER 29150 CHATEAULIN	P1900300	Equipements pédagogiques : sciences	2 677,00	80,00	2 141,60
LYCEE POLYVALENT CHAPTAL 22015 SAINT-BRIEUC	P1900197	Equipements pédagogiques : électricité, électronique	2 614,00	80,00	2 091,20
LP COETLOGON 35083 RENNES	P1900371	Equipements pédagogiques : spécialités plurivalentes sanitaires et sociales (compris travail social)	2 551,00	80,00	2 040,80
LYCEE AMIRAL RONARC H 29276 BREST	P1900242	Equipements pédagogiques : éducation physique et sportive	2 490,00	80,00	1 992,00
LYCEE PAUL SERUSIER 29270 CARHAIX-PLOUGUER	P1900255	Equipements pédagogiques : sciences de la vie et de la terre	2 468,00	80,00	1 974,40
LYCEE VICTOR ET HELENE BASCH 35083 RENNES	P1900377	Equipements pédagogiques : matériel audiovisuel	2 450,00	80,00	1 960,00
LYCEE POLYVALENT DUPUY DE LOME 29287 BREST CEDEX	P1900290	Equipements pédagogiques : bâtiment : finitions	2 419,00	80,00	1 935,20
LP LA CHAMPAGNE 35506 VITRE	P1900356	Equipements pédagogiques : éducation physique et sportive	2 418,00	80,00	1 934,40
LYCEE GENERAL TECHNOLOGIQUE RENE CASSIN 35160 MONTFORT	P1900378	Equipements pédagogiques : éducation physique et sportive	2 415,00	80,00	1 932,00
LYCEE GENERAL LA PEROUSE-KERICHEN 29225 BREST CEDEX 2	P1900237	Equipements pédagogiques : matériel audiovisuel	2 399,00	80,00	1 919,20

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0306_05-DE

Nom du bénéficiaire	Opération	Objet	Dépense subventionnable (en Euros)		
LYCEE POLYVALENT CHAPTAL 22015 SAINT-BRIEUC	E1900372	Equipements d'exploitation : mobilier des salles de classe, des ateliers et du CDI	1 914,00		
LYCEE CHARLES DE GAULLE 56017 VANNES CEDEX	P1900440	Equipements pédagogiques : matériel audiovisuel	2 379,00	80,00	1 903,20
LYCEE JEAN MACE LANESTER 56601 LANESTER	P1900446	Equipements pédagogiques : nettoyage, assainissement, protection environnement	2 371,00	80,00	1 896,80
LP DES METIERS DU BATIMENT 29190 PLEYBEN	P1900296	Equipements pédagogiques : sciences	2 289,00	80,00	1 831,20
LYCEE MARCELLIN BERTHELOT 56230 QUESTEMBERT	E1900403	Equipements d'exploitation : matériel d'entretien des espaces verts	1 753,00	100,00	1 753,00
EREA DE PLOEMEUR 56272 PLOEMEUR	P1900430	Equipements pédagogiques : travail du bois et de l'ameublement	2 158,00	80,00	1 726,40
LYCEE CORNOUAILLE 29191 QUIMPER	P1900282	Equipements pédagogiques : éducation physique et sportive	2 065,00	80,00	1 652,00
EREA DE PLOEMEUR 56272 PLOEMEUR	P1900429	Equipements pédagogiques : bâtiment : finitions	2 031,00	80,00	1 624,80
LP JEAN MOULIN 22000 SAINT-BRIEUC	P1900202	Equipements pédagogiques : santé	2 022,00	80,00	1 617,60
LYCEE BEAUMONT 35600 REDON	P1900318	Equipements pédagogiques : chimie	2 016,00	80,00	1 612,80
LYCEE POLYVALENT DUPUY DE LOME 29287 BREST CEDEX	P1900286	Equipements pédagogiques : matériel audiovisuel	2 012,00	80,00	1 609,60
LYCEE F RENE DE CHATEAUBRIAND 35270 COMBOURG	P1900390	Equipements pédagogiques : éducation physique et sportive	1 980,00	80,00	1 584,00
LYCEE JOSEPH SAVINA 22220 TREGUIER	P1900211	Equipements pédagogiques : disciplines artistiques	1 966,00	80,00	1 572,80
LYCEE POLYVALENT PIERRE GUEGUIN 29182 CONCARNEAU	P1900264	Equipements pédagogiques : sciences	1 855,00	80,00	1 484,00
LP JEAN GUEHENNO 35300 FOUGERES	P1900363	Equipements pédagogiques : cuirs et peaux	1 807,00	80,00	1 445,60
LP ROZ GLAS 29391 QUIMPERLE	P1900280	Equipements pédagogiques : éducation physique et sportive	1 798,00	80,00	1 438,40
LYCEE AUGUSTE BRIZEUX 29191 QUIMPER	P1900271	Equipements pédagogiques : matériel audiovisuel	1 699,00	80,00	1 359,20
LYCEE POLYVALENT FONTAINE EAUX 22102 DINAN	P1900174	Equipements pédagogiques : technologies industrielles fondamentales	1 680,00	80,00	1 344,00
LYCEE AGRICOLE DE KERNILIEN 22200 PLOUISY	P1900223	Equipements pédagogiques : chimie	1 664,00	80,00	1 331,20
LP LA CLOSERIE 22410 SAINT-QUAY-PORTRIEUX	P1900208	Equipements pédagogiques : matériel audiovisuel	1 620,00	80,00	1 296,00
LP JEAN GUEHENNO 35300 FOUGERES	P1900364	Equipements pédagogiques : accueil, hôtellerie, tourisme	1 595,00	80,00	1 276,00
LYCEE GENERAL DE L'IROISE 29223 BREST	P1900245	Equipements pédagogiques : éducation physique et sportive	1 560,00	80,00	1 248,00
ETABLISSEMENT REGIONAL D ENSEIGNEMENT ADAPTE 22100 DINAN	P1900234	Equipements pédagogiques : éducation physique et sportive	1 499,00	80,00	1 199,20
LEGTA PONTIVY 56308 PONTIVY	E1900397	Equipements d'exploitation : matériel pour l'atelier des agents de maintenance	1 194,00	100,00	1 194,00
ETS REG ENSEIGNEM ADAPTE LOUISE MICHEL 29107 QUIMPER	P1900303	Equipements pédagogiques : éducation physique et sportive	1 474,00	80,00	1 179,20
LEGTA PONTIVY 56308 PONTIVY	P1900399	Equipements pédagogiques : sciences de la vie et de la terre	1 463,00	80,00	1 170,40

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0306_05-DE

Nom du bénéficiaire	Opération	Objet	Dépense subventionnable (en Euros)		
LYCEE POLYVALENT DUPUY DE LOME 29287 BREST CEDEX	P1900289	Equipements pédagogiques : bâtiment : finitions	1 430,00		
LYCEE JOSEPH SAVINA 22220 TREGUIER	P1900210	Equipements pédagogiques : sciences de la vie et de la terre	1 407,00	80,00	1 125,60
LYCEE DE L ELORN 29207 LANDERNEAU	P1900267	Equipements pédagogiques : physique	1 402,00	80,00	1 121,60
LYCEE POLYVALENT PIERRE GUEGUIN 29182 CONCARNEAU	P1900261	Equipements pédagogiques : travail du bois et de l'ameublement	1 218,00	80,00	974,40
LYCEE GENERAL DE L'IROISE 29223 BREST	P1900248	Equipements pédagogiques : physique	1 200,00	80,00	960,00
LYCEE JEAN GUEHENNO 35305 FOUGERES	P1900315	Equipements pédagogiques : technologies industrielles fondamentales	1 198,00	80,00	958,40
LYCEE GENERAL TECHNOLOGIQUE RENE CASSIN 35160 MONTFORT	P1900381	Equipements pédagogiques : chimie	1 189,00	80,00	951,20
LYCEE POLYVALENT DUPUY DE LOME 29287 BREST CEDEX	P1900292	Equipements pédagogiques : spécialités plurivalentes sanitaires et sociales (compris travail social)	1 148,00	80,00	918,40
LYCEE JACQUES CARTIER 35403 SAINT MALO	P1900342	Equipements pédagogiques : physique	1 132,00	80,00	905,60
LYCEE F RENE DE CHATEAUBRIAND 35270 COMBOURG	P1900393	Equipements pédagogiques : santé, prévention	1 089,00	80,00	871,20
LYCEE GENERAL DE L'IROISE 29223 BREST	P1900246	Equipements pédagogiques : éducation physique et sportive	997,00	80,00	797,60
LYCEE GENERAL TECHNOLOGIQUE JEAN MACE 35704 RENNES	P1900322	Equipements pédagogiques : éducation physique et sportive	962,00	80,00	769,60
LYCEE YVES THEPOT 29107 QUIMPER	E1900379	Equipements d'exploitation : matériel pour l'atelier des agents de maintenance	738,00	100,00	738,00
LYCEE POLYVALENT KERRAOUL 22500 PAIMPOL	P1900235	Equipements pédagogiques : spécialités plurivalentes sanitaires et sociales (compris travail social)	893,00	80,00	714,40
LYCEE GENERAL TECHNOLOGIQUE JEAN MACE 35704 RENNES	P1900324	Equipements pédagogiques : physique	864,00	80,00	691,20
LP JEAN GUEHENNO 56000 VANNES	E1900400	Equipements d'exploitation : matériel pour l'atelier des agents de maintenance	681,00	100,00	681,00
LYCEE GENERAL ET TECHNOLOGIQUE DUPUY DE LOME 56321 LORIENT	P1900404	Equipements pédagogiques : matériel audiovisuel	839,00	80,00	671,20
LYCEE THEODORE MONOD 35651 LE RHEU CEDEX	P1900354	Equipements pédagogiques : aménagement paysager	767,00	80,00	613,60
LP LAENNEC 29120 PONT-L'ABBE	P1900307	Equipements pédagogiques : spécialités plurivalentes sanitaires et sociales (compris travail social)	759,00	80,00	607,20
LP JEAN MOULIN 22000 SAINT-BRIEUC	P1900201	Equipements pédagogiques : spécialités plurivalentes sanitaires et sociales (compris travail social)	711,00	80,00	568,80
LP ROSA PARKS 22110 ROSTRENEN	P1900219	Equipements pédagogiques : matériel audiovisuel	670,00	80,00	536,00
LP COETLOGON 35083 RENNES	E1900391	Equipements d'exploitation : matériel pour l'atelier des agents de maintenance	469,00	100,00	469,00
LYCEE JEAN BRITO 35470 BAIN-DE-BRETAGNE	P1900388	Equipements pédagogiques : chimie	540,00	80,00	432,00
LYCEE DU LEON 29406 LANDIVISIAU	P1900309	Equipements pédagogiques : physique	510,00	80,00	408,00

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0306_05-DE

Nom du bénéficiaire	Opération	Objet	Dépense subventionnable (en Euros)		
ETABLISSEMENT REGIONAL D ENSEIGNEMENT ADAPTE JEAN BART 35603 REDON	P1900360	Equipements pédagogiques : matériel audiovisuel	457,00		
LP BREQUIGNY 35205 RENNES	P1900346	Equipements pédagogiques : spécialités plurivalentes sanitaires et sociales (compris travail social)	419,00	80,00	335,20
LYCEE CHARLES DE GAULLE 56017 VANNES CEDEX	P1900441	Equipements pédagogiques : éducation physique et sportive	399,00	80,00	319,20
LYCEE AGRICOLE DE KERNILIEN 22200 PLOUISY	P1900222	Equipements pédagogiques : physique	345,00	80,00	276,00
LYCEE AMIRAL RONARC H 29276 BREST	P1900241	Equipements pédagogiques : matériel audiovisuel	300,00	80,00	240,00
ETS REG ENSEIGNEM ADAPTE LOUISE MICHEL 29107 QUIMPER	P1900301	Equipements pédagogiques : équipements pour les sections d'enseignement adapté (SEGPA, ULIS)	280,00	80,00	224,00

Total : 2 894 854,10

Nombre d'opérations : 323

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0306_05-DE

Délibération du Conseil régional de Bretagne
Commission permanente du 08 juillet 2019
Complément(s) d'affectation - Subvention plafonnée
Programme : P.0306 - Améliorer les équipements dans les lycées publics
Chapitre : 902

Nom du bénéficiaire	Opération	Objet	Vote précédent			Nouvelle dépense subvention-nable	Nouveau taux	Montant proposé (en euros)	Total (en euros)
			N° délib	Date de CP	Montant affecté (en euros)				
LP JEAN JAURES 35205 RENNES	E1900308	Accompagnement de construction nouvelle : acquisition d'armoires et d'établis pour l'atelier MEI	19_0306_04	03/06/19	15 070,00	15 070,00	100,00	3 766,00	18 836,00

Total : 3 766,00

Nombre d'opérations : 1

Délibération n° : 19_0306_05

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0306_05-DE

Délibération du Conseil régional de Bretagne
Commission permanente du 08 juillet 2019
Complément(s) d'affectation
Programme : P.0306 - Améliorer les équipements dans les lycées publics
Chapitre : 902

Nom du bénéficiaire	Opération	Objet	Type	Vote précédent			Montant proposé (en euros)	Total (en euros)
				N° délib	Date de CP	Montant affecté (en euros)		
DIVERS BEN LYCEES PUBLICS BRETONS 35000 FRANCE	EQ170002	Acquisition d'équipements de ménage pour divers lycées bretons	Achat / Prestation	19_0306_01	08/02/19	3 200 000,00	1 050 000,00	4 250 000,00

Total 1 050 000,00

Nombre d'opérations : 1

Délibération n° : 19_0306_05

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0307_05-DE

REGION BRETAGNE

19_0307_05

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL RÉGIONAL

8 juillet 2019

DÉLIBÉRATION

Programme 0307 – Participer à l'amélioration des équipements pédagogiques dans les établissements privés

La Commission permanente du Conseil régional, convoquée par son Président le 28 juin 2019, s'est réunie le lundi 8 juillet 2019 sous la Présidence de celui-ci, au siège de la Région Bretagne à Rennes.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment sa quatrième partie, relative à la Région ;

Vu la délibération n°17_DAJCP_SA_06 du Conseil régional en date du 22 juin 2017 approuvant les délégations accordées à la Commission permanente ;

Vu l'ensemble des décisions budgétaires de l'exercice en cours ;

Vu l'ensemble des délibérations précisant les modalités d'intervention des dispositifs actuels de la Région ;

Vu l'ensemble des délibérations approuvant les conventions types et les avenants types ;

Au vu du rapport présenté par Monsieur le Président du Conseil régional ;

Et après avoir délibéré ;

DECIDE

En section d'investissement :

- **d'AFFECTER** sur le montant d'autorisation de programme disponible, un crédit de 40 345.50 euros pour le financement des 11 opérations figurant en annexe ;

- **d'ANNULER** les crédits de l'opération figurant en annexe ;

- **d'AUTORISER** le Président du Conseil régional à signer les conventions et l'avenant DPE19001 avec les bénéficiaires désignés dans les tableaux annexés.

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0307_05-DE

Délibération du Conseil régional de Bretagne
Commission permanente du 08 juillet 2019
Opération(s) nouvelle(s) - Subvention plafonnée
Programme : P.0307 - Participer à l'amélioration des équipements pédagogiques dans les établissements privés
Chapitre : 902

Nom du bénéficiaire	Opération	Objet	Dépense subventionnable (en Euros)	Taux	Montant Proposé (en Euros)
LYCEE PRIVE ST JOSEPH 22404 LAMBALLE CEDEX	I1900210	Equipements informatiques : ordinateurs - station de travail	33 000,00	50,00	16 500,00
LYCEE PRIVE ST JOSEPH LA SALLE LORIENT LANESTER 56109 LORIENT	P1900450	Equipements pédagogiques pour les formations technologies industrielles fondamentales - matériel support d'enseignement	14 962,00	50,00	7 481,00
LYCEE PRIVE ND DU KREISKER ST JEAN BAPTISTE 29251 SAINT-POL-DE-LEON	E1900407	Equipements d'exploitation : mobilier des salles de classe, des ateliers et du CDI - tables et chaises	7 280,00	50,00	3 640,00
LYCEE PRIVE DIWAN 29270 CARHAIX	I1900211	Equipements informatiques : ordinateurs - station standard	7 216,00	50,00	3 608,00
LYCEE LES CORDELIERS NOTRE DAME DE LA VICTOIRE 22102 DINAN CEDEX	P1900447	Equipements pédagogiques pour les formations autres disciplines - matériel audiovisuel	6 328,00	50,00	3 164,00
LYCEE PRIVE DIWAN 29270 CARHAIX	I1900212	Equipements informatiques : vidéoprojecteurs - vidéoprojecteur bureautique	4 880,00	50,00	2 440,00
LYCEE PRIVE DIWAN 29270 CARHAIX	E1900408	Equipements d'exploitation : mobilier des salles de classe, des ateliers et du CDI - tables et chaises	2 420,00	50,00	1 210,00
LYCEE PRIVE DIWAN 29270 CARHAIX	P1900449	Equipements pédagogiques pour les formations physique - systèmes et équipements didactiques	2 190,00	50,00	1 095,00
LYCEE PRIVE DIWAN 29270 CARHAIX	P1900448	Equipements pédagogiques pour les formations autres disciplines - matériel audiovisuel	1 815,00	50,00	907,50
LYCEE PRIVE JEANNE D ARC 56110 GOURIN	I1900214	Equipements informatiques : écrans - écran graphique 23 pouces	360,00	50,00	180,00
LYCEE PRIVE JEANNE D ARC 56110 GOURIN	I1900213	Equipements informatiques : imprimantes - imprimantes bureautiques A4 couleur	240,00	50,00	120,00

Total : 40 345,50

Nombre d'opérations : 11

Délibération n° : 19_0307_05

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0307_05-DE

Délibération du Conseil régional de Bretagne
Commission permanente du 08 juillet 2019
Diminution(s) ou annulation(s) - Subvention plafonnée
Programme : P.0307 - Participer à l'amélioration des équipements pédagogiques dans les établissements privés
Chapitre : 902

Nom du bénéficiaire	Opération	Objet	Vote précédent			Nouvelle dépense subvention-nable	Nouveau taux	Montant proposé (en euros)	Montant Total (en euros)
			N° délib	Date de CP	Montant affecté (en euros)				
LP PRIVE SAINT ESPRIT 29403 LANDIVISIAU	DPE19001	Equipements d'exploitation : mobilier des salles de classe - siège selle pour une lycéenne	19_0307_02	25/03/19	380,50	761,00	50,00	- 380,50	0,00

Total -380,50

Nombre d'opérations : 1

Délibération n° : 19_0307_05

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0308_04-DE

REGION BRETAGNE

19_0308_04

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL

08 juillet 2019

DELIBERATION

Programme 0308 – Développer le numérique éducatif

La Commission permanente du Conseil régional, convoquée par son Président le 28 juin 2019 s'est réunie le lundi 08 juillet 2019 sous la présidence de celui-ci, au siège de la Région Bretagne à Rennes.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment sa quatrième partie, relative à la Région ;

Vu la délibération n° 17_DAJCP_SA_06 du Conseil régional en date du 22 juin 2017 approuvant les délégations accordées à la Commission permanente ;

Vu l'ensemble des décisions budgétaires de l'exercice en cours ;

Vu l'ensemble des délibérations précisant les modalités d'intervention des dispositifs actuels de la Région ;

Au vu du rapport présenté par Monsieur le Président du Conseil régional ;

Et après avoir délibéré ;

DECIDE

En section d'investissement :

- d'**AFFECTER** sur le montant d'autorisation de programme disponible, un crédit de 299 766,80 € pour le financement des 36 opérations figurant en annexe ;

- d'**ATTRIBUER** les aides aux bénéficiaires désignés dans le tableau annexé et d'**AUTORISER** le Président à signer les actes juridiques nécessaires au versement de ces aides.

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0308_04-DE

Délibération du Conseil régional de Bretagne
Commission permanente du 08 juillet 2019
Opération(s) nouvelle(s) - Subvention plafonnée
Programme : P.0308 - Développer le numérique éducatif
Chapitre : 902

Nom du bénéficiaire	Opération	Objet	Dépense subventionnable (en Euros)	Taux	Montant Proposé (en Euros)
LEGTA PONTIVY 56308 PONTIVY	I1900204	Equipements informatiques pour la pédagogie : acquisition de matériels d'expérimentation assistée par ordinateur	57 355,00	80,00	45 884,00
LYCEE PROFESSIONNEL BERTRAND DUGUESCLIN 56400 AURAY	I1900202	Equipements informatiques pour la pédagogie : renouvellement de postes pour la section Communication Visuelle Plurimédia (un tiers du parc)	33 600,00	100,00	33 600,00
LYCEE DE L ELORN 29207 LANDERNEAU	I1900187	Equipements informatiques pour la pédagogie : acquisition de matériels d'expérimentation assistée par ordinateur	39 560,00	80,00	31 648,00
LYCEE POLYVALENT P MENDES FRANCE 35000 RENNES	I1900196	Equipements informatiques pour la pédagogie : acquisition de matériels d'expérimentation assistée par ordinateur	37 349,00	80,00	29 879,20
LYCEE POLYVALENT FULGENCE BIENVENUE 22606 LOUDEAC	I1900180	Equipements informatiques pour la pédagogie : acquisition de matériels d'expérimentation assistée par ordinateur	31 990,00	80,00	25 592,00
LYCEE DU LEON 29406 LANDIVISIAU	I1900192	Equipements informatiques pour la pédagogie : acquisition de matériels d'expérimentation assistée par ordinateur	18 980,00	80,00	15 184,00
LYCEE BREQUIGNY 35205 RENNES	I1900195	Equipements informatiques pour la pédagogie : acquisition de matériels d'expérimentation assistée par ordinateur	18 696,00	80,00	14 956,80
LYCEE CHATEAUBRIAND 35073 RENNES CEDEX 7	I1900198	Equipements informatiques pour la pédagogie : acquisition de matériels d'expérimentation assistée par ordinateur	16 570,00	80,00	13 256,00
LYCEE JM LE BRIS 29100 DOUARNENEZ	INF19014	Equipements informatiques : renouvellement des postes pour l'option cinéma audiovisuel	11 280,00	100,00	11 280,00
LYCEE FREYSSINET 22023 SAINT-BRIEUC	I1900183	Equipements informatiques pour la pédagogie : acquisition de matériels d'expérimentation assistée par ordinateur	12 207,00	80,00	9 765,60
LYCEE POLYVALENT DE KERNEUZEC 29391 QUIMPERLE	P1900276	Equipements informatiques pour la pédagogie : acquisition de matériels d'expérimentation assistée par ordinateur	9 529,00	80,00	7 623,20
LEGTA PONTIVY 56308 PONTIVY	I1900203	Equipements informatiques pour la pédagogie : acquisition de logiciels pédagogiques	8 216,00	80,00	6 572,80
LYCEE GENERAL ET TECHNOLOGIQUE DUPUY DE LOME 56321 LORIENT	I1900206	Equipements informatiques pour la pédagogie : acquisition de matériels d'expérimentation assistée par ordinateur	7 213,00	80,00	5 770,40
LYCEE POLYVALENT DE BROCELIANDE 56380 GUER	I1900205	Equipements informatiques pour la pédagogie : acquisition de logiciels pédagogiques	5 400,00	80,00	4 320,00
LP BEL AIR 35190 TINTENIAC	I1900197	Equipements informatiques pour la pédagogie : renouvellement du logiciel du laboratoire de langues	5 297,00	80,00	4 237,60
LYCEE COLBERT 56321 LORIENT CEDEX	I1900207	Equipements informatiques pour la pédagogie : acquisition de matériels d'expérimentation assistée par ordinateur	5 155,00	80,00	4 124,00
LYCEE PROFESSIONNEL MARITIME FLORENCE ARTHAUD 35400 SAINT-MALO	I1900200	Equipements informatiques pour la pédagogie : imprimante 3D pour le BTS maritime Maintenance des Systèmes Electro Navals	3 804,00	100,00	3 804,00
LYCEE POLYVALENT CHAPTAL 22015 SAINT-BRIEUC	I1900181	Equipements informatiques pour la pédagogie : imprimante 3D pour les CPGE	3 594,00	100,00	3 594,00
LYCEE BEAUMONT 35600 REDON	I1900194	Equipements informatiques pour la pédagogie : acquisition de matériels d'expérimentation assistée par ordinateur	4 094,00	80,00	3 275,20

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0308_04-DE

Nom du bénéficiaire	Opération	Objet	Dépense subventionnable (en Euros)		
LYCEE EMILE ZOLA 35006 RENNES	P1900320	Equipements informatiques pour la pédagogie : imprimante 3D	3 599,00		
LYCEE POLYVALENT CHAPTAL 22015 SAINT-BRIEUC	I1900182	Equipements informatiques pour la pédagogie : acquisition de logiciels pédagogiques	3 414,00	80,00	2 731,20
LP DE PONT DE BUIS 29590 PONT-DE-BUIS-LES-QUIMERCH	I1900190	Equipements informatiques pour la pédagogie : acquisition de logiciels pédagogiques	3 224,00	80,00	2 579,20
LYCEE POLYVALENT DUPUY DE LOME 29287 BREST CEDEX	I1900191	Equipements informatiques pour la pédagogie : acquisition de logiciels pédagogiques	3 040,00	80,00	2 432,00
LYCEE BEAUMONT 35600 REDON	I1900193	Equipements informatiques pour la pédagogie : acquisition de logiciels pédagogiques	2 650,00	80,00	2 120,00
LYCEE POLYVALENT VAUBAN 29801 BREST	I1900186	Equipements informatiques pour la pédagogie : acquisition de logiciels pédagogiques	2 581,00	80,00	2 064,80
LYCEE HENRI AVRIL 22402 LAMBALLE	I1900184	Equipements informatiques pour la pédagogie : acquisition de matériels d'expérimentation assistée par ordinateur	1 980,00	80,00	1 584,00
LYCEE AR LESAGE 56017 VANNES	I1900208	Equipements informatiques pour la pédagogie : acquisition de logiciels pédagogiques	1 576,00	80,00	1 260,80
LYCEE F RENE DE CHATEAUBRIAND 35270 COMBOURG	I1900201	Equipements informatiques pour la pédagogie : acquisition de matériels d'expérimentation assistée par ordinateur	1 182,00	80,00	945,60
LYCEE MARCELLIN BERTHELOT 56230 QUESTEMBERT	I1900209	Equipements informatiques pour la pédagogie : acquisition de matériels d'expérimentation assistée par ordinateur	1 144,00	80,00	915,20
LYCEE POLYVALENT FONTAINE EAUX 22102 DINAN	INF19012	Equipements informatiques : acquisition du module réalité virtuelle pour le logiciel Solidworks	900,00	80,00	720,00
LYCEE GENERAL LA PEROUSE-KERICHEN 29225 BREST CEDEX 2	I1900185	Equipements informatiques pour la pédagogie : acquisition de logiciels pédagogiques	770,00	80,00	616,00
LYCEE AUGUSTE BRIZEUX 29191 QUIMPER	I1900189	Equipements informatiques pour la pédagogie : acquisition de matériels d'expérimentation assistée par ordinateur	720,00	80,00	576,00
LP CHARLES TILLON 35009 RENNES	I1900199	Equipements informatiques pour la pédagogie : acquisition de logiciels pédagogiques	690,00	80,00	552,00
LYCEE DE L ELORN 29207 LANDERNEAU	I1900215	Equipements informatiques pour la pédagogie : acquisition d'un scanner pour la section Marquetterie	500,00	100,00	500,00
LYCEE LAENNEC 29120 PONT-L'ABBE	I1900188	Equipements informatiques pour la pédagogie : acquisition de logiciels pédagogiques	530,00	80,00	424,00

Total : 297 266,80

Nombre d'opérations : 35

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0308_04-DE

Délibération du Conseil régional de Bretagne
Commission permanente du 08 juillet 2019
Complément(s) d'affectation
Programme : P.0308 - Développer le numérique éducatif
Chapitre : 902

Nom du bénéficiaire	Opération	Objet	Type	Vote précédent			Montant proposé (en euros)	Total (en euros)
				N° délib	Date de CP	Montant affecté (en euros)		
DIVERS BEN LYCEES PUBLICS BRETONS 35000 FRANCE	INF19001	Acquisition de l'application web MyAntiriade de gestion des emplois du temps des agents techniques des établissements d'enseignement pour les établissements scolaires	Achat / Prestation	19_0308_01	08/02/19	21 500,00	2 500,00	24 000,00

Total 2 500,00

Nombre d'opérations : 1

Délibération n° : 19_0308_04

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0309_05-DE

REGION BRETAGNE

19_0309_05

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL

8 juillet 2019

DELIBERATION

Programme 309 – Assurer le fonctionnement des lycées publics

La Commission permanente du Conseil régional, convoquée par son Président le 28 juin 2019, s'est réunie le lundi 8 juillet sous la présidence de celui-ci, au siège de la Région Bretagne à Rennes.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment sa quatrième partie, relative à la Région ;

Vu le Code de l'éducation ;

Vu la délibération n° 17_DAJCP_SA_06 du Conseil régional en date du 22 juin 2017 approuvant les délégations accordées à la Commission permanente ;

Vu l'ensemble des décisions budgétaires de l'exercice en cours ;

Vu l'ensemble des délibérations précisant les modalités d'intervention des dispositifs actuels de la Région ;

Au vu du rapport présenté par Monsieur le Président du Conseil régional ;

Et après avoir délibéré ;

DECIDE

- **En section de fonctionnement :**

- d'AFFECTER sur le montant de l'autorisation d'engagement disponible, un crédit de **11 596, 75 euros** au financement des opérations présentées dans le tableau n°1.

- **Dotations de fonctionnement prévisionnelles pour 2020**

- **d'ARRETER** pour 2020 le montant prévisionnel des dotations de fonctionnement à 95 % de la dotation initiale de fonctionnement, à structure pédagogique équivalente (incluant la dotation affectée pour l'enseignement du breton et du gallo), votée pour l'exercice 2019 par le Conseil régional ;

- **d'ARRETER l**es orientations budgétaires suivantes :

  - L'individualisation des comptes relatifs aux services de restauration et d'hébergement dans un service spécial (SRH) pour les EPLE de l'Éducation Nationale et maritimes ;
  - Le maintien d'un fonds de roulement net minimum équivalent à 30 jours de fonctionnement ;
  - L'utilisation de la codification « activités » commençant par 2 pour les dépenses de viabilisation et celles concernant les contrats obligatoires.

- **de NOTIFIER** aux établissements publics locaux d'enseignement le montant prévisionnel de la dotation de fonctionnement pour l'exercice 2020 (tableau n°2), ainsi que les orientations budgétaires relatives au fonctionnement matériel.

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0309_05-DE

- **Critères pour les tarifs de restauration 2020 des établissements d'enseignement**

- **de LIMITER** l'augmentation du prix des repas servis aux élèves par rapport à 2019, au taux correspondant à l'évolution de l'indice des prix des cantines, fourni par l'INSEE, pour la période de juin 2018 à juin 2019.

- **Convention de mutualisation du service de restauration commun au Lycée Emile Zola et au Collège Paul Langevin d'Hennebont.**

- d'APPROUVER les termes de la convention définissant les modalités d'organisation de la mutualisation du service restauration entre le Lycée professionnel Emile Zola et le Collège Paul Langevin, situés à Hennebont, à compter du 1er janvier 2019 et jusqu'au 31 décembre 2019.

- **Désaffectations de biens mobiliers**

- **de PROPOSER** au Préfet de la Région Bretagne, la désaffectation des biens mobiliers désignés dans les délibérations des conseils d'administration de quatre établissements donnant un avis favorable à leur désaffectation et dont les références apparaissent dans le tableau annexe n°3.

- **Conventions d'utilisation d'équipements sportifs extérieurs**

- d'APPROUVER les termes des conventions prévoyant les conditions d'utilisation des équipements sportifs par trois établissements scolaires qui apparaissent dans le tableau n°4 et **d'AUTORISER** le Président du Conseil régional à les signer.

- **Attribution de concessions de logements aux personnels dans les EPLE**

- d'AUTORISER le Président du Conseil régional à signer les conventions d'occupation précaire aux conditions fixées par le service des domaines pour les logements demeurés vacants lorsque les besoins résultant de la nécessité de service ont été satisfaits ou lorsque les titulaires des emplois définis précédemment ont été autorisés à ne pas occuper leur logement.

- d'ARRETER les emplois bénéficiaires de concessions de logement par nécessité absolue de service pour trois établissements indiqués dans le tableau n°5.

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0309_05-DE

Délibération du Conseil régional de Bretagne
Commission permanente du 08 juillet 2019
Opération(s) nouvelle(s)
Programme : P.0309 - Assurer le fonctionnement des lycées publics
Chapitre : 932

Nom du bénéficiaire	Opération	Objet	Type	Montant Proposé (en Euros)
LYCEE FREYSSINET 22023 SAINT-BRIEUC	19004254	Dotation complémentaire de fonctionnement – Prise en charge des frais d'entretien des espaces verts (2ème trimestre 2019)	Subvention globale	5 883,31
LYCEE GENERAL HARTELOIRE 29213 BREST CEDEX 1	19004358	Dotation d'accès aux équipements sportifs extérieurs complémentaire pour l'utilisation des installations de l'UBO pendant la durée des travaux réalisés dans le gymnase municipal Foch (période de janvier à mars 2019)	Subvention globale	5 160,00
LABOCEA 22440 PLOUFRAGAN	19004382	Prélèvements et analyses de contrôles de surfaces des services de restauration de divers lycées bretons, dans le cadre de la mise en place des nouveaux protocoles de nettoyage.	Achat / Prestation	553,44

Total : 11 596,75

Nombre d'opérations : 3

Délibération n° : 19_0309_05

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0309_05-DE

			DOTATION 2019	
			€	95%
1	EREA Beauregard	DINAN	*122 346,88*	**116 229,54**
2	EREA Louise Michel	QUIMPER	*157 493,67*	**149 618,99**
3	EREA Jean Bart	REDON	*144 905,02*	**137 659,77**
4	EREA	RENNES	*148 094,37*	**140 689,65**
5	EREA Les Pins	PLOEMEUR	*150 313,32*	**142 797,66**
20	Lycée La Fontaine des Eaux	DINAN	*543 162,62*	**516 004,49**
20	*Lycée La Fontaine des Eaux IFSI*	*DINAN*	*22 765,23*	***21 626,97***
21	LP La Fontaine des Eaux	DINAN	*79 287,35*	**75 322,98**
23	Lycée Auguste Pavie	GUINGAMP	*231 862,76*	**220 269,62**
24	LP Jules Verne	GUINGAMP	*169 889,20*	**161 394,74**
25	Lycée Henri Avril	LAMBALLE	*333 740,17*	**317 053,16**
27	Lycée Félix le Dantec	LANNION	*518 112,54*	**492 206,91**
28	LP Félix le Dantec	LANNION	*57 494,50*	**54 619,78**
29	Lycée Fulgence Bienvenue	LOUDEAC	*299 528,34*	**284 551,92**
31	Lycée Kéraoul	PAIMPOL	*210 964,66*	**200 416,43**
33	LP Jean Monnet	QUINTIN	*144 429,27*	**137 207,81**
34	LP Rosa Parks	ROSTRENEN	*194 426,90*	**184 705,56**
35	Lycée Ernest Renan	ST BRIEUC	*285 385,92*	**271 116,62**
36	Lycée Rabelais	ST BRIEUC	*311 970,18*	**296 371,67**
37	Lycée Polyvalent Chaptal	ST BRIEUC	*305 989,37*	**290 689,90**
39	Lycée Eugène Freyssinet	ST BRIEUC	*411 584,55*	**391 005,32**
40	LP Eugène Freyssinet	ST BRIEUC	*104 810,03*	**99 569,53**
41	LP Jean Moulin	ST BRIEUC	*241 685,15*	**229 600,89**
42	LP La Closerie	ST QUAY PORTRIEUX	*207 578,58*	**197 199,65**
43	Lycée Joseph Savina	TREGUIER	*220 905,41*	**209 860,14**
44	LP Joseph Savina	TREGUIER	*65 002,45*	**61 752,33**
45	Lycée Amiral Ronarc'h	BREST	*199 617,25*	**189 636,39**
46	Lycée Jules Lesven	BREST	*231 050,14*	**219 497,63**
47	LP Jules Lesven	BREST	*70 750,20*	**67 212,69**
48	Lycée Vauban	BREST	*761 311,40*	**723 245,83**
50	Lycée Iroise	BREST	*177 502,86*	**168 627,72**
51	Lycée Kérichen-Lapérouse	BREST	*373 411,51*	**354 740,94**
52	Lycée Harteloire	BREST	*167 274,31*	**158 910,59**
53	LP Dupuy de Lôme	BREST	*421 782,14*	**400 693,03**
55	Lycée polyvalent	CARHAIX PLOUGUER	*333 875,70*	**317 181,92**
57	Lycée Jean Moulin	CHATEAULIN	*180 086,87*	**171 082,53**
58	Lycée Pierre Guéguin	CONCARNEAU	*188 084,01*	**178 679,81**
60	Lycée Jean-Marie Le Bris	DOUARNENEZ	*170 512,52*	**161 986,89**
61	Lycée de l'Elorn	LANDERNEAU	*472 430,13*	**448 808,62**
63	Lycée Tristan Corbière	MORLAIX	*397 940,62*	**378 043,59**
64	LP Tristan Corbière	MORLAIX	*115 534,27*	**109 757,56**
65	LP des Métiers du Bâtiment	PLEYBEN	*183 923,72*	**174 727,53**
67	LP Pont de buis	PONT DE BUIS LES QUIMERC'H	*119 892,29*	**113 897,68**
68	Lycée Laënnec	PONT L ABBE	*267 091,26*	**253 736,70**
69	LP Laënnec	PONT L ABBE	*56 202,18*	**53 392,07**
70	Lycée de Cornouaille	QUIMPER	*228 620,03*	**217 189,03**
71	Lycée Chaptal	QUIMPER	*270 253,50*	**256 740,83**
72	LP Chaptal	QUIMPER	*67 336,27*	**63 969,46**
73	Lycée Yves Thépot	QUIMPER	*399 900,17*	**379 905,16**
74	Lycée Brizeux	QUIMPER	*299 692,57*	**284 707,94**
75	Lycée Kerneuzec	QUIMPERLE	*256 133,93*	**243 327,23**
76	LP Roz Glas	QUIMPERLE	*141 666,37*	**134 583,05**
77	Lycée hôtelier Yvon Bourges	DINARD	*410 175,31*	**389 666,54**
78	LP Alphonse Pelle	DOL DE BRETAGNE	*127 784,60*	**121 395,37**
79	Lycée Jean Guéhenno	FOUGERES	*258 779,90*	**245 840,91**
80	LP Jean Guéhenno	FOUGERES	*170 060,92*	**161 557,87**
81	Lycée Beaumont	REDON	*385 582,69*	**366 303,56**
82	LP Beaumont	REDON	*65 096,82*	**61 841,98**
83	Lycée Bréquigny	RENNES	*778 358,62*	**739 440,69**
84	LP Bréquigny	RENNES	*47 674,61*	**45 290,88**
85	Lycée Emile Zola	RENNES	*246 326,08*	**234 009,78**
86	Lycée Jean Macé	RENNES	*287 887,09*	**273 492,73**
87	Lycée Victor et Hélène Basch	RENNES	*313 131,15*	**297 474,59**
88	Lycée René Descartes	RENNES	*241 303,09*	**229 237,94**
89	Lycée Pierre Mendès-France	RENNES	*459 283,46*	**436 319,29**
91	Lycée Joliot Curie	RENNES	*493 262,84*	**468 599,70**
93	Lycée Chateaubriand	RENNES	*421 181,20*	**400 122,14**

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0309_05-DE

			DOTATION 2019	Dotation prévisionnelle 2020 (95% 2019)
			€	95%
93	CRF Lycée Chateaubriand		*19 967,15*	**18 968,79**
94	LP Coëtlogon	RENNES	*449 897,96*	**427 403,06**
95	LP Jean Jaurès	RENNES	*228 948,01*	**217 500,61**
96	LP Louis Guilloux	RENNES	*254 157,06*	**241 449,21**
97	LP Charles Tillon	RENNES	*210 020,42*	**199 519,40**
98	Lycée Jacques Cartier	ST MALO	*315 269,48*	**299 506,01**
99	Lycée Maupertuis	ST MALO	*274 754,78*	**261 017,04**
100	LP Maupertuis	ST MALO	*53 590,46*	**50 910,94**
101	LP Bel Air	TINTENIAC	*229 700,83*	**218 215,79**
102	Lycée Bertrand d'Argentré	VITRE	*298 218,63*	**283 307,70**
103	LP La Champagne	VITRE	*247 693,59*	**235 308,91**
104	Lycée Benjamin Franklin	AURAY	*198 997,96*	**189 048,06**
105	LP Bertrand Duguesclin	AURAY	*206 126,92*	**195 820,57**
106	LP Emile James	ETEL	*154 857,19*	**147 114,33**
107	Lycée Brocéliande	GUER	*354 838,40*	**337 096,48**
108	LP Emile Zola	HENNEBONT	*170 959,98*	**162 411,98**
109	LP Ampère	JOSSELIN	*168 672,45*	**160 238,83**
110	Lycée Jean Macé	LANESTER	*306 157,03*	**290 849,18**
111	LP Louis Armand	LOCMINE	*141 931,09*	**134 834,54**
112	Lycée Dupuy de Lôme	LORIENT	*554 385,28*	**526 666,02**
113	Lycée Colbert	LORIENT	*506 691,24*	**481 356,68**
114	LP Marie Le Franc	LORIENT	*243 265,75*	**231 102,46**
114	CRF LP Marie Le Franc	Kerpape	*4 870,04*	**4 626,54**
115	Lycée Joseph Loth	PONTIVY	*256 189,42*	**243 379,95**
116	LP du Blavet	PONTIVY	*222 532,37*	**211 405,75**
117	LP Julien Crozet	PORT LOUIS	*122 168,72*	**116 060,28**
118	Lycée Marcelin Berthelot	QUESTEMBERT	*303 805,11*	**288 614,85**
119	Lycée Alain-René Lesage	VANNES	*440 405,49*	**418 385,22**
120	LP Jean Guéhenno	VANNES	*338 195,89*	**321 286,10**
121	Lycée Victor Hugo	HENNEBONT	*168 286,13*	**159 871,82**
122	Lycée René Cassin	MONTFORT SUR MEU	*171 721,26*	**163 135,20**
125	Lycée Charles de Gaulle	VANNES	*179 679,57*	**170 695,59**
126	Lycée du Léon	LANDIVISIAU	*117 071,52*	**111 217,94**
127	Lycée Sévigné	CESSON SEVIGNE	*225 270,93*	**214 007,38**
128	Lycée Jean Brito	BAIN DE BRETAGNE	*183 407,73*	**174 237,34**
31311	Lycée François René de Chateaubriand	COMBOURG	*123 749,31*	**117 561,84**
33050	Lycée Anita Conti	BRUZ	*182 085,60*	**172 981,32**
160	LPA CAULNES	CAULNES	*171 603,40*	**163 023,23**
161	Lycée agricole Kernilien	PLOUISY	*215 848,76*	**205 056,32**
162	LEGTA du Mené	MERDRIGNAC	*186 287,96*	**176 973,56**
164	LEGTA DE L'AULNE-Site de Chateaulin	CHATEAULIN	*187 575,60*	**178 196,82**
164	LEGTA DE L'AULNE-Site de Morlaix	CHATEAULIN	*175 709,15*	**166 923,69**
166	LEGTA de Bréhoulou	FOUESNANT	*198 061,19*	**188 158,13**
167	LEGTA Théodore Monod	LE RHEU	*385 762,63*	**366 474,50**
168	LPA de la Lande de la Rencontre	ST AUBIN DU CORMIER	*142 795,66*	**135 655,88**
169	LEGTA du Gros Chêne	PONTIVY	*326 092,38*	**309 787,76**
173	LPA ST J. BREVELAY	ST J. BREVELAY	*140 386,80*	**133 367,46**
7	LPM Pierre Loti	PAIMPOL	*187 470,59*	**178 097,06**
12	LPM	LE GUILVINEC	*139 922,36*	**132 926,24**
13	LPM Florence Arthaud	SAINT MALO	*185 385,58*	**176 116,30**
14	LPM	ETEL	*196 126,57*	**186 320,24**
		Total sans IFSI	*28 386 297,20*	**26 966 982,34**
		avec IFSI	*28 409 062,43*	***26 988 609,31***

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0309_05-DE

Convention relative à l'accueil des collégiens du collège Paul Langevin au service de restauration du Lycée Emile Zola à Hennebont

Il est convenu entre :

La Région Bretagne, ci-après dénommée « la Région», représentée par son président, M. Loïg Chesnais-Girard, dûment habilité à signer la présente convention en vertu de la délibération n° 19_0309_05 du 8 juillet 2019 ;

Et

Le lycée professionnel Émile Zola d'Hennebont, ci-après dénommé « le Lycée», représenté par le proviseur du lycée, M. Vincent SOKOL, dûment habilité à signer la présente convention en vertu de la délibération n° du

Et

Le Conseil départemental du Morbihan, ci-après dénommé « le Département », représenté par son président, M. François GOULARD, dûment habilité à signer la présente convention en vertu de la délibération n° du

Et

Le collège Paul Langevin d'Hennebont, ci-après dénommé « le Collège » représenté par la principale du Collège, Mme Catherine PENVERN, dûment habilité à signer la présente convention en vertu de la délibération n° du

Vu le Code de l'Education, et notamment ses articles L .213-2, L. 214-6 et L. 421-23 ;

Préambule

Le lycée Emile Zola et le collège Paul Langevin de Hennebont constituent deux entités distinctes.
Néanmoins, le service de restauration et d'hébergement des deux établissements est situé dans des locaux partagés.
Les outils de fabrication, de plonge, ainsi que les espaces de distribution et de restauration des lycéens sont la propriété de la Région tandis que les espaces de distribution, de restauration des collégiens et de restauration des commensaux des deux établissements appartiennent au Département.

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0309_05-DE

Article 1 : Objet

La présente convention a pour objet de définir les modalités d'exploitation et de fonctionnement du service de restauration commun aux deux établissements.

Article 2 : Fonctionnement du service de restauration

Pendant la période d'ouverture du service de restauration, le lycée héberge les collégiens, leurs accompagnateurs ainsi que les personnels du collège.

Le collège s'engage à informer le service de gestion du lycée des effectifs prévisionnels dans des délais permettant d'anticiper la passation des commandes de marchandises et d'assurer la préparation quotidienne des repas dans les meilleures conditions.

Article 3: Accueil des usagers

Le service de restauration du collège est ouvert de 11h40 à 13h15.
Le service de restauration du lycée est ouvert de 12h00 à 12h45.

Chaque établissement dispose d'un réfectoire élèves et d'une rampe de distribution spécifiques. L'ensemble des commensaux déjeune dans le réfectoire des personnels. Cette organisation peut toutefois être modifiée en fonction des nécessités de service.

Article 4 : Encadrement des élèves

Chaque établissement est responsable de l'encadrement et de la surveillance de ses élèves.

Article 5 : Participation en personnels– Autorité fonctionnelle

Le collège fournit 2450 heures maximum de travail annuelles pour le fonctionnement du service de restauration qui se répartissent comme suit :

Lundi, mardi jeudi et vendredi								
	COLLEGE				LYCEE			
Missions	Volume horaire quotidien	Nbre d'agents	Horaire quotidien collège	Volume horaire hebdomadaire global	Volume horaire quotidien	Nbre d'agents	Horaire quotidien lycée	Volume horaire hebdomadaire global
Préparation des repas					5	4	20	80
Nettoyage cuisine					2	3	6	24
Grosse plonge					1,5	1	1,5	6
Mise en place du self	0,5	2	1	4	0,75	1	0,75	3
Distribution des repas	1,5	3	4,5	18	1	3	3	12
Réapprovisionnement du self	1 (un agent du lycée)							
Petite plonge	1,5	2	3	12	1,5	2	3	12
Nettoyage petite plonge	0,75	2	1,5	6	0,75	2	1,5	6
Nettoyage salle des commensaux	1	1	1	4				
Nettoyage réfectoire élèves	1	1	1	4	1	1	1	4
Nettoyage zone de distribution	1	1	1	4	0,75	1	0,75	3

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0309_05-DE

Mercredi						
	COLLEGE					
Missions	Volume horaire quotidien	Nbre d'agents	Horaire quotidien collège	Volume horaire quotidien	Nbre d'agents	Horaire quotidien lycée
Préparation des repas				5	2	10
Nettoyage cuisine				2	2	4
Grosse plonge				1	1	1
Mise en place du self				0,75	1	0,75
Distribution des repas				1	3	3
Réapprovisionnement du self				1 (un agent du lycée)		
Petite plonge	1,5	2	3			
Nettoyage petite plonge	0,75	2	1,5			
Nettoyage salle des commensaux	1	1	1			
Nettoyage refectoire élèves				1	2	2
Nettoyage zone de distribution				0,75	1	0,75

Ouverture d'une seule chaîne de distribution (collège) *en fonction de l'effectif élèves et après accord des gestionnaires des 2 établissements*						
	COLLEGE			LYCEE		
Missions	Volume horaire quotidien	Nbre d'agents	Horaire quotidien collège	Volume horaire quotidien	Nbre d'agents	Horaire quotidien lycée
Préparation des repas				5	3	15
Nettoyage cuisine				2	2	4
Grosse plonge				1	1	1
Mise en place du self	0,5	1	0,5	0,5	1	0,5
Distribution des repas	1,5	3	4,5	1,5	1	1,5
Réapprovisionnement du self				1,5	1	1,5
Petite plonge	1,5	2	3	1,5	1	1,5
Nettoyage petite plonge	0,75	2	1,5	0,75	1	0,75
Nettoyage salle des commensaux	1	1	1			
Nettoyage refectoire élèves	1	1	1			
Nettoyage zone de distribution	1	1	1			

Le nettoyage des tenues de restauration est assuré par chaque établissement pour sa partie.

L'autorité fonctionnelle sur l'ensemble des agents (collège et lycée) du service de restauration (fabrication, distribution, plonge) est assurée par le Proviseur du lycée.

Les agents du collège sont donc, pendant cette période, sous l'autorité directe du chef de cuisine du lycée.

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0309_05-DE

Article 6: Sécurité et maintenance

1. Bâtiments

Le lycée est en charge du système de sécurité incendie (SSI), y compris sur la partie propriété du département.

Chaque établissement est en charge de la mise en œuvre des travaux de maintenance dans ses locaux.

2. Sécurité alimentaire

Le lycée, par l'intermédiaire de son Proviseur, est responsable de la sécurité alimentaire et de la mise en place du Plan de Maîtrise Sanitaire (PMS) pour l'ensemble des personnels de restauration concourant au service, y compris ceux rattachés au collège. Cependant, la formation étant de la responsabilité de l'employeur, le conseil départemental 56 assure la formation des agents du collège en matière de sécurité alimentaire.

Article 7: Dispositions financières

Les tarifs appliqués aux usagers du collège qu'ils soient élèves ou commensaux sont ceux en vigueur dans le lycée.

Il appartient à chaque établissement d'effectuer la constatation des droits de ses élèves, de procéder à l'encaissement des frais de demi-pension et de toutes les opérations qui en découlent.

Les recettes issues des ventes de repas des commensaux qu'ils soient du collège ou du lycée sont effectuées par le lycée.

Le collège reverse au lycée le montant brut des frais scolaires, déduction faite de la participation des familles au service de restauration et d'hébergement (22,5 % des recettes) reversée au Département.

Le collège conserve 1,5 % du montant total des recettes de demi-pension, cette somme permettant d'assurer le financement des frais d'expédition et des frais occasionnés par les créances irrécouvrables, liés au service de restauration.

Article 8 : Durée

La convention prend effet au 1 er janvier 2019 au 31 décembre 2019. Elle sera reconduite chaque année par tacite reconduction, sauf dénonciation par l'une ou l'autre des parties.

Article 9 : Modification de la convention

La présente convention est modifiable par voie d'avenant, à tout moment de son exécution, sur simple demande des parties.

Article 10 : Résiliation de la convention

La convention pourra être dénoncée de manière expresse par lettre recommandée avec accusé de réception moyennant un préavis de six mois.

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0309_05-DE

En cas de dénonciation de la convention, il est convenu que les parties modalités de sortie du dispositif et les solutions alternatives de fourniture de usagers du collège.

Article 11 : Litige

Tout litige entre l'établissement prestataire et l'établissement bénéficiaire fera l'objet d'une procédure de règlement amiable. Au besoin, celle-ci sera arbitrée par la Région, son avis valant alors décision.

A Rennes, le
Pour la Région Bretagne,
Le Président du Conseil régional

A Vannes, le
Pour le Département du Morbihan,
Le Président du Conseil départemental

A Hennebont, le
Pour le LP Emile Zola,
Le Proviseur

A Hennebont, le
Pour le collège Paul Langevin,
La Principale

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0309_05-DE

Délibération n°19_0309_05

Commission permanente du 8 juillet 2019 Tableau n°3

DESAFFECTATIONS DE BIENS MOBILIERS UTILISES PAR LES LYCEES

N° BEN.	VILLE	ETABLISSEMENT	DELIBERATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU LYCEE		
			N°	DATE SEANCE	AVIS
3	REDON	EREA	43	29 avril 2019	Favorable
13	SAINT-MALO	Lycée maritime Florence Arthaud	7	30 avril 2019	Favorable
39	SAINT-BRIEUC	Lycée Eugène Freyssinet	51	23 avril 2019	Favorable
75	QUIMPERLE	Lycée Kerneuzec	57	23 avril 2019	Favorable

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0309_05-DE

Ville de LORIENT
AN ORIANT

Direction de l'Enseignement, de l'Enfance
De la Jeunesse et des Sports
Contact : Madame Audrey LE BOURLIGU
Tel. : 02.97.02.21.59
Fax : 02.97.02.23.64
Mail : alebourligu@mairie-lorient.fr

Réf. : ALB/SB/Conv19-103

CONVENTION TRIPARTITE D'UTILISATION DES EQUIPEMENTS SPORTIFS LORIENTAIS PAR LES LYCEES

Entre :

La Ville de Lorient, représentée par Monsieur Norbert METAIRIE, Maire de Lorient, autorisé par l'arrêté municipal du ..... , à signer la présente convention.
Ci-après dénommé « Le Propriétaire » et / ou « La Commune »

Et

L'Etablissement scolaire Lycée Dupuy de Lôme, représenté par son Chef d'établissement M. L'Hotellier autorisé par délibération du Conseil d'Administration à signer la présente convention.
Ci-après dénommé « L'établissement »

Et

La Région Bretagne, dont le siège social est situé au 283 avenue du Général Patton à Rennes (35) représentée par Monsieur le Président du Conseil Régional, Monsieur Loïg CHESNAIS-GIRARD, autorisé par délibération du Conseil Régional en date du 8 juillet 2019.....à signer la présente convention.
Ci-après dénommé « La Région »

Il a été exposé ce qui suit :

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0309_05-DE

Préambule

Conformément à l'article 34 de la loi 2000-627 du 6 juillet 2000, la présente convention fixe le cadre contractuel de mise à disposition des installations et équipements sportifs de la Ville de Lorient afin de permettre aux établissements scolaires la réalisation des programmes scolaires d'Education Physique et Sportive.

Article 1 – Objet

La présente convention a pour objet :

- d'autoriser l'établissement scolaire et son association sportive à utiliser les espaces municipaux en vue de permettre aux élèves l'exercice des activités physiques et sportives.
- de fixer les droits et obligations de chacune des parties dans le cadre de cette mise à disposition.

Article 2 – Equipements et installations mis à disposition.

Le propriétaire s'engage à mettre à disposition de l'établissement les installations sportives figurant au planning de l'année scolaire.

L'établissement scolaire pourra disposer des matériels sportifs communs qui équipent les différents sites.

Article 3 – Périodes et plages horaires d'utilisations des installations

La période d'utilisation des installations est définie par le planning de l'année scolaire.

Ce planning d'utilisation est établi en concertation entre le propriétaire et l'établissement.

Les parties s'engagent à respecter strictement ce planning pour la répartition des plages horaires d'utilisation ainsi que pour la nature des activités déterminées.

Article 4 – Conditions d'utilisation des installations et équipements.

L'établissement s'engage à utiliser les installations et équipements conformément à leur destination et à l'activité autorisée, dans le respect des règles de sécurité et du planning mentionné à l'article 3.

L'établissement est informé que le bénéfice de l'utilisation des installations n'a aucun caractère exclusif.

Lorsque l'équipement ne sera pas utilisable du fait du propriétaire ou non utilisé par l'établissement, chacune des parties devra en informer le cocontractant dans un délai raisonnable.

Article 5 – Sécurité

L'établissement s'engage, préalablement à toute utilisation des installations :

- A prendre connaissance et faire respecter le règlement intérieur des installations.
- A prendre connaissance du règlement de sécurité mentionnant ainsi les issues d'évacuation.
- A localiser l'emplacement des extincteurs.
- A contrôler les entrées et sorties des élèves.

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0309_05-DE

- A signaler à la Ville tout problème de sécurité concernant aussi bien les installations proprement dites que les équipements qui y sont affectés.

Article 6 – Responsabilités – assurances

L'établissement assume la responsabilité résultant tant de son activité que celle de son association sportive au sein des installations et des équipements ainsi mis à disposition pendant la ou les périodes fixées par le planning prévu à l'article 3.
Il devra souscrire pendant la durée de la convention, une police d'assurance couvrant, pour des capitaux suffisants, ses biens propres éventuels ainsi que les risques locatifs (incendie explosion, risques électriques, dégâts des eaux, bris de glaces...), le recours des riverains ou du voisinage, de son personnel, des usagers et des tiers et de façon générale contre tous les risques et recours en responsabilité dont il doit répondre en sa qualité d'occupant à l'occasion de dommages qui surviendraient aux personnes, aux biens meubles ou immeubles dans le cadre de ses activités.

A la signature de la présente convention et à toutes réquisitions de la Ville,

l' Etablissement devra justifier de ses assurances et du paiement des primes par production de la police et des quittances. L'Etablissement fournira annuellement une attestation d'assurance justifiant des garanties ci-dessus mentionnées.

L'Etablissement s'engage à informer le Maire ou son représentant de tout sinistre s'étant produit dans les lieux, quand bien même il n'en résulterait aucun dégât apparent.

Ces dispositions n'engagent pas la responsabilité de la Ville pour le cas où, à l'occasion d'un sinistre, l'étendue des garanties ou le montant des assurances souscrites par l'Etablissement s'avérerait insuffisant.

La Ville assure les responsabilités qui lui incombent en tant que propriétaire des installations et équipements mis à disposition.

Article 7 – Résiliation de la Convention

En cas de non-respect par l'une des parties des obligations à sa charge définies par la présente, la convention sera résiliée à l'issue d'une période d'un mois suivant une mise en demeure de se conformer à ses obligations, effectuée à l'initiative de la partie la plus diligente par lettre recommandée avec accusé de réception et demeurée infructueuse. La partie à l'initiative de la mise en demeure en adresse copie à la troisième partie.

La convention peut-être résiliée à tout moment par l'une des parties à l'issue d'un préavis de trois mois adressé par lettre recommandée avec accusé de réception aux 2 autres parties.

Article 8 – Dispositions financières

L'établissement s'engage à participer aux frais de fonctionnement des installations mises à sa disposition pour la pratique de l'éducation physique et sportive (EPS).

A ce titre et compte tenu du montant de la dotation qui est attribuée chaque année par la Région, l'établissement reversera le montant de cette dernière au regard des installations utilisées

- Installations couvertes
- Installations de plein air
- Piscines

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0309_05-DE

Dans le cas où la Région n'apporte pas de dotation, elle établira un titre de recette à l'Etablissement au regard des heures utilisées durant l'année scolaire selon le planning défini.

Article 9 – Facturation et paiement

Dès le vote de la dotation annuelle par la collectivité de rattachement, cette dernière en informera par courrier dans un délai d'un mois le propriétaire qui établira un titre de recettes au plus tard à la clôture de l'année civile.

Article 10 – Exécution de la convention

La présente convention remplace et annule les précédentes conventions, prend effet à la date à laquelle elle devient exécutoire et est valable jusqu'à la fin de la saison scolaire 2018-2019.
Elle sera renouvelée pour les 2 années scolaires suivantes par décision expresse de la Ville sauf dénonciation par l'une ou l'autre des parties par lettre recommandée trois mois avant la fin de l'année scolaire.

Elle pourra faire l'objet d'avenants qui pourront modifier :

- Le mode de détermination et le montant de la participation prévus à l'article 8.
- Toute autre disposition

Article 11 – Litiges

Les parties signataires s'engagent à tout mettre en œuvre en cas de litige ou de contestation concernant l'application de la présente convention pour parvenir à un accord amiable.

Dans le cas ou aucun accord concernant ce litige ou cette contestation n'aurait pu être trouvé, la partie la plus diligente pourra saisir le tribunal administratif de Rennes.

Fait à Lorient le

En 3 exemplaires originaux

Pour la Région
Le Président
du Conseil Régional

Loïg CHESNAIS-GIRARD

Pour l'établissement scolaire
Le Chef d'établissement

J. P. L'Hotellier

Pour la Ville
Le Maire

Norbert METAIRIE

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0309_05-DE

Ville de LORIENT
AN ORIANT

Direction de l'Enseignement, de l'Enfance
De la Jeunesse et des Sports
Contact : Madame Audrey LE BOURLIGU
Tel. : 02.97.02.21.59
Fax : 02.97.02.23.64
Mail : alebourligu@mairie-lorient.fr

Réf. : ALB/SB/Conv19-102

CONVENTION TRIPARTITE D'UTILISATION DES EQUIPEMENTS SPORTIFS LORIENTAIS PAR LES LYCEES

Entre :

La Ville de Lorient, représentée par Monsieur Norbert METAIRIE, Maire de Lorient, autorisé par la décision municipale du ..... , à signer la présente convention.
Ci-après dénommé « Le Propriétaire » et / ou « La Commune »

Et

L'Etablissement scolaire Lycée Colbert, représenté par son Chef d'établissement Mme MANGENOT autorisé par délibération du Conseil d'Administration à signer la présente convention.
Ci-après dénommé « L'établissement »

Et

La Région Bretagne, dont le siège social est situé au 283 avenue du Général Patton à Rennes (35) représentée par Monsieur le Président du Conseil Régional, Monsieur Loïg CHESNAIS-GIRARD, autorisé par délibération du Conseil Régional en date du 8 juillet 2019 .....à signer la présente convention.
Ci-après dénommé « La Région »

Il a été exposé ce qui suit :

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0309_05-DE

Préambule

Conformément à l'article 34 de la loi 2000-627 du 6 juillet 2000, la présente convention fixe le cadre contractuel de mise à disposition des installations et équipements sportifs de la Ville de Lorient afin de permettre aux établissements scolaires la réalisation des programmes scolaires d'Education Physique et Sportive.

Article 1 – Objet

La présente convention a pour objet :

- d'autoriser l'établissement scolaire et son association sportive à utiliser les espaces municipaux en vue de permettre aux élèves l'exercice des activités physiques et sportives.
- de fixer les droits et obligations de chacune des parties dans le cadre de cette mise à disposition.

Article 2 – Equipements et installations mis à disposition.

Le propriétaire s'engage à mettre à disposition de l'établissement les installations sportives figurant au planning de l'année scolaire.

L'établissement scolaire pourra disposer des matériels sportifs communs qui équipent les différents sites.

Article 3 – Périodes et plages horaires d'utilisations des installations

La période d'utilisation des installations est définie par le planning de l'année scolaire.

Ce planning d'utilisation est établi en concertation entre le propriétaire et l'établissement.

Les parties s'engagent à respecter strictement ce planning pour la répartition des plages horaires d'utilisation ainsi que pour la nature des activités déterminées.

Article 4 – Conditions d'utilisation des installations et équipements.

L'établissement s'engage à utiliser les installations et équipements conformément à leur destination et à l'activité autorisée, dans le respect des règles de sécurité et du planning mentionné à l'article 3.

L'établissement est informé que le bénéfice de l'utilisation des installations n'a aucun caractère exclusif.

Lorsque l'équipement ne sera pas utilisable du fait du propriétaire ou non utilisé par l'établissement, chacune des parties devra en informer le cocontractant dans un délai raisonnable.

Article 5 – Sécurité

L'établissement s'engage, préalablement à toute utilisation des installations :

- A prendre connaissance et faire respecter le règlement intérieur des installations.
- A prendre connaissance du règlement de sécurité mentionnant ainsi les issues d'évacuation.
- A localiser l'emplacement des extincteurs.
- A contrôler les entrées et sorties des élèves.

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0309_05-DE

- A signaler à la Ville tout problème de sécurité dont il aurait connaissance concernant aussi bien les installations proprement dites que les équipements qui y sont affectés.

Article 6 – Responsabilités – assurances

L'établissement assume la responsabilité résultant tant de son activité que celle de son association sportive au sein des installations et des équipements ainsi mis à disposition pendant la ou les périodes fixées par le planning prévu à l'article 3.
Il devra souscrire pendant la durée de la convention, une police d'assurance couvrant, pour des capitaux suffisants, ses biens propres éventuels ainsi que les risques locatifs (incendie explosion, risques électriques, dégâts des eaux, bris de glaces...), le recours des riverains ou du voisinage, de son personnel, des usagers et des tiers et de façon générale contre tous les risques et recours en responsabilité dont il doit répondre en sa qualité d'occupant à l'occasion de dommages qui surviendraient aux personnes, aux biens meubles ou immeubles dans le cadre de ses activités.

A la signature de la présente convention et à toutes réquisitions de la Ville,

l' Etablissement devra justifier de ses assurances et du paiement des primes par production de la police et des quittances. L'Etablissement fournira annuellement une attestation d'assurance justifiant des garanties ci-dessus mentionnées.

L'Etablissement s'engage à informer le Maire ou son représentant de tout sinistre s'étant produit dans les lieux, quand bien même il n'en résulterait aucun dégât apparent.

Ces dispositions n'engagent pas la responsabilité de la Ville pour le cas où, à l'occasion d'un sinistre, l'étendue des garanties ou le montant des assurances souscrites par l'Etablissement s'avérerait insuffisant.

La Ville assure les responsabilités qui lui incombent en tant que propriétaire des installations et équipements mis à disposition.

Article 7 – Résiliation de la Convention

En cas de non-respect par l'une des parties des obligations à sa charge définies par la présente, la convention sera résiliée à l'issue d'une période d'un mois suivant une mise en demeure de se conformer à ses obligations, effectuée à l'initiative de la partie la plus diligente par lettre recommandée avec accusé de réception et demeurée infructueuse. La partie à l'initiative de la mise en demeure en adresse copie à la troisième partie.

La convention peut-être résiliée à tout moment par l'une des parties à l'issue d'un préavis de trois mois adressé par lettre recommandée avec accusé de réception aux 2 autres parties.

Article 8 – Dispositions financières

L'établissement s'engage à participer aux frais de fonctionnement des installations mises à sa disposition pour la pratique de l'éducation physique et sportive (EPS).

A ce titre et compte tenu du montant de la dotation qui est attribuée chaque année par la Région, l'établissement reversera le montant de cette dernière au regard des installations utilisées

- Installations couvertes
- Installations de plein air
- Piscines

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0309_05-DE

Dans le cas où la Région n'apporte pas de dotation à l'établissement, la Ville établira un titre de recette à l'Etablissement au regard des heures utilisées durant l'année scolaire selon le planning défini.

Article 9 – Facturation et paiement

Dès le vote de la dotation annuelle par la collectivité de rattachement, cette dernière en informera par courrier dans un délai d'un mois le propriétaire qui établira un titre de recettes au plus tard à la clôture de l'année civile.

Article 10 – Exécution de la convention

La présente convention remplace et annule les précédentes conventions, prend effet à la date à laquelle elle devient exécutoire et est valable jusqu'à la fin de la saison scolaire 2018-2019.
Elle sera renouvelée pour les 2 années scolaires suivantes par décision expresse de la Ville sauf dénonciation par l'une ou l'autre des parties par lettre recommandée trois mois avant la fin de l'année scolaire.

Elle pourra faire l'objet d'avenants qui pourront modifier :

- Le mode de détermination et le montant de la participation prévus à l'article 8.
- Toute autre disposition

Article 11 – Litiges

Les parties signataires s'engagent à tout mettre en œuvre en cas de litige ou de contestation concernant l'application de la présente convention pour parvenir à un accord amiable.

Dans le cas ou aucun accord concernant ce litige ou cette contestation n'aurait pu être trouvé, la partie la plus diligente pourra saisir le tribunal administratif de Rennes.

Fait à Lorient le 30 AVR. 2019

En 3 exemplaires originaux

Pour la Région
Le Président
du Conseil Régional

Loïg CHESNAIS-GIRARD

Pour l'établissement scolaire
Le Chef d'établissement

LYCÉE COLLÈGE
A. MANGENOT
La Plaine
LORIENT

Pour la Ville
Le Maire

Norbert METAIRIE

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0309_05-DE

Ville de LORIENT
AN ORIANT

Direction de l'Enseignement, de l'Enfance
De la Jeunesse et des Sports
Contact : Madame Audrey LE BOURLIGU
Tel. : 02.97.02.21.59
Fax : 02.97.02.23.64
Mail : alebourligu@mairie-lorient.fr

Réf. : ALB/SB/Conv19-100

CONVENTION TRIPARTITE D'UTILISATION DES EQUIPEMENTS SPORTIFS LORIENTAIS PAR LES LYCEES

Entre :

La Ville de Lorient, représentée par Monsieur Norbert METAIRIE, Maire de Lorient, autorisé par la décision municipale du ....., à signer la présente convention.
Ci-après dénommé « Le Propriétaire » et / ou « La Commune »

Et

L'Etablissement scolaire Lycée Marie LE FRANC, représenté par son Chef d'établissement Anne ORAIN..... autorisé par délibération du Conseil d'Administration à signer la présente convention.
Ci-après dénommé « L'établissement »

Et

La Région Bretagne, dont le siège social est situé au 283 avenue du Général Patton à Rennes (35) représentée par Monsieur le Président du Conseil Régional, Monsieur Loïg CHESNAIS-GIRARD, autorisé par délibération du Conseil Régional en date du ..8 juillet 2019.....à signer la présente convention.
Ci-après dénommée « La Région »

Il a été exposé ce qui suit :

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0309_05-DE

Préambule

Conformément à l'article 34 de la loi 2000-627 du 6 juillet 2000, la présente convention fixe le cadre contractuel de mise à disposition des installations et équipements sportifs de la Ville de Lorient afin de permettre aux établissements scolaires la réalisation des programmes scolaires d'Education Physique et Sportive.

Article 1 – Objet

La présente convention a pour objet :

- d'autoriser l'établissement scolaire et son association sportive à utiliser les espaces municipaux en vue de permettre aux élèves l'exercice des activités physiques et sportives.
- de fixer les droits et obligations de chacune des parties dans le cadre de cette mise à disposition.

Article 2 – Equipements et installations mis à disposition.

Le propriétaire s'engage à mettre à disposition de l'établissement les installations sportives figurant au planning de l'année scolaire.

L'établissement scolaire pourra disposer des matériels sportifs communs qui équipent les différents sites.

Article 3 – Périodes et plages horaires d'utilisations des installations

La période d'utilisation des installations est définie par le planning de l'année scolaire.

Ce planning d'utilisation est établi en concertation entre le propriétaire et l'établissement.

Les parties s'engagent à respecter strictement ce planning pour la répartition des plages horaires d'utilisation ainsi que pour la nature des activités déterminées.

Article 4 – Conditions d'utilisation des installations et équipements.

L'établissement s'engage à utiliser les installations et équipements conformément à leur destination et à l'activité autorisée, dans le respect des règles de sécurité et du planning mentionné à l'article 3.

L'établissement est informé que le bénéfice de l'utilisation des installations n'a aucun caractère exclusif.

Lorsque l'équipement ne sera pas utilisable du fait du propriétaire ou non utilisé par l'établissement, chacune des parties devra en informer le cocontractant dans un délai raisonnable.

Article 5 – Sécurité

L'établissement s'engage, préalablement à toute utilisation des installations :

- A prendre connaissance et faire respecter le règlement intérieur des installations.
- A prendre connaissance du règlement de sécurité mentionnant ainsi les issues d'évacuation.
- A localiser l'emplacement des extincteurs.
- A contrôler les entrées et sorties des élèves.

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0309_05-DE

- A signaler à la Ville tout problème de sécurité concernant aussi bien les installations proprement dites que les équipements qui y sont affectés.

Article 6 – Responsabilités – assurances

L'établissement assume la responsabilité résultant tant de son activité que celle de son association sportive au sein des installations et des équipements ainsi mis à disposition pendant la ou les périodes fixées par le planning prévu à l'article 3.
Il devra souscrire pendant la durée de la convention, une police d'assurance couvrant, pour des capitaux suffisants, ses biens propres éventuels ainsi que les risques locatifs (incendie explosion, risques électriques, dégâts des eaux, bris de glaces...), le recours des riverains ou du voisinage, de son personnel, des usagers et des tiers et de façon générale contre tous les risques et recours en responsabilité dont il doit répondre en sa qualité d'occupant à l'occasion de dommages qui surviendraient aux personnes, aux biens meubles ou immeubles dans le cadre de ses activités.

A la signature de la présente convention et à toutes réquisitions de la Ville,

l' Etablissement devra justifier de ses assurances et du paiement des primes par production de la police et des quittances. L'Etablissement fournira annuellement une attestation d'assurance justifiant des garanties ci-dessus mentionnées.

L'Etablissement s'engage à informer le Maire ou son représentant de tout sinistre s'étant produit dans les lieux, quand bien même il n'en résulterait aucun dégât apparent.

Ces dispositions n'engagent pas la responsabilité de la Ville pour le cas où, à l'occasion d'un sinistre, l'étendue des garanties ou le montant des assurances souscrites par l'Etablissement s'avérerait insuffisant.

La Ville assure les responsabilités qui lui incombent en tant que propriétaire des installations et équipements mis à disposition.

Article 7 – Résiliation de la Convention

En cas de non-respect par l'une des parties des obligations à sa charge définies par la présente, la convention sera résiliée à l'issue d'une période d'un mois suivant une mise en demeure de se conformer à ses obligations, effectuée à l'initiative de la partie la plus diligente par lettre recommandée avec accusé de réception et demeurée infructueuse. La partie à l'initiative de la mise en demeure en adresse copie à la troisième partie.

La convention peut-être résiliée à tout moment par l'une des parties à l'issue d'un préavis de trois mois adressé par lettre recommandée avec accusé de réception aux 2 autres parties.

Article 8 – Dispositions financières

L'établissement s'engage à participer aux frais de fonctionnement des installations mises à sa disposition pour la pratique de l'éducation physique et sportive (EPS).

A ce titre et compte tenu du montant de la dotation qui est attribuée chaque année par la Région, l'établissement reversera le montant de cette dernière au regard des installations utilisées

- Installations couvertes
- Installations de plein air
- Piscines

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0309_05-DE

Dans le cas où la Région n'apporte pas de dotatio
établira un titre de recette à l'Etablissement au regard des heures utilisées durant l'année scolaire selon le planning défini.

Article 9 – Facturation et paiement

Dès le vote de la dotation annuelle par la collectivité de rattachement, cette dernière en informera par courrier dans un délai d'un mois le propriétaire qui établira un titre de recettes au plus tard à la clôture de l'année civile.

Article 10 – Exécution de la convention

La présente convention remplace et annule les précédentes conventions, prend effet à la date à laquelle elle devient exécutoire et est valable jusqu'à la fin de la saison scolaire 2018-2019.
Elle sera renouvelée pour les 2 années scolaires suivantes par décision expresse de la Ville sauf dénonciation par l'une ou l'autre des parties par lettre recommandée trois mois avant la fin de l'année scolaire.

Elle pourra faire l'objet d'avenants qui pourront modifier :

- Le mode de détermination et le montant de la participation prévus à l'article 8.
- Toute autre disposition

Article 11 – Litiges

Les parties signataires s'engagent à tout mettre en œuvre en cas de litige ou de contestation concernant l'application de la présente convention pour parvenir à un accord amiable.

Dans le cas ou aucun accord concernant ce litige ou cette contestation n'aurait pu être trouvé, la partie la plus diligente pourra saisir le tribunal administratif de Rennes.

Fait à Lorient le

En 3 exemplaires originaux

Pour la Région
Le Président
du Conseil Régional

Loïg CHESNAIS-GIRARD

Pour l'établissement scolaire
Le Chef d'établissement

LYCÉE DES MÉTIERS [illegible] FRANC
Servic[illegible]
128, Bd Léon [illegible] LORIENT
Tél. : 02 97 [illegible] 87 20 10
gest[illegible]nes.fr

Pour la Ville
Le Maire

Norbert METAIRIE

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0309_05-DE

Délibération n°19_0309_05

Commission permanente du 8 juillet 2019 Tableau n°5

ATTRIBUTION DE CONCESSIONS DE LOGEMENTS

N°BEN	ETABLISSEMENT	Annexe
3	EREA – REDON	1

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0309_05-DE

Délibération n°19_0309_05

REPARTITION PAR EMPLOI DES LOGEMENTS DE FONCTION DE L'E.R.E.A. DE REDON

Propositions du conseil d'administration du 13 juin 2019

EMPLOI	NATURE DE L'OCCUPATION	LOGEMENT CONCEDE			
		N°	SITUATION	TYPE	SURFACE
Directeur	NAS	003.01	3, quai Jean Bart Aile Ouest, 1er étage	F 5	113 m²
Gestionnaire	NAS	003.02	3, quai Jean Bart Aile Ouest, 3ème étage	F 4	99 m²
Infirmier(e)	NAS	003.03	3, quai Jean Bart Aile Ouest, 2ème étage	F 3	83 m²
Infirmier(e)	NAS	003.04	10 rue St Pierre - combles	F 3	68 m²
Agent territorial	NAS	003.05	10 rue St Pierre	F 3	83 m²
Néant	NAS	003.06	3, quai Jean Bart, Aile Ouest, rez de chaussée	F 2	41 m²

NAS : Concession par nécessité absolue de service

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0310_04-DE

REGION BRETAGNE

19_0310_04

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL

8 juillet 2019

DELIBERATION

Programme 310 – Participer au fonctionnement des établissements privés

La Commission permanente du Conseil régional, convoquée par son Président le 28 juin 2019, s'est réunie le lundi 8 juillet 2019 sous la présidence de celui-ci, au siège de la Région Bretagne à Rennes.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment sa quatrième partie, relative à la Région ;

Vu la délibération n° 17_DAJCP_SA_06 du Conseil régional en date du 22 juin 2017 approuvant les délégations accordées à la Commission permanente ;

Vu l'ensemble des décisions budgétaires de l'exercice en cours ;

Vu l'ensemble des délibérations précisant les modalités d'intervention des dispositifs actuels de la Région ;

Au vu du rapport présenté par Monsieur le Président du Conseil régional ;

Et après avoir délibéré ;

DECIDE

✓ En section de fonctionnement :

- d'AFFECTER sur le montant de l'autorisation d'engagement disponible, un crédit de **5 325 893,72** euros au financement des opérations présentées dans le tableau n°1.

- **Convention d'utilisation d'équipements sportifs extérieurs**

- d'APPROUVER les termes des conventions prévoyant les conditions d'utilisation des équipements sportifs par deux établissements scolaires qui apparaissent dans le tableau n°2 et **d'AUTORISER** le Président du Conseil régional à les signer.

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0310_04-DE

Délibération du Conseil régional de Bretagne
Commission permanente du 08 juillet 2019
Opération(s) nouvelle(s)
Programme : P.0310 - Participer au fonctionnement des établissements privés
Chapitre : 932

Nom du bénéficiaire	Opération	Objet	Type	Montant Proposé (en Euros)
LYCEE PRIVE LA CROIX ROUGE 29229 BREST CEDEX 2	FL190618	Solde - forfait externat part materiel	Subvention globale	272 455,94
LP PRIVE LE LIKES 29000 QUIMPER	FL190629	Solde - forfait externat part materiel	Subvention globale	232 580,08
LYCEE ST IVY SAINTE JEANNE D'ARC 56306 PONTIVY	FL190654	Solde - forfait externat part materiel	Subvention globale	173 642,37
LYCEE PRIVE ST PAUL 56017 VANNES	FL190657	Solde - forfait externat part materiel	Subvention globale	172 935,68
LYCEE PRIVE ST JOSEPH LA SALLE LORIENT LANESTER 56109 LORIENT	FL190651	Solde - forfait externat part materiel	Subvention globale	146 391,94
LYCEE PRIVE POLYVALENT LA MENNAIS ST ARMEL 56801 PLOERMEL	FL190653	Solde - forfait externat part materiel	Subvention globale	143 504,09
LYCEE PRIVE ST MARTIN 35706 RENNES	FL190642	Solde - forfait externat part materiel	Subvention globale	132 709,15
LYCEE INST ST MALO PROVIDENCE 35418 SAINT-MALO Cedex	FL190645	Solde - forfait externat part materiel	Subvention globale	132 252,69
LYCEE SAINT JOSEPH 56010 VANNES	FL190659	Solde - forfait externat part materiel	Subvention globale	125 863,19
LP PRIVE JEANNE D ARC 35708 RENNES Cedex	FL190641	Solde - forfait externat part materiel	Subvention globale	125 611,99
LP PRIVE ND LE MENIMUR 56000 VANNES Cedex	FL190660	Solde - forfait externat part materiel	Subvention globale	122 241,07
LYCEE PRIVE LE SACRE COEUR 22003 SAINT-BRIEUC	FL190613	Solde - forfait externat part materiel	Subvention globale	121 998,17
LYCEE JEAN BAPTISTE LE TAILLANDIER SITE NOTRE DAME DES MARAIS 35304 FOUGERES CEDEX	FL190633	Solde - forfait externat part materiel	Subvention globale	117 424,77
LYCEE PRIVE ASSOMPTION 35702 RENNES	FL190639	Solde - forfait externat part materiel	Subvention globale	114 868,60
LP PRIVE LA SALLE 35702 RENNES Cedex 7	FL190643	Solde - forfait externat part materiel	Subvention globale	113 801,57
LP PRIVE MARCEL CALLO 35603 REDON	FL190635	Solde - forfait externat part materiel	Subvention globale	109 856,16
LYCEE PRIVE FREDERIC OZANAM 35512 CESSON SEVIGNE CEDEX	19003962	Solde - forfait externat part materiel	Subvention globale	103 706,02
LYCEE PRIVE ST LOUIS 56100 LORIENT	FL190650	Solde - forfait externat part materiel	Subvention globale	99 412,75
LP PRIVE STE JEANNE D ARC 35503 VITRE	FL190647	Solde - forfait externat part materiel	Subvention globale	97 911,64
LYCEE BREST RIVE DROITE JAVOUHEY 29238 BREST Cedex	FL190615	Solde - forfait externat part materiel	Subvention globale	96 984,74
LP PRIVE LE PARACLET 29018 QUIMPER CEDEX	FL190628	Solde - forfait externat part materiel	Subvention globale	91 289,29

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0310_04-DE

Nom du bénéficiaire	Opération	Objet	Type	
LYCEE PRIVE ST SAUVEUR 35603 REDON Cedex	FL190636	Solde - forfait externat part materiel	Subvention g	
LYCEE PRIVE ESTRAN CHARLES DE FOUCAULD 29238 BREST Cedex	FL190617	Solde - forfait externat part materiel	Subvention globale	88 746,04
LYCEE PRIVE NOTRE DAME 22205 GUINGAMP CEDEX	FL190601	Solde - forfait externat part materiel	Subvention globale	86 287,06
LYCEE PRIVE ND DU KREISKER ST JEAN BAPTISTE 29251 SAINT-POL-DE-LEON	19003961	Solde - forfait externat part materiel	Subvention globale	85 339,28
LYCEE PRIVE ST VINCENT 35064 RENNES CEDEX	FL190640	Solde - forfait externat part materiel	Subvention globale	82 973,34
LP PRIVE NOTRE DAME DE LA PAIX 56275 PLOEMEUR CEDEX	FL190652	Solde - forfait externat part materiel	Subvention globale	82 650,72
LYCEE PRIVE POLYVALENT STE ANNE ST LOUIS 56400 SAINTE-ANNE D'AURAY	FL190656	Solde - forfait externat part materiel	Subvention globale	81 064,48
LYCEE PRIVE ESTRAN FENELON 29238 BREST Cedex	FL190619	Solde - forfait externat part materiel	Subvention globale	78 042,89
LP PRIVE LE PORSMEUR 29678 MORLAIX CEDEX	FL190626	Solde - forfait externat part materiel	Subvention globale	74 552,05
LYCEE LES CORDELIERS NOTRE DAME DE LA VICTOIRE 22102 DINAN CEDEX	FL190600	Solde - forfait externat part materiel	Subvention globale	71 583,55
LYCEE PRIVE ST JOSEPH 22404 LAMBALLE CEDEX	FL190603	Solde - forfait externat part materiel	Subvention globale	65 438,09
LP PRIVE ST GABRIEL 29120 PONT-L'ABBE	FL190627	Solde - forfait externat part materiel	Subvention globale	65 073,01
LYCEE PRIVE STE ANNE 29287 BREST	FL190616	Solde - forfait externat part materiel	Subvention globale	60 897,82
LYCEE SAINT SEBASTIEN 29419 LANDERNEAU CEDEX	19003960	Solde - forfait externat part materiel	Subvention globale	59 920,98
LYCEE SAINT JOSEPH 22304 LANNION CEDEX	FL190604	Solde - forfait externat part materiel	Subvention globale	59 333,85
LYCEE PRIVE STE THERESE 29337 QUIMPER	FL190630	Solde - forfait externat part materiel	Subvention globale	59 076,21
LYCEE PRIVE ST FRANCOIS XAVIER 56000 VANNES	FL190658	Solde - forfait externat part materiel	Subvention globale	58 710,85
LYCEE ST FRANCOIS NOTRE DAME DE LOURDES 29260 LESNEVEN	FL190625	Solde - forfait externat part materiel	Subvention globale	57 284,52
LYCEE PRIVE ST JOSEPH 35171 BRUZ	FL190663	Solde - forfait externat part materiel	Subvention globale	55 776,53
LP PRIVE JEAN PAUL II 35762 SAINT GREGOIRE CEDEX	19003967	Solde - forfait externat part materiel	Subvention globale	55 384,61
LP PRIVE ST JOSEPH 29413 LANDERNEAU CEDEX	FL190623	Solde - forfait externat part materiel	Subvention globale	51 304,39
LYCEE PRIVE STE GENEVIEVE 35006 RENNES	FL190638	Solde - forfait externat part materiel	Subvention globale	50 895,56
LYCEE PRIVE DIWAN 29270 CARHAIX	FL190665	Solde - forfait externat part materiel	Subvention globale	49 841,02
LP PRIVE ST ELISABETH ST BLAISE 29171 DOUARNENEZ	FL190622	Solde - forfait externat part materiel	Subvention globale	45 702,29
LYCEE POLE SAINT BRIEUC 22005 SAINT BRIEUC	FL190611	Solde - forfait externat part materiel	Subvention globale	45 258,54
LP SAINT JOSEPH SAINT MARC 29187 CONCARNEAU CEDEX	FL190632	Solde - forfait externat part materiel	Subvention globale	44 703,73

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0310_04-DE

Nom du bénéficiaire	Opération	Objet	Type	
LYCEE PRIVE ND DU VOEU 56700 HENNEBONT	FL190649	Solde - forfait externat part materiel	Subvention g	
LYCEE PRIVE ST PIERRE 22000 SAINT-BRIEUC	FL190614	Solde - forfait externat part materiel	Subvention globale	41 669,27
LP PRIVE STE THERESE 35000 RENNES	FL190644	Solde - forfait externat part materiel	Subvention globale	40 340,19
LYCEE PRIVE SAINT JOSEPH 29187 CONCARNEAU Cedex	FL190621	Solde - forfait externat part materiel	Subvention globale	39 274,66
LYCEE PRIVE ND DE CAMPOSTAL 22110 ROSTRENEN	FL190609	Solde - forfait externat part materiel	Subvention globale	38 565,06
LYCEE PRIVE ST CHARLES 22021 SAINT-BRIEUC	FL190612	Solde - forfait externat part materiel	Subvention globale	37 465,19
LYCEE PRIVE ST LOUIS 29150 CHATEAULIN	FL190620	Solde - forfait externat part materiel	Subvention globale	37 386,94
LP PRIVE NOTRE DAME 35601 REDON	FL190637	Solde - forfait externat part materiel	Subvention globale	37 216,71
LYCEE POLY PRIVE LA PROVIDENCE 35360 MONTAUBAN DE BRETAGNE	FL190634	Solde - forfait externat part materiel	Subvention globale	35 882,95
LYCEE PRIVE MARIE BALAVENNE 22005 SAINT-BRIEUC CEDEX 1	FL190610	Solde - forfait externat part materiel	Subvention globale	35 856,60
LP PRIVE NOTRE DAME 35290 SAINT-MEEN-LE-GRAND	FL190646	Solde - forfait externat part materiel	Subvention globale	33 991,23
LPRIVE JEAN XXIII ST NICOLAS 22800 QUINTIN	FL190608	Solde - forfait externat part materiel	Subvention globale	33 161,77
LP PRIVE ST MICHEL 56320 PRIZIAC	FL190655	Solde - forfait externat part materiel	Subvention globale	30 701,69
LP PRIVE MONTBAREIL 22200 GUINGAMP	FL190602	Solde - forfait externat part materiel	Subvention globale	30 613,80
LYCEE PRIVE JEANNE D ARC 56110 GOURIN	FL190648	Solde - forfait externat part materiel	Subvention globale	30 606,02
LYCEE TECHN PRIVE ECOLE MARITIME LES RIMAINS 35409 SAINT MALO	FL190662	Solde - forfait externat part materiel	Subvention globale	30 172,05
LYCEE KERSA- LA SALLE 22620 PLOUBAZLANEC	FL190607	Solde - forfait externat part materiel	Subvention globale	28 919,53
LYCEE SAINT MAGLOIRE 35120 DOL-DE-BRETAGNE	FL190666	Solde - forfait externat part materiel	Subvention globale	27 732,90
LYCEE PROF PRIVE HOTELIER STE THERESE 35130 LA GUERCHE-DE-BRETAGNE	FL190664	Solde - forfait externat part materiel	Subvention globale	26 250,20
LP PRIVE ST GEORGES 56014 VANNES	FL190661	Solde - forfait externat part materiel	Subvention globale	26 075,09
LYCEE PRIVE ST JOSEPH 22600 LOUDEAC	FL190606	Solde - forfait externat part materiel	Subvention globale	26 019,31
LYCEE PRIVE ND DE KERBERTRAND 29391 QUIMPERLE	FL190631	Solde - forfait externat part materiel	Subvention globale	21 850,91
LP PRIVE SAINT ESPRIT 29403 LANDIVISIAU	FL190624	Solde - forfait externat part materiel	Subvention globale	21 568,67
LP PRIVE SAINT-JOSEPH-BOSSUET 22304 LANNION CEDEX	FL190605	Solde - forfait externat part materiel	Subvention globale	18 536,25

Total : 5 325 893,72

Nombre d'opérations : 71

Délibération n° : 19_0310_04

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0310_04-DE

Délibération n°19_0310_04

Commission permanente du 8 juillet 2019 Tableau n°2

CONVENTIONS D'UTILISATION DES EQUIPEMENTS SPORTIFS EXTERIEURS PAR DES ETABLISSEMENTS SCOLAIRES

N° Ben	Etablissement	Tiers	Equipements
275	Lycée Saint Louis - Lorient	Ville de Lorient	Equipements sportifs communaux
276	Lycée Saint Joseph La Salle – Lorient	Ville de Lorient	Equipements sportifs communaux

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0310_04-DE

Ville de LORIENT
AN ORIANT

Direction de l'Enseignement, de l'Enfance
De la Jeunesse et des Sports
Contact : Madame Audrey LE BOURLIGU
Tel. : 02.97.02.21.59
Fax : 02.97.02.23.64
Mail : alebourligu@mairie-lorient.fr

Réf. : ALB/SB/Conv19-101 - 275

Lycée SAINT-LOUIS
Reçu le
25 MARS 2019

CONVENTION TRIPARTITE D'UTILISATION DES EQUIPEMENTS SPORTIFS LORIENTAIS PAR LES LYCEES

Entre :

La Ville de Lorient, représentée par Monsieur Norbert METAIRIE, Maire de Lorient, autorisé par la décision municipale du ..... , à signer la présente convention.
Ci-après dénommé « Le Propriétaire » et / ou « La Commune »

Et

L'Etablissement scolaire Lycée Saint Louis, représenté par son Chef d'établissement M.N. Lorec. autorisé par délibération du Conseil d'Administration à signer la présente convention.
Ci-après dénommé « L'établissement »

Et

La Région Bretagne, dont le siège social est situé au 283 avenue du Général Patton à Rennes (35) représentée par Monsieur le Président du Conseil Régional, Monsieur Loïg CHESNAIS-GIRARD, autorisé par délibération du Conseil Régional en date du ...8. juillet 2019.....à signer la présente convention.
Ci-après dénommé « La Région »

Il a été exposé ce qui suit :

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0310_04-DE

Préambule

Conformément à l'article 34 de la loi 2000-627 du 6 juillet 2000, la présente convention fixe le cadre contractuel de mise à disposition des installations et équipements sportifs de la Ville de Lorient afin de permettre aux établissements scolaires la réalisation des programmes scolaires d'Education Physique et Sportive.

Article 1 – Objet

La présente convention a pour objet :

- d'autoriser l'établissement scolaire et son association sportive à utiliser les espaces municipaux en vue de permettre aux élèves l'exercice des activités physiques et sportives.
- de fixer les droits et obligations de chacune des parties dans le cadre de cette mise à disposition.

Article 2 – Equipements et installations mis à disposition.

Le propriétaire s'engage à mettre à disposition de l'établissement les installations sportives figurant au planning de l'année scolaire.

L'établissement scolaire pourra disposer des matériels sportifs communs qui équipent les différents sites.

Article 3 – Périodes et plages horaires d'utilisations des installations

La période d'utilisation des installations est définie par le planning de l'année scolaire.

Ce planning d'utilisation est établi en concertation entre le propriétaire et l'établissement.

Les parties s'engagent à respecter strictement ce planning pour la répartition des plages horaires d'utilisation ainsi que pour la nature des activités déterminées.

Article 4 – Conditions d'utilisation des installations et équipements.

L'établissement s'engage à utiliser les installations et équipements conformément à leur destination et à l'activité autorisée, dans le respect des règles de sécurité et du planning mentionné à l'article 3.

L'établissement est informé que le bénéfice de l'utilisation des installations n'a aucun caractère exclusif.

Lorsque l'équipement ne sera pas utilisable du fait du propriétaire ou non utilisé par l'établissement, chacune des parties devra en informer le cocontractant dans un délai raisonnable.

Article 5 – Sécurité

L'établissement s'engage, préalablement à toute utilisation des installations :

- A prendre connaissance et faire respecter le règlement intérieur des installations.
- A prendre connaissance du règlement de sécurité mentionnant ainsi les issues d'évacuation.
- A localiser l'emplacement des extincteurs.
- A contrôler les entrées et sorties des élèves.

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0310_04-DE

- A signaler à la Ville tout problème de sécurité concernant aussi bien les installations proprement dites que les équipements qui y sont affectés.

Article 6 – Responsabilités – assurances

L'établissement assume la responsabilité résultant tant de son activité que celle de son association sportive au sein des installations et des équipements ainsi mis à disposition pendant la ou les périodes fixées par le planning prévu à l'article 3.
Il devra souscrire pendant la durée de la convention, une police d'assurance couvrant, pour des capitaux suffisants, ses biens propres éventuels ainsi que les risques locatifs (incendie explosion, risques électriques, dégâts des eaux, bris de glaces...), le recours des riverains ou du voisinage, de son personnel, des usagers et des tiers et de façon générale contre tous les risques et recours en responsabilité dont il doit répondre en sa qualité d'occupant à l'occasion de dommages qui surviendraient aux personnes, aux biens meubles ou immeubles dans le cadre de ses activités.

A la signature de la présente convention et à toutes réquisitions de la Ville,

l' Etablissement devra justifier de ses assurances et du paiement des primes par production de la police et des quittances. L'Etablissement fournira annuellement une attestation d'assurance justifiant des garanties ci-dessus mentionnées.

L'Etablissement s'engage à informer le Maire ou son représentant de tout sinistre s'étant produit dans les lieux, quand bien même il n'en résulterait aucun dégât apparent.

Ces dispositions n'engagent pas la responsabilité de la Ville pour le cas où, à l'occasion d'un sinistre, l'étendue des garanties ou le montant des assurances souscrites par l'Etablissement s'avérerait insuffisant.

La Ville assure les responsabilités qui lui incombent en tant que propriétaire des installations et équipements mis à disposition.

Article 7 – Résiliation de la Convention

En cas de non-respect par l'une des parties des obligations à sa charge définies par la présente, la convention sera résiliée à l'issue d'une période d'un mois suivant une mise en demeure de se conformer à ses obligations, effectuée à l'initiative de la partie la plus diligente par lettre recommandée avec accusé de réception et demeurée infructueuse. La partie à l'initiative de la mise en demeure en adresse copie à la troisième partie.

La convention peut-être résiliée à tout moment par l'une des parties à l'issue d'un préavis de trois mois adressé par lettre recommandée avec accusé de réception aux 2 autres parties.

Article 8 – Dispositions financières

L'établissement s'engage à participer aux frais de fonctionnement des installations mises à sa disposition pour la pratique de l'éducation physique et sportive (EPS).

A ce titre et compte tenu du montant de la dotation qui est attribuée chaque année par la Région, l'établissement reversera le montant de cette dernière au regard des installations utilisées

- Installations couvertes
- Installations de plein air
- Piscines

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0310_04-DE

Dans le cas où la Région n'apporte pas de dotation établira un titre de recette à l'Etablissement au regard des heures utilisées durant l'année scolaire selon le planning défini.

Article 9 – Facturation et paiement

Dès le vote de la dotation annuelle par la collectivité de rattachement, cette dernière en informera par courrier dans un délai d'un mois le propriétaire qui établira un titre de recettes au plus tard à la clôture de l'année civile.

Article 10 – Exécution de la convention

La présente convention remplace et annule les précédentes conventions, prend effet à la date à laquelle elle devient exécutoire et est valable jusqu'à la fin de la saison scolaire 2018-2019.
Elle sera renouvelée pour les 2 années scolaires suivantes par décision expresse de la Ville sauf dénonciation par l'une ou l'autre des parties par lettre recommandée trois mois avant la fin de l'année scolaire.

Elle pourra faire l'objet d'avenants qui pourront modifier :

- Le mode de détermination et le montant de la participation prévus à l'article 8.
- Toute autre disposition

Article 11 – Litiges

Les parties signataires s'engagent à tout mettre en œuvre en cas de litige ou de contestation concernant l'application de la présente convention pour parvenir à un accord amiable.

Dans le cas ou aucun accord concernant ce litige ou cette contestation n'aurait pu être trouvé, la partie la plus diligente pourra saisir le tribunal administratif de Rennes.

Fait à Lorient le

En 3 exemplaires originaux

Pour la Région
Le Président
du Conseil Régional

Loïg CHESNAIS-GIRARD

Pour l'établissement scolaire
Le Chef d'établissement

M. N. LOIZEL

Pour la Ville
Le Maire

Norbert METAIRIE

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0310_04-DE

Ville de LORIENT
AN ORIANT

Direction de l'Enseignement, de l'Enfance
De la Jeunesse et des Sports
Contact : Madame Audrey LE BOURLIGU
Tel. : 02.97.02.21.59
Fax : 02.97.02.23.64
Mail : alebourligu@mairie-lorient.fr

Réf. : ALB/SB/Conv19-111 - 276

CONVENTION TRIPARTITE D'UTILISATION DES EQUIPEMENTS SPORTIFS LORIENTAIS PAR LES LYCEES

Entre :

La Ville de Lorient, représentée par Monsieur Norbert METAIRIE, Maire de Lorient, autorisé par décision municipale du……., à signer la présente convention.
Ci-après dénommé « Le Propriétaire » et / ou « La Ville »

Et

L'Etablissement scolaire Lycée Saint-Joseph La Salle, représenté par son Chef d'établissement M. SUTEAU autorisé par délibération du Conseil d'Administration en date du ……, à signer la présente convention
Ci-après dénommé « L'établissement »

Et

La Région Bretagne, dont le siège social est situé au 283 avenue du Général Patton à Rennes (35) représentée par Monsieur le Président du Conseil Régional, Monsieur Loïg CHESNAIS-GIRARD, autorisé par délibération du Conseil Régional en date du 8 juillet 2019 à signer la présente convention.
Ci-après dénommée « La Région »

Il a été exposé ce qui suit :

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0310_04-DE

Préambule

Conformément à l'article 34 de la loi 2000-627 du 6 juillet 2000, la présente convention fixe le cadre contractuel de mise à disposition des installations et équipements sportifs de la Ville de Lorient afin de permettre aux établissements scolaires la réalisation des programmes scolaires d'Education Physique et Sportive.

Article 1 – Objet

La présente convention a pour objet :

- d'autoriser l'établissement scolaire et son association sportive à utiliser les espaces municipaux en vue de permettre aux élèves l'exercice des activités physiques et sportives.
- de fixer les droits et obligations de chacune des parties dans le cadre de cette mise à disposition.

Article 2 – Equipements et installations mis à disposition.

Le propriétaire s'engage à mettre à disposition de l'établissement les installations sportives figurant au planning de l'année scolaire.

L'établissement scolaire pourra disposer des matériels sportifs communs qui équipent les différents sites.

Article 3 – Périodes et plages horaires d'utilisations des installations

La période d'utilisation des installations est définie par le planning de l'année scolaire.

Ce planning d'utilisation est établi en concertation entre le propriétaire et l'établissement.

Les parties s'engagent à respecter strictement ce planning pour la répartition des plages horaires d'utilisation ainsi que pour la nature des activités déterminées.

Article 4 – Conditions d'utilisation des installations et équipements.

L'établissement s'engage à utiliser les installations et équipements conformément à leur destination et à l'activité autorisée, dans le respect des règles de sécurité et du planning mentionné à l'article 3.

L'établissement est informé que le bénéfice de l'utilisation des installations n'a aucun caractère exclusif.

Lorsque l'équipement ne sera pas utilisable du fait du propriétaire ou non utilisé par l'établissement, chacune des parties devra en informer le cocontractant dans un délai raisonnable.

Article 5 – Sécurité

L'établissement s'engage, préalablement à toute utilisation des installations :

- A prendre connaissance et faire respecter le règlement intérieur des installations.
- A prendre connaissance du règlement de sécurité mentionnant ainsi les issues d'évacuation.
- A localiser l'emplacement des extincteurs.
- A contrôler les entrées et sorties des élèves.

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0310_04-DE

- A signaler à la Ville tout problème de sécurité dont il aurait connaissance concernant aussi bien les installations proprement dites que les équipements qui y sont affectés.

Article 6 – Responsabilités – assurances

L'établissement assume la responsabilité résultant tant de son activité que celle de son association sportive au sein des installations et des équipements ainsi mis à disposition pendant la ou les périodes fixées par le planning prévu à l'article 3.
Il devra souscrire pendant la durée de la convention, une police d'assurance couvrant, pour des capitaux suffisants, ses biens propres éventuels ainsi que les risques locatifs (incendie explosion, risques électriques, dégâts des eaux, bris de glaces...), le recours des riverains ou du voisinage, de son personnel, des usagers et des tiers et de façon générale contre tous les risques et recours en responsabilité dont il doit répondre en sa qualité d'occupant à l'occasion de dommages qui surviendraient aux personnes, aux biens meubles ou immeubles dans le cadre de ses activités.

A la signature de la présente convention et à toutes réquisitions de la Ville,

l' Etablissement devra justifier de ses assurances et du paiement des primes par production de la police et des quittances. L'Etablissement fournira annuellement une attestation d'assurance justifiant des garanties ci-dessus mentionnées.

L'Etablissement s'engage à informer le Maire ou son représentant de tout sinistre s'étant produit dans les lieux, quand bien même il n'en résulterait aucun dégât apparent.

Ces dispositions n'engagent pas la responsabilité de la Ville pour le cas où, à l'occasion d'un sinistre, l'étendue des garanties ou le montant des assurances souscrites par l'Etablissement s'avérerait insuffisant.

La Ville assure les responsabilités qui lui incombent en tant que propriétaire des installations et équipements mis à disposition.

Article 7 – Résiliation de la Convention

En cas de non-respect par l'une des parties des obligations à sa charge définies par la présente, la convention sera résiliée à l'issue d'une période d'un mois suivant une mise en demeure de se conformer à ses obligations, effectuée à l'initiative de la partie la plus diligente par lettre recommandée avec accusé de réception et demeurée infructueuse. La partie à l'initiative de la mise en demeure en adresse copie à la troisième partie.

La convention peut-être résiliée à tout moment par l'une des parties à l'issue d'un préavis de trois mois adressé par lettre recommandée avec accusé de réception aux 2 autres parties.

Article 8 – Dispositions financières

L'établissement s'engage à participer aux frais de fonctionnement des installations mises à sa disposition pour la pratique de l'éducation physique et sportive (EPS).

A ce titre et compte tenu du montant de la dotation qui est attribuée chaque année par la Région, l'établissement reversera le montant de cette dernière au regard des installations utilisées

- Installations couvertes
- Installations de plein air
- Piscines

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0310_04-DE

Dans le cas où la Région n'apporte pas de dotation [illegible] établira un titre de recette à l'Etablissement au regard des heures utilisées durant l'année scolaire selon le planning défini.

Article 9 – Facturation et paiement

Dès le vote de la dotation annuelle par la collectivité de rattachement, cette dernière en informera par courrier dans un délai d'un mois le propriétaire qui établira un titre de recettes au plus tard à la clôture de l'année civile.

Article 10 – Exécution de la convention

La présente convention remplace et annule les précédentes conventions, prend effet à la date à laquelle elle devient exécutoire et est valable jusqu'à la fin de la saison scolaire 2018-2019.
Elle sera renouvelée pour les 2 années scolaires suivantes par décision expresse de la Ville sauf dénonciation par l'une ou l'autre des parties par lettre recommandée trois mois avant la fin de l'année scolaire.

Elle pourra faire l'objet d'avenants qui pourront modifier :

- Le mode de détermination et le montant de la participation prévus à l'article 8.
- Toute autre disposition

Article 11 – Litiges

Les parties signataires s'engagent à tout mettre en œuvre en cas de litige ou de contestation concernant l'application de la présente convention pour parvenir à un accord amiable.

Dans le cas ou aucun accord concernant ce litige ou cette contestation n'aurait pu être trouvé, la partie la plus diligente pourra saisir le tribunal administratif de Rennes.

Fait à Lorient le

En 3 exemplaires originaux

Pour la Région
Le Président
du Conseil Régional

Loïg CHESNAIS-GIRARD

Pour l'établissement scolaire
Le Chef d'établissement

St Joseph-La Salle Lorient
Marc SUTEAU
chef d'Etablissement
12 Rue de Kerguestenen - B.P. 925 56109 LORIENT Cedex

Pour la Ville
Le Maire

Norbert METAIRIE

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0311_05-DE

REGION BRETAGNE

19_0311_05

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL

8 juillet 2019

DELIBERATION

Programme 0311- Renforcer la recherche et l'enseignement supérieur

La Commission permanente du Conseil régional, convoquée par son Président le 28 juin 2019, s'est réunie le lundi 8 juillet 2019 sous la présidence de celui-ci, au siège de la Région Bretagne à Rennes.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment sa quatrième partie, relative à la Région ;

Vu la Loi n° 82-610 d'orientation et de programmation de la recherche et du développement technologique de la France en date du 15 juillet 1982, notamment son article 13 ;

Vu la délibération n° 17_DAJCP_SA_06 du Conseil régional en date du 22 juin 2017 approuvant les délégations accordées à la Commission permanente ;

Vu l'ensemble des décisions budgétaires de l'exercice en cours ;

Vu l'ensemble des délibérations précisant les modalités d'intervention des dispositifs actuels de la Région ;

Au vu du rapport présenté par Monsieur le Président du Conseil régional ;

Et après avoir délibéré ;

DECIDE

En section d'investissement :

- d'**AFFECTER** sur le montant d'autorisation de programme disponible, un crédit de 2 651 000 € pour le financement des huit opérations figurant en annexe ;
- d'**ATTRIBUER** les aides aux bénéficiaires désignés dans les tableaux annexés et d'AUTORISER le Président à signer les actes juridiques nécessaires au versement de ces aides ;

En section de fonctionnement :

- d'**AFFECTER** sur le montant d'autorisation d'engagement disponible, un crédit de 4 615 275 € pour le financement des 51 opérations figurant en annexe ;
- d'**ATTRIBUER** les aides aux bénéficiaires désignés dans les tableaux annexés et d'AUTORISER le Président à signer les actes juridiques nécessaires au versement de ces aides ;

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0311_05-DE

- **d'AJUSTER** la dépense subventionnable d'une opération figurant en annexe et d'autoriser le Président à signer l'acte juridique nécessaire ;

- d'**ANNULER** les crédits pour 2 opérations figurant en annexes pour un montant total de - **43 213,37 €** sur AE en cours et d'**EMETTRE** deux titres de recettes pour un montant de **13 213,37 €** ;

- d'**APPROUVER** le dispositif 311/Boost'Europe, tel que présenté en annexe, et de **FIXER** au 1er octobre 2019 l'entrée en vigueur des nouveaux termes du dispositif.

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0311_05-DE

Délibération du Conseil régional de Bretagne
Commission permanente du 08 juillet 2019
Opération(s) nouvelle(s) - Subvention plafonnée
Programme : P.0311 - Renforcer la recherche et l'enseignement supérieur
Chapitre : 902

Nom du bénéficiaire	Opération	Objet	Dépense subventionnable (en Euros)	Taux	Montant Proposé (en Euros)
UNIVERSITE DE RENNES 2 35043 RENNES	19003891	CPER_Réhabilitation du bâtiment E _Campus de Villejean_op 437	6 460 000,00	12,38	800 000,00

Total : 800 000,00

Nombre d'opérations : 1

* Prise en compte des dépenses antérieures à la décision

Délibération n° : 19_0311_05

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0311_05-DE

Délibération du Conseil régional de Bretagne
Commission permanente du 08 juillet 2019
Complément(s) d'affectation - Subvention plafonnée
Programme : P.0311 - Renforcer la recherche et l'enseignement supérieur
Chapitre : 902

Nom du bénéficiaire	Opération	Objet	Vote précédent			Nouvelle dépense subvention-nable	Nouveau taux	Montant proposé (en euros)	Total (en euros)
			N° délib	Date de CP	Montant affecté (en euros)				
UNIVERSITE DE RENNES I 35065 RENNES	17003881	CPER 2015-2020 - UR1 - Réhabilitation de locaux à l'IUT de Lannion - Opération n° 401.	18_0311_06	24/09/18	930 000,00	4 000 000,00	23,25	620 000,00	1 550 000,00
SYND MIXTE GEST CTRE ETUD UNIVERSITAIRE 22000 ST BRIEUC	17007584	CPER 2015-2020 - SGPU : Transfert du restaurant universitaire sur le Campus Mazier (opération n° 402)	17_0311_08	04/12/17	170 000,00	3 000 000,00	5,67	830 000,00	1 000 000,00

Total : 1 450 000,00

Nombre d'opérations : 2

* Prise en compte des dépenses antérieures à la décision

Délibération n° : 19_0311_05

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0311_05-DE

Délibération du Conseil régional de Bretagne
Commission permanente du 08 juillet 2019
Opération(s) nouvelle(s) - Subvention plafonnée
Programme : P.0311 - Renforcer la recherche et l'enseignement supérieur
Chapitre : 909

Nom du bénéficiaire	Opération	Objet	Dépense subventionnable (en Euros)	Taux	Montant Proposé (en Euros)
UNIVERSITE DE RENNES I 35065 RENNES	19003890	CPER 2015-2020 Projet de recherche CARE-Acquisition équipements scientifiques 5.50 E	826 000,00	13,32	110 000,00
ECOLE NATIONALE SUPERIEURE MINES TELECOM ATLANTIQUE BRETAGNE PAYS DE L 44307 NANTES	19004053	CPER 2015-2020 Projet de recherche VIGISAT2 Acquisition équipements scientifiques 7 10 E	664 000,00	15,22	101 000,00
CHU RENNES 35000 RENNES	19003866	Création d une unité mobile d investigation au sein du Centre d Investigation Clinique CIC	148 000,00	33,79	50 000,00
UNIVERSITE DE RENNES I 35065 RENNES	19004055	CPER 2015-2020 Projet de recherche NAM Ouest Paimpont Acquisition équipements scientifiques 5 11 e	75 000,00	60,00	45 000,00
AGENCE NATIONALE SECURITE SANITAIRE ALIMENTATION ENVIRONNEMENT TRAVAIL 94701 MAISONS-ALFORT	19003894	CPER_Smart_Agri_ELEPHANS_4eme phase _Site de Ploufragan_CPER 2_62C	413 343,00	22,99	95 000,00

Total : 401 000,00

Nombre d'opérations : 5

* Prise en compte des dépenses antérieures à la décision

Délibération n° : 19_0311_05

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0311_05-DE

Délibération du Conseil régional de Bretagne
Commission permanente du 08 juillet 2019
Opération(s) nouvelle(s) - Subvention plafonnée
Programme : P.0311 - Renforcer la recherche et l'enseignement supérieur
Chapitre : 939

Nom du bénéficiaire	Opération	Objet	Dépense subventionnable (en Euros)	Taux	Montant Proposé (en Euros)
UNIVERSITE DE RENNES I 35065 RENNES	19004045	2PE- Financement 2019 de la convention 2019-2020	1 142 160,00	20,90	238 742,00
UNIVERSITE DE BRETAGNE OCCIDENTALE 29238 BREST CEDEX 3	19003709	Boost'Europe – Boost'Partenariat – SEAEUDOC – Partenariat de formations doctorales en Europe pour favoriser l'innovation et les échanges de pratiques en sciences de la Mer	10 000,00	75,00	7 500,00

Total : 246 242,00

Nombre d'opérations : 2

* Prise en compte des dépenses antérieures à la décision

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0311_05-DE

Délibération du Conseil régional de Bretagne
Commission permanente du 08 juillet 2019
Complément(s) d'affectation - Subvention plafonnée
Programme : P.0311 - Renforcer la recherche et l'enseignement supérieur
Chapitre : 939

Nom du bénéficiaire	Opération	Objet	Vote précédent			Nouvelle dépense subvention-nable	Nouveau taux	Montant proposé (en euros)	Total (en euros)
			N° délib	Date de CP	Montant affecté (en euros)				
Ecole nationale supérieure Mines-Télécom Atlantique Bretagne-Pays de la Loire 29238 BREST	18006716	CPER 2015-2020 - IMT ATLANTIQUE - Projet "LOUSTIC" Soutien au développement de la plateforme de recherche pluridisciplinaire (1.11f)	18_0311_08	03/12/18	75 000,00	100 000,00	100,00	25 000,00	100 000,00
UNIVERSITE DE RENNES I 35065 RENNES	COH17020	ARED-2017-UNIVERSITE RENNES 1	18_0311_05	09/07/18	953 067,00	2 688 000,00	55,71	560 533,00	1 513 600,00
UNIVERSITE DE BRETAGNE OCCIDENTALE 29238 BREST CEDEX 3	COH17017	ARED-2017-UNIVERSITE BRETAGNE OCCIDENTALE	18_0311_05	09/07/18	828 800,00	2 400 000,00	52,80	438 400,00	1 267 200,00
UNIVERSITE DE BRETAGNE OCCIDENTALE 29238 BREST CEDEX 3	COH18016	ARED-2018-UNIVERSITE BRETAGNE OCCIDENTALE	18_0311_06	24/09/18	384 000,00	1 504 000,00	51,06	384 000,00	768 000,00
UNIVERSITE DE RENNES I 35065 RENNES	COH18021	ARED-2018-UNIVERSITE RENNES 1	18_0311_06	24/09/18	384 000,00	1 376 000,00	54,65	368 000,00	752 000,00
UNIVERSITE DE RENNES 2 35043 RENNES	COH17021	ARED-2017-UNIVERSITE RENNES 2	18_0311_05	09/07/18	396 800,00	1 056 000,00	56,36	198 400,00	595 200,00
UNIVERSITE DE RENNES 2 35043 RENNES	COH18018	ARED-2018-UNIVERSITE RENNES 2	18_0311_06	24/09/18	176 000,00	704 000,00	50,00	176 000,00	352 000,00
IFREMER 29280 PLOUZANE	COH17009	ARED-2017-IFREMER	18_0311_05	09/07/18	320 000,00	889 087,38	50,00	144 000,00	464 000,00
INRA 35653 LE RHEU	COH17011	ARED-2017-INRA	18_0311_05	09/07/18	288 000,00	864 000,00	50,00	144 000,00	432 000,00
INRA 35653 LE RHEU	COH18009	ARED-2018-INRA	18_0311_06	24/09/18	144 000,00	576 000,00	50,00	144 000,00	288 000,00
UNIVERSITE DE BRETAGNE SUD 56321 LORIENT	COH17018	ARED-2017-UNIVERSITE BRETAGNE SUD	18_0311_05	09/07/18	336 000,00	912 000,00	52,63	144 000,00	480 000,00
IFREMER 29280 PLOUZANE	COH18007	ARED-2018-IFREMER	18_0311_06	24/09/18	112 000,00	448 000,00	50,00	112 000,00	224 000,00
SORBONNE UNIVERSITE 75006 PARIS	COH17019	ARED-2017-UNIVERSITE PIERRE ET MARIE CURIE	18_0311_05	09/07/18	224 000,00	672 000,00	50,00	112 000,00	336 000,00
CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE 35069 RENNES	COH17002	ARED-2017-CNRS BRETAGNE PAYS LOIRE	18_0311_05	09/07/18	192 000,00	576 000,00	50,00	96 000,00	288 000,00
INRIA 35042 RENNES	COH18011	ARED-2018-INRIA	18_0311_06	24/09/18	96 000,00	320 000,00	60,00	96 000,00	192 000,00

* Prise en compte des dépenses antérieures à la décision

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0311_05-DE

Nom du bénéficiaire	Opération	Objet	Vote précédent			Nouvelle dépense subvention-nable	Nouveau taux		
			N° délib	Date de CP	Montant affecté (en euros)				
UNIVERSITE DE BRETAGNE SUD 56321 LORIENT	COH18019	ARED-2018-UNIVERSITE BRETAGNE SUD	18_0311_06	24/09/18	96 000,00	352 000,00	54,55	96 000,00	192 000,00
Ecole nationale supérieure Mines-Télécom Atlantique Bretagne-Pays de la Loire 29238 BREST	COH17010	ARED-2017-IMT Atlantique	18_0311_05	09/07/18	144 000,00	416 000,00	50,00	80 000,00	224 000,00
Ecole nationale supérieure Mines-Télécom Atlantique Bretagne-Pays de la Loire 29238 BREST	COH18015	ARED-2018-IMT Atlantique	18_0311_06	24/09/18	80 000,00	224 000,00	71,43	80 000,00	160 000,00
INRIA 35042 RENNES	COH17012	ARED-2017-INRIA	18_0311_05	09/07/18	160 000,00	384 000,00	62,50	80 000,00	240 000,00
INSTITUT NATIONAL DES SCIENCES APPLIQUEES DE RENNES 35708 RENNES	COH17013	ARED-2017-INSA	18_0311_05	09/07/18	134 400,00	336 000,00	60,00	67 200,00	201 600,00
CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE 35069 RENNES	COH18006	ARED-2018-CNRS BRETAGNE PAYS LOIRE	18_0311_06	24/09/18	64 000,00	256 000,00	50,00	64 000,00	128 000,00
ENSTA BRETAGNE 29806 BREST	COH17006	ARED-2017-ENSTA BRETAGNE	18_0311_05	09/07/18	200 000,00	288 000,00	66,67	64 000,00	264 000,00
FONDATION B-COM 35510 CESSON SEVIGNE	COH17007	ARED-2017-FONDATION B COM	18_0311_05	09/07/18	128 000,00	384 000,00	50,00	64 000,00	192 000,00
INSERM 44021 NANTES	COH17014	ARED-2017-INSERM	18_0311_05	09/07/18	128 000,00	384 000,00	50,00	64 000,00	192 000,00
INSERM 44021 NANTES	COH18013	ARED-2018-INSERM	18_0311_06	24/09/18	64 000,00	256 000,00	50,00	64 000,00	128 000,00
AGROCAMPUS OUEST 35042 RENNES	COH17000	ARED-2017-AGROCAMPUS	18_0311_05	09/07/18	80 000,00	162 311,12	64,79	48 000,00	128 000,00
INSTITUT NATIONAL DES SCIENCES APPLIQUEES DE RENNES 35708 RENNES	COH18012	ARED-2018-INSA	18_0311_06	24/09/18	48 000,00	192 000,00	50,00	48 000,00	96 000,00
SORBONNE UNIVERSITE 75006 PARIS	COH18020	ARED-2018-SORBONNE UNIVERSITE - UPMC	18_0311_08	03/12/18	48 000,00	160 000,00	60,00	48 000,00	96 000,00
AGENCE NATIONALE SECURITE SANITAIRE ALIMENTATION ENVIRONNEMENT TRAVAIL 94701 MAISONS-ALFORT	COH17001	ARED-2017-ANSES	18_0311_05	09/07/18	64 000,00	192 000,00	50,00	32 000,00	96 000,00
AGENCE NATIONALE SECURITE SANITAIRE ALIMENTATION ENVIRONNEMENT TRAVAIL 94701 MAISONS-ALFORT	COH18001	ARED-2018-ANSES	18_0311_06	24/09/18	32 000,00	128 000,00	50,00	32 000,00	64 000,00

* Prise en compte des dépenses antérieures à la décision

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0311_05-DE

Nom du bénéficiaire	Opération	Objet	Vote précédent			Nouvelle dépense subvention-nable	Nouveau taux		
			N° délib	Date de CP	Montant affecté (en euros)				
ECOLE NATIONALE D INGENIEURS DE BREST 29280 PLOUZANE	COH18008	ARED-2018-ENIB	18_0311_06	24/09/18	32 000,00	64 000,00	100,00	32 000,00	64 000,00
ECOLE NATIONALE SUPERIEURE DE CHIMIE 35708 RENNES	COH17005	ARED-2017-ENSC RENNES	18_0311_05	09/07/18	64 000,00	192 000,00	50,00	32 000,00	96 000,00
ECOLE NATIONALE SUPERIEURE DE CHIMIE 35708 RENNES	COH18002	ARED-2018-ENSC RENNES	18_0311_06	24/09/18	32 000,00	128 000,00	50,00	32 000,00	64 000,00
ENSTA BRETAGNE 29806 BREST	COH18003	ARED-2018-ENSTA BRETAGNE	18_0311_06	24/09/18	32 000,00	128 000,00	50,00	32 000,00	64 000,00
FRANCE ENERGIES MARINES 29280 PLOUZANE	COH17008	ARED-2017-FRANCE ENERGIES MARINES	18_0311_05	09/07/18	64 000,00	192 000,00	50,00	32 000,00	96 000,00
IRSTEA 35044 RENNES	COH17015	ARED-2017-IRSTEA	18_0311_05	09/07/18	64 000,00	192 000,00	50,00	32 000,00	96 000,00
CENTRALE SUPELEC 35576 CESSON SEVIGNE	COH18017	ARED-2018-CENTRALE SUPELEC	18_0311_06	24/09/18	16 000,00	64 000,00	50,00	16 000,00	32 000,00
ECOLE NATIONALE D INGENIEURS DE BREST 29280 PLOUZANE	COH17004	ARED-2017-ENIB	18_0311_05	09/07/18	32 000,00	96 000,00	50,00	16 000,00	48 000,00
ECOLE NORMALE SUPERIEURE DE RENNES 35170 BRUZ	COH18010	ARED-2018-ENS RENNES	18_0311_06	24/09/18	16 000,00	64 000,00	50,00	16 000,00	32 000,00
IRSTEA 35044 RENNES	COH18004	ARED-2018-IRSTEA	18_0311_06	24/09/18	16 000,00	64 000,00	50,00	16 000,00	32 000,00
ISEN BREST - YNCREA OUEST 29228 BREST	COH17016	ARED-2017-ISEN BREST	18_0311_05	09/07/18	32 000,00	96 000,00	50,00	16 000,00	48 000,00
ISEN BREST - YNCREA OUEST 29228 BREST	COH18014	ARED-2018-ISEN	18_0311_06	24/09/18	16 000,00	64 000,00	50,00	16 000,00	32 000,00

Total : 4 361 533,00

Nombre d'opérations : 42

* Prise en compte des dépenses antérieures à la décision

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0311_05-DE

Délibération du Conseil régional de Bretagne
Commission permanente du 08 juillet 2019
Opération(s) nouvelle(s)
Programme : P.0311 - Renforcer la recherche et l'enseignement supérieur
Chapitre : 939

Nom du bénéficiaire	Opération	Objet	Type	Montant Proposé (en Euros)
CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE 35069 RENNES	19003784	Boost'Europe – Boost'Mobilité – MetaPro – Conséquences des contraintes nutritionnelles développementales sur les traits d'histoire de vie et de tolérance au stress des mouches adultes	Subvention forfaitaire	1 000,00
CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE 35069 RENNES	19003785	Boost'Europe – Boost'Mobilité – DYMACO – DYnamique des MAtières organiques Dissoutes dans les écosystèmes aquatiques COntinentaux	Subvention forfaitaire	1 000,00
CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE 35069 RENNES	19003792	Boost'Europe – Boost'Mobilité – impair – Impacts des perturbations anthropiques sur les populations d'amphipodes intertidaux : une approche fonctionnelle	Subvention forfaitaire	1 000,00
ECOLE NATIONALE D INGENIEURS DE BREST 29280 PLOUZANE	19003811	Boost'Europe – Boost'Mobilité – BROWNIE – Conversions de fréquences montantes et descendantes bidirectionnelles pour les réseaux photoniques microWave micro-ondes sub-THz	Subvention forfaitaire	1 000,00
INSERM 44021 NANTES	19003812	Boost'Europe– Boost'Mobilité – G4NUCL – Détermination par des expériences sur molécules uniques d'ARN du mode d'action de candidats-médicaments capables d'interférer avec la furtivité au système immunitaire de l'oncovirus d'Epstein-Barr	Subvention forfaitaire	1 000,00
UNIVERSITE DE BRETAGNE OCCIDENTALE 29238 BREST CEDEX 3	19003783	Boost'Europe – Boost'Mobilité – SOCIAB – Sociabilité européenne au XVIIIème siècle	Subvention forfaitaire	1 000,00
MUSEUM NATIONAL D HISTOIRE NAT STATION DE BIOLOGIE MARINE 29182 CONCARNEAU	19003813	11ème édition des « Rendez-vous de Concarneau » les 17 et 18 octobre 2019	Subvention forfaitaire	1 500,00

Total : 7 500,00

Nombre d'opérations : 7

* Prise en compte des dépenses antérieures à la décision

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0311_05-DE

Délibération du Conseil régional de Bretagne
Commission permanente du 8 juillet 2019
Modification de la dépense subventionnable
Programme : P.0311 – Renforcer la recherche et l'enseignement supérieur
Chapitre 939

Nom du bénéficiaire Code Postal - Ville	Opération	Objet	Décision initiale		Dépense subventionnable (en euros)		Subvention (en Euros)
			N°	Date	Nouveau montant (en TTC)	Au lieu de (en TTC)	
UNIVERSITE DE BRETAGNE OCCIDENTALE 29238 BREST	15008102	SAD 2015 - Soutien de 4 projets au programme post-doctoral 2015-2017 du Labex Mer	15_0461_14 16_0311_10	19/11/2015 05/12/2016	409 000,00	818 000,00	100 000,00

Nombre d'opérations : 1

Délibération n° : 19_0331_05

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0311_05-DE

Délibération du Conseil régional de Bretagne
Commission permanente du 8 juillet 2019
Annulations partielles d'opérations et émission de titre de recette
Programme : P.0311 – Renforcer la recherche et l'enseignement supérieur
Chapitre 932

Nom du bénéficiaire	Opération	Objet	Décision initiale		Montant Affecté (en euros)	Montant proposé (en Euros)	Total (en euros	Montant mandaté (en euros)	Montant titre de recette (en euros)
			N°	Date					
UNIVERSITE RENNES 2	16007859	Ingénierie pédagogique pour les métiers d'art et de design	16_0311_10	05/12/2016	25 000,00	-16 733,00	8 267,00	12 500,00	4 233,00

Nombre d'opérations : 1

Délibération n° : 19_0311_05

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0311_05-DE

Délibération du Conseil régional de Bretagne
Commission permanente du 8 juillet 2019
Annulations partielles d'opérations et émission de titre de recette
Programme : P.0311 – Renforcer la recherche et l'enseignement supérieur
Chapitre 939

Nom du bénéficiaire	Opération	Objet	Décision initiale		Montant Affecté (en euros)	Montant proposé (en Euros)	Total (en euros	Montant mandaté (en euros)	Montant titre de recette (en euros)
			N°	Date					
CNRS BRETAGNE PAYS LOIRE	16007782	Soutien à l'installation scientifique de Mme Annelie Heuser au sein du Laboratoire de Haute Sécurité (LHS)	16_0311_10	05/12/2016	35 000,00	-26 480,37	8 519,63	17 500,00	8 980,37

Nombre d'opérations : 1

Délibération n° : 19_0311_05

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0311_05-DE

Boost'Europe

Soutien aux porteurs de projets européens

- **Boost'ERC :** soutien aux porteurs de projets H2020 - ERC.
- **Boost'Coordination :** soutien aux porteurs de projets européens collaboratifs en coordination.
- **Boost'Mobilité** : soutien à l'amorçage de projets européens et aux porteurs de projets européens individuels ou collaboratifs en participation.

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0311_05-DE

OBJECTIFS

a) Objectif général

Dans le cadre de sa politique de soutien à l'enseignement supérieur et la recherche et en complémentarité avec les stratégies nationales pour la recherche et l'enseignement supérieur, la Région Bretagne souhaite soutenir l'ouverture européenne et internationale des établissements d'enseignement supérieur et de recherche de la région, et notamment leur participation aux programmes-cadres européens.

Le dispositif « Boost Europe » propose ainsi un soutien financier aux porteurs de projets souhaitant répondre, à court ou moyen terme, aux appels à projets de recherche, d'innovation et/ou de formation à dimension européenne et/ou internationale. Il se présente comme une proposition de réponses différenciées sur une chaîne intégrée visant l'excellence dans le paysage européen voire mondial.

En 2017, le dispositif a notamment renforcé son soutien aux porteurs de projets ERC (*European Research Council*, Pilier 1 – Excellence Scientifique du programme Horizon 2020) afin de maximiser leurs chances de réussite, en synergie avec les efforts déployés par les acteurs de l'enseignement supérieur et de la recherche publics en Bretagne et en complémentarité avec les initiatives mises en œuvre au niveau national. Il constitue une brique du soutien global apporté par la Région dans le cadre de sa politique d'internationalisation de la recherche.

b) Objectifs spécifiques

Le dispositif est composé de trois volets dont les objectifs sont les suivants :

- **Boost'ERC :** Soutenir l'élaboration des propositions de projets **H2020-ERC (Starting Grant, Consoldiator Grant, Advanced Grant , Synergy Grant)**.

- **Boost'Coordination** : Soutenir l'élaboration des propositions de **projets collaboratifs**[1] **en coordination** en réponse aux appels européens**.**

- **Boost'Mobilité** : Soutenir l'**amorçage de projets** européens (recherche de partenaires, renforcement de collaborations européennes, recherche d'opportunités de financements, etc) sur la base d'une idée de projet et/ou l'élaboration de **projets individuels**[2] et collaboratifs en participation en réponse aux appels européens.

.

MONTANT DE L'AIDE

- **Boost'ERC :**
  - l'aide est d'un montant maximum de 20 000 €, représentant 100% des coûts éligibles, pour les organisations ayant une politique interne d'incitation et d'accompagnement de ses candidats aux appels ERC,
  - l'aide est d'un montant maximum de 10 000 €, représentant 75% des coûts éligibles, pour les autres organisations.

- **Boost'Coordination** : l'aide est d'un montant maximum de 10 000 €, représentant 75% des coûts éligibles.

- **Boost'Mobilité** : l'aide est d'un montant forfaitaire de 1 000 €.

1 Voir la liste des programmes éligibles dans la partie 'CRITERES D'ELIGIBILITE' d) Programmes éligibles.

2 Bourses individuelles de mobilité H2020-Marie Sklodowska Curie notamment

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0311_05-DE

CRITERES D'ELIGIBILITE

a) Structures bénéficiaires éligibles

Sur l'ensemble du territoire breton, sont éligibles :

- Les établissements publics d'enseignement supérieur réalisant des activités de formation et de recherche ; Les organismes publics de recherche ;
- Les associations à but non lucratif dont l'activité principale concerne la culture scientifique, technique et industrielle.

b) Porteurs de projets éligibles

Sont éligibles les chercheurs et enseignants-chercheurs établis dans une unité de recherche en Bretagne. Pour le volet Boost'ERC, spécifiquement, ceux-ci doivent :

- bénéficier du soutien plein et entier de l'établissement avec lequel ils déposent leur candidature[3] ;
- ne jamais avoir candidaté aux appels ERC ou, pour ceux qui ont déjà candidaté, avoir obtenu a minima B en 1ère étape d'évaluation;
- ne pas être éligible au dispositif de l'Agence Nationale de la Recherche « Tremplin-ERC » (T-ERC) au moment du dépôt de leur candidature[4].

Les critères ci-dessus ne concernent pas les volets Boost'Coordination et Boost'Mobilité.

Tout porteur ayant obtenu le financement européen issu de sa demande de Boost'ERC ou Boost'Coordination ne peut pas redéposer de demande Boost'ERC ou Boost'Coordination pendant trois ans à compter de la notification du financement régional.

c) Activités et coûts éligibles

Le dispositif soutient les activités liées au développement de projet et à la préparation d'une réponse à un appel à projets à dimension européenne, sur une durée maximale de 12 mois. La date de prise en compte des dépenses débute à la date de la décision de la Commission permanente. Toutefois, une prise en compte rétroactive des dépenses est possible sur demande expresse dans le dossier de candidature au plus tôt à la date de soumission du dossier de candidature sur l'extranet.

Pour les volets Boost'ERC et Boost'Coordination, le porteur s'engage à déposer, via une entité implantée en Bretagne, une proposition de projet dans un délai de 12 mois maximum à compter de la date de notification de la subvention régionale.

Le soutien intervient uniquement sur les dépenses de fonctionnement liées à l'élaboration du projet et/ou à la préparation de la proposition de projet :

- frais liés à l'organisation de réunions liées à la préparation du projet (location de salle ou de matériel auprès de partenaires extérieurs, restauration) ;
- frais de déplacement (billets d'avion, train, taxi, transports en commun, hôtel, restauration) ;
- frais d'études ou d'analyses facturés visant l'amélioration de la proposition de projet.
- salaire et charges sociales d'un personnel non-titulaire, recruté pour appuyer le porteur dans le développement de son projet scientifique et/ou dans le montage de la proposition. Sont exclus les doctorants et les ATER.

L'ensemble des coûts doit être en adéquation avec les pratiques habituelles de la structure déposant le projet.

d) Programmes européens éligibles

- **Erasmus + : Programme de l'Union européenne pour l'éducation, la formation, la**

3 Cf. Partie 'MODALITES DE DÉPÔT' a) Composition du dossier : lettre d'engagement et document officiel attestant des dispositions concrètes mises en œuvre pour inciter et accompagner les candidatures ERC.

4 Cf. Plan d'actions 2019 de l'ANR / lien https://anr.fr/fr/lanr-et-la-recherche/plan-daction-2019/

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0311_05-DE

jeunesse et le sport.

- Action Clé 1 : Masters conjoints
- Action Clé 2 : Partenariats stratégiques/ Alliances de la connaissance/ Renforcement des capacités
- Action Clé 3 : Soutien aux politiques
- Activités Jean Monnet

- **Horizon 2020 : Programme cadre de l'Union européenne pour la Recherche et l'Innovation.**

- Pilier 1 Excellence scientifique : Infrastructures (INFRA) – European Research Council (ERC) - Marie Skłodowska-Curie Actions (MSCA) – Future and Emerging Technologies (FET)
- Pilier 2 Primauté industrielle : Leadership in enabling and industrial technologies (LEIT) : Information and Communication Technologies, Nanotechnologies, Advanced materials, Biotechnology, Advanced manufacturing and processing, Space ; Fast Track to Innovation (FTI)
- Pilier 3 Défis sociétaux : 1. Health, demographic change and wellbeing/ 2. Food security, sustainable agriculture and forestry, marine and maritime and inland water research and the bioeconomy/ 3. Secure, clean and efficient energy/ 4. Smart, green and integrated transport/ 5. Climate action, environment, resource efficiency and raw materials/ 6. Europe in a changing world - inclusive, innovative and reflective societies/ 7. Secure societies - protecting freedom and security of Europe and its citizens.
- Autres programmes : Spreading excellence and widening participation, Science with and for society, European Institute of Innovation and Technology (EIT), Eratom.

- **Autres programmes européens de recherche :**

- Partenariats public-privé contractuels : FoF, EeB, SPIRE, EGVI, Photonics, Robotics, HPC, 5G, Cyber, Big data ;
- Partenariats public-privé institutionnels – Joint Technology Initiatives (Article 187) : IMI2, CLEAN SKY, HFC, ECSEL, BBI, SESAR, Shift2rail ;
- Partenariats public-public : ERANETs ; JPI-Joint Programming Initiatives, Article 185.

- **Autres programmes européens pouvant financer des projets de recherche :**

- Programmes de financement liés à la mise en œuvre d'autres politiques de l'Union européenne que celle dédiée à la recherche et l'innovation mais pouvant comprendre des opportunités pour des projets de recherche et/ou de formation (Exemples : Life : Programme européen pour l'environnement ; Europe Creative : Programme européen pour la culture et les médias ; Health : Programme européen pour la santé).

- **Appels à projets du programme COST** (European 'Cooperation in Science and Technology).

MODALITES DE DEPOT DES DOSSIERS DE CANDIDATURE

Tous les porteurs de projets et leurs organisations doivent contacter, le plus en amont possible des dates limites de dépôt des candidatures, la Plateforme Projets Européens (2PE) - Bretagne qui apportera un soutien au montage de la candidature et vérifiera sa cohérence avec les attendus du dispositif

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0311_05-DE

Bretagne : http://applications.region-bretagne.fr/crbsimplicite/

c) Dates limites de dépôt

Le calendrier des dates limites pour le dépôt des dossiers de candidature est publié et disponible sur l'extranet Recherche de la Région Bretagne.

MODALITES D'EVALUATION DES DOSSIERS DE CANDIDATURE

a) Critères d'évaluation

Les demandes sont évaluées au regard des objectifs de ce dispositif, selon les critères d'évaluation mentionnés en annexe.

Les demandes de subvention doivent être accompagnées des pièces nécessaires à l'instruction. Tout dossier incomplet ne sera pas évalué.

b) Procédure d'évaluation

Le Service de développement de l'enseignement supérieur et de la recherche (SDENSU) est le service instructeur des dossiers de candidature. Il peut solliciter les candidats et leur organisme de tutelle pour obtenir des précisions sur les dossiers déposés.

A l'issue de l'instruction, les dossiers sont :
- soit proposés au vote de la Commission permanente ;
- soit ajournés ou refusés s'ils ne répondent pas aux critères attendus.

NOTIFICATION DES RESULTATS ET VERSEMENT DE L'AIDE

a) Notification des résultats

Dans le cas d'une décision favorable de la Commission permanente, une notification officielle est envoyée à la structure bénéficiaire, accompagnée de l'arrêté définissant les conditions de mise en œuvre de l'aide octroyée. La structure bénéficiaire s'engage à en informer le porteur de projet.

b) Versement de l'aide

- Volets Boost'ERC et Boost'Partenariat

  - 50 % du montant de l'aide seront versés à la signature de l'arrêté.
  - Le solde sera versé au prorata des dépenses effectivement réalisées et justifiées sur présentation des justificatifs suivants :
    - A) état récapitulatif final des dépenses réalisées, attestant la réalisation de l'opération, et certifié conforme par l'agent comptable du bénéficiaire ;
    - B) rapport de 4 pages maximum sur les actions financées avec le soutien régional ;
    - C) copie du courriel de confirmation de soumission de la proposition de projet européen et/ou international.

- Volet Boost'Mobilité

  - 100 % du montant de l'aide seront versés à la signature de l'arrêté.

c) Annulation de l'aide

La subvention sera annulée si le bénéficiaire n'a pas fourni les justificatifs de réalisation dans un **délai de 24 mois** à compter de la date de signature de l'arrêté.

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0311_05-DE

ANNEXE : CRITERES D'EVALUATION DES CANDIDATURES

Boost'ERC (% = poids de chaque critère)

Qualité de la candidature au dispositif (30%)

- Degré de soutien du projet par l'organisation bénéficiaire (instances, unité, services etc.)
- Cohérence des activités envisagées avec le soutien régional et le temps restant jusqu'à la date limite de dépôt de l'appel visé.
- Fiabilité de l'engagement à déposer un projet européen dans les 12 mois.

Qualité du projet européen envisagé (50%)

- Adéquation du profil du porteur / de son équipe avec l'appel envisagé.
- Adéquation du projet avec les critères d'éligibilité et d'évaluation de l'appel à projet visé.
- Intérêt scientifique et technique du projet au regard des domaines d'innovation stratégiques (DIS) de la Région Bretagne.

Qualité du budget présenté (20%)

- Précision du budget prévisionnel présenté.
- Fiabilité des cofinancements prévus.

Boost'Coordination (% = poids de chaque critère)

Qualité de la candidature au dispositif (30%)

- Degré de soutien du projet par l'organisation bénéficiaire (instances, unité, services etc.)
- Degré de structuration du partenariat
- Cohérence des activités envisagées avec le soutien régional et le temps restant jusqu'à la date limite de dépôt de l'appel visé.
- Fiabilité de l'engagement à déposer un projet européen dans les 12 mois.

Qualité du projet européen envisagé (50%)

- Adéquation du profil du porteur / de son équipe avec l'appel envisagé.
- Adéquation du projet avec les critères d'éligibilité et d'évaluation de l'appel à projet visé.
- Caractère structurant du projet pour l'équipe / le service / l'unité / l'organisme du porteur.
- Intérêt scientifique et technique du projet au regard des domaines d'innovation stratégiques (DIS) de la Région Bretagne.
- Degré d'implication du candidat dans le cadre du projet européen visé (simple partenaire, partenaire avec responsabilités spécifiques, coordinateur).

Qualité du budget présenté (20%)

- Précision du budget prévisionnel présenté.
- Fiabilité des cofinancements prévus.

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0311_05-DE

Boost'Mobilité (% = poids de chaque critère)

Qualité de la candidature au dispositif (40%)

- Implication du porteur dans une démarche d'ouverture européenne ou internationale.
- Impact des activités envisagées sur la maturation du projet et/ou l'élaboration de la proposition de projet.
- Potentiel à déposer une proposition de projet européen à moyen terme.

Qualité du projet européen envisagé (40%)

- Adéquation du profil du porteur / de son équipe avec le/ les appel(s) envisagé(s).
- Degré de structuration de l'idée de projet européen (définition des objectifs et des étapes du projet, appel(s) à projets identifié(s), partenaires potentiels identifiés /contactés).
- Intérêt scientifique et technique du projet au regard des domaines d'innovation stratégiques (DIS) de la Région Bretagne.

Qualité du budget présenté (20%)

- Précision du budget prévisionnel présenté.

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0312_05-DE

REGION BRETAGNE

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL

8 juillet 2019

DELIBERATION

Programme 0312-Adapter l'offre et la qualité de formation aux attentes des jeunes et aux besoins des entreprises

La Commission permanente du Conseil régional, convoquée par son Président le 28 juin 2019, s'est réunie le lundi 8 juillet 2019 sous la présidence de celui-ci, au siège de la Région Bretagne à Rennes.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment sa quatrième partie, relative à la Région ;

Vu la délibération n° 17_DAJCP_SA_06 du Conseil régional en date du 22 juin 2017 approuvant les délégations accordées à la Commission permanente ;

Vu l'ensemble des décisions budgétaires de l'exercice en cours ;

Vu l'ensemble des délibérations précisant les modalités d'intervention des dispositifs actuels de la Région ;

Au vu du rapport présenté par Monsieur le Président du Conseil régional ;

Et après avoir délibéré ;

DECIDE

Le groupe Rassemblement National vote contre les subventions à Pulsart (opération n°19004056)

En section de fonctionnement :

- d'AFFECTER sur le montant d'autorisation de programme disponible, un crédit de **14 040 €** pour le financement des opérations figurant en annexe ;
- de PROCEDER à l'ajustement de l'opération présentée dans le tableau figurant en annexe de la présente délibération ;
- D'APPROUVER les aménagements aux conventions portant création de centre de formation d'apprentis, tels qu'indiqués dans le tableau « formations conventionnées » annexé à la présente délibération ;
- D'APPROUVER les termes de l'avenant de prorogation aux conventions portant création de centre de formation d'apprentis, tels qu'indiqués dans l'avenant type annexé à la présente délibération ;
- D'AUTORISER le Président du Conseil régional à signer les avenants de prorogation des 38 conventions portant création de centre de formation d'apprentis.

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0312_05-DE

En section d'investissement :

- d'AFFECTER sur le montant d'autorisation de programme disponible, un crédit de 289 798,60 € pour le financement de l'opération figurant en annexe ;
- D'ATTRIBUER l'aide au bénéficiaire désigné dans le tableau annexé et d'AUTORISER le Président à signer les actes juridiques nécessaires au versement de cette aide ;

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0312_05-DE

Direction de l'emploi et de la formation tout au long de la vie
Direction déléguée à l'apprentissage et aux formations sanitaires et sociales

AVENANT N°

A LA CONVENTION PORTANT CREATION DU CFA DE LA

SIGNEE LE

Vu le Code du Travail, notamment le livre II de sa sixième partie;
Vu le Code général des Collectivités Territoriales;
Vu le règlement financier adopté par le Conseil régional;
Vu la délibération n°14-0451/4 de la Commission permanente du Conseil régional en date du 3 juillet 2014 adoptant le texte conventionnel relatif au fonctionnement d'un Centre de Formation d'Apprentis;
Vu la convention portant création du Centre de Formation d'Apprentis de signée le ;
Vu la délibération n° 17_DAJCP_SA_06 du Conseil régional en date du 22 juin 2017 approuvant les délégations accordées à la Commission permanente ;
Vu l'ensemble des décisions budgétaires de l'année en cours;
Vu la délibération n°19_0312_05 de la commission permanente du Conseil régional en date du 8 juillet 2019;

ENTRE : La Région de Bretagne, représentée par Monsieur Loïg CHESNAIS-GIRARD, Président du Conseil régional,

d'une part,

ET : La représenté(e) par , ci-après dénommé(e) organisme gestionnaire,

d'autre part,

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 :

Cet avenant a pour objet de proroger la convention quinquennale portant création du CFA jusqu'au 31 décembre 2019.

ARTICLE 2 :

L'article 22 de la convention portant création du CFA est rédigé comme suit : *La présente convention prend effet à compter du 1er septembre 2014. Elle est valable pour une durée de 5 ans et 4 mois, à savoir jusqu'au 31 décembre 2019.*

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0312_05-DE

Fait à Rennes, le

Pour la

(Cachet de l'organisme gestionnaire et signature)

Pour la Région Bretagne,
Le Président du Conseil régional,

Par délégation,

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0312_05-DE

Validité de la convention du 1 septembre 2014 au 31 décembre 2019

ORGANISME GESTIONNAIRE :
CHAMBRE DE METIERS ET DE L'ARTISANAT DES COTES D'ARMOR Le Tertre de la Motte 22440 PLOUFRAGAN

CENTRE DE FORMATION D'APPRENTIS
CFA DE LA CHAMBRE DE METIERS ET DE L'ARTISANAT DES COTES D'ARMOR Le Tertre de la Motte 22440 PLOUFRAGAN

TABLEAU SYNTHETIQUE DES FORMATIONS PAR SECTEURS PROFESSIONNELS

N° de codification	Diplôme	Secteur professionnel / intitulé du diplôme	opérateur	lieu	Observation	CARACTERISTIQUES DES FORMATIONS								
						Volume horaire	Nombre d'années	Nombre de "groupe classe enseignement professionnel" par année	Effectif par "groupe classe enseignement professionnel" mini	Effectif par "groupe classe enseignement professionnel" maxi	Capacités totales d'accueil par année de formation	Capacités totales d'accueil sur la durée de la formation	Données financières par formation pour chaque "groupe classe d'enseignement professionnel" Coût annuel de formation	Données financières par formation pour chaque "groupe classe d'enseignement professionnel" Dotation financière annuelle
		Agriculture horticulture paysage - Mécanique spécialisée agricole						**1**			**12**	**24**		
500252R21	CAP	Maintenance des matériels option A matériels agricoles	CFA CMA 22	Dinan	Première session 2018 suite à la rénovation du diplôme	**840**	**2**	**1**	**8**	**12**	**12**	**24**	**23 275 €**	**15 258 €**
		Agriculture horticulture paysage - Productions agricoles et végétales						**1**			**12**	**24**		
56M212T03	CTM	Toiletteur canin et félin	CFA CMA 22	Dinan	Ouverture expérimentale rentrée 2014 pour deux promotions 2014/2016 et 2015/2017 – Reconduction de l'expérimentation pour les promotions 2016/2018, 2017/2019 et 2018/2020. 2 groupes en 1ère année pour la promotion 2016/2018 Pérennisation de la formation rentrée 2019	**840**	**2**	**1**	**8**	**12**	**12**	**24**	**43 044 €**	**26 176 €**
		Arts et spectacles - Arts et design						**1**			**12**	**24**		
500322V26	CAP	Signalétique, enseigne et décor	CFA CMA 22	Dinan	ouverture rentrée 2012. Dernière session 2018 suite à la rénovation du diplôme	**840**	**2**	_	**8**	**12**	_	_	**51 905 €**	**31 621 €**
500322V27	CAP	Signalétique et décors graphiques	CFA CMA 22	Dinan	ouverture rentrée 2012. Première session 2019 suite à la rénovation du diplôme	**840**	**2**	**1**	**8**	**12**	**12**	**24**	**51 905 €**	**31 621 €**
		Bâtiment - Menuiserie du bâtiment travail du bois						**13**			**156**	**312**		
500234S41	CAP	Menuisier fabricant de menuiserie, mobilier et agencement	CFA CMA 22	Dinan		**840**	**2**	**2**	**8**	**12**	**24**	**48**	**35 153 €**	**22 673 €**
500234S41	CAP	Menuisier fabricant de menuiserie, mobilier et agencement	CFA CMA 22	Ploufragan		**840**	**2**	**3**	**8**	**12**	**36**	**72**	**43 201 €**	**26 398 €**
500234S42	CAP	Menuisier installateur	CFA CMA 22	Dinan		**840**	**2**	**1**	**8**	**12**	**12**	**24**	**47 425 €**	**28 979 €**
500234S42	CAP	Menuisier installateur	CFA CMA 22	Ploufragan		**840**	**2**	**3**	**8**	**12**	**36**	**72**	**43 201 €**	**26 398 €**
450234S08	BP	Menuisier	CFA CMA 22	Ploufragan	première session 2016	**840**	**2**	**4**	**8**	**12**	**48**	**96**	**51 936 €**	**31 893 €**
		Commerce vente - Commerce distribution et Vente						**40**			**522**	**1176**		
500312T14	CAP	Employé de commerce multi-spécialités	CFA CMA 22	Dinan		**840**								
500312T15	CAP	Employé de vente spécialisé option A produits alimentaires	CFA CMA 22	Dinan		**840**	**2**	**2**	**8**	**15**	**30**	**60**	**43 075 €**	**25 996 €**
500312T16	CAP	Employé de vente spécialisé option B produits d'équipement courant	CFA CMA 22	Dinan		**840**								
500312T14	CAP	Employé de commerce multi-spécialités	CFA CMA 22	Ploufragan		**840**	**2**	**2**	**8**	**12**	**24**	**48**	**39 710 €**	**24 054 €**
500312T15	CAP	Employé de vente spécialisé option A produits alimentaires	CFA CMA 22	Ploufragan		**840**	**2**	**2**	**8**	**12**	**24**	**48**	**45 451 €**	**27 342 €**
500312T16	CAP	Employé de vente spécialisé option B produits d'équipement courant	CFA CMA 22	Ploufragan		**840**	**2**	**2**	**8**	**12**	**24**	**48**	**39 710 €**	**24 054 €**
500312T17	CAP	Vendeur-Magasinier en pièces de rechange et équipements automobiles	CFA CMA 22	Dinan		**840**	**2**	**2**	**8**	**12**	**24**	**48**	**41 301 €**	**24 874 €**

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0312_05-DE

Validité de la convention du 1 septembre 2014 au 31 décembre 2019

ORGANISME GESTIONNAIRE :
CHAMBRE DE METIERS ET DE L'ARTISANAT DES COTES D'ARMOR Le Tertre de la Motte 22440 PLOUFRAGAN

CENTRE DE FORMATION D'APPRENTIS
CFA DE LA CHAMBRE DE METIERS ET DE L'ARTISANAT DES COTES D'ARMOR Le Tertre de la Motte 22440 PLOUFRAGAN

TABLEAU SYNTHETIQUE DES FORMATIONS PAR SECTEURS PROFESSIONNELS

N° de codification	Diplôme	Secteur professionnel / intitulé du diplôme	opérateur	lieu	Observation	CARACTERISTIQUES DES FORMATIONS								
						Volume horaire	Nombre d'années	Nombre de "groupe classe enseignement professionnel" par année	Effectif par "groupe classe enseignement professionnel" mini	Effectif par "groupe classe enseignement professionnel" maxi	Capacités totales d'accueil par année de formation	Capacités totales d'accueil sur la durée de la formation	Données financières par formation pour chaque "groupe classe d'enseignement professionnel" Coût annuel de formation	Données financières par formation pour chaque "groupe classe d'enseignement professionnel" Dotation financière annuelle
		Commerce vente - Commerce distribution et Vente						**15**			**198**	**462**		
400312T02	Bac Pro	Commerce	CFA CMA 22	Dinan	Dernière session 2021 suite à la rénovation du diplôme	**1850**	**3**	**1**	**8**	**12**	**12**	**36**	**52 301 €**	**32 760 €**
400312T13	Bac Pro	Métiers du commerce et de la vente	CFA CMA 22	Dinan	Première session 2022 suite à la rénovation du diplôme	**1850**	**3**	**1**	**8**	**12**	**12**	**36**	**52 301 €**	**32 760 €**
400312T02	Bac Pro	Commerce	CFA CMA 22	Ploufragan	Dernière session 2021 suite à la rénovation du diplôme	**1850**	**3**	**3**	**10**	**12**	**36**	**108**	**58 946 €**	**35 545 €**
400312T13	Bac Pro	Métiers du commerce et de la vente	CFA CMA 22	Ploufragan	Première session 2022 suite à la rénovation du diplôme	**1850**	**3**	**3**	**10**	**12**	**36**	**108**	**58 946 €**	**35 545 €**
320312T09	BTS	Management des unités commerciales	CCI	Saint-Brieuc	Ouverture rentrée 2019. Dernière session 2020 suite à la rénovation du diplôme	**1406**	**2**	**2**	**8**	**12**	**24**	**48**	**67 648 €**	**33 824 €**
320312T13	BTS	Management commercial opérationnel	CCI	Saint-Brieuc	Ouverture rentrée 2019. Première session 2021 suite à la rénovation du diplôme	**1406**	**2**	**2**	**8**	**12**	**24**	**48**	**67 648 €**	**33 824 €**
320312T12	BTS	Négociation et digitalisation de la relation client	CCI	Saint-Brieuc	Ouverture rentrée 2019	**1406**	**2**	**2**	**8**	**12**	**24**	**48**	**67 648 €**	**33 824 €**
NC	Titre niveau II	Responsable de développement commercial	CCI	Saint-Brieuc	Ouverture rentrée 2019	**644**	**1**	**1**	**8**	**30**	**30**	**30**	**117 180 €**	**0 €**
		Electricité électronique électrotechnique - Electricité génie climatique						**1**			**12**	**12**		
500255S23	CAP	Préparation et réalisation d'ouvrages électriques	CFA CMA 22	Dinan	Dernière session 2019 suite à la rénovation du diplôme	**840**	**2**	_	**8**	**12**	_	_	_	_
500255S24	CAP	Electricien	CFA CMA 22	Dinan	Première session 2020 suite à la rénovation du diplôme	**840**	**2**	**1**	**8**	**12**	**12**	**12**	**25 706 €**	**16 216 €**
		Gestion administration finance informatique - Enseignement formation						**1**			**12**	**24**		
ND	CAP	Multi métiers	CFA CMA 22	Ploufragan	Ouverture rentrée 2016	**ND**	**2**	**1**	**8**	**12**	**12**	**24**	**35 155 €**	**23 957 €**
		Gestion administration finance informatique - Gestion administration						**2**			**24**	**24**		
320314T07	BTS	Assistant de gestion PME-PMI à référentiel commun européen	CFA CMA 22	Ploufragan	Dernière session 2019 suite à la rénovation du diplôme	**1365**	**2**	_	**8**	**12**	_	_	**61 673 €**	**37 230 €**
320314T09	BTS	Gestion de la PME	CFA CMA 22	Ploufragan	Première session 2020 suite à la rénovation du diplôme	**1365**	**2**	**2**	**8**	**12**	**24**	**24**	**61 673 €**	**37 230 €**
		Hôtellerie restauration tourisme - Cuisine						**14**			**168**	**336**		
500221T39	CAP	Cuisine	CFA CMA 22	Dinan	Première session 2018 suite à la rénovation du diplôme	**840**	**2**	**2**	**8**	**12**	**24**	**48**	**50 556 €**	**30 639 €**
500221T39	CAP	Cuisine	CFA CMA 22	Ploufragan	Première session 2018 suite à la rénovation du diplôme	**840**	**2**	**4**	**8**	**12**	**48**	**96**	**52 125 €**	**31 737 €**
56M334T01	CTM	Crêpier	CFA CMA 22	Dinan		**840**	**2**	**2**	**8**	**12**	**24**	**48**	**58 280 €**	**35 983 €**
010221S05	MC de niveau V	Cuisinier en desserts de restaurant	CFA CMA 22	Ploufragan		**420**	**1**	**2**	**8**	**12**	**24**	**24**	**39 615 €**	**24 119 €**
400221T06	Bac Pro	Cuisine	CFA CMA 22	Ploufragan	première session 2014	**1850**	**3**	**2**	**8**	**12**	**24**	**72**	**61 543 €**	**37 545 €**
450221S09	BP	Arts de la cuisine	CFA CMA 22	Ploufragan	Ouverture rentrée 2016	**840**	**2**	**1**	**8**	**12**	**12**	**24**	**37 905 €**	**24 992 €**
450334T07	BP	Art du service et commercialisation en restauration	CFA CMA 22	Ploufragan	Ouverture rentrée 2017	**840**	**2**	**1**	**8**	**12**	**12**	**24**	**36 500 €**	**23 129 €**

NB : Pour faire suite aux difficultés récurrentes de recrutement dans les classes secondes de baccalauréats professionnels, il est proposé un abaissement du seuil minimum à 6 (dés lors que les effectifs le justifient).

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0312_05-DE

Validité de la convention du 1 septembre 2014 au 31 décembre 2019

ORGANISME GESTIONNAIRE :
CHAMBRE DE METIERS ET DE L'ARTISANAT DES COTES D'ARMOR Le Tertre de la Motte 22440 PLOUFRAGAN

CENTRE DE FORMATION D'APPRENTIS
CFA DE LA CHAMBRE DE METIERS ET DE L'ARTISANAT DES COTES D'ARMOR Le Tertre de la Motte 22440 PLOUFRAGAN

TABLEAU SYNTHETIQUE DES FORMATIONS PAR SECTEURS PROFESSIONNELS

N° de codification	Diplôme	Secteur professionnel / intitulé du diplôme	opérateur	lieu	Observation	CARACTERISTIQUES DES FORMATIONS								
						Volume horaire	Nombre d'années	Nombre de "groupe classe enseignement professionnel" par	Effectif par "groupe classe enseignement professionnel"		Capacités totales d'accueil		Données financières par formation pour chaque "groupe classe d'enseignement professionnel"	
									mini	maxi	par année de formation	sur la durée de la formation	Coût annuel de formation	Dotation financière annuelle
		Hôtellerie restauration tourisme - Hôtellerie service en salle						**7**			**72**	**164**		
500334T09	CAP	Restaurant	CFA CMA 22	Ploufragan	Transfert partiel de la capacité d'accueil vers Aucaleuc (1 groupe). Dernière session 2018 suite à la rénovation du diplôme	**840**	**2**	_	**8**	**10**	_	_	_	_
500334T09	CAP	Restaurant	CFA CMA 22	Dinan	Ouverture rentrée 2016 avec transfert partiel de capacité de Ploufragan vers Aucaleuc (1 groupe). Dernière session 2018 suite à la rénovation du diplôme	**840**	**2**	_	**8**	**12**	_	_	_	_
500334T12	CAP	Commercialisation et services en hôtel café restaurant	CFA CMA 22	Ploufragan	Transfert partiel de la capacité d'accueil vers Aucaleuc (1 groupe). Première session 2019 suite à la rénovaton du diplôme	**840**	**2**	**4**	**8**	**10**	**40**	**80**	**37 117 €**	**23 864 €**
500334T12	CAP	Commercialisation et services en hôtel café restaurant	CFA CMA 22	Dinan	Ouverture rentrée 2016 avec transfert partiel de capacité de Ploufragan vers Aucaleuc (1 groupe). Première session 2019 suite à la rénovaton du diplôme	**840**	**2**	**1**	**8**	**12**	**12**	**24**	**37 905 €**	**24 992 €**
400334T03	Bac Pro	Commercialisation et services en restauration	CFA CMA 22	Ploufragan	première session 2014	**1850**	**3**	**2**	**8**	**10**	**20**	**60**	**59 653 €**	**36 323 €**
		Maintenance et carosserie de véhicules - Carosserie						**12**			**136**	**288**		
500254S32	CAP	Construction des carrosseries	CFA CMA 22	Dinan		**840**	**2**	**1**	**8**	**12**	**12**	**24**	**0 €**	**0 €**
500254S33	CAP	Peinture en carrosserie	CFA CMA 22	Dinan		**840**	**2**	**2**	**8**	**12**	**24**	**48**	**36 620 €**	**22 241 €**
500254S33	CAP	Peinture en carrosserie	CFA CMA 22	Dinan	CAP connexe	**416**	**1**	**1**	**8**	**12**	**12**	**12**	**50 489 €**	**30 785 €**
500254S34	CAP	Réparation des carrosseries	CFA CMA 22	Dinan		**840**	**2**	**2**	**8**	**12**	**24**	**48**	**42 892 €**	**26 118 €**
500254S34	CAP	Réparation des carrosseries	CFA CMA 22	Dinan		**420**	**1**	**1**	**8**	**12**	**12**	**12**	**41 222 €**	**24 969 €**
400254R08	Bac Pro	Réparation des carrosseries	CFA CMA 22	Dinan		**1850**	**3**	**3**	**8**	**10**	**30**	**90**	**60 343 €**	**36 689 €**
400254S10	Bac Pro	Construction des carrosseries	CFA CMA 22	Dinan		**1850**	**3**	**1**	**8**	**10**	**10**	**30**	**37 336 €**	**22 987 €**
320254M11	BTS	Conception et réalisation de carrosserie	CFA CMA 22	Dinan	première session 2015	**1400**	**2**	**1**	**8**	**12**	**12**	**24**	**46 990 €**	**29 579 €**
		Maintenance et carosserie de véhicules - Maintenance de véhicules						**20**			**237**	**528**		
500252R18	CAP	Maintenance des véhicules option A : voitures particulières	CFA CMA 22	Ploufragan	première session 2016	**840**	**2**	**5**	**8**	**13**	**65**	**130**	**47 697 €**	**28 952 €**
500252R19	CAP	Maintenance des véhicules option B : véhicules de transport routier	CFA CMA 22	Dinan	première session 2016	**840**	**2**	**2**	**8**	**12**	**24**	**48**	**42 778 €**	**25 948 €**
010255R07	MC de niveau V	Maintenance des systèmes embarqués de l'automobile	CFA CMA 22	Ploufragan	dominante véhicules particuliers	**400**	**1**	**1**	**8**	**12**	**12**	**12**	**0 €**	**0 €**
400252R14	Bac Pro	Maintenance des véhicules option A : voitures particulières	CFA CMA 22	Ploufragan	première session 2017	**1850**	**3**	**6**	**8**	**10**	**60**	**180**	**65 464 €**	**39 816 €**
400252R15	Bac Pro	Maintenance des véhicules option B : véhicules de transport routier	CFA CMA 22	Dinan	première session 2017. 3 groupes en 2ème année promotion 2016/2019	**1850**	**3**	**2**	**8**	**10**	**20**	**60**	**55 409 €**	**33 586 €**
320252R15	BTS	Maintenance des véhicules option voitures particulières	CFA CMA 22	Ploufragan	Première session 2018 suite à la rénovation du diplôme. 3 groupes en 1ère année pour la promotion 2018/2020	**1350**	**2**	**2**	**8**	**15**	**30**	**60**	**103 134 €**	**62 603 €**

NB : Pour faire suite aux difficultés récurrentes de recrutement dans les classes secondes de baccalauréats professionnels, il est proposé un abaissement du seuil minimum à 6 (dés lors que les effectifs le justifient).

860

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0312_05-DE

Validité de la convention du 1 septembre 2014 au 31 décembre 2019

ORGANISME GESTIONNAIRE :
CHAMBRE DE METIERS ET DE L'ARTISANAT DES COTES D'ARMOR Le Tertre de la Motte 22440 PLOUFRAGAN

CENTRE DE FORMATION D'APPRENTIS
CFA DE LA CHAMBRE DE METIERS ET DE L'ARTISANAT DES COTES D'ARMOR Le Tertre de la Motte 22440 PLOUFRAGAN

TABLEAU SYNTHETIQUE DES FORMATIONS PAR SECTEURS PROFESSIONNELS

N° de codification	Diplôme	Secteur professionnel / intitulé du diplôme	opérateur	lieu	Observation	CARACTERISTIQUES DES FORMATIONS								
						Volume horaire	Nombre d'années	Nombre de "groupe classe enseignement professionnel" par année	Effectif par "groupe classe enseignement professionnel" mini	Effectif par "groupe classe enseignement professionnel" maxi	Capacités totales d'accueil par année de formation	Capacités totales d'accueil sur la durée de la formation	Données financières par formation pour chaque "groupe classe d'enseignement professionnel" Coût annuel de formation	Données financières par formation pour chaque "groupe classe d'enseignement professionnel" Dotation financière annuelle
		Maintenance et carosserie de véhicules - Maintenance de véhicules												
320252R16	BTS	Maintenance des véhicules option véhicules de transport routier	CFA CMA 22	Dinan	Première session 2018 suite à la rénovation du diplôme. 2 groupes en 1ère année promotion 2016/2018 et 2018/2020.	**1400**	**2**	**1**	**8**	**12**	**12**	**24**	**62 474 €**	**38 817 €**
250252M03	Licence Pro	Maintenance des systèmes pluritechniques spécialité organisation et management des services automobile	CFA CMA 22	Ploufragan		**618**	**1**	**1**	**8**	**14**	**14**	**14**	**67 491 €**	**0 €**
		Métiers de bouche - Boucherie charcuterie						**7**			**84**	**156**		
500221S30	CAP	Charcutier-traiteur	CFA CMA 22	Ploufragan		**840**	**2**	**2**	**8**	**12**	**24**	**48**	**49 293 €**	**30 116 €**
500221T35	CAP	Boucher	CFA CMA 22	Ploufragan	3 groupes en année Terminale pour la promotion 2014/2016. 3 groupes en 2ème année pour les promotions 2015/2017, 2016/2018 et 2018/2020. Augmentation capacité d'accueil rentrée 2019	**840**	**2**	**3**	**8**	**12**	**36**	**72**	**60 002 €**	**36 709 €**
010221S03	MC de niveau V	Employé traiteur	CFA CMA 22	Ploufragan		**420**	**1**	**1**	**8**	**12**	**12**	**12**	**43 116 €**	**26 420 €**
450221S10	BP	Boucher	CFA CMA 22	Ploufragan	Première session 2018 suite à la rénovation du diplôme	**840**	**2**	**1**	**6**	**12**	**12**	**24**	**55 684 €**	**34 004 €**
450221S07	BP	Charcutier traiteur	CFA CMA 22	Ploufragan	Transfert définitif des effectifs à la CMA du Morbihan (recrutement annuel)	**840**	**2**	**_**	**6**	**12**	**_**	**_**	**0 €**	**0 €**
		Métiers de bouche - Boulangerie pâtisserie						**28**			**330**	**580**		
500221S37	CAP	Boulanger	CFA CMA 22	Dinan	première session 2016 – 3 groupes en classe de Terminale pour la promotion 2014/2016. 3 groupes en 2ème année pour les promotions 2015/2017 et 2016/2018 Augmentation capacité d'accueil rentrée 2019	**840**	**2**	**3**	**8**	**12**	**36**	**72**	**46 617 €**	**28 324 €**
500221S37	CAP	Boulanger	CFA CMA 22	Ploufragan	première session 2016	**840**	**2**	**4**	**8**	**12**	**48**	**96**	**47 493 €**	**28 843 €**
500221S37	CAP	Boulanger	CFA CMA 22	Ploufragan	CAP Connexe - première session 2016	**420**	**1**	**2**	**8**	**12**	**24**	**24**	**47 493 €**	**28 843 €**
500221S33	CAP	Chocolatier confiseur	CFA CMA 22	Ploufragan		**420**	**1**	**1**	**8**	**16**	**16**	**16**	**59 920 €**	**36 328 €**
500221S36	CAP	Pâtissier	CFA CMA 22	Dinan		**840**	**2**	**1**	**8**	**12**	**12**	**24**	**44 378 €**	**26 996 €**
500221S36	CAP	Pâtissier	CFA CMA 22	Ploufragan		**840**	**2**	**4**	**8**	**12**	**48**	**96**	**47 758 €**	**28 985 €**

NB : Pour faire suite aux difficultés récurrentes de recrutement dans les classes secondes de baccalauréats professionnels, il est proposé un abaissement du seuil minimum à 6 (dés lors que les effectifs le justifient).

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0312_05-DE

Validité de la convention du 1 septembre 2014 au 31 décembre 2019

ORGANISME GESTIONNAIRE :
CHAMBRE DE METIERS ET DE L'ARTISANAT DES COTES D'ARMOR Le Tertre de la Motte 22440 PLOUFRAGAN

CENTRE DE FORMATION D'APPRENTIS
CFA DE LA CHAMBRE DE METIERS ET DE L'ARTISANAT DES COTES D'ARMOR Le Tertre de la Motte 22440 PLOUFRAGAN

TABLEAU SYNTHETIQUE DES FORMATIONS PAR SECTEURS PROFESSIONNELS

N° de codification	Diplôme	Secteur professionnel / intitulé du diplôme	opérateur	lieu	Observation	CARACTERISTIQUES DES FORMATIONS								
						Volume horaire	Nombre d'années	Nombre de "groupe classe enseignement profession nel" par année	Electif par "groupe classe enseignement professionnel" mini	Electif par "groupe classe enseignement professionnel" maxi	Capacités totales d'accueil par année de formation	Capacités totales d'accueil sur la durée de la formation	Données financières par formation pour chaque "groupe classe d'enseignement professionnel" Coût annuel de formation	Données financières par formation pour chaque "groupe classe d'enseignement professionnel" Dotation financière annuelle
		Métiers de bouche - Boulangerie pâtisserie												
500221S36	CAP	Pâtissier	CFA CMA 22	Ploufragan	CAP Connexe – transfert d'un groupe à Dinan pour la promotion 2015/2016	**420**	**1**	**1**	**8**	**12**	**12**	**12**	**47 758 €**	**28 985 €**
500221S36	CAP	Pâtissier	CFA CMA 22	Dinan	[2]	**420**	**1**	**2**	**8**	**12**	**24**	**24**	**44 378 €**	**26 996 €**
010221S04	MC de niveau V	Pâtisserie glacerie chocolaterie confiserie spécialisées	CFA CMA 22	Ploufragan	Transfert d'un groupe à Dinan pour la promotion 2014/2015	**420**	**1**	**2**	**8**	**12**	**24**	**24**	**49 523 €**	**29 994 €**
400221S05	Bac Pro	Boulanger pâtissier	CFA CMA 22	Dinan	2 groupes à compter de la rentrée 2015	**1850**	**3**	**2**	**8**	**10**	**20**	**60**	**64 107 €**	**39 137 €**
450221S08	BP	Boulanger	CFA CMA 22	Dinan	Ouverture rentrée 2017	**910**	**2**	**1**	**8**	**10**	**10**	**20**	**39 150 €**	**24 947 €**
450221S08	BP	Boulanger	CFA CMA 22	Ploufragan	première session 2014	**840**	**2**	**2**	**8**	**10**	**20**	**40**	**42 732 €**	**25 946 €**
46M221S03	BTM	Chocolatier	CFA CMA 22	Ploufragan	2 groupes en classe de Terminale pour la promotion 2014/2016. Dernière session 2018 suite à la rénovation du diplôme	**840**	**2**	_	**8**	**12**	_	_	**58 511 €**	**35 483 €**
46M221S03	BTM	Chocolatier confiseur	CFA CMA 22	Ploufragan	2 groupes en classe de Terminale pour la promotion 2014/2016.Première session 2019 suite à la rénovation du diplôme. 2 groupes en 1ère année pour la promotion 2018/2020	**840**	**2**	**1**	**8**	**12**	**12**	**24**	**58 511 €**	**35 483 €**
46M221S04	BTM	Pâtissier confiseur glacier traiteur	CFA CMA 22	Ploufragan		**840**	**2**	**2**	**8**	**12**	**24**	**48**	**52 807 €**	**32 182 €**
		Pré-apprentissage						**3**			**45**	**45**		
631999M99	DIMA	Dispositif d'Initiation aux Métiers en Alternance	CFA CMA 22	Ploufragan	Fermeture à la rentrée 2019	**540**	**1**	**3**	**8**	**15**	**45**	**45**		**42 729 €**
		Sanitaire et social - Santé paramédical et autres domaines						**6**			**72**	**168**		
450331S04	BP	Préparateur en pharmacie	CFA CMA 22	Ploufragan		**840**	**2**	**4**	**8**	**12**	**48**	**96**	**42 321 €**	**25 719 €**
450331S04	BP	Préparateur en pharmacie	CFA CMA 22	Ploufragan		**1260**	**3**	**2**	**8**	**12**	**24**	**72**	**40 721 €**	**24 764 €**
		Soins personnels - Coiffure						**13**			**165**	**303**		
500336T10	CAP	Coiffure	CFA CMA 22	Dinan		**840**	**2**	**2**	**8**	**12**	**24**	**48**	**33 338 €**	**20 049 €**
500336T10	CAP	Coiffure	CFA CMA 22	Ploufragan		**840**	**2**	**4**	**8**	**12**	**48**	**96**	**48 963 €**	**29 854 €**
010336T05	MC de niveau V	Coiffure Coupe Couleur	CFA CMA 22	Ploufragan	première session 2016	**420**	**1**	**1**	**8**	**15**	**15**	**15**	**62 527 €**	**40 437 €**
010336T05	MC de niveau V	Coiffure Coupe Couleur	CFA CMA 22	Dinan	première session 2016	**420**	**1**	**1**	**8**	**12**	**12**	**12**	**44 493 €**	**28 747 €**
450336T08	BP	Coiffure	CFA CMA 22	Dinan	première session 2013. Transfert partiel de la capacité d'accueil de Dinan vers Ploufragan	**840**	**2**	**3**	**8**	**12**	**36**	**72**	**39 895 €**	**24 056 €**
450336T08	BP	Coiffure	CFA CMA 22	Ploufragan	Transfert partiel de la capacité d'accueil vers Ploufragan (1 groupe en 1ère année) pour la promotion 2018/2020	**840**	**2**	**2**	**8**	**15**	**30**	**60**	**54 670 €**	**33 270 €**
		Sport animation						**6**			**72**	**72**		
ND	CAP	Classes territoriales de l'apprentissage	CFA CMA 22	Rostrenen, Lannion et Loudéac	Ouverture rentrée 2016. 1ère année avec coûts spécifiques[(2)].	**840**	**1**	**6**	**8**	**12**	**72**	**72**	**54 821 €**	**42 393 €**

NB : Pour faire suite aux difficultés récurrentes de recrutement dans les classes secondes de baccalauréats professionnels, il est proposé un abaissement du seuil minimum à 6 (dés lors que les effectifs le justifient).

[(2)] : La 2nde année sur 5 diplômes (CAP Boulanger / Pâtissier / Cuisine / Restaurant / Vente) avec dotation du diplôme préparé

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0312_05-DE

Validité de la convention du 1 septembre 2014 au 31 décembre 2019

ORGANISME GESTIONNAIRE :
CHAMBRE DE METIERS ET DE L'ARTISANAT DU FINISTERE - 24 route de Cuzon - 29196 QUIMPER CEDEX

CENTRE DE FORMATION D'APPRENTIS
CFA DE LA CHAMBRE DE METIERS ET DE L'ARTISANAT DU FINISTERE - 24 route de Cuzon - B.P. 412 - 29196 QUIMPER CEDEX

TABLEAU SYNTHETIQUE DES FORMATIONS PAR SECTEURS PROFESSIONNELS

N° de codification	Diplôme	Secteur professionnel / intitulé du diplôme	opérateur	lieu	Observation	CARACTERISTIQUES DES FORMATIONS								
						Volume horaire	Nombre d'années	Nombre de "groupe classe enseignement professionnel" par année	Effectif par "groupe classe enseignement professionnel" mini	Effectif par "groupe classe enseignement professionnel" maxi	Capacités totales d'accueil par année de formation	Capacités totales d'accueil sur la durée de la formation	Données financières par formation pour chaque "groupe classe d'enseignement professionnel" Coût annuel de formation	Données financières par formation pour chaque "groupe classe d'enseignement professionnel" Dotation financière annuelle
		Commerce vente - Commerce distribution						**4**			**84**	**216**		
500312T14	CAP	Employé de commerce multi-spécialités	CFA CMA 29	Quimper		**840**	**2**	**1**	**8**	**24**	**24**	**48**	**54 152 €**	**33 414 €**
400312T02	Bac Pro	Commerce	CFA CMA 29	Quimper	Dernière session 2021 suite à la rénovation du diplôme	**1870**	**3**	**1**	**8**	**24**	**24**	**72**	**72 684 €**	**45 207 €**
400312T13	Bac Pro	Métiers du commerce et de la vente	CFA CMA 29	Quimper	Première session 2022 suite à la rénovation du diplôme	**1870**	**3**	**1**	**8**	**24**	**24**	**72**	**72 684 €**	**45 207 €**
320312T09	BTS	Management des unités commerciales	CFA CMA 29	Quimper	Ouverture à titre expérimental pour 2 promotions à la rentrée 2018. Dernière session 2020 suite à la rénovation du dplôme	**1400**	**2**	**1**	**8**	**12**	**12**	**24**	**61 361 €**	**40 000 €**
320312T13	BTS	Management commercial opérationnel	CFA CMA 29	Quimper	Ouverture à titre expérimental pour 2 promotions à la rentrée 2018. Première session 2021 suite à la rénovation du diplôme	**1400**	**2**	**1**	**8**	**12**	**12**	**24**	**61 361 €**	**40 000 €**
		Commerce vente - Vente						**9**			**120**	**216**		
500312T15	CAP	Employé de vente spécialisé option A produits alimentaires	CFA CMA 29	Quimper	2 groupes en année terminale pour la promotion 2013/2015 et 2016/2017 (parcours en 1 an). CP 09/16 :2 groupes en année terminale pour la promotion 2013/2015 et 2016/2017 (parcours en 1 an) CP 12/16 : annulé et remplacé par 2 groupes en 1ère année promotion 2016/2018	**840**	**2**	**1**	**8**	**24**	**24**	**48**	**57 024 €**	**35 196 €**
500312T18	CAP	Fleuriste	CFA CMA 29	Quimper	Dernière session 2019 suite à la rénovation du diplôme	**840**	**2**	_	**8**	**12**	_	_	**51 984 €**	**32 258 €**
500312T23	CAP	Fleuriste	CFA CMA 29	Quimper	Première session 2020 suite à la rénovation du diplôme	**840**	**2**	**2**	**8**	**12**	**24**	**48**	**51 984 €**	**32 258 €**
500312T18	CAP	Fleuriste	CFA CMA 29	Quimper	2 groupes pour la promotion 2017/2018 Dernière session 2019 suite à la rénovation du diplôme	**435**	**1**	_	**8**	**12**	_	_	**47 679 €**	**29 299 €**
500312T23	CAP	Fleuriste	CFA CMA 29	Quimper	Première session 2020 suite à la rénovation du diplôme	**435**	**1**	**1**	**8**	**12**	**12**	**12**	**47 679 €**	**29 299 €**
010221W06	MC de niveau V	Vendeur spécialisé en alimentation	CFA CMA 29	Quimper	Ouverture rentrée 2016	**420**	**1**	**1**	**8**	**12**	**12**	**12**	**47 768 €**	**29 617 €**
450312T06	BP	Fleuriste	CFA CMA 29	Quimper		**910**	**2**	**4**	**8**	**12**	**48**	**96**	**51 395 €**	**31 765 €**
		Gestion administration finance informatique - Gestion administration						**2**			**24**	**24**		
320314T07	BTS	Assistant de gestion PME-PMI à référentiel commun européen	CFA CMA 29	Quimper	Dernière session 2019 suite à la rénovation du diplôme	**1400**	**2**	_	**8**	**12**	_	_	**83 350 €**	**48 487 €**
320314T09	BTS	Gestion de la PME	CFA CMA 29	Quimper	Première session 2020 suite à la rénovation du diplôme	**1400**	**2**	**2**	**8**	**12**	**24**	**24**	**83 350 €**	**48 487 €**
		Hôtellerie restauration tourisme - Cuisine						**6**			**72**	**156**		
500221T39	CAP	Cuisine	CFA CMA 29	Quimper	Première session 2018 suite à la rénovation du diplôme	**840**	**2**	**4**	**8**	**12**	**48**	**96**	**45 644 €**	**26 958 €**
400221T06	Bac Pro	Cuisine	CFA CMA 29	Quimper		**1870**	**3**	**1**	**8**	**12**	**12**	**36**	**55 275 €**	**32 863 €**
450221S09	BP	Arts de la cuisine	CFA CMA 29	Quimper	Ouverture rentrée 2017. 2 groupes en 1ère année pour la promotion 2017/2019	**938**	**2**	**1**	**8**	**12**	**12**	**24**	**38 480 €**	**33 400 €**

NB : Pour faire suite aux difficultés récurrentes de recrutement dans les classes secondes de baccalauréats professionnels, il est proposé un abaissement du seuil minimum à 6 (dés lors que les effectifs le justifient).

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0312_05-DE

Validité de la convention du 1 septembre 2014 au 31 décembre 2019

ORGANISME GESTIONNAIRE :
CHAMBRE DE METIERS ET DE L'ARTISANAT DU FINISTERE - 24 route de Cuzon - 29196 QUIMPER CEDEX

CENTRE DE FORMATION D'APPRENTIS
CFA DE LA CHAMBRE DE METIERS ET DE L'ARTISANAT DU FINISTERE - 24 route de Cuzon - B.P. 412 - 29196 QUIMPER CEDEX

TABLEAU SYNTHETIQUE DES FORMATIONS PAR SECTEURS PROFESSIONNELS

N° de codification	Diplôme	Secteur professionnel / intitulé du diplôme	opérateur	lieu	Observation	CARACTERISTIQUES DES FORMATIONS								
						Volume horaire	Nombre d'années	Nombre de "groupe classe enseignement professionnel" par	Effectif par "groupe classe enseignement" mini	Effectif par "groupe classe enseignement" maxi	Capacités totales d'accueil par année de formation	Capacités totales d'accueil sur la durée de la formation	Données financières par formation pour chaque "groupe classe d'enseignement" Coût annuel de formation	Données financières par formation pour chaque "groupe classe d'enseignement" Dotation financière annuelle
		Hôtellerie restauration tourisme - Hôtellerie service en salle						**4**			**48**	**108**		
500334T09	CAP	Restaurant	CFA CMA 29	Quimper	3 groupes en 2ème année promotion 2015/2017 (parcours en 1 an). Dernière session 2018 suite à la rénovation du diplôme	**840**	**2**	_	**8**	**12**	_	_	**44 011 €**	**25 784 €**
500334T12	CAP	Commercialisation et services en hôtel café restaurant	CFA CMA 29	Quimper	3 groupes en 2ème année promotion 2015/2017 (parcours en 1 an). Première session 2019 suite à la rénovation du diplôme	**840**	**2**	**2**	**8**	**12**	**24**	**48**	**44 011 €**	**25 784 €**
400334T03	Bac Pro	Commercialisation et services en restauration	CFA CMA 29	Quimper	première session 2014	**1870**	**3**	**1**	**8**	**12**	**12**	**36**	**38 854 €**	**22 736 €**
450334T07	BP	Art du service et commercialisation en restauration	CFA CMA 29	Quimper	Ouverture rentrée 2017	**938**	**2**	**1**	**8**	**12**	**12**	**24**	**74 892 €**	**33 400 €**
		Maintenance et carosserie de véhicules - Carosserie						**2**			**24**	**48**		
500254S34	CAP	Réparation des carrosseries	CFA CMA 29	Quimper		**840**	**2**	**2**	**8**	**12**	**24**	**48**	**71 332 €**	**41 285 €**
		Maintenance et carosserie de véhicules - Maintenance de véhicules						**2**			**24**	**60**		
500252R18	CAP	Maintenance des véhicules option A : voitures particulières	CFA CMA 29	Quimper	première session 2016. 2 groupes en 1ère année de formation pour les promotions 2016/2018 et 2017/2019	**840**	**2**	**1**	**8**	**12**	**12**	**24**	**48 117 €**	**26 889 €**
400252R14	Bac Pro	Maintenance des véhicules option A : voitures particulières	CFA CMA 29	Quimper	première session 2017. 2 groupes en 2ème année pour les promotions 2015/2018, 2016/2019 et 2017/2020.	**1870**	**3**	**1**	**8**	**12**	**12**	**36**	**70 992 €**	**39 285 €**

NB : Pour faire suite aux difficultés récurrentes de recrutement dans les classes secondes de baccalauréats professionnels, il est proposé un abaissement du seuil minimum à 6 (dés lors que les effectifs le justifient).

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0312_05-DE

Validité de la convention du 1 septembre 2014 au 31 décembre 2019

ORGANISME GESTIONNAIRE :
CHAMBRE DE METIERS ET DE L'ARTISANAT DU FINISTERE - 24 route de Cuzon - 29196 QUIMPER CEDEX

CFA DE LA CHAMBRE DE METIERS ET DE L'ARTISANAT DU FINISTERE - 24 route de Cuzon - B.P. 412 - 29196 QUIMPER CEDEX

TABLEAU SYNTHETIQUE DES FORMATIONS PAR SECTEURS PROFESSIONNELS

N° de codification	Diplôme	Secteur professionnel / intitulé du diplôme	opérateur	lieu	Observation	CARACTERISTIQUES DES FORMATIONS								
						Volume horaire	Nombre d'années	Nombre de "groupe classe enseignement professionnel" par	Effectif par "groupe classe enseignement" mini	Effectif par "groupe classe enseignement" maxi	Capacités totales d'accueil par année de formation	Capacités totales d'accueil sur la durée de la formation	Données financières par formation pour chaque "groupe classe d'enseignement" Coût annuel de formation	Données financières par formation pour chaque "groupe classe d'enseignement" Dotation financière annuelle
		Métiers de bouche - Boucherie charcuterie						**3**			**36**	**48**		
500221S30	CAP	Charcutier-traiteur	CFA CMA 29	Quimper	2 groupes en année Terminale pour la promotion 2013/2015, avec un financement spécifique de 6 750 € pour le deuxième groupe.	**840**	**2**	**1**	**8**	**12**	**12**	**24**	**46 281 €**	**27 832 €**
010221S03	MC de niveau V	Employé Traiteur	CFA CMA 29	Quimper		**420**	**1**	**2**	**8**	**12**	**24**	**24**	**67 686 €**	**41 086 €**
		Métiers de bouche - Boulangerie pâtisserie						**14**			**170**	**274**		
500221S37	CAP	Boulanger	CFA CMA 29	Quimper	première session 2016	**840**	**2**	**3**	**8**	**12**	**36**	**72**	**54 591 €**	**32 272 €**
500221S37	CAP	Boulanger	CFA CMA 29	Quimper	première session 2016	**435**	**1**	**1**	**8**	**12**	**12**	**12**	**58 678 €**	**34 762 €**
500221S36	CAP	Pâtissier	CFA CMA 29	Quimper		**840**	**2**	**2**	**8**	**12**	**24**	**48**	**53 890 €**	**31 960 €**
500221S36	CAP	Pâtissier	CFA CMA 29	Quimper	2 groupes à compter de la rentrée 2015	**435**	**1**	**2**	**8**	**14**	**28**	**28**	**55 975 €**	**33 121 €**
010221S04	MC de niveau V	Pâtisserie glacerie chocolaterie confiserie spécialisées	CFA CMA 29	Quimper	2 groupes pour les promotions 2015/2016, 2016/2017, 2017/2018 et 2018/2019	**420**	**1**	**1**	**8**	**12**	**12**	**12**	**56 341 €**	**33 291 €**
010221S08	MC de niveau V	Pâtisserie boulangère	CFA CMA 29	Quimper	2 groupes pour les promotions 2015/2016, 2016/2017, 2017/2018 et 2018/2019	**420**	**1**	**1**	**8**	**12**	**12**	**12**	**58 044 €**	**34 278 €**
10221S07	MC de niveau V	Boulangerie spécialisée	CFA CMA 29	Quimper	Ouverture rentrée 2019	**420**	**1**	**1**	**8**	**12**	**12**	**12**	**50 000 €**	**32 500 €**
450221S08	BP	Boulanger	CFA CMA 29	Quimper	Ouverture rentrée 2016. 2 groupes en 1ère année de formation pour la promotion 2017/2019	**910**	**2**	**1**	**8**	**12**	**12**	**24**	**57 126 €**	**33 795 €**
400221S05	Bac Pro	Boulanger pâtissier	CFA CMA 29	Quimper		**1870**	**3**	**1**	**8**	**10**	**10**	**30**	**46 802 €**	**29 316 €**
46M221S04	BTM	Pâtissier confiseur glacier traiteur	CFA CMA 29	Quimper		**910**	**2**	**1**	**8**	**12**	**12**	**24**	**58 418 €**	**34 558 €**
		Soins personnels - Coiffure						**5**			**66**	**120**		
500336T10	CAP	Coiffure	CFA CMA 29	Quimper	3 groupes en 1ère année pour la promotion 2017/2019	**840**	**2**	**2**	**8**	**12**	**24**	**48**	**48 729 €**	**30 513 €**
010336T05	MC de niveau V	Coiffure Coupe Couleur	CFA CMA 29	Quimper		**420**	**1**	**1**	**6**	**12**	**12**	**12**	**52 322 €**	**32 579 €**
450336T08	BP	Coiffure	CFA CMA 29	Quimper		**910**	**2**	**2**	**8**	**15**	**30**	**60**	**61 438 €**	**38 483 €**

NB : Pour faire suite aux difficultés récurrentes de recrutement dans les classes secondes de baccalauréats professionnels, il est proposé un abaissement du seuil minimum à 6 (dés lors que les effectifs le justifient).

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0312_05-DE

Validité de la convention du 1 septembre 2014 au 31 décembre 2019

ORGANISME GESTIONNAIRE :
CHAMBRE DE METIERS ET DE L'ARTISANAT D'ILLE ET VILAINE - 2 Cours des Alliés - CS 51218 - 35012 RENNES CEDEX

CFA DE LA CHAMBRE DE METIERS ET DE L'ARTISANAT D'ILLE ET VILAINE - 2 Cours des Alliés - CS 51218 - 35012 RENNES CEDEX

TABLEAU SYNTHETIQUE DES FORMATIONS PAR SECTEURS PROFESSIONNELS

N° de codification	Diplôme	Secteur professionnel / intitulé du diplôme	opérateur	lieu	Observation	CARACTERISTIQUES DES FORMATIONS								
						Volume horaire	Nombre d'années	Nombre de "groupe classe enseignement professionnel" par année	Effectif par "groupe classe enseignement professionnel" mini	Effectif par "groupe classe enseignement professionnel" maxi	Capacités totales d'accueil par année de formation	Capacités totales d'accueil sur la durée de la formation	Données financières par formation pour chaque "groupe classe d'enseignement professionnel" Coût annuel de formation	Données financières par formation pour chaque "groupe classe d'enseignement professionnel" Dotation financière annuelle
		Agriculture horticulture paysage - Mécanique spécialisée agricole						**5**			**60**	**144**		
500252R23	CAP	Maintenance des matériels option C matériels d'espaces verts	CFA CMA 35	Saint-Malo	Première session 2018 suite à la rénovation du diplôme	**840**	**2**	**3**	**8**	**12**	**36**	**72**	**43 087 €**	**28 583 €**
400252R13	Bac Pro	Maintenance des matériels option C Parcs et jardins	CFA CMA 35	Saint-Malo	Dernière session 2018 suite à la rénovation du diplôme	**1855**	**3**	_	**8**	**12**	_	_	**63 033 €**	**42 341 €**
400252R21	Bac Pro	Maintenance des matériels option C matériels d'espaces verts	CFA CMA 35	Saint-Malo	Première session 2019 suite à la rénovation du diplôme	**1855**	**3**	**2**	**8**	**12**	**24**	**72**	**63 033 €**	**42 341 €**
		Arts et spectacles - Art et design						**3**			**38**	**50**		
500234S37	CAP	Ebéniste	CFA CMA 35	Fougères	Dernière session 2018 suite à la rénovation du diplôme	**404**	**1**	_	**8**	**14**	_	_	**43 150 €**	**29 170 €**
500234S45	CAP	Ebéniste	CFA CMA 35	Fougères	Première session 2019 suite à la rénovation du diplôme	**404**	**1**	**1**	**8**	**14**	**14**	**14**	**43 150 €**	**29 170 €**
46M234S01	BTM	Ebéniste	CFA CMA 35	Fougères	Ouverture à la rentrée 2013 – reconduction de l'expérimentation pour la promotion 2015. Pérennisation à la rentrée 2016	**875**	**2**	**1**	**8**	**12**	**12**	**24**	**47 772 €**	**32 387 €**
500233V11	CAP	Staffeur ornemaniste	CFA CMA 35	Fougères	Ouverture rentrée 2014	**408**	**1**	**1**	**8**	**12**	**12**	**12**	**42 387 €**	**28 839 €**
		Bâtiment - Gros-œuvre						**4**			**57**	**99**		
500232S17	CAP	Maçon	CFA CMA 35	Fougères		**840**	**2**	**3**	**8**	**14**	**42**	**84**	**44 015 €**	**29 505 €**
450232S12	BP	Maçon	CFA CMA 35	Fougères	2 groupes pour la promotion 2013/2015. Dernière session 2019 suite à la rénovation du diplôme	**875**	**2**	_	**8**	**15**	_	_	**54 328 €**	**36 734 €**
450232S16	BP	Maçon	CFA CMA 35	Fougères	2 groupes pour la promotion 2013/2015. Première session 2020 suite à la rénovation du diplôme	**875**	**2**	**1**	**8**	**15**	**15**	**15**	**54 328 €**	**36 734 €**
		Bâtiment - Menuiserie du bâtiment travail du bois						**15**			**182**	**340**		
500234S39	CAP	Charpentier bois	CFA CMA 35	Fougères		**840**	**2**	**2**	**8**	**12**	**24**	**48**	**43 045 €**	**28 886 €**
500234S39	CAP	Charpentier bois	CFA CMA 35	Fougères	2 groupes pour la promotion 2013/2014 et 2018/2019	**408**	**1**	**1**	**8**	**12**	**12**	**12**	**47 397 €**	**31 791 €**
500234S40	CAP	Constructeur bois	CFA CMA 35	Fougères		**840**	**2**	**1**	**8**	**14**	**14**	**28**	**41 995 €**	**28 243 €**
500234S41	CAP	Menuisier fabricant de menuiserie, mobilier et agencement	CFA CMA 35	Fougères		**840**	**2**	**2**	**8**	**12**	**24**	**48**	**38 780 €**	**25 880 €**
500234S41	CAP	Menuisier fabricant de menuiserie, mobilier et agencement	CFA CMA 35	Saint-Malo		**840**	**2**	**1**	**8**	**12**	**12**	**24**	**21 741 €**	**15 537 €**
500234S42	CAP	Menuisier Installateur	CFA CMA 35	Fougères		**840**	**2**	**2**	**8**	**12**	**24**	**48**	**38 780 €**	**25 880 €**
500234S42	CAP	Menuisier Installateur	CFA CMA 35	Saint-Malo		**840**	**2**	**1**	**8**	**12**	**12**	**24**	**21 741 €**	**15 537 €**
450234S08	BP	Menuisier	CFA CMA 35	Fougères	première session 2016	**875**	**2**	**2**	**8**	**12**	**24**	**48**	**47 871 €**	**31 905 €**
450234S09	BP	Charpentier bois	CFA CMA 35	Fougères	première session 2016	**875**	**2**	**2**	**8**	**12**	**24**	**48**	**42 979 €**	**28 793 €**
46T230P02	Titre Prof de niveau IV	Technicien·ne metreur·euse en réhabilitation de l'habitat	CFA CMA 35	Fougères	Ouverture rentrée 2018	**455**	**1**	**1**	**8**	**12**	**12**	**12**	**45 000 €**	**24 750 €**

NB : Pour faire suite aux difficultés récurrentes de recrutement dans les classes secondes de baccalauréats professionnels, il est proposé un abaissement du seuil minimum à 6 (dés lors que les effectifs le justifient).

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0312_05-DE

Validité de la convention du 1 septembre 2014 au 31 décembre 2019

ORGANISME GESTIONNAIRE :
CHAMBRE DE METIERS ET DE L'ARTISANAT D'ILLE ET VILAINE - 2 Cours des Alliés - CS 51218 - 35012 RENNES CEDEX

CFA DE LA CHAMBRE DE METIERS ET DE L'ARTISANAT D'ILLE ET VILAINE - 2 Cours des Alliés - CS 51218 - 35012 RENNES CEDEX

TABLEAU SYNTHETIQUE DES FORMATIONS PAR SECTEURS PROFESSIONNELS

N° de codification	Diplôme	Secteur professionnel / intitulé du diplôme	opérateur	lieu	Observation	CARACTERISTIQUES DES FORMATIONS								
						Volume horaire	Nombre d'années	Nombre de "groupe classe enseignement professionnel" par	Effectif par "groupe classe enseignement" mini	Effectif par "groupe classe enseignement" maxi	Capacités totales d'accueil par année de formation	Capacités totales d'accueil sur la durée de la	Données financières par formation pour chaque "groupe classe d'enseignement" Coût annuel de formation	Données financières par formation pour chaque "groupe classe d'enseignement" Dotation financière annuelle
		Bâtiment - Second œuvre						**12**			**152**	**304**		
500233S18	CAP	Carreleur mosaïste	CFA CMA 35	Fougères		**840**	**2**	**2**	**8**	**12**	**24**	**48**	**39 570 €**	**26 679 €**
500233S19	CAP	Peintre applicateur de revêtement	CFA CMA 35	Saint-Malo		**840**	**2**	**3**	**8**	**14**	**42**	**84**	**39 183 €**	**26 261 €**
500233S20	CAP	Solier moquettiste	CFA CMA 35	Saint-Malo	CAP connexe	**408**	**1**	**1**	**8**	**12**	**12**	**12**	**48 876 €**	**33 225 €**
500233S23	CAP	Plâtrier-plaquiste	CFA CMA 35	Fougères		**840**	**2**	**2**	**8**	**12**	**24**	**48**	**46 977 €**	**31 609 €**
500230R02	CAP	Maintenance de bâtiments de collectivités	CFA CMA 35	Fougères	Ouverture rentrée 2019	**840**	**2**	**1**	**8**	**12**	**12**	**24**	**42 000 €**	**29 400 €**
400233S04	Bac Pro	Aménagement et finition du bâtiment	CFA CMA 35	Saint-Malo		**1855**	**3**	**1**	**8**	**12**	**12**	**36**	**51 173 €**	**38 672 €**
450233S08	BP	Carrelage mosaïque	CFA CMA 35	Fougères	ouverture rentrée 2012. Dernière session 2019 suite à la rénovation du diplôme	**875**	**2**	_	**8**	**12**	_	_	**46 617 €**	**31 457 €**
450233S16	BP	Carreleur mosaïste	CFA CMA 35	Fougères	ouverture rentrée 2012. Première session 2020 suite à la rénovation du diplôme	**875**	**2**	**1**	**8**	**12**	**12**	**24**	**46 617 €**	**31 457 €**
450233S14	BP	Métiers du plâtre et de l'isolation	CFA CMA 35	Fougères	Première session 2018 suite à la rénovation du diplôme	**910**	**2**	**1**	**8**	**14**	**14**	**28**	**49 036 €**	**33 162 €**
		Commerce vente - Vente						**2**			**24**	**24**		
46X255W01	Titre de niveau IV	Vendeur de l'électrodomestique et du multimédia	CFA CMA 35	Bruz		**665**	**1**	**2**	**8**	**12**	**24**	**24**	**62 577 €**	**42 162 €**
		Communication et techniques graphiques - communication						**1**			**12**	**36**		
46M323T01	BTM	Photographe option prise de vue	CFA CMA 35	Bruz	2 groupes pour la promotion 2012/2015 dans la classe correspondante à la rentrée 2012. 2 groupes en 1ère année pour la promotion 2017/2020	**1330**	**3**	**1**	**8**	**12**	**12**	**36**	**51 073 €**	**34 533 €**

NB : Pour faire suite aux difficultés récurrentes de recrutement dans les classes secondes de baccalauréats professionnels, il est proposé un abaissement du seuil minimum à 6 (dés lors que les effectifs le justifient).

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0312_05-DE

Validité de la convention du 1 septembre 2014 au 31 décembre 2019

ORGANISME GESTIONNAIRE :
CHAMBRE DE METIERS ET DE L'ARTISANAT D'ILLE ET VILAINE - 2 Cours des Alliés - CS 51218 - 35012 RENNES CEDEX

CENTRE DE FORMATION D'APPRENTIS
CFA DE LA CHAMBRE DE METIERS ET DE L'ARTISANAT D'ILLE ET VILAINE - 2 Cours des Alliés - CS 51218 - 35012 RENNES CEDEX

TABLEAU SYNTHETIQUE DES FORMATIONS PAR SECTEURS PROFESSIONNELS

N° de codification	Diplôme	Secteur professionnel / intitulé du diplôme	opérateur	lieu	Observation	CARACTERISTIQUES DES FORMATIONS								
						Volume horaire	Nombre d'années	Nombre de "groupe classe enseignement professionnel" par année	Effectif par "groupe classe enseignement professionnel" mini	Effectif par "groupe classe enseignement professionnel" maxi	Capacités totales d'accueil par année de formation	Capacités totales d'accueil sur la durée de la formation	Données financières par formation pour chaque "groupe classe d'enseignement professionnel" Coût annuel de formation	Données financières par formation pour chaque "groupe classe d'enseignement professionnel" Dotation financière annuelle
		Electricité électronique électrotechnique - Electronique électrotechnique						**9**			**124**	**236**		
56T255S01	Titre professionnel de niveau V	Installateur de réseaux câblés de communication	CFA CMA 35	Bruz	Ouverture rentrée 2017. Dernière session 2018 suite à la rénovation du diplôme.	**469**	**1**	_	**8**	**12**	_	_	**59 218 €**	**41 554 €**
56T255S01	Titre professionnel de niveau V	Installateur de réseaux télécommunications	CFA CMA 35	Bruz	Ouverture rentrée 2017. Première session 2019 suite à la rénovation du diplôme	**469**	**1**	**1**	**8**	**12**	**12**	**12**	**59 218 €**	**41 554 €**
400255R07	Bac Pro	Systèmes électroniques numériques	CFA CMA 35	Bruz	option électrodomestique - audio vidéo numérique. Dernière session 2018 suite à la rénovation du diplôme	**1855**	**3**	_	**8**	**14**	_	_	**65 740 €**	**44 314 €**
400255R14	Bac Pro	Systèmes numériques option B audiovisuels réseau et équipement domestiques	CFA CMA 35	Bruz	Première session 2019 suite rénovation diplôme	**1855**	**3**	**2**	**8**	**14**	**28**	**84**	**65 740 €**	**44 314 €**
400255R07	Bac Pro	Systèmes électroniques numériques	CFA CMA 35	Bruz	option télécommunications et réseaux. Dernière session 2018 suite à la rénovation du diplôme	**1855**	**3**	_	**8**	**14**	_	_	**65 740 €**	**44 314 €**
400255R15	Bac Pro	Systèmes numériques option C réseaux informatiques et systèmes communicants	CFA CMA 35	Bruz	Première session 2019 suite à la rénovation du diplôme	**1855**	**3**	**2**	**8**	**14**	**28**	**84**	**65 740 €**	**44 314 €**
46X255R0B	Titre de niveau IV	Technicien·ne services de la maison connectée	CFA CMA 35	Bruz	Première session 2018 suite à la rénovation du diplôme	**840**	**1**	**1**	**8**	**16**	**16**	**16**	**95 668 €**	**64 715 €**
46X255R0A	Titre de niveau IV	Technicien·ne services de l'électrodomestique connecté	CFA CMA 35	Bruz	2 groupes en 1ère année pour les promotions 2016/2017 et 2017/2018. Première session 2018 suite rénovation diplôme	**840**	**1**	**1**	**8**	**16**	**16**	**16**	**83 271 €**	**55 592 €**
46T255S01	Titre de niveau IV	Technicien de réseaux de télécommunications	CFA CMA 35	Bruz	Ouverture à titre expérimental à la rentrée 2018.	**586**	**1**	**1**	**8**	**12**	**12**	**12**	**80 000 €**	**40 000 €**
46T255P03	Titre de niveau IV	Technicien d'équipement et d'exploitation en électricité	CFA CMA 35	Bruz	Ouverture rentrée 2019	**455**	**1**	**1**	**8**	**12**	**12**	**12**	**50 000 €**	**35 000 €**
		Electricité électronique électrotechnique - Electricité génie climatique						**3**			**36**	**36**		
500255S23	CAP	Préparation et réalisation d'ouvrages électriques	CFA CMA 35	Bruz	Dernière session 2019 suite à la rénovation du diplôme	**840**	**2**	_	**8**	**12**	_	_	**40 441 €**	**27 196 €**
500255S24	CAP	Electricien	CFA CMA 35	Bruz	Première session 2020 suite à la rénovation du diplôme	**840**	**2**	**3**	**8**	**12**	**36**	**36**	**40 441 €**	**27 196 €**

NB : Pour faire suite aux difficultés récurrentes de recrutement dans les classes secondes de baccalauréats professionnels, il est proposé un abaissement du seuil minimum à 6 (dés lors que les effectifs le justifient).

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0312_05-DE

Validité de la convention du 1 septembre 2014 au 31 décembre 2019

ORGANISME GESTIONNAIRE :
CHAMBRE DE METIERS ET DE L'ARTISANAT D'ILLE ET VILAINE - 2 Cours des Alliés - CS 51218 - 35012 RENNES CEDEX

CENTRE DE FORMATION D'APPRENTIS
CFA DE LA CHAMBRE DE METIERS ET DE L'ARTISANAT D'ILLE ET VILAINE - 2 Cours des Alliés - CS 51218 - 35012 RENNES CEDEX

TABLEAU SYNTHETIQUE DES FORMATIONS PAR SECTEURS PROFESSIONNELS

N° de codification	Diplôme	Secteur professionnel / intitulé du diplôme	opérateur	lieu	Observation	CARACTERISTIQUES DES FORMATIONS								
						Volume horaire	Nombre d'années	Nombre de "groupe classe enseignement professionnel" par	Effectif par groupe classe enseignement professionnel"		Capacités totales d'accueil		Données financières par formation pour chaque "groupe classe d'enseignement professionnel"	
									mini	maxi	par année de formation	sur la durée de la	Coût annuel de formation	Dotation financière annuelle
		Gestion administration finance informatique - Informatique						**2**			**24**	**36**		
320326T10	BTS	Services informatiques aux organisations option A solutions d'infrastructure systèmes et réseaux (SISR)	CFA CMA 35	Bruz	2 groupes pour la promotion 2015/2017, avec optimisation (participation annuelle de 24 829 € par groupe pour un coût de formation optimisé du deuxième groupe). 2 groupes en 1ère année pour les promotions 2016/2018, 2017/2019 et 2018/2020. Première session 2016 suite à la rénovation du diplôme	**1400**	**2**	**1**	**8**	**12**	**12**	**24**	**67 159 €**	**44 793 €**
250326R74	Licence Pro	Métiers des réseaux informatiques et Télécommunications parcours Chargé d'affaires en réseaux et Télécommunications (LP Rennes 1)	CFA CMA 35	Bruz	Ouverture rentrée 2019. Formation qui ne démarre pas à la rentrée 2019.	**485**	**1**	**1**	**8**	**12**	**12**	**12**	**90 000 €**	**0 €**
		Maintenance et carosserie de véhicules - Carosserie						**5**			**60**	**108**		
500254S34	CAP	Réparation des carrosseries	CFA CMA 35	Bruz		**840**	**2**	**4**	**8**	**12**	**48**	**96**	**39 044 €**	**25 906 €**
500254S33	CAP	Peinture en carrosserie	CFA CMA 35	Bruz	CAP connexe	**408**	**1**	**1**	**8**	**12**	**12**	**12**	**49 716 €**	**33 265 €**
		Maintenance et carosserie de véhicules - Maintenance de véhicules						**20**			**240**	**504**		
500252R18	CAP	Maintenance des véhicules option A : voitures particulières	CFA CMA 35	Fougères	première session 2016	**840**	**2**	**1**	**8**	**12**	**12**	**24**	**41 827 €**	**28 205 €**
500252R18	CAP	Maintenance des véhicules option A : voitures particulières	CFA CMA 35	Bruz	première session 2016	**840**	**2**	**4**	**8**	**12**	**48**	**96**	**41 454 €**	**27 620 €**
500252R18	CAP	Maintenance des véhicules option A : voitures particulières	CFA CMA 35	Saint-Malo	première session 2016	**840**	**2**	**2**	**8**	**12**	**24**	**48**	**34 357 €**	**23 150 €**
500252R20	CAP	Maintenance des véhicules option C : motocycles	CFA CMA 35	Bruz	Transféré de Saint-Malo à Bruz à partir de la rentrée 2014 - première session 2016	**840**	**2**	**2**	**8**	**12**	**24**	**48**	**33 554 €**	**22 620 €**
010252R07	MC de niveau V	Maintenance des moteurs diésel et de leurs équipements	CFA CMA 35	Bruz	2 groupes pour la promotion 2017/2018	**420**	**1**	**1**	**8**	**12**	**12**	**12**	**60 618 €**	**40 787 €**
010255R07	MC de niveau V	Maintenance des systèmes embarqués de l'automobile	CFA CMA 35	Bruz		**420**	**1**	**2**	**8**	**12**	**24**	**24**	**33 189 €**	**22 101 €**
400252R14	Bac Pro	Maintenance des véhicules option A : voitures particulières	CFA CMA 35	Bruz	première session 2017	**1855**	**3**	**4**	**8**	**12**	**48**	**144**	**58 797 €**	**39 137 €**
400252R16	Bac Pro	Maintenance des véhicules option C : motocycles	CFA CMA 35	Bruz	Transféré de Saint-Malo à Bruz à partir de la rentrée 2014 - première session 2017	**1855**	**3**	**2**	**8**	**12**	**24**	**72**	**62 851 €**	**41 843 €**
46X252T01	Titre de niveau IV	Conseiller technique cycles	CFA CMA 35	Saint-Malo	Ouverture rentrée 2017. 2 groupes pour la promotion 2018/2019	**546**	**1**	**1**	**8**	**12**	**12**	**12**	**60 918 €**	**40 628 €**
320252R15	BTS	Maintenance des véhicules option voitures particulières	CFA CMA 35	Bruz	Ouverture à titre expérimental pour 2 promotions à la rentrée 2018	**1372**	**2**	**1**	**8**	**12**	**12**	**24**	**70 000 €**	**42 000 €**
		Métiers de bouche - Boucherie charcuterie						**9**			**116**	**230**		
500221S30	CAP	Charcutier-traiteur	CFA CMA 35	Fougères		**840**	**2**	**1**	**6**	**12**	**12**	**24**	**32 259 €**	**21 849 €**
500221S30	CAP	Charcutier-traiteur	CFA CMA 35	Bruz	2 groupes en année Terminale pour la promotion 2012/2014. 2 groupes en année Terminale pour la promotion 2014/2016. 2 groupes en 2ème année pour les promotions 2015/2017, 2016/2018 et 2017/2019.	**840**	**2**	**1**	**8**	**14**	**14**	**28**	**42 702 €**	**28 644 €**

NB : Pour faire suite aux difficultés récurrentes de recrutement dans les classes secondes de baccalauréats professionnels, il est proposé un abaissement du seuil minimum à 6 (dés lors que les effectifs le justifient).

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0312_05-DE

Validité de la convention du 1 septembre 2014 au 31 décembre 2019

ORGANISME GESTIONNAIRE :
CHAMBRE DE METIERS ET DE L'ARTISANAT D'ILLE ET VILAINE - 2 Cours des Alliés - CS 51218 - 35012 RENNES CEDEX

CENTRE DE FORMATION D'APPRENTIS
CFA DE LA CHAMBRE DE METIERS ET DE L'ARTISANAT D'ILLE ET VILAINE - 2 Cours des Alliés - CS 51218 - 35012 RENNES CEDEX

TABLEAU SYNTHETIQUE DES FORMATIONS PAR SECTEURS PROFESSIONNELS

N° de codification	Diplôme	Secteur professionnel / intitulé du diplôme	opérateur	lieu	Observation	CARACTERISTIQUES DES FORMATIONS								
						Volume horaire	Nombre d'années	Nombre de "groupe classe enseignement professionnel" par année	Effectif par "groupe classe enseignement professionnel" mini	Effectif par "groupe classe enseignement professionnel" maxi	Capacités totales d'accueil par année de formation	Capacités totales d'accueil sur la durée de la formation	Données financières par formation pour chaque "groupe classe d'enseignement professionnel" Coût annuel de formation	Données financières par formation pour chaque "groupe classe d'enseignement professionnel" Dotation financière annuelle
		Métiers de bouche - Boucherie charcuterie												
500221T35	CAP	Boucher	CFA CMA 35	Fougères		**840**	**2**	**1**	**6**	**12**	**12**	**24**	**51 476 €**	**34 683 €**
500221T35	CAP	Boucher	CFA CMA 35	Bruz	3 groupes en 2ème année pour les promotions 2016/2018 et 2017/2019	**840**	**2**	**2**	**8**	**12**	**24**	**48**	**51 677 €**	**34 472 €**
500221T35	CAP	Boucher	CFA CMA 35	Saint-Malo		**840**	**2**	**1**	**6**	**12**	**12**	**24**	**48 002 €**	**32 009 €**
010221S03	MC de niveau V	Employé traiteur	CFA CMA 35	Bruz		**420**	**1**	**1**	**8**	**14**	**14**	**14**	**56 728 €**	**37 949 €**
400221S04	Bac Pro	Boucher - Charcutier - Traiteur	CFA CMA 35	Bruz		**1855**	**3**	**1**	**8**	**12**	**12**	**36**	**44 324 €**	**29 960 €**
450221S10	BP	Boucher	CFA CMA 35	Bruz	2 groupes en 1ère année pour les promotions 2016/2018 et 2017/2019. Première session 2018 suite à la rénovation de diplôme. 2 groupes en 1ère année pour la promotion 2018/2020	**832**	**2**	**1**	**8**	**16**	**16**	**32**	**38 816 €**	**25 943 €**
		Métiers de bouche - Boulangerie pâtisserie						**27**			**324**	**540**		
500221S37	CAP	Boulanger	CFA CMA 35	Fougères	première session 2016	**840**	**2**	**2**	**8**	**12**	**24**	**48**	**44 270 €**	**29 363 €**
500221S37	CAP	Boulanger	CFA CMA 35	Bruz	première session 2016 - 2 groupes à compter de la rentrée 2015	**840**	**2**	**2**	**8**	**12**	**24**	**48**	**44 330 €**	**29 292 €**
500221S37	CAP	Boulanger	CFA CMA 35	Bruz	première session 2016	**408**	**1**	**1**	**8**	**12**	**12**	**12**	**45 582 €**	**30 402 €**
500221S37	CAP	Boulanger	CFA CMA 35	Saint-Malo	première session 2016 - 2 groupes à compter de la rentrée 2015	**840**	**2**	**2**	**8**	**12**	**24**	**48**	**44 864 €**	**29 789 €**
500221S37	CAP	Boulanger	CFA CMA 35	Saint-Malo	CAP Connexe – première session 2016 – Ouverture rentrée 2015	**408**	**1**	**1**	**8**	**12**	**12**	**12**	**48 922 €**	**32 537 €**
500221S33	CAP	Chocolatier confiseur	CFA CMA 35	Bruz		**408**	**1**	**1**	**8**	**12**	**12**	**12**	**51 129 €**	**34 249 €**
500221S36	CAP	Pâtissier	CFA CMA 35	Fougères		**840**	**2**	**2**	**8**	**12**	**24**	**48**	**43 878 €**	**29 248 €**
500221S36	CAP	Pâtissier	CFA CMA 35	Bruz	4 groupes pour la promotion 2015/2017. 4 groupes en 1ère année pour les promotions 2016/2018, 2017/2019 et 2018/2020	**840**	**2**	**3**	**8**	**12**	**36**	**72**	**42 496 €**	**28 125 €**
500221S36	CAP	Pâtissier	CFA CMA 35	Bruz	2 groupes pour la promotion 2018/2019	**404**	**1**	**1**	**8**	**12**	**12**	**12**	**52 956 €**	**35 474 €**
500221S36	CAP	Pâtissier	CFA CMA 35	Saint-Malo		**840**	**2**	**1**	**8**	**12**	**12**	**24**	**43 999 €**	**29 365 €**
500221S36	CAP	Pâtissier	CFA CMA 35	Bruz	CAP Connexe - 2 groupes à compter de la rentrée 2015	**408**	**1**	**2**	**8**	**12**	**24**	**24**	**37 012 €**	**24 253 €**
010221S04	MC de niveau V	Pâtisserie glacerie chocolaterie confiserie spécialisées	CFA CMA 35	Bruz	3 groupes pour la promotion 2017/2018. 4 groupes pour la promotion 2018/2019 (dont 1 groupe provisoire à Saint-Malo)	**420**	**1**	**2**	**8**	**12**	**24**	**24**	**47 681 €**	**31 830 €**
010221S04	MC de niveau V	Pâtisserie glacerie chocolaterie confiserie spécialisées	CFA CMA 35	Saint-Malo	Ouverture rentrée 2019	**420**	**1**	**1**	**8**	**12**	**12**	**12**	**52 000 €**	**36 400 €**
010221S07	MC de niveau V	Boulangerie spécialisée	CFA CMA 35	Bruz		**420**	**1**	**1**	**8**	**12**	**12**	**12**	**52 159 €**	**34 975 €**
400221S05	Bac Pro	Boulanger pâtissier	CFA CMA 35	Bruz		**1855**	**3**	**1**	**8**	**12**	**12**	**36**	**57 667 €**	**38 728 €**
450221S08	BP	Boulanger	CFA CMA 35	Fougères	première session 2014	**875**	**2**	**1**	**8**	**12**	**12**	**24**	**74 332 €**	**50 588 €**
450221S08	BP	Boulanger	CFA CMA 35	Bruz	2 groupes pour la promotion 2015/2017. 2 groupes en 1ère année pour la promotion 2016/2018	**875**	**2**	**1**	**8**	**12**	**12**	**24**	**49 721 €**	**33 033 €**
450221S08	BP	Boulanger	CFA CMA 35	Saint-Malo	Ouverture rentrée 2017	**875**	**2**	**1**	**8**	**12**	**12**	**24**	**60 161 €**	**40 478 €**

NB : Pour faire suite aux difficultés récurrentes de recrutement dans les classes secondes de baccalauréats professionnels, il est proposé un abaissement du seuil minimum à 6 (dés lors que les effectifs le justifient).

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0312_05-DE

Validité de la convention du 1 septembre 2014 au 31 décembre 2019

ORGANISME GESTIONNAIRE :
CHAMBRE DE METIERS ET DE L'ARTISANAT D'ILLE ET VILAINE - 2 Cours des Alliés - CS 51218 - 35012 RENNES CEDEX

CENTRE DE FORMATION D'APPRENTIS
CFA DE LA CHAMBRE DE METIERS ET DE L'ARTISANAT D'ILLE ET VILAINE - 2 Cours des Alliés - CS 51218 - 35012 RENNES CEDEX

TABLEAU SYNTHETIQUE DES FORMATIONS PAR SECTEURS PROFESSIONNELS

N° de codification	Diplôme	Secteur professionnel / intitulé du diplôme	opérateur	lieu	Observation	CARACTERISTIQUES DES FORMATIONS								
						Volume horaire	Nombre d'années	Nombre de "groupe classe enseignement professionnel" par	Effectif par "groupe classe enseignement" mini	Effectif par "groupe classe enseignement" maxi	Capacités totales d'accueil par année de formation	Capacités totales d'accueil sur la durée de la	Données financières par formation pour chaque "groupe classe d'enseignement" Coût annuel de formation	Données financières par formation pour chaque "groupe classe d'enseignement" Dotation financière annuelle
		Métiers de bouche - Boulangerie pâtisserie												
46M221S04	BTM	Pâtissier confiseur glacier traiteur	CFA CMA 35	Bruz	2 groupes pour la promotion 2015/2017. 2 groupes en 1ère année pour les promotions 2016/2018, 2017/2019 et 2018/2020	**910**	**2**	**1**	**8**	**12**	**12**	**24**	**50 163 €**	**33 493 €**
		Pré-apprentissage						**2**			**30**	**30**		
631999M99	DIMA	Dispositif d'Initiation aux Métiers en Alternance	CFA CMA 35	Fougères	Fermeture à la rentrée 2019	**542**	**1**	**1**	**8**	**15**	**15**	**15**		**38 543 €**
631999M99	DIMA	Dispositif d'Initiation aux Métiers en Alternance	CFA CMA 35	Saint-Malo	2 groupes pour la promotion 2014/2015. Fermeture à la rentrée 2019	**542**	**1**	**1**	**8**	**15**	**15**	**15**		**38 543 €**
		Sanitaire et social - Santé paramédical et autres domaines						**3**			**40**	**104**		
46M331S01	BTM	Prothésiste dentaire	CFA CMA 35	Bruz		**1330**	**3**	**2**	**8**	**12**	**24**	**72**	**48 907 €**	**32 721 €**
36M331S01	BTMS	Prothèsiste dentaire	CFA CMA 35	Bruz	2 groupes en 1ère année pour la promotion 2016/2018	**1040**	**2**	**1**	**8**	**16**	**16**	**32**	**63 882 €**	**42 727 €**
		Soins personnels - Coiffure						**16**			**195**	**366**		
500336T10	CAP	Coiffure	CFA CMA 35	Fougères	2 groupes en 1ère année pour la promotion 2017/2019	**840**	**2**	**1**	**8**	**15**	**15**	**30**	**41 585 €**	**27 911 €**
500336T10	CAP	Coiffure	CFA CMA 35	Saint-Malo		**840**	**2**	**2**	**8**	**12**	**24**	**48**	**50 053 €**	**33 503 €**
500336T10	CAP	Coiffure	CFA CMA 35	Bruz		**840**	**2**	**5**	**8**	**12**	**60**	**120**	**36 986 €**	**24 479 €**
010336T05	MC de niveau V	Coiffure Coupe Couleur	CFA CMA 35	Bruz	première session 2016	**420**	**1**	**1**	**8**	**12**	**12**	**12**	**53 630 €**	**35 765 €**
010336T05	MC de niveau V	Coiffure Coupe Couleur	CFA CMA 35	Saint-Malo	première session 2016	**420**	**1**	**1**	**8**	**12**	**12**	**12**	**52 934 €**	**35 469 €**
450336T08	BP	Coiffure	CFA CMA 35	Bruz		**832**	**2**	**2**	**8**	**12**	**24**	**48**	**43 158 €**	**28 501 €**
450336T08	BP	Coiffure	CFA CMA 35	Saint-Malo		**832**	**2**	**3**	**8**	**12**	**36**	**72**	**41 977 €**	**27 891 €**
36M336T01	BM	Coiffeur	CFA CMA 35	Saint-Malo	Pérennisation rentrée 2014. 2 groupes en 1ère année pour la promotion 2018/2020	**910**	**2**	**1**	**8**	**12**	**12**	**24**	**56 817 €**	**37 982 €**
		Soins personnels - Esthétique						**2**			**24**	**36**		
500336T15	CAP	Esthétique cosmétique parfumerie	CFA CMA 35	Saint-Malo	Ouverture rentrée 2019	**420**	**1**	**1**	**8**	**12**	**12**	**12**	**49 500 €**	**34 650 €**
450336T07	BP	Esthétique cosmétique parfumerie	CFA CMA 35	Saint-Malo	Ouverture rentrée 2015. 2 groupes en 1ère année pour la promotion 2018/2020	**832**	**2**	**1**	**8**	**12**	**12**	**24**	**54 037 €**	**35 977 €**

NB : Pour faire suite aux difficultés récurrentes de recrutement dans les classes secondes de baccalauréats professionnels, il est proposé un abaissement du seuil minimum à 6 (dés lors que les effectifs le justifient).

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0312_05-DE

Validité de la convention du

ORGANISME GESTIONNAIRE :
CHAMBRE DE METIERS ET DE L'ARTISANAT DU MORBIHAN - 10 Boulevard des Iles - BP 311 - 56008 VANNES CEDEX

CENTRE DE FORMATION D'APPRENTIS
CFA DE LA CHAMBRE DE METIERS ET DE L'ARTISANAT DU MORBIHAN - 10 Boulevard des Iles - BP 311 - 56008 VANNES CEDEX

TABLEAU SYNTHETIQUE DES FORMATIONS PAR SECTEURS PROFESSIONNELS

N° de codification	Diplôme	Secteur professionnel / intitulé du diplôme	opérateur	lieu	Observation	CARACTERISTIQUES DES FORMATIONS								
						Volume horaire	Nombre d'années	Nombre de "groupe classe enseignement professionnel" par	Effectif par "groupe classe enseignement" mini	Effectif par "groupe classe enseignement" maxi	Capacités totales d'accueil par année de formation	Capacités totales d'accueil sur la durée de la formation	Données financières par formation pour chaque "groupe classe d'enseignement" Coût annuel de formation	Données financières par formation pour chaque "groupe classe d'enseignement" Dotation financière annuelle
		Commerce vente - Commerce distribution						**3**			**64**	**174**		
400312T02	Bac Pro	Commerce	CFA CMA 56	Vannes	Dernière session 2021 suite à la rénovation du diplôme	**1855**	**3**	**1**	**8**	**23**	**23**	**69**	**77 583 €**	**49 277 €**
400312T13	Bac Pro	Métiers du commerce et de la vente	CFA CMA 56	Vannes	Première session 2022 suite à la rénovation du diplôme	**1855**	**3**	**1**	**8**	**23**	**23**	**69**	**77 583 €**	**49 277 €**
500312T14	CAP	Employé de commerce multi-spécialités	CFA CMA 56	Vannes	Ouverture rentrée 2017 liée à la diminution de la capacité d'accueil du CAP « Employé de vente spécialisé option A produits alimentaires »	**840**	**2**	**1**	**8**	**18**	**18**	**36**	**45 622 €**	**30 900 €**
		Commerce vente - Vente						**7**			**108**	**228**		
500312T15	CAP	Employé de vente spécialisé option A produits alimentaires	CFA CMA 56	Vannes	Diminution de la capacité d'accueil maximal par groupe à la rentrée 2017 (de 23 à 18 apprentis) liée à l'ouverture du CAP « Employé de commerce multi-spécialités »	**840**	**2**	**2**	**8**	**18**	**36**	**72**	**68 055 €**	**42 714 €**
500312T16	CAP	Employé de vente spécialisé option B produits et équipement courant	CFA CMA 56	Vannes		**840**	**2**	**2**	**8**	**18**	**36**	**72**	**54 150 €**	**34 140 €**
010221W06	MC de niveau V	Vendeur spécialisé en alimentation	CFA CMA 56	Vannes	2 groupes pour les promotions 2015/2016, 2016/2017 et 2017/2018	**420**	**1**	**1**	**8**	**12**	**12**	**12**	**44 391 €**	**28 533 €**
400312M10	Bac Pro	Accueil Relation clients et usagers	CFA CMA 56	Vannes	Ouverture rentrée 2019. Dernière session 2021 suite à la rénovation du diplôme	**1855**	**3**	**1**	**8**	**12**	**12**	**36**	**57 623 €**	**38 000 €**
400312T12	Bac Pro	Métiers de l'accueil	CFA CMA 56	Vannes	Ouverture rentrée 2019. Première session 2022 suite à la rénovation du diplôme	**1855**	**3**	**1**	**8**	**12**	**12**	**36**	**57 263 €**	**38 000 €**
		Gestion - administration - finance - informatique						**1**			**12**	**24**		
320314T09	BTS	Gestion de la PME	CFA CMA 56	Vannes	Ouverture rentrée 2019	**1365**	**2**	**1**	**8**	**12**	**12**	**24**	**65 985 €**	**43 540 €**
		Hôtellerie restauration tourisme - Cuisine						**11**			**132**	**264**		
500221T39	CAP	Cuisine	CFA CMA 56	Vannes	Première session 2018 suite à la rénovation du diplôme	**840**	**2**	**9**	**8**	**12**	**108**	**216**	**47 029 €**	**29 910 €**
010221S05	MC de niveau V	Cuisinier en desserts de restaurant	CFA CMA 56	Vannes	MC associée à MC Pâtisserie	**420**	**1**	**1**	**8**	**12**	**12**	**12**	**54 128 €**	**34 870 €**
400221T06	Bac Pro	Cuisine	CFA CMA 56	Vannes	ouverture rentrée 2011	**1855**	**3**	**1**	**8**	**12**	**12**	**36**	**55 827 €**	**35 409 €**
		Hôtellerie restauration tourisme - Hôtellerie service en salle						**13**			**156**	**276**		
500334T09	CAP	Restaurant	CFA CMA 56	Vannes	Dernière session 2018 suite à la rénovation du diplôme	**840**	**2**	_	**8**	**12**	_	_	**45 645 €**	**30 535 €**
500334T10	CAP	Service en brasserie café	CFA CMA 56	Vannes	Dernière session 2018 suite à la rénovation du diplôme	**840**	**2**	_	**8**	**12**	_	_	**45 645 €**	**30 535 €**
500334T12	CAP	Commercialisation et services en hôtel café restaurant	CFA CMA 56	Vannes	Première session 2019 suite à la rénovation de 2 diplômes	**840**	**2**	**8**	**8**	**12**	**96**	**192**	**45 645 €**	**30 535 €**
010334T10	MC de niveau V	Sommellerie	CFA CMA 56	Vannes		**420**	**1**	**1**	**8**	**12**	**12**	**12**	**47 653 €**	**30 426 €**
010334T11	MC de niveau V	Employé barman	CFA CMA 56	Vannes		**420**	**1**	**1**	**8**	**12**	**12**	**12**	**49 067 €**	**31 290 €**
400334T03	Bac Pro	Commercialisation et services en restauration	CFA CMA 56	Vannes	ouverture rentrée 2011	**1855**	**3**	**1**	**8**	**12**	**12**	**36**	**50 357 €**	**32 292 €**
320334T15	BTS	Hôtellerie restauration option B : arts culinaires, arts de la table et du service	CFA CMA 56	Vannes	Dernière session 2019 suite à la rénovation du diplôme	**1365**	**2**	_	**8**	**12**	_	_	**71 555 €**	**45 753 €**

NB : Pour faire suite aux difficultés récurrentes de recrutement dans les classes secondes de baccalauréats professionnels, il est proposé un abaissement du seuil minimum à 6 (dés lors que les effectifs le justifient).

872

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0312_05-DE

Validité de la convention du 1 septembre 2014 au 31 décembre 2019

ORGANISME GESTIONNAIRE :
CHAMBRE DE METIERS ET DE L'ARTISANAT DU MORBIHAN - 10 Boulevard des Iles - BP 311 - 56008 VANNES CEDEX

CENTRE DE FORMATION D'APPRENTIS
CFA DE LA CHAMBRE DE METIERS ET DE L'ARTISANAT DU MORBIHAN - 10 Boulevard des Iles - BP 311 - 56008 VANNES CEDEX

TABLEAU SYNTHETIQUE DES FORMATIONS PAR SECTEURS PROFESSIONNELS

N° de codification	Diplôme	Secteur professionnel / intitulé du diplôme	opérateur	lieu	Observation	CARACTERISTIQUES DES FORMATIONS								
						Volume horaire	Nombre d'années	Nombre de "groupe classe enseignement professionnel" par	Effectif par "groupe classe enseignement" mini	Effectif par "groupe classe enseignement" maxi	Capacités totales d'accueil par année de formation	Capacités totales d'accueil sur la durée de la	Données financières par formation pour chaque "groupe classe d'enseignement" Coût annuel de formation	Données financières par formation pour chaque "groupe classe d'enseignement" Dotation financière annuelle
		Hôtellerie restauration tourisme - Hôtellerie service en salle												
320334P24	BTS	Management en hôtellerie restauration option B management d'unité de production culinaire	CFA CMA 56	Vannes	Première session 2020 suite à la rénovation du diplôme. 2 groupes en 1ère année pour la promotion 2018/2020	**1365**	**2**	**1**	**8**	**12**	**12**	**24**	**71 555 €**	**45 753 €**
320334P23	BTS	Management en hôtellerie restauration option A Management d'unité de restauration	CFA CMA 56	Vannes	Ouverture rentrée 2019	**1365**	**2**	**1**	**8**	**12**	**12**	**24**	**71 555 €**	**45 753 €**
		Maintenance et carosserie de véhicules - Carosserie						**3**			**42**	**70**		
500254S34	CAP	Réparation des carrosseries	CFA CMA 56	Vannes	2 groupes à compter de la rentrée 2013	**840**	**2**	**2**	**8**	**14**	**28**	**56**	**44 867 €**	**28 727 €**
500254S33	CAP	Peinture en carrosserie	CFA CMA 56	Vannes	CAP connexe	**420**	**1**	**1**	**8**	**14**	**14**	**14**	**57 257 €**	**36 522 €**
		Maintenance et carosserie de véhicules - Maintenance de véhicules						**5**			**64**	**152**		
500252R18	CAP	Maintenance des véhicules option A : voitures particulières	CFA CMA 56	Vannes	première session 2016	**840**	**2**	**2**	**8**	**14**	**28**	**56**	**44 591 €**	**28 336 €**
400252R14	Bac Pro	Maintenance des véhicules option A : voitures particulières	CFA CMA 56	Vannes	première session 2017. 3 groupes en 2ème année pour la promotion 2016/2019	**1855**	**3**	**2**	**8**	**12**	**24**	**72**	**64 626 €**	**41 125 €**
320252R15	BTS	Maintenance des véhicules option voitures particulières	CFA CMA 56	Vannes	Ouverture à titre expérimental pour 2 promotions à la Rentrée 2016. Nouvel intitulé du diplôme avec première session 2018 suite rénovation diplôme en 2016. Pérennisation à la rentrée 2018	**1365**	**2**	**1**	**8**	**12**	**12**	**24**	**69 887 €**	**43 100 €**
		Métiers de bouche						**1**			**18**	**36**		
500221S40	CAP	Crémier fromager	CFA CMA 56	Vannes	Ouverture rentrée 2019	840	2	1	8	12	12	24	**50 975 €**	**32 000 €**
		Métiers de bouche - Boucherie charcuterie						**7**			**84**	**156**		
500221S30	CAP	Charcutier-traiteur	CFA CMA 56	Vannes		**840**	**2**	**2**	**8**	**12**	**24**	**48**	**48 243 €**	**30 858 €**
500221T35	CAP	Boucher	CFA CMA 56	Vannes	3 groupes en année Terminale pour la promotion 2013/2015. 3 groupes pour la promotion 2015/2017 et pour l'année de Terminale promotion 2014/2016. 3 groupes en 1ère année pour les promotions 2016/2018 et 2017/2019	**840**	**2**	**2**	**8**	**12**	**24**	**48**	**48 844 €**	**31 150 €**
010221S03	MC de niveau V	Employé traiteur	CFA CMA 56	Vannes	Ouverture à la rentrée 2016	**420**	**1**	**1**	**8**	**12**	**12**	**12**	**52 535 €**	**32 100 €**

NB : Pour faire suite aux difficultés récurrentes de recrutement dans les classes secondes de baccalauréats professionnels, il est proposé un abaissement du seuil minimum à 6 (dés lors que les effectifs le justifient).

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0312_05-DE

Validité de la convention du 1 septembre 2014 au 31 décembre 2019

ORGANISME GESTIONNAIRE :
CHAMBRE DE METIERS ET DE L'ARTISANAT DU MORBIHAN - 10 Boulevard des Iles - BP 311 - 56008 VANNES CEDEX

CENTRE DE FORMATION D'APPRENTIS
CFA DE LA CHAMBRE DE METIERS ET DE L'ARTISANAT DU MORBIHAN - 10 Boulevard des Iles - BP 311 - 56008 VANNES CEDEX

TABLEAU SYNTHETIQUE DES FORMATIONS PAR SECTEURS PROFESSIONNELS

N° de codification	Diplôme	Secteur professionnel / intitulé du diplôme	opérateur	lieu	Observation	CARACTERISTIQUES DES FORMATIONS								
						Volume horaire	Nombre d'années	Nombre de "groupe classe enseignement professionnel" par année	Effectif par "groupe classe enseignement professionnel"		Capacités totales d'accueil		Données financières par formation pour chaque "groupe classe d'enseignement professionnel"	
									mini	maxi	par année de formation	sur la durée de la formation	Coût annuel de formation	Dotation financière annuelle
		Métiers de bouche - Boucherie charcuterie												
450221S10	BP	Boucher	CFA CMA 56	Vannes	Première session 2018 suite à la rénovation du diplôme. 2 groupes en 1ère année pour la promotion 2018/2020	**864**	**2**	**1**	**6**	**12**	**12**	**24**	**52 823 €**	**33 660 €**
450221S07	BP	Charcutier traiteur	CFA CMA 56	Vannes	recrutement années impaires. Recrutement annuel dès la rentrée 2016 (transfert des effectifs de la CMA des Côtes d'Armor)	**864**	**2**	**1**	**6**	**12**	**12**	**24**	**44 273 €**	**28 449 €**
		Métiers de bouche - Boulangerie pâtisserie						**20**			**240**	**396**		
500221S37	CAP	Boulanger	CFA CMA 56	Vannes	première session 2016. 7 groupes en 2ème année promotion 2017/2019	**840**	**2**	**6**	**8**	**12**	**72**	**144**	**45 037 €**	**28 555 €**
500221S37	CAP	Boulanger	CFA CMA 56	Vannes	CAP connexe - première session 2016	**420**	**1**	**1**	**8**	**12**	**12**	**12**	**45 037 €**	**28 555 €**
500221S33	CAP	Chocolatier confiseur	CFA CMA 56	Vannes		**420**	**1**	**1**	**8**	**12**	**12**	**12**	**51 173 €**	**32 699 €**
500221S36	CAP	Pâtissier	CFA CMA 56	Vannes	7 groupes en 2ème année pour les promotions 2014/2016 et 2015/2017	**840**	**2**	**5**	**8**	**12**	**60**	**120**	**50 615 €**	**32 284 €**
500221S36	CAP	Pâtissier	CFA CMA 56	Vannes	Ouverture rentrée 2017. 3 groupes pour la promotion 2017/2018. 2 groupes pour la promotion 2018/2019.	**420**	**1**	**1**	**8**	**12**	**12**	**12**	**45 253 €**	**28 200 €**
010221S07	MC de niveau V	Boulangerie spécialisée	CFA CMA 56	Vannes	2 groupes pour les promotions 2015/2016, 2016/2017, 2017/2018 et 2018/2019	**420**	**1**	**1**	**8**	**12**	**12**	**12**	**51 422 €**	**32 783 €**
010221S04	MC de niveau V	Pâtisserie glacerie chocolaterie confiserie spécialisées	CFA CMA 56	Vannes	2 groupes pour les promotions 2015/2016 et 2016/2017. Augmentation de la capacité d'accueil à la rentrée 2017 (2 groupes). 3 groupes pour les promotions 2017/2018 et 2018/2019	**420**	**1**	**2**	**8**	**12**	**24**	**24**	**50 820 €**	**32 421 €**
450221S08	BP	Boulanger	CFA CMA 56	Vannes	première session 2014 2 groupes en année Terminale pour la promotion 2012/2014 et 2 groupes en 1ère année pour la promotion 2017/2019	**864**	**2**	**1**	**8**	**12**	**12**	**24**	**50 525 €**	**32 261 €**
46M221S04	BTM	Pâtissier confiseur glacier traiteur	CFA CMA 56	Vannes	Ouverture rentrée 2014	**840**	**2**	**1**	**8**	**12**	**12**	**24**	**52 441 €**	**33 685 €**
10221S08	MC de niveau V	Pâtisserie boulangère	CFA CMA 56	Vannes	Ouverture rentrée 2019	**420**	**1**	**1**	**8**	**12**	**12**	**12**	**53 800 €**	**34 548 €**
		Soins personnels - Coiffure						**11**			**132**	**240**		
500336T10	CAP	Coiffure	CFA CMA 56	Vannes		**840**	**2**	**5**	**8**	**12**	**60**	**120**	**35 606 €**	**22 467 €**
010336T05	MC de niveau V	Coiffure Coupe Couleur	CFA CMA 56	Vannes	première session 2016	**420**	**1**	**2**	**8**	**12**	**24**	**24**	**43 217 €**	**27 596 €**
450336T08	BP	Coiffure	CFA CMA 56	Vannes		**910**	**2**	**4**	**8**	**12**	**48**	**96**	**43 782 €**	**27 677 €**

NB : Pour faire suite aux difficultés récurrentes de recrutement dans les classes secondes de baccalauréats professionnels, il est proposé un abaissement du seuil minimum à 6 (dés lors que les effectifs le justifient).

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0312_05-DE

Validité de la convention du 1er janvier 2017 au 31 décembre 2019

ORGANISME GESTIONNAIRE :

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE METROPOLITAINE BRETAGNE OUEST - Place du 19ème RI – CS 63825 - 29220 BREST CEDEX 2

CENTRE DE FORMATION D'APPRENTIS
IFAC - CAMPUS DES METIERS - CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE METROPOLITAINE BRETAGNE OUEST – 465 rue de Kerlaurent - BP 30037 GUIPAVAS - 29801 BREST CEDEX 9

TABLEAU SYNTHETIQUE DES FORMATIONS PAR SECTEURS PROFESSIONNELS

N° de codification	Diplôme	Secteur professionnel / intitulé du diplôme	opérateur	lieu	Observation	CARACTERISTIQUES DES FORMATIONS								
						Volume horaire	Nombre d'années	Nombre de "groupe classe enseignement professionnel" par année	Effectif par "groupe classe enseignement professionnel"		Capacités totales d'accueil		Données financières par formation pour chaque "groupe classe d'enseignement professionnel"	
									mini	maxi	par année de formation	sur la durée de la formation	Coût annuel de formation	Dotation financière annuelle
		Bâtiment - Menuiserie du bâtiment travail du bois						1			24	72		
170230M0H	Ingénieur	Ingénieur diplôme du CESI spécialité bâtiment et travaux publics	CESI	Brest	Ouverture à titre expérimental pour deux promotions à la rentrée 2018.	1800	3	1	8	24	24	72	212 934 €	0 €
		Bâtiment - Etudes bâtiment génie civil						2			24	48		
36X255P02	Titre de Niveau III	Responsable de chantier en installation électrique	CESI	Brest	Ouverture à la rentrée 2016 en partenariat avec le CESI, les Bâtiment CFA du Morbihan, des Côtes d'Armor et du Finistère	1372	2	1	8	12	12	24	146 949 €	19 948 €
36X230P01	Titre de Niveau III	Responsable de chantier bâtiment et travaux publics	CESI	Brest	Ouverture à la rentrée 2016 en partenariat avec le CESI, les Bâtiment CFA du Morbihan, des Côtes d'Armor et du Finistère	1372	2	1	8	12	12	24		
		Commerce vente - Commerce distribution						23			430	830		
500312T14	CAP	Employé de commerce multi-spécialités	CFA CCI MBO	Brest		840	2	1	8	18	18	36	52 201 €	28 945 €
400312T02	Bac Pro	Commerce	CFA CCI MBO	Brest	Dernière session 2021 suite à la rénovation du diplôme	1850	3	3	8	18	54	162	89 214 €	49 300 €
400312T13	Bac Pro	Métiers du commerce et de la vente	CFA CCI MBO	Brest	Première session 2022 suite à la rénovation du diplôme	1850	3	3	8	18	54	162	89 214 €	49 300 €
320312T09	BTS	Management des unités commerciales	CFA CCI MBO	Brest	Dernière session 2020 suite à la rénovation du diplôme	1350	2	1	8	22	22	44	94 935 €	52 557 €
320312T13	BTS	Management commercial opérationnel	CFA CCI MBO	Brest	Première session 2021 suite à la rénovation du diplôme	1350	2	1	8	22	22	44	94 935 €	52 557 €
320312T10	BTS	Négociation et relation client	CFA CCI MBO	Brest	Dernière session 2019 suite à la rénovation du diplôme	1350	2	_	8	22	_	_	87 557 €	48 658 €
320312T12	BTS	Négociation et digitalisation de la relation client	CFA CCI MBO	Brest	Première session 2020 suite à la rénovation du diplôme	1350	2	1	8	22	22	22	87 557 €	48 658 €
36C312P0V	Titre de niveau III	Gestionnaire d'unité commerciale	CCI QUIMPER- EMBA	Quimper	Ouverture par transfert au 01/01/2017 de la CCI du Morbihan à la CCI MBO liée à la fusion des CCI consulaires du Finistère	980	2	1	8	18	18	36	108 294 €	0 €
36C312M0J	Titre de niveau III	Gestionnaire commercial spécialisé sport	CCI QUIMPER- EMBA	Quimper	Ouverture par transfert au 01/01/2017 de la CCI du Morbihan à la CCI MBO liée à la fusion des CCI consulaires du Finistère	1351	2	1	8	18	18	36	56 014 €	0 €
250312P82	Licence Pro	Commerce spécialité distribution mention management et gestion de rayon	IUT de Brest	Brest		750	1	2	8	18	36	36	61 515 €	0 €
165312M16	Titre de niveau I	Diplôme Grande Ecole de Brest Business School	BBS Brest	Brest	première session 2016. Modification du France Business School en Brest Business School. Première session 2017 suite la rénovation du diplôme	1190	2	3	8	20	60	120	404 035 €	40 403 €

NB : Pour faire suite aux difficultés récurrentes de recrutement dans les classes secondes de baccalauréats professionnels, il est proposé un abaissement du seuil minimum à 6 (dés lors que les effectifs le justifient).

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0312_05-DE

Validité de la convention

ORGANISME GESTIONNAIRE :
CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE METROPOLITAINE BRETAGNE OUEST - Place du 19ème RI – CS 63825 - 29220 BREST CEDEX 2

CENTRE DE FORMATION D'APPRENTIS
IFAC - CAMPUS DES METIERS - CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE METROPOLITAINE BRETAGNE OUEST – 465 rue de Kerlaurent - BP 30037 GUIPAVAS - 29801 BREST CEDEX 9

TABLEAU SYNTHETIQUE DES FORMATIONS PAR SECTEURS PROFESSIONNELS

N° de codification	Diplôme	Secteur professionnel / intitulé du diplôme	opérateur	lieu	Observation	CARACTERISTIQUES DES FORMATIONS								
						Volume horaire	Nombre d'années	Nombre de "groupe classe enseignement professionnel" par	Effectif par "groupe classe enseignement professionnel"		Capacités totales d'accueil		Données financières par formation pour chaque "groupe classe d'enseignement professionnel"	
									mini	maxi	par année de formation	sur la durée de la	Coût annuel de formation	Dotation financière annuelle
		Commerce vente - Commerce distribution												
165312M16	Titre de niveau I	Diplôme Grande Ecole de Brest Business School	BBS Brest	Brest	première session 2015. Modification du France Business School en Brest Business School. Première session 2017 suite la rénovation du diplôme	**595**	**1**	**2**	**8**	**20**	**40**	**40**	**115 830 €**	**11 583 €**
NC	Titre de niveau II	Développement commercial et marketing digital	BBS Brest	Brest	Ouverture rentrée 2019	**1190**	**2**	**1**	**8**	**12**	**12**	**24**	**98 500 €**	**0 €**
NC	Titre de niveau II	Responsable de développement commercial (option stratégie digitale)	CFA CCI MBO	Brest	Ouverture rentrée 2019	**581**	**1**	**1**	**8**	**22**	**22**	**22**	**60 640 €**	**0 €**
NC	Titre de niveau II	Responsable de développement commercial (option industrie et digitalisation des ventes)	CCI QUIMPER- EMBA	Quimper	Ouverture rentrée 2019	**588**	**1**	**1**	**8**	**18**	**18**	**18**	**90 378 €**	**0 €**
16C312P03	Titre de niveau I	Manager du développement d'affaires à l'international	CCI QUIMPER- EMBA	Quimper	Ouverture rentrée 2019	**700**	**2**	**1**	**8**	**14**	**14**	**28**	**63 555 €**	**0 €**
		Commerce vente - Vente						**3**			**54**	**108**		
500312T15	CAP	Employé de vente spécialisé option A produits alimentaires	CFA CCI MBO	Brest		**840**	**2**	**3**	**8**	**18**	**54**	**108**	**55 292 €**	**30 338 €**
		Gestion administration finance informatique - Informatique						**4**			**81**	**106**		
320324T08	BTS	Assistant de manager	CFA CCI MBO	Brest	Dernière session 2019 suite à la rénovation du diplôme	**1350**	**2**	_	**8**	**22**	_	_	**91 953 €**	**51 271 €**
320324T09	BTS	Support à l'action managériale	CFA CCI MBO	Brest	Première session 2020 suite à la rénovation du diplôme	**1350**	**2**	**1**	**8**	**22**	**22**	**22**	**91 953 €**	**51 271 €**
36T315T01	Titre professionnel de niveau III	Gestionnaire de paie	CFA CCI MBO	Brest	Ouverture rentrée 2017	**476**	**1**	**1**	**8**	**22**	**22**	**22**	**56 640 €**	**29 896 €**
260310M11	Titre de niveau II	Diplôme en Management International de Brest Business School	BBS Brest	Brest	Première session 2017 suite à la rénovation du diplôme.	**1190**	**2**	**1**	**11**	**25**	**25**	**50**	**45 367 €**	**0 €**
NC	Mastere spécialisé	Contrôle de gestion et pilotage de la performance	BBS Brest	Brest	Ouverture rentrée 2019	**510**	**1**	**1**	**8**	**12**	**12**	**12**	**115 000 €**	**0 €**
		Hôtellerie restauration tourisme - Cuisine						**12**			**144**	**288**		
500221M29	CAP	Agent polyvalent de restauration	CFA CCI MBO	Brest	Ouverture à la rentrée 2016	**840**	**2**	**2**	**8**	**12**	**24**	**48**	**51 297 €**	**27 798 €**
500221T39	CAP	Cuisine	CFA CCI MBO	Brest	Première session 2018 suite à la rénovation du diplôme	**840**	**2**	**5**	**8**	**12**	**60**	**120**	**36 671 €**	**19 565 €**
010221T09	MC de niveau V	Arts de la cuisine allégée	CFA CCI MBO	Brest	Ouverture à la rentrée 2016	**420**	**1**	**1**	**8**	**12**	**12**	**12**	**49 900 €**	**26 210 €**
400221T06	Bac Pro	Cuisine	CFA CCI MBO	Brest	ouverture rentrée 2011	**1855**	**3**	**2**	**8**	**12**	**24**	**72**	**61 977 €**	**33 326 €**
450221S09	BP	Arts de la cuisine	CFA CCI MBO	Brest	Ouverture rentrée 2019	**840**	**2**	**1**	**8**	**12**	**12**	**24**	**60 565 €**	**33 500 €**
010221S05	MC de Niveau V	Cuisinier.ère en desserts de restaurant	CFA CCI MBO	Brest	Ouverture rentrée 2019	**420**	**1**	**1**	**8**	**12**	**12**	**12**	**55 750 €**	**30 800 €**

NB : Pour faire suite aux difficultés récurrentes de recrutement dans les classes secondes de baccalauréats professionnels, il est proposé un abaissement du seuil minimum à 6 (dés lors que les effectifs le justifient).

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0312_05-DE

Validité de la convention du 1er janvier 2017 au 31 décembre 2019

ORGANISME GESTIONNAIRE :
CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE METROPOLITAINE BRETAGNE OUEST - Place du 19ème RI – CS 63825 - 29220 BREST CEDEX 2

CENTRE DE FORMATION D'APPRENTIS
IFAC - CAMPUS DES METIERS - CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE METROPOLITAINE BRETAGNE OUEST – 465 rue de Kerlaurent - BP 30037 GUIPAVAS - 29801 BREST CEDEX 9

TABLEAU SYNTHETIQUE DES FORMATIONS PAR SECTEURS PROFESSIONNELS

N° de codification	Diplôme	Secteur professionnel / intitulé du diplôme	opérateur	lieu	Observation	CARACTERISTIQUES DES FORMATIONS								
						Volume horaire	Nombre d'années	Nombre de "groupe classe enseignement professionnel" par	Effectif par "groupe classe enseignement professionnel"		Capacités totales d'accueil		Données financières par formation pour chaque "groupe classe d'enseignement professionnel"	
									mini	maxi	par année de formation	sur la durée de la	Coût annuel de formation	Dotation financière annuelle
		Hôtellerie restauration tourisme - Hôtellerie service en salle						**8**			**102**	**186**		
500334T09	CAP	Restaurant	CFA CCI MBO	Brest	Dernière session 2018 suite à la rénovation du diplôme	**840**	**2**	_	**8**	**12**	_	_	**32 574 €**	**17 460 €**
500334T12	CAP	Commercialisation et services en hôtel café restaurant	CFA CCI MBO	Brest	Première session 2019 suite à la rénovation du diplôme	**840**	**2**	**4**	**8**	**12**	**48**	**96**	**32 574 €**	**17 460 €**
010334T13	MC de niveau IV	Accueil réception	CFA CCI MBO	Brest		**420**	**1**	**1**	**8**	**18**	**18**	**18**	**49 007 €**	**26 954 €**
400334T03	Bac Pro	Commercialisation et services en restauration	CFA CCI MBO	Brest	ouverture rentrée 2011	**1855**	**3**	**1**	**8**	**12**	**12**	**36**	**49 763 €**	**27 081 €**
450334T07	BP	Arts du service et commercialisation en restauration	CFA CCI MBO	Brest	Ouverture rentrée 2019	**840**	**2**	**1**	**8**	**12**	**12**	**24**	**53 105 €**	**29 115 €**
10334T10	MC de niveau V	Sommellerie	CFA CCI MBO	Brest	Ouverture rentrée 2019	**420**	**1**	**1**	**8**	**12**	**12**	**12**	**50 750 €**	**27 880 €**
		Maintenance et carosserie de véhicules - Carosserie						**5**			**50**	**90**		
500254S33	CAP connexe	Peinture en carrosserie	CFA CCI MBO	Brest		**420**	**1**	**2**	**8**	**10**	**20**	**20**	**40 002 €**	**21 331 €**
500254S34	CAP	Réparation des carrosseries	CFA CCI MBO	Brest	2 groupes à compter de la rentrée 2015	**840**	**2**	**2**	**8**	**10**	**20**	**40**	**57 923 €**	**30 312 €**
400254R08	Bac Pro	Réparation des carrosseries	CFA CCI MBO	Brest		**1850**	**3**	**1**	**8**	**10**	**10**	**30**	**69 505 €**	**36 323 €**
		Maintenance et carosserie de véhicules - Maintenance de véhicules						**4**			**44**	**112**		
500252R18	CAP	Maintenance des véhicules option A : voitures particulières	CFA CCI MBO	Brest	première session 2016. 3 groupes pour la promotion 2018/2020.	**840**	**2**	**2**	**8**	**10**	**20**	**40**	**39 649 €**	**20 437 €**
400252R14	Bac Pro	Maintenance des véhicules option A : voitures particulières	CFA CCI MBO	Brest	première session 2017. 3 groupes en 2ème année pour la promotion 2017/2020	**1850**	**3**	**2**	**8**	**12**	**24**	**72**	**59 975 €**	**30 730 €**
		Métiers de bouche - Boucherie charcuterie						**7**			**84**	**168**		
500221S30	CAP	Charcutier-traiteur	CFA CCI MBO	Brest		**840**	**2**	**2**	**8**	**12**	**24**	**48**	**46 963 €**	**23 863 €**
500221T35	CAP	Boucher	CFA CCI MBO	Brest	3 groupes en 1ère année promotion 2016/2018	**840**	**2**	**2**	**8**	**12**	**24**	**48**	**64 152 €**	**34 419 €**
010221S03	MC de niveau V	Employé traiteur	CFA CCI MBO	Brest		**420**	**1**	**1**	**8**	**12**	**12**	**12**	**61 356 €**	**30 919 €**
400221S04	Bac Pro	Boucher - Charcutier - Traiteur	CFA CCI MBO	Brest		**1850**	**3**	**1**	**8**	**12**	**12**	**36**	**82 144 €**	**44 130 €**
450221S10	BP	Boucher	CFA CCI MBO	Brest	Ouverture rentrée 2017	**840**	**2**	**1**	**8**	**12**	**12**	**24**	**71 206 €**	**27 775 €**
		Métiers de bouche - Boulangerie pâtisserie						**13**			**176**	**286**		
500221S37	CAP	Boulanger	CFA CCI MBO	Brest	première session 2016 - 4 groupes pour les promotions 2014/2016 et 2016/2018	**840**	**2**	**3**	**8**	**14**	**42**	**84**	**51 191 €**	**26 215 €**
500221S37	CAP	Boulanger	CFA CCI MBO	Brest	Ouverture à la rentrée 2015. Première session 2016	**420**	**1**	**1**	**8**	**14**	**14**	**14**	**52 891 €**	**27 119 €**
500221S36	CAP	Pâtissier	CFA CCI MBO	Brest	3 groupes en 1ère année pour les promotions 2013/2015, 2014/2016, 2016/2018, 2017/2019 et 2018/2020.	**840**	**2**	**2**	**8**	**14**	**28**	**56**	**50 591 €**	**25 786 €**
500221S36	CAP	Pâtissier	CFA CCI MBO	Brest	Ouverture à la rentrée 2015	**420**	**1**	**1**	**8**	**14**	**14**	**14**	**61 937 €**	**31 024 €**
500221S33	CAP	Chocolatier confiseur	CFA CCI MBO	Brest	Ouverture rentrée 2012	**420**	**1**	**1**	**8**	**12**	**12**	**12**	**44 548 €**	**23 097 €**
010221S07	MC de niveau V	Boulangerie spécialisée	CFA CCI MBO	Brest	3 groupes pour les promotions 2017/2018 et 2018/2019	**420**	**1**	**2**	**8**	**14**	**28**	**28**	**57 913 €**	**30 035 €**

NB : Pour faire suite aux difficultés récurrentes de recrutement dans les classes secondes de baccalauréats professionnels, il est proposé un abaissement du seuil minimum à 6 (dés lors que les effectifs le justifient).

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0312_05-DE

ORGANISME GESTIONNAIRE :
CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE METROPOLITAINE BRETAGNE OUEST - Place du 19ème RI – CS 63825 - 29220 BREST CEDEX 2

CENTRE DE FORMATION D'APPRENTIS
IFAC - CAMPUS DES METIERS - CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE METROPOLITAINE BRETAGNE OUEST – 465 rue de Kerlaurent - BP 30037 GUIPAVAS - 29801 BREST CEDEX 9

TABLEAU SYNTHETIQUE DES FORMATIONS PAR SECTEURS PROFESSIONNELS

N° de codification	Diplôme	Secteur professionnel / intitulé du diplôme	opérateur	lieu	Observation	CARACTERISTIQUES DES FORMATIONS								
						Volume horaire	Nombre d'années	Nombre de "groupe classe enseignement professionnel" par	Effectif par "groupe classe enseignement" mini	Effectif par "groupe classe enseignement" maxi	Capacités totales d'accueil par année de formation	Capacités totales d'accueil sur la durée de la formation	Données financières par formation pour chaque "groupe classe d'enseignement" Coût annuel de formation	Données financières par formation pour chaque "groupe classe d'enseignement" Dotation financière annuelle
		Métiers de bouche - Boulangerie pâtisserie												
010221S04	MC de niveau V	Pâtisserie glacerie chocolaterie confiserie spécialisées	CFA CCI MBO	Brest	Ouverture à la rentrée 2018. 2 groupes pour la promotion 2018/2019	**420**	**1**	**1**	**8**	**12**	**12**	**12**	**51 520 €**	**26 000 €**
400221S05	Bac Pro	Boulanger pâtissier	CFA CCI MBO	Brest		**1850**	**3**	**1**	**8**	**14**	**14**	**42**	**59 393 €**	**32 074 €**
450221S08	BP	Boulanger	CFA CCI MBO	Brest	Ouverture à la rentrée 2018	**840**	**2**	**1**	**8**	**12**	**12**	**24**	**60 990 €**	**32 000 €**
		Pré-apprentissage						**4**			**60**	**60**		
631999M99	DIMA	Dispositif d'Initiation aux Métiers en Alternance	CFA CCI MBO	Brest	Fermeture à la rentrée 2019	**540**	**1**	**4**	**8**	**15**	**60**	**60**	**0 €**	**39 892 €**
		Sanitaire et social - Santé paramédical et autres domaines						**5**			**60**	**144**		
450331S04	BP	Préparateur en pharmacie	CFA CCI MBO	Brest	3 groupes à compter de la rentrée 2015	**910**	**2**	**3**	**8**	**12**	**36**	**72**	**39 182 €**	**21 554 €**
450331S04	BP	Préparateur en pharmacie	CFA CCI MBO	Brest		**1295**	**3**	**2**	**8**	**12**	**24**	**72**	**43 367 €**	**24 226 €**
		Soins personnels - Coiffure						**10**			**120**	**228**		
500336T10	CAP	Coiffure	CFA CCI MBO	Brest		**840**	**2**	**5**	**8**	**12**	**60**	**120**	**43 180 €**	**23 511 €**
010336T05	MC de niveau V	Coiffure Coupe Couleur	CFA CCI MBO	Brest	première session 2016	**420**	**1**	**1**	**8**	**12**	**12**	**12**	**51 034 €**	**27 971 €**
450336T08	BP	Coiffure	CFA CCI MBO	Brest		**918**	**2**	**4**	**8**	**12**	**48**	**96**	**49 610 €**	**27 095 €**
		Soins personnels - Esthétique						**8**			**98**	**196**		
500336T11	CAP	Esthétique cosmétique parfumerie	CFA CCI MBO	Brest	Dernière session 2018 suite à la rénovation du diplôme	**840**	**2**	_	**8**	**12**	_	_	**39 814 €**	**21 434 €**
500336T15	CAP	Esthétique cosmétique parfumerie	CFA CCI MBO	Brest	Première session 2020 suite à la rénovation du diplôme	**840**	**2**	**2**	**8**	**12**	**24**	**48**	**39 814 €**	**21 434 €**
450336T07	BP	Esthétique cosmétique parfumerie	CFA CCI MBO	Brest	6 groupes pour les promotions 2013/2015, 2014/2016, 2015/2017 et 2016/2018	**910**	**2**	**5**	**8**	**12**	**60**	**120**	**44 082 €**	**23 701 €**
320336T04	BTS	Métiers de l'esthétique-cosmétique-parfumerie option B : formation-marques	CFA CCI MBO	Brest	Ouverture à la rentrée 2012 – reconduction de l'expérimentation pour la promotion 2015. Pérennisation à la rentrée 2016	**1350**	**2**	**1**	**8**	**14**	**14**	**28**	**75 780 €**	**41 074 €**
		Transport logistique						**1**			**12**	**12**		
16C312T02	Master	Manager de la Supply Chain	BBS Brest	Brest	Ouverture rentrée 2019	**510**	**1**	**1**	**8**	**12**	**12**	**12**	**115 000 €**	**0 €**

NB : Pour faire suite aux difficultés récurrentes de recrutement dans les classes secondes de baccalauréats professionnels, il est proposé un abaissement du seuil minimum à 6 (dés lors que les effectifs le justifient).

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0312_05-DE

Validité de la convention

ORGANISME GESTIONNAIRE :
CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE TERRITORIALE D'ILLE ET VILAINE (CCIT 35) - 2 avenue de la Préfecture - 35042 RENNES CEDEX

CENTRE DE FORMATION D'APPRENTIS

FACULTE DES METIERS CCI RENNES BRETAGNE - Campus de Ker Lann - rue des Frères Montgolfier - 35172 BRUZ CEDEX

TABLEAU SYNTHETIQUE DES FORMATIONS PAR SECTEURS PROFESSIONNELS

N° de codification	Diplôme	Secteur professionnel / intitulé du diplôme	opérateur	lieu	Observation	CARACTERISTIQUES DES FORMATIONS								
						Volume horaire	Nombre d'années	Nombre de "groupe classe enseignement professionnel" par année	Effectif par "groupe classe enseignement" mini	Effectif par "groupe classe enseignement" maxi	Capacités totales d'accueil par année de formation	Capacités totales d'accueil sur la durée de la formation	Données financières par formation pour chaque "groupe classe d'enseignement" Coût annuel de formation	Données financières par formation pour chaque "groupe classe d'enseignement" Dotation financière annuelle
		Commerce vente - Commerce distribution et Vente						**57**			**1070**	**1913**		
500312T14	CAP	Employé de commerce multi-spécialités	CFA CCIT35	Bruz		**868**	**2**	**1**	**8**	**20**	**20**	**40**	**76 937 €**	**13 949 €**
500312T15	CAP	Employé de vente spécialisé option A produits alimentaires	CFA CCIT35	Bruz	2 groupes de 20 en 2ème année pour la promotion 2017/2019 et 2 groupes de 20 pour la promotion 2018/2020 avec une participation à calculer en fonction d'un coût de formation optimisé du deuxième groupe.	**924**	**2**	**1**	**8**	**30**	**30**	**60**	**160 488 €**	**29 023 €**
500312T16	CAP	Employé de vente spécialisé option B produits et équipement courant	CFA CCIT35	Bruz		**924**	**2**	**2**	**8**	**15**	**30**	**60**	**0 €**	**0 €**
500312T14	CAP	Employé de commerce multi-spécialités	CFA CCIT35	Saint Jouan des Guérêts		**842**	**2**							
500312T15	CAP	Employé de vente spécialisé option A produits alimentaires	CFA CCIT35	Saint Jouan des Guérêts		**842**	**2**	**3**	**8**	**15**	**45**	**90**	**79 952 €**	**14 471 €**
500312T16	CAP	Employé de vente spécialisé option B produits et équipement courant	CFA CCIT35	Saint Jouan des Guérêts		**842**	**2**							
500312T18	CAP	Fleuriste	CFA CCIT35	Bruz	Dernière session 2019 suite à la rénovation du dplôme	**910**	**2**	_	**8**	**13**	_	_	**0 €**	**0 €**
500312T23	CAP	Fleuriste	CFA CCIT35	Bruz	Première session 2020 suite à la rénovation du diplôme	**910**	**2**	**2**	**8**	**13**	**26**	**52**	**0 €**	**0 €**
010233W06	MC de niveau IV	Vendeur-conseil en produits techniques pour l'habitat	CFA CCIT35	Bruz	Ouverture à titre expérimentale pour une promotion à la rentrée 2016. Première session 2016. Reconduction de l'expérimentation pour les promotions 2017/2018 et 2018/2019	**551**	**1**	**1**	**8**	**15**	**15**	**15**	**43 001 €**	**0 €**
400312T02	Bac Pro	Commerce	CFA CCIT35	Bruz	Dernière session 2021 suite à la rénovation du dplôme	**1855**	**3**	**1**	**8**	**20**	**20**	**60**	**108 383 €**	**19 643 €**
400312T13	Bac Pro	Métiers du commerce et de la vente	CFA CCIT35	Bruz	Première session 2022 suite à la rénovation du diplôme	**1855**	**3**	**1**	**8**	**20**	**20**	**60**	**108 383 €**	**19 643 €**
400312T02	Bac Pro	Commerce	CFA CCIT35	Saint Jouan des Guérêts	Dernière session 2021 suite à la rénovation du dplôme	**1850**	**3**	**1**	**15**	**25**	**25**	**75**	**161 473 €**	**29 235 €**
400312T13	Bac Pro	Métiers du commerce et de la vente	CFA CCIT35	Saint Jouan des Guérêts	Première session 2022 suite à la rénovation du diplôme	**1850**	**3**	**1**	**15**	**25**	**25**	**75**	**161 473 €**	**29 235 €**
400312M10	Bac Pro	Accueil relation clients et usagers	CFA CCIT35	Bruz	première session 2012. Dernière session 2021 suite à la rénovation du dplôme	**1855**	**3**	**1**	**8**	**20**	**20**	**60**	**160 057 €**	**0 €**
400312T12	Bac Pro	Métiers de l'accueil	CFA CCIT35	Bruz	première session 2012. Première session 2022 suite à la rénovation du dplôme	**1855**	**3**	**1**	**8**	**20**	**20**	**60**	**160 057 €**	**0 €**
450312T06	BP	Fleuriste	CFA CCIT35	Bruz	2 groupes à compter de la rentrée 2013	**850**	**2**	**2**	**8**	**20**	**40**	**80**	**66 771 €**	**12 106 €**
320312T09	BTS	Management des unités commerciales	CFA CCIT35	Bruz	Ouverture à titre expérimental pour une promotion à la rentrée 2016 pour les sortants de la MC Vendeur-conseil en produits techniques pour l'habitat. Reconduction de l'expérimentation pour les promotions 2017/2018 et 2018/2019. Pérennisation rentrée 2019. Dernière session 2020 suite à la rénovation du diplôme	**588**	**1**	**1**	**8**	**15**	**15**	**15**	**42 782 €**	**0 €**

NB : Pour faire suite aux difficultés récurrentes de recrutement dans les classes secondes de baccalauréats professionnels, il est proposé un abaissement du seuil minimum à 6 (dés lors que les effectifs le justifient).

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0312_05-DE

Validité de la convention du 1er janvier 2017 au 31 décembre 2019

ORGANISME GESTIONNAIRE :
CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE TERRITORIALE D'ILLE ET VILAINE (CCIT 35) - 2 avenue de la Préfecture - 35042 RENNES CEDEX

CENTRE DE FORMATION D'APPRENTIS
FACULTE DES METIERS CCI RENNES BRETAGNE - Campus de Ker Lann - rue des Frères Montgolfier - 35172 BRUZ CEDEX

TABLEAU SYNTHETIQUE DES FORMATIONS PAR SECTEURS PROFESSIONNELS

N° de codification	Diplôme	Secteur professionnel / intitulé du diplôme	opérateur	lieu	Observation	CARACTERISTIQUES DES FORMATIONS								
						Volume horaire	Nombre d'années	Nombre de "groupe classe enseignement professionnel" par année	Effectif par "groupe classe enseignement professionnel" mini	Effectif par "groupe classe enseignement professionnel" maxi	Capacités totales d'accueil par année de formation	Capacités totales d'accueil sur la durée de la formation	Données financières par formation pour chaque "groupe classe d'enseignement professionnel" Coût annuel de formation	Données financières par formation pour chaque "groupe classe d'enseignement professionnel" Dotation financière annuelle
		Commerce vente - Commerce distribution et Vente												
320312T13	BTS	Management commercial opérationnel	CFA CCIT35	Bruz	Ouverture à titre expérimental pour une promotion à la rentrée 2016 pour les sortants de la MC Vendeur-conseil en produits techniques pour l'habitat. Reconduction de l'expérimentation pour les promotions 2017/2018 et 2018/2019. Pérennisation rentrée 2019. Première session 2021 suite à la rénovation du diplôme	**588**	**1**	**1**	**8**	**15**	**15**	**15**	**42 782 €**	**0 €**
320312T09	BTS	Management des unités commerciales	CFA CCIT35	Saint Jouan des Guérêts	Dernière session 2020 suite à la rénovation du diplôme	**1385**	**2**	**1**	**8**	**28**	**28**	**56**	**192 886 €**	**34 911 €**
320312T13	BTS	Management commercial opérationnel	CFA CCIT35	Saint Jouan des Guérêts	Première session 2021 suite à la rénovation du diplôme	**1385**	**2**	**1**	**8**	**28**	**28**	**56**	**192 886 €**	**34 911 €**
		Commerce vente - Commerce distribution et Vente						**24**			**438**	**654**		
320312T10	BTS	Négociation et relation client	CFA CCIT35	Bruz	3 groupes en 1ère année pour la promotion 2017/2019. Dernière session 2019 suite à la rénovation du diplôme	**1350**	**2**	**2**	**8**	**15**	**30**	**30**	**112 388 €**	**20 333 €**
320312T12	BTS	Négociation et digitalisation de la relation client	CFA CCIT35	Bruz	3 groupes en 1ère année pour la promotion 2017/2019. Première session 2020 suite à la rénovation du diplôme. 3 groupes en 1ère année pour la promotion 2018/2020	**1350**	**2**	**2**	**8**	**15**	**30**	**30**	**112 388 €**	**20 333 €**
320312T10	BTS	Négociation et relation client	CFA CCIT35	Bruz	Formation financée par LA POSTE pour le fonctionnement des cours. Dernière session 2019 suite à la rénovation du diplôme	**760**	**1**	**1**	**8**	**15**	**15**	**15**	**119 444 €**	**0 €**
320312T12	BTS	Négociation et digitalisation de la relation client	CFA CCIT35	Bruz	Formation financée par LA POSTE pour le fonctionnement des cours. Première session 2020 suite à la rénovation du diplôme	**760**	**1**	_	**8**	**15**	_	_	**119 444 €**	**0 €**
320331W07	BTS	Opticien Lunetier	CFA CCI - Ecole FIZEAU	Javené	ouverture rentrée 2010	**1390**	**2**	**1**	**8**	**20**	**20**	**40**	**156 936 €**	**28 368 €**
NC	Licence Professionnelle	E-Commerce et marketing numérique	CFA CCIT35	Saint Jouan des Guérêts	Ouverture rentrée 2019	**450**	**1**	**1**	**8**	**20**	**20**	**20**	**83 046 €**	**0 €**
36C312P0V	Titre de niveau III	Gestionnaire d'unité commerciale	CFA CCIT35	Bruz	première session 2014	**1190**	**2**	**1**	**8**	**20**	**20**	**40**	**115 522 €**	**20 893 €**
26C326W0E	Titre de niveau II	Chargé d'affaires en hautes technologies	CFA CCIT35	Bruz	ouverture rentrée 2012	**451,5**	**1**	**1**	**8**	**15**	**15**	**15**	**0 €**	**0 €**
165312M32	Titre de niveau I	Grande école ESC - parcours responsable de projets innovants	ESC Rennes	Rennes	Ouverture rentrée 2014	**751**	**2**	**1**	**20**	**40**	**40**	**80**	**297 355 €**	**0 €**
16C312T02	Mastère de niveau I	Manager achats et supply chain	GIP Campus E.S.P.R.I.T.	Redon	Ouverture rentrée 2017. Dernière session 2018 suite à la rénovation du diplôme	**528**	**1**	_	**8**	**16**	_	_	_	_
16X311P01	Mastère de niveau I	Manager logisitque achats indusriels	GIP Campus E.S.P.R.I.T.	Redon	Première session 2019 suite à la rénovation du diplôme Modification de la durée du cursus de 1 à 3 ans à la rentrée 2019	**1883**	**3**	**1**	**8**	**20**	**20**	**60**	**143 970 €**	**0 €**

NB : Pour faire suite aux difficultés récurrentes de recrutement dans les classes secondes de baccalauréats professionnels, il est proposé un abaissement du seuil minimum à 6 (dés lors que les effectifs le justifient).

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0312_05-DE

Validité de la convention du 1er janvier 2017 au 31 décembre 2019

ORGANISME GESTIONNAIRE :
CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE TERRITORIALE D'ILLE ET VILAINE (CCIT 35) - 2 avenue de la Préfecture - 35042 RENNES CEDEX

CENTRE DE FORMATION D'APPRENTIS
FACULTE DES METIERS CCI RENNES BRETAGNE - Campus de Ker Lann - rue des Frères Montgolfier - 35172 BRUZ CEDEX

TABLEAU SYNTHETIQUE DES FORMATIONS PAR SECTEURS PROFESSIONNELS

N° de codification	Diplôme	Secteur professionnel / intitulé du diplôme	opérateur	lieu	Observation	CARACTERISTIQUES DES FORMATIONS								
						Volume horaire	Nombre d'années	Nombre de "groupe classe enseignement professionnel" par année	Effectif par "groupe classe enseignement professionnel" mini	Effectif par "groupe classe enseignement professionnel" maxi	Capacités totales d'accueil par année de formation	Capacités totales d'accueil sur la durée de la formation	Données financières par formation pour chaque "groupe classe d'enseignement professionnel" Coût annuel de formation	Données financières par formation pour chaque "groupe classe d'enseignement professionnel" Dotation financière annuelle
		Electricité électronique électrotechnique - Electricité génie climatique						**2**			**24**	**24**		
250227M56	Licence Professionnelle	Maîtrise de l'énergie électricité développement durable parcours maintenance et écotechnologie (M2E2D)	GIP Campus E.S.P.R.I.T.	Redon	Ouverture rentrée 2017 en partenariat avec l'IUT de Lorient avec mixité de public (contrats de professionnalisation)	**600**	**1**	**1**	**8**	**12**	**12**	**12**	**94 577 €**	**0 €**
250227M56	Licence Professionnelle	Maîtrise de l'énergie électricité développement durable parcours énergétique des bâtiments et industries (M2E2D)	IUT de Lorient	Lorient	Ouverture rentrée 2017 avec mixité de public (étudiants, contrats de professionnalisation)	**600**	**1**	**1**	**8**	**12**	**12**	**12**	**94 577 €**	**0 €**
		Gestion administration finance informatique - Finance assurance						**1**			**20**	**20**		
010313T01	MC de niveau IV	Services financiers	CFA CCIT35	Bruz	Formation financée par LA POSTE pour le fonctionnement des cours.	**455**	**1**	**1**	**8**	**20**	**20**	**20**	**-**	**0 €**
		Gestion administration finance informatique - Gestion administration						**6**			**114**	**190**		
320324T08	BTS	Assistant de manager	CFA CCIT35	Bruz	2 groupes en 1ère année pour la promotion 2017/2019. Dernière session 2019 suite à la rénovation du diplôme.	**1350**	**2**	_	**8**	**20**	_	_	**113 598 €**	**20 402 €**
320324T09	BTS	Support à l'action managériale	CFA CCIT35	Bruz	Première session 2020 suite à la rénovation du diplôme. 2 groupes en 1ère année pour la promotion 2018/2020	**1350**	**2**	**1**	**8**	**20**	**20**	**20**	**113 598 €**	**20 402 €**
320314T07	BTS	Assistant de gestion PME-PMI à référentiel commun européen	CFA CCIT35	Saint Jouan des Guérêts	ouverture rentrée 2012 pour deux promotions 2012/2014 et 2013/2015. Reconduction de l'expérimentation pour la promotion 2014/2016 – Pérennisation à la rentrée 2015. Dernière session 2019 suite à la rénovation du diplôme	**1350**	**2**	_	**8**	**16**	_	_	**111 096 €**	**20 057 €**
320314T09	BTS	Gestion de la PME	CFA CCIT35	Saint Jouan des Guérêts	Première session 2020 suite à la rénovation du diplôme	**1350**	**2**	**1**	**8**	**16**	**16**	**16**	**111 096 €**	**20 057 €**
320314T08	BTS	Comptabilité et gestion	CFA CCIT35	Bruz	Ouverture rentrée 2019	**1350**	**2**	**1**	**8**	**20**	**20**	**40**	**64 250 €**	**14 135 €**
260314M03	DCG	Diplôme de comptabilité et de gestion	CFA CCIT35	Saint Jouan des Guérêts		**1706**	**3**	**1**	**8**	**18**	**18**	**54**	**73 078 €**	**13 205 €**
260314M03	DCG	Diplôme de comptabilité et de gestion	CFA CCIT35	Saint Jouan des Guérêts		**914**	**2**	**1**	**8**	**20**	**20**	**40**	**54 660 €**	**9 876 €**
250315P13	Licence pro	Métiers de la GRH - Assistant (LP Versailles)	CFA CCIT35	Saint Jouan des Guérêts	Ouverture rentrée 2019	**560**	**1**	**1**	**8**	**20**	**20**	**20**	**66 250 €**	**0 €**
		Hôtellerie restauration tourisme - Cuisine						**12**			**148**	**294**		
500221T39	CAP	Cuisine	CFA CCIT35	Bruz	Première session 2018 suite à la rénovation du diplôme	**888**	**2**	**6**	**8**	**12**	**72**	**144**	**59 564 €**	**10 788 €**
500221T39	CAP	Cuisine	CFA CCIT35	Saint Jouan des Guérêts	Rentrée 2015. 2 groupes en 1ère année pour les promotions 2015/2017, 2016/2018, 2017/2019 et 2018/2020. Première session 2018 suite à la rénovation du diplôme	**842**	**2**	**1**	**10**	**14**	**14**	**28**	**62 647 €**	**11 355 €**

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0312_05-DE

Validité de la convention du 1er janvier 2017 au 31 décembre 2019

ORGANISME GESTIONNAIRE :
CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE TERRITORIALE D'ILLE ET VILAINE (CCIT 35) - 2 avenue de la Préfecture - 35042 RENNES CEDEX

CENTRE DE FORMATION D'APPRENTIS
FACULTE DES METIERS CCI RENNES BRETAGNE - Campus de Ker Lann - rue des Frères Montgolfier - 35172 BRUZ CEDEX

TABLEAU SYNTHETIQUE DES FORMATIONS PAR SECTEURS PROFESSIONNELS

N° de codification	Diplôme	Secteur professionnel / intitulé du diplôme	opérateur	lieu	Observation	CARACTERISTIQUES DES FORMATIONS								
						Volume horaire	Nombre d'années	Nombre de "groupe classe enseignement professionnel" par année	Effectif par "groupe classe enseignement professionnel" mini	Effectif par "groupe classe enseignement professionnel" maxi	Capacités totales d'accueil par année de formation	Capacités totales d'accueil sur la durée de la formation	Données financières par formation pour chaque "groupe classe d'enseignement professionnel" Coût annuel de formation	Données financières par formation pour chaque "groupe classe d'enseignement professionnel" Dotation financière annuelle
		Hôtellerie restauration tourisme - Cuisine												
500221T39	CAP	Cuisine	CFA CCIT35	Saint Jouan des Guérêts	2 groupes pour la promotion 2015/2016 (CP 1er octobre 2015). Annulation du 2ème groupe (CP 19 novembre 2015). Première session 2018 suite à la rénovation du diplôme	**421**	**1**	**1**	**8**	**14**	**14**	**14**	**42 603 €**	**7 713 €**
500221M29	CAP	Agent polyvalent de restauration	CFA CCIT35	Bruz	Ouverture à la rentrée 2018	**910**	**2**	**1**	**8**	**12**	**12**	**24**	**47 740 €**	**10 500 €**
010221S05	MC de niveau V	Cuisinier en desserts de restaurant	CFA CCIT35	Saint Jouan des Guérêts		**421**	**1**	**1**	**6**	**12**	**12**	**12**	**42 603 €**	**7 713 €**
400221T06	Bac Pro	Cuisine	CFA CCIT35	Bruz	ouverture rentrée 2011 - première session 2014	**1855**	**3**	**1**	**8**	**12**	**12**	**36**	**83 157 €**	**17 673 €**
400221T06	Bac Pro	Cuisine	CFA CCIT35	Saint Jouan des Guérêts	ouverture rentrée 2011	**1852**	**3**	**1**	**8**	**12**	**12**	**36**	**73 296 €**	**13 294 €**
		Hôtellerie restauration tourisme - Hôtellerie service en salle						**5**			**152**	**298**		
500334T09	CAP	Restaurant	CFA CCIT35	Bruz	Dernière session 2018 suite à la rénovation du diplôme	**888**	**2**	_	**8**	**12**	_	_	**60 367 €**	**12 818 €**
500334T12	CAP	Commercialisation et services en hôtel café restaurant	CFA CCIT35	Bruz	Première session 2019 suite à la rénovation de 2 diplômes	**888**	**2**	**7**	**8**	**12**	**84**	**168**	**60 367 €**	**12 818 €**
500334T09	CAP	Restaurant	CFA CCIT35	Saint Jouan des Guérêts	Dernière session 2018 suite à la rénovation du diplôme	**842**	**2**	_	**8**	**14**	_	_	**45 613 €**	**9 386 €**
500334T12	CAP	Commercialisation et services en hôtel café restaurant	CFA CCIT35	Saint Jouan des Guérêts	Première session 2019 suite à la rénovation du diplôme	**842**	**2**	**1**	**8**	**14**	**14**	**28**	**45 613 €**	**9 386 €**
500334T09	CAP	Restaurant	CFA CCIT35	Saint Jouan des Guérêts	Dernière session 2018 suite à la rénovation du diplôme	**421**	**1**	_	**8**	**14**	_	_	**41 546 €**	**8 665 €**
500334T12	CAP	Commercialisation et services en hôtel café restaurant	CFA CCIT35	Saint Jouan des Guérêts	Première session 2019 suite à la rénovation du diplôme	**421**	**1**	**1**	**8**	**14**	**14**	**14**	**41 546 €**	**8 665 €**
500334T10	CAP	Service en brasserie café	CFA CCIT35	Bruz	Dernière session 2018 suite à la rénovation du diplôme	**888**	**2**	_	**8**	**16**	_	_	**60 367 €**	**12 818 €**
010334T10	MC de niveau V	Sommellerie	CFA CCIT35	Bruz	2 groupes pour la promotion 2017/2018	**400**	**1**	**1**	**8**	**16**	**16**	**16**	**65 855 €**	**11 911 €**
400334T03	Bac Pro	Commercialisation et services en restauration	CFA CCIT35	Bruz	ouverture rentrée 2011 - première session 2014	**1855**	**3**	**1**	**8**	**12**	**12**	**36**	**69 861 €**	**12 634 €**
400334T03	Bac Pro	Commercialisation et services en restauration	CFA CCIT35	Saint Jouan des Guérêts	ouverture rentrée 2011	**1852**	**3**	**1**	**8**	**12**	**12**	**36**	**64 675 €**	**11 718 €**
		Sanitaire et social - Santé paramédical et autres domaines						**1**			**16**	**16**		
250331M19	Licence pro	Santé spécialité métiers de la vision de l'optique et de la lunetterie	CFA CCI - Ecole FIZEAU	Javené	Ouverture à la rentrée 2018	**605**	**1**	**1**	**8**	**16**	**16**	**16**	**71 670 €**	**0 €**
		Transports logistique - Logistique						**4**			**62**	**62**		
500311M23	CAP	Opérateur opératrice de service relation client et livraison	CFA CCIT35	Bruz	Formation financée par LA POSTE pour le fonctionnement des cours. Première session 2018 suite à la rénovation du diplôme	**455**	**1**	**1**	**8**	**14**	**14**	**14**	**58 209 €**	**0 €**
56T311U06	Titre professionnel de niveau V	Conducteur·trice livreur·euse sur véhicule utilitaire léger	AFPA	Rennes Vannes Langueux	Ouverture à la rentrée 2018 avec le maintien de contrats de professionnalisation. Augmentation de la capacité d'accueil à 3 groupes.	**287**	**1**	**3**	**8**	**16**	**48**	**48**	**46 050 €**	**0 €**

NB : Pour faire suite aux difficultés récurrentes de recrutement dans les classes secondes de baccalauréats professionnels, il est proposé un abaissement du seuil minimum à 6 (dés lors que les effectifs le justifient).

882

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0312_05-DE

Validité de la convention du 1 septembre 2014 au 31 décembre 2019

ORGANISME GESTIONNAIRE :
CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DU MORBIHAN - 21 quai des Indes - 56100 LORIENT

CENTRE DE FORMATION D'APPRENTIS
CFA DE LA CCI DU MORBIHAN - 21 quai des Indes - 56100 LORIENT

TABLEAU SYNTHETIQUE DES FORMATIONS PAR SECTEURS PROFESSIONNELS

N° de codification	Diplôme	Secteur professionnel / intitulé du diplôme	opérateur	lieu	Observation	CARACTERISTIQUES DES FORMATIONS								
						Volume horaire	Nombre d'années	Nombre de "groupe classe enseignement professionnel" par année	Effectif par "groupe classe enseignement professionnel"		Capacités totales d'accueil		Données financières par formation pour chaque "groupe classe d'enseignement professionnel"	
									mini	maxi	par année de formation	sur la durée de la formation	Coût annuel de formation	Dotation financière annuelle
		Commerce vente - Technico commercial						**2**			**33**	**66**		
46R221W0A	Titre de niveau IV	Technicien conseil en commercialisation des vins	CFA CCI	Vannes		**862**	**2**	**1**	**8**	**18**	**18**	**36**	**167 455 €**	**0 €**
320312T09	BTS	Management des unités commerciales	CFA CCI	Vannes	Ouverture rentrée 2019. Dernière session 2020 suite à la rénovation du diplôme	**1200**	**2**	**1**	**8**	**15**	**15**	**30**	**65 000 €**	**0 €**
320312T13	BTS	Management commercial opérationnel	CFA CCI	Vannes	Ouverture rentrée 2019. Première session 2021 suite à la rénovation du diplôme	**1200**	**2**	**1**	**8**	**15**	**15**	**30**	**65 000 €**	**0 €**
		Gestion administration finance informatique - Informatique						**4**			**66**	**114**		
26C326N0C	Titre de niveau II	Concepteur de systèmes d'information (CS2I)	CFA CCI	Lorient		**752**	**1**	**1**	**8**	**18**	**18**	**18**	**134 224 €**	**0 €**
16C326N03	Titre de niveau I	Manager de systèmes d'information et d'infrastructure (MS2I)	CFA CCI	Lorient	Ouverture rentrée 2013	**889**	**2**	**1**	**8**	**18**	**18**	**36**	**107 162 €**	**0 €**
320326T10	BTS	Services informatiques aux organisations Option A Solutions d'infrastructures, systèmes et réseaux	CFA CCI	Lorient	Ouverture rentrée 2019	**1390**	**2**	**1**	**8**	**15**	**15**	**30**	**84 500 €**	**0 €**
320326T11	BTS	Services informatiques aux organisations Option B Solutions logicielles et applications métiers	CFA CCI	Lorient	Ouverture rentrée 2019	**1390**	**2**	**1**	**8**	**15**	**15**	**30**	**84 500 €**	**0 €**
		Hôtellerie restauration tourisme - Hôtellerie service en salle						**1**			**16**	**16**		
010334T13	MC de niveau IV	Accueil réception	CFA CCI	Vannes		**420**	**1**	**1**	**8**	**16**	**16**	**16**	**95 506 €**	**0 €**

NB : Pour faire suite aux difficultés récurrentes de recrutement dans les classes secondes de baccalauréats professionnels, il est proposé un abaissement du seuil minimum à 6 (dés lors que les effectifs le justifient).

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0312_05-DE

Validité de la convention du 1 septembre 2017 au 31 aout 2019

ORGANISME GESTIONNAIRE :
CHAMBRE REGIONALE D'AGRICULTURE DE BRETAGNE (CRAB) - Rue Maurice Le Lannou - CS 14226 - 35042 RENNES Cedex

CENTRE DE FORMATION D'APPRENTIS
CFA DES METIERS DE LA PRODUCTION AGRICOLE - Kérel - 56580 CREDIN

TABLEAU SYNTHETIQUE DES FORMATIONS PAR SECTEURS PROFESSIONNELS

N° de codification	Diplôme	Secteur professionnel / intitulé du diplôme	opérateur	lieu	Observation	CARACTERISTIQUES DES FORMATIONS								
						Volume horaire	Nombre d'années	Nombre de "groupe classe enseignement professionnel" par année	Effectif par "groupe classe enseignement professionnel" mini	Effectif par "groupe classe enseignement professionnel" maxi	Capacités totales d'accueil par année de formation	Capacités totales d'accueil sur la durée de la formation	Données financières par formation pour chaque "groupe classe d'enseignement professionnel" Coût annuel de formation	Données financières par formation pour chaque "groupe classe d'enseignement professionnel" Dotation financière annuelle
		Agriculture horticulture paysage - Mécanique spécialisée agricole						**3**			**42**	**72**		
553210M01	BPA5	Travaux de la conduite et d'entretien des engins agricoles	CFA	La Bouëxière		**910**	**2**	**2**	**8**	**15**	**30**	**60**	**69 105 €**	**33 567 €**
453210M06	BP	Agroéquipement conduite et maintenance des matériels	CFA	Quintenic	Ouverture à titre expérimental pour les promotions 2017/2019 et 2018/2020 sur le département des Côtes d'Armor Fermeture de la formation rentrée 2019	**945**	**2**	_	**8**	**12**	_	_	_	_
563210U01	CSA5	Tracteurs et machines agricoles - Utilisation et maintenance	CFA	Saint Ségal	Ouverture rentrée 2019	**550**	**1**	**1**	**8**	**12**	**12**	**12**	**97 380 €**	**47 720 €**
		Agriculture horticulture paysage - Productions agricoles et végétales						**6**			**60**	**90**		
553212S03	BPA5	Travaux de la production animale spécialité polyculture élevage	CFA	Crédin	Fermeture de la formation rentrée 2019	**800**	**2**	_	**8**	**15**	_	_	_	_
453210P05	BP Agricole	Responsable d'exploitation agricole	CFA	Saint Ségal, Crédin, Quintenic	4 groupes pour la promotion 2013/2015, 2014/2016, 2015/2017 et 2016/2018 pour le site de Crédin. Dernière session 2019 suite à la rénovation du diplôme.	**945**	**2**	_	**8**	**15**	_	_	**71 036 €**	**34 456 €**
453210P07	BP Agricole	Responsable d'entreprise agricole	CFA	Saint Ségal, Crédin, Quintenic	4 groupes pour la promotion 2013/2015, 2014/2016, 2015/2017, 2016/2018 pour le site de Crédin. 5 groupes pour la promotion 2018/2020 répartis sur les 3 sites. Première session 2020 suite à la rénovation du diplôme.	**945**	**2**	**3**	**8**	**15**	**45**	**45**	**71 036 €**	**34 456 €**
463212P08	CSA4	Conduite de l'élevage laitier	CFA	Crédin	Ouverture à titre expérimental pour deux promotions à la rentrée 2018 sur le département du Morbihan. 2 groupes pour la promotion 2018/2019	**455**	**1**	**1**	**8**	**15**	**15**	**15**	**73 320 €**	**32 990 €**
463212W14	CSA4	Conduite d'un élevage avicole et commercialisation des produits	CFA	Crédin	Ouverture rentrée 2019	**455**	**1**	**1**	**8**	**15**	**15**	**15**	**73 320 €**	**35 927 €**
463212P09	CSA4	Conduite de l'élevage porcin	CFA	Quintenic	Ouverture rentrée 2019	**455**	**1**	**1**	**8**	**15**	**15**	**15**	**73 320 €**	**35 927 €**

NB : Pour faire suite aux difficultés récurrentes de recrutement dans les classes secondes de baccalauréats professionnels, il est proposé un abaissement du seuil minimum à 6 (dés lors que les effectifs le justifient).

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0312_05-DE

Validité de la convention du 1 septembre 2014 au 31 décembre 2019

ORGANISME GESTIONNAIRE :
BATIMENT CFA BRETAGNE 33 Boulevard solférino 35000 RENNES

CENTRE DE FORMATION D'APPRENTIS
BATIMENT CFA DES COTES D'ARMOR - Avenue du Chalutier "Sans Pitié" - BP 115 - 22191 PLERIN CEDEX

TABLEAU SYNTHETIQUE DES FORMATIONS PAR SECTEURS PROFESSIONNELS

N° de codification	Diplôme	Secteur professionnel / intitulé du diplôme	opérateur	lieu	Observation	CARACTERISTIQUES DES FORMATIONS								
						Volume horaire	Nombre d'années	Nombre de "groupe classe enseignement professionnel" par année	Effectif par "groupe classe enseignement professionnel" mini	Effectif par "groupe classe enseignement professionnel" maxi	Capacités totales d'accueil par année de formation	Capacités totales d'accueil sur la durée de la formation	Données financières par formation pour chaque "groupe classe d'enseignement professionnel" Coût annuel de formation	Données financières par formation pour chaque "groupe classe d'enseignement professionnel" Dotation financière annuelle
		Bâtiment - Chauffage climatisation						**7**			**100**	**159**		
500227S13	CAP	Installateur thermique	Bâtiment CFA 22	Plérin	CAP Connexe Dernière session 2019 suite à la rénovation du diplôme	**420**	**1**	_	**8**	**14**	_	_	**69 177 €**	**36 705 €**
500227S15	CAP	Monteur en installations thermiques	Bâtiment CFA 22	Plérin	Première session 2020 suite à la rénovation du diplôme	**420**	**1**	**1**	**8**	**14**	**14**	**14**	**69 177 €**	**36 705 €**
500227S13	CAP	Installateur thermique	Bâtiment CFA 22	Plérin	Dernière session 2019 suite à la rénovation du diplôme	**840**	**2**	_	**8**	**14**	_	_	**69 177 €**	**36 705 €**
500227S15	CAP	Monteur en installations thermiques	Bâtiment CFA 22	Plérin	Première session 2020 suite à la rénovation du diplôme	**840**	**2**	**1**	**8**	**14**	**14**	**28**	**69 177 €**	**36 705 €**
500233S17	CAP	Installateur sanitaire	Bâtiment CFA 22	Plérin	Dernière session 2019 suite à la rénovation du diplôme	**840**	**2**	_	**8**	**14**	_	_	**46 150 €**	**24 658 €**
500233S24	CAP	Monteur en installations sanitaires	Bâtiment CFA 22	Plérin	Première session 2020 suite à la rénovation du diplôme	**840**	**2**	**3**	**8**	**14**	**42**	**42**	**46 150 €**	**24 658 €**
400227S03	Bac Pro	Technicien en installation des systèmes énergétiques et climatiques	Bâtiment CFA 22	Plérin		**1855**	**3**	**1**	**8**	**15**	**15**	**45**	**45 485 €**	**24 615 €**
450227S09	BP	Monteur en installations du génie climatique et sanitaire	Bâtiment CFA 22	Plérin	première session 2016	**910**	**2**	**1**	**8**	**15**	**15**	**30**	**52 725 €**	**28 102 €**
		Bâtiment - Gros Œuvre						**6**			**85**	**155**		
500232S17	CAP	Maçon	Bâtiment CFA 22	Plérin		**840**	**2**	**5**	**8**	**14**	**70**	**140**	**55 844 €**	**30 745 €**
450232S12	BP	Maçon	Bâtiment CFA 22	Plérin	2 groupes en 1ère année pour la promotion 2016/2018. Dernière session 2019 suite à la rénovation du diplôme	**910**	**2**	_	**8**	**15**	_	_	**56 731 €**	**31 291 €**
450232S16	BP	Maçon	Bâtiment CFA 22	Plérin	Première session 2020 suite à la rénovation du diplôme. 2 groupes en 1ère année pour la promotion 2018/2020	**910**	**2**	**1**	**8**	**15**	**15**	**15**	**56 731 €**	**31 291 €**
		Bâtiment - Menuiserie du bâtiment travail du bois						**2**			**26**	**38**		
500234S39	CAP	Charpentier bois	Bâtiment CFA 22	Plérin	CAP Connexe	**420**	**1**	**1**	**8**	**14**	**14**	**14**	**56 301 €**	**28 458 €**
500234S39	CAP	Charpentier bois	Bâtiment CFA 22	Plérin	Ouverture rentrée 2019	**840**	**2**	**1**	**8**	**12**	**12**	**24**	**57 090 €**	**28 600 €**
		Bâtiment - Second Œuvre						**21**			**297**	**567**		
500232S18	CAP	Couvreur	Bâtiment CFA 22	Plérin		**840**	**2**	**2**	**8**	**14**	**28**	**56**	**47 214 €**	**26 057 €**
500233S18	CAP	Carreleur mosaïste	Bâtiment CFA 22	Plérin		**840**	**2**	**2**	**8**	**14**	**28**	**56**	**42 966 €**	**23 719 €**
500233S19	CAP	Peintre applicateur de revêtement	Bâtiment CFA 22	Plérin		**840**	**2**	**3**	**8**	**14**	**42**	**84**	**51 831 €**	**28 542 €**
500233S20	CAP	Solier moquettiste	Bâtiment CFA 22	Plérin	CAP Connexe - 2 groupes pour la promotion 2015/2016	**420**	**1**	**1**	**8**	**14**	**14**	**14**	**52 421 €**	**28 728 €**
500233S22	CAP	Menuisier Aluminium-verre	Bâtiment CFA 22	Plérin		**840**	**2**	**2**	**8**	**14**	**28**	**56**	**39 723 €**	**21 704 €**
500233S23	CAP	Plâtrier-plaquiste	Bâtiment CFA 22	Plérin	2 groupes en 1ère année pour la promotion 2018/2020	**840**	**2**	**1**	**8**	**14**	**14**	**28**	**45 127 €**	**24 887 €**

NB : Pour faire suite aux difficultés récurrentes de recrutement dans les classes secondes de baccalauréats professionnels, il est proposé un abaissement du seuil minimum à 6 (dés lors que les effectifs le justifient).

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0312_05-DE

Validité de la convention du 1 septembre 2014 au 31 décembre 2019

ORGANISME GESTIONNAIRE :
BATIMENT CFA BRETAGNE 33 Boulevard solférino 35000 RENNES

CENTRE DE FORMATION D'APPRENTIS
BATIMENT CFA DES COTES D'ARMOR - Avenue du Chalutier "Sans Pitié" - BP 115 - 22191 PLERIN CEDEX

TABLEAU SYNTHETIQUE DES FORMATIONS PAR SECTEURS PROFESSIONNELS

N° de codification	Diplôme	Secteur professionnel / intitulé du diplôme	opérateur	lieu	Observation	CARACTERISTIQUES DES FORMATIONS								
						Volume horaire	Nombre d'années	Nombre de "groupe classe enseignement professionnel" par année	Effectif par "groupe classe enseignement professionnel" mini	Effectif par "groupe classe enseignement professionnel" maxi	Capacités totales d'accueil par année de formation	Capacités totales d'accueil sur la durée de la formation	Données financières par formation pour chaque "groupe classe d'enseignement professionnel" Coût annuel de formation	Données financières par formation pour chaque "groupe classe d'enseignement professionnel" Dotation financière annuelle
500254S31	CAP	Serrurier métallier	Bâtiment CFA 22	Plérin		**840**	**2**	**1**	**8**	**14**	**14**	**28**	**40 098 €**	**21 863 €**
010233S02	MC de niveau V	Plaquiste	Bâtiment CFA 22	Plérin		**240**	**1**	**1**	**8**	**14**	**14**	**14**	**33 632 €**	**18 463 €**
010233S04	MC de niveau IV	Peinture décoration	Bâtiment CFA 22	Plérin		**420**	**1**	**1**	**8**	**14**	**14**	**14**	**61 358 €**	**33 908 €**
400233S04	Bac Pro	Aménagement et finition du bâtiment	Bâtiment CFA 22	Plérin		**1855**	**3**	**1**	**8**	**15**	**15**	**45**	**42 762 €**	**23 781 €**
450254S11	BP	Métallier	Bâtiment CFA 22	Plérin	première session 2016	**910**	**2**	**1**	**8**	**14**	**14**	**28**	**37 575 €**	**20 599 €**
450233S15	BP	Peintre applicateur de revêtements	Bâtiment CFA 22	Plérin	Première session 2018 suite à la rénovation du diplôme	**910**	**2**	**2**	**8**	**15**	**30**	**60**	**58 146 €**	**31 895 €**
450232S13	BP	Couvreur	Bâtiment CFA 22	Plérin	Ouverture rentrée 2017	**910**	**2**	**1**	**8**	**12**	**12**	**24**	**71 450 €**	**31 500 €**
450233S13	BP	Menuisier aluminium-verre	Bâtiment CFA 22	Plérin	première session 2016	**910**	**2**	**1**	**8**	**15**	**15**	**30**	**43 712 €**	**24 035 €**
320233P04	BTS	Aménagement finition	Bâtiment CFA 22	Plérin	2 groupes en 1ère année pour la promotion 2017/2019	**1400**	**2**	**1**	**8**	**15**	**15**	**30**	**101 401 €**	**55 723 €**
		Electricité électronique électrotechnique - Electricité génie climatique						**3**			**40**	**52**		
500255S23	CAP	Préparation et réalisation d'ouvrages électriques	Bâtiment CFA 22	Plérin	Dernière session 2019 suite à la rénovation du diplôme	**840**	**2**	_	**8**	**14**	_	_	**52 553 €**	**28 207 €**
500255S24	CAP	Electricien	Bâtiment CFA 22	Plérin	Première session 2020 suite à la rénovation du diplôme	**840**	**2**	**2**	**8**	**14**	**28**	**28**	**52 553 €**	**28 207 €**
450255S16	BP	Electricien.ne	Bâtiment CFA 22	Plérin	Ouverture rentrée 2019	**910**	**2**	**1**	**8**	**12**	**12**	**24**	**58 590 €**	**29 500 €**
		Pré-apprentissage						**2**			**24**	**24**		
631999M99	DIMA	Dispositif d'Initiation aux Métiers en Alternance	Bâtiment CFA 22	Plérin	Fermeture à la rentrée 2019	**540**	**1**	**2**	**8**	**12**	**24**	**24**	**0 €**	**42 912 €**

NB : Pour faire suite aux difficultés récurrentes de recrutement dans les classes secondes de baccalauréats professionnels, il est proposé un abaissement du seuil minimum à 6 (dés lors que les effectifs le justifient).

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0312_05-DE

Validité de la convention du 1 septembre 2014 au 31 decembre 2019

ORGANISME GESTIONNAIRE :
BATIMENT CFA BRETAGNE 33 Boulevard solférino 35000 RENNES

CENTRE DE FORMATION D'APPRENTIS
BATIMENT CFA DU FINISTERE - 1 rue François Marie André Moulin des Landes - 29000 QUIMPER

TABLEAU SYNTHETIQUE DES FORMATIONS PAR SECTEURS PROFESSIONNELS

N° de codification	Diplôme	Secteur professionnel / intitulé du diplôme	opérateur	lieu	Observation	CARACTERISTIQUES DES FORMATIONS								
						Volume horaire	Nombre d'années	Nombre de "groupe classe enseignement professionnel" par année	Effectif par "groupe classe enseignement professionnel" mini	Effectif par "groupe classe enseignement professionnel" maxi	Capacités totales d'accueil par année de formation	Capacités totales d'accueil sur la durée de la formation	Données financières par formation pour chaque "groupe classe d'enseignement professionnel" Coût annuel de formation	Données financières par formation pour chaque "groupe classe d'enseignement professionnel" Dotation financière annuelle
		Bâtiment - Chauffage climatisation						**5**			**68**	**92**		
500227S13	CAP	Installateur thermique	Bâtiment CFA 29	Quimper	Dernière session 2019 suite à la rénovation du diplôme	**420**	**1**	_	**8**	**14**	_	_	**46 828 €**	**22 310 €**
500227S15	CAP	Monteur en installations thermiques	Bâtiment CFA 29	Quimper	Première session 2020 suite à la rénovation du diplôme	**420**	**1**	**2**	**8**	**14**	**28**	**28**	**46 828 €**	**22 310 €**
500233S17	CAP	Installateur sanitaire	Bâtiment CFA 29	Quimper	Dernière session 2019 suite à la rénovation du diplôme	**840**	**2**	_	**8**	**14**	_	_	**49 697 €**	**23 584 €**
500233S24	CAP	Monteur en installations sanitaires	Bâtiment CFA 29	Quimper	Première session 2020 suite à la rénovation du diplôme	**840**	**2**	**2**	**8**	**14**	**28**	**28**	**49 697 €**	**23 584 €**
500233S17	CAP	Installateur sanitaire	Bâtiment CFA 29	Quimper	2 groupes promotion 2016/2017 et 2018/2019. Dernière session 2019 suite à la rénovation du diplôme	**420**	**1**	_	**8**	**14**	_	_	**53 082 €**	**25 431 €**
500233S24	CAP	Monteur en installations sanitaires	Bâtiment CFA 29	Quimper	Première session 2020 suite à la rénovation du diplôme	**420**	**1**	_	**8**	**14**	_	_	**53 082 €**	**25 431 €**
400227S03	Bac Pro	Technicien en installation des systèmes énergétiques et climatiques	Bâtiment CFA 29	Quimper	Ouverture rentrée 2019	**1855**	**3**	**1**	**8**	**12**	**12**	**36**	**76 350 €**	**38 200 €**
		Bâtiment - Gros oeuvre						**6**			**82**	**138**		
500232S17	CAP	Maçon	Bâtiment CFA 29	Quimper		**840**	**2**	**4**	**8**	**14**	**56**	**112**	**49 117 €**	**23 257 €**
450232S12	BP	Maçon	Bâtiment CFA 29	Quimper	2 groupes pour les promotions 2013/2015 et 2014/2016. 2 groupes en 1ère année pour les promotions 2016/2018 et 2017/2019. Dernière session 2019 suite à la rénovation du diplôme	**910**	**2**	_	**8**	**14**	_	_	**53 796 €**	**25 645 €**
450232S16	BP	Maçon	Bâtiment CFA 29	Quimper	2 groupes en 1ère année pour les promotions 2016/2018 et 2017/2019. Première session 2020 suite à la rénovation du diplôme	**910**	**2**	**1**	**8**	**14**	**14**	**14**	**53 796 €**	**25 645 €**
500232S19	CAP	Constructeur en béton armé du bâtiment	Bâtiment CFA 29	Quimper	Ouverture rentrée 2019	**420**	**1**	**1**	**8**	**12**	**12**	**12**	**58 050 €**	**18 510 €**
		Bâtiment - Menuiserie du bâtiment travail du bois						**4**			**56**	**112**		
500234S41	CAP	Menuisier fabricant de menuiserie, mobilier et agencement	Bâtiment CFA 29	Quimper		**840**	**2**	**1**	**8**	**14**	**14**	**28**	**55 813 €**	**26 488 €**
500234S42	CAP	Menuisier installateur	Bâtiment CFA 29	Quimper	3 groupes en 2ème année pour la promotion 2017/2019	**840**	**2**	**2**	**8**	**14**	**28**	**56**	**55 813 €**	**26 488 €**

NB : Pour faire suite aux difficultés récurrentes de recrutement dans les classes secondes de baccalauréats professionnels, il est proposé un abaissement du seuil minimum à 6 (dés lors que les effectifs le justifient).

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0312_05-DE

Validité de la convention du 1 septembre 2014 au 31 décembre 2019

ORGANISME GESTIONNAIRE :
BATIMENT CFA BRETAGNE 33 Boulevard solférino 35000 RENNES

CENTRE DE FORMATION D'APPRENTIS
BATIMENT CFA DU FINISTERE - 1 rue François Marie André Moulin des Landes - 29000 QUIMPER

TABLEAU SYNTHETIQUE DES FORMATIONS PAR SECTEURS PROFESSIONNELS

N° de codification	Diplôme	Secteur professionnel / intitulé du diplôme	opérateur	lieu	Observation	CARACTERISTIQUES DES FORMATIONS								
						Volume horaire	Nombre d'années	Nombre de "groupe classe enseignement professionnel" par année	Effectif par "groupe classe enseignement professionnel" mini	Effectif par "groupe classe enseignement professionnel" maxi	Capacités totales d'accueil par année de formation	Capacités totales d'accueil sur la durée de la formation	Données financières par formation pour chaque "groupe classe d'enseignement professionnel" Coût annuel de formation	Données financières par formation pour chaque "groupe classe d'enseignement professionnel" Dotation financière annuelle
		Bâtiment - Menuiserie du bâtiment travail du bois												
450234S08	BP	Menuisier	Bâtiment CFA 29	Quimper	Première session 2016. 2 groupes : pour la promotion 2015-2017 et pour l'année Terminale promotion 2014/2016. 2 groupes pour la promotion 2016/2018 en 1ère année et 3 groupes pour la promotion 2015/2017 en 2ème année. 2 groupes en 2ème année pour le parcours en 1 an promotion 2016/2018 et 2 groupes en 1ère année pour le parcours en 2 ans promotion 2017/2019 et 2018/2020.	**910**	**2**	**1**	**8**	**14**	**14**	**28**	**55 956 €**	**26 512 €**
		Bâtiment - Second oeuvre						**14**			**188**	**328**		
500232S18	CAP	Couvreur	Bâtiment CFA 29	Quimper	3 groupes en 2ème année pour les promotions 2015/2017, 2016/2018 et 2017/2019 (parcours 1 an)	**840**	**2**	**2**	**8**	**14**	**28**	**56**	**53 791 €**	**25 586 €**
500232S18	CAP	Couvreur	Bâtiment CFA 29	Brest	Ouverture à titre expérimental pour deux promotions à la rentrée 2018.	**420**	**1**	**1**	**8**	**12**	**12**	**12**	**65 700 €**	**29 000 €**
500233S18	CAP	Carreleur mosaïste	Bâtiment CFA 29	Quimper	3 groupes en année Terminale pour la promotion 2013/2015.	**840**	**2**	**2**	**8**	**14**	**28**	**56**	**43 467 €**	**20 747 €**
500233S19	CAP	Peintre applicateur de revêtement	Bâtiment CFA 29	Quimper		**840**	**2**	**3**	**8**	**14**	**42**	**84**	**53 963 €**	**25 638 €**
500233S20	CAP	Solier moquettiste	Bâtiment CFA 29	Quimper		**420**	**1**	**1**	**8**	**12**	**12**	**12**	**55 613 €**	**26 526 €**
500233S23	CAP	Plâtrier-plaquiste	Bâtiment CFA 29	Quimper		**840**	**2**	**1**	**8**	**14**	**14**	**28**	**51 529 €**	**24 486 €**
010233S02	MC de niveau V	Plaquiste	Bâtiment CFA 29	Quimper		**420**	**1**	**1**	**8**	**12**	**12**	**12**	**51 044 €**	**24 341 €**
010232S02	MC de niveau V	Zinguerie	Bâtiment CFA 29	Quimper	Ouverture rentrée 2017	**420**	**1**	**1**	**8**	**12**	**12**	**12**	**60 650 €**	**29 200 €**
450232S13	BP	Couvreur	Bâtiment CFA 29	Quimper	Première session 2017 suite à la rénovation du diplôme. 2 groupes en 1ère année pour les promotions 2016/2018 et 2017/2019	**910**	**2**	**1**	**8**	**14**	**14**	**28**	**53 972 €**	**25 746 €**
450233S15	BP	Peintre applicateur de revêtements	Bâtiment CFA 29	Quimper	Première session 2018 suite à la rénovation du diplôme. 2 groupes en 1ère année pour les promotions 2016/2018 et 2017/2019. 2 groupes en 2ème année pour la promotion 2016/2018	**910**	**2**	**1**	**8**	**14**	**14**	**28**	**62 912 €**	**29 910 €**
		Electricité électronique électrotechnique - Electricité génie climatique						**3**			**36**	**48**		
500255S23	CAP	Préparation et réalisation d'ouvrages électriques	Bâtiment CFA 29	Quimper	3 groupes pour la promotion 2011/2013 Dernière session 2019 suite à la rénovation du diplôme	**840**	**2**	_	**8**	**12**	_	_	**53 584 €**	**25 560 €**
500255S24	CAP	Electricien	Bâtiment CFA 29	Quimper	Première session 2020 suite à la rénovation du diplôme	**840**	**2**	**2**	**8**	**12**	**24**	**24**	**53 584 €**	**25 560 €**
450255S13	BP	Installations et équipements électriques	Bâtiment CFA 29	Quimper	Dernière session 2018 suite à la rénovation du diplôme	**910**	**2**	_	**8**	**12**	_	_	**56 193 €**	**26 287 €**
450255S16	BP	Electricien	Bâtiment CFA 29	Quimper	Première session 2019 suite à la rénovation du diplôme	**910**	**2**	**1**	**8**	**12**	**12**	**24**	**56 193 €**	**26 287 €**
		Pré-apprentissage						**1**			**14**	**14**		
631999M99	DIMA	Dispositif d'Initiation aux Métiers en Alternance	Bâtiment CFA 29	Quimper	Fermeture à la rentrée 2019	**540**	**1**	**1**	**8**	**14**	**14**	**14**		**42 335 €**

NB : Pour faire suite aux difficultés récurrentes de recrutement dans les classes secondes de baccalauréats professionnels, il est proposé un abaissement du seuil minimum à 6 (dés lors que les effectifs le justifient).

888

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0312_05-DE

Validité de la convention du

ORGANISME GESTIONNAIRE :
BATIMENT CFA BRETAGNE 33 Boulevard solférino 35000 RENNES

CENTRE DE FORMATION D'APPRENTIS
BATIMENT CFA D'ILLE & VILAINE - 11 rue des Glénan - 35760 SAINT GREGOIRE

TABLEAU SYNTHETIQUE DES FORMATIONS PAR SECTEURS PROFESSIONNELS

N° de codification	Diplôme	Secteur professionnel / intitulé du diplôme	opérateur	lieu	Observation	CARACTERISTIQUES DES FORMATIONS								
						Volume horaire	Nombre d'années	Nombre de "groupe classe enseignement professionnel" par année	Effectif par "groupe classe enseignement professionnel" mini	Effectif par "groupe classe enseignement professionnel" maxi	Capacités totales d'accueil par année de formation	Capacités totales d'accueil sur la durée de la formation	Données financières par formation pour chaque "groupe classe d'enseignement professionnel" Coût annuel de formation	Données financières par formation pour chaque "groupe classe d'enseignement professionnel" Dotation financière annuelle
		Bâtiment - Chauffage climatisation						**10**			**136**	**176**		
500227S13	CAP	Installateur thermique	Bâtiment CFA 35	Saint-Grégoire	CAP Connexe Dernière session 2019 suite à la rénovation du diplôme	**400**	**1**	_	**8**	**14**	_	_	**49 068 €**	**21 396 €**
500227S15	CAP	Monteur en installations thermiques	Bâtiment CFA 35	Saint-Grégoire	Première session 2020 suite à la rénovation du diplôme	**400**	**1**	**2**	**8**	**14**	**28**	**28**	**49 068 €**	**21 396 €**
500233S17	CAP	Installateur sanitaire	Bâtiment CFA 35	Saint-Grégoire	Dernière session 2019 suite à la rénovation du diplôme	**840**	**2**	_	**8**	**14**	_	_	**48 187 €**	**20 925 €**
500233S24	CAP	Monteur en installations sanitaires	Bâtiment CFA 35	Saint-Grégoire	Première session 2020 suite à la rénovation du diplôme	**840**	**2**	**5**	**8**	**14**	**70**	**70**	**48 187 €**	**20 925 €**
400227S03	Bac Pro	Technicien en installation des systèmes énergétiques et climatiques	Bâtiment CFA 35	Saint-Grégoire		**1855**	**3**	**1**	**8**	**14**	**14**	**42**	**70 244 €**	**30 673 €**
010227S05	MC de niveau IV	Technicien en énergies renouvelables option B énergie thermique	Bâtiment CFA 35	Saint-Grégoire	Ouverture à la rentrée 2018.	**420**	**1**	**1**	**8**	**12**	**12**	**12**	**42 248 €**	**20 750 €**
450227S09	BP	Monteur en installations du génie climatique et sanitaire	Bâtiment CFA 35	Saint-Grégoire	première session 2016	**910**	**2**	**1**	**8**	**12**	**12**	**24**	**59 368 €**	**25 860 €**
		Bâtiment - Gros oeuvre						**8**			**62**	**112**		
500232S17	CAP	Maçon	Bâtiment CFA 35	Saint-Grégoire		**840**	**2**	**4**	**8**	**14**	**8**	**16**	**51 152 €**	**21 582 €**
500232S19	CAP	Constructeur en béton armé du bâtiment	Bâtiment CFA 35	Saint-Grégoire		**840**	**2**	**1**	**8**	**14**	**14**	**28**	**12 973 €**	**5 834 €**
500232S19	CAP	Constructeur en béton armé du bâtiment	Bâtiment CFA 35	Saint-Grégoire	CAP Connexe	**338**	**1**	**1**	**8**	**14**	**14**	**14**	**0 €**	**0 €**
400232S03	Bac Pro	Technicien du bâtiment : organisation et réalisation du gros œuvre	Bâtiment CFA 35	Saint-Grégoire	ouverture rentrée 2013	**1868**	**3**	**1**	**8**	**14**	**14**	**42**	**59 418 €**	**25 186 €**
450232S12	BP	Maçon	Bâtiment CFA 35	Saint-Grégoire	Dernière session 2019 suite à la rénovation du diplôme	**910**	**2**	_	**8**	**12**	_	_	**53 664 €**	**22 893 €**
450232S16	BP	Maçon	Bâtiment CFA 35	Saint-Grégoire	Première session 2020 suite à la rénovation du diplôme	**910**	**2**	**1**	**8**	**12**	**12**	**12**	**53 664 €**	**22 893 €**
		Bâtiment - Menuiserie du bâtiment travail du bois						**5**			**68**	**136**		
500234S41	CAP	Menuisier fabricant de menuiserie, mobilier et agencement	Bâtiment CFA 35	Saint-Grégoire	3 groupes en année Terminale pour la promotion 2012/2014	**840**	**2**	**2**	**8**	**14**	**28**	**56**	**49 472 €**	**21 373 €**
500234S42	CAP	Menuisier installateur	Bâtiment CFA 35	Saint-Grégoire		**840**	**2**	**2**	**8**	**14**	**28**	**56**	**49 472 €**	**21 373 €**
450234S08	BP	Menuisier	Bâtiment CFA 35	Saint-Grégoire	2 groupes en année Terminale pour la promotion 2014/2016. Première session 2016. 2 groupes en 1ère année pour les promotions 2017/2019 et 2018/2020	**910**	**2**	**1**	**8**	**12**	**12**	**24**	**58 767 €**	**25 518 €**
		Bâtiment - Second oeuvre						**15**			**204**	**382**		
500232S18	CAP	Couvreur	Bâtiment CFA 35	Saint-Grégoire		**840**	**2**	**3**	**8**	**14**	**42**	**84**	**47 708 €**	**20 750 €**
500233S18	CAP	Carreleur mosaïste	Bâtiment CFA 35	Saint-Grégoire		**840**	**2**	**2**	**8**	**14**	**28**	**56**	**49 881 €**	**21 292 €**
500233S19	CAP	Peintre applicateur de revêtement	Bâtiment CFA 35	Saint-Grégoire		**840**	**2**	**5**	**8**	**14**	**70**	**140**	**56 301 €**	**25 065 €**
500233S21	CAP	Etancheur du bâtiment et des travaux publics	Bâtiment CFA 35	Saint-Grégoire	Ouverture à la rentrée 2016	**420**	**1**	**1**	**8**	**12**	**12**	**12**	**39 423 €**	**17 091 €**

NB : Pour faire suite aux difficultés récurrentes de recrutement dans les classes secondes de baccalauréats professionnels, il est proposé un abaissement du seuil minimum à 6 (dés lors que les effectifs le justifient).

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0312_05-DE

Validité de la convention du 1 septembre 2014 au 31 décembre 2019

ORGANISME GESTIONNAIRE :
BATIMENT CFA BRETAGNE 33 Boulevard solférino 35000 RENNES

CENTRE DE FORMATION D'APPRENTIS
BATIMENT CFA D'ILLE & VILAINE - 11 rue des Glénan - 35760 SAINT GREGOIRE

TABLEAU SYNTHETIQUE DES FORMATIONS PAR SECTEURS PROFESSIONNELS

N° de codification	Diplôme	Secteur professionnel / intitulé du diplôme	opérateur	lieu	Observation	CARACTERISTIQUES DES FORMATIONS								
						Volume horaire	Nombre d'années	Nombre de "groupe classe enseignement professionnel" par	Effectif par "groupe classe enseignement" mini	Effectif par "groupe classe enseignement" maxi	Capacités totales d'accueil par année de formation	Capacités totales d'accueil sur la durée de la formation	Données financières par formation pour chaque "groupe classe d'enseignement" Coût annuel de formation	Données financières par formation pour chaque "groupe classe d'enseignement" Dotation financière annuelle
		Bâtiment - Second oeuvre												
010232S02	MC de niveau V	Zinguerie	Bâtiment CFA 35	Saint-Grégoire	2 groupes pour les promotions 2014/2015, 2016/2017 et 2017/2018	**300**	**1**	**1**	**8**	**14**	**14**	**14**	**40 596 €**	**18 002 €**
450232S13	BP	Couvreur	Bâtiment CFA 35	Saint-Grégoire	Première session 2017 suite à la rénovation du diplôme	**910**	**2**	**1**	**8**	**12**	**12**	**24**	**60 494 €**	**26 444 €**
450233S15	BP	Peintre applicateur de revêtements	Bâtiment CFA 35	Saint-Grégoire	Première session 2018 suite à la rénovation du diplôme	**910**	**2**	**1**	**8**	**12**	**12**	**24**	**51 131 €**	**22 782 €**
320232P05	BTS	Enveloppe des bâtiments : conception et réalisation	Bâtiment CFA 35	Saint-Grégoire	Ouverture à titre expérimental pour deux promotions à la rentrée 2018 en partenariat avec la CMA d'Ille et Vilaine	**1400**	**2**	**1**	**8**	**14**	**14**	**28**	**80 732 €**	**37 950 €**
		Electricité électronique électrotechnique - Electronique électrotechnique						**2**			**28**	**70**		
400255P06	Bac Pro	Electrotechnique énergie équipements communicants	Bâtiment CFA 35	Saint-Grégoire	Dernière session 2018 suite à la rénovation du diplôme	**1855**	**3**	_	**8**	**14**	_	_	**79 239 €**	**33 309 €**
400255P10	Bac Pro	Métiers de l'électricité et de ses environnements connectés	Bâtiment CFA 35	Saint-Grégoire	Première session 2019 suite à la rénovation du diplôme. 2 groupes en première pour la promotion 2017/2020	**1855**	**3**	**1**	**8**	**14**	**14**	**42**	**79 239 €**	**33 309 €**
320227M11	BTS	Fluides énergie domotique option C domotique et bâtiments communiquants	Bâtiment CFA 35	Saint-Grégoire	Ouverture rentrée 2014. Première session 2016	**1400**	**2**	**1**	**8**	**14**	**14**	**28**	**88 049 €**	**38 841 €**
		Electricité électronique électrotechnique - Electricité génie climatique						**4**			**54**	**66**		
500255S23	CAP	Préparation et réalisation d'ouvrages électriques	Bâtiment CFA 35	Saint-Grégoire	Dernière session 2019 suite à la rénovation du diplôme	**910**	**2**	_	**8**	**14**	_	_	**50 356 €**	**21 116 €**
500255S24	CAP	Electricien	Bâtiment CFA 35	Saint-Grégoire	Première session 2020 suite à la rénovation du diplôme	**910**	**2**	**3**	**8**	**14**	**42**	**42**	**50 356 €**	**21 116 €**
450255S13	BP	Installations et équipements électriques	Bâtiment CFA 35	Saint-Grégoire	Dernière session 2018 suite à la rénovation du diplôme	**945**	**2**	_	**8**	**12**	_	_	**61 800 €**	**26 125 €**
450255S16	BP	Electricien	Bâtiment CFA 35	Saint-Grégoire	Première session 2019 suite à la rénovation du diplôme	**945**	**2**	**1**	**8**	**12**	**12**	**24**	**61 800 €**	**26 125 €**

NB : Pour faire suite aux difficultés récurrentes de recrutement dans les classes secondes de baccalauréats professionnels, il est proposé un abaissement du seuil minimum à 6 (dés lors que les effectifs le justifient).

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0312_05-DE

Validité de la convention du 1 septembre 2014 au 31 décembre 2019

ORGANISME GESTIONNAIRE :
BATIMENT CFA BRETAGNE 33 Boulevard solférino 35000 RENNES

CENTRE DE FORMATION D'APPRENTIS
BATIMENT CFA DU MORBIHAN - 12 boulevard des Iles – CS82311 - 56010 VANNES CEDEX

TABLEAU SYNTHETIQUE DES FORMATIONS PAR SECTEURS PROFESSIONNELS

N° de codification	Diplôme	Secteur professionnel / intitulé du diplôme	opérateur	lieu	Observation	CARACTERISTIQUES DES FORMATIONS								
						Volume horaire	Nombre d'années	Nombre de "groupe classe enseignement professionnel" par année	Effectif par "groupe classe enseignement professionnel"		Capacités totales d'accueil		Données financières par formation pour chaque "groupe classe d'enseignement professionnel"	
									mini	maxi	par année de formation	sur la durée de la formation	Coût annuel de formation	Dotation financière annuelle
		Bâtiment - Chauffage climatisation						**9**			**124**	**166**		
500227S13	CAP	Installateur thermique	Bâtiment CFA 56	Vannes	Dernière session 2019 suite à la rénovation du diplôme	**840**	**2**	_	**8**	**14**	_	_	**0 €**	**0 €**
500227S15	CAP	Monteur en installations thermiques	Bâtiment CFA 56	Vannes	Première session 2020 suite à la rénovation du diplôme	**840**	**2**	**1**	**8**	**14**	**14**	**28**	**0 €**	**0 €**
500227S13	CAP	Installateur thermique	Bâtiment CFA 56	Vannes	Dernière session 2019 suite à la rénovation du diplôme	**420**	**1**	_	**8**	**14**	_	_	_	_
500227S15	CAP	Monteur en installations thermiques	Bâtiment CFA 56	Vannes	Première session 2020 suite à la rénovation du diplôme	**420**	**1**	**2**	**8**	**14**	**28**	**28**	**38 805 €**	**19 783 €**
500233S17	CAP	Installateur sanitaire	Bâtiment CFA 56	Vannes	Dernière session 2019 suite à la rénovation du diplôme	**840**	**2**	_	**8**	**14**	_	_	_	_
500233S24	CAP	Monteur en installations sanitaires	Bâtiment CFA 56	Vannes	Première session 2020 suite à la rénovation du diplôme	**840**	**2**	**3**	**8**	**14**	**42**	**42**	**48 263 €**	**24 669 €**
010227T01	MC de niveau V	Maintenance en équipement thermique individuel	Bâtiment CFA 56	Vannes		**310**	**1**	**1**	**8**	**12**	**12**	**12**	**41 672 €**	**21 430 €**
450227S09	BP	Monteur en installations du génie climatique et sanitaire	Bâtiment CFA 56	Vannes	première session 2016	**910**	**2**	**2**	**8**	**14**	**28**	**56**	**53 768 €**	**27 468 €**
		Bâtiment - Gros oeuvre						**7**			**98**	**182**		
500232S17	CAP	Maçon	Bâtiment CFA 56	Vannes		**840**	**2**	**6**	**8**	**14**	**84**	**168**	**49 231 €**	**25 170 €**
450232S12	BP	Maçon	Bâtiment CFA 56	Vannes	Dernière session 2019 suite à la rénovation du diplôme	**910**	**2**	_	**8**	**14**	_	_	_	_
450232S16	BP	Maçon	Bâtiment CFA 56	Vannes	Première session 2020 suite à la rénovation du diplôme	**910**	**2**	**1**	**8**	**14**	**14**	**14**	**66 903 €**	**34 288 €**
		Bâtiment - Menuiserie du bâtiment travail du bois						**12**			**164**	**314**		
500234S39	CAP	Charpentier Bois	Bâtiment CFA 56	Vannes		**840**	**2**	**1**	**8**	**14**	**14**	**28**	**43 310 €**	**22 083 €**
500234S39	CAP	Charpentier Bois	Bâtiment CFA 56	Vannes	CAP Connexe	**420**	**1**	**2**	**8**	**14**	**28**	**28**	**74 190 €**	**38 120 €**
500234S41	CAP	Menuisier fabricant de menuiserie, mobilier et agencement	Bâtiment CFA 56	Vannes		**840**	**2**	**3**	**8**	**14**	**42**	**84**	**48 909 €**	**25 028 €**
500234S42	CAP	Menuisier installateur	Bâtiment CFA 56	Vannes		**840**	**2**	**2**	**8**	**14**	**28**	**56**	**48 909 €**	**25 028 €**
400234S05	Bac Pro	Technicien menuisier agenceur	Bâtiment CFA 56	Vannes		**1855**	**3**	**1**	**8**	**14**	**14**	**42**	**64 481 €**	**33 175 €**

NB : Pour faire suite aux difficultés récurrentes de recrutement dans les classes secondes de baccalauréats professionnels, il est proposé un abaissement du seuil minimum à 6 (dés lors que les effectifs le justifient).

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0312_05-DE

Validité de la convention du 1 septembre 2014 au 31 décembre 2019

ORGANISME GESTIONNAIRE :
BATIMENT CFA BRETAGNE 33 Boulevard solférino 35000 RENNES

CENTRE DE FORMATION D'APPRENTIS
BATIMENT CFA DU MORBIHAN - 12 boulevard des Iles – CS82311 - 56010 VANNES CEDEX

TABLEAU SYNTHETIQUE DES FORMATIONS PAR SECTEURS PROFESSIONNELS

N° de codification	Diplôme	Secteur professionnel / intitulé du diplôme	opérateur	lieu	Observation	CARACTERISTIQUES DES FORMATIONS								
						Volume horaire	Nombre d'années	Nombre de "groupe classe enseignement professionnel" par	Effectif par groupe classe enseignement professionnel"		Capacités totales d'accueil		Données financières par formation pour chaque "groupe classe d'enseignement professionnel"	
									mini	maxi	par année de formation	sur la durée de la	Coût annuel de formation	Dotation financière annuelle
		Bâtiment - Menuiserie du bâtiment travail du bois												
450234S08	BP	Menuisier	Bâtiment CFA 56	Vannes	première session 2016	**910**	**2**	**2**	**8**	**14**	**28**	**56**	**60 023 €**	**30 771 €**
450234S09	BP	Charpentier Bois	Bâtiment CFA 56	Vannes	première session 2016	**910**	**2**	**1**	**8**	**10**	**10**	**20**	**59 637 €**	**30 601 €**
		Bâtiment - Second oeuvre						**16**			**212**	**388**		
500232S18	CAP	Couvreur	Bâtiment CFA 56	Vannes		**840**	**2**	**3**	**8**	**14**	**42**	**84**	**47 439 €**	**24 276 €**
500233S18	CAP	Carreleur mosaïste	Bâtiment CFA 56	Vannes		**840**	**2**	**2**	**8**	**14**	**28**	**56**	**41 872 €**	**21 433 €**
500233S19	CAP	Peintre applicateur de revêtement	Bâtiment CFA 56	Vannes	4 groupes à compter de la rentrée 2013	**840**	**2**	**4**	**8**	**14**	**56**	**112**	**54 963 €**	**28 128 €**
500233S23	CAP	Plâtrier-plaquiste	Bâtiment CFA 56	Vannes		**840**	**2**	**2**	**8**	**12**	**24**	**48**	**58 068 €**	**29 703 €**
010232S02	MC de niveau V	Zinguerie	Bâtiment CFA 56	Vannes	ouverture rentrée 2012. 2 groupes pour les promotions 2015/2016 et 2016/2017	**420**	**1**	**1**	**8**	**12**	**12**	**12**	**55 784 €**	**28 581 €**
010233S02	MC de niveau V	Plaquiste	Bâtiment CFA 56	Vannes		**242**	**1**	**1**	**8**	**12**	**12**	**12**	**29 319 €**	**15 122 €**
450233S08	BP	Carrelage mosaïque	Bâtiment CFA 56	Vannes	Dernière session 2019 suite à la rénovation du diplôme	**910**	**2**	_	**8**	**12**	_	_	_	_
450233S16	BP	Carreleur mosaïste	Bâtiment CFA 56	Vannes	Première session 2020 suite à la rénovation du diplôme	**910**	**2**	**1**	**8**	**12**	**12**	**12**	**60 420 €**	**30 996 €**
450233S15	BP	Peintre applicateur de revêtements	Bâtiment CFA 56	Vannes	Première session 2018 suite à la rénovation du diplôme	**910**	**2**	**1**	**8**	**14**	**14**	**28**	**60 223 €**	**30 929 €**
450232S13	BP	Couvreur	Bâtiment CFA 56	Vannes	Ouverture à la rentrée 2018.	**910**	**2**	**1**	**8**	**12**	**12**	**24**	**76 100 €**	**30 720 €**
		Electricité électronique électrotechnique - Electricité génie climatique						**5**			**68**	**94**		
500255S23	CAP	Préparation et réalisation d'ouvrages électriques	Bâtiment CFA 56	Vannes	Dernière session 2019 suite à la rénovation du diplôme	**840**	**2**	_	**8**	**14**	_	_	**43 026 €**	**22 045 €**
500255S24	CAP	Electricien	Bâtiment CFA 56	Vannes	Première session 2020 suite à la rénovation du diplôme	**840**	**2**	**3**	**8**	**14**	**42**	**42**	**43 026 €**	**22 045 €**
450255S13	BP	Installations et équipements électriques	Bâtiment CFA 56	Vannes	Dernière session 2018 suite à la rénovation du diplôme	**910**	**2**	_	**8**	**14**	_	_	**46 354 €**	**23 669 €**
450255S16	BP	Electricien	Bâtiment CFA 56	Vannes	Première session 2019 suite à la rénovation du diplôme	**910**	**2**	**1**	**8**	**14**	**14**	**28**	**46 354 €**	**23 669 €**
36T227N01	Titre de niveau III	Technicien supérieur d'études en génie climatique	Bâtiment CFA 56	Vannes	Ouverture rentrée 2019	**1400**	**2**	**1**	**8**	**12**	**12**	**24**	**107 387 €**	**54 800 €**

NB : Pour faire suite aux difficultés récurrentes de recrutement dans les classes secondes de baccalauréats professionnels, il est proposé un abaissement du seuil minimum à 6 (dés lors que les effectifs le justifient).

892

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0312_05-DE

Validité de la convention du 1 septembre 2014 au 31 décembre 2019

ORGANISME GESTIONNAIRE :
ASSOCIATION DU CENTRE DES FORMATIONS ALTERNEES DES TRAVAUX PUBLICS DE BRETAGNE - Parc d'activités La Lande du Moulin - 9 rue du Domaine - 56800 PLOERMEL

CENTRE DE FORMATION D'APPRENTIS
CFA DES TRAVAUX PUBLICS DE BRETAGNE (CFA TP BRETAGNE) - Parc d'activités La Lande du Moulin - 9 rue du Domaine - 56800 PLOERMEL

TABLEAU SYNTHETIQUE DES FORMATIONS PAR SECTEURS PROFESSIONNELS

N° de codification	Diplôme	Secteur professionnel / intitulé du diplôme	opérateur	lieu	Observation	CARACTERISTIQUES DES FORMATIONS								
						Volume horaire	Nombre d'années	Nombre de "groupe classe enseignement professionnel" par année	Effectif par "groupe classe enseignement professionnel" mini	Effectif par "groupe classe enseignement professionnel" maxi	Capacités totales d'accueil par année de formation	Capacités totales d'accueil sur la durée de la formation	Données financières par formation pour chaque "groupe classe d'enseignement professionnel" Coût annuel de formation	Données financières par formation pour chaque "groupe classe d'enseignement professionnel" Dotation financière annuelle
		Travaux Publics - Etude et réalisation						**11**			**132**	**240**		
500231S15	CAP	Constructeur de routes	CFA TP Bretagne	Ploërmel	3 groupes pour la promotion 2012/2014	**910**	**2**	**2**	**8**	**12**	**24**	**48**	**59 883 €**	**12 311 €**
500231S15	CAP	Constructeur de routes	CFA TP Bretagne	Ploërmel	2 groupes pour la promotion 2016/2017	**505**	**1**	**1**	**8**	**12**	**12**	**12**	**59 883 €**	**12 311 €**
500231S16	CAP	Construction de canalisations de travaux publics	CFA TP Bretagne	Ploërmel		**910**	**2**	**2**	**8**	**12**	**24**	**48**	**80 341 €**	**15 206 €**
500231S16	CAP	Construction de canalisations de travaux publics	CFA TP Bretagne	Ploërmel		**505**	**1**	**1**	**8**	**12**	**12**	**12**	**80 341 €**	**15 206 €**
500231U18	CAP	Conducteur d'engins : Travaux publics et carrières	CFA TP Bretagne	Ploërmel	2 groupes pour la promotion 2015/2016 – Augmentation de la capacité d'accueil avec le passage de 1 à 2 groupes	**505**	**1**	**2**	**8**	**12**	**24**	**24**	**95 326 €**	**18 844 €**
400231S02	Bac Pro	Travaux publics	CFA TP Bretagne	Ploërmel	2 groupes pour la promotion 2013/2016 dans la classe correspondante à la Rentrée 2014 - 3 groupes en classe de première pour la promotion 2014/2017 – Augmentation de la capacité d'accueil avec le passage de 1 à 2 groupes	**1850**	**3**	**2**	**8**	**12**	**24**	**72**	**95 066 €**	**18 599 €**
320231S07	BTS	Travaux Publics	CFA TP Bretagne	Ploërmel	Ouverture à la rentrée 2016 en partenariat avec le Lycée Freyssinet (Saint-Brieuc)	**1470**	**2**	**1**	**8**	**12**	**12**	**24**	**98 306 €**	**25 920 €**

NB : Pour faire suite aux difficultés récurrentes de recrutement dans les classes secondes de baccalauréats professionnels, il est proposé un abaissement du seuil minimum à 6 (dés lors que les effectifs le justifient).

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0312_05-DE

Validité de la convention du

ORGANISME GESTIONNAIRE :
CENTRE DE FORMATIONS ALTERNEES DE L'INDUSTRIE BRETAGNE (CFAI DE BRETAGNE) – 7 rue du Bignon – La Prunelle - BP 221 - 22192 PLERIN CEDEX

CENTRE DE FORMATION D'APPRENTIS
CFAI DE BRETAGNE – 7 rue du Bignon – La Prunelle - B.P. 221 - 22192 PLERIN CEDEX

TABLEAU SYNTHETIQUE DES FORMATIONS PAR SECTEURS PROFESSIONNELS

N° de codification	Diplôme	Secteur professionnel / intitulé du diplôme	opérateur	lieu	Observation	CARACTERISTIQUES DES FORMATIONS								
						Volume horaire	Nombre d'années	Nombre de "groupe classe enseignement professionnel" par année	Effectif par "groupe classe enseignement" mini	Effectif par "groupe classe enseignement" maxi	Capacités totales d'accueil par année de formation	Capacités totales d'accueil sur la durée de la formation	Données financières par formation pour chaque "groupe classe d'enseignement" Coût annuel de formation	Données financières par formation pour chaque "groupe classe d'enseignement" Dotation financière annuelle
		Bâtiment - Chauffage climatisation						**1**			**12**	**12**		
010227S04	MC de niveau IV	Technicien en énergies renouvelables option A énergie électrique	CFAI	Plérin		**500**	**1**	**1**	**8**	**12**	**12**	**12**	**0 €**	**0 €**
		Commerce vente - Technico commercial						**1**			**12**	**24**		
320200W08	BTS	Technico-commercial	CFAI	Bruz	option commercialisation de biens et services industriels. Transfert provisoire de la formation sur le site de Bruz à la rentrée 2017. Ouverture à la rentrée 2018.	**1350**	**2**	**1**	**8**	**12**	**12**	**24**	**72 561 €**	**0 €**
		Electricité électronique électrotechnique - Electronique électrotechnique						**12**			**178**	**428**		
400255P06	Bac Pro	Electrotechnique énergie équipements communicants	CFAI	Plérin	4 groupes pour la promotion 2012/2015 dans la classe correspondante à la rentrée 2014. Dernière session 2018 suite à la rénovation du diplôme. NB*	**2025**	**3**	_	**8**	**12**	_	_	**194 489 €**	**27 710 €**
400255P10	Bac Pro	Métiers de l'électricité et de ses environnements connectés	CFAI	Plérin	Première session 2019 suite à la rénovation du diplôme. NB*	**2025**	**3**	**1**	**8**	**12**	**12**	**36**	**194 489 €**	**27 710 €**
400255P10	Bac Pro	Métiers de l'électricité et de ses environnements connectés	CFAI	Brest	Ouverture rentrée 2019	**2025**	**3**	**1**	**8**	**12**	**12**	**24**	**84 333 €**	**0 €**
320255R15	BTS	Electrotechnique	CFAI	Plérin	Diminution du nombre de groupe (passage de 2 à 1)	**1350**	**2**	**1**	**8**	**14**	**14**	**28**	**171 514 €**	**0 €**
320255R15	BTS	Electrotechnique	CFAI	Bruz	ouverture rentrée 2012 2 groupes pour les promotions 2013/2015 et 2014/2016 et 2 groupes pour la 1ère année pour les promotions 2017/2019 et 2018/2020	**1350**	**2**	**1**	**8**	**16**	**16**	**32**	**207 642 €**	**0 €**
320255R15	BTS	Electrotechnique	CFAI	Lorient	ouverture rentrée 2014	**1350**	**2**	**1**	**8**	**16**	**16**	**32**	**159 476 €**	**0 €**
320255R15	BTS	Electrotechnique	CFAI	Brest	Ouverture rentrée 2016. 2 groupes en 1ère année pour la promotion 2018/2020	**1350**	**2**	**1**	**8**	**12**	**12**	**24**	**176 283 €**	**0 €**
320201M12	BTS	Systèmes numériques option A : informatique et réseaux	CFAI	Bruz	Ouverture rentrée 2017	**1350**	**2**	**1**	**8**	**12**	**12**	**24**	**107 720 €**	**0 €**
320255M16	BTS	Systèmes numériques option B : électronique et communications	CFAI	Bruz	Ouverture rentrée 2017	**1350**	**2**	**1**	**8**	**12**	**12**	**24**	**100 976 €**	**0 €**
350255M06	DUT	Génie électrique et informatique industrielle	IUT de Brest	Brest	recrutement sur deux ans à compter de la rentrée 2013. Première session 2018 suite à la rénovation du diplôme.	**1540**	**2**	**1**	**8**	**12**	**12**	**24**	**65 306 €**	**0 €**

NB : Pour faire suite aux difficultés récurrentes de recrutement dans les classes secondes de baccalauréats professionnels, il est proposé un abaissement du seuil minimum à 6 (dés lors que les effectifs le justifient).
NB* : Arrêt complet du financement à compter du 01/09/2018

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0312_05-DE

Validité de la convention du

ORGANISME GESTIONNAIRE :
CENTRE DE FORMATIONS ALTERNEES DE L'INDUSTRIE BRETAGNE (CFAI DE BRETAGNE) – 7 rue du Bignon – La Prunelle - BP 221 - 22192 PLERIN CEDEX

CENTRE DE FORMATION D'APPRENTIS
CFAI DE BRETAGNE – 7 rue du Bignon – La Prunelle - B.P. 221 - 22192 PLERIN CEDEX

TABLEAU SYNTHETIQUE DES FORMATIONS PAR SECTEURS PROFESSIONNELS

N° de codification	Diplôme	Secteur professionnel / intitulé du diplôme	opérateur	lieu	Observation	CARACTERISTIQUES DES FORMATIONS								
						Volume horaire	Nombre d'années	Nombre de "groupe classe enseignement professionnel" par année	Effectif par "groupe classe enseignement professionnel"		Capacités totales d'accueil		Données financières par formation pour chaque "groupe classe d'enseignement professionnel"	
									mini	maxi	par année de formation	sur la durée de la formation	Coût annuel de formation	Dotation financière annuelle
		Electricité électronique électrotechnique - Electronique électrotechnique												
170250M03	INGENIEUR	Diplôme de l'Ecole Nationale Supérieure des Techniques Avancées Bretagne (ENSTA), spécialité mécanique et électronique options systèmes embarqués, plate forme navale ou architecture véhicule	ENSTA	Brest		**1800**	**3**	**2**	**8**	**20**	**40**	**120**	**171 570 €**	**0 €**
170255M0Y	INGENIEUR	Diplôme de l'Institut Supérieur de l'Electronique et du Numérique	ISEN YNCREA OUEST	Brest		**1800**	**3**	**1**	**12**	**20**	**20**	**60**	**219 049 €**	**0 €**
		Environnement propreté sécurité - Environneent						**3**			**44**	**68**		
26C200R01	Titre de niveau II	Responsable management durable qualité sécurité environnement	CCI Saint Brieuc	Saint Brieuc	Dernière session 2017 suite à la rénovation du diplôme. Modification CP 05/12/2016 : pas de rénovation. Annulation de la fermeture.	**749**	**1**	**1**	**8**	**20**	**20**	**20**	**148 135 €**	**0 €**
16C340N01	Titre de niveau I	Manager des risques	CCI Saint Brieuc	Saint Brieuc	Ouverture rentrée 2019	**1190**	**1**	**2**	**16**	**24**	**24**	**48**	**187 000 €**	**0 €**
		Gestion administration finance informatique - Informatique						**11**			**198**	**442**		
26X326T01	Titre de niveau II	Administrateur.trice systèmes réseaux et sécurité	CFAI	Bruz	Ouverture rentrée 2017	**650**	**1**	**1**	**8**	**16**	**16**	**16**	**92 700 €**	**0 €**
170326M07	INGENIEUR	Diplôme de l'ENSIBS spécialité sécurité des systèmes d'information	ENSIBS	Vannes	Financement : promotion 2013-2016 : 82 750€ promotion 2014-2017 : 57 925 € Promotion 2015-2018 : 33 100 € Augmentation de la capacité d'accueil de 1 à 2 groupes. Première session 2018 suite à la rénovation du diplôme	**1800**	**3**	**2**	**10**	**20**	**40**	**120**	**332 581 €**	**0 €**
170326M0G	INGENIEUR	Ingénieur diplôme de Telecom Bretagne de l'Institut Mines Telecom spécialisé réseaux et télécommunications (ex ENSTB)	IMT Atlantique	Brest	Première session 2018 suite à la rénovation du diplôme	**1800**	**3**	**3**	**8**	**14**	**42**	**126**	**130 776 €**	**0 €**
170326M0V	INGENIEUR	Diplôme de l'Ecole Nationale des Sciences Appliquées et de Technologie, spécialité informatique multimédia et réseaux	ENSSAT LANNION	Lannion		**1800**	**3**	**1**	**14**	**28**	**28**	**84**	**210 802 €**	**0 €**

NB : Pour faire suite aux difficultés récurrentes de recrutement dans les classes secondes de baccalauréats professionnels, il est proposé un abaissement du seuil minimum à 6 (dés lors que les effectifs le justifient).
NB* : Arrêt complet du financement à compter du 01/09/2018

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0312_05-DE

Validité de la convention du 1 septembre 2014 au 31 décembre 2019

ORGANISME GESTIONNAIRE :
CENTRE DE FORMATIONS ALTERNEES DE L'INDUSTRIE BRETAGNE (CFAI DE BRETAGNE) – 7 rue du Bignon – La Prunelle - BP 221 - 22192 PLERIN CEDEX

CENTRE DE FORMATION D'APPRENTIS
CFAI DE BRETAGNE – 7 rue du Bignon – La Prunelle - B.P. 221 - 22192 PLERIN CEDEX

TABLEAU SYNTHETIQUE DES FORMATIONS PAR SECTEURS PROFESSIONNELS

N° de codification	Diplôme	Secteur professionnel / intitulé du diplôme	opérateur	lieu	Observation	CARACTERISTIQUES DES FORMATIONS								
						Volume horaire	Nombre d'années	Nombre de "groupe classe enseignement professionnel" par année	Effectif par "groupe classe enseignement professionnel" mini	Effectif par "groupe classe enseignement professionnel" maxi	Capacités totales d'accueil par année de formation	Capacités totales d'accueil sur la durée de la formation	Données financières par formation pour chaque "groupe classe d'enseignement professionnel" Coût annuel de formation	Données financières par formation pour chaque "groupe classe d'enseignement professionnel" Dotation financière annuelle
		Gestion administration finance informatique - Informatique												
NC	Licence Pro	Cyberdéfense	IUT Vannes	Vannes	Ouverture rentrée 2019	**528**	**1**	**1**	**16**	**24**	**24**	**24**	**198 100 €**	**0 €**
NC	Licence Pro	Cyberdéfense	CFAI	Bruz	Ouverture rentrée 2019	**528**	**1**	**1**	**16**	**24**	**24**	**24**	**198 100 €**	**0 €**
246326N01	Titre de niveau II	Concepteur en architecture informatique	CFAI	Bruz	Ouverture rentrée 2019	**1200**	**2**	**2**	**8**	**12**	**24**	**48**	**182 100 €**	**0 €**
		Industries de process - Plastiques composites						**1**			**12**	**24**		
400225S03	BAC PRO	Plastiques et composites	CFAI	Bruz	Ouverture rentrée 2016 en partenariat avec le Centre Interrégional des Formations Alternées de la Plasturgie de Damigny. Fermeture de cette formation.	**1350**	**2**	**1**	**8**	**12**	**12**	**24**	**179 772 €**	**27 000 €**
		Maintenance industrielle mécanique automatismes - Etude et réalisation industrielle						**7**			**142**	**218**		
320200N09	BTS	Conception des produits industriels	CFAI	Brest	Première session 2018 suite à la rénovation du diplôme	**1350**	**2**	**1**	**8**	**12**	**12**	**24**	**84 039 €**	**0 €**
320201N11	BTS	Conception et réalisation de systèmes automatiques	CFAI	Plérin	première session 2013	**1350**	**2**	**1**	**8**	**14**	**14**	**28**	**113 566 €**	**0 €**
350251M01	DUT	Génie mécanique et productique	IUT de Brest	Brest		**1540**	**2**	**1**	**8**	**14**	**14**	**28**	**60 106 €**	**0 €**
250200M0W	Licence Pro	Métiers de l'industrie : industrie navale et maritime parcours maintenance portuaire et navale	IUT de Brest	Brest	Ouverture rentrée 2017	**491**	**1**	**1**	**10**	**15**	**15**	**15**	**79 492 €**	**0 €**
250200M0Y	Licence Pro	Métiers de l'industrie : industrie navale et maritime parcours métiers de l'industrie et de la construction navale	IUT de Lorient	Lorient	Ouverture rentrée 2017	**491**	**1**	**1**	**10**	**15**	**15**	**15**	**97 715 €**	**0 €**
170200M35	INGENIEUR	Diplômé de l'Institut National des Sciences Appliquées (INSA) spécialité conception et développement de technologies innovantes	INSA	Rennes	Ouverture rentrée 2016 – (parcours en 1+2). Ouverture à la rentrée 2017 de la 1ère année de formation	**1800**	**3**	**1**	**24**	**36**	**36**	**36**	**182 331 €**	**0 €**
170255M13	INGENIEUR	Ingénieur diplômé de l'Institut National des Sciences Appliquées de Rennes spécialité électronique	INSA	Rennes	Ouverture rentrée 2016 – (parcours en 1+2). Ouverture à la rentrée 2017 de la 1ère année de formation (passage de 2 à 3 ans). Première session 2020 suiteà la rénovation du diplôme. Partenariat avec le CESI	**1800**	**3**	**1**	**24**	**36**	**36**	**72**	**182 331 €**	**0 €**
		Maintenance industrielle mécanique automatismes - Maintenance industrielle						**10**			**134**	**262**		
400250R07	Bac Pro	Maintenance des équipements industriels	CFAI	Plérin	NB*	**2025**	**3**	**1**	**8**	**12**	**12**	**36**	**138 197 €**	**19 690 €**
400250R07	Bac Pro	Maintenance des équipements industriels	CFAI	Brest	NB*	**2025**	**3**	**1**	**8**	**12**	**12**	**36**	**87 847 €**	**12 516 €**
400250R07	Bac Pro	Maintenance des équipements industriels	CFAI	Bruz	NB*	**2025**	**3**	**1**	**8**	**12**	**12**	**36**	**97 678 €**	**13 917 €**
400250R07	Bac Pro	Maintenance des équipements industriels	CFAI	Lorient	Ouverture rentrée 2013. NB*	**2025**	**3**	**1**	**8**	**12**	**12**	**36**	**73 043 €**	**10 407 €**
320250R07	BTS	Maintenance des systèmes option A systèmes de production	CFAI	Brest	première session 2016. 2 groupes en 1ère année pour la promotion 2016/2018. Dernière session 2019 suite à la rénovation du diplôme	**1350**	**2**	_	**8**	**16**	_	_	**158 923 €**	**0 €**

NB : Pour faire suite aux difficultés récurrentes de recrutement dans les classes secondes de baccalauréats professionnels, il est proposé un abaissement du seuil minimum à 6 (dés lors que les effectifs le justifient).
NB* : Arrêt complet du financement à compter du 01/09/2018

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0312_05-DE

Validité de la convention du 1 septembre 2014 au 31 décembre 2019

ORGANISME GESTIONNAIRE :
CENTRE DE FORMATIONS ALTERNEES DE L'INDUSTRIE BRETAGNE (CFAI DE BRETAGNE) - La Prunelle - BP 221 - 22192 PLERIN CEDEX

CENTRE DE FORMATION D'APPRENTIS
CFAI DE BRETAGNE - La Prunelle - B.P. 221 - 22192 PLERIN CEDEX

TABLEAU SYNTHETIQUE DES FORMATIONS PAR SECTEURS PROFESSIONNELS

N° de codification	Diplôme	Secteur professionnel / intitulé du diplôme	opérateur	lieu	Observation	CARACTERISTIQUES DES FORMATIONS								
						Volume horaire	Nombre d'années	Nombre de "groupe classe enseignement professionnel" par année	Effectif par "groupe classe enseignement professionnel" mini	Effectif par "groupe classe enseignement professionnel" maxi	Capacités totales d'accueil par année de formation	Capacités totales d'accueil sur la durée de la formation	Données financières par formation pour chaque "groupe classe d'enseignement professionnel" Coût annuel de formation	Données financières par formation pour chaque "groupe classe d'enseignement professionnel" Dotation financière annuelle
		Maintenance industrielle mécanique automatismes - Maintenance industrielle												
320250R10	BTS	Maintenance des systèmes option A systèmes de production	CFAI	Brest	Première session 2020 suite à la rénovation du diplôme. 2 groupes en 1ère année pour la promotion 2018/2020	**1350**	**2**	**1**	**8**	**16**	**16**	**32**	**158 923 €**	**0 €**
320250R07	BTS	Maintenance des systèmes option A systèmes de production	CFAI	Plérin	première session 2016. Diminution du nombre de groupe (passage de 2 à 1). Dernière session 2019 suite à la rénovation du diplôme	**1350**	**2**	_	**8**	**16**	_	_	**198 379 €**	**0 €**
320250R10	BTS	Maintenance des systèmes option A systèmes de production	CFAI	Plérin	Première session 2020 suite à la rénovation du diplôme	**1350**	**2**	**1**	**8**	**16**	**16**	**32**	**198 379 €**	**0 €**
320250R07	BTS	Maintenance des systèmes option A systèmes de production	CCIT 35	Fougères	première session 2016. Dernière session 2019 suite à la rénovation du diplôme	**1350**	**2**	_	**8**	**12**	_	_	**98 488 €**	**0 €**
320250R10	BTS	Maintenance des systèmes option A systèmes de production	CCIT 35	Fougères	Première session 2020 suite à la rénovation du diplôme	**1350**	**2**	**2**	**8**	**12**	**24**	**24**	**98 488 €**	**0 €**
320250R07	BTS	Maintenance des systèmes option A systèmes de production	CFAI	Lorient	première session 2016 – 2 groupes pour les promotions 2014/2016 et 2016/2018 et 2 groupes en 1ère année pour la promotion 2017/2019. Dernière session 2019 suite à la rénovation du diplôme	**1350**	**2**	_	**8**	**16**	_	_	**165 912 €**	**0 €**
320250R10	BTS	Maintenance des systèmes option A systèmes de production	CFAI	Lorient	Première session 2020 suite à la rénovation du diplôme. 2 groupes en 1ère année pour la promotion 2018/2020	**1350**	**2**	**1**	**8**	**16**	**16**	**16**	**165 912 €**	**0 €**
320250R07	BTS	Maintenance des systèmes option A systèmes de production	Lycée Marcel Callo	Redon	Ouverture de la 2ème année à la rentrée 2017 en parcours mixte (1+1). Dernière session 2019 suite à la rénovation du diplôme	**675**	**1**	_	**8**	**14**	_	_	**97 360 €**	**0 €**
320250R10	BTS	Maintenance des systèmes option A systèmes de production	Lycée Marcel Callo	Redon	Ouverture de la 2ème année à la rentrée 2017 en parcours mixte (1+1). Première session 2020 suite à la rénovation du diplôme	**675**	**1**	**1**	**8**	**14**	**14**	**14**	**97 360 €**	**0 €**
		Maintenance industrielle mécanique automatismes - Mécanique automatismes						**12**			**192**	**508**		
400251S07	Bac Pro	Technicien outilleur	CFAI	Lorient	NB*	**2025**	**3**	**1**	**8**	**12**	**12**	**36**	**82 500 €**	**11 754 €**
400251S06	Bac Pro	Technicien d'usinage	CFAI	Brest	NB*	**2025**	**3**	**1**	**8**	**12**	**12**	**36**	**70 963 €**	**10 111 €**
320223N17	BTS	Conception des processus de réalisation de produits option B production sérielle	CFAI	Brest	Première session 2018 suite à la rénovation du diplôme	**1480**	**2**	**1**	**8**	**12**	**12**	**24**	**105 492 €**	**0 €**
320223N17	BTS	Conception des processus de réalisation de produits option B production sérielle	Lycée Marcel Callo	Redon	Première session 2018 suite à la rénovation du diplôme	**1350**	**2**	**1**	**8**	**12**	**12**	**24**	**92 736 €**	**0 €**

NB : Pour faire suite aux difficultés récurrentes de recrutement dans les classes secondes de baccalauréats professionnels, il est proposé un abaissement du seuil minimum à 6 (dés lors que les effectifs le justifient).
NB* : Arrêt complet du financement à compter du 01/09/2018

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0312_05-DE

Validité de la convention du 1 septembre 2014 au 31 décembre 2019

ORGANISME GESTIONNAIRE :
CENTRE DE FORMATIONS ALTERNEES DE L'INDUSTRIE BRETAGNE (CFAI DE BRETAGNE) - La Prunelle - BP 221 - 22192 PLERIN CEDEX

CENTRE DE FORMATION D'APPRENTIS
CFAI DE BRETAGNE - La Prunelle - B.P. 221 - 22192 PLERIN CEDEX

TABLEAU SYNTHETIQUE DES FORMATIONS PAR SECTEURS PROFESSIONNELS

N° de codification	Diplôme	Secteur professionnel / intitulé du diplôme	opérateur	lieu	Observation	CARACTERISTIQUES DES FORMATIONS								
						Volume horaire	Nombre d'années	Nombre de "groupe classe enseignement professionnel" par année	Effectif par "groupe classe enseignement professionnel"		Capacités totales d'accueil		Données financières par formation pour chaque "groupe classe d'enseignement professionnel"	
									mini	maxi	par année de formation	sur la durée de la formation	Coût annuel de formation	Dotation financière annuelle
		Maintenance industrielle mécanique automatismes - Mécanique automatismes												
320250P01	BTS	Assitance technique d'ingénieur	CFAI	Brest	Ouverture rentrée 2019	**1350**	**2**	**1**	**8**	**12**	**12**	**24**	**101 550 €**	**0 €**
205200M10	Licence	Sciences pour l'ingénieur (LMD CNAM)	CNAM	Ploufragan	Première session 2018 suite à la rénovation du diplôme.NB* Fermeture rentrée 2019	**770**	**1**	**1**	**8**	**16**	**16**	**16**	_	_
170200M09	INGENIEUR	Diplômé de l'ECAM Rennes Louis de Broglie spécialité génie industriel	ECAM Rennes Louis de Broglie	Bruz	2 groupes pour la promotion 2015/2018. Augmentation de capacité avec le passage de 1 à 2 groupes. 3 groupes en 2ème année pour la promotion 2016/2019. Première session 2017 suite à la rénovation du diplôme	**1800**	**3**	**2**	**16**	**24**	**48**	**144**	**436 499 €**	**0 €**
170251M21	INGENIEUR	Diplôme de l'ICAM des techniques de l'industrie spécialité mécanique et automatique	ICAM	Vannes	Augmentation de capacité maximum par groupe	**1800**	**3**	**4**	**8**	**17**	**68**	**204**	**187 492 €**	**0 €**
		Structures métalliques - Travail des métaux						**23**			**312**	**480**		
500254S38	CAP	Réalisations indutrielles en chaudronnerie ou soudage option B Soudage	CFAI	Bruz	Ouverture rentrée 2019	**840**	**2**	**1**	**8**	**12**	**12**	**24**	**99 950 €**	**0 €**
500254S38	CAP	Réalisations indutrielles en chaudronnerie ou soudage option B Soudage	CFAI	Plérin	Ouverture rentrée 2019	**840**	**2**	**1**	**8**	**12**	**12**	**24**	**98 350 €**	**0 €**
10254S07	MC de niveau IV	Techincien.ne en tuyauterie	CFAI	Plérin	Ouverture rentrée 2019	**500**	**1**	**1**	**8**	**12**	**12**	**12**	**108 600 €**	**0 €**
400223S02	BAC PRO	Traitements des matériaux	CFAI	Saint-Nicolas de Redon	Ouverture à la rentrée 2016.NB*	**2025**	**3**	**1**	**8**	**12**	**12**	**36**	**90 879 €**	**12 000 €**
400254N09	Bac Pro	Technicien en chaudronnerie industrielle	CFAI	Brest	2 groupes pour la promotion 2011/2014 dans les classes correspondantes à la rentrée 2013. 2 groupes en classe de Terminale pour les promotions 2013/2016, 2015/2018 et 2016-2019. Dernière session 2020 suite à la rénovation du diplôme.NB*	**2025**	**3**	**-**	**8**	**12**	_	_	**151 091 €**	**21 527 €**
400254N11	Bac Pro	Technicien en chaudronnerie industrielle	CFAI	Brest	2 groupes pour la promotion 2011/2014 dans les classes correspondantes à la rentrée 2013. 2 groupes en classe de Terminale pour les promotions 2013/2016, 2015/2018 et 2016-2019. Première session 2021 suite à la rénovation du diplôme.NB*	**2025**	**3**	**1**	**8**	**12**	**12**	**24**	**151 091 €**	**21 527 €**

NB : Pour faire suite aux difficultés récurrentes de recrutement dans les classes secondes de baccalauréats professionnels, il est proposé un abaissement du seuil minimum à 6 (dés lors que les effectifs le justifient).
NB* : Arrêt complet du financement à compter du 01/09/2018

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0312_05-DE

Validité de la convention du 1 septembre 2014 au 31 décembre 2019

ORGANISME GESTIONNAIRE :
CENTRE DE FORMATIONS ALTERNEES DE L'INDUSTRIE BRETAGNE (CFAI DE BRETAGNE) - La Prunelle - BP 221 - 22192 PLERIN CEDEX

CENTRE DE FORMATION D'APPRENTIS

CFAI DE BRETAGNE - La Prunelle - B.P. 221 - 22192 PLERIN CEDEX

TABLEAU SYNTHETIQUE DES FORMATIONS PAR SECTEURS PROFESSIONNELS

N° de codification	Diplôme	Secteur professionnel / intitulé du diplôme	opérateur	lieu	Observation	CARACTERISTIQUES DES FORMATIONS								
						Volume horaire	Nombre d'années	Nombre de "groupe classe enseignement professionnel" par année	Effectif par "groupe classe enseignement professionnel"		Capacités totales d'accueil		Données financières par formation pour chaque "groupe classe d'enseignement professionnel"	
									mini	maxi	par année de formation	sur la durée de la formation	Coût annuel de formation	Dotation financière annuelle
		Structures métalliques - Travail des métaux												
400254N09	Bac Pro	Technicien en chaudronnerie industrielle	CFAI	Lorient	2 groupes pour les promotions 2010/2013 et 2011/2014 dans les classes correspondantes à la rentrée 2012. 2 groupes en année de Terminale pour la promotion 2013/2016. 2 groupes en classe de Première pour les promotions 2014/2017 et 2016/2019. Dernière session 2020 suite à la rénovation du diplôme.NB*	**2025**	**3**	**1**	**8**	**12**	**12**	**24**	**154 719 €**	**22 044 €**
400254N11	Bac Pro	Technicien en chaudronnerie industrielle	CFAI	Lorient	2 groupes en classe de Première pour les promotions 2014/2017 et 2016/2019. Première session 2021 suite à la rénovation du diplôme.NB*	**2025**	**3**	**1**	**8**	**12**	**12**	**12**	**154 719 €**	**22 044 €**
400254N09	Bac Pro	Technicien en chaudronnerie industrielle	CFAI	Plérin	Dernière session 2020 suite à la rénovation du diplôme.NB*	**2025**	**3**	**1**	**8**	**12**	**12**	**24**	**156 176 €**	**22 251 €**
400254N11	Bac Pro	Technicien en chaudronnerie industrielle	CFAI	Plérin	Première session 2021 suite à la rénovation du diplôme.NB*	**2025**	**3**	**1**	**8**	**12**	**12**	**12**	**156 176 €**	**22 251 €**
400254N09	Bac Pro	Technicien en chaudronnerie industrielle	CFAI	Bruz	2 groupes pour la promotion 2011/2014 dans les classes correspondantes à la rentrée 2013. 2 groupes en année de Terminale pour les promotions 2013/2016 et 2015/2018. Dernière session 2020 suite à la rénovation du diplôme.NB*	**2025**	**3**	**1**	**8**	**12**	**12**	**24**	**111 242 €**	**15 849 €**
400254N11	Bac Pro	Technicien en chaudronnerie industrielle	CFAI	Bruz	2 groupes en année de Terminale pour les promotions 2013/2016 et 2015/2018. Première session 2021 suite à la rénovation du diplôme.NB*	**2025**	**3**	**1**	**8**	**12**	**12**	**12**	**111 242 €**	**15 849 €**
320254M10	BTS	Conception et réalisation en chaudronnerie industrielle	CFAI	Brest	2 groupes en 1ère année pour les promotions 2016/2018 et 2017/2019. Dernière session 2019 suite à la rénovation du diplôme.	**1350**	**2**	**1**	**8**	**14**	**14**	**14**	**194 113 €**	**0 €**
320254M15	BTS	Conception et réalisation en chaudronnerie industrielle	CFAI	Brest	2 groupes en 1ère année pour les promotions 2016/2018 et 2017/2019. Première session 2020 suite à la rénovation du diplôme	**1350**	**2**	**1**	**8**	**14**	**14**	**14**	**194 113 €**	**0 €**
320254M10	BTS	Conception et réalisation en chaudronnerie industrielle	CFAI	Bruz	ouverture rentrée 2014. Dernière session 2019 suite à la rénovation du diplôme	**1350**	**2**	**1**	**8**	**16**	**16**	**16**	**160 091 €**	**0 €**

NB : Pour faire suite aux difficultés récurrentes de recrutement dans les classes secondes de baccalauréats professionnels, il est proposé un abaissement du seuil minimum à 6 (dés lors que les effectifs le justifient).

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0312_05-DE

Validité de la convention du 1 septembre 2014 au 31 décembre 2019

ORGANISME GESTIONNAIRE :
CENTRE DE FORMATIONS ALTERNEES DE L'INDUSTRIE BRETAGNE (CFAI DE BRETAGNE) - La Prunelle - BP 221 - 22192 PLERIN CEDEX

CENTRE DE FORMATION D'APPRENTIS
CFAI DE BRETAGNE - La Prunelle - B.P. 221 - 22192 PLERIN CEDEX

TABLEAU SYNTHETIQUE DES FORMATIONS PAR SECTEURS PROFESSIONNELS

N° de codification	Diplôme	Secteur professionnel / intitulé du diplôme	opérateur	lieu	Observation	CARACTERISTIQUES DES FORMATIONS								
						Volume horaire	Nombre d'années	Nombre de "groupe classe enseignement professionnel" par année	Effectif par "groupe classe enseignement professionnel"		Capacités totales d'accueil		Données financières par formation pour chaque "groupe classe d'enseignement professionnel"	
									mini	maxi	par année de formation	sur la durée de la formation	Coût annuel de formation	Dotation financière annuelle
		Structures métalliques - Travail des métaux												
320254M15	BTS	Conception et réalisation en chaudronnerie industrielle	CFAI	Bruz	Première session 2020 suite à la rénovation du diplôme	**1350**	**2**	**1**	**8**	**16**	**16**	**16**	**160 091 €**	**0 €**
320254M15	BTS	Conception et réalisation en chaudronnerie industrielle	CFAI	Lorient	Ouverture à la rentrée 2018.	**1350**	**2**	**1**	**8**	**12**	**12**	**24**	**98 450 €**	**0 €**
320254M15	BTS	Conception et réalisation en chaudronnerie industrielle	CFAI	Plérin	Ouverture à la rentrée 2018.	**1350**	**2**	**1**	**8**	**12**	**12**	**24**	**98 850 €**	**0 €**
320254S02	BTS	Construction navale	CFAI	Lorient	Dernière session 2018 suite à la rénovation du diplôme	**1350**	**2**	_	**8**	**12**	_	_	**132 843 €**	**0 €**
320254S13	BTS	Conception et industrialisation en construction navale	CFAI	Lorient	Première session 2019 suite à la rénovation du diplôme	**1350**	**2**	**1**	**8**	**12**	**12**	**24**	**132 843 €**	**0 €**
320254P08	BTS	Constructions métalliques	CFAI	Lorient	Dernière session 2019 suite à la rénovation du diplôme	**1350**	**2**	**1**	**8**	**12**	**12**	**24**	**125 661 €**	**0 €**
320254P16	BTS	Architecture en métal : Conception et réalisation	CFAI	Lorient	Première session 2020 suite à la rénovation du diplôme	**1350**	**2**	**1**	**8**	**12**	**12**	**24**	**125 661 €**	**0 €**
320223M11	BTS	Traitement des matériaux option A : Traitements thermiques	CFAI	Saint-Nicolas de Redon	Ouverture rentrée 2016	**1350**	**2**	**1**	**8**	**12**	**12**	**24**	**140 252 €**	**0 €**
320223M12	BTS	Traitement des matériaux option B : Traitements de surfaces	CFAI	Saint-Nicolas de Redon	Ouverture rentrée 2016									
250254M03	Licence pro	Métiers de l'industrie : métallurgie mise en forme des matériaux et soudage	IUT de Brest	Brest	Ouverture à la rentrée 2017	**491**	**1**	**1**	**12**	**24**	**24**	**24**	**114 232 €**	**0 €**
250200P1E	Licence pro	Production et gestion industrielle Parcours technologie des matériaux	CFAI	Saint-Nicolas de Redon	Ouverture à titre expérimental pour deux promotions à la rentrée 2018. Pérennisation à la rentrée 2019.	**450**	**1**	**1**	**12**	**24**	**24**	**24**	**94 900 €**	**0 €**

NB : Pour faire suite aux difficultés récurrentes de recrutement dans les classes secondes de baccalauréats professionnels, il est proposé un abaissement du seuil minimum à 6 (dés lors que les effectifs le justifient).
NB* : Arrêt complet du financement à compter du 01/09/2018

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0312_05-DE

Validité de la convention du 1 septembre 2014 au 31 décembre 2019

ORGANISME GESTIONNAIRE :
INSTITUT NATIONAL DE L'HYGIENE ET DU NETTOYAGE INDUSTRIEL - 94 boulevard Maxime Gorki - 94800 VILLEJUIF

CENTRE DE FORMATION D'APPRENTIS
CFA INHNI OUEST - Campus de Ker Lann - Rue Urbain Leverrier - 35170 BRUZ

TABLEAU SYNTHETIQUE DES FORMATIONS PAR SECTEURS PROFESSIONNELS

N° de codification	Diplôme	Secteur professionnel / intitulé du diplôme	opérateur	lieu	Observation	CARACTERISTIQUES DES FORMATIONS								
						Volume horaire	Nombre d'années	Nombre de "groupe classe enseignement professionnel" par année	Effectif par "groupe classe enseignement professionnel"		Capacités totales d'accueil		Données financières par formation pour chaque "groupe classe d'enseignement professionnel"	
									mini	maxi	par année de formation	sur la durée de la formation	Coût annuel de formation	Dotation financière annuelle
		Environnement propreté sécurité - Environneent						**2**			**48**	**96**		
320343R04	BTS	Métiers des services à l'environnement	CFA INHNI	Bruz	première session 2015	**1350**	**2**	**2**	**8**	**24**	**48**	**96**	**166 111 €**	**0 €**
		Environnement propreté sécurité - Propreté						**8**			**160**	**320**		
500343T07	CAP	Agent de propreté et d'hygiène	CFA INHNI	Bruz	première session 2016	**800**	**2**	**4**	**8**	**16**	**64**	**128**	**60 712 €**	**0 €**
400343T04	Bac Pro	Hygiène - Propreté - Stérilisation	CFA INHNI	Bruz	première session 2016	**1850**	**3**	**2**	**8**	**24**	**48**	**144**	**192 563 €**	**0 €**
26R343P0A	Titre de niveau II	Responsable de service hygiène propreté et services	CFA INHNI	Bruz	Première session 2018 suite à la rénovation de diplôme	**654**	**1**	**1**	**8**	**24**	**24**	**24**	**215 054 €**	**0 €**
NC	Titre de niveau I	Manager de la stratégie commerciale et marketing	CFA INHNI	Bruz	Ouverture rentrée 2019	**592**	**1**	**1**	**8**	**24**	**24**	**24**	**230 799 €**	**0 €**

NB : Pour faire suite aux difficultés récurrentes de recrutement dans les classes secondes de baccalauréats professionnels, il est proposé un abaissement du seuil minimum à 6 (dés lors que les effectifs le justifient).

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0312_05-DE

Validité de la convention du 1 septembre 2014 au 31 décembre 2019

ORGANISME GESTIONNAIRE :
UNION NATIONALE DES INDUSTRIES DE CARRIERES ET DE MATERIAUX DE CONSTRUCTION (UNICEM) - 3 rue Alfred Roll - 75849 PARIS CEDEX 17

CENTRE DE FORMATION D'APPRENTIS
CFA DES INDUSTRIES DE CARRIERES ET MATERIAUX DE CONSTRUCTION DE BRETAGNE (CFA-UNICEM) - 5 rue Monseigneur Gry - 35420 LOUVIGNE DU DESERT

TABLEAU SYNTHETIQUE DES FORMATIONS PAR SECTEURS PROFESSIONNELS

N° de codification	Diplôme	Secteur professionnel / intitulé du diplôme	opérateur	lieu	Observation	CARACTERISTIQUES DES FORMATIONS								
						Volume horaire	Nombre d'années	Nombre de "groupe classe enseignement professionnel" par année	Effectif par "groupe classe enseignement professionnel" mini	Effectif par "groupe classe enseignement professionnel" maxi	Capacités totales d'accueil par année de formation	Capacités totales d'accueil sur la durée de la formation	Données financières par formation pour chaque "groupe classe d'enseignement professionnel" Coût annuel de formation	Données financières par formation pour chaque "groupe classe d'enseignement professionnel" Dotation financière annuelle
		Bâtiment - Gros œuvre						**4**			**60**	**120**		
500232S20	CAP	Tailleur de pierre	CFA UNICEM	Louvigné du désert	première session 2015	**840**	**2**	**1**	**8**	**15**	**15**	**30**	**201 127 €**	**0 €**
500232S21	CAP	Marbrier du bâtiment et de la décoration	CFA UNICEM	Louvigné du désert	première session 2015	**840**	**2**	**1**	**8**	**15**	**15**	**30**	**201 127 €**	**0 €**
450232S14	BP	Métiers de la pierre	CFA UNICEM	Louvigné du désert	Première session 2017 suite à la rénovation du diplôme	**816**	**2**	**2**	**8**	**15**	**30**	**60**	**187 854 €**	**0 €**
		Industries de process - Chimie laboratoire						**1**			**20**	**40**		
46X224M01	Titre de niveau IV	Technicien de production des matériaux pour la construction et l'industrie	CFA UNICEM	Louvigné du désert		**840**	**2**	**1**	**8**	**20**	**20**	**40**	**80 471 €**	**0 €**
		Travaux publics - Mécanique spécialisée travaux publics						**3**			**32**	**76**		
500252R22	CAP	Maintenance des matériels option B matériels de construction et de manutention	CFA UNICEM	Louvigné du désert	Première session 2018 suite à la rénovation du diplôme	**840**	**2**	**2**	**8**	**10**	**20**	**40**	**163 014 €**	**0 €**
400252R12	Bac Pro	Maintenance des matériels option B travaux publics et manutention	CFA UNICEM	Louvigné du désert	Dernière session 2018 suite à la rénovation du diplôme	**1850**	**3**	_	**8**	**12**	_	_	_	**0 €**
400252R20	Bac Pro	Maintenance des matériels option B matériels de construction et de manutention	CFA UNICEM	Louvigné du désert	Première session 2019 suite à la rénovation du diplôme	**1850**	**3**	**1**	**8**	**12**	**12**	**36**	**56 838 €**	**0 €**

NB : Pour faire suite aux difficultés récurrentes de recrutement dans les classes secondes de baccalauréats professionnels, il est proposé un abaissement du seuil minimum à 6 (dés lors que les effectifs le justifient).

902

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0312_05-DE

Validité de la convention du

ORGANISME GESTIONNAIRE :
INSTITUT SUPERIEUR DE FORMATION FRUITS ET LEGUMES (ISFFEL) - Pen ar Prat - 29250 SAINT POL DE LEON

CENTRE DE FORMATION D'APPRENTIS
CFA DE L' I.S.F.F.E.L. - Pen ar Prat - 29250 SAINT POL DE LEON

TABLEAU SYNTHETIQUE DES FORMATIONS PAR SECTEURS PROFESSIONNELS

N° de codification	Diplôme	Secteur professionnel / intitulé du diplôme	opérateur	lieu	Observation	CARACTERISTIQUES DES FORMATIONS								
						Volume horaire	Nombre d'années	Nombre de "groupe classe enseignement professionnel" par année	Effectif par "groupe classe enseignement professionnel"		Capacités totales d'accueil		Données financières par formation pour chaque "groupe classe d'enseignement professionnel"	
									mini	maxi	par année de formation	sur la durée de la formation	Coût annuel de formation	Dotation financière annuelle
		Agroalimentaire						**1**			**20**	**20**		
250221R13	Licence Pro	Industrie agro-alimentaire, alimentation spécialité sécurité alimentaire, nutrition, analyse	CFA ISFFEL	Saint Pol de Léon		**600**	**1**	**1**	**8**	**20**	**20**	**20**	**221 528 €**	**0 €**
		Commerce vente - Commerce distribution						**11**			**188**	**218**		
46T312T0A	Titre de niveau IV	Responsable de rayon	CFA ISFFEL	Saint Pol de Léon	Pérennisation rentrée 2009	**637**	**1**	**2**	**8**	**15**	**30**	**30**	**160 050 €**	**0 €**
320312T09	BTS	Management des unités commerciales	CFA ISFFEL	Saint Pol de Léon	Ouverture expérimentale pour deux promotions à la rentrée 2013 – Pérennisation rentrée 2015. Dernière session 2020 suite à la rénovation du diplôme	**840**	**1**	**1**	**10**	**18**	**18**	**18**	**89 302 €**	**0 €**
320312T13	BTS	Management commercial opérationnel	CFA ISFFEL	Saint Pol de Léon	Ouverture expérimentale pour deux promotions à la rentrée 2013 – Pérennisation rentrée 2015. Première session 2021 suite à la rénovation du diplôme	**840**	**1**	**1**	**10**	**18**	**18**	**18**	**89 302 €**	**0 €**
320312T09	BTS	Management des unités commerciales	CFA ISFFEL	Saint Pol de Léon	Ouverture à la rentrée 2017 en mixité de public (maintien de 15 contrats de professionnalisation et 15 contrats d'apprentissage). Dernière session 2020 suite à la rénovation du diplôme	**1350**	**2**	**1**	**8**	**15**	**15**	**30**	**92 486 €**	**0 €**
320312T13	BTS	Management commercial opérationnel	CFA ISFFEL	Saint Pol de Léon	Ouverture à la rentrée 2017 en mixité de public (maintien de 15 contrats de professionnalisation et 15 contrats	**1350**	**2**	**1**	**8**	**15**	**15**	**30**	**92 486 €**	**0 €**
36T312P01	Titre Professionnel de niveau III	Manager d'univers marchand	CFA ISFFEL	Saint Pol de Léon	Ouverture à titre expérimental pour deux promotions à la rentrée 2018.	**600**	**1**	**1**	**8**	**20**	**20**	**20**	**89 000 €**	**0 €**
250312M2B	Licence Pro	Commerce et distribution parcours produits alimentaires	IUT de Brest	Morlaix	Première session 2018 suite à la rénovation du diplôme	**600**	**1**	**2**	**8**	**25**	**50**	**50**	**236 884 €**	**0 €**
250312M2B	Licence Pro	Commerce et distribution parcours métiers de la boucherie	CFA ISFFEL	Saint-Pol de Léon	Ouverture à la rentrée 2016 en partenariat avec le CFA de la CMA des Côtes d'Armor. Première session 2018 suite à la rénovation du diplôme	**1062**	**1**	**1**	**8**	**12**	**12**	**12**	**93 917 €**	**0 €**
205120M04	Licence	Droit économie gestion : parcours commerce vente et marketing	CFA ISFFEL	Saint-Pol de Léon	Ouverture à la rentrée 2018 (certification du CNAM).	**650**	**1**	**1**	**8**	**10**	**10**	**10**	**108 350 €**	**0 €**
		Commerce vente - Technico commercial						**0**			**0**	**0**		
363211W05	CSA de niveau III	Responsable technico-commercial en fruits et légumes	CFA ISFFEL	Saint Pol de Léon	Fermeture à la rentrée 2019	**600**	**1**	_	**8**	**20**	_	_	_	**0 €**

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0312_05-DE

Validité de la convention du 1 septembre 2014 au 31 decembre 2019

ORGANISME GESTIONNAIRE :
INSTITUT SUPERIEUR DE FORMATION FRUITS ET LEGUMES (ISFFEL) - Pen ar Prat - 29250 SAINT POL DE LEON

CENTRE DE FORMATION D'APPRENTIS
CFA DE L' I.S.F.F.E.L. - Pen ar Prat - 29250 SAINT POL DE LEON

TABLEAU SYNTHETIQUE DES FORMATIONS PAR SECTEURS PROFESSIONNELS

N° de codification	Diplôme	Secteur professionnel / intitulé du diplôme	opérateur	lieu	Observation	CARACTERISTIQUES DES FORMATIONS								
						Volume horaire	Nombre d'années	Nombre de "groupe classe enseignement professionnel" par année	Effectif par "groupe classe enseignement professionnel"		Capacités totales d'accueil		Données financières par formation pour chaque "groupe classe d'enseignement professionnel"	
									mini	maxi	par année de formation	sur la durée de la formation	Coût annuel de formation	Dotation financière annuelle
		Gestion administration finance informatique - Gestion administration						**1**			**25**	**25**		
350310T04	DUT	Gestion administrative et commerciale des organisations	IUT de Brest	Morlaix	Ouverture rentrée 2019	**600**	**1**	**1**	**8**	**25**	**25**	**25**	**94 000 €**	**0 €**
		Industries de process						**1**			**20**	**20**		
NC	Licence Pro	Bio-industries et biotechnologies	CFA ISFFEL	Saint Pol de Léon	Ouverture rentrée 2019. Fermeture rentrée 2019 suite à la précision des parcours de cette formation.	**547**	**1**	**1**	**8**	**20**	**20**	**20**	**88 800 €**	**0 €**
250118A17	Licence Pro	Bio-industries et biotechnologies Parcours Innovations et Plateformes biotechnologiques	CFA ISFFEL	Saint Pol de Léon	Ouverture rentrée 2019.	**491**	**1**	**1**	**8**	**14**	**14**	**14**	**90 200 €**	**0 €**
250222M15	Licence Pro	Bio-industries et biotechnologies Parcours biotechnologies marines	CFA ISFFEL	Saint Pol de Léon	Ouverture rentrée 2019.	**600**	**1**	**1**	**8**	**15**	**15**	**15**	**95 400 €**	**0 €**

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0312_05-DE

Validité de la convention du 1 septembre 2014 au 31 décembre 2019

ORGANISME GESTIONNAIRE :
INSTITUT DE FORMATION REGIONAL DES INDUSTRIES AGROALIMENTAIRES DE BRETAGNE (IFRIA BRETAGNE) - ZA Moulin des Landes - 5 rue Pierre Trémintin - 29000 QUIMPER

CENTRE DE FORMATION D'APPRENTIS :
INSTITUT DE FORMATION REGIONAL DES INDUSTRIES AGROALIMENTAIRES DE BRETAGNE (IFRIA BRETAGNE) - 4 boulevard de Creac'h Gwen - 29000 QUIMPER

TABLEAU SYNTHETIQUE DES FORMATIONS PAR SECTEURS PROFESSIONNELS

N° de codification	Diplôme	Secteur professionnel / intitulé du diplôme	opérateur	lieu	Observation	CARACTERISTIQUES DES FORMATIONS								
						Volume horaire	Nombre d'années	Nombre de "groupe classe enseignement professionnel" par année	Effectif par "groupe classe enseignement professionnel" mini	Effectif par "groupe classe enseignement professionnel" maxi	Capacités totales d'accueil par année de formation	Capacités totales d'accueil sur la durée de la formation	Données financières par formation pour chaque "groupe classe d'enseignement professionnel" Coût annuel de formation	Données financières par formation pour chaque "groupe classe d'enseignement professionnel" Dotation financière annuelle
		Agriculture horticulture paysage - Productions agricoles et végétales						**1**			**15**	**15**		
364212P04	Titre de niveau 3	Conseiller d'élevage avicole	Avipôle	Plougragan	2 groupes pour la promotion 2018/2019	**631**	**1**	**1**	**6**	**15**	**15**	**15**	**178 059 €**	**0 €**
		Agroalimentaire						**14**			**228**	**434**		
503221S08	CAPA	Opérateur en industries agroalimentaires spécialité transformation de produits alimentaires	UFA des métiers de la viande	Vitré	première session 2017	**970**	**2**	**2**	**8**	**15**	**30**	**60**	**113 179 €**	**0 €**
56A221S01	Titre de niveau 5	Opérateur de transformation industrielle des viandes	CFA CMA 29	Quimper	Ouverture à titre expérimental pour les promotions 2017/2018 et 2018/2019	**416**	**1**	**1**	**8**	**15**	**15**	**15**	**-**	**0 €**
56A221S01	Titre de niveau 5	Opérateur de transformation industrielle des viandes	UFA des métiers de la viande	Vitré	Ouverture à titre expérimental pour les promotions 2017/2018 et 2018/2019 Fermeture de la formation rentrée 2019	**416**	**1**	_	**8**	**15**	_	_	**-**	**0 €**
56X221U02	Titre de niveau 5	Opérateur de transformation en Industrie alimentaire	UFA des métiers de la viande	Vitré	Ouverture rentrée 2019	**416**	**1**	**1**	**6**	**14**	**14**	**14**	**85 000 €**	**0 €**
400220U03	Bac Pro	Bio - industries de transformation	Groupe Antoine de St Exupéry – Site Giorgio Frassati	Rennes	ouverture rentrée 2012 Fermeture de la formation rentrée 2019	**1400**	**2**	_	**8**	**20**	_	_	**-**	**0 €**
400220U03	Bac Pro	Bio - industries de transformation	E.P.L.E.A. Le Gros Chêne	Pontivy	Ouverture de la classe de Terminale à la rentrée 2017 en parcours mixte (2+1) et mixité de public en 3ème année (maintien de 8 places en voie scolaire) Fermeture de la formation rentrée 2019	**620**	**1**	_	**6**	**8**	_	_	**-**	**0 €**
453221S02	BP Agricole	Industries alimentaires	UFA des métiers de la viande	Vitré		**1200**	**2**	**1**	**8**	**15**	**15**	**30**	**77 109 €**	**0 €**
453221S02	BP Agricole	Industries alimentaires	E.P.L.E.A. Le Gros Chêne	Pontivy		**1200**	**2**	**1**	**6**	**15**	**15**	**30**	**'-**	**0 €**
323221M13	BTSA	Sciences et techniques des aliments spécialité aliments et processus technologiques	E.P.L.E.A. Le Gros Chêne	Pontivy		**1400**	**2**	**1**	**8**	**16**	**16**	**32**	**124 416 €**	**0 €**
350118F07	DUT	Génie biologique option industries agroalimentaires et biologiques	IUT de Quimper	Quimper	Ouverture de la 2ème année à la rentrée 2017 en parcours mixte (1+1)	**671**	**1**	**1**	**8**	**14**	**14**	**14**	**117 483 €**	**0 €**
250221R05	Licence Pro	Industrie agro-alimentaire : Management des risques industriels	LEGTP des pays de Vilaine - ISSAT Redon	Redon	Transfert de Saint Jacut les Pins à Redon à partir de la rentrée 2014	**550**	**1**	**1**	**12**	**20**	**20**	**20**	**201 383 €**	**0 €**
250221P35	Licence Pro	Management de la production dans les industries alimentaires	IUT Quimper	Quimper	ouverture rentrée 2011. Dernière session 2018 suite à la rénovation du diplôme	**550**	**1**	_	**12**	**24**	_	_	**171 911 €**	**0 €**
250221P35	Licence Pro	Industries agroalimentaires : gestion production et valorisation	IUT Quimper	Quimper	ouverture rentrée 2011. Première session 2019 suite à la rénovation du diplôme	**550**	**1**	**1**	**12**	**24**	**24**	**24**	**171 911 €**	**0 €**
170210P08	INGENIEUR	Diplôme de l'institut supérieur des sciences agronomiques, agroalimentaires, horticoles et du paysage, spécialité agroalimentaire.	Agrocampus Ouest	Rennes	ouverture rentrée 2013	**1800**	**3**	**1**	**10**	**15**	**15**	**45**	**157 217 €**	**0 €**

NB : Pour faire suite aux difficultés récurrentes de recrutement dans les classes secondes de baccalauréats professionnels, il est proposé un abaissement du seuil minimum à 6 (dés lors que les effectifs le justifient).

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0312_05-DE

ORGANISME GESTIONNAIRE :
INSTITUT DE FORMATION REGIONAL DES INDUSTRIES AGROALIMENTAIRES DE BRETAGNE (IFRIA BRETAGNE) - ZA Moulin des Landes - 5 rue Pierre Trémintin - 29000 QUIMPER

CENTRE DE FORMATION D'APPRENTIS :
INSTITUT DE FORMATION REGIONAL DES INDUSTRIES AGROALIMENTAIRES DE BRETAGNE (IFRIA BRETAGNE) - 4 boulevard de Creac'h Gwen - 29000 QUIMPER

TABLEAU SYNTHETIQUE DES FORMATIONS PAR SECTEURS PROFESSIONNELS

N° de codification	Diplôme	Secteur professionnel / intitulé du diplôme	opérateur	lieu	Observation	CARACTERISTIQUES DES FORMATIONS								
						Volume horaire	Nombre d'années	Nombre de "groupe classe enseignement professionnel" par année	Effectif par "groupe classe enseignement professionnel"		Capacités totales d'accueil		Données financières par formation pour chaque "groupe classe d'enseignement professionnel"	
									mini	maxi	par année de formation	sur la durée de la	Coût annuel de formation	Dotation financière annuelle
		Agroalimentaire												
170221M01	INGENIEUR	Diplôme de l'université de Brest, spécialité agroalimentaire	UBO Brest	Quimper		**1800**	**3**	**2**	**12**	**15**	**30**	**90**	**266 850 €**	**0 €**
NC	INGENIEUR	Diplôme de l'ENSIBS Spécialité Génie Industriel	ENSIBS	Lorient	Ouverture rentrée 2019	**1600**	**3**	**1**	**15**	**20**	**20**	**60**	**176 100 €**	**0 €**
		Commerce vente - Commerce distribution						**1**			**15**	**15**		
250312T80	Licence Pro	Commerce spécialité commerce distribution	IUT de Vannes	Pontivy	Ouverture à la rentrée 2017	**629**	**1**	**1**	**8**	**15**	**15**	**15**	**74 115 €**	**0 €**
		Commerce vente - Technico commercial						**1**			**15**	**30**		
323210W13	BTSA	Technico-commercial	UFA des métiers de la viande	Vitré		**1470**	**2**	**1**	**8**	**15**	**15**	**30**	**132 710 €**	**0 €**
		Maintenance industrielle mécanique automatismes - Maintenance industrielle						**5**			**58**	**62**		
320250R07	BTS	Maintenance des systèmes option A systèmes de production	Lycée La Providence	Montauban de bretagne	première session 2016. Dernière session 2019 suite à la rénovation du diplôme	**1400**	**2**	_	**8**	**15**	_	_	**151 261 €**	**0 €**
320250R10	BTS	Maintenance des systèmes option A systèmes de production	Lycée La Providence	Montauban de bretagne	Première session 2020 suite à la rénovation du diplôme	**1400**	**2**	**2**	**8**	**15**	**30**	**30**	**125 238 €**	**0 €**
320250R07	BTS	Maintenance des systèmes option A systèmes de production	DIAFOR Organisation	Quimper	Ouverture à titre expérimental à la rentrée 2016 pour 2 promotions 2016/2018 et 2017/2019 en partenariat avec DIAFOR Organisation. Première session 2016. Pérennisation à la rentrée 2018. Dernière session 2019 suite à la rénovation du diplôme	**1400**	**2**	_	**8**	**12**	_	_	**129 885 €**	**0 €**
320250R10	BTS	Maintenance des systèmes option A systèmes de production	DIAFOR Organisation	Quimper	Ouverture à titre expérimental à la rentrée 2016 pour 2 promotions 2016/2018 et 2017/2019 en partenariat avec DIAFOR Organisation. Première session 2016. Pérennisation à la rentrée 2018. Première session 2020 suite à la rénovation du diplôme	**1400**	**2**	**1**	**8**	**12**	**12**	**12**	**94 742 €**	**0 €**
56T251U05	Titre de niveau 5	Conducteur.trice d'installations et de machines automatisées	DIAFOR	Bruz	Ouverture rentrée 2019	**560**	**1**	**1**	**8**	**12**	**12**	**12**	**44 000 €**	**0 €**
400250R07	Bac Pro	Maintenance des équipements industriels	Lycée St joseph	Landerneau	Ouverture rentrée 2019 avec mixité de publics	**738**	**1**	**1**	**4**	**8**	**4**	**8**	**63 300 €**	**0 €**
		Métiers de bouche - Boucherie charcuterie						**1**			**15**	**45**		
400221S04	Bac Pro	Boucher - Charcutier - Traiteur	UFA des métiers de la viande	Vitré		**1894**	**3**	**1**	**8**	**15**	**15**	**45**	**156 515 €**	**0 €**
		Transports logistique - Logistique						**0**			**0**	**0**		
250221P23	Licence Pro	Logistique des filières alimentaires	IUT Quimper	Quimper	Dernière session 2018 suite à la rénovation du diplôme	**550**	**1**	_	**12**	**24**	_	_	**116 301 €**	**0 €**
250221P23	Licence Pro	Logistique et pilotage des flux	IUT Quimper	Quimper	Première session 2019 suite à la rénovaion du diplôme	**550**	**1**	**1**	**12**	**24**	**24**	**24**	**116 301 €**	**0 €**

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0312_05-DE

Validité de la convention du

ORGANISME GESTIONNAIRE :
ASSOCIATION DU CREDIT AGRICOLE MUTUEL POUR LA DIFFUSION DE LA FORMATION (DIFCAM) - 48 rue de la Boëtie - 75008 PARIS

CENTRE DE FORMATION D'APPRENTIS
CFA DIFCAM Banque et Assurance de la région Bretagne (CFA DIFCAM QUIMPER) - I.U.T. de Quimper - 2 rue de l'Université - 29334 QUIMPER CEDEX

TABLEAU SYNTHETIQUE DES FORMATIONS PAR SECTEURS PROFESSIONNELS

N° de codification	Diplôme	Secteur professionnel / intitulé du diplôme	opérateur	lieu	Observation	CARACTERISTIQUES DES FORMATIONS								
						Volume horaire	Nombre d'années	Nombre de "groupe classe enseignement professionnel" par année	Effectif par "groupe classe enseignement professionnel" mini	Effectif par "groupe classe enseignement professionnel" maxi	Capacités totales d'accueil par année de formation	Capacités totales d'accueil sur la durée de la formation	Données financières par formation pour chaque "groupe classe d'enseignement professionnel" Coût annuel de formation	Données financières par formation pour chaque "groupe classe d'enseignement professionnel" Dotation financière annuelle
		Commerce vente - Commerce distribution						**1**			**30**	**60**		
350312T01	DUT	Techniques de commercialisation	IUT Quimper	Quimper		**1500**	**2**	**1**	**10**	**30**	**30**	**60**	**134 967 €**	**0 €**
		Gestion administration finance informatique - Finances assurance						**6**			**145**	**190**		
250313M03	Licence Pro	Assurance banque finance option banque	IUT Saint Brieuc	Saint Brieuc	ouverture rentrée 2013	**588**	**1**	**1**	**15**	**25**	**25**	**25**	**206 995 €**	**0 €**
250313M03	Licence Pro	Assurance banque finance option banque	IUT Quimper	Quimper	première session 2016	**588**	**1**	**3**	**15**	**25**	**75**	**75**	**131 643 €**	**0 €**
135313M21	Master Pro	Droit Economie Gestion mention banque finances spécialité carrières bancaires et financières	Université de Rennes 1 - Sciences économiques	Rennes	ouverture rentrée 2012 - En partenariat avec le CFA AIFAB. Dernière session 2018 suite à la rénovation du diplôme	**973**	**2**	_	**10**	**30**	_	_	**97 985 €**	**0 €**
135313M21	Master Pro	Monnaie banque finance assurance	Université de Rennes 1 - Sciences économiques	Rennes	ouverture rentrée 2012 - En partenariat avec le CFA AIFAB. Première session 2019 suite à la rénovation du diplôme	**973**	**2**	**1**	**10**	**30**	**30**	**60**	**97 985 €**	**0 €**
135313P60	Master Pro	Monnaie banque finance assurance	UBO Brest	Brest	Ouverture à la rentrée 2018.	**1127**	**2**	**1**	**8**	**15**	**15**	**30**	**120 000 €**	**0 €**

NB : Pour faire suite aux difficultés récurrentes de recrutement dans les classes secondes de baccalauréats professionnels, il est proposé un abaissement du seuil minimum à 6 (dés lors que les effectifs le justifient).

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0312_05-DE

Validité de la convention du 1 septembre 2014 au 31 décembre 2019

ORGANISME GESTIONNAIRE :
ASSOCIATION INTERBANCAIRE POUR LA FORMATION PAR APPRENTISSAGE EN BRETAGNE (AIFAB) - 103 avenue Henri Fréville - 35201 RENNES CEDEX 02

CENTRE DE FORMATION D'APPRENTIS
CFA BANQUE FINANCE - 103 avenue Henri Fréville - 35201 RENNES CEDEX 2

TABLEAU SYNTHETIQUE DES FORMATIONS PAR SECTEURS PROFESSIONNELS

N° de codification	Diplôme	Secteur professionnel / intitulé du diplôme	opérateur	lieu	Observation	CARACTERISTIQUES DES FORMATIONS								
						Volume horaire	Nombre d'années	Nombre de "groupe classe enseignement professionnel" par année	Effectif par "groupe classe enseignement professionnel"		Capacités totales d'accueil		Données financières par formation pour chaque "groupe classe d'enseignement professionnel"	
									mini	maxi	par année de formation	sur la durée de la formation	Coût annuel de formation	Dotation financière annuelle
		Gestion administration finance informatique - Finances assurance						**8**			**190**	**280**		
320313T10	BTS	Banque conseiller de clientèle (particuliers)	AIFAB	Rennes	première session 2016	**1365**	**2**	**1**	**13**	**25**	**25**	**50**	**146 896 €**	**0 €**
250313M03	Licence Pro	Assurance banque finance option banque	UBO - IAE Brest	Brest		**600**	**1**	**1**	**13**	**25**	**25**	**25**	**184 237 €**	**0 €**
250313M03	Licence Pro	Assurance banque finance option banque	Université de Rennes 1 - Sciences économiques	Rennes		**600**	**1**	**2**	**13**	**25**	**50**	**50**	**135 766 €**	**0 €**
250313M54	Licence Pro	Assurance banque finance spécialité bancassurance	Université de Bretagne Sud	Vannes	Ouverture à la rentrée 2018.	**700**	**1**	**1**	**8**	**25**	**25**	**25**	**179 452 €**	**0 €**
ND	Diplôme Universitaire	Banque assurance et coaching financier	Université Catholique de l'Ouest Bretagne Nord	Guingamp	Ouverture à la rentrée 2018 sous réserve de l'éligibilité de la préparation du diplôme universitaire par la voie de l'apprentissage.	**1155**	**2**	**1**	**8**	**20**	**20**	**40**	**149 935 €**	**0 €**
135313P60	Master Pro	Droit, Economie, Gestion : Sciences du management spécialité banque et assurance	Université de Bretagne Sud	Vannes	Ouverture rentrée 2014	**1120**	**2**	**1**	**8**	**20**	**20**	**40**	**186 090 €**	**0 €**
135313M21	Master Pro	Monnaie banque finance assurance	Université de Rennes 1	Rennes	Ouverture rentrée 2019	**1169**	**2**	**1**	**8**	**25**	**25**	**50**	**158 435 €**	**0 €**

NB : Pour faire suite aux difficultés récurrentes de recrutement dans les classes secondes de baccalauréats professionnels, il est proposé un abaissement du seuil minimum à 6 (dés lors que les effectifs le justifient).

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0312_05-DE

Validité de la convention du 1 septembre 2014 au 31 décembre 2019

ORGANISME GESTIONNAIRE :
SOGESTE ESCCOT (ECOLE SUPERIEURE DE COMMERCE DE COMMUNICATION ET DE TOURISME) (ESCCOT) - 29 avenue des Peupliers - Parc d'activités les peupliers II - 35510 CESSON SEVIGNE

CENTRE DE FORMATION D'APPRENTIS
CFA ESCCOT - 29 avenue des Peupliers - Parc d'activités les peupliers II - 35510 CESSON SEVIGNE

TABLEAU SYNTHETIQUE DES FORMATIONS PAR SECTEURS PROFESSIONNELS

N° de codification	Diplôme	Secteur professionnel / intitulé du diplôme	opérateur	lieu	Observation	CARACTERISTIQUES DES FORMATIONS								
						Volume horaire	Nombre d'années	Nombre de "groupe classe enseignement professionnel" par année	Effectif par "groupe classe enseignement professionnel"		Capacités totales d'accueil		Données financières par formation pour chaque "groupe classe d'enseignement professionnel"	
									mini	maxi	par année de formation	sur la durée de la formation	Coût annuel de formation	Dotation financière annuelle
		Commerce vente - Commerce distribution						**7**			**105**	**210**		
320312T09	BTS	Management des unités commerciales	CFA ESCCOT	Cesson - Sévigné	Dernière session 2020 suite à la rénovation du diplôme	**1350**	**2**	**3**	**10**	**15**	**45**	**90**	**98 621 €**	**11 926 €**
320312T13	BTS	Management commercial opérationnel	CFA ESCCOT	Cesson - Sévigné	Première session 2021 suite à la rénovation du diplôme	**1350**	**2**	**3**	**10**	**15**	**45**	**90**	**98 621 €**	**11 926 €**
26X312M15	Titre de niveau II	Chargé de développement commercial et marketing	CFA ESCCOT	Cesson - Sévigné	Ouverture rentrée 2019	**1150**	**2**	**1**	**10**	**15**	**15**	**30**	**120 300 €**	**0 €**
		Gestion administration finance informatique - Finances assurance						**2**			**40**	**40**		
36R313W0A	Titre de niveau III	Conseiller commercial spécialisé en assurances de personnes et produits financiers	CFA ESCCOT	Cesson - Sévigné	Première session 2018 suite à la rénovation du diplôme. Dernière session 2018 suite à la rénovation du diplôme	**680**	**1**	–	**8**	**20**	–	–	–	–
26X313W10	Titre de niveau II	Chargé de clientèle en assurances de personnes et produits financiers	CFA ESCCOT	Cesson - Sévigné	Première session 2019 suite à la rénovation du diplôme	**680**	**1**	**2**	**8**	**20**	**40**	**40**	**52 455 €**	**6 348 €**

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0312_05-DE

Validité de la convention du

ORGANISME GESTIONNAIRE :

ASSOCIATION REGIONALE POUR LA FORMATION PAR APPRENTISSAGE AUX METIERS DU SECTEUR SANITAIRE, SOCIAL ET MEDICO-SOCIAL (ARFASS) - 1 rue Villiers de l'Isle Adam - 22190 PLERIN

CENTRE DE FORMATION D'APPRENTIS
CFA DU SECTEUR SANITAIRE ET SOCIAL - 1 rue Villiers de l'Isle Adam - 22190 PLERIN

TABLEAU SYNTHETIQUE DES FORMATIONS PAR SECTEURS PROFESSIONNELS

N° de codification	Diplôme	Secteur professionnel / intitulé du diplôme	opérateur	lieu	Observation	CARACTERISTIQUES DES FORMATIONS								
						Volume horaire	Nombre d'années	Nombre de "groupe classe enseignement professionnel" par année	Effectif par "groupe classe enseignement professionnel" mini	Effectif par "groupe classe enseignement professionnel" maxi	Capacités totales d'accueil par année de formation	Capacités totales d'accueil sur la durée de la formation	Données financières par formation pour chaque "groupe classe d'enseignement professionnel" Coût annuel de formation	Données financières par formation pour chaque "groupe classe d'enseignement professionnel" Dotation financière annuelle
		Sanitaire et social - Santé paramédical et autres domaines						**6**			**100**	**116**		
560331T02	Diplôme d'Etat de niveau V	Aide soignant	Lycée Jeanne d'Arc	Rennes	ouverture janvier 2010 - formation en 18 mois.NB*	**595**	**2**	**1**	**8**	**16**	**16**	**16**	**55 957 €**	**15 423 €**
560331T02	Diplôme d'Etat de niveau V	Aide soignant	IFSI - CHRU Brest	Brest	ouverture janvier 2013 - formation en 18 mois. NB*	**595**	**2**	**1**	**8**	**16**	**16**	**16**	**55 957 €**	**15 423 €**
560331T02	Diplôme d'Etat de niveau V	Aide soignant	IFAS Saint Michel	Malestroit	Ouverture expérimentale pour 2 promotions à compter de janvier 2014 – formation 18 mois – Pérennisation à la rentrée 2016. NB*	**595**	**2**	**1**	**8**	**16**	**16**	**16**	**55 957 €**	**15 423 €**
560331T02	Diplôme d'Etat de niveau V	Aide soignant	FSEP	Plerin	Ouverture janvier 2019 - formation en 18 mois. NB*	**595**	**2**	**1**	**8**	**16**	**16**	**16**	**55 957 €**	**15 423 €**
560331T03	Diplôme d'Etat de niveau V	Auxiliaire de puériculture	IRFSS - Croix Rouge	Rennes	Ouverture janvier 2015 - formation en 18 mois. NB*	**595**	**2**	**1**	**8**	**16**	**16**	**32**	**54 421 €**	**14 999 €**
NC	Certificat	Secrétaire médical - Secrétaire médico-social	IRFSS - Croix Rouge	Rennes	Ouverture rentrée 2019	**400**	**1**	**1**	**10**	**20**	**20**	**20**	**87 136 €**	**0 €**
		Sanitaire et social - Social éducatif et accompagnement des personnes						**8**			**140**	**216**		
560332T05	Diplôme d'Etat de niveau V	Accompagnement éducatif et social spécialité accompagnement de la vie en structure collective	ITES	Brest	Ouverture à la rentrée 2018 sous réserve d'agrément de l'ITES. NB*	**525**	**2**	**1**	**8**	**16**	**16**	**32**	**50 400 €**	**13 610 €**
460332T02	Diplôme d'Etat de niveau IV	Moniteur éducateur	ASKORIA	Saint Brieuc	2 groupes en 1ère année pour la promotion 2017/2019 et 2018/2020	**950**	**2**	**1**	**12**	**20**	**20**	**40**	**93 154 €**	**0 €**
360332T06	Diplôme d'Etat de niveau III	Educateur spécialisé	ASKORIA	Rennes	Dernière session 2020 suite à la rénovation du diplôme	**1450**	**3**	**1**	**12**	**24**	**24**	**48**	**87 447 €**	**0 €**
260332T02	Diplôme d'Etat de niveau II	Educateur spécialisé	ASKORIA	Rennes	Première session 2021 suite à la rénovation du diplôme	**1450**	**3**	**1**	**12**	**24**	**24**	**24**	**87 447 €**	**0 €**
360332T07	Diplôme d'Etat de niveau III	Educateur de jeunes enfants	ASKORIA	Bruz	financement à compter du 1er janvier 2012. Dernière session 2020 suite à la rénovation du diplôme. NB*	**1500**	**3**	**1**	**8**	**16**	**16**	**32**	**45 481 €**	**12 525 €**
260332T03	Diplôme d'Etat de niveau II	Educateur de jeunes enfants	ASKORIA	Bruz	Première session 2021 suite à la rénovation du diplôme. NB*	**1500**	**3**	**1**	**8**	**16**	**16**	**16**	**45 481 €**	**12 525 €**
360332T05	Diplôme d'Etat de niveau III	Assistant de service social	ASKORIA	Rennes	Ouverture à titre expérimental pour les promotions 2017/2019 et 2018/2020 en parcours mixte (1+2). Dernière session 2020 suite à la rénovation du diplôme. NB*	**1014**	**2**	**1**	**8**	**12**	**12**	**12**	**109 512 €**	**27 400 €**
260332T05	Diplôme d'Etat de niveau II	Assistant de service social	ASKORIA	Rennes	Ouverture à titre expérimental pour les promotions 2017/2019 et 2018/2020 en parcours mixte (1+2). Première session 2021 suite à la rénovation du diplôme. NB*	**1014**	**2**	**1**	**8**	**12**	**12**	**12**	**109 512 €**	**27 400 €**

NB : Pour faire suite aux difficultés récurrentes de recrutement dans les classes secondes de baccalauréats professionnels, il est proposé un abaissement du seuil minimum à 6 (dés lors que les effectifs le justifient).

NB* : Arrêt complet du financement à compter du 01/09/2018

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0312_05-DE

Validité de la convention du 1 septembre 2014 au 31 décembre 2019

ORGANISME GESTIONNAIRE :
ASSOCIATION APPRENDRE ET SE FORMER EN TRANSPORT ET LOGISTIQUE (AFTRAL) - 46 avenue de Villiers - 75847 PARIS CEDEX 17

CENTRE DE FORMATION D'APPRENTIS
CFA AFTRAL TRANSPORT ET LOGISTIQUE - rue des charmilles - BP 241 - 35514 CESSON SEVIGNE

TABLEAU SYNTHETIQUE DES FORMATIONS PAR SECTEURS PROFESSIONNELS

N° de codification	Diplôme	Secteur professionnel / intitulé du diplôme	opérateur	lieu	Observation	CARACTERISTIQUES DES FORMATIONS								
						Volume horaire	Nombre d'années	Nombre de "groupe classe enseignement	Effectif par "groupe classe enseignement" mini	Effectif par "groupe classe enseignement" maxi	Capacités totales d'accueil par année de formatio	Capacités totales d'accueil sur la durée de la formatio	Données financières par formation pour chaque "groupe classe Coût annuel de formation	Données financières par formation pour chaque "groupe classe Dotation financière annuelle
		Transports logistique - Logistique						**5**			**80**	**148**		
400311M06	Bac Pro	Logistique	CFA Transport logistique	Ergué - Gabéric	première session 2012.	**1850**	**3**	**1**	**8**	**24**	**24**	**72**	**106 574 €**	**0 €**
320311T02	BTS	Transport et prestations logistiques	CFA Transport logistique	Ergué - Gabéric	première session 2013.	**1350**	**2**	**1**	**8**	**20**	**20**	**40**	**139 628 €**	**0 €**
36T311N0A	Titre professionnel de niveau III	Techncien supérieur en méthodes et exploitation logistique	CFA Transport logistique	Cesson - Sévigné	Ouverture à la rentrée 2018. 2 groupes pour la promotion 2018/2019.	**770**	**1**	**1**	**8**	**12**	**12**	**12**	**114 287 €**	**0 €**
26C311P0A	Titre professionnel de niveau II	Responsable en logistique	CFA Transport logistique	Ergué - Gabéric	Ouverture rentrée 2019	**770**	**1**	**1**	**8**	**12**	**12**	**12**	**125 786 €**	**0 €**
36T311N0A	Titre professionnel de niveau III	Technicien supérieur en méthodes et exploitation logistique	CFA Transport logistique	Ergué - Gabéric	Ouverture rentrée 2019	**770**	**1**	**1**	**8**	**12**	**12**	**12**	**127 826 €**	**0 €**
		Transports logistique - Transport						**12**			**148**	**148**		
500311T14	CAP	Agent d'accueil et de conduite routière - transport de voyageurs	CFA Transport logistique	Ergué - Gabéric	NB*	**630**	**1**	**1**	**8**	**16**	**16**	**16**	**127 319 €**	**0 €**
500311U17	CAP	Conducteur routier : marchandises	CFA Transport logistique	Cesson - Sévigné	2 groupes pour les promotions 2015/2016 et 2016/2017. Augmentation de la capacité d'accueil à la rentrée 2017 (2 groupes). 3 groupes pour les promotions 2017/2018 et 2018/2019.	**735**	**1**	**2**	**8**	**12**	**24**	**24**	**158 698 €**	**0 €**
500311U17	CAP	Conducteur routier : marchandises	CFA Transport logistique	Ergué - Gabéric	3 groupes pour les promotions 2015/2016, 2016/2017 et 2017/2018. NB*. Augmentation de la capacité d'accueil à la rentrée 2018 (3 groupes).	**735**	**1**	**3**	**8**	**12**	**36**	**36**	**144 762 €**	**0 €**
56T31102	Titre professionnel de niveau V	Conducteur de transport routier marchandises sur porteur	CFA Transport logistique	Plaintel	Ouverture rentrée 2019	**385**	**1**	**1**	**8**	**12**	**12**	**12**	**83 029 €**	**0 €**
56T31102	Titre professionnel de niveau V	Conducteur de transport routier marchandises sur porteur	CFA Transport logistique	Vannes	Ouverture rentrée 2019	**385**	**1**	**1**	**8**	**12**	**12**	**12**	**83 029 €**	**0 €**
56T31101	Titre professionnel de niveau V	Conducteur du transport routier marchandises sur tous véhicules	CFA Transport logistique	Plaintel	Ouverture rentrée 2019	**280**	**1**	**1**	**8**	**12**	**12**	**12**	**66 899 €**	**0 €**
56T31101	Titre professionnel de niveau V	Conducteur du transport routier marchandises sur tous véhicules	CFA Transport logistique	Vannes	Ouverture rentrée 2019	**280**	**1**	**1**	**8**	**12**	**12**	**12**	**66 899 €**	**0 €**
56T311U0C	Titre professionnel de niveau V	Conducteur livreur sur véhicule utilitaire léger	CFA Transport logistique	Cesson - Sévigné	Ouverture rentrée 2019	**315**	**1**	**1**	**8**	**12**	**12**	**12**	**57 426 €**	**0 €**
36T311N0D	Titre professionnel de niveau III	Technicien.ne supérieur.e du transport terrestre de marchandises	CFA Transport logistique	Cesson - Sévigné	Ouverture rentrée 2019	**854**	**1**	**1**	**8**	**12**	**12**	**12**	**147 964 €**	**0 €**

NB : Pour faire suite aux difficultés récurrentes de recrutement dans les classes secondes de baccalauréats professionnels, il est proposé un abaissement du seuil minimum à 6 (dés lors que les effectifs le justifient).

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0312_05-DE

Validité de la convention du 1 septembre 2014 au 31 décembre 2019

ORGANISME GESTIONNAIRE :
ASSOCIATION POUR LA PROMOTION SOCIALE ET LA FORMATION PROFESSIONNELLE DANS LES TRANSPORTS ET ACTIVITES AUXILIAIRES (GROUPE PROMOTRANS) - 12 rue Cabanis - 75014 PARIS

CENTRE DE FORMATION D'APPRENTIS
CFA LOGISTIQUE ET TRANSPORTS PROMOTRANS BRETAGNE (CFA PROMOTRANS) - Campus de Ker-Lann - rue Urbain Leverrier - 35170 BRUZ

TABLEAU SYNTHETIQUE DES FORMATIONS PAR SECTEURS PROFESSIONNELS

N° de codification	Diplôme	Secteur professionnel / intitulé du diplôme	opérateur	lieu	Observation	CARACTERISTIQUES DES FORMATIONS								
						Volume horaire	Nombre d'années	Nombre de "groupe classe enseignement professionnel" par année	Effectif par "groupe classe enseignement professionnel"		Capacités totales d'accueil		Données financières par formation pour chaque "groupe classe d'enseignement professionnel"	
									mini	maxi	par année de formation	sur la durée de la formation	Coût annuel de formation	Dotation financière annuelle
		Transports logistique - Logistique						**3**			**58**	**134**		
400311M06	Bac Pro	Logistique	CFA Promotrans	Bruz	classe de seconde commune aux deux BAC PRO	**1890**	**3**	**1**	**8**	**18**	**18**	**54**	**110 287 €**	**17 739 €**
320311T02	BTS	Transport et prestations logistiques	CFA Promotrans	Bruz	première session 2013. Arrêt du financement à compter de la promotion 2017-2019	**1350**	**2**	**1**	**10**	**30**	**30**	**60**	**206 885 €**	**33 041 €**
320311T02	BTS	Transport et prestation logistiques	CFA Promotrans	Yffiniac	Ouverture à titre expérimental pour deux promotions à la rentrée 2018 (public mixé avec des contrats de professionnalisation).	**1350**	**2**	**1**	**8**	**10**	**10**	**20**	**86 880 €**	**0 €**
		Transports logistique - Transport						**4**			**70**	**144**		
400311M08	Bac Pro	Transport	CFA Promotrans	Bruz	classe de seconde commune aux deux BAC PRO	**1890**	**3**	**1**	**8**	**12**	**12**	**36**	**110 287 €**	**17 739 €**
16Q311M01	Titre de niveau I	Manager des opérations logistiques internationales	CFA Promotrans	Bruz	ouverture rentrée 2012	**1365**	**3**	**1**	**10**	**25**	**25**	**75**	**136 372 €**	**0 €**
NC	Titre de niveau III	Responsable d'unité de production et de service transports	CFA Promotrans	Bruz	Ouverture rentrée 2019	**450**	**1**	**1**	**8**	**15**	**15**	**15**	**117 300 €**	**0 €**
26Q311P0B	Titre de niveau II	Responsable du transport multimodal	CFA Promotrans	Bruz	Ouverture rentrée 2019	**650**	**1**	**1**	**8**	**18**	**18**	**18**	**130 300 €**	**0 €**

NB : Pour faire suite aux difficultés récurrentes de recrutement dans les classes secondes de baccalauréats professionnels, il est proposé un abaissement du seuil minimum à 6 (dés lors que les effectifs le justifient).

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0312_05-DE

Validité de la convention du

ORGANISME GESTIONNAIRE :
E.P.L.E. LOUIS GUILLOUX - 76 avenue des Buttes de Coesmes - 35703 RENNES CEDEX 7

CENTRE DE FORMATION D'APPRENTIS
CFA DE L'EDUCATION NATIONALE - 76 avenue des Buttes de Coesmes - 35703 RENNES CEDEX 7

TABLEAU SYNTHETIQUE DES FORMATIONS PAR SECTEURS PROFESSIONNELS

N° de codification	Diplôme	Secteur professionnel / intitulé du diplôme	opérateur	lieu	Observation	CARACTERISTIQUES DES FORMATIONS								
						Volume horaire	Nombre d'années	Nombre de "groupe classe enseignement professionnel" par année	Effectif par "groupe classe enseignement professionnel" mini	Effectif par "groupe classe enseignement professionnel" maxi	Capacités totales d'accueil par année de formation	Capacités totales d'accueil sur la durée de la formation	Données financières par formation pour chaque "groupe classe d'enseignement professionnel" Coût annuel de formation	Données financières par formation pour chaque "groupe classe d'enseignement professionnel" Dotation financière annuelle
		Agriculture horticulture paysage - Mécanique spécialisée agricole						**1**			**12**	**24**		
320252M13	BTS	Techniques et services en matériels agricoles	Lycée Henri Avril	Lamballe	Ouverture à titre expérimental pour 2 promotions 2016-2018 et 2017/2019. Reconduction de l'expérimentation pour la promotion 2018/2020 Pérennisation de la formation rentrée 2019	**1350**	**2**	**1**	**8**	**12**	**12**	**24**	**64 377 €**	**26 082 €**
		Bâtiment - Chauffage climatisation						**3**			**43**	**74**		
010227S05	MC de niveau IV	Technicien en énergies renouvelables option B énergie thermique	Lycée des Métiers	Pleyben	ouverture rentrée 2011	**455**	**1**	**1**	**8**	**12**	**12**	**12**	**37 067 €**	**15 989 €**
320227M10	BTS	Fluides énergies domotique option B froid et conditionnement d'air	Lycée la Fontaine des Eaux	Dinan	première session 2016	**1421**	**2**	**1**	**8**	**16**	**16**	**32**	**61 144 €**	**25 324 €**
320227M09	BTS	Fluides énergies et domotique option génie climatique et fluidique	Lycée la Fontaine des Eaux	Dinan	Ouverture à titre expérimental pour 2 promotions 2016/2018 et 2017/2019. Première session 2016. Pérennisation à la rentrée 2018.	**1421**	**2**	**1**	**8**	**15**	**15**	**30**	**61 952 €**	**25 110 €**
		Bâtiment - Gros œuvre						**4**			**53**	**82**		
500232S17	CAP	Maçon	Lycée des Métiers	Pleyben		**840**	**2**	**1**	**8**	**14**	**14**	**28**	**22 068 €**	**9 321 €**
320230M12	BTS	Bâtiment	Lycée Colbert	Lorient	Ouverture à titre expérimental Rentrée 2016 pour 2 promotions 2016/2018 et 2017/2019, en partenariat avec le Bâtiment CFA Morbihan. Pérennisation à la rentrée 2018.	**1400**	**2**	**1**	**8**	**15**	**15**	**30**	**60 697 €**	**24 584 €**
320230M12	BTS	Bâtiment	Lycée Mendès-France	Rennes	Ouverture rentrée 2019 en parcours mixte	**735**	**1**	**1**	**8**	**12**	**12**	**12**	**57 896 €**	**14 474 €**
320232P05	BTS	Enveloppe des bâtiments : Conception et réalisation	Lycée Mendès-France	Rennes	Ouverture rentrée 2019 en parcours mixité de publics	**735**	**1**	**1**	**8**	**12**	**12**	**12**	**57 896 €**	**14 474 €**
		Bâtiment - Menuiserie du bâtiment travail du bois						**9**			**120**	**237**		
500234S40	CAP	Constructeur bois	Lycée des métiers	Pleyben	Ouverture à la rentrée 2016	**840**	**2**	**1**	**12**	**12**	**12**	**24**	**27 297 €**	**11 057 €**
400234S04	Bac Pro	Technicien constructeur bois	Lycée Jean Monnet	Quintin		**1855**	**3**	**1**	**8**	**12**	**12**	**36**	**51 547 €**	**22 373 €**
400234S05	Bac Pro	Technicien menuisier agenceur	Lycée des métiers	Pleyben	Ouverture à la rentrée 2018 par transfert de la capacité d'accueil du site de Plouhinec	**1855**	**3**	**1**	**8**	**12**	**12**	**36**	**44 588 €**	**20 016 €**
401233M01	BMA	Volumes : Staff et matériaux associés	Lycée Joseph Savina	Tréguier	Ouverture à titre expérimental pour la promotion 2016/2018. Reconduction de l'expérimentation pour les promotions 2017/2019 et 2018/2020 Pérennisation de la formation rentrée 2019	**1365**	**2**	**1**	**6**	**12**	**12**	**24**	**33 182 €**	**14 175 €**

NB : Pour faire suite aux difficultés récurrentes de recrutement dans les classes secondes de baccalauréats professionnels, il est proposé un abaissement du seuil minimum à 6 (dés lors que les effectifs le justifient).

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0312_05-DE

Validité de la convention du 1 septembre 2017 au 31 décembre 2019

ORGANISME GESTIONNAIRE :
E.P.L.E. LOUIS GUILLOUX - 76 avenue des Buttes de Coesmes - 35703 RENNES CEDEX 7

CENTRE DE FORMATION D'APPRENTIS
CFA DE L'EDUCATION NATIONALE - 76 avenue des Buttes de Coesmes - 35703 RENNES CEDEX 7

TABLEAU SYNTHETIQUE DES FORMATIONS PAR SECTEURS PROFESSIONNELS

N° de codification	Diplôme	Secteur professionnel / intitulé du diplôme	opérateur	lieu	Observation	CARACTERISTIQUES DES FORMATIONS								
						Volume horaire	Nombre d'années	Nombre de "groupe classe enseignement professionnel" par année	Effectif par "groupe classe enseignement professionnel" mini	Effectif par "groupe classe enseignement professionnel" maxi	Capacités totales d'accueil par année de formation	Capacités totales d'accueil sur la durée de la formation	Données financières par formation pour chaque "groupe classe d'enseignement professionnel" Coût annuel de formation	Données financières par formation pour chaque "groupe classe d'enseignement professionnel" Dotation financière annuelle
		Bâtiment - Menuisierie du bâtiment travail du bois												
320234M11	BTS	Développement et réalisation bois	Lycée La Champagne	Vitré	Ouverture à la rentrée 2016 en parcours mixte (2ème année en apprentissage)	**735**	**1**	**1**	**8**	**15**	**15**	**15**	**58 495 €**	**23 693 €**
320234M11	BTS	Développement et réalisation bois	Lycée professionnel Julien Crozet	Port-Louis	Ouverture rentrée 2019	**1400**	**2**	**2**	**8**	**15**	**30**	**60**	**68 109 €**	**34 055 €**
320234M12	BTS	Systèmes constructifs bois et habitat	Lycée Dupuy de Lôme	Brest	première session 2016	**1421**	**2**	**1**	**8**	**15**	**15**	**30**	**66 427 €**	**28 397 €**
320234M12	BTS	Systèmes constructifs bois et habitat	Lycée Mendès-France	Rennes	Ouverture rentrée 2019 en parcours mixité de publics	**735**	**1**	**1**	**8**	**12**	**12**	**12**	**57 697 €**	**14 474 €**
		Bâtiment - Second œuvre						**5**			**66**	**105**		
500230R02	CAP	Maintenance de bâtiment de collectivités	EREA les Pins	Ploemeur	Ouverture à titre expérimental pour les promotions 2017/2019 et 2018/2020 Pérennisation de la formation rentrée 2019	**805**	**2**	**1**	**8**	**12**	**12**	**24**	**32 263 €**	**13 041 €**
500254S31	CAP	Serrurier métallier	Lycée Mendès-France	Rennes	ouverture rentrée 2011 - public mixte	**840**	**2**	**1**	**8**	**12**	**12**	**24**	**19 040 €**	**976 €**
450233S08	BP	Carrelage mosaïque	Lycée des Métiers	Pleyben	Dernière session 2019 suite à la rénovation du diplôme	**910**	**2**	_	**8**	**12**	_	_	**34 591 €**	**14 801 €**
450233S16	BP	Carreleur mosaïste	Lycée des Métiers	Pleyben	Première session 2020 suite à la rénovation du diplôme	**910**	**2**	**1**	**8**	**12**	**12**	**12**	**34 591 €**	**14 801 €**
450233S15	BP	Peintre applicateur de revêtements	Lycée La Champagne	Vitré	Première session 2018 suite à la rénovation du diplôme	**910**	**2**	**1**	**8**	**15**	**15**	**30**	**47 189 €**	**20 386 €**
500232S18	CAP	Couvreur	lycée professionnel du Blavet	Pontivy	Ouverture rentrée 2019 en parcours mixte	**390**	**1**	**1**	**8**	**15**	**15**	**15**	**40 031 €**	**20 015 €**
		Communication et techniques graphiques - Techniques graphiques						**2**			**24**	**72**		
400322M08	Bac Pro	Réalisation de produits imprimés et plurimédia option B productions imprimées	Lycée Coëtlogon	Rennes	Première session 2018 suite à l'ajustement du diplôme	**1855**	**3**	**1**	**6**	**12**	**12**	**36**	**37 040 €**	**14 537 €**
400322M07	Bac Pro	Réalisation de produits imprimés et plurimédia option A productions graphiques	Lycée Coëtlogon	Rennes	Première session 2018 suite à l'ajustement du diplôme	**1855**	**3**	**1**	**6**	**12**	**12**	**36**	**52 936 €**	**20 461 €**

NB : Pour faire suite aux difficultés récurrentes de recrutement dans les classes secondes de baccalauréats professionnels, il est proposé un abaissement du seuil minimum à 6 (dés lors que les effectifs le justifient).

914

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0312_05-DE

Validité de la convention du

ORGANISME GESTIONNAIRE :
E.P.L.E. LOUIS GUILLOUX - 76 avenue des Buttes de Coesmes - 35703 RENNES CEDEX 7

CENTRE DE FORMATION D'APPRENTIS
CFA DE L'EDUCATION NATIONALE - 76 avenue des Buttes de Coesmes - 35703 RENNES CEDEX 7

TABLEAU SYNTHETIQUE DES FORMATIONS PAR SECTEURS PROFESSIONNELS

N° de codification	Diplôme	Secteur professionnel / intitulé du diplôme	opérateur	lieu	Observation	CARACTERISTIQUES DES FORMATIONS								
						Volume horaire	Nombre d'années	Nombre de "groupe classe enseignement professionnel" par année	Effectif par "groupe classe enseignement professionnel" mini	Effectif par "groupe classe enseignement professionnel" maxi	Capacités totales d'accueil par année de formation	Capacités totales d'accueil sur la durée de la formation	Données financières par formation pour chaque "groupe classe d'enseignement professionnel" Coût annuel de formation	Données financières par formation pour chaque "groupe classe d'enseignement professionnel" Dotation financière annuelle
		Electricité électronique électrotechnique - Electronique électrotechnique						**4**			**49**	**87**		
400255P06	Bac Pro	Electrotechnique énergie équipements communicants	Lycée Coëtlogon	Rennes	Dernière session 2018 suite à la rénovation du diplôme	**1855**	**3**	_	**8**	**12**	_	_	**50 214 €**	**21 157 €**
400255R07	Bac Pro	Systèmes électroniques numériques	Lycée Coëtlogon	Rennes	option télécommunications et réseaux. Dernière session 2018 suite à la rénovation du diplôme	**1855**	**3**	_	**8**	**12**	_	_	_	**0 €**
400255R15	Bac Pro	Systèmes numériques option C réseaux informatiques et systèmes communicants	Lycée Coëtlogon	Rennes	Première session 2019 suite à la rénovation du diplôme	**1855**	**3**	**1**	**8**	**12**	**12**	**36**	**54 775 €**	**0 €**
320255M16	BTS	Systèmes numériques option B : électronique et communications	Lycée Chaptal	Saint-Brieuc	Ouverture à la rentrée 2016 en parcours mixte (2ème année en apprentissage)	**690**	**1**	**1**	**8**	**15**	**15**	**15**	**52 200 €**	**21 141 €**
320255M11	BTS	Systèmes photoniques	LGT Félix Le Dantec	Lannion	Ouverture rentrée 2019	**1410**	**2**	**1**	**8**	**14**	**14**	**28**	**53 476 €**	**26 738 €**
320255R15	BTS	Electrotechnique	Lycée polyvalent Vauban	Brest	Ouverture rentrée 2019 en parcours mixte (2ème année en apprentissage)	**840**	**1**	**1**	**4**	**8**	**8**	**8**	**41 221 €**	**20 611 €**
		Environnement propreté sécurité - Sécurité						**1**			**17**	**34**		
450344T01	BP	Agent technique de prévention et de sécurité	Lycée Rosa Parks	Rostrenen	2 groupes en 1ère année pour la promotion 2016/2018	**840**	**2**	**1**	**8**	**17**	**17**	**34**	**33 942 €**	**14 131 €**
		Gestion administration finance informatique - Gestion administration						**1**			**15**	**45**		
400300T01	Bac Pro	Gestion administration	Lycée Coëtlogon	Rennes	première session 2015. 2 groupes de classe de première pour la promotion 2014/2017. Augmentation de la capacité d'accueil à la rentrée 2018 (de 12 à 15 apprentis)	**1855**	**3**	**1**	**6**	**15**	**15**	**45**	**64 259 €**	**26 043 €**
		Gestion administration finance informatique - Finances assurance						**1**			**15**	**30**		
320313T09	BTS	Professions immobilières	Lycée Jean Guehenno	Vannes	Ouverture à la rentrée 2017	**1400**	**2**	**1**	**8**	**15**	**15**	**30**	**50 454 €**	**20 412 €**
		Hôtellerie Restauration Tourisme						**2**			**24**	**24**		
320334P23	BTS	Management en hôtellerie restauration option A management d'unité de restauration	Lycée Louis Guilloux	Rennes	Ouverture rentrée 2019 en parcours mixte (2ème année en apprentissage)	**700**	**1**	**1**	**8**	**12**	**12**	**12**	**44 809 €**	**22 405 €**
320334P24	BTS	Management en hôtellerie restauration option B management d'unité de production culinaire	Lycée Louis Guilloux	Rennes	Ouverture rentrée 2019 en parcours mixte (2ème année en apprentissage)	**700**	**1**	**1**	**8**	**12**	**12**	**12**	**44 809 €**	**22 405 €**

NB : Pour faire suite aux difficultés récurrentes de recrutement dans les classes secondes de baccalauréats professionnels, il est proposé un abaissement du seuil minimum à 6 (dés lors que les effectifs le justifient).

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0312_05-DE

Validité de la convention du

ORGANISME GESTIONNAIRE :
E.P.L.E. LOUIS GUILLOUX - 76 avenue des Buttes de Coesmes - 35703 RENNES CEDEX 7

CENTRE DE FORMATION D'APPRENTIS
CFA DE L'EDUCATION NATIONALE - 76 avenue des Buttes de Coesmes - 35703 RENNES CEDEX 7

TABLEAU SYNTHETIQUE DES FORMATIONS PAR SECTEURS PROFESSIONNELS

N° de codification	Diplôme	Secteur professionnel / intitulé du diplôme	opérateur	lieu	Observation	CARACTERISTIQUES DES FORMATIONS								
						Volume horaire	Nombre d'années	Nombre de "groupe classe enseignement professionnel" par année	Effectif par "groupe classe enseignement professionnel"		Capacités totales d'accueil		Données financières par formation pour chaque "groupe classe d'enseignement professionnel"	
									mini	maxi	par année de formation	sur la durée de la formation	Coût annuel de formation	Dotation financière annuelle
		Industries de process - Chimie laboratoire						**1**			**15**	**30**		
320221R04	BTS	Biotechnologies	Lycée Maupertuis	Saint-Malo	Ouverture à titre expérimental pour les promotions 2017/2019 et 2018/2020 en partenariat avec le Lycée maritime Florence Arthaud Pérennisation de la formation rentrée 2019	**1421**	**2**	**1**	**8**	**15**	**15**	**30**	**52 681 €**	**21 303 €**
		Maintenance industrielle mécanique automatismes - Maintenance industrielle						**2**			**23**	**23**		
320250R08	BTS	Maintenance des systèmes option B systèmes énergétiques et fluidiques	Lycée Mendès-France	Rennes	première session 2016. Dernière session 2019 suite à la rénovation du diplôme	**1421**	**2**	_	**8**	**15**	_	_	**59 392 €**	**24 953 €**
320250R11	BTS	Maintenance des systèmes option B systèmes énergétiques et fluidiques	Lycée Mendès-France	Rennes	Première session 2020 suite à la rénovation du diplôme	**1421**	**2**	**1**	**8**	**15**	**15**	**15**	**59 392 €**	**24 953 €**
10250R02	MC de niveau IV	Technicien.ne Ascensoriste (service et modernisation)	Lycée des métiers Emile Zola	Hennebont	Ouverture rentrée 2019 avec mixité de publics	**490**	**1**	**1**	**4**	**8**	**8**	**8**	**23 715 €**	**11 858 €**
		Métiers de bouche - Boulangerie pâtisserie						**1**			**12**	**12**		
010221S04	MC de niveau V	Pâtisserie glacerie chocolaterie confiserie spécialisée	Lycée Louis Guilloux	Rennes	Ouverture à la rentrée 2016	**420**	**1**	**1**	**8**	**12**	**12**	**12**	**29 956 €**	**12 150 €**
		Pêche - Mécanique spécialisée marine						**1**			**8**	**8**		
010250R03	MC de niveau IV	Mécatronique navale	Lycée Dupuy de Lôme	Brest	Ouverture à la rentrée 2016 avec mixité de publics : scolaire et apprentissage	**490**	**1**	**1**	**4**	**8**	**8**	**8**	**29 402 €**	**11 340 €**
		Sanitaire et social - Santé paramédical et autres domaines						**3**			**54**	**126**		
450331S04	BP	Préparateur en pharmacie	Lycée Charles Tillon	Rennes	3 groupes en 1ère année pour la promotion 2016/2018	**912**	**2**	**2**	**8**	**18**	**36**	**72**	**39 102 €**	**15 112 €**
450331S04	BP	Préparateur en pharmacie	Lycée Charles Tillon	Rennes		**1200**	**3**	**1**	**8**	**18**	**18**	**54**	**43 899 €**	**17 808 €**
		Soins personnels - Esthétique						**1**			**18**	**36**		
450336T07	BP	Esthétique cosmétique parfumerie	Lycée Marie le Franc	Lorient		**910**	**2**	**1**	**8**	**18**	**18**	**36**	**41 967 €**	**18 078 €**
		Textile habillement cuir						**1**			**15**	**15**		
320243M05	BTS	Métiers de la mode-chaussure et maroquinerie	Lycée Jean Guehenno	Fougères	Ouverture à la rentrée 2017 de la 2ème année de formation en parcours mixte (1+1)	**735**	**1**	**1**	**8**	**15**	**15**	**15**	**60 243 €**	**24 381 €**
		Travaux publics - Etude et réalisation						**1**			**12**	**24**		
320231N08	BTS	Métiers du géomètre-topographe et de la modélisation numérique	Lycée Mendès-France	Rennes	Première session 2018 suite à la rénovation du diplôme	**1421**	**2**	**1**	**8**	**12**	**12**	**24**	**59 512 €**	**24 927 €**

NB : Pour faire suite aux difficultés récurrentes de recrutement dans les classes secondes de baccalauréats professionnels, il est proposé un abaissement du seuil minimum à 6 (dés lors que les effectifs le justifient).

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0312_05-DE

Validité de la convention du 1 septembre 2017 au 31 août 2019

ORGANISME GESTIONNAIRE :

E.P.L.E. LOUIS GUILLOUX - 76 avenue des Buttes de Coesmes - 35703 RENNES CEDEX 7

CENTRE DE FORMATION D'APPRENTIS

CFA DE L'EDUCATION NATIONALE - 76 avenue des Buttes de Coesmes - 35703 RENNES CEDEX 7

DISPOSITIF CONVENTIONNE A COMPTER DE LA RENTREE 2019

EXPERIMENTATION DE L'ACCUEIL D'APPRENTIS AU SEIN DE FORMATIONS EXISTANTES SOUS STATUT SCOLAIRE DANS LE CADRE D'UNE MIXITE DE PUBLICS ET DE

Diplôme	Intitulé du diplôme	opérateur	lieu	Observation	PLACES PAR ANNEE DE CURSUS Année 1	Année 2	Année 3	Total des places
Agriculture horticulture paysage								
Baccalauréat professionnel	Maintenance des matériels Option C Matériels d'espaces verts	Lycée des métiers Henri Avril	Lamballe			2	2	4
CAP	Maintenance des matériels Option A Matériels agricoles	Lycée des métiers Henri Avril	Lamballe			2		2
Commerce - vente								
BTS	Technico-commercial - Energies renouvelables, Eco-construction et développement durable	Lycée Polyvalent Paul Serusier	Carhaix		2	2		4
BTS	Technico-commercial - Bois, marériaux dérivés et associés	Lycée des métiers de l'Elorn	Landerneau		4	4		8
BTS	Technico-commercial - Commercialisation de matériels et de véhicules	Lycée des métiers Henri Avril	Lamballe			6		6
Gestion - administration - finance - informatique								
Baccalauréat professionnel	Gestion - Administration	Lycée professionnel La Fontaine des Eaux	Dinan			2	2	4
Baccalauréat professionnel	Gestion - Administration	Lycée des métiers Marcellin Berthelot	Questembert			2	2	4
Hôtellerie - restauration - tourisme								
Mention complémentaire de niv 4	Accueil - Réception	Lycée des métiers Yvon Bourges	Dinard		1			1
Mention complémentaire de niv 5	Employé Barman	Lycée des métiers Yvon Bourges	Dinard		1			1
Mention complémentaire de niv 5	Sommellerie	Lycée des métiers Yvon Bourges	Dinard		2			2
CAP	Cuisine	EREA Jean Bart	Redon			2		2
CAP	Restaurant	EREA Jean Bart	Redon			2		2
Industries de process								
BTS	Europlastics et composites Option Conception outillage	Lycée des métiers Marcellin Berthelot	Questembert		1	2		3
BTS	Europlastics et composites Option Pilotage et optimisation de la production	Lycée des métiers Marcellin Berthelot	Questembert		1	1		2
Baccalauréat professionnel	Plastiques et composites	Lycée des métiers Marcellin Berthelot	Questembert			2	2	4
Métiers d'art								
Baccalauréat professionnel	Artisanat et métiers d'Art Option tapissier d'ameublement	Lycée professionnel Joseph Savina	Tréguier			5	2	7
Sanitaire et social								
BTS	Services et prestations des secteurs sanitaire et Social	Lycée général et technologique Tristan Corbière	Morlaix			4		4
Travaux publics								
Baccalauréat professionnel	Technicien Géomètre Topographe	Lycée professionnel du Blavet	Pontivy			2	2	4

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0312_05-DE

Validité de la convention du

ORGANISME GESTIONNAIRE :
ETABLISSEMENT PUBLIC LOCAL D'ENSEIGNEMENT ET DE FORMATION PROFESSIONNELLE AGRICOLE DE CAULNES (EPLEFPA) - Route de Dinan - 22350 CAULNES

CENTRE DE FORMATION D'APPRENTIS
CFA DE CAULNES - Route de Dinan - 22350 CAULNES

TABLEAU SYNTHETIQUE DES FORMATIONS PAR SECTEURS PROFESSIONNELS

N° de codification	Diplôme	Secteur professionnel / intitulé du diplôme	opérateur	lieu	Observation	CARACTERISTIQUES DES FORMATIONS								
						Volume horaire	Nombre d'années	Nombre de "groupe classe enseignement professionnel" par année	Effectif par "groupe classe enseignement professionnel"		Capacités totales d'accueil		Données financières par formation pour chaque "groupe classe d'enseignement professionnel"	
									mini	maxi	par année de formation	sur la durée de la formation	Coût annuel de formation	Dotation financière annuelle
		Agriculture horticulture paysage - Productions agricoles et végétales						**4**			**64**	**112**		
463212P08	CSA	Conduite de l'élevage laitier	CFA	Caulnes	Ouverture à la rentrée 2016	**450**	**1**	**1**	**8**	**16**	**16**	**16**	**70 490 €**	**55 364 €**
323210M14	BTSA	Analyse, conduite et stratégie de l'entreprise agricole	CFA	Caulnes	première session 2016	**1400**	**2**	**2**	**8**	**16**	**32**	**64**	**60 915 €**	**47 845 €**
323212M05	BTSA	Production animale	CFA	Caulnes	2 groupes pour la promotion 2018/2020	**1400**	**2**	**1**	**8**	**16**	**16**	**32**	**67 154 €**	**52 745 €**

NB : Pour faire suite aux difficultés récurrentes de recrutement dans les classes secondes de baccalauréats professionnels, il est proposé un abaissement du seuil minimum à 6 (dés lors que les effectifs le justifient).

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0312_05-DE

Validité de la convention du

ORGANISME GESTIONNAIRE :
ETABLISSEMENT PUBLIC LOCAL D'ENSEIGNEMENT ET DE FORMATION PROFESSIONNELLE AGRICOLE DE CHATEAULIN - MORLAIX - **KERLIVER (EPLEFPA)** - Rocade du Parc Bihan - 29150 CHATEAULIN

CENTRE DE FORMATION D'APPRENTIS
CFA DE KERLIVER - Kerliver - 29460 HANVEC

TABLEAU SYNTHETIQUE DES FORMATIONS PAR SECTEURS PROFESSIONNELS

N° de codification	Diplôme	Secteur professionnel / intitulé du diplôme	opérateur	lieu	Observation	CARACTERISTIQUES DES FORMATIONS								
						Volume horaire	Nombre d'années	Nombre de "groupe classe enseignement professionnel" par année	Effectif par "groupe classe enseignement professionnel" mini	Effectif par "groupe classe enseignement professionnel" maxi	Capacités totales d'accueil par année de formation	Capacités totales d'accueil sur la durée de la	Données financières par formation pour chaque "groupe classe d'enseignement professionnel" Coût annuel de formation	Données financières par formation pour chaque "groupe classe d'enseignement professionnel" Dotation financière annuelle
		Agriculture horticulture paysage - Mécanique spécialisée agricole						**1**			**16**	**32**		
403210P01	Bac Pro Agricole	Agro-équipement	Lycée Suscinio	Morlaix	Ouverture à titre expérimental pour deux promotions à la rentrée 2018 en parcours mixte (1+2).	**1365**	**2**	**1**	**8**	**16**	**16**	**32**	**52 225 €**	**32 400 €**
		Agriculture horticulture paysage - Productions agricoles et végétales						**4**			**57**	**99**		
503211S30	CAPA	Métiers de l'agriculture	Lycée Bréhoulou	Fouesnant	première session 2017. Augmentation de la capacité d'accueil à titre expérimental (+5 places par année de formation) pour l'ouverture du parcours aquaculture (Participation supplémentaire de 6 600 € par année de formation pour l'option Aquacole) Pérennisation de la formation rentrée 2019	**910**	**2**	**1**	**8**	**20**	**20**	**40**	**54 979 €**	**32 743 €**
503211S30	CAPA	Métiers de l'agriculture	Lycée Suscinio	Morlaix	Ouverture à la rentrée 2017 en lien avec la fermeture du CAPA « Métiers de l'agriculture » à Hanvec	**910**	**2**	**1**	**6**	**10**	**10**	**20**	**38 000 €**	**25 000 €**
403211P08	Bac Pro Agricole	Conduite et gestion de l'exploitation agricole spécialité système à dominante cultures	Lycée Suscinio	Morlaix	ouverture rentrée 2013 - classes de première et Terminale. Dernière session 2018 suite à la rénovation du diplôme	**1400**	**2**	_	**8**	**12**	_	_	**71 830 €**	**42 779 €**
403210P04	Bac Pro Agricole	Conduite et gestion de l'exploitation agricole (cultures)	Lycée Suscinio	Morlaix	ouverture rentrée 2013 - classes de première et Terminale. Première session 2019 suite à la rénovaion du diplôme	**1400**	**2**	**1**	**8**	**12**	**12**	**24**	**71 830 €**	**42 779 €**
323210M14	BTSA	Analyse Conduite et stratégie de l'Entreprise Agricole	Lycée Bréhoulou	Fouesnant	Ouverture rentrée 2019 avec mixité de parcours	**735**	**1**	**1**	**8**	**15**	**15**	**15**	**74 000 €**	**40 400 €**

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0312_05-DE

Validité de la convention du

ORGANISME GESTIONNAIRE :
ETABLISSEMENT PUBLIC LOCAL D'ENSEIGNEMENT ET DE FORMATION PROFESSIONNELLE AGRICOLE DE CHATEAULIN - MORLAIX - **KERLIVER (EPLEFPA)** - Rocade du Parc Bihan - 29150 CHATEAULIN

CENTRE DE FORMATION D'APPRENTIS
CFA DE KERLIVER - Kerliver - 29460 HANVEC

TABLEAU SYNTHETIQUE DES FORMATIONS PAR SECTEURS PROFESSIONNELS

N° de codification	Diplôme	Secteur professionnel / intitulé du diplôme	opérateur	lieu	Observation	CARACTERISTIQUES DES FORMATIONS								
						Volume horaire	Nombre d'années	Nombre de "groupe classe enseignement professionnel" par année	Effectif par "groupe classe enseignement professionnel" mini	Effectif par "groupe classe enseignement professionnel" maxi	Capacités totales d'accueil par année de formation	Capacités totales d'accueil sur la durée de la formation	Données financières par formation pour chaque "groupe classe d'enseignement professionnel" Coût annuel de formation	Données financières par formation pour chaque "groupe classe d'enseignement professionnel" Dotation financière annuelle
		Agriculture horticulture paysage - Productions horticoles et Travaux paysagers						**8**			**114**	**216**		
503214S05	CAPA	Jardinier paysagiste	CFA	Hanvec	première session 2017	**910**	**2**	**2**	**8**	**15**	**30**	**60**	**63 876 €**	**38 041 €**
563214S03	CSA	Jardinier de golf et entretien des sols sportifs engazonnés	Lycée Bréhoulou	Fouesnant	Ouverture à titre expérimental pour les promotions 2017/2018 et 2018/2019 en partenariat avec le CPSA de Combourg Pérennisation de la formation rentrée 2019	**560**	**1**	**1**	**8**	**12**	**12**	**12**	**66 450 €**	**45 200 €**
553211S04	BPA5	Travaux des productions horticoles spécialité horticulture ornementale et légumière	CFA	Hanvec	2 groupes en 1ère année promotion 2016/2018 avec une participation supplémentaire annuelle de 10 500€	**840**	**2**	**1**	**8**	**15**	**15**	**30**	**75 158 €**	**44 761 €**
553214S01	BPA5	Travaux d'aménagements paysagers spécialité travaux de création et d'entretien	CFA	Hanvec		**840**	**2**							
553214S01	BPA5	Travaux d'aménagements paysagers spécialité travaux de création et d'entretien	CFA	Hanvec		**490**	**1**	**1**	**8**	**15**	**15**	**15**	**57 425 €**	**34 200 €**
403211P11	Bac Pro Agricole	Productions horticoles	Lycée Suscinio	Morlaix	Ouverture à la rentrée 2015.	**1400**	**2**	**1**	**8**	**12**	**12**	**24**	**46 500 €**	**34 600 €**
403214P05	Bac Pro Agricole	Aménagements paysagers	CFA	Hanvec	2 groupes en classe de Première pour la promotion 2014/2017. Participation supplémentaire annuelle de 13 200€ pour la promotion 2014/2017	**1960**	**3**	**1**	**8**	**15**	**15**	**45**	**85 431 €**	**50 879 €**
323214M01	BTSA	Aménagements paysagers	CFA	Hanvec	Ouverture rentrée 2019	**1400**	**2**	**1**	**8**	**15**	**15**	**30**	**83 485 €**	**50 091 €**
		Commerce vente - Technico commercial						**1**			**25**	**50**		
323210W13	BTSA	Technico-Commercial	CFA	Hanvec	première session 2012	**1470**	**2**	**1**	**8**	**25**	**25**	**50**	**106 016 €**	**63 138 €**
		Pré-apprentissage						**1**			**20**	**20**		
631999M99	DIMA	Dispositif d'Initiation aux Métiers en Alternance	CFA	Chateaulin	Fermeture à la rentrée 2019	**589**	**1**	**1**	**10**	**20**	**20**	**20**	**-**	**38 458 €**

NB : Pour faire suite aux difficultés récurrentes de recrutement dans les classes secondes de baccalauréats professionnels, il est proposé un abaissement du seuil minimum à 6 (dés lors que les effectifs le justifient).

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0312_05-DE

Validité de la convention du 1 septembre 2014 au 31 décembre 2019

ORGANISME GESTIONNAIRE :
ETABLISSEMENT PUBLIC LOCAL D'ENSEIGNEMENT ET DE FORMATION PROFESSIONNELLE AGRICOLE DE SAINT JEAN BREVELAY - HENNEBONT (EPLEFPA) - Le Sullio - 56660 SAINT JEAN BREVELAY

CENTRE DE FORMATION D'APPRENTIS
CFA AGRICOLE HENNEBONT - 76 Rue du Talhouët - BP 14 - 56701 HENNEBONT CEDEX

TABLEAU SYNTHETIQUE DES FORMATIONS PAR SECTEURS PROFESSIONNELS

N° de codification	Diplôme	Secteur professionnel / intitulé du diplôme	opérateur	lieu	Observation	CARACTERISTIQUES DES FORMATIONS								
						Volume horaire	Nombre d'années	Nombre de "groupe classe enseignement professionnel" par année	Effectif par "groupe classe enseignement professionnel"		Capacités totales d'accueil		Données financières par formation pour chaque "groupe classe d'enseignement professionnel"	
									mini	maxi	par année de formation	sur la durée de la	Coût annuel de formation	Dotation financière annuelle
		Agriculture horticulture paysage - Mécanique spécialisée agricole						**1**			**16**	**32**		
453210M06	BP	Agroéquipement conduite et maintenance de matériels	CFA	Hennebont	Ouverture à la rentrée 2017	**910**	**2**	**1**	**8**	**16**	**16**	**32**	**49 750 €**	**32 500 €**
		Agriculture horticulture paysage - Productions agricoles et végétales						**1**			**16**	**32**		
503211S30	CAPA	Métiers de l'agriculture	CFA	Hennebont	Première session 2017 - 2 groupes en classe de Terminale pour la promotion 2014/2016. 2 groupes pour les promotions 2016/2018 et 2017/2019. Participation annuelle pour les groupes supplémentaires de 9 700 € pour les promotions 2014/2016, 2015/2017 et 2016/2018 et de 17 511€ pour la promotion 2017/2019 et 2018/2020.	**910**	**2**	**1**	**8**	**16**	**16**	**32**	**51 270 €**	**43 293 €**
503214S05	CAPA	Jardinier paysagiste												
		Agriculture horticulture paysage - Productions horticoles						**1**			**16**	**32**		
403211P11	Bac Pro Agricole	Productions horticoles	CFA	Hennebont	première session 2013	**1400**	**2**	**1**	**8**	**16**	**16**	**32**	**60 021 €**	**50 661 €**
		Agriculture horticulture paysage - Travaux paysagers						**3**			**44**	**76**		
553214S01	BPA5	Travaux d'aménagements paysagers spécialité travaux de création et d'entretien	CFA	Hennebont	ouverture rentrée 2014	**490**	**1**	**1**	**8**	**16**	**16**	**16**	**45 430 €**	**37 664 €**
403214P05	Bac Pro Agricole	Aménagements paysagers	CFA	Hennebont	2 groupes en classe de Terminale pour la promotion 2013/2016	**2030**	**3**	**1**	**8**	**16**	**16**	**48**	**84 259 €**	**70 555 €**
463214S04	CSA de niveau IV	Constructions paysagères	CFA	Hennebont	2 groupes pour les promotions 2015/2016 et 2017/2018.	**560**	**1**	**1**	**8**	**12**	**12**	**12**	**56 018 €**	**47 381 €**

NB : Pour faire suite aux difficultés récurrentes de recrutement dans les classes secondes de baccalauréats professionnels, il est proposé un abaissement du seuil minimum à 6 (dés lors que les effectifs le justifient).

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0312_05-DE

Validité de la convention du 1 septembre 2014 au 31 décembre 2019

ORGANISME GESTIONNAIRE :
ETABLISSEMENT PUBLIC LOCAL D'ENSEIGNEMENT ET DE FORMATION PROFESSIONNELLE AGRICOLE DE MERDRIGNAC (EPLEFPA) - 6 Rue de Porhoët - 22230 MERDRIGNAC

CENTRE DE FORMATION D'APPRENTIS
CFA DU MENE - 6 rue de Porhoët - 22230 MERDRIGNAC

TABLEAU SYNTHETIQUE DES FORMATIONS PAR SECTEURS PROFESSIONNELS

N° de codification	Diplôme	Secteur professionnel / intitulé du diplôme	opérateur	lieu	Observation	CARACTERISTIQUES DES FORMATIONS								
						Volume horaire	Nombre d'années	Nombre de "groupe classe enseignement professionnel" par année	Effectif par "groupe classe enseignement professionnel"		Capacités totales d'accueil		Données financières par formation pour chaque "groupe classe d'enseignement professionnel"	
									mini	maxi	par année de formation	sur la durée de la formation	Coût annuel de formation	Dotation financière annuelle
		Agriculture horticulture paysage - Productions agricoles et végétales						**2**			**39**	**78**		
503211S30	CAPA	Métiers de l'Agriculture - supports de la production animale	CFPPA de Kernilien - Guingamp	Plouisy	Ouverture rentrée 2019	**840**	**2**	**1**	**8**	**15**	**15**	**30**	**45 055 €**	**27 950 €**
323211P13	BTSA	Agronomie - Productions végétales	CFA du Méné	Merdrignac	Ouverture rentrée 2019	**1400**	**2**	**1**	**8**	**24**	**24**	**48**	**62 124 €**	**38 500 €**
		Agriculture horticulture paysage - Travaux paysagers						**11**			**134**	**214**		
503214S05	CAPA	Jardinier paysagiste	CFA du Méné	Merdrignac	deux groupes en CCF et deux groupes en UC	**910**	**2**	**4**	**8**	**10**	**40**	**40**	**29 516 €**	**18 350 €**
553214S01	BPA5	Travaux d'aménagements paysagers spécialité travaux de création et d'entretien	CFA du Méné	Merdrignac		**910**	**2**	**2**	**8**	**12**	**24**	**48**	**31 501 €**	**19 584 €**
553214S01	BPA5	Travaux d'aménagements paysagers spécialité travaux de création et d'entretien	CFA du Méné	Merdrignac	Ouverture à la rentrée 2016	**420**	**1**	**1**	**8**	**14**	**14**	**14**	**43 036 €**	**26 755 €**
453214P03	BP Agricole	Aménagements paysagers	CFA du Méné	Merdrignac		**1190**	**2**	**2**	**8**	**12**	**24**	**48**	**38 094 €**	**23 683 €**
323214M01	BTSA	Aménagements paysagers	CFA du Méné	Merdrignac	2 groupes en 1ère année pour la promotion 2015/2017 et 2016/2018 Participation supplémentaire annuelle de 5754 € pour les promotions 2013/2015 et 2014/2016 et de 9945 € pour la promotion 2015/2017 et 2016/2018. Augmentation de la capacité d'accueil à la rentrée 2017 (2 groupes). 3 groupes en 1ère année pour la promotion 2018/2020	**1540**	**2**	**2**	**8**	**16**	**32**	**64**	**63 641 €**	**39 565 €**
		Commerce vente - Technico commercial						**1**			**16**	**32**		
323210W13	BTSA	Technico-commercial	CFA du Méné	Merdrignac	Agro-fourniture - Produits alimentaires - Vins et spiritueux - première session 2012. Participation supplémentaire annuelle de 10 530€ à partir de la promotion 2016/2018	**1400**	**2**	**1**	**8**	**16**	**16**	**32**	**115 329 €**	**71 699 €**

NB : Pour faire suite aux difficultés récurrentes de recrutement dans les classes secondes de baccalauréats professionnels, il est proposé un abaissement du seuil minimum à 6 (dés lors que les effectifs le justifient).

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0312_05-DE

Validité de la convention du

ORGANISME GESTIONNAIRE :
ETABLISSEMENT PUBLIC LOCAL D'ENSEIGNEMENT ET DE FORMATION PROFESSIONNELLE AGRICOLE DE SAINT AUBIN DU CORMIER (EPLEFPA) - La Lande de la Rencontre - BP 12 - 35140 SAINT AUBIN DU CORMIER

CENTRE DE FORMATION D'APPRENTIS
CFA LA LANDE DE LA RENCONTRE - La Lande de la Rencontre - BP 12 - 35140 SAINT AUBIN DU CORMIER

TABLEAU SYNTHETIQUE DES FORMATIONS PAR SECTEURS PROFESSIONNELS

N° de codification	Diplôme	Secteur professionnel / intitulé du diplôme	opérateur	lieu	Observation	CARACTERISTIQUES DES FORMATIONS								
						Volume horaire	Nombre d'années	Nombre de "groupe classe enseignement professionnel" par année	Effectif par "groupe classe enseignement professionnel" mini	Effectif par "groupe classe enseignement professionnel" maxi	Capacités totales d'accueil par année de formation	Capacités totales d'accueil sur la durée de la formation	Données financières par formation pour chaque "groupe classe d'enseignement professionnel" Coût annuel de formation	Données financières par formation pour chaque "groupe classe d'enseignement professionnel" Dotation financière annuelle
		Agriculture horticulture paysage - Mécanique spécialisée agricole						**2**			**28**	**40**		
563210U01	CSA5	Tracteurs et machines agricoles - Utilisation et maintenance	CFA	Saint Aubin du Cormier	Ouverture à titre expérmental pour deux promotions à la rentrée 2018.	**560**	**1**	**1**	**8**	**16**	**16**	**16**	**57 640 €**	**33 523 €**
453210M06	BP Agricole	Agro-équipement: conduite et maintenance des matériels	CFA	Saint Aubin du Cormier	1 groupe à compter de la rentrée 2015. 2 groupes en 1ère année pour la promotion 2017/2019	**910**	**2**	**1**	**8**	**12**	**12**	**24**	**55 688 €**	**30 632 €**
		Agriculture horticulture paysage - Productions agricoles et végétales						**4**			**60**	**84**		
503211S30	CAPA	Métiers de l'agriculture	CFA	Saint Aubin du Cormier	2 groupes à compter de la rentrée 2015 – première session 2017	**910**	**2**	**2**	**8**	**12**	**24**	**48**	**43 765 €**	**23 823 €**
453210P05	BP Agricole	Responsable d'exploitation agricole	CFA	Saint Aubin du Cormier	ouverture rentrée 2011. Dernière session 2019 suite à la rénovation du diplôme.	**945**	**2**	_	**8**	**18**	_	_	**78 526 €**	**42 877 €**
453210P07	BP Agricole	Responsable d'entreprise agricole	CFA	Saint Aubin du Cormier	Première session 2020 suite à la rénovation du diplôme.	**945**	**2**	**1**	**8**	**18**	**18**	**18**	**78 526 €**	**42 877 €**
250210T08	Licence Pro	Agriculture biologique conseil développement	EPLEFPA Théodore Monod	Le Rheu	ouverture rentrée 2012. Dernière session 2018 suite à la rénovation du diplôme.	**665**	**1**	_	**8**	**18**	_	_	**76 088 €**	**33 479 €**
250210N18	Licence Pro	Agriculture biologique : production conseil certification et commercialisation	EPLEFPA Théodore Monod	Le Rheu	Première session 2019 suite à la rénovation du diplôme.	**665**	**1**	**1**	**8**	**18**	**18**	**18**	**76 088 €**	**33 479 €**
		Environnement propreté sécurité - Environnement						**4**			**58**	**100**		
323343M02	BTSA	Gestion et maîtrise de l'eau	EPLEFPA Théodore Monod	Le Rheu	ouverture rentrée 2012	**1400**	**2**	**1**	**8**	**16**	**16**	**32**	**85 749 €**	**48 628 €**
323213P08	BTSA	Gestion et protection de la nature	CFA	Saint Aubin du Cormier		**1400**	**2**	**2**	**8**	**13**	**26**	**52**	**69 432 €**	**38 188 €**
250343M34	Licence Professionnelle	Génie des procédés pour l'environnement	EPLEFPA Théodore Monod	Le Rheu	ouverture expérimentale pour deux promotions à la rentrée 2015. Reconduction de l'expérimentation pour la promotion 2017/2018. Pérennisation à la rentrée 2018.	**630**	**1**	**1**	**8**	**16**	**16**	**16**	**76 489 €**	**36 152 €**

NB : Pour faire suite aux difficultés récurrentes de recrutement dans les classes secondes de baccalauréats professionnels, il est proposé un abaissement du seuil minimum à 6 (dés lors que les effectifs le justifient).

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0312_05-DE

Validité de la convention du

ORGANISME GESTIONNAIRE :
FEDERATION REGIONALE DES MAISONS FAMILIALES RURALES DE BRETAGNE (FRMFR BRETAGNE) - Les Rabinardières – Bât E – 35760 SAINT GREGOIRE

CENTRE DE FORMATION D'APPRENTIS
CFA DES MAISONS FAMILIALES RURALES DE BRETAGNE - Les Rabinardières – Bât E – 35760 SAINT GREGOIRE CEDEX

TABLEAU SYNTHETIQUE DES FORMATIONS PAR SECTEURS PROFESSIONNELS

N° de codification	Diplôme	Secteur professionnel / intitulé du diplôme	opérateur	lieu	Observation	CARACTERISTIQUES DES FORMATIONS								
						Volume horaire	Nombre d'années	Nombre de "groupe classe enseignement professionnel" par année	Effectif par "groupe classe enseignement professionnel" mini	Effectif par "groupe classe enseignement professionnel" maxi	Capacités totales d'accueil par année de formation	Capacités totales d'accueil sur la durée de la formation	Données financières par formation pour chaque "groupe classe d'enseignement professionnel" Coût annuel de formation	Données financières par formation pour chaque "groupe classe d'enseignement professionnel" Dotation financière annuelle
		Agriculture horticulture paysage - Mécanique spécialisée agricole						**4**			**60**	**152**		
400252R11	Bac Pro	Maintenance des matériels option A agricoles	Maison familiale rurale	Elliant	Ouverture rentrée 2014. Dernière session 2018 suite à la rénovation de diplôme	**1850**	**3**	_	**8**	**20**	_	_	**40 597 €**	**16 876 €**
400252R19	Bac Pro	Maintenance des matériels option A matériels agricoles	Maison familiale rurale	Elliant	Ouverture rentrée 2014. Première session 2019 suite à la rénovation de diplôme	**1850**	**3**	**1**	**8**	**16**	**16**	**48**	**40 597 €**	**16 876 €**
400252R11	Bac Pro	Maintenance des matériels option A agricoles	Maison familiale rurale	Montauban de Bretagne	2 groupes pour les promotions 2011/2014 et 2012/2015 dans les classes correspondantes à la rentrée 2013. Dernière session 2018 suite à la rénovation de diplôme	**1850**	**3**	_	**8**	**20**	_	_	**69 458 €**	**28 857 €**
400252R19	Bac Pro	Maintenance des matériels option A matériels agricoles	Maison familiale rurale	Montauban de Bretagne	2 groupes pour les promotions 2011/2014 et 2012/2015 dans les classes correspondantes à la rentrée 2013. Première session 2019 suite à la rénovation de diplôme. 2 groupes en 2ème année pour la promotion 2016/2019	**1850**	**3**	**1**	**8**	**16**	**16**	**48**	**69 458 €**	**28 857 €**
320252M13	BTS	Techniques et services en matériels agricoles	Maison familiale rurale	Montauban de Bretagne	Ouverture expérimentale pour deux promotions à compter de la rentrée 2015. Pérennisation à la rentrée 2017	**1400**	**2**	**1**	**8**	**16**	**16**	**32**	**84 983 €**	**35 321 €**
36X210U01	Titre de niveau III	Conducteur de travaux en entreprises de travaux agricoles	Maison familiale rurale	Montfort-sur-Meu	Ouverture rentrée 2019	**650**	**2**	**1**	**8**	**12**	**12**	**24**	**50 977 €**	**10 705 €**
		Agriculture horticulture paysage - Productions agricoles et végétales						**5**			**91**	**146**		
403212P10	Bac Pro Agricole	Conduite et gestion d'une entreprise du secteur canin et félin	Maison familiale rurale	Guilliers	première session 2013	**1350**	**2**	**1**	**8**	**18**	**18**	**36**	**39 862 €**	**16 583 €**
403212P11	Bac Pro Agricole	Conduite et gestion de l'entreprise hippique	Maison familiale rurale	Landivisiau	Ouverture à titre expérimental pour deux promotions à la rentrée 2018 en parcours mixte (2+1).	**675**	**1**	**1**	**8**	**12**	**12**	**12**	**40 750 €**	**16 300 €**
323213P04	BTSA	Gestion forestière	Maison familiale rurale	Loudéac	Ouverture rentrée 2015 suite au transfert des effectifs du site d'Arradon	**1365**	**2**	**1**	**8**	**25**	**25**	**50**	**66 262 €**	**27 561 €**
323212M05	BTSA	Productions animales	Maison familiale rurale	Fougères	Ouverture rentrée 2019	**1400**	**2**	**1**	**8**	**12**	**12**	**24**	**61 400 €**	**28 080 €**
NC	Licence Pro	Agronomie	Maison familiale rurale-IREO	Lesneven	Ouverture rentrée 2019	**491**	**1**	**1**	**8**	**24**	**24**	**24**	**134 400 €**	**0 €**
		Agriculture horticulture paysage - Productions horticoles						**2**			**30**	**60**		
553211S04	BPA5	Travaux des productions horticoles spécialité horticulture ornementale et légumière	Maison familiale rurale-IREO	Lesneven		**910**	**2**	**1**	**8**	**15**	**15**	**30**	**18 921 €**	**7 877 €**
323211M11	BTSA	Production horticole	Maison familiale rurale-IREO	Lesneven	Ouverture à titre expérimental pour les promotions 2017/2019 et 2018/2020 Pérennisation de la formation rentrée 2019	**1365**	**2**	**1**	**8**	**15**	**15**	**30**	**93 500 €**	**37 400 €**

NB : Pour faire suite aux difficultés récurrentes de recrutement dans les classes secondes de baccalauréats professionnels, il est proposé un abaissement du seuil minimum à 6 (dés lors que les effectifs le justifient).

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0312_05-DE

Validité de la convention du

ORGANISME GESTIONNAIRE :
FEDERATION REGIONALE DES MAISONS FAMILIALES RURALES DE BRETAGNE (FRMFR BRETAGNE) - Les Rabinardières – Bât E – 35760 SAINT GREGOIRE

CENTRE DE FORMATION D'APPRENTIS
CFA DES MAISONS FAMILIALES RURALES DE BRETAGNE - Les Rabinardières – Bât E – 35760 SAINT GREGOIRE CEDEX

TABLEAU SYNTHETIQUE DES FORMATIONS PAR SECTEURS PROFESSIONNELS

N° de codification	Diplôme	Secteur professionnel / intitulé du diplôme	opérateur	lieu	Observation	CARACTERISTIQUES DES FORMATIONS								
						Volume horaire	Nombre d'années	Nombre de "groupe classe enseignement professionnel" par année	Effectif par "groupe classe enseignement professionnel"		Capacités totales d'accueil		Données financières par formation pour chaque "groupe classe d'enseignement professionnel"	
									mini	maxi	par année de formation	sur la durée de la formation	Coût annuel de formation	Dotation financière annuelle
		Agriculture horticulture paysage - Travaux paysagers						**3**			**46**	**61**		
503214S05	CAPA	Jardinier paysagiste	Maison familiale rurale	Questembert	première session 2017	**1000**	**2**	**1**	**8**	**15**	**15**	**30**	**66 869 €**	**27 876 €**
463214S04	CSA de niveau IV	Constructions paysagères	Maison familiale rurale	Saint Grégoire		**560**	**1**	**1**	**8**	**15**	**15**	**15**	**69 011 €**	**28 675 €**
463214S04	CSA de niveau IV	Constructions paysagères	Maison familiale rurale	Plabennec	2 groupes pour la promotion 2014/2015	**560**	**1**	**1**	**8**	**16**	**16**	**16**	**74 475 €**	**30 979 €**
		Bâtiment - Second œuvre						**2**			**43**	**86**		
500230R02	CAP	Maintenance de bâtiments de collectivités	Maison familiale rurale	Saint Grégoire	2 groupes en 2ème année pour les promotions 2015/2017 (transfert des effectifs suite fermeture site de Ploemeur) et 2016/2018	**936**	**2**	**1**	**8**	**16**	**16**	**32**	**47 690 €**	**19 824 €**
500230R02	CAP	Maintenance de bâtiments de collectivités	Maison familiale rurale	Plabennec	Ouverture à la rentrée 2017	**840**	**2**	**1**	**8**	**15**	**15**	**30**	**50 350 €**	**22 500 €**
450232M09	BP	Métiers de la piscine	Maison familiale rurale	Saint-Grégoire	Ouverture à la rentrée 2016. Dernière session 2018 suite à la rénovation du diplôme	**910**	**2**	_	**8**	**12**	_	_	**71 753 €**	**29 921 €**
450232M15	BP	Métiers de la piscine	Maison familiale rurale	Saint-Grégoire	Ouverture à la rentrée 2016. Première session 2019 suite à la rénovation du diplôme	**910**	**2**	**1**	**8**	**12**	**12**	**24**	**71 753 €**	**29 921 €**
		Commerce vente - Technico commercial						**1**			**18**	**18**		
363210W07	CSA de niveau III	Responsable technico commercial en agrofournitures	Maison familiale rurale-IREO	Lesneven		**560**	**1**	**1**	**8**	**18**	**18**	**18**	**53 641 €**	**22 337 €**
363210W04	CSA de niveau III	Responsable technico commercial en agroéquipement	Maison familiale rurale-IREO	Lesneven										
		Hôtellerie restauration tourisme - Cuisine						**1**			**12**	**24**		
500221T39	CAP	Cuisine	Maison familiale rurale	Saint Aubin d'Aubigné	Ouverture rentrée 2014 pour deux promotions 2014/2015 et 2015/2017. Reconduction de l'expérimentation pour la promotion 2016/2018. Première session 2018 suite à la rénovation du diplôme. Pérennisation à la rentrée 2017	**812**	**2**	**1**	**8**	**12**	**12**	**24**	**29 843 €**	**12 400 €**
		Pré-apprentissage						**2**			**24**	**24**		
631999M99	DIMA	Dispositif d'Initiation aux Métiers en Alternance	Maison familiale rurale	Saint Grégoire	Fermeture à la rentrée 2019	**540**	**1**	**2**	**8**	**12**	**24**	**24**		**37 602 €**
		Transport - Logistique						**1**			**16**	**32**		
500311T22	CAP	Opérateur logistique	Maison familiale rurale	Saint Méen le Grand	première session 2017	**800**	**2**	**1**	**8**	**16**	**16**	**32**	**52 569 €**	**21 899 €**

NB : Pour faire suite aux difficultés récurrentes de recrutement dans les classes secondes de baccalauréats professionnels, il est proposé un abaissement du seuil minimum à 6 (dés lors que les effectifs le justifient).

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0312_05-DE

Validité de la convention du

ORGANISME GESTIONNAIRE :
ASSOCIATION POUR LA PROMOTION DE L'APPRENTISSAGE DE L'ENSEIGNEMENT CATHOLIQUE TECHNIQUE PROFESSIONNEL ET AGRICOLE EN BRETAGNE (A.S.P.E.C.T.) - Centre Ste Melaine - 6 Bd Emmanuel Mounier - CS 50623 - 35706 RENNES CEDEX 6

CENTRE DE FORMATION D'APPRENTIS
CFA DE L'ENSEIGNEMENT CATHOLIQUE DE BRETAGNE (CFA ECB) - Centre Ste Melaine - 6 Bd Emmanuel Mounier - CS 50623 - 35706 RENNES CEDEX 6

TABLEAU SYNTHETIQUE DES FORMATIONS PAR SECTEURS PROFESSIONNELS

N° de codification	Diplôme	Secteur professionnel / intitulé du diplôme	opérateur	lieu	Observation	CARACTERISTIQUES DES FORMATIONS								
						Volume horaire	Nombre d'années	Nombre de "groupe classe enseignement professionnel" par année	Effectif par "groupe classe enseignement professionnel" mini	Effectif par "groupe classe enseignement professionnel" maxi	Capacités totales d'accueil par année de formation	Capacités totales d'accueil sur la durée de la formation	Données financières par formation pour chaque "groupe classe d'enseignement professionnel" Coût annuel de formation	Données financières par formation pour chaque "groupe classe d'enseignement professionnel" Dotation financière annuelle
		Agriculture horticulture paysage - Mécanique spécialisée agricole						**5**			**68**	**110**		
563210U01	CSA5	Tracteurs et machines agricoles - Utilisation et maintenance	ISSAT	Redon	Ouverture à titre expérimental pour deux promotions à la rentrée 2018. 2 groupes pour la promotion 2018/2019. Pérennisation de la formation rentrée 2019	**550**	**1**	**1**	**8**	**14**	**14**	**14**	**84 902 €**	**40 200 €**
563210U01	CSA5	Tracteurs et machines agricoles - Utilisation et maintenance	Lycée St Yves	Gourin	Ouverture rentrée 2019	**550**	**1**	**1**	**8**	**12**	**12**	**12**	**60 725 €**	**27 300 €**
403210P01	Bac Pro Agricole	Agro-équipement	Lycée St Yves	Gourin	2 groupes pour la promotion 2015/2017 avec une participation annuelle de 29 600€ par groupe pour un coût de formation optimisé du deuxième groupe. 2 groupes en classe de 1ère pour la promotion 2017/2019	**1354**	**2**	**1**	**8**	**15**	**15**	**30**	**70 467 €**	**30 216 €**
403210P01	Bac Pro Agricole	Agro-équipement	ISSAT	Redon	Ouverture rentrée 2019 en parcours mixte	**1400**	**2**	**1**	**8**	**12**	**12**	**24**	**43 898 €**	**19 754 €**
323210M07	BTSA	Génie des équipements agricoles	ISSAT	Redon	Ouverture à la rentrée 2017	**1400**	**2**	**1**	**8**	**15**	**15**	**30**	**60 100 €**	**31 200 €**
		Agriculture horticulture paysage - Productions agricoles et végétales						**9**			**114**	**220**		
503211S30	CAPA	Métiers de l'agriculture	ISSAT	Redon	première session 2017. 2 groupes pour la promotion 2015/2017, avec une participation annuelle de 30 291 € par groupe pour un coût de formation optimisé du deuxième groupe. 2 groupes en 1ère année promotion 2016/2018	**1014**	**2**	**1**	**8**	**15**	**15**	**30**	**62 567 €**	**27 271 €**
503211S30	CAPA	Métiers de l'agriculture	Lycée de Pommerit-Jaudy	Pommerit-Jaudy	première session 2017. 2 groupes en 1ère année pour la promotion 2017/2019 avec une participation annuelle de 34000 € par groupe pour un coût de formation optimisé du deuxième groupe. 2 groupes en 1ère année pour la promotion 2018/2020	**1014**	**2**	**1**	**8**	**15**	**15**	**30**	**96 182 €**	**42 090 €**
503211S30	CAPA	Métiers de l'agriculture	Lycée Saint-Yves	Gourin	Ouverture de la classe de Terminale à la rentrée 2017 en parcours mixte (1+1 – partenariat avec le Lycée Saint-Anges Kerlebost de Pontivy) et mixité de public en 2ème année de formation (maintien de 8 places en voie scolaire)	**455**	**1**	**1**	**5**	**8**	**8**	**8**	**23 679 €**	**13 000 €**
403212P07	Bac Pro Agricole	Conduite et gestion de l'exploitation agricole spécialité systèmes à dominante élevage	Lycée St Yves	Gourin	Dernière session 2018 suite à la rénovation du diplôme	**1400**	**2**	_	**8**	**16**	_	_	**55 430 €**	**24 052 €**
403210P04	Bac Pro Agricole	Conduite et gestion de l'entreprise agricole (élevage)	Lycée St Yves	Gourin	Première session 2019 suite à la rénovation du diplôme	**1400**	**2**	**1**	**8**	**16**	**16**	**32**	**55 430 €**	**24 052 €**
403212P07	Bac Pro Agricole	Conduite et gestion de l'exploitation agricole spécialité systèmes à dominante élevage	Lycée de Pommerit-Jaudy	Pommerit-Jaudy	Dernière session 2018 suite à la rénovation du diplôme	**1925**	**3**	_	**8**	**12**	_	_	**116 000 €**	**50 720 €**
403210P04	Bac Pro Agricole	Conduite et gestion de l'entreprise agricole (élevage)	Lycée de Pommerit-Jaudy	Pommerit-Jaudy	Première session 2019 suite à la rénovation du diplôme	**1925**	**3**	**2**	**8**	**12**	**24**	**72**	**116 000 €**	**50 720 €**

926

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0312_05-DE

Validité de la convention du

ORGANISME GESTIONNAIRE :
ASSOCIATION POUR LA PROMOTION DE L'APPRENTISSAGE DE L'ENSEIGNEMENT CATHOLIQUE
TECHNIQUE PROFESSIONNEL ET AGRICOLE EN BRETAGNE (A.S.P.E.C.T.) - Centre Ste Melaine - 6 Bd Emmanuel Mounier - CS 50623 - 35706 RENNES CEDEX 6

CENTRE DE FORMATION D'APPRENTIS
CFA DE L'ENSEIGNEMENT CATHOLIQUE DE BRETAGNE (CFA ECB) - Centre Ste Melaine - 6 Bd Emmanuel Mounier - CS 50623 - 35706 RENNES CEDEX 6

TABLEAU SYNTHETIQUE DES FORMATIONS PAR SECTEURS PROFESSIONNELS

N° de codification	Diplôme	Secteur professionnel / intitulé du diplôme	opérateur	lieu	Observation	CARACTERISTIQUES DES FORMATIONS								
						Volume horaire	Nombre d'années	Nombre de "groupe classe enseignement professionnel" par	Effectif par "groupe classe enseignement" mini	Effectif par "groupe classe enseignement" maxi	Capacités totales d'accueil par année de formation	Capacités totales d'accueil sur la durée de la	Données financières par formation pour chaque "groupe classe d'enseignement" Coût annuel de formation	Données financières par formation pour chaque "groupe classe d'enseignement" Dotation financière annuelle
		Agriculture horticulture paysage - Productions agricoles et végétales												
403210P04	Bac Pro Agricole	Conduite et gestion de l'entreprise agricole (élevage)	ISSAT	Redon	Ouverture rentrée 2019 en parcours mixte	**1400**	**2**	**1**	**8**	**12**	**12**	**24**	**39 500 €**	**17 775 €**
323210M14	BTSA	Analyse Conduite et stratégie de l'Entreprise Agricole	Groupe Antoine de St Exupéry – Site Giorgio Frassati	Rennes	Ouverture rentrée 2019 en parcours mixte	**695**	**1**	**1**	**8**	**12**	**12**	**12**	**66 655 €**	**29 995 €**
403213P03	Bac Pro	Forêt	Lycée Le Nivot	Lopérec	Ouverture de la classe de Terminale à la rentrée 2017 en parcours mixte (2+1) et mixité de public en 3ème année de formation (maintien des 12 places en voie scolaire)	**683**	**1**	**1**	**8**	**12**	**12**	**12**	**43 641 €**	**24 000 €**
		Agriculture horticulture paysage - Travaux paysagers						**15**			**184**	**332**		
503214S05	CAPA	Jardinier paysagiste	Groupe Antoine de St Exupéry – Site Giorgio Frassati	Rennes	première session 2017	**980**	**2**	**2**	**8**	**12**	**24**	**48**	**56 001 €**	**24 212 €**
503214S05	CAPA	Jardinier paysagiste	Lycée de Kerplouz	Auray	première session 2017	**980**	**2**	**2**	**8**	**12**	**24**	**48**	**49 688 €**	**21 231 €**
503214S05	CAPA	Jardinier paysagiste	Lycée de Pommerit-Jaudy	Pommerit-Jaudy	Ouverture à la rentrée 2016	**1050**	**2**	**1**	**8**	**12**	**12**	**24**	**71 043 €**	**30 884 €**
553214S01	BPA5	Travaux d'aménagements paysagers spécialité travaux de création et d'entretien	Lycée de Kerplouz	Auray	2 groupes en classe de Seconde pour la promotion 2015/2017	**910**	**2**	**1**	**8**	**12**	**12**	**24**	**42 489 €**	**18 285 €**
553214S01	BPA5	Travaux d'aménagements paysagers spécialité travaux de création et d'entretien	Groupe Antoine de St Exupéry – Site Giorgio Frassati	Rennes	2 groupes pour la promotion 2013/2015 avec une participation annuelle de 18 792 € par groupe pour un coût de formation optimisé du deuxième groupe.	**910**	**2**	**1**	**8**	**12**	**12**	**24**	**55 210 €**	**24 088 €**
553214S01	BPA5	Travaux d'aménagements paysagers spécialité travaux de création et d'entretien	Lycée de Kerplouz	Auray		**420**	**1**	**2**	**8**	**12**	**24**	**24**	**48 111 €**	**20 889 €**
553214S01	BPA5	Travaux d'aménagements paysagers spécialité travaux de création et d'entretien	Groupe Antoine de St Exupéry – Site Giorgio Frassati	Rennes	2 groupes pour la promotion 2014/2015 et 2015/2016.	**420**	**1**	**1**	**8**	**12**	**12**	**12**	**48 966 €**	**21 183 €**
403214P05	Bac Pro Agricole	Aménagements paysagers	Groupe Antoine de St Exupéry – Site Giorgio Frassati	Rennes		**1350**	**2**	**2**	**8**	**14**	**28**	**56**	**62 432 €**	**26 757 €**
453214P03	BP Agricole	Aménagements paysagers	Lycée de Kerplouz	Auray	ouverture rentrée 2012 pour deux promotions 2012/2014 et 2013/2015. pérennisation à la rentrée 2014. 2 groupes pour les promotions 2015/2017, 2016/2018 et 2017/2019 avec une participation annuelle de 31 304 € par groupe pour un coût de formation optimisé du deuxième groupe.	**1190**	**2**	**1**	**8**	**12**	**12**	**24**	**55 399 €**	**23 738 €**

NB : Pour faire suite aux difficultés récurrentes de recrutement dans les classes secondes de baccalauréats professionnels, il est proposé un abaissement du seuil minimum à 6 (dés lors que les effectifs le justifient).

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0312_05-DE

Validité de la convention du 1 septembre 2014 au 31 décembre 2019

ORGANISME GESTIONNAIRE :
ASSOCIATION POUR LA PROMOTION DE L'APPRENTISSAGE DE L'ENSEIGNEMENT CATHOLIQUE TECHNIQUE PROFESSIONNEL ET AGRICOLE EN BRETAGNE (A.S.P.E.C.T.) - Centre Ste Melaine - 6 Bd Emmanuel Mounier - CS 50623 - 35706 RENNES CEDEX 6

CENTRE DE FORMATION D'APPRENTIS
CFA DE L'ENSEIGNEMENT CATHOLIQUE DE BRETAGNE (CFA ECB) - Centre Ste Melaine - 6 Bd Emmanuel Mounier - CS 50623 - 35706 RENNES CEDEX 6

TABLEAU SYNTHETIQUE DES FORMATIONS PAR SECTEURS PROFESSIONNELS

N° de codification	Diplôme	Secteur professionnel / intitulé du diplôme	opérateur	lieu	Observation	CARACTERISTIQUES DES FORMATIONS								
						Volume horaire	Nombre d'années	Nombre de "groupe classe enseignement professionnel" par année	Effectif par "groupe classe enseignement professionnel" mini	Effectif par "groupe classe enseignement professionnel" maxi	Capacités totales d'accueil par année de formation	Capacités totales d'accueil sur la durée de la formation	Données financières par formation pour chaque "groupe classe d'enseignement professionnel" Coût annuel de formation	Données financières par formation pour chaque "groupe classe d'enseignement professionnel" Dotation financière annuelle
		Agriculture horticulture paysage - Travaux paysagers												
323214M01	BTSA	Aménagements paysagers	Groupe Antoine de St Exupéry – Site Giorgio Frassati	Rennes	2 groupes en 1ère année pour les promotions 2015/2017, 2016/2018 et 2017/2019 avec une participation annuelle de 24 179 € par groupe pour un coût de formation optimisé du deuxième groupe. 2 groupes en 1ère année pour la promotion 2018/2020	**1400**	**2**	**1**	**8**	**12**	**12**	**24**	**75 806 €**	**32 577 €**
323214M01	BTSA	Aménagements paysagers	Lycée de Kerplouz	Auray	Ouverture rentrée 2019 avec mixité de publics	**1393**	**2**	**1**	**8**	**12**	**12**	**24**	**52 369 €**	**24 150 €**
		Arts et spectacles - Spectacle						**1**			**24**	**48**		
320323V32	BTS	Métiers de l'audiovisuel option métiers du montage et de la postproduction	Lycée Saint François	Lesneven	Première session 2017 suite à la rénovation du diplôme	**1416**	**2**	**1**	**16**	**24**	**24**	**48**	**172 074 €**	**75 742 €**
320323V30	BTS	Métiers de l'audiovisuel option métiers du son			Première session 2016 suite à la rénovation du diplôme									
320323V29	BTS	Métiers de l'audiovisuel option métiers de l'image			Première session 2016 suite à la rénovation du diplôme									
		Bâtiment - Menuisierie du bâtiment travail du bois						**1**			**15**	**45**		
400234S04	Bac Pro	Technicien constructeur bois	Lycée Sacré Cœur	Saint Brieuc		**1950**	**3**	**1**	**8**	**15**	**15**	**45**	**74 534 €**	**33 459 €**
		Commerce vente - Commerce distribution						**5**			**100**	**180**		
320312T09	BTS	Management des unités commerciales	Groupe Antoine de St Exupéry – Site Jean Rhodain	Vitré	participation supplémentaire annuelle de 3 275 € pour la promotion 2013-2015. Dernière session 2020 suite à la rénovation du diplôme	**1350**	**2**	**2**	**12**	**20**	**40**	**80**	**101 944 €**	**43 340 €**
320312T13	BTS	Management commercial opérationnel	Groupe Antoine de St Exupéry – Site Jean Rhodain	Vitré	participation supplémentaire annuelle de 3 275 € pour la promotion 2013-2015. Première session 2021 suite à la rénovation du diplôme	**1350**	**2**	**2**	**12**	**20**	**40**	**80**	**101 944 €**	**43 340 €**
264312P02	Titre de niveau II	Responsable de centre de profit en distribution	Groupe Antoine de St Exupéry – Site Jean Rhodain	Vitré	première session 2014. Dernière session 2019 (arrêt du conventionnement).	**700**	**1**	**1**	**10**	**20**	**20**	**20**	**67 476 €**	**0 €**
		Commerce vente - Technico commercial						**1**			**15**	**15**		
323210W13	BTSA	Technico-commercial specialité jardins et végétaux d'ornements et produits alimentaires	Ecole Saint Ilan	Langueux	Ouverture à titre expérimental pour deux promotions à la rentrée 2018 en parcours mixte (1+1). Pérennisation de la formation rentrée 2019	**700**	**1**	**1**	**8**	**15**	**15**	**15**	**35 030 €**	**17 500 €**
		Commerce vente - Vente						**2**			**22**	**44**		
500312T18	CAP	Fleuriste	Ecole Saint Ilan	Langueux	Dernière session 2019 suite à la rénovation du diplôme	**910**	**2**	_	**8**	**14**	_	_	**57 329 €**	**25 267 €**
500312T23	CAP	Fleuriste	Ecole Saint Ilan	Langueux	Première session 2020 suite à la rénovation du diplôme	**910**	**2**	**1**	**8**	**14**	**14**	**28**	**57 329 €**	**25 267 €**

NB : Pour faire suite aux difficultés récurrentes de recrutement dans les classes secondes de baccalauréats professionnels, il est proposé un abaissement du seuil minimum à 6 (dés lors que les effectifs le justifient).

928

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0312_05-DE

Validité de la convention du

ORGANISME GESTIONNAIRE :
ASSOCIATION POUR LA PROMOTION DE L'APPRENTISSAGE DE L'ENSEIGNEMENT CATHOLIQUE TECHNIQUE PROFESSIONNEL ET AGRICOLE EN BRETAGNE (A.S.P.E.C.T.) - Centre Ste Melaine - 6 Bd Emmanuel Mounier - CS 50623 - 35706 RENNES CEDEX 6

CENTRE DE FORMATION D'APPRENTIS
CFA DE L'ENSEIGNEMENT CATHOLIQUE DE BRETAGNE (CFA ECB) - Centre Ste Melaine - 6 Bd Emmanuel Mounier - CS 50623 - 35706 RENNES CEDEX 6

TABLEAU SYNTHETIQUE DES FORMATIONS PAR SECTEURS PROFESSIONNELS

N° de codification	Diplôme	Secteur professionnel / intitulé du diplôme	opérateur	lieu	Observation	CARACTERISTIQUES DES FORMATIONS								
						Volume horaire	Nombre d'années	Nombre de "groupe classe enseignement professionnel" par année	Effectif par "groupe classe enseignement" mini	Effectif par "groupe classe enseignement" maxi	Capacités totales d'accueil par année de formation	Capacités totales d'accueil sur la durée de la formation	Données financières par formation pour chaque "groupe classe d'enseignement" Coût annuel de formation	Données financières par formation pour chaque "groupe classe d'enseignement" Dotation financière annuelle
		Commerce vente - Vente												
400312T02	Bac Pro	Commerce	Lycée Notre Dame	Redon	Ouverture rentrée 2019 en parcours mixte (1+2) et mixité de publics. Dernière session 2021 suite à la rénovation du diplôme	**1291**	**2**	**1**	**4**	**8**	**8**	**16**	**35 669 €**	**16 051 €**
400312T13	Bac Pro	Métiers du commerce et de la vente	Lycée Notre Dame	Redon	Ouverture rentrée 2019 en parcours mixte (1+2) et mixité de publics. Première session 2022 suite à la rénovation du diplôme	**1291**	**2**	**1**	**4**	**8**	**8**	**16**	**35 669 €**	**16 051 €**
		Environnement propreté sécurité - Environnement						**2**			**28**	**56**		
323213P08	BTSA	Gestion et protection de la nature	Lycée de Pommerit-Jaudy	Pommerit-Jaudy	première session 2013	**1450**	**2**	**2**	**8**	**14**	**28**	**56**	**135 180 €**	**59 391 €**
		Gestion administration finance informatique - Gestion administration						**3**			**76**	**127**		
160314M01	DSCG	Diplôme supérieur de comptabilité et de gestion	Lycée La Salle	Rennes	Dernière session 2020 (arrêt du conventionnement).	**1000**	**2**	**1**	**10**	**35**	**35**	**70**	**126 508 €**	**0 €**
16X310M02	Titre de niveau I	Manager de projets internationaux	Groupe Antoine de St Exupéry – Site Giorgio Frassati	Rennes	Ouverture à titre expérimental pour deux promotions à la rentrée 2018. Pérennisation de la formation rentrée 2019. Arrêt du conventionnement.	**516**	**1**	**1**	**8**	**25**	**25**	**25**	**60 337 €**	**0 €**
16X313P11	Titre professionnel	Manager en immobilier résidentiel et tertiaire	Groupe Antoine de St Exupéry – Site Giorgio Frassati	Rennes	Ouverture rentrée 2019. Arrêt du conventionnement.	**995**	**2**	**1**	**8**	**16**	**16**	**32**	**67 228 €**	**0 €**
		Gestion administration finance informatique - Informatique						**1**			**18**	**18**		
26X326N07	Titre de niveau II	Chef.fe de projet logiciel et réseaux (ESGI)	Lycée La Salle	Rennes	Ouverture à la rentrée 2017. Dernière session 2019 (arrêt du conventionnement).	**600**	**1**	**1**	**12**	**18**	**18**	**18**	**116 447 €**	**0 €**
		Gestion administration finance informatique - Juridique						**1**			**25**	**50**		
26A313N01	Titre de niveau II	Conseiller en droit rural et économie agricole (IHEDREA)	Groupe Antoine de St Exupéry	Vitré	Ouverture à la rentrée 2017. Fermeture à la rentrée 2018 avec transfert provisoire de la capacité d'accueil vers Rennes	**972**	**2**	_	**8**	**25**	_	_	**47 879 €**	**0 €**
26A313N01	Titre de niveau II	Conseiller en droit rural et économie agricole (IHEDREA)	Groupe Antoine de St Exupéry – Site Giorgio Frassati	Rennes	Ouverture à la rentrée 2017. Transfert de la capacité d'accueil du site de Vitré. Dernière session 2020 (arrêt du conventionnement).	**972**	**2**	**1**	**8**	**25**	**25**	**50**	**47 879 €**	**0 €**
		Hôtellerie restauration tourisme - Cuisine						**2**			**24**	**36**		
563334T02	CSA de niveau V	Restauration collective	Groupe Antoine de St Exupéry – Site Giorgio Frassati	Rennes	Ouverture expérimentale pour deux promotions à la rentrée 2015. Reconduction de l'expérimentation pour les promotions 2017/2018 et 2018/2019 Pérennisation de la formation rentrée 2019	**490**	**1**	**1**	**8**	**12**	**12**	**12**	**47 617 €**	**20 630 €**
400221T06	Bac Pro	Cuisine	Lycée Saint-Joseph Le Bossuet	Lannion	Ouverture à titre expérimental pour deux promotions à la rentrée 2018 en parcours mixte (1+2). Pérennisation de la formation rentrée 2019	**1280**	**2**	**1**	**8**	**12**	**12**	**24**	**48 770 €**	**21 900 €**
		Maintenance industrielle mécanique automatismes - Etude et réalisation industrielle						**1**			**8**	**16**		
320201N11	BTS	Conception et réalisation des systèmes automatiques	Lycée Saint Joseph	Landerneau	Ouverture à la rentrée 2016 avec mixités de public et de parcours	**779**	**2**	**1**	**4**	**8**	**8**	**16**	**37 063 €**	**11 100 €**

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0312_05-DE

Validité de la convention du

ORGANISME GESTIONNAIRE :
ASSOCIATION POUR LA PROMOTION DE L'APPRENTISSAGE DE L'ENSEIGNEMENT CATHOLIQUE
TECHNIQUE PROFESSIONNEL ET AGRICOLE EN BRETAGNE (A.S.P.E.C.T.) - Centre Ste Melaine - 6 Bd Emmanuel Mounier - CS 50623 - 35706 RENNES CEDEX 6

CENTRE DE FORMATION D'APPRENTIS
CFA DE L'ENSEIGNEMENT CATHOLIQUE DE BRETAGNE (CFA ECB) - Centre Ste Melaine - 6 Bd Emmanuel Mounier - CS 50623 - 35706 RENNES CEDEX 6

TABLEAU SYNTHETIQUE DES FORMATIONS PAR SECTEURS PROFESSIONNELS

N° de codification	Diplôme	Secteur professionnel / intitulé du diplôme	opérateur	lieu	Observation	CARACTERISTIQUES DES FORMATIONS								
						Volume horaire	Nombre d'années	Nombre de "groupe classe enseignement professionnel" par année	Effectif par "groupe classe enseignement professionnel"		Capacités totales d'accueil		Données financières par formation pour chaque "groupe classe d'enseignement professionnel"	
									mini	maxi	par année de formation	sur la durée de la formation	Coût annuel de formation	Dotation financière annuelle
		Maintenance industrielle mécanique automatismes - Mécanique automatismes						**1**			**14**	**28**		
400201U02	Bac Pro	Pilote de ligne de production	Lycées Jeanne d'Arc et Frédéric Ozanam	Vitré et Cesson-Sévigné	Ouverture expérimentale des classes de première et Terminale pour deux promotions à la rentrée 2015. Reconduction de l'expérimentation pour la promotion 2016/2018. Pérennisation à la rentrée 2017. En partenariat avec le Lycée Frédéric Ozanam à Cesson-Sévigné	**1400**	**2**	**1**	**8**	**14**	**14**	**28**	**81 548 €**	**36 065 €**
		Travaux publics						**1**			**8**	**8**		
400252R12	Bac Pro	Maintenance des matériels option B travaux publics et manutention	LGT Privé St Gabriel	Pont-L'Abbé	Ouverture rentrée 2019 en mixité de parcours (2+1) et mixité de public. Dernière session 2018 suite à la rénovation du diplôme.	**618**	**1**	**1**	**4**	**8**	**8**	**8**	**15 150 €**	**6 818 €**
400252R20	Bac Pro	Maintenance des matériels option B matériels de construction et de manutention	LGT Privé St Gabriel	Pont-L'Abbé	Ouverture rentrée 2019 en mixité de parcours (2+1) et mixité de public. Première session 2019 suite à la rénovation du diplôme. Arrêt du conventionnement.	**618**	**1**	**1**	**4**	**8**	**8**	**8**	**15 150 €**	**6 818 €**
		Métiers de bouche - Boulangerie pâtisserie						**1**			**12**	**12**		
010221S07	MC de niveau V	Boulangerie spécialisée	Lycée Saint Joseph	Concarneau	Ouverture à la rentrée 2016	**420**	**1**	**1**	**8**	**12**	**12**	**12**	**50 379 €**	**21 763 €**
		Soins personnels						**1**			**15**	**15**		
400336T01	Bac Pro	Esthétique cosmétique parfumerie	Lycée Montbareil	Guingamp	Ouverture rentrée 2019 en parcours mixte. Arrêt du conventionnement.	**675**	**1**	**1**	**8**	**15**	**15**	**15**	**35 780 €**	**16 101 €**
		Pré-apprentissage						**1**			**12**	**12**		
631999M99	DIMA	Dispositif d'Initiation aux Métiers en Alternance	Lycée de Kerplouz	Auray	Fermeture à la rentrée 2019	**560**	**1**	**1**	**8**	**12**	**12**	**12**	_	**37 602 €**

NB : Pour faire suite aux difficultés récurrentes de recrutement dans les classes secondes de baccalauréats professionnels, il est proposé un abaissement du seuil minimum à 6 (dés lors que les effectifs le justifient).

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0312_05-DE

Validité de la convention du

ORGANISME GESTIONNAIRE :
UNIVERSITE DE BRETAGNE SUD (UBS) - Université de Bretagne sud - BP 92116 - 56321 LORIENT CEDEX

CENTRE DE FORMATION D'APPRENTIS
CFA UNIVERSITAIRE DE BRETAGNE (CFAUB) - Campus Tohannic - Bâtiment Yves Coppens - rue André Lwoff - BP 573 - 56017 VANNES CEDEX

TABLEAU SYNTHETIQUE DES FORMATIONS PAR SECTEURS PROFESSIONNELS

N° de codification	Diplôme	Secteur professionnel / intitulé du diplôme	opérateur	lieu	Observation	CARACTERISTIQUES DES FORMATIONS								
						Volume horaire	Nombre d'années	Nombre de "groupe classe enseignement professionnel" par année	Effectif par "groupe classe enseignement professionnel" mini	Effectif par "groupe classe enseignement professionnel" maxi	Capacités totales d'accueil par année de formation	Capacités totales d'accueil sur la durée de la	Données financières par formation pour chaque "groupe classe d'enseignement professionnel" Coût annuel de formation	Données financières par formation pour chaque "groupe classe d'enseignement professionnel" Dotation financière annuelle
		Agriculture horticulture paysage - Travaux paysagers						**1**			**12**	**12**		
250214P16	Licence professionnelle	Aménagement paysager conception gestion entretien	Université de Rennes II	Rennes	Ouverture expérimentale pour deux promotions à la rentrée 2015. Première session 2018 suite à la rénovation du diplôme. Reconduction de l'expérimentation pour la promotion 2018/2019. Pérennisation de la formation rentrée 2019. Dernière session 2019 (arrêt du conventionnement).	**490**	**1**	**1**	**10**	**12**	**12**	**12**	**55 397 €**	**0 €**
		Agroalimentaire						**4**			**61**	**61**		
250221R47	Licence Pro	Industries agoalimentaires : gestion production et valorisation parcours management de l'innovation de la production et de la sécurité alimentaire	IUT de Saint-Brieuc	Saint-Brieuc	Ouverture rentrée 2014. Première session 2018 suite à la rénovation du diplôme. 2 groupes pour les promotions 2017/2018 et 2018/2019. Dernière session 2019 (arrêt du conventionnement).	**488**	**1**	**1**	**8**	**14**	**14**	**14**	**200 738 €**	**0 €**
250221R47	Licence Pro	Industries agroalimentaires : gestion production et valorisation parcours produits laitiers	IUT Saint-Brieuc	Saint-Brieuc	Ouverture à la rentrée 2016. Première session 2018 suite à la rénovation du diplôme. Dernière session 2019 (arrêt du conventionnement).	**452**	**1**	**1**	**8**	**16**	**16**	**16**	**84 516 €**	**0 €**
250200R1H	Licence Pro	Métiers de la qualité	IUT de Lorient	Lorient	Ouverture rentrée 2019. Arrêt du conventionnement.	**611**	**1**	**1**	**8**	**16**	**16**	**16**	**54 140 €**	**0 €**
135310P23	Master Pro	Gestion de production logistique achats parcours management des entreprises agroalimentaires et de process	Institut de Gestion Rennes	Rennes	Première session 2018 suite à la rénovation du diplôme. Dernière session 2019 (arrêt du conventionnement).	**380**	**1**	**1**	**8**	**15**	**15**	**15**	**77 439 €**	**0 €**
		Bâtiment - Etude bâtiment génie civil						**1**			**20**	**20**		
250230P20	Licence Pro	Métiers du BTP : génie civil et construction parcours conducteur de travaux	IUT de Rennes	Rennes	Première session 2018 suite à la rénovation du diplôme. Dernière session 2019 (arrêt du conventionnement).	**600**	**1**	**1**	**15**	**20**	**20**	**20**	**151 317 €**	**0 €**
250230R08	Licence Pro	Métiers du BTP : performances énergétique et environnementale des bâtiments parcours management environnemental et qualité globale des constructions	Université de Bretagne Occidentale	Brest	Première session 2018 suite à la rénovation du diplôme Fermeture de la formation à la rentrée 2019	**580**	**1**	_	**8**	**16**	_	_	_	**0 €**

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0312_05-DE

Validité de la convention du 1 septembre 2014 au 31 décembre 2019

ORGANISME GESTIONNAIRE :
UNIVERSITE DE BRETAGNE SUD (UBS) - Université de Bretagne sud - BP 92116 - 56321 LORIENT CEDEX

CENTRE DE FORMATION D'APPRENTIS
CFA UNIVERSITAIRE DE BRETAGNE (CFAUB) - Campus Tohannic - Bâtiment Yves Coppens - rue André Lwoff - BP 573 - 56017 VANNES CEDEX

TABLEAU SYNTHETIQUE DES FORMATIONS PAR SECTEURS PROFESSIONNELS

N° de codification	Diplôme	Secteur professionnel / intitulé du diplôme	opérateur	lieu	Observation	CARACTERISTIQUES DES FORMATIONS								
						Volume horaire	Nombre d'années	Nombre de "groupe classe enseignement professionnel" par	Effectif par "groupe classe enseignement" mini	Effectif par "groupe classe enseignement" maxi	Capacités totales d'accueil par année de formation	Capacités totales d'accueil sur la durée de la	Données financières par formation pour chaque "groupe classe d'enseignement" Coût annuel de formation	Données financières par formation pour chaque "groupe classe d'enseignement" Dotation financière annuelle
		Commerce vente						**5**			**99**	**124**		
250312T80	Licence Pro	Management des activités commerciales parcours commerce et distribution	IUT de Vannes	Vannes	Première session 2018 suite à la rénovation du diplôme. Dernière session 2019 (arrêt du conventionnement).	**630**	**1**	**1**	**8**	**18**	**18**	**18**	**122 129 €**	**0 €**
250312P0L	Licence Pro	Commercialisation des produits alimentaires parcours marketing communication vente	IUT de Saint-Brieuc	Saint-Brieuc	Ouverture à la rentrée 2017. Première session 2018 suite à la rénovation du diplôme. Dernière session 2019 (arrêt du conventionnement).	**510**	**1**	**1**	**8**	**16**	**16**	**16**	**63 479 €**	**0 €**
135312N01	Master Pro	Marketing vente parcours franchise et commerce en réseau	Institut de Gestion Rennes	Rennes	Ouverture à la rentrée 2017 de la 1ère année de formation (passage de 1 à 2 ans). Première session 2018 suite à la rénovation du diplôme. Dernière session 2020 (arrêt du conventionnement).	**684**	**2**	**1**	**12**	**25**	**25**	**50**	**112 341 €**	**0 €**
250312M2R	Licence Pro	Métiers du commerce international - Assistant commercial import/export trilingue	Université de Bretagne Sud	Lorient	Ouverture rentrée 2019. Arrêt du conventionnement.	**581**	**1**	**1**	**8**	**24**	**24**	**24**	**57 250 €**	**0 €**
250313P88	Licence Pro	Métiers de l'Immobilier : Gestion et Administration de biens	IUT Vannes	Vannes	Ouverture rentrée 2019. Arrêt du conventionnement.	**560**	**1**	**1**	**8**	**16**	**16**	**16**	**86 850 €**	**0 €**
		Electricité électronique électrotechnique - Electronique électrotechnique						**1**			**10**	**10**		
170326M0V	Ingénieur	Ingénieur diplôme de l'ENSSAT de Lannion spécialité Informatique multimédia et réseaux	ENSSAT	Lannion	Ouverture à titre expérimental pour deux promotions à la rentrée 2018. Option électronique informatique photonique. Dernière session 2019 (arrêt du conventionnement).	**400**	**1**	**1**	**8**	**10**	**10**	**10**	**90 889 €**	**0 €**
		Environnement propreté sécurité - Environnement						**3**			**50**	**50**		
350344P03	DUT	Hygiène sécurité environnement	IUT de Lorient	Lorient	ouverture rentrée 2013 - recrutement exclusivement en deuxième année. Augmentation de la capacité d'accueil à la rentrée 2017 (2 groupes). Dernière session 2019 (arrêt du conventionnement).	**675**	**1**	**2**	**8**	**15**	**30**	**30**	**103 990 €**	**0 €**
250343R05	Licence Pro	Génie des procédés pour l'environnement parcours procédés de traitement et de valorisation des rejets	IUT de Lorient	Pontivy	Première session 2018 suite à la rénovation du diplôme. Dernière session 2019 (arrêt du conventionnement).	**550**	**1**	**1**	**10**	**20**	**20**	**20**	**70 484 €**	**0 €**

NB : Pour faire suite aux difficultés récurrentes de recrutement dans les classes secondes de baccalauréats professionnels, il est proposé un abaissement du seuil minimum à 6 (dés lors que les effectifs le justifient).

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0312_05-DE

ORGANISME GESTIONNAIRE :
UNIVERSITE DE BRETAGNE SUD (UBS) - Université de Bretagne sud - BP 92116 - 56321 LORIENT CEDEX

Validité de la convention du 1 septembre 2014 au 31 décembre 2019

CENTRE DE FORMATION D'APPRENTIS
CFA UNIVERSITAIRE DE BRETAGNE (CFAUB) - Campus Tohannic - Bâtiment Yves Coppens - rue André Lwoff - BP 573 - 56017 VANNES CEDEX

TABLEAU SYNTHETIQUE DES FORMATIONS PAR SECTEURS PROFESSIONNELS

N° de codification	Diplôme	Secteur professionnel / intitulé du diplôme	opérateur	lieu	Observation	CARACTERISTIQUES DES FORMATIONS								
						Volume horaire	Nombre d'années	Nombre de "groupe classe enseignement professionnel" par année	Effectif par "groupe classe enseignement professionnel" mini	Effectif par "groupe classe enseignement professionnel" maxi	Capacités totales d'accueil par année de formation	Capacités totales d'accueil sur la durée de la formation	Données financières par formation pour chaque "groupe classe d'enseignement professionnel" Coût annuel de formation	Données financières par formation pour chaque "groupe classe d'enseignement professionnel" Dotation financière annuelle
		Gestion administration finance informatique - Enseignement formation						**3**			**24**	**48**		
135333M08	Master Pro	Sciences de l'éducation parcours stratégie et ingénierie en formation pour adultes	Université de Rennes 2	Rennes	Première session 2018 suite à la rénovation du diplôme. Dernière session 2020 (arrêt du conventionnement).	**710**	**2**	**1**	**8**	**12**	**12**	**24**	**34 604 €**	**0 €**
135333M08	Master	Sciences de l'éducation parcours technologies de l'éducation et de la formation	Université de Rennes 2	Rennes	Ouverture rentrée 2015 du Master 1. Ouverture à la rentrée 2016 de la 2ème année. Première session 2018 suite à la rénovation du diplôme. Dernière session 2020 (arrêt du conventionnement).	**754**	**2**	**1**	**8**	**12**	**12**	**24**	**59 733 €**	**0 €**
ND	Licence	Licences générales (allemand, anglais, lettres, mathématiques...)	Universités bretonnes	sites universitaires	Ouverture rentrée 2016. Formations dédiées aux étudiants apprentis professeurs. Dernière session 2019 (arrêt du conventionnement).	**ND**	**1**	**1**	**ND**	**60**	**ND**	**ND**	**ND**	**0 €**
		Gestion administration finance informatique - Gestion administration						**9**			**168**	**237**		
260314M03	DCG	Diplôme de comptabilité et de gestion	IUT de Vannes	Vannes	Dernière session 2019 (arrêt du conventionnement).	**700**	**1**	**1**	**15**	**25**	**25**	**25**	**87 092 €**	**0 €**
250315P26	Licence Pro	Métiers de la GRH : assistant	Université de Bretagne Sud	Vannes	Première session 2018 suite à la rénovation du diplôme. Dernière session 2019 (arrêt du conventionnement).	**490**	**1**	**1**	**8**	**12**	**12**	**12**	**108 915 €**	**0 €**
160314M01	DSCG	Diplôme supérieur de comptabilité et de gestion	IUT de Vannes	Vannes	pérennisation rentrée 2009. Dernière session 2020 (arrêt du conventionnement).	**1080**	**2**	**1**	**15**	**25**	**25**	**50**	**64 059 €**	**0 €**
135310R43	Master Pro	Contrôle de gestion et audit organisationnel parcours système d'information et contrôle de gestion	Institut de Gestion Rennes	Rennes	pérennisation rentrée 2009. Première session 2018 suite à la rénovation du diplôme. Dernière session 2020 (arrêt du conventionnement).	**840**	**2**	**1**	**12**	**20**	**20**	**40**	**156 683 €**	**0 €**
135314R09	Master Pro	Droit économie gestion parcours comptabilité contrôle audit	Institut de Gestion Rennes	Rennes	Première session 2018 suite à la rénovation du diplôme. Dernière session 2020 (arrêt du conventionnement).	**840**	**2**	**1**	**16**	**24**	**24**	**48**	**154 162 €**	**0 €**
135314R24	Master Pro	Droit économie gestion parcours comptabilité contrôle audit	Institut d'Administration des Entreprises Brest	Brest	Première session 2018 suite à la rénovation du diplôme. Dernière session 2019 (arrêt du conventionnement).	**500**	**1**	**1**	**15**	**20**	**20**	**20**	**104 804 €**	**0 €**
135315M24	Master Pro	Gestion des ressources humaines	Institut de Gestion Rennes	Rennes	Première session 2018 suite à la rénovation du diplôme. Dernière session 2019 (arrêt du conventionnement).	**420**	**1**	**1**	**15**	**20**	**20**	**20**	**147 822 €**	**0 €**

NB : Pour faire suite aux difficultés récurrentes de recrutement dans les classes secondes de baccalauréats professionnels, il est proposé un abaissement du seuil minimum à 6 (dés lors que les effectifs le justifient).

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0312_05-DE

ORGANISME GESTIONNAIRE :
UNIVERSITE DE BRETAGNE SUD (UBS) - Université de Bretagne sud - BP 92116 - 56321 LORIENT CEDEX

Validité de la convention du 1 septembre 2014 au 31 décembre 2019

CENTRE DE FORMATION D'APPRENTIS
CFA UNIVERSITAIRE DE BRETAGNE (CFAUB) - Campus Tohannic - Bâtiment Yves Coppens - rue André Lwoff - BP 573 - 56017 VANNES CEDEX

TABLEAU SYNTHETIQUE DES FORMATIONS PAR SECTEURS PROFESSIONNELS

N° de codification	Diplôme	Secteur professionnel / intitulé du diplôme	opérateur	lieu	Observation	CARACTERISTIQUES DES FORMATIONS								
						Volume horaire	Nombre d'années	Nombre de "groupe classe enseignement professionnel" par année	Effectif par "groupe classe enseignement professionnel" mini	Effectif par "groupe classe enseignement professionnel" maxi	Capacités totales d'accueil par année de formation	Capacités totales d'accueil sur la durée de la	Données financières par formation pour chaque "groupe classe d'enseignement professionnel" Coût annuel de formation	Données financières par formation pour chaque "groupe classe d'enseignement professionnel" Dotation financière annuelle
		Gestion administration finance informatique - Gestion administration												
165310M13	Master	Management : parcours des organisations de projets et parcours communication des organisations	Institut d'Etudes Politiques Rennes	Rennes	Ouverture à la rentrée 2016 (4 places). 2 groupes pour la promotion 2016/2017. Première session 2018 suite à la rénovation du diplôme avec augmentation à 10 places maximum à partir de la rentrée 2017. Dernière session 2019 (arrêt du conventionnement).	**360**	**1**	**1**	**2**	**10**	**10**	**10**	**99 054 €**	**0 €**
NC	Master Pro	Management des ressources humaines	Université de Bretagne Occidentale	Brest	Ouverture rentrée 2019. Arrêt du conventionnement.	**440**	**1**	**1**	**8**	**12**	**12**	**12**	**61 800 €**	**0 €**
		Gestion administration finance informatique - Informatique						**11**			**181**	**244**		
350326M05	DUT	Informatique	IUT de Vannes	Vannes	ouverture rentrée 2013. Dernière session 2020 (arrêt du conventionnement).	**1295**	**2**	**1**	**8**	**15**	**15**	**30**	**98 151 €**	**0 €**
350326M05	DUT	Informatique	IUT de Lannion	Lannion	Ouverture de la 2ème année à la rentrée 2017 en parcours mixte (1+1). Dernière session 2019 (arrêt du conventionnement).	**665**	**1**	**1**	**10**	**14**	**14**	**14**	**45 631 €**	**0 €**
350326T08	DUT	Réseaux et télécommunications	IUT de Saint-Malo	Saint-Malo	Dernière session 2020 (arrêt du conventionnement).	**1500**	**2**	**2**	**12**	**24**	**48**	**96**	**158 569 €**	**0 €**
135326M57	Master Pro	Informatique parcours ingénierie logicielle	Université de Rennes 1	Rennes	Première session 2018 suite à la rénovation du diplôme. Dernière session 2019 (arrêt du conventionnement).	**455**	**1**	**1**	**12**	**18**	**18**	**18**	**163 044 €**	**0 €**
250326M0I	Licence Pro	Métiers de l'informatique : administration et sécurité des systèmes et des réseaux parcours intégration des systèmes voix et données	IUT de Lannion	Lannion	Première session 2018 suite à la rénovation du diplôme. Dernière session 2019 (arrêt du conventionnement).	**475**	**1**	**1**	**8**	**12**	**12**	**12**	**11 430 €**	**0 €**
250326R74	Licence Pro	Métiers des réseaux informatiques et télécmmunications parcours réseaux informatiques mobilité et sécurité	IUT de Saint-Malo	Saint-Malo	Première session 2018 suite à la rénovation du diplôme. Dernière session 2019 (arrêt du conventionnement).	**450**	**1**	**1**	**8**	**16**	**16**	**16**	**64 307 €**	**0 €**
250326P75	Licence Pro	Métiers de l'informatique : conception développement et test de logiciels parcours sécurité des systèmes d'informations : intégration et maintenance applicative	IUT de Vannes	Vannes	Première session 2018 suite à la rénovation du diplôme. Dernière session 2019 (arrêt du conventionnement).	**500**	**1**	**1**	**8**	**15**	**15**	**15**	**53 974 €**	**0 €**
250326N0Q	Licence Pro	Métiers de l'informatique systèmes d'informations et gestion de données parcours conception et solutions décisionnelles	IUT de Vannes	Vannes	Première session 2018 suite à la rénovation du diplôme. Dernière session 2019 (arrêt du conventionnement).	**454**	**1**	**1**	**8**	**15**	**15**	**15**	**90 246 €**	**0 €**
250326M0I	Licence Pro	Réseaux et télécommunications parcours administration et sécurité des systèmes et des réseaux (ASUR St Malo)	IUT de Saint-Malo	Saint-Malo	Ouverture à la rentrée 2018. Dernière session 2019 (arrêt du conventionnement).	**560**	**1**	**1**	**8**	**14**	**14**	**14**	**66 000 €**	**0 €**
250326M2D	Licence Pro	Métiers des réseaux informatiques et télécommunications pour les petites et moyennes organisations	IUT de Lannion	Lannion	Ouverture à la rentrée 2018. Dernière session 2019 (arrêt du conventionnement).	**550**	**1**	**1**	**8**	**14**	**14**	**14**	**55 000 €**	**0 €**

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0312_05-DE

ORGANISME GESTIONNAIRE :
UNIVERSITE DE BRETAGNE SUD (UBS) - Université de Bretagne sud - BP 92116 - 56321 LORIENT CEDEX

Validité de la convention du

CENTRE DE FORMATION D'APPRENTIS
CFA UNIVERSITAIRE DE BRETAGNE (CFAUB) - Campus Tohannic - Bâtiment Yves Coppens - rue André Lwoff - BP 573 - 56017 VANNES CEDEX

TABLEAU SYNTHETIQUE DES FORMATIONS PAR SECTEURS PROFESSIONNELS

N° de codification	Diplôme	Secteur professionnel / intitulé du diplôme	opérateur	lieu	Observation	CARACTERISTIQUES DES FORMATIONS								
						Volume horaire	Nombre d'années	Nombre de "groupe classe enseignement professionnel" par année	Effectif par "groupe classe enseignement professionnel" mini	Effectif par "groupe classe enseignement professionnel" maxi	Capacités totales d'accueil par année de formation	Capacités totales d'accueil sur la durée de la	Données financières par formation pour chaque "groupe classe d'enseignement professionnel" Coût annuel de formation	Données financières par formation pour chaque "groupe classe d'enseignement professionnel" Dotation financière annuelle
		Industries de process – Chimie laboratoire						1			14	14		
250200P1B	Licence Pro	Métiers de l'industrie : gestion de la production industrielle	IUT de Lorient	Lorient	Ouverture à la rentrée 2017. Dernière session 2019 (arrêt du conventionnement).	475	1	1	8	14	14	14	73 825 €	0 €
		Maintenance industrielle mécanique automatismes - Etude et réalisation industrielle						5			86	138		
350200R06	DUT	Génie industriel et maintenance	IUT de Saint-Malo	Saint-Malo	recrutement années paires. Dernière session 2020 (arrêt du conventionnement).	1500	2	1	8	14	14	28	81 380 €	0 €
350200R06	DUT	Génie industriel et maintenance	IUT de Lorient	Lorient	recrutement années impaires	1500	2	1	8	14	14	28	59 259 €	0 €
350200P07	DUT	Qualité logistique industrielle et organisation	IUT de Lorient	Lorient	Dernière session 2020 (arrêt du conventionnement).	1260	2	1	12	24	24	48	72 593 €	0 €
250251T14	Licence Pro	Métiers de l'industrie : conception de produits industriels parcours mécanique et simulation numérique	Lycée Félix Le Dantec	Lannion	En partenariat avec l'UBO Brest. Première session 2018 suite à la rénovation du diplôme Fermeture de la formation rentrée 2019	600	1	1	8	20	20	20	46 652 €	0 €
NC	Licence Pro	Gestion de la production option Chargé de mission Maintenance et gestion du risque industriel	IUT de Saint-Malo	Saint-Malo	Ouverture rentrée 2019. Arrêt du conventionnement.	~~460~~	~~1~~	~~1~~	~~10~~	~~14~~	~~14~~	~~14~~	~~48 030 €~~	~~0 €~~
		Sanitaire et social - Santé paramédical et autres domaines						1			14	14		
250250M18	Licence Pro	Maintenance et technologie : technologie médicale et biomédicale	IUT de Lorient	Lorient	Ouverture à titre expérimental pour deux promotions à la rentrée 2018. Dernière session 2019 (arrêt du conventionnement).	476	1	1	8	14	14	14	67 580 €	0 €
		Sport Animation						1			24	48		
NC	Master Pro	Sciences, technologies, santé mention ingénierie et ergonomie de l'activité physique parcours activité et performance	Université de Rennes 2	Rennes	Ouverture rentrée 2019. Arrêt du conventionnement	~~773~~	~~2~~	~~1~~	~~8~~	~~24~~	~~24~~	~~48~~	~~63 493 €~~	~~0 €~~
		Structures métalliques travail des métaux						1			14	14		
350111F02	DUT	Sciences et génie des matériaux	IUT de Saint-Brieuc	Saint-Brieuc	Ouverture de la 2ème année à la rentrée 2018. Dernière session 2019 (arrêt du conventionnement).	756	1	1	8	14	14	14	59 797 €	0 €
		Transports logistique - Logistique						2			27	39		
250311N07	Licence Pro	Logistique et pilotage des flux parcours conception et pilotage de la chaîne logistique globale	IUT de Saint-Malo	Saint-Malo	Première session 2018 suite à la rénovation du diplôme. Dernière session 2019 (arrêt du conventionnement).	500	1	1	8	15	15	15	109 272 €	0 €
135310P23	Master Pro	Droit, économie, gestion : gestion de production, logistique, achats (Master Rennes)	Institut de Gestion Rennes	Rennes	Ouverture rentrée 2019. Arrêt du conventionnement	~~800~~	~~2~~	~~1~~	~~8~~	~~12~~	~~12~~	~~24~~	~~51 210 €~~	~~0 €~~

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0312_05-DE

Validité de la convention du

ORGANISME GESTIONNAIRE :
MAIRIE DE LORIENT - Boulevard Leclerc - BP 30010 - 56315 LORIENT CEDEX

CENTRE DE FORMATION
CFA DE LA VILLE DE LORIENT - Rue Saint-Marcel - BP 30010 - 56315 LORIENT CEDEX

TABLEAU SYNTHETIQUE DES FORMATIONS PAR SECTEURS PROFESSIONNELS

N° de codification	Diplôme	Secteur professionnel / intitulé du diplôme	opérateur	lieu	Observation	CARACTERISTIQUES DES FORMATIONS								
						Volume horaire	Nombre d'années	Nombre de "groupe classe enseignement professionnel" par année	Effectif par "groupe classe enseignement professionnel" mini	Effectif par "groupe classe enseignement professionnel" maxi	Capacités totales d'accueil par année de formation	Capacités totales d'accueil sur la durée de la formation	Données financières par formation pour chaque "groupe classe d'enseignement professionnel" Coût annuel de formation	Données financières par formation pour chaque "groupe classe d'enseignement professionnel" Dotation financière annuelle
		Commerce vente - Commerce distribution						**1**			**18**	**54**		
400312T02	Bac Pro	Commerce	CFA	Lorient	Dernière session 2021 suite à la rénovation du diplôme	**1855**	**3**	**1**	**8**	**18**	**18**	**54**	**56 805 €**	**37 375 €**
400312T13	Bac Pro	Métiers du commerce et de la vente	CFA	Lorient	Première session 2022 suite à la rénovation du diplôme	**1855**	**3**	**1**	**8**	**18**	**18**	**54**	**56 805 €**	**37 375 €**
		Commerce vente - Vente						**5**			**60**	**120**		
500312T15	CAP	Employé de vente spécialisé option A produits alimentaires	CFA	Lorient	Pérennisation du troisième groupe classe à la rentrée 2012. + (1) . 4 groupes en 2ème année pour la promotion 2015/2017 (parcours 1 an) et 2016/2018. 4 groupes en 1ère année pour la promotion 2018/2020	**840**	**2**	**3**	**8**	**12**	**36**	**72**	**53 038 €**	**34 611 €**
500312T16	CAP	Employé de vente spécialisé option B produits d'équipement courant	CFA	Lorient		**840**	**2**	**2**	**8**	**12**	**24**	**48**	**57 885 €**	**37 853 €**
		Electricité électronique électrotechnique - Electronique électrotechnique						**2**			**28**	**84**		
400255P06	Bac Pro	Electrotechnique énergie équipements communicants	CFA	Lorient	Dernière session 2018 suite à la rénovation du diplôme	**1855**	**3**	_	**8**	**14**	_	_	**68 078 €**	**44 656 €**
400255P10	Bac Pro	Métiers de l'électricité et de ses environnements connectés	CFA	Lorient	Première session 2019 suite à la rénovation du diplôme	**1855**	**3**	**2**	**8**	**14**	**28**	**84**	**68 078 €**	**44 656 €**
		Hôtellerie restauration tourisme - Cuisine						**2**			**24**	**48**		
500221M29	CAP	Agent polyvalent de restauration	CFA	Lorient	3 groupes en année Terminale pour la promotion 2013/2015. 3 groupes pour la promotion 2015/2017	**840**	**2**	**2**	**8**	**12**	**24**	**48**	**58 787 €**	**38 584 €**
		Maintenance et carosserie de véhicules - Carosserie						**1**			**15**	**30**		
500254S34	CAP	Réparation des carrosseries	CFA	Lorient		**840**	**2**	**1**	**8**	**15**	**15**	**30**	**43 304 €**	**28 392 €**
		Maintenance et carosserie de véhicules - Maintenance de véhicules						**6**			**72**	**144**		
500252R18	CAP	Maintenance des véhicules option A voitures particulières	CFA	Lorient	première session 2016	**840**	**2**	**2**	**8**	**12**	**24**	**48**	**36 152 €**	**23 739 €**
500252R19	CAP	Maintenance des véhicules option B véhicules de transport routier	CFA	Lorient	première session 2016	**840**	**2**	**2**	**8**	**12**	**24**	**48**	**36 152 €**	**23 739 €**
010255R07	MC de niveau V	Maintenance des systèmes embarqués de l'automobile	CFA	Lorient	dominante véhicules particuliers et véhicules industriels	**296**	**1**	**1**	**8**	**12**	**12**	**12**	**30 880 €**	**20 357 €**
400252R15	Bac Pro	Maintenance des véhicules option B véhicules de transport routier	CFA	Lorient	première session 2017	**1855**	**3**	**1**	**8**	**12**	**12**	**36**	**65 356 €**	**42 837 €**
		Métiers de bouche - Poissonnerie						**2**			**24**	**60**		
500312T21	CAP	Poissonnier écailleur	CFA	Lorient	Ouverture à la rentrée 2018.	**840**	**2**	**1**	**8**	**12**	**12**	**24**	**55 350 €**	**36 200 €**
400312T09	Bac Pro	Poissonnier - écailleur - traiteur	CFA	Lorient	ouverture rentrée 2011 – 2 groupes pour la promotion 2013/2016, dans la classe correspondante à la rentrée 2014.	**1855**	**3**	**1**	**8**	**12**	**12**	**36**	**69 799 €**	**46 281 €**
		Sanitaire et social - Santé paramédical et autres domaines						**3**			**60**	**140**		
450331S04	BP	Préparateur en pharmacie	CFA	Lorient		**840**	**2**	**2**	**8**	**20**	**40**	**80**	**76 349 €**	**49 715 €**
450331S04	BP	Préparateur en pharmacie	CFA	Lorient	2 groupes en année Terminale pour la promotion 2011/2014	**1260**	**3**	**1**	**8**	**20**	**20**	**60**	**69 722 €**	**45 423 €**
		Structures métalliques travail des métaux						**1**			**15**	**15**		
500254S35	CAP	Réalisation en chaudronnerie industrielle	CFA	Lorient	Dernière session 2018 suite à la rénovation du diplôme	**840**	**2**	_	**8**	**15**	_	_	**51 035 €**	**33 582 €**
500254S37	CAP	Réalisation industrielle en chaudronnerie ou soudage option A chaudronnerie	CFA	Lorient	Première session 2019 suiteà la rénovation du diplôme	**840**	**2**	**1**	**8**	**15**	**15**	**15**	**51 035 €**	**33 582 €**

NB : Pour faire suite aux difficultés récurrentes de recrutement dans les classes secondes de baccalauréats professionnels, il est proposé un abaissement du seuil minimum à 6 (dés lors que les effectifs le justifient).

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0312_05-DE

Validité de la convention du 1 septembre 2014 au 31 décembre 2019

ORGANISME GESTIONNAIRE :
CENTRE EUROPEEN DE FORMATION CONTINUE MARITIME (CEFCM) - 1 Rue des Pins - BP 229 - 29182 CONCARNEAU CEDEX

CENTRE DE FORMATION D'APPRENTIS
CFA DU CENTRE EUROPEEN DE FORMATION CONTINUE MARITIME (CEFCM) - 1 Rue des Pins - BP 229 - 29182 CONCARNEAU CEDEX

TABLEAU SYNTHETIQUE DES FORMATIONS PAR SECTEURS PROFESSIONNELS

N° de codification	Diplôme	Secteur professionnel / intitulé du diplôme	opérateur	lieu	Observation	CARACTERISTIQUES DES FORMATIONS								
						Volume horaire	Nombre d'années	Nombre de "groupe classe enseignement professionnel" par année	Effectif par "groupe classe enseignement professionnel"		Capacités totales d'accueil		Données financières par formation pour chaque "groupe classe d'enseignement professionnel"	
									mini	maxi	par année de formation	sur la durée de la formation	Coût annuel de formation	Dotation financière annuelle
		Pêche - Elevages aquacoles						1			16	16		
323212M06	BTSA	Aquaculture	Lycée professionnel maritime de Saint-Malo	Saint-Malo	ouverture rentrée 2011 – Recrutement années impaires. NB*	**1400**	**2**	**1**	**8**	**16**	**16**	**16**	**87 115 €**	**0 €**
		Pêche - Transports maritimes						1			16	32		
400213S02	Bac Pro	Conduite et gestion des entreprises maritimes option pêche	Lycée professionnel maritime du Guilvinec	Guilvinec	première session 2012. NB*	**1699**	**2**	**1**	**8**	**16**	**16**	**32**	**87 112 €**	**23 164 €**

NB : Pour faire suite aux difficultés récurrentes de recrutement dans les classes secondes de baccalauréats professionnels, il est proposé un abaissement du seuil minimum à 6 (dés lors que les effectifs le justifient).
NB* : Arrêt complet du financement à compter du 01/09/2018

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0312_05-DE

Validité de la convention du 1 septembre 2014 au 31 décembre 2019

ORGANISME GESTIONNAIRE :
ASSOCIATION OUVRIERE DES COMPAGNONS DU DEVOIR DU TOUR DE FRANCE (A.O.C.D.T.F.) - 82 rue de l'Hôtel de Ville - 75180 PARIS CEDEX 04

CENTRE DE FORMATION D'APPRENTIS
CFA REGIONAL DES COMPAGNONS DU DEVOIR BRETAGNE - 2 Rue Jules Verne - 35000 RENNES

TABLEAU SYNTHETIQUE DES FORMATIONS PAR SECTEURS PROFESSIONNELS

N° de codification	Diplôme	Secteur professionnel / intitulé du diplôme	opérateur	lieu	Observation	CARACTERISTIQUES DES FORMATIONS								
						Volume horaire	Nombre d'années	Nombre de "groupe classe enseignement professionnel" par année	Effectif par "groupe classe enseignement professionnel" mini	Effectif par "groupe classe enseignement professionnel" maxi	Capacités totales d'accueil par année de formation	Capacités totales d'accueil sur la durée de la formation	Données financières par formation pour chaque "groupe classe d'enseignement professionnel" Coût annuel de formation	Données financières par formation pour chaque "groupe classe d'enseignement professionnel" Dotation financière annuelle
		Bâtiment - Chauffage climatisation						**2**			**35**	**75**		
500233S17	CAP	Installateur sanitaire	CFA régional	Rennes	Ouverture à la rentrée 2017. Dernière session 2019 suite à la rénovation du diplôme	**875**	**2**	_	**8**	**15**	_	_	**96 161 €**	**21 520 €**
500233S24	CAP	Monteur en installations sanitaires	CFA régional	Rennes	Ouverture à la rentrée 2017. Première session 2020 suite à la rénovation du diplôme	**875**	**2**	**1**	**8**	**15**	**15**	**15**	**96 161 €**	**21 520 €**
400227S03	Bac Pro	Technicien en installation des systèmes énergétiques et climatiques	CFA régional	Rennes		**1855**	**3**	**1**	**8**	**20**	**20**	**60**	**71 128 €**	**20 134 €**
		Bâtiment - Gros oeuvre						**1**			**20**	**40**		
500232S17	CAP	Maçon	CFA régional	Rennes		**875**	**2**	**1**	**8**	**20**	**20**	**40**	**62 603 €**	**15 788 €**
		Bâtiment - Menuiserie du bâtiment travail du bois						**3**			**45**	**75**		
500234S39	CAP	Charpentier bois	CFA régional	Rennes	Mise en place de 2 groupes en année Terminale pour la promotion 2014/2016, avec une dotation de 12 530 € pour le groupe dédié à des parcours en un an – Ajustement de la capacité d'accueil maximum lié à l'ouverture du CAP en 1 an	**875**	**2**	**1**	**8**	**15**	**15**	**30**	**80 672 €**	**22 276 €**
500234S39	CAP	Charpentier bois	CFA régional	Rennes	Ouverture à la rentrée 2016	**455**	**1**	**1**	**8**	**15**	**15**	**15**	**64 412 €**	**17 100 €**
500234S41	CAP	Menuisier fabricant de menuiserie, mobilier et agencement	CFA régional	Rennes	Ouverture à la rentrée 2017 liée à la fermeture du CAP « Menuisier fabricant de menuiserie mobilier et agencement » à Brest	**875**	**2**	**1**	**8**	**15**	**15**	**30**	**114 313 €**	**28 711 €**
		Bâtiment - Second oeuvre						**3**			**60**	**120**		
500232S18	CAP	Couvreur	CFA régional	Brest		**875**	**2**	**1**	**8**	**20**	**20**	**40**	**101 837 €**	**28 267 €**
500232S18	CAP	Couvreur	CFA régional	Rennes		**875**	**2**	**1**	**8**	**20**	**20**	**40**	**113 536 €**	**28 638 €**
500254S31	CAP	Serrurier métallier	CFA régional	Rennes		**875**	**2**	**1**	**8**	**20**	**20**	**40**	**64 454 €**	**16 132 €**

NB : Pour faire suite aux difficultés récurrentes de recrutement dans les classes secondes de baccalauréats professionnels, il est proposé un abaissement du seuil minimum à 6 (dés lors que les effectifs le justifient).

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0312_05-DE

Validité de la convention du 1 septembre 2014 au 31 décembre 2019

ORGANISME GESTIONNAIRE :
INSTITUT NAUTIQUE DE BRETAGNE - 2 Rue Bayard - 29900 CONCARNEAU

CENTRE DE FORMATION D'APPRENTIS
CFA DU NAUTISME (CFAN) - 2 rue Bayard - 29900 CONCARNEAU

TABLEAU SYNTHETIQUE DES FORMATIONS PAR SECTEURS PROFESSIONNELS

N° de codification	Diplôme	Secteur professionnel / intitulé du diplôme	opérateur	lieu	Observation	CARACTERISTIQUES DES FORMATIONS								
						Volume horaire	Nombre d'années	Nombre de "groupe classe enseignement professionnel" par année	Effectif par "groupe classe enseignement professionnel"		Capacités totales d'accueil		Données financières par formation pour chaque "groupe classe d'enseignement professionnel"	
									mini	maxi	par année de formation	sur la durée de la formation	Coût annuel de formation	Dotation financière annuelle
		Commerce Vente						**2**			**30**	**60**		
36X335W02	Titre de niveau III	Technico-commercial de l'industrie et des services nautiques	CFA du Nautisme	Concarneau	Ouverture rentrée 2019	**1200**	**2**	**2**	**8**	**15**	**30**	**60**	**142 500 €**	**0 €**
		Pêche - Mécanique spécialisée marine						**1**			**12**	**36**		
400250R09	Bac Pro	Maintenance nautique	CFA du Nautisme	Concarneau		**1890**	**3**	**1**	**8**	**12**	**12**	**36**	**78 763 €**	**13 564 €**
		Sport animation						**1**			**12**	**24**		
446335T01	BPJEPS	Activités nautiques voile	CFA du Nautisme	Concarneau	Dernière session 2020 suite à la rénovation du diplôme	**1040**	**2**	**1**	**8**	**12**	**12**	**24**	**97 871 €**	**17 111 €**
446335T24	BPJEPS	Voile multi-supports	CFA du Nautisme	Concarneau	Première session 2021 suite à la rénovation du diplôme	**1040**	**2**	**1**	**8**	**12**	**12**	**24**	**74 500 €**	**14 000 €**
446335T24	BPJEPS	Voile croisière	CFA du Nautisme	Concarneau	Première session 2021 suite à la rénovation du diplôme	**1040**	**2**	**1**	**8**	**12**	**12**	**24**	**70 950 €**	**13 000 €**

NB : Pour faire suite aux difficultés récurrentes de recrutement dans les classes secondes de baccalauréats professionnels, il est proposé un abaissement du seuil minimum à 6 (dés lors que les effectifs le justifient).

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0312_05-DE

Validité de la convention du 1 septembre 2014 au 31 décembre 2019

ORGANISME GESTIONNAIRE :
CAMPUS DE L'EXCELLENCE SPORTIVE DE BRETAGNE - 24 rue des marettes - BP 90243 - 35802 DINARD Cedex

CENTRE DE FORMATION D'APPRENTIS
CFA DU SPORT DE BRETAGNE - 24 rue des marettes - BP 90243 - 35802 DINARD Cedex

TABLEAU SYNTHETIQUE DES FORMATIONS PAR SECTEURS PROFESSIONNELS

N° de codification	Diplôme	Secteur professionnel / intitulé du diplôme	opérateur	lieu	Observation	CARACTERISTIQUES DES FORMATIONS								
						Volume horaire	Nombre d'années	Nombre de "groupe classe enseignement professionnel" par année	Effectif par "groupe classe enseignement professionnel" mini	Effectif par "groupe classe enseignement professionnel" maxi	Capacités totales d'accueil par année de formation	Capacités totales d'accueil sur la durée de la formation	Données financières par formation pour chaque "groupe classe d'enseignement professionnel" Coût annuel de formation	Données financières par formation pour chaque "groupe classe d'enseignement professionnel" Dotation financière annuelle
		Sport animation						**12**			**210**	**238**		
56X335T01	BAPAAT	Animateur assistant d'équitation	FENICAT	Bruz	Ouverture à la rentrée 2016. Dernière session 2018 suite à la rénovation du diplôme	**947**	**1**	_	**8**	**14**	_	_	**151 985 €**	**49 308 €**
56J335T01	BAPAAT	Brevet d'Aptitude Professionnelle d'Assistant Animateur Technicien option loisirs du jeune et de l'enfant	FENICAT	Bruz	Première session 2019 suite à la rénovation du diplôme	**947**	**1**	**1**	**8**	**14**	**14**	**14**	**151 985 €**	**49 308 €**
446335T06	BPJEPS	Activités physiques pour tous	CFA des Métiers du sport de Bretagne	Dinard	Ouverture rentrée 2015	**601**	**1**	**1**	**10**	**22**	**22**	**22**	**115 456 €**	**25 795 €**
446335T06	BPJEPS	Activités physiques pour tous	Stade Brestois	Brest	Ouverture à la rentrée 2016 avec intégration du Brevet Professionnel Moniteur de football	**730**	**1**	**1**	**8**	**14**	**14**	**14**	**166 477 €**	**54 280 €**
446335T20	BPJEPS	Sports collectifs mention handball	CFA des Métiers du sport de Bretagne	Dinard	Ouverture expérimentale pour deux promotions à la rentrée 2014. Pérennisation à la rentrée 2016.	**602**	**1**	**1**	**8**	**20**	**20**	**20**	**130 323 €**	**43 338 €**
446335T18	BPJEPS	Activités Aquatiques et de la natation	CFA des Métiers du sport de Bretagne	Dinard	Ouverture à la rentrée 2017	**707**	**1**	**1**	**8**	**16**	**16**	**16**	**108 403 €**	**34 183 €**
446335T11	BPJEPS	Educateur sportif mention activités de la forme	ENCP	Rennes	Ouverture à la rentrée 2017	**780**	**1**	**1**	**8**	**18**	**18**	**18**	**90 500 €**	**0 €**
446335T05	BPJEPS	Animateur mention loisirs tous publics	CFA des Métiers du sport de Bretagne	Dinard	Ouverture à titre expérimental pour les promotions 2017/2018 et 2018/2019 (formation en 16 mois) Pérennisation rentrée 2019	**780**	**1**	**1**	**8**	**18**	**18**	**18**	**107 184 €**	**48 200 €**
446335T06	BPJEPS	Activités physiques pour tous	Centre Nautique de Creac'h Gwen	Quimper	Ouverture à la rentrée 2018.	**601**	**1**	**1**	**8**	**20**	**20**	**20**	**87 800 €**	**34 800 €**
336335P02	DEJEPS	Perfectionnement sportif mention tennis	Ligue de Tennis de Bretagne	Pontivy	Ouverture rentrée 2015	**780**	**1**	**1**	**8**	**16**	**16**	**16**	**125 389 €**	**41 373 €**
355335T04	DEUST	Métiers de la forme	Université de Rennes 2	Rennes	Ouverture à la rentrée 2017 en mixité de public (étudiant + apprentissage)	**1100**	**2**	**1**	**8**	**12**	**12**	**24**	**31 500 €**	**15 750 €**
355335T03	DEUST	Animation et gestion des activités physiques et sportives ou culturelles (Lyon 1)	UBO Brest	Brest	Ouverture rentrée 2019	**1200**	**2**	**1**	**8**	**16**	**16**	**32**	**55 340 €**	**19 400 €**
446335T06	BPJEPS	Activités physique pour tous	IBSA	Elven	Ouverture rentrée 2019. Formation qui ne démarre pas à la rentrée 2019.	**896**	**1**	**1**	**8**	**24**	**24**	**24**	**140 566 €**	**49 200 €**

NB : Pour faire suite aux difficultés récurrentes de recrutement dans les classes secondes de baccalauréats professionnels, il est proposé un abaissement du seuil minimum à 6 (dés lors que les effectifs le justifient).

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0312_05-DE

Délibération du Conseil régional de Bretagne
Commission permanente du 08 juillet 2019
Opération(s) nouvelle(s)
Programme : P.0312 - Adapter l'offre et la qualité de formation aux attentes des jeunes et aux besoins des entreprises
Chapitre : 931

Nom du bénéficiaire	Opération	Objet	Type	Montant Proposé (en Euros)
PULSART 44200 NANTES	19004056	Mise en place de l'action "Apprentissage, Egalité, c'est pas sorcier"	Subvention forfaitaire	12 000,00
SOGESTE ESCOTT 35510 CESSON-SEVIGNE	19003839	Participation à la formation des formateurs dans le cadre de la digitalisation du CFA	Subvention forfaitaire	2 040,00

Total : 14 040,00

Nombre d'opérations : 2

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0312_05-DE

Délibération du Conseil régional de Bretagne
Commission permanente du 08 juillet 2019
Diminution(s) ou annulation(s)
Programme : P.0312 - Adapter l'offre et la qualité de formation aux attentes des jeunes et aux besoins des entreprises
Chapitre : 931

Nom du bénéficiaire	Opération	Objet	Type	Vote précédent			Montant proposé (en euros)	Montant Total (en euros)
				N° délib	Date de CP	Montant affecté (en euros)		
DIVERS BENEFICIAIRES 35000 RENNES	19000414	Campagne d'information des publics sur l'apprentissage - Année 2019	Achat / Prestation	19_0312_01	08/02/19	145 000,00	- 75 000,00	70 000,00

Total -75 000,00

Nombre d'opérations : 1

Délibération n° : 19_0312_05

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0312_05-DE

Délibération du Conseil régional de Bretagne

Commission permanente du 08/07/2019

Evolution de la carte des formations par apprentissage - Formations conventionnées

PROGRAMME : P00312 "Adapter l'offre et la qualité de formation aux attentes des jeunes et aux besoins des entreprises"

Validité de la convention du 1 septembre 2014 au 31 août 2019

ORGANISME GESTIONNAIRE :
CHAMBRE DE METIERS ET DE L'ARTISANAT DES COTES D'ARMOR Le Tertre de la Motte 22440 PLOUFRAGAN

CENTRE DE FORMATION D'APPRENTIS
CFA DE LA CHAMBRE DE METIERS ET DE L'ARTISANAT DES COTES D'ARMOR Le Tertre de la Motte 22440 PLOUFRAGAN

TABLEAU SYNTHETIQUE DES FORMATIONS PAR SECTEURS PROFESSIONNELS

N° de codification	Diplôme	Secteur professionnel / intitulé du diplôme	opérateur	lieu	Observation	CARACTERISTIQUES DES FORMATIONS								
						Volume horaire	Nombre d'années	Nombre de "groupe classe enseignement professionnel " par année	Effectif par "groupe classe enseignement professionnel"		Capacités totales d'accueil		Données financières par formation pour chaque "groupe classe d'enseignement professionnel"	
									mini	maxi	par année de formation	sur la durée de la formation	Coût annuel de formation	Dotation financière annuelle
Rénovation du diplôme suivant :														
320312T09	BTS	Management des unités commerciales	CCI	Saint-Brieuc	Ouverture rentrée 2019. Dernière session 2020 suite à la rénovation du diplôme	**1406**	**2**	**2**	**8**	**12**	**24**	**48**	**67 648 €**	**33 824 €**
320312T13	BTS	Management commercial opérationnel	CCI	Saint-Brieuc	Ouverture rentrée 2019. Première session 2021 suite à la rénovation du diplôme	**1406**	**2**	**2**	**8**	**12**	**24**	**48**	**67 648 €**	**33 824 €**

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0312_05-DE

Délibération du Conseil régional de Bretagne

Commission permanente du 08/07/2019

Evolution de la carte des formations par apprentissage - Formations conventionnées

PROGRAMME : P00312 "Adapter l'offre et la qualité de formation aux attentes des jeunes et aux besoins des entreprises"

Validité de la convention du 1 septembre 2014 au 31 août 2019

ORGANISME GESTIONNAIRE :
CHAMBRE DE METIERS ET DE L'ARTISANAT DU FINISTERE - 24 route de Cuzon - 29196 QUIMPER CEDEX
CFA DE LA CHAMBRE DE METIERS ET DE L'ARTISANAT DU FINISTERE - 24 route de Cuzon - B.P. 412 - 29196 QUIMPER CEDEX

TABLEAU SYNTHETIQUE DES FORMATIONS PAR SECTEURS PROFESSIONNELS

N° de codification	Diplôme	Secteur professionnel / intitulé du diplôme	opérateur	lieu	Observation	CARACTERISTIQUES DES FORMATIONS								
						Volume horaire	Nombre d'années	Nombre de "groupe classe enseignement professionnel " par année	Effectif par "groupe classe enseignement professionnel"		Capacités totales d'accueil		Données financières par formation pour chaque "groupe classe d'enseignement professionnel"	
									mini	maxi	par année de formation	sur la durée de la formation	Coût annuel de formation	Dotation financière annuelle
Rénovation du diplôme suivant :														
320312T09	BTS	Management des unités commerciales	CFA CMA 29	Quimper	Ouverture à titre expérimental pour 2 promotions à la rentrée 2018. Dernière session 2020 suite à la rénovation du dplôme	**1400**	**2**	**1**	**8**	**12**	**12**	**24**	**61 361 €**	**40 000 €**
320312T13	BTS	Management commercial opérationnel	CFA CMA 29	Quimper	Ouverture à titre expérimental pour 2 promotions à la rentrée 2018. Première session 2021 suite à la rénovation du diplôme	**1400**	**2**	**1**	**8**	**12**	**12**	**24**	**61 361 €**	**40 000 €**

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0312_05-DE

Délibération du Conseil régional de Bretagne
Commission permanente du 08/07/2019
Evolution de la carte des formations par apprentissage - Formations conventionnées

PROGRAMME : P00312 "Adapter l'offre et la qualité de formation aux attentes des jeunes et aux besoins des entreprises"

Validité de la convention du 1er janvier 2017 au 31 août 2019

ORGANISME GESTIONNAIRE :
CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE METROPOLITAINE BRETAGNE OUEST - Place du 19ème RI – CS 63825 - 29220 BREST CEDEX 2

CENTRE DE FORMATION
IFAC - CAMPUS DES METIERS - CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE METROPOLITAINE BRETAGNE OUEST – 465 rue de Kerlaurent - BP 30037 GUIPAVAS - 29801 BREST CEDEX 9

TABLEAU SYNTHETIQUE DES FORMATIONS PAR SECTEURS PROFESSIONNELS

N° de codification	Diplôme	Intitulé du diplôme	opérateur	lieu	Observation	DISPOSITIF CONVENTIONNE A COMPTER DE LA RENTREE 2019								
						Volume horaire	Nombre d'années	Nombre de "groupe classe enseignement professionnel" par année	Effectif par "groupe classe enseignement professionnel"		Flux maxi	Stock maxi	Données financières par formation pour chaque "groupe classe d'enseignement professionnel"	
									mini	maxi			Coût annuel de formation	Dotation financière annuelle
Rénovation du diplôme suivant :														
320312T09	BTS	Management des unités commerciales	CFA CCI MBO	Brest	Dernière session 2020 suite à la rénovation du diplôme	**1350**	**2**	**1**	**8**	**22**	**22**	**44**	**94 935 €**	**52 557 €**
320312T13	BTS	Management commercial opérationnel	CFA CCI MBO	Brest	Première session 2021 suite à la rénovation du diplôme	**1350**	**2**	**1**	**8**	**22**	**22**	**44**	**94 935 €**	**52 557 €**

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0312_05-DE

Délibération du Conseil régional de Bretagne

Commission permanente du 08/07/2019

Evolution de la carte des formations par apprentissage - Formations conventionnées

PROGRAMME : P00312 "Adapter l'offre et la qualité de formation aux attentes des jeunes et aux besoins des entreprises"

Validité de la convention du 1 janvier 2017 au 31 août 2019

ORGANISME GESTIONNAIRE :
CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE TERRITORIALE D'ILLE ET VILAINE - 2 avenue de la Préfecture - 35042 RENNES CEDEX

CENTRE DE FORMATION
FACULTE DES METIERS CCI RENNES BRETAGNE - Campus de Ker Lann - rue des Frères Montgolfier - 35172 BRUZ CEDEX

TABLEAU SYNTHETIQUE DES FORMATIONS PAR SECTEURS PROFESSIONNELS

N° de codification	Diplôme	Intitulé du diplôme	opérateur	lieu	Observation	DISPOSITIF CONVENTIONNE A COMPTER DE LA RENTREE 2019								
						Volume horaire	Nombre d'années	Nombre de "groupe classe enseignement professionnel" par année	Effectif par "groupe classe enseignement professionnel"		Flux maxi	Stock maxi	Données financières par formation pour chaque "groupe classe d'enseignement professionnel"	
									mini	maxi			Coût annuel de formation	Dotation financière annuelle
Rénovation du diplôme suivant :														
320312T09	BTS	Management des unités commerciales	CFA CCIT35	Bruz	Ouverture à titre expérimental pour une promotion à la rentrée 2016 pour les sortants de la MC Vendeur-conseil en produits techniques pour l'habitat. Reconduction de l'expérimentation pour les promotions 2017/2018 et 2018/2019. Dernière session 2020 suite à la rénovation du diplôme	**588**	**1**	**1**	**8**	**15**	**15**	**15**	**42 782 €**	**0 €**
320312T13	BTS	Management commercial opérationnel	CFA CCIT35	Bruz	Ouverture à titre expérimental pour une promotion à la rentrée 2016 pour les sortants de la MC Vendeur-conseil en produits techniques pour l'habitat. Reconduction de l'expérimentation pour les promotions 2017/2018 et 2018/2019. Première session 2021 suite à la rénovation du diplôme	**588**	**1**	**1**	**8**	**15**	**15**	**15**	**42 782 €**	**0 €**
320312T09	BTS	Management des unités commerciales	CFA CCIT35	Saint Jouan des Guérêts	Dernière session 2020 suite à la rénovation du diplôme	**1385**	**2**	**1**	**8**	**28**	**28**	**56**	**192 886 €**	**34 911 €**
320312T13	BTS	Management commercial opérationnel	CFA CCIT35	Saint Jouan des Guérêts	Première session 2021 suite à la rénovation du diplôme	**1385**	**2**	**1**	**8**	**28**	**28**	**56**	**192 886 €**	**34 911 €**

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0312_05-DE

Délibération du Conseil régional de Bretagne

Commission permanente du 08/07/2019

Evolution de la carte des formations par apprentissage - Formations conventionnées

PROGRAMME : P00312 "Adapter l'offre et la qualité de formation aux attentes des jeunes et aux besoins des entreprises"

Validité de la convention du 1er septembre 2017 au 31 août 2019

ORGANISME GESTIONNAIRE :
CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DU MORBIHAN - 21 quai des Indes - 56100 LORIENT

CENTRE DE FORMATION
CFA DE LA CCI DU MORBIHAN - 21 quai des Indes - 56100 LORIENT

TABLEAU SYNTHETIQUE DES FORMATIONS PAR SECTEURS PROFESSIONNELS

N° de codification	Diplôme	Intitulé du diplôme	opérateur	lieu	Observation	DISPOSITIF CONVENTIONNE A COMPTER DE LA RENTREE 2019								
						Volume horaire	Nombre d'années	Nombre de "groupe classe enseignement professionnel" par année	Effectif par "groupe classe enseignement professionnel"		Flux maxi	Stock maxi	Données financières par formation pour chaque "groupe classe d'enseignement professionnel"	
									mini	maxi			Coût annuel de formation	Dotation financière annuelle
1) Rénovation du diplôme suivant :														
320312T09	BTS	Management des unités commerciales	CFA CCI	Vannes	Ouverture rentrée 2019. Dernière session 2020 suite à la rénovation du diplôme	**1200**	**2**	**1**	**8**	**15**	**15**	**30**	**65 000 €**	**0 €**
320312T13	BTS	Management commercial opérationnel	CFA CCI	Vannes	Ouverture rentrée 2019. Première session 2021 suite à la rénovation du diplôme	**1200**	**2**	**1**	**8**	**15**	**15**	**30**	**65 000 €**	**0 €**

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0312_05-DE

Délibération du Conseil régional de Bretagne

Commission permanente du 08/07/2019

Evolution de la carte des formations par apprentissage - Formations conventionnées

PROGRAMME : P00312 "Adapter l'offre et la qualité de formation aux attentes des jeunes et aux besoins des entreprises"

Validité de la convention du 1 septembre 2014 au 31 août 2019

ORGANISME GESTIONNAIRE :
INSTITUT SUPERIEUR DE FORMATION FRUITS ET LEGUMES (ISFFEL) - Pen ar Prat - 29250 SAINT POL DE LEON

CENTRE DE FORMATION
CFA DE L' I.S.F.F.E.L. - Pen ar Prat - 29250 SAINT POL DE LEON

TABLEAU SYNTHETIQUE DES FORMATIONS PAR SECTEURS PROFESSIONNELS

N° de codification	Diplôme	Intitulé du diplôme	opérateur	lieu	Observation	DISPOSITIF CONVENTIONNE A COMPTER DE LA RENTREE 2019								
						Volume horaire	Nombre d'années	Nombre de "groupe classe enseignement professionnel" par année	Effectif par "groupe classe enseignement professionnel"		Flux maxi	Stock maxi	Données financières par formation pour chaque "groupe classe d'enseignement professionnel"	
									mini	maxi			Coût annuel de formation	Dotation financière annuelle
1) Rénovation du diplôme suivant :														
320312T09	BTS	Management des unités commerciales	CFA ISFFEL	Saint Pol de Léon	Ouverture expérimentale pour deux promotions à la rentrée 2013 – Pérennisation rentrée 2015. Dernière session 2020 suite à la rénovation du diplôme	**840**	**1**	**1**	**10**	**18**	**18**	**18**	**89 302 €**	**0 €**
320312T13	BTS	Management commercial opérationnel	CFA ISFFEL	Saint Pol de Léon	Ouverture expérimentale pour deux promotions à la rentrée 2013 – Pérennisation rentrée 2015. Première session 2021 suite à la rénovation du diplôme	**840**	**1**	**1**	**10**	**18**	**18**	**18**	**89 302 €**	**0 €**
320312T09	BTS	Management des unités commerciales	CFA ISFFEL	Saint Pol de Léon	Ouverture à la rentrée 2017 en mixité de public (maintien de 15 contrats de professionnalisation et 15 contrats d'apprentissage). Dernière session 2020 suite à la rénovation du diplôme	**1350**	**2**	**1**	**8**	**15**	**15**	**30**	**92 486 €**	**0 €**
320312T13	BTS	Management commercial opérationnel	CFA ISFFEL	Saint Pol de Léon	Ouverture à la rentrée 2017 en mixité de public (maintien de 15 contrats de professionnalisation et 15 contrats d'apprentissage). Première session 2021 suite à la rénovation du diplôme	**1350**	**2**	**1**	**8**	**15**	**15**	**30**	**92 486 €**	**0 €**
2) Précision des parcours de la formation suivante :														
NC	Licence Pro	Bio-industries et biotechnologies	CFA ISFFEL	Saint Pol de Léon	Ouverture rentrée 2019. Fermeture rentrée 2019 suite à la précision des parcours de cette formation.	**547**	**1**	**1**	**8**	**20**	**20**	**20**	**88 800 €**	**0 €**
250118A17	Licence Pro	Bio-industries et biotechnologies Parcours Innovations et Plateformes biotechnologiques	CFA ISFFEL	Saint Pol de Léon	Ouverture rentrée 2019.	**491**	**1**	**1**	**8**	**14**	**14**	**14**	**90 200 €**	**0 €**
250222M15	Licence Pro	Bio-industries et biotechnologies Parcours biotechnologies marines	CFA ISFFEL	Saint Pol de Léon	Ouverture rentrée 2019.	**600**	**1**	**1**	**8**	**15**	**15**	**15**	**95 400 €**	**0 €**

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0312_05-DE

Délibération du Conseil régional de Bretagne

Commission permanente du 08/07/2019

Evolution de la carte des formations par apprentissage - Formations conventionnées

PROGRAMME : P00312 "Adapter l'offre et la qualité de formation aux attentes des jeunes et aux besoins des entreprises"

Validité de la convention du 1 septembre 2014 au 31 août 2019

ORGANISME GESTIONNAIRE :

SOGESTE ESCCOT (ECOLE SUPERIEURE DE COMMERCE DE COMMUNICATION ET DE TOURISME) (ESCCOT) - 29 avenue des Peupliers - Parc d'activités les peupliers II - 35510 CESSON SEVIGNE

CENTRE DE FORMATION

CFA ESCCOT - 29 avenue des Peupliers - Parc d'activités les peupliers II - 35510 CESSON SEVIGNE

TABLEAU SYNTHETIQUE DES FORMATIONS PAR SECTEURS PROFESSIONNELS

N° de codification	Diplôme	Intitulé du diplôme	opérateur	lieu	Observation	DISPOSITIF CONVENTIONNE A COMPTER DE LA RENTREE 2019								
						Volume horaire	Nombre d'années	Nombre de "groupe classe enseignement professionnel" par année	Effectif par "groupe classe enseignement professionnel"		Flux maxi	Stock maxi	Données financières par formation pour chaque "groupe classe d'enseignement professionnel"	
									mini	maxi			Coût annuel de formation	Dotation financière annuelle
Rénovation du diplôme suivant :														
320312T09	BTS	Management des unités commerciales	CFA ESCCOT	Cesson - Sévigné	Dernière session 2020 suite à la rénovation du diplôme	**1350**	**2**	**3**	**10**	**15**	**45**	**90**	**98 621 €**	**11 926 €**
320312T13	BTS	Management commercial opérationnel	CFA ESCCOT	Cesson - Sévigné	Première session 2021 suite à la rénovation du diplôme	**1350**	**2**	**3**	**10**	**15**	**45**	**90**	**98 621 €**	**11 926 €**

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0312_05-DE

Délibération du Conseil régional de Bretagne

Commission permanente du 08/07/2019

Evolution de la carte des formations par apprentissage - Formations conventionnées

PROGRAMME : P00312 "Adapter l'offre et la qualité de formation aux attentes des jeunes et aux besoins des entreprises"

Validité de la convention du 1 septembre 2014 au 31 août 2019

ORGANISME GESTIONNAIRE :
ASSOCIATION POUR LA PROMOTION DE L'APPRENTISSAGE DE L'ENSEIGNEMENT CATHOLIQUE TECHNIQUE PROFESSIONNEL ET AGRICOLE EN BRETAGNE
(A.S.P.E.C.T.) - Centre Ste Melaine - 6 Bd Emmanuel Mounier - CS 50623 - 35706 RENNES CEDEX 6
CENTRE DE FORMATION
CFA DE L'ENSEIGNEMENT CATHOLIQUE DE BRETAGNE (CFA ECB) - Centre Ste Melaine - 6 Bd Emmanuel Mounier - CS 50623 - 35706 RENNES CEDEX 6

TABLEAU SYNTHETIQUE DES FORMATIONS PAR SECTEURS PROFESSIONNELS

N° de codification	Diplôme	Intitulé du diplôme	opérateur	lieu	Observation	DISPOSITIF CONVENTIONNE A COMPTER DE LA RENTREE 2019								
						Volume horaire	Nombre d'années	Nombre de "groupe classe enseignement professionnel" par année	Effectif par "groupe classe enseignement professionnel"		Flux maxi	Stock maxi	Données financières par formation pour chaque "groupe classe d'enseignement professionnel"	
									mini	maxi			Coût annuel de formation	Dotation financière annuelle
Rénovation des diplômes suivants :														
320312T09	BTS	Management des unités commerciales	Groupe Antoine de St Exupéry – Site Jean Rhodain	Vitré - Etrelles	participation supplémentaire annuelle de 3 275 € pour la promotion 2013-2015. Dernière session 2020 suite à la rénovation du diplôme	**1350**	**2**	**2**	**12**	**20**	**40**	**80**	**101 944 €**	**43 340 €**
320312T13	BTS	Management commercial opérationnel	Groupe Antoine de St Exupéry – Site Jean Rhodain	Vitré - Etrelles	participation supplémentaire annuelle de 3 275 € pour la promotion 2013-2015. Première session 2021 suite à la rénovation du diplôme	**1350**	**2**	**2**	**12**	**20**	**40**	**80**	**101 944 €**	**43 340 €**
400252R12	Bac Pro	Maintenance des matériels option B travaux publics et manutention	LGT Privé St Gabriel	Pont-L'Abbé	Ouverture rentrée 2019 en mixité de parcours (2+1) et mixité de public. Dernière session 2018 suite à la rénovation du diplôme.	**618**	**1**	**1**	**4**	**8**	**8**	**8**	**15 150 €**	**6 818 €**
400252R20	Bac Pro	Maintenance des matériels option B matériels de construction et de manutention	LGT Privé St Gabriel	Pont-L'Abbé	Ouverture rentrée 2019 en mixité de parcours (2+1) et mixité de public. Première session 2019 suite à la rénovation du diplôme.	**618**	**1**	**1**	**4**	**8**	**8**	**8**	**15 150 €**	**6 818 €**

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0312_05-DE

Délibération du Conseil régional de Bretagne
Commission permanente du 08 juillet 2019
Opération(s) nouvelle(s) - Subvention plafonnée
Programme : P.0312 - Adapter l'offre et la qualité de formation aux attentes des jeunes et aux besoins des entreprises
Chapitre : 901

Nom du bénéficiaire	Opération	Objet	Dépense subventionnable (en Euros)	Taux	Montant Proposé (en Euros)
CHAMBRE DE METIERS ET DE L ARTISANAT DES COTES D ARMOR 22440 PLOUFRAGAN	19004383	Travaux d'urgence de réhabilitation des bâtiments du CFA - Ploufragan	413 998,00	70,00	289 798,60

Total : 289 798,60

Nombre d'opérations : 1

Délibération n° : 19_0312_05

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0314_04-DE

REGION BRETAGNE

19_0314_04

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL

8 juillet 2019

DELIBERATION

Programme 0314 - Assurer les formations sanitaires et sociales

La Commission permanente du Conseil régional, convoquée par son Président le 28 juin 2019, s'est réunie le lundi 8 juillet 2019 sous la présidence de celui-ci, au siège de la Région Bretagne à Rennes.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment sa quatrième partie, relative à la Région ;

Vu la délibération n° 17_DAJCP_SA_06 du Conseil régional en date du 22 juin 2017 approuvant les délégations accordées à la Commission permanente ;

Vu l'ensemble des décisions budgétaires de l'exercice en cours ;

Vu l'ensemble des délibérations précisant les modalités d'intervention des dispositifs actuels de la Région ;

Au vu du rapport présenté par Monsieur le Président du Conseil régional ;

Et après avoir délibéré ;

DECIDE

En section de fonctionnement :

- d'AFFECTER sur le montant d'autorisation d'engagement disponible, un crédit de 5 800 000,00 € pour le financement de l'opération figurant dans le tableaux annexé.

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0314_04-DE

Délibération du Conseil régional de Bretagne
Commission permanente du 08 juillet 2019
Complément(s) d'affectation
Programme : P.0314 - Assurer les formations sanitaires et sociales
Chapitre : 931

Nom du bénéficiaire	Opération	Objet	Type	Vote précédent			Montant proposé (en euros)	Total (en euros)
				N° délib	Date de CP	Montant affecté (en euros)		
DIVERS BENEFICIAIRES 35000 RENNES	19000378	BOURSES SANITAIRES ET SOCIALES 2019-2020	Aide individuelle	19_0314_01	08/02/19	500 000,00	5 800 000,00	6 300 000,00

Total 5 800 000,00

Nombre d'opérations : 1

* Prise en compte des dépenses antérieures à la décision

Délibération n° : 19_0314_04

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0315_05-DE

REGION BRETAGNE

19_0315_05

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL

8 juillet 2019

DELIBERATION

Programme 0315 – Faciliter les projets individuels de formation et de qualification

La Commission permanente du Conseil régional, convoquée par son Président le 28 juin 2018, s'est réunie le lundi 8 juillet 2019 sous la présidence de celui-ci, au siège de la Région Bretagne à Rennes.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment sa quatrième partie, relative à la Région ;

Vu la délibération n° 17_DAJCP_SA_06 du Conseil régional en date du 22 juin 2017 approuvant les délégations accordées à la Commission permanente ;

Vu l'ensemble des décisions budgétaires de l'exercice en cours ;

Vu l'ensemble des délibérations précisant les modalités d'intervention des dispositifs actuels de la Région ;

Au vu du rapport présenté par Monsieur le Président du Conseil régional ;

Et après avoir délibéré ;

DECIDE

► ***Actions Régionales de Formation***

d'AFFECTER, sur le montant d'autorisation d'engagement disponible, un crédit de 1 121 100 euros au financement des 4 opérations présentées dans le tableau annexé à la présente délibération ;

d'ATTRIBUER les aides aux bénéficiaires désignés dans ce tableau et d'autoriser le Président à signer les actes juridiques nécessaires au versement de ces aides.

Envoyé en préfecture le 09/07/2019
Reçu en préfecture le 09/07/2019
Affiché le
ID : 035-233500016-20190708-19_0315_05-DE

Délibération du Conseil régional de Bretagne
Commission permanente du 08 juillet 2019
Opération(s) nouvelle(s) - Subvention plafonnée
Programme : P.0315 - Faciliter les projets individuels de formation et de qualification
Chapitre : 931

Nom du bénéficiaire	Opération	Objet	Dépense subventionnable (en Euros)	Taux	Montant Proposé (en Euros)
CHAMBRE REGIONALE DES METIERS ET DE L ARTISANAT DE BRETAGNE 35170 BRUZ	19004369	Plan de formation des actifs de l'artisanat en Bretagne	8 115 604,00	6,41	520 500,00
FONGECIF BRETAGNE 35044 RENNES CEDEX	19004257	Appui au Projet de Transition Professionnelle	1 463 210,70	16,86	295 000,00
CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE REGION BRETAGNE 35005 RENNES CEDEX	19004262	Financement des actions de formation des actifs des entreprises de moins de 11 salariés du secteur du commerce et du tertiaire marchand	1 047 664,00	21,67	227 000,00
CHAMBRE REGIONALE D AGRICULTURE DE BRETAGNE 35042 RENNES	19004251	Mise en oeuvre d'actions de formtion à destination des actifs du secteur agricole - année 2019	133 779,26	58,75	78 600,00

Total : 1 121 100,00

Nombre d'opérations : 4

Délibération n° : 19_0315_05
955